

ORGANISATION



MAOISTE

Freddy Malot

Volume 1

1965-1981

Église Réaliste Mondiale

- LA QUESTION
DE L'UNION DES ETUDIANTS COMMUNISTES DE LYON -
--oOo--

17.10.1965 -

I - LE PRODUIT DES CONTRADICTIONS DU MOUVEMENT COMMUNISTE FRANCAIS.

A la suite du Bureau Politique du Parti Communiste Français, son Comité Central s'est prononcé en faveur du soutien de la candidature MITTERAND pour les élections présidentielles.

Cette décision, nous semble-t-il, n'a pas rempli les exigences du centralisme démocratique qui régit le P.C.F. ; son importance extrême pour le mouvement communiste français imposait par exemple qu'elle soit prise à l'issue d'un Congrès extraordinaire du Parti. En fait, il apparaît que le soutien de la candidature MITTERAND par la direction du P.C.F., tant par sa forme que par son contenu, constitue une étape importante d'un processus de révisionnarisation de la part de cette direction. Il était inévitable, en conséquence, que cette décision fût contestée dans toutes les organisations du Parti.

En ce qui concerne l'Union des Etudiants Communistes, elle est une organisation communiste de masse, à qui il est doublement permis de donner librement son avis sur la candidature MITTERAND.

C'est ainsi que l'U.E.C. de Lyon a refusé pour sa part de cautionner la candidature MITTERAND dans un tract qu'elle a signé et distribué aux étudiants locaux.

Sur ce fait, le Comité National de l'U.E.C. a pris la décision hâtive et anti-statutaire de dissoudre les organismes de l'U.E.C. de Lyon. Une Assemblée Générale des étudiants communistes de Lyon s'est inquiétée de cette mesure de type scissionniste de la direction nationale de l'U.E.C. dans une lettre adressée à toutes les organisations de Ville de l'U.E.C.

Il est dès à présent évident que la rédaction et la diffusion du tract lyonnais qui a occasionné la situation actuelle est, en dernière analyse une expression particulière des contradictions du mouvement communiste français, qui ont commencé à se manifester par ailleurs depuis quelques années, aussi bien par la naissance d'une opposition marxiste-léniniste que par le développement des déviations tant trotskistes que togliattistes dans toutes les organisations du Parti. C'est ce fait également qui rend compte de la marmelade anarcho-gauchiste qui constituait l'essentiel de l'argumentation du tract incriminé.

II-LA DISSOLUTION A L'ORDRE DU JOUR.

La dissolution des étudiants communistes de Lyon est à l'ordre du jour. Il s'agit bien, en effet, d'une menace de désorganisation des militants communistes étudiants, et non simplement d'un réajustement des organismes locaux (Bureau et Comité de Ville).

Cette dissolution trouve sa justification et son explication dans le refus, de la part des étudiants communistes lyonnais, de soutenir la candidature MITTERAND. On a dit que la question de MITTERAND n'a servi que de "prétexte" à la décision du Comité National. Si l'on voit dans le soutien de cette candi-

La question de l'Union des Étudiants Communistes de Lyon

date une expression concentrée de la ligne révisionniste de la direction du Parti, le problème du "prétexte" n'en est plus un : ne pas soutenir MITTERAND revient à s'opposer fondamentalement à la ligne révisionniste en question, et la désorganisation des étudiants communistes de Lyon devient une nécessité pour la direction nationale de l'U.E.C. contrôlée par la direction du Parti. Convainquons-nous bien de l'antagonisme en jeu si nous ne voulons pas mourir.

III - LA "GAUCHE" DE L'U.E.C. DE LYON

Sur le plan de Lyon, dans le cadre de l'opposition majoritaire à la direction nationale, la situation n'est cependant pas envisagée unanimement de la façon décrite plus haut. Dans la mêlée, des phénomènes secondaires viennent troubler la question. La position générale révolutionnaire des étudiants communistes est représentée à Lyon, dans les limites qui seront précisées plus loin, par un ensemble d'étudiants communistes qu'on appelle "la gauche", laquelle détient la majorité locale. La "gauche", qui s'est réunie de nombreuses fois de façon spontanée et avec une composition relativement variable incarne l'opposition globale à la ligne révisionniste de la direction du P.C.F. et de la direction nationale actuelle de l'U.E.C.

La "gauche" est, par rapport à l'organisation officielle, comme la masse par rapport à la direction. Elle n'est pas une "fraction" et ne constitue pas une "tendance" idéologique, mais représente effectivement, dans son hétérogénéité même, la réalité étudiante révolutionnaire, la "plaque sensible" sociale réalisée.

Tout d'abord, donc, la "gauche" en tant que telle n'a aucun caractère fractionnel et ne représente aucune tendance particulière ; son existence est le fruit révolutionnaire chez les étudiants de la ligne révisionniste de la direction du P.C.F. dans les conditions sociales nationales actuelles. Tiennent lieu de preuve à cela les tentatives qui ont été faites antérieurement de réaliser une organisation autonome et parallèle sur sa base, et qui révèlent aujourd'hui la volonté partielle qui les animait. Les réunions passées de la gauche n'ont été autre chose que celles du désarroi des étudiants communistes, accompagné d'un retour extensif aux "textes", surtout les trimestres derniers. La nature de la "gauche" dans son ensemble dépassait celle d'une fraction ; sa destinée était plus élevée.

Par contre, la gauche fut, dès l'origine, comme masse étudiante révolutionnaire sans direction, le terrain de divisions en tendances proprement dites, lesquelles ne manquèrent pas de se dessiner sous la forme de réunions autonomes en marge de la "gauche" elle-même, lesquelles prirent de plus en plus précisément un caractère fractionnel, à mesure qu'une ligne s'y élaborait, nourrie de telles ou telles influences idéologiques déterminées, à l'occasion du bain théorique désordonné que tous se sont donnés.

A la récente Assemblée Générale, ces tendances s'affirmaient assez nettement, et en même temps chacune se comportait comme la véritable "gauche", c'est-à-dire - quant au fonds - comme la véritable alternative à la ligne révisionniste.

La question de l'Union des Étudiants Communistes de Lyon

IV - LES DEUX TENDANCES PRINCIPALES ACTUELLE DE LA GAUCHE.

Considérée globalement, la "gauche" a, depuis sa naissance, une nature essentiellement critique, positive. La gauche de l'U.E.C. de Lyon, majoritaire, représente réellement le mouvement révolutionnaire étudiant. Deux tendances principales la constitue dans l'état actuel, l'"Opposition de Gauche" et ce qu'on peut appeler la "Nouvelle Gauche" ; les sous-tendances existantes sont secondaires, dans la mesure où elles s'associent, en général, au moment des votes, à l'une ou l'autre des tendances principales présentes. Chacune des tendances se caractérise comme suit :

1) L'Opposition de Gauche :

Comme son nom l'indique, cette tendance est fortement imprégnée de trotskisme classique.

C'est elle qui représente le mieux la "gauche" en tant qu'opposition séparée de l'organisation officielle. Cette tendance gauchiste, prenant l'ennemi (le révisionnisme) pour son ombre (l'organisation), revient régulièrement à la charge dans sa volonté plus ou moins explicite d'organisation parallèle. Cette volonté a ainsi pris la forme, à la dernière Assemblée Générale, de propositions concrètes : "établir des liens organiques avec les autres centres d'opposition", revendication du "droit à l'expression et à l'organisation des tendances" ("Texte d'orientation" du 23/10/65). C'est là le... côté faible de l'O.G.

Le caractère éminemment positif de l'O.G. vient moins de ses options que de son existence même, qui manifeste l'opposition radicale qu'il y a entre la ligne révisionniste et les intérêts, la responsabilité des étudiants communistes, et fait que soient posées des questions de principe.

2) La Nouvelle Gauche :

La seconde tendance ne porte en fait pas de nom ; elle est accusée par la première de "faire le jeu du Parti" (On a ici une expression du schématisme de l'O.G., qui consiste à mettre dans le même sac la ligne du Parti et sa matière (ses militants, ses adhérents). De cette confusion s'ensuit l'aventurisme : créer une autre organisation communiste). Ce qui justifie cette accusation est le fait que cette seconde tendance, que nous nommons Nouvelle Gauche, part du point de vue de "rester dans l'organisation" officielle. Cette attitude est manifestement opportuniste. Elle se traduit par un mélange de provocation dans les mots et de soumission sans principe dans les faits (alors que l'O.G. provoque dans la pratique et a une très faible force de frappe théorique), reflétant sa crainte de se trouver abandonnée par les organisations, le cadre révisionniste, et son refus de la lutte résolue contre la ligne révisionniste. La N.G. est conduite à refuser la responsabilité qu'elle partage avec l'O.G. en participant aux activités de la "gauche" face à la direction révisionniste, à accepter les compromis idéologiques pour conserver à tout prix sa place dans les organisations officielles et même, à la limite, à sacrifier des éléments de l'O.G. en holocauste aux révisionnistes.

Le côté positif de la N.G., c'est-à-dire finalement la justification de son appartenance à la "gauche" et ce qui rend compte de l'existence de cette gauche en tant qu'opposition interne à l'U.E.C. comme organisation du P.C.F., ce côté positif réside dans le fait qu'elle s'oppose à l'aventurisme de l'O.G. et offre ainsi la possibilité matérielle à la "gauche" de remplir sa tâche,

La question de l'Union des Étudiants Communistes de Lyon

de mettre essentiellement en cause la ligne révisionniste, et non l'organisation avec ses militants.

V - UN SE DIVISE EN DEUX.

En analysant les deux tendances principales qui se sont affirmées progressivement dans la "gauche" et à partir d'elle, on s'aperçoit que ce qui n'était au départ que l'expression immédiate et indistincte des revendications révolutionnaires des étudiants en face d'une direction soit-disant communiste a abouti à une opposition à l'organisation officielle en tant que telle sous forme de fractions. La séparation critique, positive, interne, créatrice qu'il y avait entre la masse des étudiants représentée par la "gauche" et la direction révisionniste, est devenue opposition négative, fractionnelle, de tendances qui revendiquent chacune exclusivement le caractère révolutionnaire qui est le propre de la gauche dans son ensemble, à l'organisation.

Que penser de cette évolution ?

Premièrement qu'elle est le produit des faiblesses congénitales de la "gauche", laquelle s'est posée dès l'origine sur le plan organisationnel (celui du démocratisme) plus qu'idéologique, ce qui lui masquait à elle-même sa propre nature révolutionnaire. C'est ainsi que ses revendications furent longtemps libéralistes ; encore aujourd'hui y parle-t-on abondamment de "bureaucratisme", de "stalinisme", et très peu de révisionnisme moderne, d'une ligne politique déterminée qui est celle du P.C.F. En fait, la gauche a hérité des procédés mêmes dont s'est servie la direction du P.C.F., à la suite de KROUCHTCHEV, pour s'engager sur la voie du révisionnisme.

Deuxièmement, elle était le chemin nécessaire de la régénérescence révolutionnaire totale, c'est-à-dire à la fois organisationnelle, politique et idéologique, des organisations communistes françaises.

La contradiction générale du mouvement communiste français consiste dans l'opposition existante entre la ligne révisionniste de la direction des organisations du P.C.F. et les intérêts du prolétariat et de tous les révolutionnaires. Cette contradiction est elle-même révolutionnaire puisqu'elle doit donner naissance à un mouvement communiste français dynamique, guidé par une ligne véritablement communiste, une ligne marxiste-léniniste.

Mais on ne se débarrasse pas d'une ligne révisionniste comme on jette son chapeau. La ligne révisionniste n'est pas qu'une idée ou une superstition. En premier lieu, elle a été engendrée au sein du Parti lui-même et est liée à son histoire dans la société française. En outre, elle est représentée par les dirigeants du Parti, qui ont une responsabilité et une autorité particulière dans cette histoire. Enfin et surtout, elle est présente à tous les échelons du Parti et des organisations non pas d'une manière absolument artificielle, à la manière d'une grâce, mais par l'intermédiaire d'hommes réels qui défendent avec acharnement leurs intérêts d'aristocratie ouvrière. La ligne révisionniste est une idée qui a un corps, et c'est un corps étranger dans le Parti de la classe ouvrière.

C'est ainsi que la contradiction révolutionnaire qui oppose fondamentalement la ligne aux masses se présente en réalité sous l'aspect d'hommes opposés à d'autres hommes, et se traduit inévitablement par une division en deux de l'organisation elle-même. Ici encore se trouve confirmé la domination dialectique de "Un se divise en deux".

Il est nécessaire de préciser que les dirigeants révisionnistes sont totalement responsables du phénomène présent, puisque ce sont eux qui ont donné la maladie au mouvement communiste en introduisant leur ligne révisionniste, et qu'ils confirment amplement ensuite cette responsabilité et la consacrent par des exclusions et mesures antistatutaires auxquelles ils se trouvent acculés.

Notons que la division du mouvement communiste coïncide avec l'assimilation par la base révolutionnaire des composantes idéologiques du révisionnisme, et à la définition laborieuse d'une nouvelle ligne véritablement communiste, laquelle ne naît pas plus spontanément que la ligne révisionniste, mais est le produit de luttes multiples.

VI - LES LIMITES DE LA GAUCHE.

Dans la situation actuelle du mouvement communiste étudiant lyonnais, ces luttes en cours et à venir ont pour base déterminée les éléments positifs et révolutionnaires qui sont constitutifs de la "gauche" de l'U.E.C. de Lyon, lesquels doivent être nettement distingués des limites et des contradictions que comporte cette gauche.

1) - La gauche révolutionnaire.

Si la "gauche" est révolutionnaire, c'est dans la seule mesure où elle représente la masse des étudiants communistes, les intérêts et la tâche des militants étudiants marxistes-léninistes, opposés dans leur ensemble à la ligne révisionniste de la direction nationale de l'U.E.C. La "gauche" se définit précisément comme l'opposition objective révolutionnaire du mouvement communiste étudiant à la ligne révisionniste qui lui est appliquée.

Le seul caractère révolutionnaire de la gauche lui vient en conséquence des possibilités qu'elle porte en son sein de réaliser l'isolement pratique et conséquent de la direction révisionniste, c'est-à-dire de démasquer finalement les quelques éléments révisionnistes jusqu'aboutistes. La gauche a pour tâche de prendre conscience de ces possibilités, de ce devoir communiste, et d'en réaliser l'objectif.

2) - Les limites de la gauche.

Mais le caractère révolutionnaire de la gauche est partagé entre les deux tendances typiques qui la composent actuellement ; aucune des deux ne peut, isolément, revendiquer ce caractère révolutionnaire. Au contraire, prise à part, chaque "tendance" ne révèle primordialement que ses faiblesses et son caractère partiel.

- Isolément, la Nouvelle Gauche ouvre la voie aux compromissions idéologiques, sous prétexte de rester à tout prix à l'U.E.C. actuelle, en oubliant qu'elle est elle-même une partie de la base, et la partie précise de la base étudiante communiste dont la faiblesse sur les principes contribuerait à prolonger la confusion chez les étudiants communistes et dans le mouvement communiste entier, à assurer plus longtemps le joug de la direction révisionniste sur les étudiants, c'est-à-dire à sacrifier en définitive les intérêts de cette base elle-même au nom de laquelle elle propose des concessions idéologiques. En

La question de l'Union des Étudiants Communistes de Lyon

nom de laquelle elle propose des concessions idéologiques. En fait, sous prétexte de rester avec la base, la N.G. se sacrifierait elle-même, en ne se maintenant qu'avec une base rendue impuissante par sa faute.

- Isolément, l'Opposition de Gauche engage à la rupture organisationnelle, ce qui revient à endosser le caractère scissionniste de la direction, sous prétexte de mettre en cause la ligne actuelle de l'organisation, comme si elle était à elle seule toute la base. En donnant des armes à la direction, cette attitude aurait pour résultat de prolonger l'autorité apparente de la direction et, simultanément, de la ligne que développe cette direction.

Considérée selon l'opposition de ses tendances, la gauche lyonnaise risque de perdre de vue le caractère révolutionnaire et la responsabilité découlant de ce caractère. Dans la mesure où elle est bornée par ses oppositions, la gauche ne comprend pas sa propre existence, du fait qu'elle ne se considère alors pas du point de vue historique, soit comme phénomène total intégré au développement d'ensemble du mouvement communiste français.

VII - UN POINT DE VUE HISTORIQUE.

Or seul un point de vue historique peut aider à résoudre de façon positive les contradictions de l'U.E.C., lesquelles, rappelons-le, sont dominées par l'antagonisme de la ligne révisionniste de la direction et de l'opposition révolutionnaire des militants, lequel antagonisme a pour expression dernière l'irréductibilité du révisionnisme krouchtchévien et du marxisme-léninisme.

Seul un point de vue historique peut éliminer d'une part l'indécision de la masse des étudiants qui sont encore sur des positions révisionnistes, et d'autre part la peur panique de l'isolement du côté de la gauche. La peur de la gauche vient de l'étroitesse de ses perspectives ; elle se traduit actuellement par, d'un côté, une attitude globale provocatrice vis-à-vis de la direction, qui prend le pas sur la critique positive du révisionnisme, et de l'autre côté par une lutte de sectes entre les tendances qui la constituent, dominée par l'idée de "rester" ou "sortir" de l'U.E.C., aux dépens de l'intérêt général du mouvement et de l'autocritique respective.

D'un point de vue historique, une tâche stratégique s'impose aux étudiants communistes : isoler le révisionnisme. Cela implique diverses considérations :

1) - Le révisionnisme étant objectivement représenté par des individus, il faut bien comprendre qu'il s'agit uniquement pour la gauche d'orienter son action dans l'intention de faire se révéler les révisionnistes irréductibles, les véritables candidats au rôle de "permanent", les candidats à la relève de l'aristocratie ouvrière. Le nombre de ces éléments ne dépasse pas quelques unités ; on ne doit pas confondre ceux-ci avec la masse de ceux qui sont encore passivement sur les positions révisionnistes, que l'on doit au contraire considérer dans leur majorité comme politiquement indécis et trompés. On ne doit non plus les confondre avec la totalité de ceux qui sont les représentants actifs ou dirigeants actuels des organisations révisionnistes, parmi lesquels quelques-uns se révéleront comme foncièrement honnêtes.

2) - De ce point de vue, le caractère révolutionnaire de la gauche vient de ce qu'elle n'est pas que la gauche, uniquement la somme de ses représentants actuels. Dans la même perspective, il faut ajouter au camp de la gauche - en plus des indécis et de quelques éléments révisionnistes actifs - les militants communistes étudiants qui ont lâché l'organisation du fait précisément de la ligne révisionniste de sa direction, et enfin les étudiants révolutionnaires que le révisionnisme a empêché de se manifester dans nos rangs jusqu'à présent.

3) - En contrepartie, la gauche n'est révolutionnaire que dans la mesure où elle est moins que la gauche existant à travers ses membres actuels, dans la mesure où elle a la capacité d'éliminer ultérieurement, en plus des révisionnistes jusqu'aboutistes, les tendances gauchistes qu'elle contient, et les éléments qui continueront à les défendre après même que la critique interne aura révélé leur nocivité et leur nature anticommuniste. Cette dernière opération doit se faire en application du principe que la position gauchiste (opposition de principe aux exclusions, refus de principe des statuts, de toute morale prolétarienne, etc.) correspond à un égarement provisoire complémentaire de la dégénérescence révisionniste de la direction du P.C.F.

VIII - VERS UNE U.E.C. RÉVOLUTIONNAIRE.

Le point de vue historique des militants étudiants communistes est enrichi à Lyon par la décision du Comité National de l'U.E.C. frappant la "gauche", par la dissolution des organismes de Ville en vue de soumettre les étudiants communistes au diktat révisionniste.

Nous avons adressé une lettre aux villes et à la direction nationale demandant à cette dernière de revenir sur sa décision précipitée et scissionniste.

Il ne dépend donc plus de nous de savoir si nous restons ou non dans l'U.E.C. actuelle ; la décision revient entièrement à la direction nationale, et nul aventurisme, nulle soumission de dernière heure, nulle lutte de sectes à l'intérieur de la gauche ne peuvent peser sur cette décision et le sens qu'elle aura. La décision du C.N. a pour seule composante la reconnaissance collective aux étudiants communistes - appartenant à une organisation de masse - d'apprécier et de rejeter le soutien anti-démocratique et sans principe de la candidature MITTERAND par la direction du P.C.F.

L'orientation générale révisionniste, ainsi que des précédents directs tels que, précisément, la décision de soutenir MITTERAND, la façon dont a été obtenue cette décision, et la décision du Comité National de l'U.E.C. à notre égard, prise sans qu'ait même été entendue la direction de Ville, ces éléments nous font prévoir de façon certaine que le C.N. ne reviendra pas sur sa décision et son projet de décapiter l'U.E.C. de Lyon, et qu'il utilisera au contraire tous les moyens pour parfaire son entreprise. Le premier de ces moyens consiste justement dans l'attaque-surprise destinée à replâtrer rapidement à sa façon une U.E.C. lyonnaise docile, avant que la majorité ait le temps de prendre des dispositions protectrices, et pour tenter de diviser cette majorité. Le but de la présente analyse a pour but précis de prévenir activement ces manœuvres.

La question de l'Union des Étudiants Communistes de Lyon

La décision du C.N. et ses suites représentent un grand changement dans le mouvement communiste étudiant ; la désorganisation des étudiants communistes à l'ordre du jour, cela signifie que les étudiants communistes conséquents vont être sortis.

Le fait nouveau dans le mouvement communiste étudiant est en conséquence que l'organisation révisionniste se dénonce en propre, et non plus la ligne de la direction. Ce fait nouveau met les étudiants communistes, tous les étudiants communistes, à l'heure du choix. Il va être question pour chacun de donner des preuves de sa qualité d'étudiant communiste.

D'une part, il va nous falloir développer de façon consciente l'auto-dénonciation de l'organisation révisionniste, laquelle n'était que contestée dans sa ligne de façon inconsciente jusqu'à présent, à l'intérieur d'elle-même, à travers l'existence de la "gauche". La lutte contre le révisionnisme va se transformer en objectif direct de la lutte révolutionnaire des étudiants communistes.

D'autre part, notre tâche d'isolement du révisionnisme va prendre nécessairement une forme nouvelle. Il reviendra à la Ville de Lyon de développer les éléments révolutionnaires qui étaient jusqu'alors contenus électivement dans la "gauche" locale prise dans son ensemble, dans le sens d'une édification d'une nouvelle U.E.C. révolutionnaire, faisant appel à tous les étudiants communistes et révolutionnaires, en prenant pour point de vue la responsabilité historique des étudiants communistes, et pour base une ligne marxiste-léniniste.

C'est avec pour fondement la "gauche" que le mouvement va se développer. Combien de révisionnistes auront le courage révolutionnaire de s'y rallier ? A combien d'étudiants indécis considérés jusqu'à présent comme "pro-"parti" l'événement va-t-il faire prendre conscience ? Comment certains éléments de la "gauche" vont-ils se comporter au pied du mur ? Cela dépend de tous.

De toute façon, la lutte stratégique sera longue ; de leur côté, les étudiants marxistes-léninistes sont décidés à s'y engager et à la mener à terme.

Il est dès à présent certain que quels que soient les détours, qu'imposeront la confusion de la situation actuelle et les contradictions existantes, tel sera, infailliblement, le résultat que nous, étudiants communistes de Lyon, atteindrons.

Pensons que c'est une tâche d'avant-garde qui nous incombe.

Sachons que la future Union des Étudiants communiste révolutionnaire passe par la Lettre en 25 Points et la pensée rouge de MAO TSE-TOUNG. (1)

Le 27 octobre 1965. (1)

F. Malot. - 24 ans -

(1) 1963: écrit de Mao qui animera le Maoïsme mondial pendant 15 ans.

(2) j'étais marxiste - totalement autodidacte - depuis moins de 2 ans en 1965.

Peu après, je fus exclu de l'UEC ... par un malin qui sera ensuite chef de l'USC (m.l.), rebaptisé dans la foulée PCR (m.l.), rival du PCMLF... (ce faux parti qui m'exclua à son tour!)

14 NOVEMBRE 1965

SEMAINE - NATIONALE DE SOLIDARITE

Des révélations de "L'Humanité":

*FREY et son préfet organisent la campagne électorale des groupes
"pro-chinois" pour le compte de De Gaulle*

L'« Humanité » a publié, à trois reprises des informations précises sur l'activité de certains groupuscules, lesquels bénéficient d'appuis considérables, matériels, sonnants et trébuchants, de la part du pouvoir personnel. Sans cela d'ailleurs ils n'existeraient pas et en tout cas ne pourraient faire le tapage qu'ils s'efforcent de mener.

« La Voix du Lyonnais » a pensé qu'il était bon que tous puissent connaître ces premières révélations. Et, soit dit en passant, confirmation est ainsi donnée à l'utilité de lire chaque jour l'« Humanité ».

LA décision du Comité Central du Parti Communiste Français de soutenir : François Mitterrand en tant que candidat unique des forces de gauche pose de sérieux problèmes au pouvoir. D'autant plus que la décision est approuvée, après les explications données dans les organisations du Parti par l'ensemble des communistes et des sympathisants. Comme le déclarait dimanche dernier à Aubervilliers le camarade Waldeck Rochet, secrétaire général du Parti : « François Mitterrand n'est pas communiste et il a des conceptions qui diffèrent des nôtres, mais les communistes sont résolus à faire un effort aussi grand que s'il s'agissait d'un candidat communiste, parce qu'ils ont conscience qu'il s'agit d'assurer l'avenir démocratique de la France. »

Depuis quelques semaines, au moins une dizaine de feuilles imprimées aux titres les plus « révolutionnaires », sont largement diffusées, bien entendu gratuitement.

Il y a huit jours, un libellé de 10 pages ronéotypées, intitulé

« Bulletin du Groupe « Révolte » d'Argenteuil-Bezons », parvenait souvent par la poste, à des centaines d'habitants de ces deux localités ouvrières où l'influence du Parti Communiste est déterminante.

Ce « bulletin » se présente comme l'expression d'un « Groupe Révolte créé par quelques communistes soucieux de faire sortir la réflexion marxiste de l'ornière » (sic).

Bien entendu, tout ce que font les communistes, le Parti Communiste Français est critiqué, condamné, rejeté !

Les « thèses » des dirigeants chinois sont glorifiées : les rédacteurs avouent d'ailleurs ouvertement leur désaccord avec la position du Parti Communiste Français.

Tout cela pour en arriver à condamner la candidature Mitterrand en des termes où se disputent le verbiage pseudo-révolutionnaire et l'esprit d'irresponsabilité : « Un parti authentiquement marxiste-léniniste n'avait le choix qu'entre deux politiques : soit le refus de par-

ticiper à une consultation truquée, se traduisant par un mot d'ordre d'abstention ; soit la présentation d'un candidat du Parti, ce qui aurait abouti à un échec électoral spectaculaire, mais aurait permis, ensuite, une salutaire relance du travail politique. »

Il ne faut pas être très versé en politique pour se rendre compte que ce n'est pas là le langage de communistes. Le texte fourmille d'ailleurs d'inexactitudes flagrantes. Enfin, les auteurs indiquent que leur action « demeurera discrète et pratiquement anonyme »... dans la « semi-clandestinité qu'imposent les conditions du combat révolutionnaire ».

Eh bien, qui sont ces grands « révolutionnaires » ?

Il suffit de savoir que le principal initiateur et animateur du prétendu « Groupe Révolte d'Argenteuil-Bezons » n'est autre que M. Cosperec, sous-préfet, directeur du cabinet de M. Chadeau, préfet délégué du Val d'Oise, à Pontoise.

On le voit, les groupuscules et individus plus ou moins tarés qui font profession de calomnier le Parti Communiste Français et se présentent comme de soi-disant défenseurs de la « pureté marxiste - léniniste », sont à la solde du pouvoir gaulliste. Ils sont aussi le plus souvent à la solde des dirigeants chinois, comme en témoigne l'aventure de plusieurs membres des « Cercles marxistes » de Marseille, trouvés porteurs de dollars américains, après visite à l'ambassade chinoise à Berne.

Chacun travaille peut-être pour son propre compte. La collusion n'en est pas moins édifiante. Elle méritait d'être soulignée.

Notre journal a déjà à plusieurs reprises publié quelques informations et articles sur le même sujet, concernant l'activité des petits groupuscules pro-chinois et de ceux de la « Voix Ouvrière » trotskyste à Lyon.

Force nous est bien de constater qu'aucune réponse n'a été faite aux questions que nous avons posées à plusieurs reprises et notamment celle-ci :

« D'où vient l'argent ? » pour l'édition de luxueuses affiches, de nombreux journaux...

Complétons par de nombreuses questions qui risquent fort de rester également sans réponse :

— Est-il exact que des pressions sont exercées sur certains dépositaires afin qu'ils exposent en premier plan les publications (inventées le plus souvent) de ces groupes ?

D'où viennent ces pressions ?

— Est-il exact que la dénommée Malot est l'agent à Lyon d'une ambassade installée en Suisse ?

— Est-il exact que le dénommé Fargier, professeur de philosophie à Saint-Exupéry est en relation avec un autre ennemi de la classe ouvrière et agent du pouvoir, exclu voici près de dix ans du Parti Communiste et qui fait de fréquents voyages à Lyon, le dénommé Prelot ?

— Est-il exact que ces individus se retrouvent pour décider de leur activité anti-ouvrière et de division au Café de Brière, également exclu du Parti.

— Est-il exact qu'à la Préfecture du Rhône, c'est un sous-préfet, également exclu du Parti, voici de nombreuses années, agent trotskyste du nom de R... qui assure les relations avec ces groupuscules, au même titre que Cosperec, sous-préfet de Seine-et-Oise ?

Tels sont les gens qui prétendent donner des leçons à la classe ouvrière et au Parti Communiste, tels sont les gens qui mènent actuellement campagne pour le compte du pouvoir et de la droite, contre l'union des forces démocratiques, contre la candidature unique de la gauche, celle de François MITTERRAND.

Cercle Gracchus Babeuf

Fédération des Cercles marxistes-léninistes,
Bulletin du Cercle m.l. de Lyon.



n° sp.

Marx-Engels-Lénine-Staline-Mao-Marx-Engels-Lénine-Staline-Mao-Marx-Engels-Lénine-

L'AVENIR EST À NOUS !

**ou comment les marxistes-léninistes doivent-ils se comporter
avec les sympathisants communistes.¹**

...

Comment comprendre que nous disions : “L’avenir est à nous !”, lorsque des publicistes bourgeois peuvent se permettre, au même instant, de juger avec mépris de notre influence politique, comme cela a pu être le cas à la suite du scrutin présidentiel ? Des deux avis, l’un est prolétarien et scientifique, et l’autre est bourgeois et métaphysique. Entre ces deux positions de classe nettement définies (la nôtre et celle des idéologues de la bourgeoisie), il existe une large place pour la confusion, et l’incertitude idéologique, ce qui peut rendre utile une explication de notre part.

Il est compréhensible que les idéologues de la bourgeoisie soient incapables de saisir ce que représente la situation actuelle du mouvement communiste français et international, et de comprendre l’orientation d’ensemble du mouvement prolétarien international. L’horizon idéologique de ces penseurs “objectifs” est nécessairement borné par les contradictions capitalistes et impérialistes du monde contemporain, et tous leurs discours ne peuvent avoir d’autre but que la justification du chaos impérialiste, et l’organisation de la confusion idéologique maximum.

Il en va autrement en ce qui concerne le prolétariat, les travailleurs et les révolutionnaires, que les publicistes bourgeois tentent de dérouter, et qui n’ont pas tous encore conscience, d’une part du fossé idéologique infranchissable qui oppose les marxistes-léninistes et les révisionnistes khrouchtchéviens, et d’autre part de l’unité historique révolutionnaire fondamentale du mouvement prolétarien et populaire universel. C’est la science qui découvre ce double aspect de la situation actuelle, et les marxistes-léninistes ont pour mission d’en répandre le plus largement possible la vérité, afin d’aider au développement positif du mouvement communiste et de conduire les travailleurs à la révolution socialiste en France.

...

¹ Tract du Cercle Gracchus Babeuf, 1^{ère} organisation M.L. de Lyon.
Publié peu après dans “*l’Humanité Nouvelle*”. (nde)

L'Avenir est à nous !

En premier lieu, il nous faut combattre l'idée selon laquelle nous serions des "diviseurs", idée que partagent une partie des cadres et des éléments avancés du mouvement prolétarien, lesquels ne sont pas toujours pour autant des défenseurs conscients du révisionnisme, et n'appartiennent pas toujours à l'aristocratie ouvrière que celui-ci représente. Convainquons-nous qu'il existe bon nombre d'éléments du prolétariat, suffisamment avancés pour comprendre qu'il y a pratiquement deux mouvements communistes antagonistes dans le monde actuel, mais insuffisamment conscients pour voir les limites idéologiques de cette opposition et en déceler le caractère positif dans le processus d'ensemble du développement révolutionnaire de la classe ouvrière. Ces personnes transforment une dualité relative et passagère, historiquement nécessaire dans le mouvement communiste, en un antagonisme absolu, isolé du mouvement historique global et des conditions matérielles de ce mouvement ; elles ne voient pas qu'il y a là **unité** de deux contraires.

Inversement, la majorité des communistes de base, des électeurs du P.C.F. et autres progressistes, reconnaissent bien qu'il y a des divergences entre les khrouchtchéviens et les marxistes-léninistes, ou entre les "Russes" et les "Chinois" comme on dit, mais d'une manière passive, sans comprendre qu'il y a opposition absolue entre les deux **lignes**. Ainsi, dans son ensemble, la classe ouvrière, soit qu'elle soit inorganisée, soit qu'elle manque de formation idéologique, est sympathisante avec le marxisme-léninisme, mais d'une façon qui reste instinctive, estimant simplement que notre mouvement n'est pas "inutile" pour stimuler le P.C.F., et qu'en cas de "coups durs", nous serions tous ensemble, sans aller plus loin. Cette seconde position, dans la mesure où elle exprime l'aspiration générale des travailleurs à l'unité de classe, constitue la justification de base du mouvement marxiste-léniniste. Cependant elle représente une incompréhension théorique totale de la contradiction existante dans le mouvement communiste et de son développement dialectique ; elle est toute sentimentale, marquée d'inertie politique, et elle relève du spontanéisme le plus élémentaire, dont précisément les directions khrouchtchéviennes sont les premières responsables.

•••

Pourquoi ces deux attitudes différentes et opposées dans les rangs des communistes et du prolétariat vis-à-vis des divergences ? Tout simplement parce que le P.C.F. a une politique et une position contradictoires qui suscitent spontanément les deux interprétations. D'une part, sa direction et sa ligne actuelles **trahissent** les intérêts de classe du prolétariat, et cette trahison porte inévitablement en germe la division immédiate du mouvement communiste placé dans cette situation contradictoire et réactionnaire. D'autre part, la division engendrée par l'usurpation révisionniste des organisations communistes est un phénomène révolutionnaire, et même l'évènement le plus révolutionnaire qui puisse se produire dans la période présente, puisque sa finalité est de rétablir l'unité révolutionnaire, sur une base de classe, du mouvement communiste organisé, et du même coup de donner une assise nouvelle, riche de l'expérience de la dégénérescence khrouchtchévienne et du combat mené contre elle, à la lutte de classes dirigée par le Parti communiste.

Les communistes honnêtes qui qualifient les marxistes-léninistes de diviseurs ne comprennent pas que la lutte de classes ne suit pas une voie rectiligne, et qu'elle ne vit pas

L'Avenir est à nous !

que sur son passé, mais qu'elle a lieu dans un monde contradictoire, avec des situations continuellement changeantes et nouvelles, conduisant à des détours nombreux, et parfois des reculs provisoires, comme ce fut par exemple le cas lors du 17^{ème} Congrès khrouchtchévien en France.

Les communistes sincères qui sympathisent avec les marxistes-léninistes, mais ne font pas de distinction de principe entre les deux lignes, qui n'y voient qu'une nuance ou une différence de degré dans la combativité, en suivant la pente de leur souci subjectif d'unité, sont également dans l'erreur : ils ne voient pas que le mouvement communiste actuel est **réellement** divisé, qu'on ne peut pas faire abstraction de cette réalité, et que devant elle tous les prolétaires doivent avoir une attitude **responsable**, afin précisément de réaliser cette unité prolétarienne nouvelle qui reste à faire.

•••

La confusion dans les attitudes des communistes et sympathisants sincères est d'autant plus grave qu'elle a son expression **politique** consciente, et que c'est sur elle que s'appuient, d'une part le gauchisme des trotskistes et de certains qui se prétendent "marxistes-léninistes", et d'autre part l'ultra-révisionnisme des vieux "italiens" et autres. Ainsi existent des tendances politiques secondaires, sans autre justification historique que l'existence du révisionnisme et de la confusion que celui-ci entraîne dans une partie de la classe ouvrière, et qui contribuent essentiellement à maintenir cette confusion qu'ils incarnent, même si de celle-ci naîtra néanmoins la clarté, et si tous les membres de ces groupes ne sont pas des ennemis héréditaires du prolétariat.

L'analyse établit donc que l'ennemi principal dans le mouvement prolétarien est le révisionnisme moderne, contre lequel les révolutionnaires doivent lutter fermement et de façon conséquente ; cette lutte idéologique que nous devons mener jusqu'au bout est nécessaire parce que l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière a son destin attaché à elle et à son issue.

En second lieu, la situation contradictoire du P.C.F. suscite des attitudes et des positions politiques contradictoires, dont l'une représente exclusivement la division tactique du mouvement communiste, et l'autre exclusivement son unité stratégique. Il va de soi qu'en ce qui concerne la situation réelle actuelle, l'opposition instinctive de gauche au P.C.F. est relativement progressiste, tandis que son opposition de droite est relativement réactionnaire. Il s'ensuit que l'ennemi secondaire dans le mouvement prolétarien, pour les marxistes-léninistes, est représenté par l'opportunisme de gauche, lequel oublie l'unité objective de classe du prolétariat pour ne retenir que la division subjective actuelle de ses organisations. Le dogmatisme conduit à un isolement complet d'avec la classe ouvrière, et ne produit que de pauvres anathèmes en direction des dirigeants khrouchtchéviens, sans conséquences positives, et que les communistes de base prennent nécessairement pour leur compte, ce qui freine la lutte de classes et retarde l'unification du mouvement ouvrier. Ennemi secondaire dans le mouvement communiste français, le dogmatisme devient danger principal dans nos propres rangs de marxistes-léninistes.

Le développement qui précède montre clairement que les positions politiques subjectives représentant respectivement chacun des côtés de la contradiction révisionniste conduisent en fait à un résultat identique : l'accroissement de la confusion idéologique et une accentuation de la division objective du mouvement communiste. Pour donner un

L'Avenir est à nous !

exemple, il revient exactement au même qu'on dise qu'il n'existe aucun pays socialiste dans le monde, comme le font certains gauchistes, ou qu'on considère comme socialistes tous les pays qui se disent tels, comme le fait l'ultra-révisionnisme. Les deux positions sont à la fois étrangères à l'explication scientifique de la réalité, et à toute lutte de principe contre le révisionnisme moderne.

•••

Nous avons vu que le mouvement communiste et révolutionnaire ne se développe pas en suivant une ligne continue, mais généralement en zigzags, souvent avec des arrêts, et parfois en subissant des revers partiels et temporaires, dont le phénomène khrouchtchévien donne un exemple. Nous avons vu également que l'ennemi principal dans les rangs prolétariens était le révisionnisme moderne, et que le danger principal dans les rangs révolutionnaires était le dogmatisme. Prenons un exemple, la situation internationale et la position de l'U.R.S.S., qui nous montrera la position respective de ces deux dangers, et leur solidarité fondamentale.

L'U.R.S.S. est le chef de file des sociaux-démocrates modernes, c'est-à-dire des révisionnistes contemporains, à l'époque du système mondial du socialisme. L'U.R.S.S. a cette position dominante avant tout parce qu'elle appartient au camp socialiste, tant il est vrai qu'à notre époque révolution **et** contre-révolution ont leur pilier dans le système socialiste, et qu'il ne peut rien se faire de grand ou de bas sur notre planète sans que la position du camp socialiste soit déterminante. Inversement, les pays socialistes ont une immense responsabilité pour l'avenir de la révolution, négative dans le cas de la Yougoslavie et de l'U.R.S.S., ou positive dans le cas de l'Albanie et de la Chine. Si la responsabilité négative de l'U.R.S.S. est dominante, c'est qu'elle est un grand pays socialiste, qui bénéficie en outre de la sympathie des peuples pour avoir été le premier pays à se libérer de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Or nous disons – et les faits nous le prouvent toujours mieux de jour en jour – que le peuple soviétique est menacé de perdre le trésor que lui a légué sa tradition bolchevique, et que l'U.R.S.S. est engagée par ses dirigeants actuels sur la voie de la restauration du capitalisme. Ceci est une confirmation, et la plus marquante que l'histoire ait jamais connue, de la progression **discontinue** du mouvement révolutionnaire. Mais lorsque nous disons que la révolution ne suit pas une ligne continue, est-ce que nous disons qu'elle ne progresse pas, qu'elle ne suit pas de ligne du tout, ou encore, comme d'autres le prétendent, que le premier point de la ligne n'est pas tracé ? Ces affirmations sont tout à l'opposé des enseignements du matérialisme historique et des positions des marxistes-léninistes, et nous n'avons absolument rien à voir avec elles. Nous disons ceci : quand on veut analyser un phénomène, il faut le considérer sous tous ses aspects, et savoir en dégager l'aspect principal. L'aspect principal de la situation immédiate du mouvement communiste international est la trahison du révisionnisme moderne, avec la direction soviétique à sa tête. Nous devons combattre résolument et jusqu'au bout ce poison dans le mouvement communiste.

Mais, sous prétexte de trahison, devons-nous identifier le mouvement communiste dans son ensemble, qui a existé et a lutté avant la venue des renégats khrouchtchéviens, et qui existera et luttera après leur disparition, avec les traîtres eux-mêmes ? Ce que nous venons de dire prouve justement le contraire. En ce moment même, le mouvement marxiste-

L'Avenir est à nous !

léniniste international, dont nous sommes fiers de faire partie, et qui se développe impétueusement, du Pérou en Nouvelle-Zélande, représente la négation la plus absolue de ces affirmations, en personnifiant précisément les fermes positions communistes et militantes.

La théorie de la progression discontinue du mouvement révolutionnaire permet seulement de dire que l'U.R.S.S. n'est provisoirement plus à l'avant-garde de la lutte émancipatrice du prolétariat et de libération des peuples. Que l'U.R.S.S. se compromette dans la collaboration soviéto-américaine par exemple, signifie-t-il que la lutte anti-impérialiste elle-même soit supprimée ou ne progresse pas ? Non, cela signifie seulement que la Chine révolutionnaire est devenue le porte-drapeau de la révolution internationale, d'une part que la lutte anti-impérialiste continue, et d'autre part qu'elle est devenue inséparable de la lutte anti-révisionniste. La lutte anti-impérialiste s'effectue maintenant sur deux fronts. Cette situation correspond évidemment à un affaiblissement de la lutte anti-impérialiste, et c'est pourquoi nous parlons de "trahison" khrouchtchéviennne, dont le peuple vietnamien et les autres peuples ressentent actuellement durement les effets. Mais l'affaiblissement en question lui-même est relatif, passager. En effet, la nouvelle lutte anti-impérialiste, sur deux fronts, est une grande bataille historique, à travers laquelle se forge un nouveau mouvement révolutionnaire des peuples, et un nouveau camp socialiste, enrichis d'une expérience nouvelle dispensée à l'échelle planétaire.

En U.R.S.S. même, le prolétariat n'est pas décidé à se laisser subtiliser les acquis de la Révolution d'Octobre et de l'édification socialiste. C'est l'Internationale capitaliste et réactionnaire qui émet ce **désir**, mais celui-ci va à l'encontre de la tendance générale du mouvement historique, en particulier parce qu'il s'oppose à l'intérêt et au désir du peuple soviétique lui-même. C'est pourquoi, lorsque nous affirmons que l'U.R.S.S. est engagée sur la voie de la "restauration du capitalisme", nous ne devons jamais oublier 1° que si la révolution mondiale s'en trouve provisoirement affectée et freinée, elle n'est pas arrêtée pour autant, et qu'au contraire elle s'en trouve à long terme enrichie et renforcée, pour peu que les marxistes-léninistes du monde et d'U.R.S.S. en tirent tous les enseignements ; 2° nous devons insister sur le fait que la "restauration" elle-même du capitalisme en U.R.S.S. n'est pas et ne peut pas être un simple retour à la Russie semi-féodale d'avant 1917, mais à la limite à l'instauration d'un capitalisme d'État de type nouveau, qui a pour trait spécifique d'être né d'une société socialiste, et dont c'est un caractère nécessaire et indélébile. C'est sur cette base de capitalisme à origine socialiste que la **nouvelle** société d'exploitation développe en tout état de cause ses contradictions ; c'est à partir d'éléments socialistes économiques, politiques et culturels acquis que se livre une lutte de classe d'un type nouveau, constituant une étape de la lutte "entre les deux voies", socialiste et capitaliste, et non plus, parce que ce n'est plus possible, à la lutte entre la décadence impérialiste et une société prolétarienne, comme celle qui se livre en Europe, en Amérique du Nord, et en Océanie. Il découle ainsi naturellement que la lutte de classes d'un type nouveau qui s'aiguise en U.R.S.S. est une lutte révolutionnaire, qui doit inéluctablement aboutir au renforcement de la "voie socialiste" dont les éléments objectifs et subjectifs sont inscrits dans la société soviétique. D'une façon générale, nous devons considérer que la "restauration" du capitalisme telle qu'elle se présente en Yougoslavie ne constitue qu'un facteur nouveau dans la révolution mondiale à l'époque contemporaine, une expérience négative de la lutte entre les deux voies dans les pays socialistes. Telle est la loi scientifique

L'Avenir est à nous !

du développement de la révolution à l'époque de l'impérialisme et du révisionnisme moderne. Cette loi, la bourgeoisie internationale la reconnaît implicitement, lorsque ses vœux les plus réactionnaires ne vont pas au-delà d'une "synthèse" entre les sociétés communiste et bourgeoise.

Ainsi, si nous voulons rallier les sympathisants et la base communistes désorientés, nous devons associer à la dénonciation radicale du révisionnisme une explication claire et précise de la spécificité du révisionnisme moderne (Khrouchtchev n'est pas Kautsky), du capitalisme d'État de type nouveau (la bourgeoisie bureaucratique yougoslave n'est pas la bourgeoisie monopoliste des pays impérialistes), de la nouvelle social-démocratie dans notre pays (le P.C.F. actuel n'est pas ce qu'était la S.F.I.O. après 1920). En définitive, nous devons parallèlement mener dans nos rangs une lutte conséquente contre le dogmatisme. Ainsi seulement pourra être comprise la loi de la **progression** discontinuée du mouvement révolutionnaire et pourront être mobilisés tous les militants sincères, en même temps que nous pénétrerons dans les conditions concrètes de la révolution socialiste en France.

•••

Il est déjà évident que, d'une certaine manière, ce qui a été dit du premier pays socialiste en rapport avec sa direction khrouchtchévienne actuelle peut être dit du P.C.F. qui a mené de grandes batailles révolutionnaires en rapport avec sa direction actuelle révisionniste. En particulier, il nous faut démontrer à tous les communistes qu'il s'agit **à la fois** de reconstituer un véritable Parti communiste, sur une base totalement régénérée et avec une direction marxiste-léniniste et prolétarienne, et que cette tâche ne consiste pas à "repartir à zéro", mais s'appuie sur tout le passé révolutionnaire du Parti, qui doit animer – et anime présentement – la lutte anti-révionniste immédiate, laquelle constitue le caractère spécifique de la tâche de reconstruction du Parti. La lutte anti-révionniste, menée vigoureusement par notre mouvement marxiste-léniniste, est la tâche principale, la plus ardue, mais la seule digne de la tradition de combat du Parti communiste, que doivent mener tous les communistes et révolutionnaires de notre pays dans la période présente, comme la mènent tous les militants fidèles à la cause prolétarienne dans les autres pays, le Parti Communiste de Chine en tête.

•••

Vis-à-vis du double objectif interne de lutte anti-révionniste et de lutte anti-dogmatique que se proposent les marxistes-léninistes, en conformité avec les intérêts et les aspirations générales de la classe ouvrière française, les appréciations bourgeoises sur notre "influence" tombent évidemment comme un cheveu sur la soupe ! Pour ne considérer que les élections présidentielles, qui furent la première bataille **sociale** de notre mouvement, nous y voyons tout au contraire le premier évènement national véritablement prolétarien depuis bien longtemps, où fut pleinement vérifiée la justesse révolutionnaire de notre position, encore confirmée depuis par l'élargissement de notre audience, et qui fut l'expression la plus importante jusqu'à présent de la nécessité de la lutte interne sur les deux fronts du révisionnisme et du dogmatisme par les marxistes-léninistes.

Voilà pourquoi nous disons avec la classe ouvrière française : "L'espoir renaît, l'avenir est à nous !"

Freddy Malot – 5 mai 1966



l'égalité

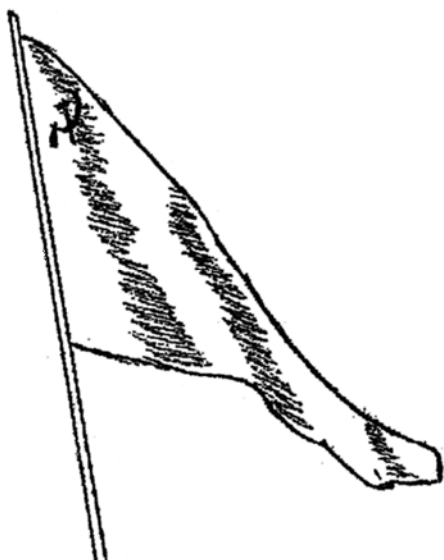
RECONSTRUISONS
LE PARTI COMMUNISTE
MARXISTE-LENINISTE

<< Ne doit-on pas savoir rester un certain temps en minorité pour combattre une intoxication "massive" ?

L'activité des propagandistes n'est-elle pas, surtout à l'heure actuelle, le facteur essentiel qui doit permettre à la ligne prolétarienne de se dégager de l'intoxication jusqu'aboutiste et petite-bourgeoise où sont plongées les masses ? >>

LENINE

(Lettre sur la tactique - avril 1917)



RECONSTRUISSONS

LE PARTI COMMUNISTE

MARXISTE-LENINISTE

Dans la juste voie révolutionnaire tracée par Marx, Engels, Lénine, Staline, et le Président Mao Tse-toung ;

Dans la tradition de lutte de classes et de lutte contre l'opportunisme du Congrès de Tours de 1920 ;

Au service de la classe ouvrière en lutte pour le socialisme, et la promotion prolétarienne de la société française par la dictature du prolétariat, dans le grand mouvement historique de la Révolution mondiale,

Osons tracer la voie, et débarrassons le mouvement communiste et ouvrier français de la domination bourgeoise du P.C.F. révisionniste !

**Les révisionnistes modernes,
agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers**

A- Les révisionnistes modernes, militants de la “paix sociale”.

Nous venons de rappeler que le communisme est le parti de la mise sur pied de l'armée ouvrière, et de la conduite de la lutte violente du Travail, dans la guerre sociale capitaliste ; c'est précisément cette vérité première que certains, qui se disent communistes, ont “oublié”, et contre laquelle ils dirigent l'essentiel de leur action.

Ceux-ci sont des usurpateurs, des dégénérés, des traîtres, ou encore des ennemis de classe infiltrés dans les rangs ouvriers. Ce sont eux qui contrôlent l'actuelle direction du P.C.F., et que nous appelons les Révisionnistes Modernes (R.M.).

Dans la guerre sociale, et face à elle, les R.M. jouent le rôle de militants de la “paix sociale”, c'est-à-dire de la soumission au Capital, et de la capitulation dans la lutte des classes. Le révisionnisme est le parti de la démobilisation, du dépôt des armes, et de la reddition du Travail.

C'est qu'entre la guerre sociale, qui définit le régime capitaliste, et la révolution sociale, il n'y a pas de voie intermédiaire. La voie révisionniste de la “paix sociale” est une forme clandestine de soutien à la guerre sociale, et de lutte contre la révolution. Ceci, nous le vérifions quotidiennement dans la lutte, et en raison directe du développement et du renforcement du mouvement communiste révolutionnaire marxiste-léniniste.

B- Les traits contre-révolutionnaires, et les “arguments” du révisionnisme.

Le révisionnisme efface la différence entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre la lutte de classes et la collaboration de classes.

Dans des périodes historiques d'“accalmie”, et des conditions sociales relativement “pacifiques” (même dans les tranchées, il y a des moments de tranquillité !), comme c'est le cas pour l'Occident impérialiste, et la France en particulier, les traits du révisionnisme sont les suivants :

- dans les rangs communistes et ouvriers : désarmement idéologique, démobilisation organisationnelle, et sabotage du mouvement ouvrier révolutionnaire. Le révisionnisme nie tout particulièrement la nécessité de l'organisation autonome de la classe ouvrière, dans un parti d'avant-garde, nettement démarqué à tout point de vue des formes d'organisation bourgeoises ; c'est ainsi qu'en devenant “Parti de l'Union”, le P.C.F.(R) affirme sa transformation en parti de collaboration de classes, et poursuit sa marche en avant dans la voie de la dégénérescence et de la trahison ;

L'Égalité – Reconstituons le Parti Communiste Marxiste-Léniniste

- dans les rapports avec la classe dominante : c'est la conciliation, la collaboration, et la gestion loyale du régime. C'est ainsi que les prétendues thèses sur le "passage parlementaire et pacifique au socialisme", le "pluralisme des partis", et la "démocratie véritable", engagent le P.C.F.(R) sur les traces social-démocrates, celles de la gestion travailliste du système capitaliste, qui est le vain projet d'exploitation consentie des travailleurs par le Capital.

Pour se justifier, les R.M. prétendent que "les choses ont changé", et en particulier que leurs alliés bourgeois de l'heure ont "évolué", de façon miraculeuse, depuis quelques années ou quelques mois. La bourgeoisie, elle, estime que ce sont les "communistes" qui ont "fini par comprendre", et elle s'en félicite. En fait, les R.M. ont trahi le communisme et la cause du Travail. Le processus est devenu irréversible avec la "condamnation" de STALINE, à la suite de Nikita KHROUCHTCHEV, en 1956. En "déstalinisant", les R.M. ont voulu rompre la chaîne révolutionnaire, et se donner en retour les moyens de transformer LÉNINE en un simple "grand homme", en un "personnage" de l'histoire bourgeoise, et le marxisme en une abstraction. Leur coup contre-révolutionnaire n'a pas réussi lorsqu'ils étaient au faite de leur puissance, et qu'ils prenaient le prolétariat par surprise ; c'est le signe de la faillite inéluctable du révisionnisme moderne.

Les R.M. allèguent que des "faits nouveaux" sont intervenus, à la suite de la seconde guerre mondiale. Cette "théorie" se ramène à ceci :

- l'arme atomique rend la révolution impossible ;
- l'existence d'un puissant camp socialiste la rend inutile.

On voit du premier coup d'œil que nous avons affaire à un artifice de propagande ouvertement contre-révolutionnaire, qui date lui aussi de 1956. Dans son fond, cette "théorie" n'est en outre qu'une vieilleries petite-bourgeoise, mise au goût du jour, dont les objectifs véritables sont :

- tout d'abord de démobiliser et désarmer les peuples et classes révolutionnaires, afin de "contenir" coûte que coûte le flot de la révolution prolétarienne, et de collaborer avec la bourgeoisie et l'impérialisme ;
- ensuite, de combattre la Chine rouge, les révolutionnaires armés, et les marxistes-léninistes, en vue de soutenir le néo-colonialisme, de préserver le capitalisme là où il est au pouvoir, et de le restaurer là où il a été renversé.

Prétexte et tromperie, la prétendue théorie de la révolution ni possible, ni nécessaire, dans les conditions modernes, aboutit effectivement à la soumission et à l'alignement sur la ligne de chantage atomique de l'impérialisme américain, à l'affaiblissement du camp socialiste et à la division du mouvement communiste international.

Toute l'argumentation spacieuse du révisionnisme n'est en fait qu'un sombre tissu idéologique, par lequel les dirigeants du P.C.F.(R) rejoignent et appuient la propagande anti-ouvrière et anti-communiste dont la bourgeoisie est familière. Le R.M. apparaît comme l'expression "ouvrière" de l'idée petite-bourgeoise, selon laquelle le communisme serait "dépassé", et dont le succès a été assuré dans la période de reflux révolutionnaire traversée par l'Occident à compter de l'après-guerre.

C- La dictature idéologique des révisionnistes.

Les révisionnistes modernes promettent aux travailleurs de “réformer” le régime, et de “couronner la démocratie par le socialisme”. Ceci est, en vérité, susceptible de tromper certaines personnes pour un certain temps ; mais à y regarder de plus près, nous observons que cette promesse de “réforme” future est précédée d’une “révolution” réelle et sans délai : la révolution violente du marxisme-léninisme, dans le but d’appliquer – violemment aussi, naturellement –, les principes, les méthodes, et les buts de la bourgeoisie au mouvement communiste et ouvrier français.

La différence entre l’idéologie bourgeoise courante et la propagande révisionniste organisée, c’est que cette dernière est développée, avec une impunité partielle, par des dirigeants d’organisations ouvrières, couverts du masque de “communistes”.

Par le R.M., la pression idéologique “habituelle” de la bourgeoisie est transformée en dictature idéologique directe, et l’influence de l’idéologie dominante prend la forme d’une intoxication massive.

En vérité, le R.M. représente l’établissement, dans les conditions sociales modernes, de la dictature idéologique de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, équivalente de celle qu’exerce la classe dominante dans la société, et la première est tout à la fois un aspect, une annexe, et le complément de la seconde, au cours d’une situation déterminée de reflux révolutionnaire.

De même que la bourgeoisie est au pouvoir dans la société, l’aristocratie ouvrière révisionniste est aux commandes de la classe ouvrière organisée. Toutes deux sont étroitement liées, et elles entretiennent en outre des rapports de Maître à Valet : d’une part, des conflits les opposent, mais qui ne mettent jamais en péril la Maison ; d’autre part, elles se divisent en fait le travail, au profit essentiel du Capital, qui dirige d’un bout à l’autre les opérations.

Dans les conditions actuelles, ce qui importe principalement, c’est l’unité profonde, et de type patriarcal, du système bourgeois-révisionniste, où chacun exerce respectivement sa dictature dans la sphère qui lui revient, sur la classe ouvrière, les masses laborieuses, et le peuple.

Sous la direction de la bourgeoisie, et en lui empruntant ses méthodes, les R.M., organisés dans le P.C.F.(R), se présentent sans scrupule comme les représentants historiques des intérêts du prolétariat, et comme les dirigeants authentiques du plus grand mouvement révolutionnaire de l’histoire de l’humanité.

D’autre part, lorsque que nous prenons en particulier les bonzes révisionnistes, ceux-ci affirment sans hésiter que “les conditions ne sont pas mûres” pour la révolution socialiste, et considèrent les ouvriers rien moins que comme des cancre de la conscience sociale.

Pour finir, l’“ordre” révisionniste est “protégé” dans le style même de l’oppression bourgeoise, par la déformation des textes, et la violation dans tous les domaines de la tradition révolutionnaire, sans compter les mesures d’“interdiction” morale et physique occasionnelles, telles que la censure de tout ce qui est “chinois”, les calomnies, les exclusions anti-statutaires, jusqu’au déploiement du “service d’ordre” de caïds syndicaux...

L'Égalité – Reconstituons le Parti Communiste Marxiste-Léniniste

En résumé, transfuges de la cause du Travail, collaborateurs de la classe dominante, et contre-révolutionnaires confirmés, les R.M. tentent d'exercer, pour le compte de la bourgeoisie, une véritable dictature idéologique sur le mouvement communiste et ouvrier.

Ceci produit et entraîne nécessairement l'indignation de la majorité des travailleurs et des militants, et l'ensemble de la base du P.C.F.(R) et de ses sympathisants trouve pour le moins "absurde" de voir, par exemple, déchirer en public les déclarations d'HO CHI MINH, ou arracher le drapeau rouge de la Commune, lors de manifestations ouvrières.

Les activités révisionnistes constituent, dans cette perspective, ni plus ni moins qu'un vaste système d'aveux de leur trahison, et il nous revient de donner à tous des explications scientifiques, patientes, et appropriées de ces faits, de la même façon que nous éclairons du socialisme scientifique l'"absurdité" du chômage, de la misère, de l'insécurité de l'existence dans notre société capitaliste.

En fait, la tentative des R.M. est ridicule et vaine, d'autant plus que nous vivons à l'époque de la putréfaction avancée de l'impérialisme en voie d'effondrement total, et du passage mondial du capitalisme au socialisme.

Finalement, nous devons considérer le développement du Révisionnisme Moderne, et sa faillite en cours, comme le signe de ce que le reflux de la révolution sociale dans notre pays a atteint son terme, et comme l'ouverture d'une nouvelle période du processus de développement du mouvement révolutionnaire prolétarien en France.

--oOo--

Un tournant historique

du mouvement prolétarien en France

Sous prétexte que le marxisme n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action, les révisionnistes modernes du P.C.F. en font une phrase creuse, et une couverture à leur activité bourgeoise en secteur ouvrier. Ils accomplissent ainsi la plus grande trahison connue de l'histoire prolétarienne et communiste.

En nous renvoyant à notre histoire ouvrière révolutionnaire propre, nous voyons :

- que le phénomène du révisionnisme a des précédents dans notre histoire nationale : d'abord sous la forme du socialisme bourgeois de Proudhon, à l'époque de Marx ; ensuite, sous celle du social-réformisme de Millerand et Longuet, à l'époque de Lénine ;
- nous voyons aussi que le révisionnisme a toujours entraîné nécessairement une vigoureuse contre-offensive générale, de type marxiste-léniniste, et revêtant un caractère essentiellement révolutionnaire. Il a connu une fin sans gloire, qui annonce inévitablement une étape nouvelle dans le processus de développement de la révolution sociale.

Violence et voie révolutionnaire

A- Importance historique du débat

Le grand débat contemporain entre les R.M. et les M.L. est un événement d'ordre exceptionnel dans l'histoire du mouvement communiste et ouvrier français. Son issue est d'une importance fondamentale et décisive :

- c'est la question même de la révolution qui est posée par lui, et avec une acuité sans précédent, à notre époque de la veille du socialisme ;
- la question posée l'est avec une ampleur immense, étant donné qu'il concerne l'ensemble du mouvement communiste et ouvrier, d'une envergure aujourd'hui inégalée.

On ne trouve l'équivalent d'une telle polémique, dans l'histoire du mouvement prolétarien, qu'aux grands tournants de la Révolution, où sont posés, précisés, et enrichis, la totalité des problèmes concernant l'émancipation de la classe ouvrière, et la promotion prolétarienne de la société :

- les conditions de la Révolution, et principalement la question du Parti ;
- ses buts, autrement dit la question de l'Expropriation (ou Restitution Sociale) ;
- ses méthodes (ou voies), c'est-à-dire la question de la Violence.

B- Le critère de la Violence

La question de la Violence, à laquelle nous nous tiendrons ici, a toujours été placée au premier plan de ces grandes polémiques. Ceci n'est pas étonnant, puisque – selon l'expression de Marx –, la violence est l'“accoucheuse de toutes les vieilles sociétés”.

Si la violence est mise à l'honneur de l'histoire, dans ses grands moments, du point de vue des idées aussi bien que des actions, la raison en est que :

- fondamentalement, la position que l'on prend vis-à-vis de la violence permet de savoir si l'on considère ou non le régime capitaliste comme un régime de classes antagonistes, qui mènent une “lutte à mort” (Marx) ; si l'on considère le capitalisme comme la dictature violente de la bourgeoisie sur les travailleurs ; et si l'on en tire les conséquences ou non ;
- ensuite, l'attitude que l'on adopte à propos de la violence révèle la conception qu'on se fait du but à atteindre, et détermine à son tour le caractère des moyens, de l'organisation, que se donne l'avant-garde révolutionnaire pour mener sa lutte, et la faire aboutir.

Le fait de savoir si l'on est décidé ou non à opposer la violence révolutionnaire à la violence réactionnaire de la classe dominante est un critère sûr, et une ligne de démarcation absolue, distinguant les révolutionnaires prolétariens des collaborateurs de la bourgeoisie au sein du mouvement communiste et ouvrier.

C- Les deux tournants du mouvement ouvrier révolutionnaire français

Depuis le “Manifeste” de MARX, le mouvement ouvrier révolutionnaire en France a été marqué par deux tournants importants :

- celui de la fondation du Parti Ouvrier Français (P.O.F.), premier parti marxiste français, en 1879/1882 ;
- celui de la fondation du Parti Communiste Français, le parti de type nouveau léniniste, en décembre 1920.

Ces deux tournants sont séparés par 40 années, et le dernier, la fondation du P.C.F., date de 46 ans. Chacun est le résultat d'une victoire générale dans la lutte contre une ligne bourgeoise, imposée au mouvement ouvrier.

1- En 1879, à la veille du “Congrès Ouvrier Socialiste” de Marseille, qui fut nommé “l'Immortel Congrès”, la propagande de GUESDE et des collectivistes contre les Proudhoniens – et ensuite contre les révisionnistes de l'époque, les “possibilistes” de Brousse – porte précisément sur la “voie révolutionnaire”, et sur la “nécessité de la force pour trancher la question sociale”.

2- En 1920, avant le Congrès de Tours – et au Congrès même –, la propagande bolcheviste de Marcel CACHIN, dirigée contre les social-réformistes, consiste en premier lieu à démontrer l'obligation de “recourir à la force, seul moyen laissé à l'humanité pour se libérer de ses servitudes”.

D- La situation dans la question des méthodes

Aujourd'hui encore, la question du choix entre les voies, "à l'amiable" et violente, est au centre de la controverse entre les R.M. et les M.L. Nous y donnons pour notre part la réponse de nos pères, GUESDE et CACHIN, et nous restons fidèles à nos partis, le P.O.F. et le P.C.F. de la III^{ème} Internationale.

Ce n'est certainement pas notre époque qui démentira ce que démontrent "la logique et l'histoire", pour reprendre l'expression de GUESDE.

- Il y a d'abord la violence réactionnaire des nazis Yankees, leurs provocations, leurs agressions, leurs répressions, et leurs crimes qui dépassent tout ce qui est connu...
- Ensuite, notre impérialisme français n'est pas non plus en reste ; sa violence ininterrompue dans l'"arrière" colonial, depuis l'Indochine, l'Algérie, Suez, jusqu'au Gabon, à la Guadeloupe, à Djibouti, etc., va en se perfectionnant ; le Grand Capital gaulliste a fait lui-même, par ailleurs, sa propre révolution partielle, et c'est violemment qu'il s'est frayé le chemin du pouvoir : d'un côté en menaçant le prolétariat et le peuple français des bandes fascistes et de l'OAS, et de l'autre en écrasant sans hésitation les concurrents dont il a pris la place...
- Et, à présent, dans l'"État militaire" de l'impérialisme français "reconverti", n'est-ce pas au tour du peuple d'être encadré, surveillé, "quadrillé", intimidé, et réprimé, par l'armée permanente des C.R.S. et de la gendarmerie, depuis Charonne, et à l'occasion de la moindre manifestation, de la moindre grève, comme les conflits économiques de mars 1967 l'ont amplement montré ?

E- La pensée de Mao

Non, nous affirmons que, lorsque le Président Mao dit : "la tâche centrale et la forme suprême de la révolution est la prise du pouvoir par la lutte armée", il ne fait que définir les formes nécessaires d'émancipation du prolétariat, en les généralisant et les systématisant, et qu'il honore ce qu'il y a de meilleur dans les enseignements, l'expérience, et la tradition de notre classe ouvrière française.

La violence même des attaques associées des R.M. et de la bourgeoisie contre nous est une preuve de plus que nous suivons la juste ligne, et qu'il n'y a pas d'autre voie vers le socialisme que la voie révolutionnaire.

À ces attaques, nous répondons par les paroles du Président Mao (1957) :

"Le marxisme est une vérité scientifique ; il n'a pas peur de la critique et ne succombera pas sous les coups".

"C'est dans la lutte contre l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise que se développe le marxisme et c'est seulement dans la lutte qu'il peut se développer".

(Intervention à la CN du PCC sur le travail de propagande).

La contre-offensive M-L pour la reconstruction du Parti

A- La nature et les buts de la contre-offensive marxiste-léniniste

Le grand personnage du R.M., feu KHROUCHTCHEV, prophétisait l'entrée immédiate de notre monde dans une ère nouvelle "sans armes et sans guerres". Comme nous venons de le voir, cette grossière affirmation impliquerait, si on lui accordait même quelque crédit, que la plus grande révolution de l'histoire de l'humanité se produirait sous nos yeux, dans le cadre de la barbarie impérialiste, sans que personne ne s'en aperçoive.

C'est au nom de telles absurdités, de portée criminelle, que les R.M. déclarent :

- la riposte violente de la classe ouvrière à l'agression réactionnaire de la bourgeoisie est dépassée, ... sinon dangereusement agressive ;
- l'État-Major du prolétariat, son parti d'acier, est une arme désuète, ... sinon un instrument tout à fait anti-démocratique ;
- la lutte immédiate pour l'instauration de l'ordre socialiste est un slogan périmé, ... sinon un facteur fondamental de division de la classe ouvrière et du peuple...

Ce qui précède prouve assez que le débat entre le M.L. et le R.M. n'est pas une polémique d'importation, ou d'intérêt secondaire, mais qu'il est au contraire un problème de premier plan, dont la résolution est d'un intérêt vital pour le mouvement communiste et ouvrier français.

La lutte des marxistes-léninistes contre le révisionnisme moderne a pour but :

- de restaurer les positions de classe du prolétariat dans le mouvement communiste et ouvrier ;
- de réédifier les forces de la classe ouvrière sur des bases, et dans des formes neuves ;
- d'élever le mouvement révolutionnaire prolétarien à un degré nouveau de développement dans notre pays, de donner une impulsion nouvelle à la Révolution Sociale.

Le révisionnisme moderne perd de plus en plus pied dans la guerre sociale capitaliste ; rongé par les contradictions, et sous l'impulsion de la lutte révolutionnaire organisée et résolue des marxistes-léninistes, il s'achemine vers la faillite complète.

Du côté M.L., la tâche centrale actuelle dans notre pays est la lutte pour la reconstruction du Parti révolutionnaire de la classe ouvrière française, ce qui signifie tracer une nouvelle route à la révolution.

B- Les contradictions révisionnistes

Ce sont les contradictions du contre-courant révisionniste, dans le mouvement communiste et ouvrier, qui sont à l'origine de la contre-offensive M.L., et sur lesquelles celle-ci s'appuie, dans la perspective de la reconstruction du Parti.

Quelles sont ces contradictions ?

1- La contradiction révisionniste fondamentale, qui est à la base de l'évolution générale du mouvement communiste et ouvrier français, dans les conditions présentes, est celle qui

L'Égalité – Reconstruisons le Parti Communiste Marxiste-Léniniste

oppose, de façon irréductible, la ligne bourgeoise révisionniste du P.C.F. aux intérêts historiques de classe du prolétariat français. Cette contradiction ne peut être résolue que de façon révolutionnaire, et elle s'étend à tous les aspects (idéologique, politique, et organisationnel) de la constitution en classe du prolétariat.

2- Cette contradiction se reflète à l'intérieur du parti révisionniste, où elle prend la forme concrète de l'opposition irréconciliable entre la direction révisionniste et la base, en majorité saine, du Parti.

L'opposition de principe entre le sommet et la base du Parti est la forme principale de la contradiction révisionniste, et elle constitue la base matérielle de l'opposition révolutionnaire marxiste-léniniste à la ligne révisionniste, dans le mouvement communiste et ouvrier français ; c'est de sa résolution que dépend, d'une façon générale, la reconstruction du parti marxiste-léniniste nouveau. Dans l'étape précédant la "reconstitution" du Parti, cette contradiction détermine essentiellement le programme de lutte des M.L.

Cependant, le P.C.F.(R) n'est pas seulement révisionniste en théorie, il l'est aussi en pratique, et il faut souligner que sa base militante et sympathisante n'est pas homogène, et est peu éduquée. En définitive, c'est cela la dégénérescence progressive du Parti, et la dégradation – subjective d'abord, et objective ensuite – de la base du Parti s'accroît rapidement, à mesure que le P.C.F.(R) se coupe des travailleurs les plus exploités.

C'est pourquoi les militants actuels du parti ne représentent en fait qu'une partie des éléments avancés du mouvement ouvrier et révolutionnaire, qui sont concernés par la fondation et l'édification du parti M.L. nouveau. Une fraction d'entre eux devra même être entraînée par le mouvement au cours du processus de reconstruction, et rééduquée par lui. Par contre, nombre d'anciens membres du Parti – exclus ou découragés –, la part grandissante des membres actuels déçus ou inactifs, les travailleurs les plus défavorisés laissés à l'abandon, et la masse énorme des ouvriers et travailleurs sans parti, ont et auront, directement ou non, un rôle décisif à jouer.

3- Une autre contradiction révisionniste importante, quoique secondaire, existe encore : c'est celle qui se manifeste entre les Fédérations, entre les diverses organisations du Parti, et aussi entre les dirigeants révisionnistes eux-mêmes, en lutte pour le pouvoir. Cette dernière contradiction est destinée à devenir de plus en plus marquée, et à prendre des formes aiguës et ouvertes. Depuis le "sommet" révisionniste du 17^{ème} Congrès du P.C.F. (1964), elle revêt une forme chronique, "enkystée", et traduit le développement progressif de la "crise générale" du révisionnisme moderne dans notre pays (cf. la crise des Amitiés Franco-Chinoises, celle de l'U.E.C. en 1966, ...).

C- La reconstruction du Parti

Toutes les contradictions révisionnistes sont concentrées, et trouvent la forme de leur résolution, dans l'opposition du révisionnisme déclinant, et du courant marxiste-léniniste montant, avec en particulier l'opposition du P.C.F.(R) et de notre M.C.F.(m.l.).

La résolution des contradictions révisionnistes s'identifie au processus de la reconstruction du parti communiste marxiste-léniniste, à l'organisation nouvelle et définitive du prolétariat en classe ; elle s'achève réellement avec la révolution sociale.

L'Égalité – Reconstruisons le Parti Communiste Marxiste-Léniniste

Ce processus se décompose en deux étapes principales :

1- la “reconstitution” du Parti, ou accumulation des bases spirituelles et matérielles nécessaires à **la fondation** du Parti ;

2- **l'édification** proprement dite du Parti, qui renoue effectivement avec la lutte sociale des classes, et retrouve le prolétariat dressé sur les rails de la Révolution.

La première étape, qui mène à la fondation du Parti, a pour but de faire disparaître les conditions de la contradiction fondamentale dans le mouvement communiste et ouvrier français, d'abolir le révisionnisme moderne.

Nous fîmes un grand bond en avant dans cette direction avec l'organisation indépendante, et extérieure au P.C.F.(R), des forces M.L., en 1964, dans la Fédération des Cercles Marxist-Léninistes (F.C.M.L.), qui donna naissance, en juin 1966, à notre M.C.F.(m.l.) actuel.

En effet, depuis le début, la base du P.C.F.(R) constitue bien la source fondamentale dans la lutte pour la reconstruction du Parti, mais le facteur dirigeant de cette lutte est l'action organisée autonome des M.L.

Notre M.C.F. actuel est en opposition absolue avec le P.C.F.(R), dans la mesure où celui-ci est une organisation révisionniste, c'est-à-dire le parti bourgeois moderne en secteur ouvrier dans notre pays, et qu'il est destiné à s'opposer de plus en plus aux luttes de la classe ouvrière française. Notre position est tout à fait naturelle : les organisations d'avant-garde du prolétariat ont toujours été fondamentalement hostiles à tous les partis bourgeois, sans s'inquiéter du nom qu'ils portent.

Le P.C.F.(R) – ou parti communiste dégénéré – n'est plus l'organisation “dirigeante” de la classe ouvrière, et c'est à peine s'il continue à revendiquer ce titre ; il est seulement, et provisoirement, son organisation “dominante” en France. Cette situation est résumée dans la formule révisionniste connue : “on ne peut rien faire SANS les communistes”...

Avec la F.C.M.L., nous avons **démasqué** définitivement le révisionnisme moderne en France ; avec le M.C.F., “instrument de la reconstruction du Parti”, nous organisons l'assaut final contre lui.

La reconstruction du Parti, c'est précisément le **RENVERSEMENT DE LA DOMINATION RÉVISIONNISTE**, du “parti bourgeois de la classe ouvrière”, dans le mouvement communiste et ouvrier français, et la fondation du nouveau parti de classe, dont les travailleurs ont besoin, n'est pas autre chose que la reprise révolutionnaire du pouvoir par la classe ouvrière dans ses propres rangs.

D- Le caractère de la lutte anti-révisionniste

Nous pouvons à présent définir les traits de la lutte anti-révisionniste des marxistes-léninistes, pour la reconstruction, en France, du Parti de la classe ouvrière :

- C'est **une lutte de classes**, une forme authentique de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, et un de ses aspects, qui a pour but l'organisation nouvelle du prolétariat en classe ;
- Cette lutte est **de caractère révolutionnaire** dans sa forme même, et par elle, les forces de la classe ouvrière doivent accéder à un degré supérieur de conscience et

L'Égalité – Reconstruisons le Parti Communiste Marxiste-Léniniste

d'organisation, au moyen d'une rupture radicale d'avec le révisionnisme sous tous ses aspects, théoriques et pratiques ;

- C'est en même temps **une étape** véritable et nécessaire de la Révolution, vers la prise du pouvoir ;
- Mais surtout, la lutte anti-révionniste pour la reconstruction du Parti est elle-même UNE LUTTE POUR LE POUVOIR, dont l'enjeu est la direction du combat du prolétariat français ; à ce titre, elle représente une forme inférieure de la prise du pouvoir social, et sa condition préalable.

En définitive, la lutte pour la reconstruction du Parti est une grande bataille historique prolétarienne, qui a pour rôle de dégager la voie, provisoirement obstruée, menant à la victoire totale et définitive sur l'ennemi de classe.

E- La question du parti

Dans la lutte entre les deux lignes, bourgeoise et prolétarienne, dans le mouvement communiste et ouvrier français, la question essentielle est la question du pouvoir, c'est-à-dire LA QUESTION DU PARTI.

Le Parti est le Quartier Général de la classe ouvrière, dans sa lutte contre le Capital ; c'est lui que la bourgeoisie prend pour cible centrale, permanente et dernière, et c'est de lui qu'elle s'est emparée, par l'usurpation révisionniste de la direction du P.C.F. Le résultat de la trahison révisionniste a été, d'une part l'annexion du mouvement communiste par la bourgeoisie, et d'autre part le refoulement de la lutte de classes à l'intérieur du mouvement communiste et ouvrier. Dans l'immédiat, la bourgeoisie s'est assurée un répit.

Dans les circonstances présentes, l'ensemble de la lutte des classes passe par la reconstruction du parti de la classe ouvrière sur des bases marxistes-léninistes, parti d'insurrection dans la guerre sociale capitaliste, et telle est la tâche centrale immédiate, l'objectif tactique suprême de la lutte révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne. Les marxistes-léninistes font de cette tâche leur mission. Ils veillent à tirer les enseignements par la négative du R.M., et à le mettre à profit, tout en dégageant et en assimilant les développements nouveaux du M.L., acquis au cours de la lutte contre le contre-courant révisionniste, en voie d'être brisé.

Nous savons dès à présent que notre lutte aboutira à une RÉVOLUTION complète du mouvement communiste et ouvrier de notre pays, chassant l'ancien et établissant le nouveau, afin d'assurer un nouveau départ à la Révolution, en renfort du mouvement mondial d'émancipation de l'humanité.

Nous accomplissons aujourd'hui un tournant capital de l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire en France, sur le chemin de l'instauration de la dictature du prolétariat.

F- Le courant M.L. et le M.C.F. (m.l.)

Nos principes, la situation, et notre programme définis, nous comprenons, d'un côté pourquoi le courant marxiste-léniniste en France constitue une force d'attraction aussi grande, et de l'autre la raison de la frénésie des attaques et des calomnies d'origine bourgeoise-révionniste contre nous.

L'Égalité – Reconstituons le Parti Communiste Marxiste-Léniniste

Le premier point rappelle et précise les responsabilités que nous avons, et il s'agit que notre organisation, aujourd'hui nationale et centralisée, se renforce : à l'intérieur d'abord, et à l'extérieur ensuite ; en qualité, puis en quantité. À ce propos, nous devons déclarer aux éléments avancés de la classe ouvrière, et aux révolutionnaires de France, qu'il n'est pas conforme à l'objectif, et à l'enjeu de la lutte, de rester indécis, de contempler l'onde quand le fleuve trace un nouveau lit. Ne vous laissez pas tromper par les étiquettes, par le nombre et la force factice : aux 500 000 adhérents, la direction révisionniste ne propose que de "recruter", pour soutenir la bourgeoisie ; aux 5 millions d'électeurs, elle ne promet que de "restaurer la démocratie" ! La bourgeoisie le sait : si l'ancien parti avait dû faire la révolution, il l'aurait déjà faite. Ou il la ferait.

D'autre part, les bonzes révisionnistes tentent par tous les moyens d'entraver le développement irrésistible du courant M.L., en propageant principalement l'idée que nous sommes des "diviseurs". D'une certaine façon, nous considérons cela comme un honneur puisque, à l'étape actuelle, notre mission est précisément de séparer le prolétariat de la bourgeoisie, auxquels les R.M. tentent d'imposer un mariage contre nature, qui constitue leur seul idéal. Nous nous faisons assurément un devoir de démasquer et de rejeter les éléments et agents de la bourgeoisie, infiltrés dans le mouvement communiste, et de dire :

- HALTE À LA TRAHISON !
- HALTE À LA COLLABORATION DE CLASSE !
- HALTE AU SABOTAGE DES FORCES OUVRIÈRES !

Nous terminerons par quelques lignes du Président MAO, écrites en 1948 :

"Pour faire la révolution, il faut qu'il y ait un parti révolutionnaire ; sans parti fondé sur la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste et le style révolutionnaire marxiste-léniniste, il est impossible de conduire la classe ouvrière et les grandes masses populaires à la victoire..."

--oOo--

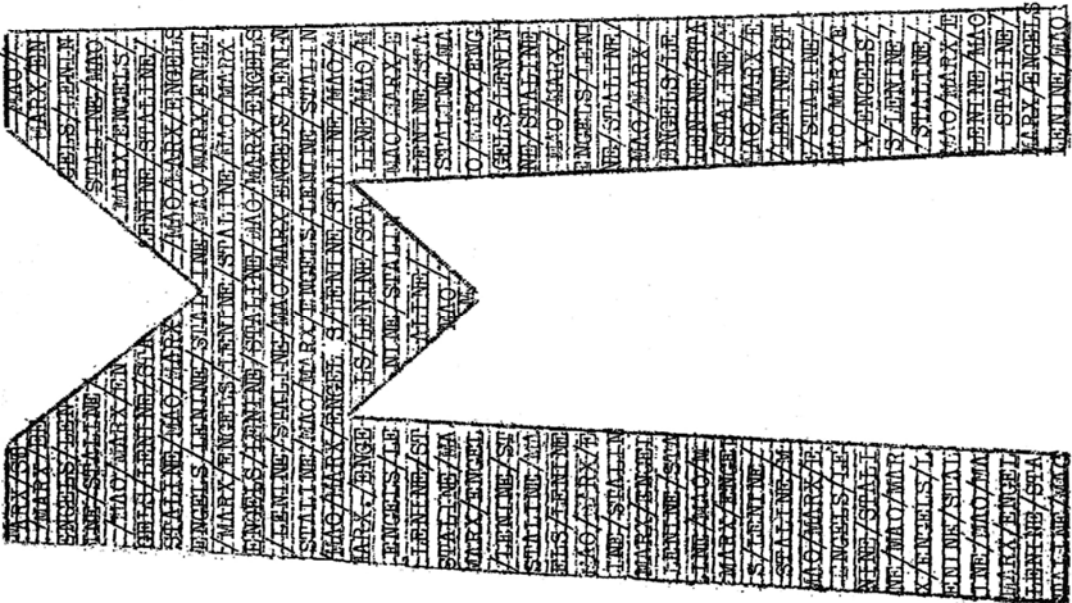
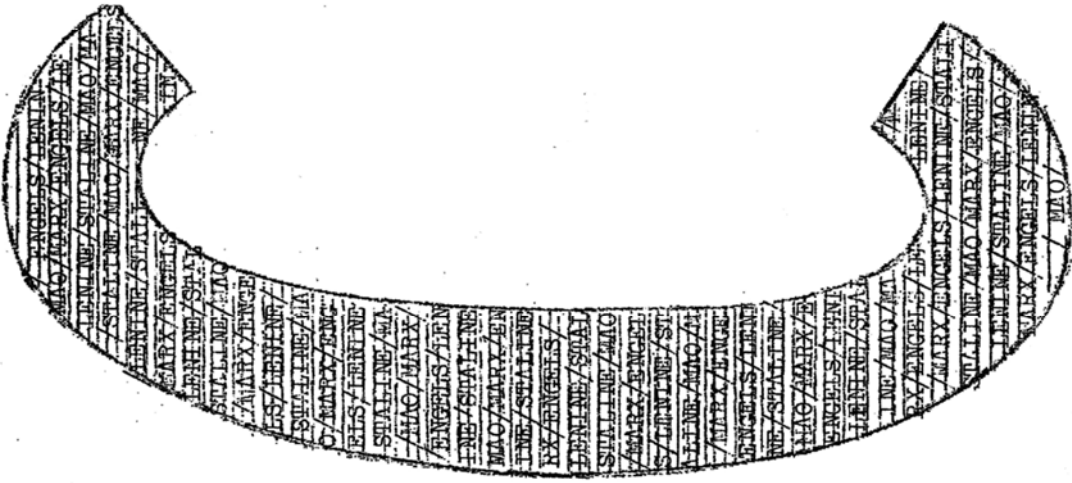
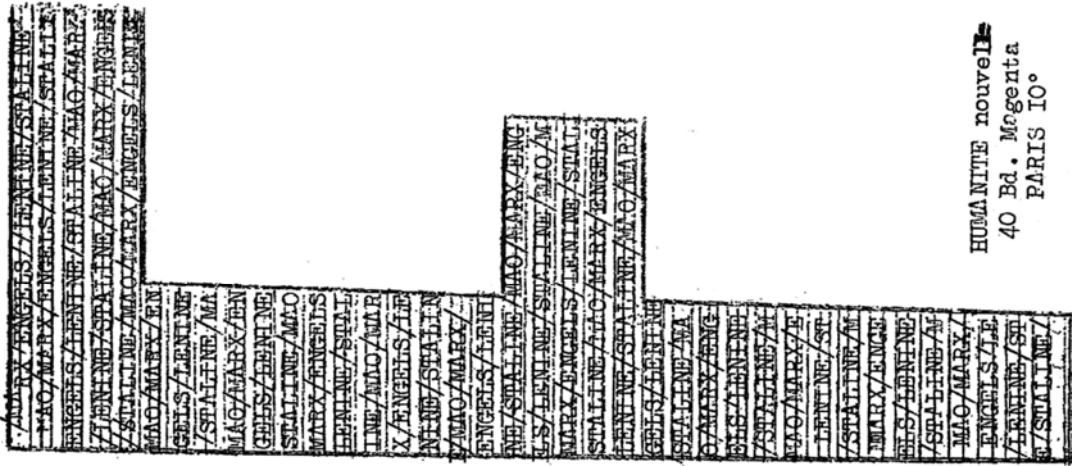
RECONSTRUISSONS

LE PARTI COMMUNISTE

SUR LES BASES DU

MARXISME-LÉNINISME

MOUVEMENT COMMUNISTE FRANÇAIS (M.L.) 40 Bd MAGENTA
- PARIS - 10^{ème}



HUMANITE nouvelle
40 Bd. Magenta
PARIS 10°

RELEVE LE DRAPEAU ROUGE !

Fondation du P.O.F.

Le Parti Ouvrier Français fut le premier parti ouvrier marxiste en France.

Sous la direction de Jules Guesde, il se constitua en trois étapes principales :

- Octobre 1879 : le 3^{ème} Congrès Ouvrier de Marseille, nommé “Congrès Ouvrier Socialiste”, impose, contre les proudhoniens, l'**idéologie** marxiste et réclame la “suppression du salariat lui-même” ;
- Novembre 1880 : le Congrès Ouvrier du Havre adopte le programme **politique** “collectiviste”, contre les “coopérateurs” ;
- 1882 : le Congrès Révolutionnaire de Roanne fonde l'**organisation** marxiste proprement dite, le “Parti Ouvrier” centralisé, par la scission d’avec les “possibilistes” dirigés par Brousse et Malon.

--/--

Extrait de la brochure de Guesde : “Le Collectivisme par la Révolution”. (MAI 1879)

“Quelque pénible que paraisse aux natures pacifiques ce (...) moyen, nous n’avons plus devant nous que la reprise violente sur quelques-uns de ce qui appartient à tous, disons le mot : la Révolution”.

“La Révolution, pour nous, c’est la force mise au service du droit...”.

“... ce qui est contesté par des socialistes de plus de cœur que de raison, c’est que (...)” la “Révolution s’impose, et que la logique et l’histoire (...)” sont “d’accord pour la proclamer inévitable. Rien de plus exact cependant (...). Égalité religieuse, égalité devant la loi, égalité devant le scrutin, ces trois grands pas en avant de nos espèces, sont d’origine, d’essence

L'Égalité – Reconstituons le Parti Communiste Marxiste-Léniniste

révolutionnaire. La force seule a pu en faire accoucher ce que l'on appelle aujourd'hui l'ancien régime.

Et il se rencontre des gens pour prétendre qu'il en sera autrement pour l'égalité sociale, autrement dit pour l'attribution à chacun des membres de la société des mêmes moyens de développement et d'action ! Et comment ? Pourquoi ? À quel titre ?

Parce que, à les entendre, les temps seraient changés ; parce que si la Révolution a été et a dû être l'instrument de tout progrès dans le passé, l'introduction du suffrage universel, la substitution des voix qui se comptent aux bras qui se heurtent, permet de la reléguer, comme une arme inutile, au musée des Antiques entre la Durandal de Roland et l'arquebuse à rouet de Catherine de Médicis ; parce qu'enfin et surtout nous sommes en République.

La Révolution destituée de sa fonction historique par la République ! Le fusil inutilisé par le bulletin de vote ! Mais où nos honorables contradicteurs ont-ils pu – en dehors de leurs désirs, qui sont les nôtres – puiser une pareille assertion, en contradiction flagrante avec tous les faits connus ?

(...) La Révolution, qu'il s'agit de faire aujourd'hui contre le Bourgeoisie, la Bourgeoisie, lorsqu'elle n'était encore que le Tiers-État, l'a faite elle-même contre la Noblesse et le Clergé".

Lettre de Guesde à Marx – 1879.

“Je suis révolutionnaire (...) je crois comme vous à la nécessité de la force pour trancher dans le sens collectiviste ou communiste la question sociale”.

)Notre plan en France a été de démontrer aux travailleurs(“le néant des solutions à l'amiable ou pacifiques (coopération, banques, etc.)...”.

Controverse Guesde/Talandier – juin 1880.

)À Paris, Salle des Écoles, Guesde et le député socialiste de la Seine, Talandier, s'opposent. Ci-dessous les éléments de l'argumentation.(

1- Talandier :

“Nous devons au moins essayer d'obtenir pacifiquement ce que nous réclamons...”.

“Je n'admets pas qu'on repousse systématiquement la solution pacifique”.

“Il faut une révolution morale” ; “Il faut une éducation intégrale”, “un affranchissement subjectif préalable”.

“En résumé, il faut avant d'affranchir les hommes physiquement, les émanciper moralement et intellectuellement”.

“L'histoire démontre qu'il n'y a pas eu de progrès violents. Il n'y a donc, à mon avis, qu'un seul moyen de réaliser l'égalité ; c'est la propagande ; c'est l'action pacifique, c'est la Révolution morale”.

L'Égalité – Reconstituons le Parti Communiste Marxiste-Léniniste

“Pour établir définitivement l'égalité, je ne pense pas qu'il soit nécessaire de passer par des torrents de sang et des amas de misère”.

“Je crois que la coopération est un des moyens les plus efficaces” ; “il existe une foule d'autres moyens destinés à faciliter l'évolution pacifique. Ainsi, par exemple, la coopération communale...”.

)Notons que Talandier prétend par ailleurs être d'accord, comme Guesde, avec LAFARGUE, lorsque ce dernier dit : “Nous voulons la réalisation de notre idéal, pacifiquement s'il est possible, sinon révolutionnairement...”.(

2- Jules Guesde :

“... si révolutionnaires qu'on nous suppose, personne ne nous fera l'injure de croire que nous puissions être partisans du fusil pour le fusil. Si nous affirmons la nécessité de la force pour trancher la question sociale, c'est que l'impossibilité de l'autre solution, de la solution à l'amiable, est pour nous démontrée. En d'autres termes, nous n'avons pas choisi notre moyen ou mode d'action ; il nous est imposé par les faits”.

“Chaque étape de l'humanité a été marquée par une Révolution. C'est révolutionnairement que la bourgeoisie s'est émancipée et si elle affiche la prétention d'empêcher le Quatrième-État d'opérer à son tour révolutionnairement, c'est qu'elle sait pertinemment qu'il n'existe pas d'autre moyen d'affranchissement”.

“N'y a-t-il pas fallu une guerre civile, la plus longue et la plus sanglante des guerres civiles, pour affranchir quatre millions de Noirs ? Et l'on voudrait nous persuader qu'une Révolution ne sera pas nécessaire pour abolir la traite des blancs ?”.

“Persuadés comme nous le sommes par l'expérience de toute l'histoire, que violence est mère de liberté, que c'est reculer les bornes de la duperie que d'attendre d'une légalité faite à l'image et à l'usage de la bourgeoisie la fin de l'exploitation bourgeoise, que l'expropriation, en un mot, des expropriateurs de l'humanité est affaire de force ou de Révolution, nous ne pouvons laisser échapper l'occasion qui s'offre à nous de faire publiquement et contradictoirement cette démonstration”.

)Le dernier paragraphe ci-dessus ne fait pas partie de la controverse, mais est tiré d'un article de Guesde dans *l'Égalité*, cité par Talandier. Guesde conclut sa réplique à Talandier :(

“Eh bien, à une société ainsi moribonde”)telle que notre société capitaliste(“il n'y a pas à demander de se transformer, il n'y a qu'à l'achever et l'enterrer. Citoyens, soyons-en les fossoyeurs”.

--oOo--

Fondation du P.C.F.

Les partis social-démocrates de la II^{ème} Internationale s'effondrent, et sont totalement démasqués dans la tourmente de la première guerre mondiale.

En France, le “ministérialisme” de Millerand avait déjà été flétri par Guesde avant 1914.

Le réformisme trouva ensuite son prolongement direct et son couronnement dans le social-chauvinisme et le social-pacifisme du parti socialiste unifié.

C'est à la suite de la Révolution d'Octobre 1917, et dans la lutte contre l'intervention en Russie (1919), que la rupture révolutionnaire s'effectue, contre les Blum, Longuet, Paul Faure, Marcel Sembat, etc.

Cachin et Frossard enquêtent en Russie bolchevique en août 1920. Le Congrès de Tours de décembre 1920 fonde le P.C.F., rallié à la III^{ème} Internationale léniniste.

--/--

Extrait du Discours de Marcel Cachin au Congrès de Tours, le 27/12/1920

“Une république socialiste est née, elle vous appelle à venir avec elle lutter sur le front nouveau de l'Internationale qu'elle a créée”.

“Je connais vos objections. Plus encore que de son existence, vous lui faites grief de ses méthodes qui sont, à vous en croire, en contradiction absolue avec tout ce qui a fait jusqu'ici la tradition du socialisme international (...).

Au parti qui réalisa et qui dirigea la Révolution d'Octobre 1917, vous imputez à crime d'être un parti de violence (...). Les prolétaires(“ont recueilli les leçons de l'expérience et

L'Égalité – Reconstituons le Parti Communiste Marxiste-Léniniste

de l'histoire et ils doivent en faire leur profit. Ils subissent depuis tant de siècles des oppressions de toute nature ; toujours leurs mouvements de juste révolte furent si durement étouffés qu'à leur tour ils se voient contraints de recourir à la force, seul moyen laissé à l'humanité pour se libérer de ses servitudes.

Ces affirmations ne doivent ici surprendre personne comme des nouveautés (...). Elles furent celles de tous nos maîtres du passé ; pour ma part, je les entendis, dès mon adolescence, répéter cent fois par celui qui m'enseigna le socialisme (...).

)Jules GUESDE("n'a cessé de rappeler à la classe ouvrière qu'elle a affaire à un ennemi impitoyable, et qu'elle devra, elle aussi, à l'exemple de ses oppresseurs, mobiliser à un moment donné ses forces pour donner l'assaut révolutionnaire au régime. Durant toute une longue vie de propagande passionnée, il a rappelé les exemples de 1848, de la Commune, de toutes les tentatives historiques du prolétariat pour mettre, par la violence nécessaire, la main sur le pouvoir (...).

Et sous quelle forme GUESDE nous présentait-il l'avènement du socialisme ou, comme on disait alors, du collectivisme ou communisme ? Était-ce sous la forme réformiste, accommodante, participationniste, édulcorée ? (...).

)CACHIN cite alors Guesde(:

"Ce n'est que pour la prise de possession du gouvernement que nous sommes révolutionnaires et pas par goût, par nécessité, parce qu'en France, c'est toujours la Révolution qui a porté au pouvoir même les partis politiques bourgeois.

Révolution, 1830, qui installe la monarchie tricolore ;

Révolution, 1848, qui, des barricades de février, fait surgir la deuxième République bourgeoise ;

Révolution – ou coup d'état – le 2 décembre 1851, qui intronise l'Empire ;

Révolution, le 4 septembre 1870, qui restaure la forme républicaine.

Toujours la force a couronné et fait aboutir l'entreprise gouvernementale ou politique commencée par le bulletin de vote. Le fusil a complété l'urne.

C'est légalement qu'a été inauguré aux États-Unis le mouvement abolitionniste. C'est violemment, à coups de canons, que l'esclavage noir a été aboli.

Il n'en sera pas autrement en France, et ailleurs, pour la suppression de cet esclavage blanc qu'est le salariat.

C'est légalement que procède le mouvement collectiviste ou communiste, sorti des hécatombes de juin 1848 et de 1871. C'est violemment, dans le pouvoir conquis par nous sur la voie publique transformée en champ de bataille, qu'il finira".

)CACHIN poursuit(:

"Vous ne voulez pas mutiler GUESDE, je pense".

"Telle fut la tradition de notre socialisme. Elle fut ainsi cent fois formulée de façon précise, énergique, mathématique, par Guesde, en tous ses écrits et ses discours".

)Guesde("a été l'insurgé permanent qui a dit aux prolétaires qu'il a si magnifiquement éduqués : "Vous ne vous libérerez que par la force et par l'insurrection".

)CACHIN cite enfin une "autorité particulièrement imposante" : ENGELS, dans son "Anti-Dühring"(:

L'Égalité – Reconstituons le Parti Communiste Marxiste-Léniniste

“La violence est l’arme avec laquelle le mouvement social fraye un chemin et brise les forces politiques pétrifiées et mortes.

De tout cela, M. Dühring ne souffle mot. Ce n’est qu’en gémissant et en soupirant qu’il admet la nécessité possible de recourir à la violence pour renverser le régime des exploités (...) et c’est cette mentalité falote, débile et impotente qui ose se proposer au parti le plus révolutionnaire que connaisse l’histoire”.

)CACHIN termine sur ce sujet(:

“Je n’insisterai point sur cette partie de mon bref exposé. Mais lorsque nous affirmons avec la Révolution russe que le prolétariat doit considérer la nécessité, pour lui urgente, d’en arriver à la préparation pratique de sa révolution, j’entends que nous restons dans la plus pure tradition socialiste de ce pays”.

22 avril 1967





M C F (m-l)

Prix de Soutiens
2 F

À propos de la “décision” des 22 et 23 avril 1967

du Comité Central du Mouvement Communiste Français

Marxiste-Léniniste

de convoquer le Congrès Constitutif du Parti.

- “L’essentiel est ici de partir du désir d’unité. Car s’il n’y a pas subjectivement ce désir d’unité, la lutte une fois déclenchée, les choses finissent toujours par se gêner irrémédiablement.”

(Mao Tsétoung – “De la juste solution des contradictions au sein du peuple” – 1957)

--0--

- “**Article Premier** – Pour être membre du Mouvement Communiste Français (Marxiste-Léniniste), il faut accepter sa ligne politique et ses Statuts...”.

- “**Article 14** – Le Mouvement Communiste Français (Marxiste-Léniniste) est organisé suivant le principe du centralisme démocratique (...)”.

(Extraits des Statuts du M.C.F. (m.l.))

Freddy Malot – 25 juillet 1967

Avant-propos de l'édition

- Tous ceux qui restent attachés au **Marxisme-Léninisme**, qui tiennent enfin à tirer la leçon de Mai 68, et sont résolus d'en finir avec la Préhistoire Sociale, **doivent** étudier le rapport ci-après de juillet 1967.

- L'auteur du rapport, F. Malot, était alors Membre du Comité Central du Mouvement Communiste Français (M.C.F.). Il y dénonce la “Décision” **Occulte et Opportuniste** prise peu avant (04/1967) de rebaptiser l'organisation “Parti”.

- Le Secrétaire du M.C.F. décréta l'exclusion de F. Malot, **étouffa son rapport**, et salit après coup le document (02/1968). Cf. document en annexe : “Le Mouvement Maoïste en France”, P. Kessel. Mais la section de Lyon du MCF unanime ne céda pas.

- Suites de l'événement. Les **lamentables “P.C.”** m.l. rivaux en 68 et les multiples scissions consécutives. Le Secrétaire Général du M.C.F. de 1967, petit **thorézien de gauche**, ex-pourfendeur du Révisionnisme Moderne, est aujourd'hui édité par... “Le Temps des Cerises” (P.C.F.) !

- F. Malot appartient maintenant à l'**Église Réaliste**. Cf. : www.eglise-realiste.org

Éditions de l'Évidence – mars 2006

Introduction

I- Une crise grave

- “**Article 2** – Les devoirs des membres du M.C.F. (m.l.) sont les suivants :

...

4) Renforcer l’unité du Mouvement, respecter et faire respecter ses statuts ;

...

7) ... dénoncer les insuffisances et les erreurs dans le travail, lutter contre tout acte préjudiciable au Mouvement et à la classe ouvrière...”.

- “**Article 3** – Les droits des membres du M.C.F. (m.l.) sont les suivants :

...

2) Formuler des suggestions et critiques sur toutes les questions concernant le travail du Mouvement, de ses membres ou de ses dirigeants à n’importe quel échelon ;”.

- “**Article 14** – (...)

...

3) Les organismes de direction aux différents échelons doivent constamment recueillir les opinions des organismes inférieurs et des adhérents...”.

(Extraits des Statuts du M.C.F. (m.l.))

Le 23 avril 1967, le Comité Central de notre Mouvement, le M.C.F. (m.l.), prit la décision de “convoquer avant la fin de l’année le congrès constitutif du Parti communiste authentiquement révolutionnaire...” (éditorial du n° 53 de l’*Humanité Nouvelle* du 11 mai 1967 : “En avant vers la constitution prochaine du Parti Communiste de France”).

Nous estimons que les conditions dans lesquelles fut prise cette décision, en violation du centralisme démocratique, des Statuts du M.C.F. (m.l.), et de la légalité révolutionnaire, la désignent comme une décision ILLÉGALE. Nous tenons donc provisoirement cette “décision” comme NULLE. Et, considérant qu’elle place notre Mouvement dans une situation de crise grave, nous jugeons utile et nécessaire d’en présenter ici notre critique.

Le présent rapport se propose d’apporter les **preuves** de l’illégalité de la “décision”, afin d’aider la direction de notre Mouvement, ses membres (et éventuellement tous les m.l. de France) à se déterminer.

Le rapport mentionne encore quelques illégalités annexes, liées à la question de la création du Parti ; il donne un début d’appréciation sur la gravité et l’importance de

La “décision” de 1967

l'illégalité de la “décision”, et fait quelques propositions quant à ses conséquences nécessaires et possibles.

Théoriquement, l'on peut approuver les critiques qui suivent, et les appuyer jusque dans leurs conséquences immédiates, et estimer en même temps que la décision de convoquer à court terme le congrès constitutif du Parti est JUSTE dans son fond, c'est-à-dire objectivement fondée.

Nous considérons, pour notre part, que les conditions nécessaires ne sont pas réunies actuellement pour la fondation, en France, du Parti révolutionnaire prolétarien de l'époque de la pensée de Mao Tsétoung. Mais ceci est une autre question, que nous devons, dans les circonstances actuelles, poser et résoudre de façon indépendante, et qui relève finalement de la conception que doit se faire notre Mouvement de la **nature** du Parti que nous voulons constituer et édifier. Nous résumerons notre critique de la réalisation des conditions concrètes de la création du Parti de la façon suivante : faut-il simplement “remplacer le P.C.F.” (éditorial de H.N., n° 53), ou au contraire construire le nouveau parti de la classe ouvrière, tel que l'exige notre nouvelle époque révolutionnaire ?

II- Une Décision Historique

- **Article 2** – Les devoirs des membres du M.C.F.

...

2) Servir les masses populaires, resserrer les liens avec elles, apprendre auprès d'elles...”.

La décision de constituer le Parti est, par définition, une décision historique de très haute responsabilité révolutionnaire. Ainsi, le camarade J. Jurquet, secrétaire politique de notre Mouvement, avait raison d'affirmer, dans son rapport politique au 1^{er} Congrès du M.C.F. (m.l.) des 25 et 26 juin 1966 :

“Le lancement du nouveau Parti Communiste Français (Marxiste-Léniniste) est une entreprise sérieuse, d'une portée historique et universelle, qui exige de ses promoteurs qu'ils ne cèdent à aucune impatience”.

Dans ce même sens, le “compte-rendu des travaux du Comité Central” d'avril 1967 annonçant la “décision” du 23 avril dit :

“Cette décision comporte un aspect Historique d'une immense portée dont chaque adhérent du mouvement ne manquera pas de prendre conscience, pour lui apporter le maximum d'effort, d'intelligence et de dévouement”.

À son tour, le camarade Marty écrivit, dans son éditorial du n° 53 de H.N., par lequel la “décision” fut rendue publique :

“En prenant sa décision historique, notre Comité Central était parfaitement conscient de notre responsabilité qui déborde largement le cadre de notre pays”.

La “décision” de 1967

Il y a donc unanimité, au sein de notre Mouvement, pour **déclarer** que la fondation du Parti, sa constitution, la convocation d'un congrès constitutif, représentent une responsabilité “historique et universelle”.

À la base de la grande responsabilité que représente la convocation d'un congrès constitutif du Parti Marxiste-Léniniste en France, il y a le fait que cette décision ne peut être prise par notre organisation, que dans la mesure où elle le fait, théoriquement **et** pratiquement au nom de **la classe ouvrière** de France.

Précisons ce point :

1- la convocation d'un congrès constitutif du Parti est, certainement, la décision la plus importante que peut prendre notre Mouvement au cours de son existence, depuis juin 1966, étant donné qu'elle coïncide avec la réalisation de notre objectif tactique ;

2- la fondation du Parti est l'événement le plus important de l'histoire du mouvement marxiste-léniniste en France, depuis son apparition en 1962-1963, pour la même raison ;

3- la constitution du Parti M.L. en France est un événement marquant de l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire français, qui n'a d'équivalent que dans le Congrès de Tours de 1920, qui donna naissance au P.C.F., puisque notre objectif tactique est au départ de “remplacer” ce dernier ;

4- la création du Parti M.L. de France est un acte historique au sein du mouvement communiste et ouvrier international, et au cours de son processus de développement, pour des raisons évidentes.

La “décision” du 23 avril 1967 de notre C.C., de convoquer le congrès constitutif du Parti M.L. en France “avant la fin de l'année”, est-elle en accord avec cette responsabilité “historique et universelle” qui nous incombe ? C'est ce que notre critique établira.

---oOo---

Le Congrès de Lancry des 25 et 26 juin 1966

- **Article 3** – Les droits des membres du M.C.F. (m.l.) sont les suivants :

1) Participer à la discussion et à l'élaboration de la ligne politique du Mouvement dans ses organismes réguliers ;”.

(Extrait des Statuts du M.C.F. (m.l.))

Nous avons rappelé et défini le caractère historique de la fondation du Parti Marxiste-Léniniste de France. À présent, nous devons présenter une brève analyse de la ligne de notre Mouvement, établie par le 1^{er} Congrès du M.C.F. (m.l.) de juin 1966, en ce qui concerne la création du Parti. Une telle analyse constitue le point de départ nécessaire de toute critique de la “décision” du 23 avril 1967. Le “Manifeste en 10 points” et les Statuts de notre Mouvement ont été publiés dans l'*Humanité Nouvelle* du juillet/août 1966 (n° 20).

I- Un pas en avant

Disons tout d'abord en quoi notre “Manifeste” constituait un progrès qualitatif indiscutable, dans le processus de développement de notre mouvement marxiste-léniniste.

Auparavant, à l'époque des “Cercles Marxistes-Léninistes” (novembre 1963/juillet 1964), et de la “Fédération des Cercles Marxistes-Léninistes” (juillet 1964/juin 1966), notre position fut successivement :

- 1- “exclusivement anti-révissionniste”, avec pour objectif le “prompt rétablissement” du P.C.F. (déclaration solennelle de dix camarades marseillais – 15 juillet 1964) ;
- 2- de “lutter contre la dégénérescence révissionniste” (communiqué des Cercles Marxistes-Léninistes de Marseille annonçant la création de la F.C.M.L. – juillet 1964) ;
- 3- de réaliser l'objectif tactique de “l'existence en France d'un Parti communiste” authentiquement marxiste-léniniste (éditorial du n° 1 de H.N. – février 1965) ;
- 4- d'affirmer la “nécessité historique d'un P.C.F. authentiquement” révolutionnaire (projet de plate-forme de la F.C.M.L. – mai 1965).

Donnons deux citations qui caractérisent clairement l'imprécision, les flottements, et l'ambiguïté théorique (en partie nécessaire) de notre ligne, pendant toute la période qui précéda le Congrès de Lancry :

“Ce sont les militants sincères... qui aideront les véritables communistes à trouver la meilleure voie” (H.N., n° 1, février 1965) ;

“C'est avec le vieux parti débarrassé de sa direction et de son appareil révissionniste **ou**, celui-ci s'étant définitivement coupé des masses, par le moyen d'un nouveau Parti, que nous atteindrons notre premier objectif tactique :

La “décision” de 1967

l’existence en France d’un Parti communiste fondant authentiquement son action sur les principes du Marxisme-Léninisme” (H.N., n° 7 – J. Jurquet : “Améliorer sans cesse notre travail”).

Le Congrès de Lancry, qui donna naissance à notre Mouvement, rompit avec toutes les étapes antérieures. Il trancha officiellement la question organisationnelle, que la pratique avait résolue depuis le début. Désormais, notre Manifeste parlait de la CRÉATION, de la CONSTITUTION, de la RECONSTRUCTION du Parti. Le camarade Bergeron signala cette rupture en disant :

“Une longue parenthèse se refermait enfin. La relève était assurée (...). Nous avons choisi (...) (H.N., n° 20 – éditorial : “Il faut choisir”).

En résumé, alors que dans la période précédente, la Résolution d’Organisation de la F.C.M.L. disait :

“La F.C.M.L. est constituée de militants communistes, membres ou non du P.C.F.” (Conférence Nationale des 26 et 27 juin 1965 – H.N., n° 6, juillet 1965),

l’article 7 des Statuts du nouveau M.C.F. (m.l.) dit ceci :

“Toute appartenance à une autre organisation politique est interdite...”.

II- Une étape intermédiaire

La relève était assurée, mais elle n’était pas encore constituée. Et la grande décision créatrice du Congrès de Lancry fut de définir le M.C.F. (m.l.) comme :

l’“étape préparatoire pour la reconstruction du Parti communiste...” (préambule des Statuts du M.C.F. (m.l.)).

Notre décision avait principalement été suggérée par la pratique, et l’existence en France d’un parti révisionniste puissant. Pour cette raison même, malgré le pas en avant important que nous faisons, notre conception, au congrès de Lancry, du processus de “reconstitution du Parti”, nos vues sur l’avenir, ne dépassèrent pas le cadre des généralités. Voici ce que disent nos textes d’orientation :

1) Le Parti.

Sur le Parti, le “Manifeste en 10 points” reprenait d’abord des termes de la Lettre en 25 Points (“Propositions concernant la ligne générale du Mouvement communiste international” du P.C.C., en date du 14 juin 1963) :

“Il faut à la classe ouvrière française un parti révolutionnaire...” (point 10).

et encore :

“La constitution en France d’un parti m.l. révolutionnaire est une nécessité absolue” (point 1).

Aucune allusion ici à une nouvelle étape de développement du mouvement ouvrier révolutionnaire, ni à un parti de type nouveau de l’époque de la pensée de Mao Tsétoung. Le “Manifeste” dit seulement :

La “décision” de 1967

“Un tel Parti doit être totalement différent de l’actuel parti révisionniste” (point 10),

mais c’est pour ajouter aussitôt :

“... qui a gardé, malgré le Congrès de Tours, un héritage social-démocrate, et électoraliste dont il ne s’est jamais débarrassé” (point 10).

Ainsi, dans la mesure où la question du Parti était traitée par le “Manifeste”, il ne s’agissait, dans l’esprit du Congrès de Lancry, que de RE-construire le P.C.F. de l’époque léniniste, débarrassé de ses fautes, et non de créer un parti de type nouveau, c’est-à-dire rompant non seulement avec le révisionnisme moderne, mais aussi avec les conditions générales qui permirent sa naissance et son développement, avec **l’époque** du révisionnisme moderne.

2) L’“étape préparatoire”.

À ce sujet, le “Manifeste” disait ceci :

“Il convient de franchir une étape nouvelle...” ; “Cette étape de transition doit nous permettre de **réaliser concrètement les conditions les plus favorables** pour forger un Parti communiste véritablement marxiste-léniniste” (point 10).

Sur les “conditions” en question à réaliser, nous étions des plus laconiques. Le “Manifeste” se contentait, ou presque, de formuler le vœu suivant :

“C’est par milliers que les véritables communistes doivent rejoindre nos rangs” (point 10).

Et dans son Rapport Politique, J. Jurquet parlait simplement de la nécessité d’une “intense campagne d’explications”.

La question des “conditions concrètes” à réaliser était extrêmement importante, puisque c’est elle qui donnait tout son sens à l’“étape préparatoire”. Or sur ce point nous restions des plus vagues. Plus même, notre “Manifeste” avait tendance à aborder le problème d’une manière subjectiviste, à réduire ces “conditions” à des facteurs conjoncturels, accidentels, et d’une certaine façon, nous transportions avec nous les illusions de la veille sur la “lutte interne”.

3) Le “Congrès constitutif”.

À propos de congrès constitutif, voici ce que nous disions :

“les véritables communistes doivent rejoindre nos rangs pour se préparer à constituer **dans les meilleurs délais** un Parti communiste français, marxiste-léniniste” (point 10) ;

“Le but du M.C.F. (m.l.) est de convoquer **dans le meilleur délai** le congrès constitutif du P.C.F. (M.L.)” (Rapport Politique de J. Jurquet).

Ici, nous laissions volontairement la question indéterminée. La seule remarque à faire, c’est que nous n’imaginions pas que le parti marxiste-léniniste puisse se constituer autrement que par la simple transformation du M.C.F. (m.l.) en Parti, et nous ne

La “décision” de 1967

distinguions pas ce qu'avait nécessairement de spécifique le congrès constitutif, par rapport à un Congrès National normal de notre Mouvement.

Ultérieurement, notre Mouvement et son Comité Central n'apportèrent aucune précision complémentaire, ne fournirent aucune analyse officielle de l'“étape préparatoire” ; ni du point de vue de la nature du Parti à constituer, ni non plus en ce qui concerne les “conditions les plus favorables” à réaliser, ni enfin à propos des “meilleurs délais” à envisager.

Il apparaît aujourd'hui que lorsque nous parlions de la “nécessité absolue” de la création du Parti, nous affirmions simplement notre conviction idéologique, mais nous n'envisagions nullement la nécessité historique concrète, matérielle, déterminée, de la constitution du Parti. En fait, rien n'était établi dans ce domaine, et nous ne présentions pas de véritable conception **définie** de la “reconstruction du Parti”. En particulier, nous ne nous prononcions pas sur le point de savoir s'il fallait prévoir

- une “victoire rapide” sur le Révisionnisme Moderne ;
- ou au contraire une “guerre prolongée” contre lui.

Le moment est venu de résumer les résultats du Congrès de Lancry :

1- Tout d'abord, il repoussa résolument la tendance du Cercle d'Aix de l'époque, qui réclamait la “création immédiate” du Parti, et la ligne retenue fut celle de l'“étape de transition”.

2- D'autre part, le Congrès laissait en suspens les déterminations concrètes de cette “étape préparatoire”. Nous décelons que des germes de subjectivisme mettaient en danger toute l'entreprise. La conception mécanique de la simple “reconstruction du P.C.F.” était en fait d'une certaine façon solidaire de la conviction implicite d'un processus rapide de la création du Parti. Il revenait à notre direction d'éviter l'écueil, d'être vigilante, d'entreprendre l'analyse, de prévoir des bilans.

3- Enfin, compte tenu des points faibles de notre Programme, il est probable que les partisans de la tendance du Cercle d'Aix n'aient jamais considéré le congrès de Lancry que comme une occasion manquée, et l'“étape de transition” comme une erreur à rattraper à la première occasion.

Nous retrouverons tous ces éléments dans la critique de la “décision” du 23 avril 1967 de notre C.C., c'est-à-dire dans l'analyse du processus de développement de la crise actuelle de notre Mouvement.

---oOo---

La “ <i>décision</i> ” du 23 avril

La “*décision*” officielle de notre Mouvement de convoquer le congrès constitutif du Parti fut annoncée publiquement par l’éditorial de F. Marty du n° 53 de l’*Humanité Nouvelle*, du 11 mai 1967.

La “*décision*” n’a jamais fait l’objet d’une résolution officielle du Comité Central, et c’est l’éditorial de F. Marty qui fait fonction de résolution.

Que dit cet éditorial ?

“Conformément à l’**article 19** des Statuts du Mouvement Communiste Français (marxiste-léniniste), notre **C.C.** a décidé à l’unanimité, au cours de sa session des 22 et 23 avril à Paris, de convoquer **avant la fin de l’année** le Congrès **constitutif** du Parti communiste authentiquement révolutionnaire pour remplacer le P.C.F. qui n’a plus de communiste que le nom”.

Et l’éditorial se terminait en reprenant le titre :

“En avant donc, vers la constitution, avant la fin de cette année, du **Parti Communiste de France**, avant-garde révolutionnaire des travailleurs de notre pays”.

Notons que cet éditorial du 11 mai 1967 fournit également le point de départ de toute critique concernant la réalisation des **conditions** de la création du Parti, telle que la conçoivent actuellement certains membres du Mouvement. En effet, l’essentiel des “raisons” favorables à la constitution hâtive du Parti sont résumées dans le corps de cet éditorial. Les “conditions favorables” y sont présentées comme des “raisons” purement accidentelles, et en aucune façon comme de véritables **conditions de possibilité**. D’une part l’on fait apparaître, à travers les événements politiques et sociaux, qu’il FAUT un parti révolutionnaire en France ; d’autre part, on trouve des occasions conjoncturelles de “lancer” la décision psychologique de la création du Parti. Mais jamais l’on ne s’attache vraiment à l’“analyse concrète de la situation concrète”, et l’on ne détermine s’il est matériellement POSSIBLE, maintenant, de fonder le Parti.

Ce n’est pas là préparer une décision “historique et universelle”.

Mais passons à la critique de la “*décision officielle*” proprement dite.

I- L’article 19 des statuts

- “**Article 14** – (...)

6) ... Tous les organismes se soumettent uniformément au Congrès National et au Comité Central”.

- “**Article 3** – Les droits des membres du M.C.F. (m.l.) sont les suivants :

1) Participer à la discussion et à l’élaboration de la ligne politique du Mouvement dans ses organismes réguliers ;”.

(Extraits des Statuts du M.C.F. (m.l.))

La “décision” de 1967

L'éditorial du n° 53 de l'*Humanité Nouvelle* contient ces mots :

“Conformément à l'article 19 des Statuts du M.C.F. (m.l.), notre Comité Central a décidé (...) de convoquer (...) le Congrès constitutif du Parti communiste...”.

Que dit l'article 19 des Statuts ?

“Le **Congrès National** est la plus haute instance du Mouvement. Il est convoqué par le Comité Central. Il est composé des délégués élus dans les Conférences Régionales ou de Sections. **Il définit la ligne politique du Mouvement** et élit le Comité Central”.

Ainsi le Comité Central est habilité à convoquer le “Congrès National”, la “plus haute instance du Mouvement”. Le Comité Central peut donc convoquer le **2^{ème} Congrès du M.C.F. (m.l.)**, mais les Statuts ne lui donnent absolument pas le droit de convoquer le “Congrès constitutif du Parti”, c'est-à-dire un congrès de **suppression du M.C.F. (m.l.)**. De plus, le Congrès National est désigné comme l'instance, et la seule instance, qui “définit la ligne politique du Mouvement”, c'est-à-dire la ligne suivie au cours de l'“étape de transition”. À plus forte raison, c'est le Congrès National, et lui seul, qui peut constater que nous en avons fini avec l'“étape de transition” elle-même, qui a pour but de “réaliser concrètement les conditions les plus favorables” à la création du Parti (Manifeste – point 10). C'est le Congrès National, et lui seul, qui peut décider que la “ligne politique” actuelle doit être interrompue, et c'est lui précisément qui doit décider s'il y aura ou non de futurs Congrès Nationaux **du Mouvement**, et si le congrès constitutif du Parti doit être convoqué oui ou non, et dans quelles conditions. Car si ce n'est pas définir une “ligne politique” que de décider qu'une “étape historique” est achevée, nous demandons : qu'est-ce qu'une ligne politique ? Et si ce n'est pas au Congrès National de définir **cette** ligne politique, quand en définira-t-il une, et qui la définira !

En conséquence, loin d'être “conforme” à l'article 19 des Statuts, la “décision” du 23 avril 1967 du Comité Central du M.C.F. (m.l.) représente au contraire une infraction caractérisée de cet article. Elle constitue une violation du centralisme démocratique et de nos Statuts portant sur la question la plus importante dont puisse décider notre Mouvement : sa propre suppression à prétention “historique et universelle”. De ce point de vue, la “décision” apparaît comme une très grave **légèreté politique**.

Préparerons-nous le parti révolutionnaire de cette façon ? Une telle illégalité n'est pas concevable en l'absence d'une ligne opportuniste dans notre Mouvement, qu'il revient à la critique de fond de définir.

II- Qui a décidé ?

- “**Article 14** – (...)

5) Les organismes du Mouvement aux différents échelons appliquent le principe de la direction collective liée à la responsabilité individuelle”.

La “décision” de 1967

L'éditorial du 11 mai dit encore :

“notre Comité Central a décidé à l'unanimité, au cours de sa session des **22 et 23 avril** à Paris, de convoquer **avant la fin de l'année** le congrès constitutif du Parti...”.

Ici encore, nous protestons, et le premier lecteur venu de *l'Humanité Nouvelle* protestera sans aucun doute avec nous. En effet, reprenons le déroulement des événements qui ont précédé la session du Comité Central des 22 et 23 avril.

Tout d'abord, le Bureau Politique du Mouvement envoya aux membres du Comité Central une convocation, en date du 11 avril 1967, pour cette session, et le premier point “proposé” à l'ordre du jour était le suivant :

“Faut-il convoquer le Congrès constitutif du “Parti” marxiste-léniniste ? Si oui, à quelles dates ?”.

Or, dans le n° 50 de *l'Humanité Nouvelle*, daté du **20 avril 1967**, qui PRÉCÉDA donc la réunion du Comité Central de deux jours, l'éditorial de J. Jurquet, traitant de la conférence européenne de Karlovy-Vary, se terminait par ces mots :

“Comme riposte à cette honteuse politique de Waldeck-Rochet et autres Guyot, gageons que le peuple français, pour sa part, aura su se donner son authentique **Parti** communiste marxiste-léniniste **avant la fin de l'année 1967**, commémorant ainsi de manière concrète et efficace le 50^{ème} anniversaire de l'immortelle grande Révolution prolétarienne d'Octobre 1917”.

Ainsi, avant même que le Comité Central se soit réuni, et qu'il ait éventuellement discuté de la “réalisation des conditions concrètes de la création du Parti” (de la ligne du Mouvement), un éditorialiste de notre Mouvement, notre secrétaire politique, se croyait autorisé à mettre publiquement la direction nationale et le Mouvement dans son ensemble devant le fait accompli, en **décidant** à lui seul de la fondation du Parti “avant la fin de l'année”, et allant même jusqu'à préciser les circonstances psychologiques de la réunion du congrès constitutif, le 50^{ème} anniversaire de 1917 !

Qui a donc “décidé” de la convocation illégale du congrès constitutif “avant la fin de l'année” : le Comité Central dans sa session des 22 et 23 avril, ou l'éditorial de H.N. du 20 avril, qui en avertissait déjà la classe ennemie elle-même !...

L'éditorial du n° 50 de *l'Humanité Nouvelle* constitue à la fois une violation du centralisme démocratique de la part de l'éditorialiste, et une faute grave concernant le contrôle politique de notre journal, c'est-à-dire une infraction très lourde de conséquences dans l'application du principe de la direction collective dans notre Mouvement. L'illégalité de l'éditorial a préparé l'infraction deux jours plus tard de l'article 19 des Statuts, et elle donne à notre Comité Central l'allure d'une simple chambre d'enregistrement.

Mettre ainsi en demeure l'organisation par le biais d'articles de presse, nous ne le connaissions que chez les révisionnistes, qui utilisèrent ce procédé lors de l'affaire Siniavsky et Daniel, quand Aragon prêta sa plume à l'*Humanité* révisionniste pour préparer les esprits à un renversement de l'attitude traditionnelle du Parti vis-à-vis de la littérature contre-révolutionnaire.

III- Le Parti Communiste de France

Mais ce n'est pas tout ! L'éditorial du 11 mai 1967, qui rendit publique la “décision” officielle (nous venons de voir qu'elle traînait déjà officieusement sur la place publique près d'un mois auparavant !), cet éditorial constitue **par lui-même** une violation du centralisme démocratique supplémentaire, et dans son titre même, “En avant vers la constitution... du **Parti Communiste de France**”.

En effet, à la suite d'une question d'un des membres du Comité Central à la session des 22 et 23 avril, il fut unanimement affirmé que le Congrès seul déciderait de l'appellation du futur Parti, et qu'il ne fallait pas considérer l'appellation “Parti Communiste de France”, mentionnée par le camarade Jurquet, comme une décision du Mouvement. On voit que si d'un côté on “décidait” illégalement de la convocation du congrès constitutif, on laissait néanmoins aux congressistes la sucette du baptême du Parti.

Mais, cette concession même ne nous fut pas laissée. Non seulement les cellules et les membres du Mouvement ne furent pas appelés à réfléchir à l'appellation du Parti, et à faire leurs propositions, mais le Mouvement fut mis devant le fait accompli sur cette question aussi. Alors que tous les éditoriaux de l'*Humanité Nouvelle* précédant la session du Comité Central désignaient le parti futur dans les termes généraux de “Parti marxiste-léniniste”, “Parti communiste marxiste-léniniste”, etc., les éditoriaux postérieurs au 23 avril reprennent sans défaillance l'appellation “Parti Communiste de France”. Il en est ainsi de ceux de :

- Bergeron du n° 52 ;
- Marty du n° 53 (en pleine page) ;
- Jurquet du n° 54 ;
- Bergeron du n° 55 ;
- Juliot du n° 59...

Ici, deux articles de nos Statuts sont enfreints : l'article 14 concernant la soumission des organismes au Comité Central, et l'article 2 concernant la soumission à la majorité en appliquant ses décisions (§ 5).

La question de l'appellation du Parti n'est pas sans lien avec le problème de fond, celui de la critique des conditions de la création du Parti, et de la nature de ce dernier. En effet, l'appellation “Parti Communiste de France” est reprise du Komintern en 1919, et elle coïncide tout à fait avec l'objectif déclaré de “remplacer le P.C.F.” ; elle est tout à fait étrangère, par elle-même, à la désignation d'un parti de type nouveau, de l'époque de la pensée de Mao Tsétoung. Ceci montre pour le moins que la question mérite d'être discutée.

L'éditorial du n° 50 commet une infraction supplémentaire quand il fait état de l'“unanimité” du Comité Central lors de la session des 22 et 23 avril. Nous retrouverons ce point plus loin, après avoir repris le fil chronologique du processus de développement de la crise actuelle de notre Mouvement.

Les antécédents de la “*décision*”

La “*décision*” illégale du 23 avril 1967 a été progressivement “préparée” depuis le Congrès de Lancry. Trois étapes se dessinent nettement :

- 1- Lancry (juin 1966) ;
- 2- La préparation des Législatives (janvier 1967) ;
- 3- Les grèves de mars 1967.

C’est seulement au cours de la dernière étape que fut franchi le fossé de la violation du centralisme démocratique et de nos Statuts, et de l’infraction à notre ligne. Une circulaire intérieure de notre Mouvement, en date du 22 mars, sert de borne entre les deux périodes, de légalité et de violation de la légalité prolétarienne.

I- La circulaire intérieure du 22 mars

C’est par cette circulaire que fut pour la première fois abordée directement, au sein de notre Mouvement, la question de la convocation d’un congrès constitutif du Parti. La circulaire, en provenance du Secrétariat du M.C.F. (m.l.), fut communiquée à toutes les cellules. Elle portait pour titre : “Informations intérieures”, et son dernier paragraphe était rédigé dans ces termes :

“QUAND ALLONS-NOUS CRÉER LE PARTI ?

Plusieurs éditoriaux parus dans l’*Humanité Nouvelle* ont rappelé que l’objectif du Congrès de Lancry était d’**aller vers** la création du Parti communiste français marxiste-léniniste. Où en sommes-nous aujourd’hui ? Qu’en pensent nos camarades, nos cellules ? Faut-il convoquer un Congrès avant les vacances ou après ? Faut-il se limiter à une Conférence Nationale d’Organisation en juin et à **un congrès constitutif pour la fin de l’année ?**

Étudiez ces questions, camarades, et faites parvenir vos points de vue au C.C.”.

Ainsi, la circulaire rappelle bien haut d’un côté l’objectif de Lancry d’“aller vers” la création du Parti, pour organiser de l’autre, sans bruit, un referendum ayant pour but d’imposer “la fin de l’année” comme “limite”, **dernier délai**, de la convocation d’un congrès constitutif. Nous ne pouvons approuver cette méthode.

En imposant “avant les vacances ou après”, “pour la fin de l’année”, la circulaire tranche une question de ligne politique relevant exclusivement de notre Congrès National, et que même l’organisme supérieur du Mouvement, le Comité Central, n’avait jamais seulement effleurée. En fait, c’est la *décision* elle-même qui est déjà prise, deux mois avant sa diffusion publique (11 mai 1967), et un mois avant que le C.C. ait abordé la question “faut-il convoquer le congrès constitutif du “Parti” m.l.” (proposition d’ordre du jour du C.C. pour la session des 22 et 23 avril 1967)...

La “décision” de 1967

Certains camarades diront que la circulaire ne présentait la “limite” de la “fin de l’année” que sous la forme d’une question, et qu’elle se contentait de demander l’avis de la base, puisqu’elle disait : “Où en sommes-nous aujourd’hui ? Qu’en pensent nos camarades, nos cellules ? (...) Étudiez ces questions, camarades, et faites parvenir vos points de vue au C.C.”.

Ne nous laissons pas abuser par les allures “démocratiques” de la circulaire. L’essentiel, ici, c’est précisément qu’elle faisait passer une question exceptionnelle pour une affaire courante, et qu’elle glissait illégalement le contenu d’une **décision** d’une importance “historique et universelle” dans une circulaire d’“informations”. C’est en cela que réside l’infraction fondamentale de la circulaire de la légalité révolutionnaire et de la ligne de Lancry.

De fait, la circulaire du 22 mars n’envisage pas un instant que le congrès puisse **ne pas** être convoqué avant la fin de l’année, et qu’il puisse même **ne pas** être convoqué dans un avenir proche. Elle n’envisage pas, et exclut même dans les faits, l’éventualité non seulement du 2^{ème} Congrès National qu’exigent nos Statuts, mais aussi d’autres congrès normaux pouvant précéder la convocation du congrès constitutif du Parti. Car aucune décision du Mouvement n’a jamais tranché ces questions préalables.

Au contraire, la circulaire du 22 mars modifie illégalement la ligne de Lancry, et décide arbitrairement en faveur d’un processus de “victoire rapide” dans la question de la création du Parti. En outre, elle fait le silence sur le caractère exceptionnel et spécifique d’un congrès constitutif, qui engage l’ensemble du mouvement marxiste-léniniste de notre pays.

La circulaire du 22 mars “ignore” que les questions qu’elle pose, son appel même à la base, relevaient du Comité Central. Elle “ignore” que le C.C. lui-même aurait été tenu de formuler ces questions en tenant compte de la différence fondamentale qu’il y a entre la convocation d’un Congrès National du Mouvement, et la convocation du congrès constitutif du Parti. Expliquons-nous. Un Congrès National de notre Mouvement, appelé à faire le bilan de la “réalisation des conditions concrètes les plus favorables” à la création du Parti, peut décider par exemple – cela est théoriquement possible – :

- qu’il ne doit PAS y avoir de congrès constitutif dans l’avenir immédiat ;
- ou encore que des propositions doivent être faites à d’autres organisations marxistes-léninistes, étrangères à notre Mouvement, avant la convocation du congrès constitutif, etc.

Le congrès constitutif, lui, est évidemment d’une toute autre espèce.

Résumons : la circulaire du 22 mars, sous couvert d’“informations intérieures”, laisse le Secrétariat développer une **ligne politique** étrangère à la ligne de notre Congrès, à l’insu du Mouvement et de sa direction. Selon nos principes d’organisation, nous sommes en présence d’une activité de type fractionnel.

Ainsi, l’aspect “démocratique” de la circulaire cache en vérité une violation authentique de la légalité révolutionnaire dans notre Mouvement, et l’introduction de **méthodes plébiscitaires** en son sein. Comme le dit E. Hodja, c’est la manière bureaucratique d’imposer directement à l’organisation les opinions de celui qui pose le problème (“La révolutionnarisation ultérieure du Parti et de l’État”).

En définitive, la circulaire du 22 mars mit le Mouvement et son C.C. devant le fait accompli sur une très importante question de ligne. Nous en trouvons un équivalent dans

la “décision” du P.C.F. (R.) de soutenir la candidature de Mitterrand en décembre 1965, au mépris du 17^{ème} Congrès de 1964.

II- De Lancry à la circulaire intérieure du 22 mars

Comment notre Mouvement put-il en arriver à produire un texte bureaucratique de ce type ?

1) La ligne de Lancry.

Souvenons-nous qu'en ce qui concerne les délais de la réalisation des conditions concrètes de la création du Parti, le “Manifeste en 10 points” parlait seulement de :

“se préparer à constituer **dans les meilleurs délais** un Parti communiste français, marxiste-léniniste” (point 10).

Examinons ce point de notre programme.

Tout d'abord, il laisse sur le fond la question des détails indéterminée.

Ensuite, il permet de supposer que seuls un **bilan général** de notre action, et une analyse satisfaisante du **processus de “reconstruction du Parti”**, peuvent permettre de définir quel est le “meilleur délai”. La circulaire de mars, l'éditorial de H.N. du 20 juin, la “décision” du C.C. du 23 avril, et l'éditorial du n° 53 de H.N. du 11 mai ne remplissent pas ces conditions.

D'ailleurs, s'il ne reste aucun doute sur ce point – tranché par nos Statuts –, rappelons ce qu'écrivait le camarade J. Jurquet à l'époque de la Fédération des Cercles Marxistes-Léninistes, c'est-à-dire **avant** Lancry :

“Tôt ou tard, le Parti communiste existera de nouveau en France, **le plus tôt sera le mieux**”. (“Y a-t-il encore un P.C. en France ? – H.N., n° 18, 18 mai 1966).

Devait-on en conclure alors que le congrès constitutif du Parti devait être convoqué avant la fin de l'année **1966** par exemple ?...

2) Les Législatives.

À l'occasion de la préparation des élections législatives des 5 et 12 mars 1967, une nuance fut apportée sur la question. L'“Appel” de notre Mouvement, en date du 29 janvier 1967, dit ceci :

“**Le moment approche** où la classe ouvrière et son **parti** marxiste-léniniste auront leurs candidats et mèneront de façon résolue, sur ce terrain aussi, la lutte CLASSE CONTRE CLASSE”. (“Rejetez vos illusions électoralistes, et lutttez contre les monopoles qui vous exploitent”).

Le moment approche de la “décision” illégale, pourrions-nous dire ! Néanmoins, remarquons qu'ici encore, aucun délai précis n'est fixé à notre objectif tactique.

3) Les “grèves de mars”.

Quelques temps après les Législatives, à la suite du 1^{er} février, au début du grand mouvement des “grèves de mars” (Dassault, pêcheurs de Lorient), et peu avant la diffusion de la “circulaire” citée plus haut, l’éditorial du n° 42 de H.N., du 23 février 1967, parle cette fois d’

“édifier **très bientôt** ce nouveau Parti” (“Contre le pouvoir des monopoles, reconstruisons un Parti communiste marxiste-léniniste”, titre de 1^{ère} page).

Visiblement, nous approchons du “saut” de la violation des principes d’organisation et du rejet de notre ligne politique, que réalisera la circulaire du 22 mars au niveau de l’organisation intérieure.

L’éditorial du n° 42 de l’H.N. représente, notons-le en passant, un document de base pour la critique des conditions de la création du Parti M.L. en France, au même titre que celui du n° 53.

4) Remarques.

Quelles sont les remarques que nous pouvons faire sur ces textes et éditoriaux, depuis Lancry jusqu’à la circulaire de mars précédant la “décision” ?

D’une part, aucun délai précis n’est fixé pour la création du Parti, et, dans la forme, on en reste aux termes de Lancry, en respectant la ligne de notre 1^{er} Congrès.

D’autre part, à aucun moment il n’est envisagé un 2^{ème} Congrès **normal** de notre Mouvement, qui ne serait pas un congrès constitutif du Parti, et, progressivement, au rythme des événements sociaux, nos déclarations font penser à un délai de plus en plus court. (Signalons cependant l’éditorial de Bergeron, du n° 49 de l’*Humanité Nouvelle*, du 13 avril 1967, qui se contente de reprendre la ligne de Lancry, et réclame simplement la création du parti “le plus tôt possible”).

Les formules telles que “le moment approche”, “très bientôt”, reflètent certainement le sentiment de certains camarades, favorables à la création du Parti dans un bref délai. Chacun se souvient à ce propos de l’intervention du camarade Marty à Lancry, dans laquelle il manifestait l’espoir que le M.C.F. (m.l.), l’“étape de transition”, ne dureraient pas plus de six mois.

Cependant, ces sentiments n’engagent que leurs auteurs, et les nôtres peuvent fort bien être tout à fait différents, dans la mesure où notre Programme et nos Statuts le permettent ! Il n’existe en fait que deux possibilités :

1- Ou bien l’on accorde une valeur équivalente aux formules : “dans le meilleur délai”, “le plus tôt possible”, “le moment approche”, “très bientôt”, c’est-à-dire une valeur très **générale**. Dans ce cas, l’analyse concrète du processus de “reconstruction du Parti” reste à faire, et le débat reste ouvert sur la définition des conditions, des délais, et des modalités de la convocation du congrès constitutif.

2- Ou bien on donne à ces formules le sens particulier et déterminé de la circulaire de mars : “pour la fin de l’année”, et on développe alors, en violation complète de nos Statuts, une ligne politique fractionnelle au sein de notre Mouvement, avec toutes les graves conséquences que cela comporte.

La “décision” de 1967

La “décision” du 23 avril nous a fait prendre provisoirement la seconde voie. Ne devons-nous pas être aujourd’hui avec nous-mêmes aussi intransigeants que nous l’étions hier avec les dirigeants du P.C.F. ? Cette intransigeance, nous estimons que c’est notre bien le plus précieux, et nous répétons avec Bergeron :

“Cela ne paie jamais de taire ou de déformer la vérité. Le dernier mot appartient toujours aux faits. (...) cette fuite devant le débat n’a rien résolu : il reste ouvert. Quant à nous, nous le poursuivrons tant qu’il le faudra, sur des bases de principes, et sur nul autre terrain”.

(“Nous sommes des communistes” – H.N., n° 2, mars 1965).

---oOo---

La session du C.C. des 22 et 23 avril 1967

- “**Article 2** – Les devoirs des membres du M.C.F. (m.l.) sont les suivants :

...

8) Ne pas dissimuler la vérité...”

(Extrait des Statuts du M.C.F.)

Les deux graves et principales illégalités, qui jalonnent le processus de développement de la crise actuelle de notre Mouvement, sont d’une part la circulaire intérieure du 22 mars 1967, et d’autre part l’éditorial de l’H.N., n° 50 du 20 avril 1967. Elles eurent l’effet à prévoir : à la session du Comité Central des 22 et 23 avril 1967 personne, hormis un camarade, ne souleva la question **préalable** du délai de la “fin de l’année” 1967.

Les conditions dans lesquelles la question de la création du Parti avait été posée, et la forme sous laquelle elle était présentée (de la convocation d’un congrès constitutif dans un délai déterminé), exigeaient pourtant de la part des membres du C.C. qu’ils refusent de maintenir cette question à l’ordre du jour, et d’en débattre dans des conditions ainsi faussées. Personne n’eut l’occasion, ou la possibilité d’adopter cette attitude de principe.

Dès lors, le débat eut lieu et, comme on pouvait le prévoir, il ne porta pas sur les **conditions** de la création du Parti, mais essentiellement sur les **modalités techniques** de la convocation du Congrès, considéré dans cette mesure comme un congrès normal de notre Mouvement... mais dont l’ordre du jour n’aurait pas été étudié !

Ultérieurement, un “compte-rendu des travaux du Comité Central” fut communiqué à l’ensemble du Mouvement. Il était rédigé de la façon suivante :

“CONVOCATION DU CONGRÈS CONSTITUTIF DU PARTI MARXISTE-LÉNINISTE.

Après douze heures de discussion très approfondie, le C.C. **unanime** a considéré, se fondant à la fois sur la volonté exprimée à la base du Mouvement et sur les avis de ses membres, qu’il était maintenant devenu urgent de créer le Parti M.L. en France, même si **toutes les conditions nécessaires** n’étaient pas d’ores et déjà entièrement réalisées. L’évolution rapide de **la situation internationale** a pesé d’un grand poids dans cette décision...”

Les camarades qui lisent le présent rapport ont déjà une idée sur la plupart des points soulevés par ce compte-rendu. Nous nous contenterons donc, dans un premier temps, de faire quelques brèves observations :

1- Le C.C. n’était pas autorisé à prendre une décision quelconque concernant la convocation d’un congrès **constitutif**.

2- Le C.C. n’a pas décidé **lui-même** de cette convocation, mais il n’a fait que consacrer une décision de fait prise antérieurement de façon illégale : d’abord par le

La “décision” de 1967

Secrétariat dans sa circulaire de mars, et plus nettement encore par notre secrétaire politique dans son éditorial du n° 50 de l’H.N.

3- Le C.C. n’a pas pris de décision après une discussion approfondie. Ni en se fondant sur la volonté de la base et l’avis de ses membres. Les conditions antérieures de plébiscite et de fait accompli faisaient que les “douze heures de discussion” ne pouvaient être consacrées qu’au seul choix entre deux dates, juin OU septembre.

4- Aucune enquête véritable n’a été faite des “conditions nécessaires” de la création du Parti. Et le C.C. ne POUVAIT PAS faire cette enquête. D’abord parce que les conditions objectives et subjectives créées dans la période précédant la réunion du C.C. concouraient à écarter d’avance l’éventualité de la non-réalisation de telles conditions. Ensuite parce que le Congrès National du Mouvement est seul en mesure de mener à bien cette enquête. Le C.C. peut-il fournir une liste des “conditions” qui auraient été citées ? Peut-il désigner une seule “condition” qui aurait fait l’objet d’étude ?

Tout à l’inverse du compte-rendu, nous affirmons que les membres du C.C. durent se prononcer **à l’aveuglette**, sans aucun bilan critique véritable de l’action de notre Mouvement, et sans aucune vue d’ensemble de sa situation. Par exemple, les membres du C.C. ignorent encore aujourd’hui, comme le 23 avril, le tirage de notre journal, la part de la vente militante sur la vente commerciale, l’état de nos effectifs nationaux, le nombre de nos cellules, leur composition sociale, leur répartition géographique, le travail effectué, etc., sans parler des autres éléments nécessaires de la connaissance de l’ennemi et de nous-mêmes.

Ici nous touchons les formes que doit prendre le débat sur le fond. Citons dans son ensemble le passage de la récente critique d’E. Hodja de la bureaucratie albanaise, à laquelle il est fait référence plus haut :

“Il n’y a pas de débats ou les débats sont très peu intéressants, lorsque le problème n’est PAS CONNU, lorsqu’il n’est PAS ÉTUDIÉ et qu’il n’est PAS POSÉ DE MANIÈRE JUSTE ET ARGUMENTÉE.

Il n’y a pas de débats, lorsque le problème est communiqué sèchement et à la dernière minute à l’organisation qui est PRISE AINSI AU DÉPOURVU et qui est MISE DANS UNE POSITION L’OBLIGEANT À NE PAS DISCUTER OU À DISPUTER FAIBLEMENT. De cette façon, le problème n’est posé RIEN QUE POUR LA FORME, il est abordé comme s’il s’agissait d’une corvée, ON IMPOSE DIRECTEMENT À L’ORGANISATION LES OPINIONS DE CELUI QUI POSE LE PROBLÈME et s’y font remarquer ceux qui ont la facilité de parler, mais qui parfois débitent des flots de paroles privées d’idées.

On peut rendre compte des conséquences négatives qu’un tel procédé comporte pour le travail, pour l’éducation et des rapports qui s’établissent, ainsi, entre la direction et la base”.

(Enver Hodja : “La révolutionnarisation ultérieure du Parti et de l’État”, 6 février 1967).

La “décision” de 1967

Nous sommes tentés d'ajouter : et quelles conséquences négatives pour une organisation qui a un objectif aussi élevé que la création du Parti révolutionnaire prolétarien en France !...

Il nous reste à relever deux points du compte-rendu :

En premier lieu, celui-ci parle du rôle important joué par l'“évolution rapide de la situation internationale”. Il suffira de signaler que la session du C.C. eut lieu à l'époque du coup d'État en Grèce. La critique de fond, que le présent rapport ne peut aborder, permettrait seule de définir l'importance que nous devons accorder à ce facteur.

En second lieu, le compte-rendu fait état de l'“unanimité” du C.C. en ce qui concerne la décision. En fait, un camarade du C.C. s'est catégoriquement opposé, le 23 avril 1967, à la fois aux **deux** dates proposées pour la convocation du congrès constitutif. Ce camarade protesta en conséquence contre les termes du compte-rendu. Malgré cela, l'éditorial du n° 50 de l'H.N. (11 mai 1967) réaffirma : “notre C.C. a décidé à l'unanimité” ! Il est difficile de lutter contre ce genre d'obstination.

En vérité, il devint clair pour nous, à partir du 23 avril, que notre Mouvement s'était mis dans une situation difficile, aussi bien pour aller de l'avant que pour corriger ses erreurs.

---oOo---

**Restaurons la légalité prolétarienne au sein de notre Mouvement et
luttons pour la constitution du Parti Marxiste-Léniniste de France**

- “Lorsqu’une erreur est commise, nous voulons qu’elle soit corrigée, et le plus vite, le plus complètement sera le mieux”.

(Mao Tsétoung : “De la dictature
démocratique populaire”.)

- “**Article 2** – Les devoirs des membres du M.C.F. sont les suivants :

...

7) Pratiquer la critique et l’autocritique...”.

(Extrait des Statuts du M.C.F. (m.l.))

La critique qui précède de la “décision” du Comité Central de notre Mouvement, en date du 23 avril 1967, de convoquer le congrès constitutif du parti marxiste-léniniste de France avant la fin de l’année, prouve abondamment l’illégalité de cette décision. Il nous faut à présent conclure, et faire des propositions.

I- Les illégalités

Résumons d’abord rapidement les nombreuses et graves infractions à la légalité prolétarienne que nous avons relevées. Elles peuvent être classées, selon nos Statuts, en infractions majeures, et en infractions annexes :

1) Deux infractions majeures :

- La circulaire intérieure du 22 mars : elle exigeait impérativement que le Mouvement se prononce sur le congrès constitutif, en fixant arbitrairement “la fin de l’année” comme dernier délai de sa convocation ;

- L’éditorial du n° 50 de l’*Humanité Nouvelle*, du 20 avril 1967 : il annonçait publiquement la convocation du congrès constitutif “avant la fin de l’année”, en l’absence de toute décision officielle des organismes réguliers du Mouvement.

Ces infractions constituent une violation du centralisme démocratique, et en particulier une violation du principe de la soumission uniforme des organismes du Mouvement au Congrès National et au Comité Central (article 14 – 6°), et du principe de la direction collective liée à la responsabilité individuelle (article 15 – 5°). Ces textes violent aussi le premier et principal droit des membres de notre Mouvement, celui de “participer” à la

La “décision” de 1967

discussion et à l'élaboration de la ligne politique du Mouvement dans ses organismes réguliers (article 3 – 1°).

2) Deux infractions annexes :

- L'éditorial du n° 53 de l'*Humanité Nouvelle*, du 11 mai 1967 : de même que les éditoriaux qui suivirent, celui-ci viole la décision du Comité Central précédent concernant l'appellation “Parti Communiste de France”, c'est-à-dire le principe de l'exécution sans condition des décisions du Mouvement, et de la soumission des membres à la majorité et des individus aux organismes supérieurs (article 14 – 6°, article 2 – 5°) ;

- Le compte-rendu de la session du Comité Central des 22 et 23 avril, et l'éditorial du n° 53 de l'*Humanité Nouvelle* : ces textes qui font état faussement de l'“unanimité” du Comité Central enfreignent un devoir important des membres du Mouvement, celui de “ne pas dissimuler la vérité” (article 2 – 8°).

La “décision” du 23 avril elle-même, diffusée à l'intérieur du Mouvement par le compte-rendu du Comité Central, et rendue publique par l'éditorial du 11 mai, concentre toutes ces infractions. Elle constitue une violation du centralisme démocratique et des Statuts à l'échelon le plus élevé (Secrétariat, Comité Central) et sur la plus importante question qui soit (la création du Parti).

Usurpant, en violation de l'article 19 des Statuts, les prérogatives du Congrès National, la “décision” constitue un rejet de la ligne du Mouvement et de ses Statuts, ce qui en fait une décision purement fractionnelle (article premier des Statuts).

Cet acte typiquement bureaucratique manifeste une absence inquiétante d'esprit de Parti dans nos rangs. Une telle décision inaugure mal la constitution du Parti marxiste-léniniste, au style de travail révolutionnaire marxiste-léniniste, que réclame la classe ouvrière de France !...

II- Propositions immédiates

Notre Mouvement ne saurait suivre d'autre voie que la voie révolutionnaire. Cette voie n'est jamais une voie facile, et particulièrement dans la situation présente, créée par la “décision” illégale et bureaucratique du 23 avril 1967. Mais en sortant de la voie révolutionnaire, notre Mouvement irait tout droit à sa perte, et faillirait à la mission qu'il s'est assignée.

Voilà donc les propositions qui nous semblent susceptibles, dans un premier temps, de restaurer les conditions prolétariennes dans le fonctionnement et l'activité de notre Mouvement :

1- Nous demandons à lire le **présent rapport au Comité Central**, et nous proposons qu'il soit communiqué à l'ensemble du Mouvement, par voie de diffusion intérieure ;

La “décision” de 1967

2- Nous demandons **la suspension immédiate de la “décision” du Comité Central du 23 avril** de la convocation par notre Mouvement du congrès constitutif du Parti avant la fin de l’année, et réparation des illégalités commises se rapportant à cette décision. Cette mesure de restauration de la légalité prolétarienne est le préalable nécessaire à l’analyse des conditions de la création du Parti marxiste-léniniste, dans le respect du centralisme démocratique, des Statuts et de la ligne de Lancry.

3- Nous demandons la mise à l’ordre du jour du Comité Central du Mouvement Communiste Français (marxiste-léniniste) **la convocation du 2^{ème} Congrès National de notre Mouvement**.

L’objet de ce Congrès pourrait être : l’analyse de la définition des conditions concrètes, et du processus, de la création du Parti ; l’étude de la réalisation de ces conditions, à partir d’un bilan critique de notre action ; l’analyse de la situation de notre Mouvement marxiste-léniniste français, celle du rapport des forces entre les marxistes-léninistes et les révisionnistes modernes, etc.

Sans préjuger du travail et des conclusions du 2^{ème} Congrès, nous estimons que la perspective de la création du Parti révolutionnaire marxiste-léniniste exige tout particulièrement, dans la situation actuelle, que notre Mouvement définisse des propositions concrètes, sur une base de principe, en vue de favoriser **l’unification nécessaire des forces marxistes-léninistes** de notre pays.

Une grave illégalité a été commise au sein de notre Mouvement, et le terme fixé par la “décision” approche. Sommes-nous en mesure de nous arrêter au milieu de la pente qui mène à **l’opportunisme** ?

Il dépend **encore** de nous que la liquidation de la crise actuelle soit obtenue dans le cadre d’un **débat entre le vrai et le faux**, à condition que nous organisions une grande lutte idéologique au sein de notre Mouvement, ayant pour fin de modifier fondamentalement notre style de travail.

Nous sommes assurés, en restaurant la légalité révolutionnaire, d’épurer, renforcer, et grandir notre Mouvement ; de créer les conditions d’une impulsion nouvelle à la lutte anti-révionniste dans le mouvement ouvrier, et à la lutte de classe dans notre pays ; et de faire un grand pas en avant vers la création, dans les meilleurs délais, du Parti Marxiste-Léniniste en France.

Freddy Malot – 25 juillet 1967

---oOo---

JACQUES JURQUET

ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

Recueil de textes de 1965 à 1971

Démasquons les faux marxistes-léninistes

C'est le 22 avril 1967 que notre Comité central a pris l'historique décision de convoquer ce 2^e Congrès en fixant à son ordre du jour la naissance d'un Parti Communiste Marxiste-Léniniste de l'époque de la pensée de Mao Tsé-toung.

Il est bien évident que tous les camarades de notre organisme de direction nationale étaient conscients des difficultés que ne manquerait pas de soulever une telle perspective. Néanmoins ce fut à l'unanimité moins une voix que fut arrêtée cette décision. Le seul membre du Comité central qui refusa d'approuver l'intention de créer le nouveau Parti lança par la suite une campagne fractionnelle active, en invoquant son droit à rejeter toute soumission servile pour se soustraire à toutes les obligations statutaires qu'il aurait dû respecter. Il mit en avant une quantité d'arguments de procédure pour dissimuler le fait qu'en réalité il avait mission de tout faire pour tenter d'empêcher la création du Parti Marxiste-Léniniste.

En vérité, la décision de notre Comité central était tout simplement conforme à l'article 19 de nos statuts qui stipule expressément :

«Le Congrès national est la plus haute instance du Mouvement. Il est convoqué par le Comité central...»

“*Le Mouvement Maoïste en France*”

Patrick Kessel – 1972

Extrait du Rapport politique du camarade Jacques Jurquet présenté au 1^{er} Congrès du P.C.M.L.F., l'*Humanité nouvelle*, n° 88, 8 février 1968 et n° 89, 15 février 1968 :

“C’est le 22 avril 1967 que notre Comité central a pris l’**historique décision** de convoquer ce 2^{ème} Congrès en fixant à son ordre du jour la naissance d’un Parti communiste marxiste-léniniste de l’époque de la pensée de Mao Tsétoung.

Il est bien évident que tous les camarades de notre organisme de direction nationale étaient conscients des difficultés que ne manquaient pas de soulever une telle perspective. Néanmoins ce fut à l’**unanimité moins une voix** que fut arrêtée cette décision. Le seul membre du Comité central qui refusa d’approuver l’intention de créer le nouveau Parti, lança par la suite une campagne fractionnelle active, en invoquant son droit à rejeter toute soumission servile pour se soustraire à toutes les obligations statutaires qu’il aurait dû respecter. Il mit en avant une quantité d’arguments de procédure pour dissimuler le fait qu’en réalité **il avait pour mission** de tout faire pour tenter d’empêcher la création du Parti marxiste-léniniste.

En vérité, la décision de notre Comité central était tout simplement conforme à l’article 19 de nos Statuts, qui stipule expressément :

“Le Congrès national est la plus haute instance du Mouvement. Il est convoqué par le Comité central...”.

Tome 1, p. 325 – chapitre 34. Union Générale d’Éditions

- Vous avez bien lu : F. Malot “avait pour mission...” ; donc était un FLIC !
 - “Contre” la création du Parti ? Mensonge ! Il s’agissait de rappeler avec rigueur que le Comité Central était habilité à convoquer le “Congrès National”, mais que les Statuts ne lui donnaient absolument pas le droit de convoquer le “Congrès constitutif du Parti”, c’est-à-dire un congrès de suppression du M.C.F. (m.l.) !
 - “Violation” des Statuts ? C’est le contraire, et la lecture du rapport vous en aura convaincu.

Éditions de l’Évidence – mars 2006

**PROJET DE THÈSES POUR LE COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE « ÉGALITÉ »
19 SEPT 67**

1 UNION DU PEUPLE DE FRANCE DANS UN FRONT DÉMOCRATIQUE POPULAIRE DE TOUTES LES FORCES ET ORGANISATIONS FAVORABLES À LA RÉVOLUTION SOCIALISTE.

C'est la seule voie pour nous délivrer du régime barbare de dictature du grand capital national, détruire l'État impérialiste gaulliste, assurer la conquête du pouvoir politique par le prolétariat de France et préparer l'avènement de la société sans classe.

2 FORMATION DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE PROLÉTARIEN MARXISTE-LÉNINISTE GUIDÉ PAR LA PENSÉE DE MAO TSÉ-TOUNG.

Seul ce parti, au service de tous les travailleurs unis dans la lutte contre l'ennemi de classe, et pointe avancée de la gauche socialiste révolutionnaire, peut promouvoir le Front Démocratique Populaire, et rejeter les dirigeants « ouvriers » révisionnistes du P.C.F., dévoyés dans la collaboration de classe et l'intégration pacifique au régime capitaliste.

3 ÉTABLISSEMENT D'UNE ALLIANCE PROLONGÉE, SANS EXCLUSIVE NI PRÉALABLE, DES ORGANISATIONS MARXISTES-LÉNINISTES.

Cette alliance permet seule d'opposer au bloc gaulliste-révisionniste un Front Marxiste-Léniniste, et de dégager dans la lutte commune et le débat idéologique, les bases de l'unité anti-impérialiste et anti-révisionniste des fondateurs du Parti maoïste.

4 CONSTITUTION D'UN COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE DE LA GAUCHE PROLÉTARIENNE DE LA SECTION « ÉGALITÉ » DE LYON DU M.C.F. (M.L.).

Ce Comité a pour but de barrer la voie à la ligne révisionniste anti-M.C.F. et anti-M.L., couverte du masque de « gauche » de la convocation d'un prétendu congrès « constitutif » du Parti. Il garantit que la lutte contre le révisionnisme moderne et tous les courants bourgeois au sein du MCF (ml) et du mouvement marxiste-léniniste en France sera menée jusqu'au bout ; que seront balayés tous les obstacles à la suprématie de la pensée de Mao Tse-toung, à l'alliance M.L. et à l'application du M.L. aux conditions concrètes de la révolution prolétarienne en France.

« Le camarade Mao Tse-toung est le plus grand marxiste-léniniste
de notre époque. Il a continué, sauvegardé et développé
le marxisme-léninisme de façon géniale, créatrice,
et dans tous les domaines ; il l'a fait accéder
à une étape supérieure, toute nouvelle. »

Lin Piao.

Projet de Thèses pour le Comité Révolutionnaire "Égalité"

Résolution du Bureau de Cellule G. Babeuf, réuni le 7.10.67

Le bureau de cellule G.B. réuni le 7 octobre propose au Comité de section en vue de la préparation de la Conférence de Section qui doit se tenir fin octobre comme ordre du jour :

1) La Conférence de Section ou Congrès local se composerait du Comité de Section et d'un délégué par cellule.

2) La Conférence débiterait par un rapport sur la situation actuelle, présenté par le responsable politique du Comité de Section ;

Viendraient ensuite les rapports et bilans des cellules concernant leur propre situation interne, leurs progrès, leurs difficultés... Il est souhaitable que la Conférence soit informée sur la situation financière des cellules et sur les stocks de matériel propagande.

Il est probable qu'à l'avenir, les cellules devront compter sur leurs propres forces.

3) Les délégués des cellules devront présenter les propositions de leurs cellules afin d'édifier une ligne politique se basant sur la ligne du 1^{er} Congrès du MCF (Lancry) en tenant compte de la nouvelle situation que crée la convocation du Congrès constitutif.

Cette ligne politique dirigera le Comité révolutionnaire M.L. de Lyon dans sa lutte au sein du Mouvement M.L. en France et cela jusqu'au 2^{ème} Congrès local.

4) Comme sujet d'études, le Bureau de cellule G. Babeuf propose :

- Les classes sociales en France
- Les organisations se réclamant du M.L.
- L'impérialisme et le révisionnisme
- Les alliances, l'unité, le Parti
- Éducation politique
- L'internationalisme prolétarien
- Les organisations de masses, syndicats, etc.
- La lutte des femmes, des jeunes
- Le travail dans l'armée
- Sur la religion
- Les travailleurs émigrés
- Enquêtes
- Statuts
- Plan d'action

5) À l'issue de la Conférence ou Congrès local, nous adopterions à la majorité une résolution définissant notre ligne politique jusqu'au prochain congrès local et ce, en adoptant une position ferme et claire à l'encontre de chaque point soulevé.

Le Bureau de Cellule G. Babeuf espère connaître
au plus tôt les propositions de la cellule G. Rouge
afin de préparer au mieux notre prochaine conférence de Section.

Comité Révolutionnaire ÉGALITÉ

Section de Lyon du M.C.F. (m.l.).

1^{ère} Conférence de section, préparatoire au 2^{ème} Congrès – 5 nov. 1967.

Pour toute correspondance : F. Malot, 91 cours du d° Long – Lyon (3°).

PLATEFORMEL'ÉPOQUE NOUVELLE DE LA PENSÉE DE MAO TSE TOUNG.

Nous sommes à une époque de grands bouleversements, de profondes divisions, et de vastes rassemblements, sous le drapeau rouge de la pensée de Mao Tsé-Toung.

a) - grands bouleversements :

Après la seconde guerre mondiale, l'impérialisme américain a pris la relève du nazisme hitlérien ; ses plans d'hégémonie mondiale se heurtent à la résistance des peuples qui s'éveillent et prennent conscience de leurs forces.

b) - profondes divisions :

Les révisionnistes modernes, avec en tête les révisionnistes soviétiques, se sont exclus des rangs communistes et révolutionnaires et se sont fait les collaborateurs de l'impérialisme avec en tête l'impérialisme américain. L'U.R.S.S. pratique en effet une politique de grande puissance, anti-communiste et anti-populaire, et s'engage dans la voie impérialiste et néocolonialiste : « évolution pacifique » vers le capitalisme dans les pays socialistes, collaboration avec les impérialismes, collaboration avec les régimes fascistes et réactionnaires. Ils pratiquent une politique de présence, comme au Vietnam, se faisant ainsi le cheval de Troie de l'impérialisme U.S. Le révisionnisme moderne est l'auxiliaire irremplaçable de l'impérialisme.

c) - vastes rassemblements :

Face à ces bouleversements et divisions les peuples révolutionnaires résistent, s'éveillent, s'organisent et luttent (Zone des Tempêtes), dans les pays d'Occident les organisations marxistes-léninistes se multiplient. Parallèlement à la décadence du révisionnisme moderne se lève une Internationale Rouge qui, s'inspirant de la pensée de Mao Tsé-Toung, s'organise pour reprendre en main la lutte de classe et ainsi préparer les peuples à la révolution prolétarienne. Nous sommes à l'époque du triomphe à l'échelle mondiale de la pensée de Mao Tsé-Toung et de la faillite totale du révisionnisme moderne khrouchtchévien.

Projet de Thèses pour le Comité Révolutionnaire “Égalité”

SOCIALISME OU BARBARIE : IL FAUT CHOISIR.

La France est un pays impérialiste qui exploite les travailleurs et qui oppriment les peuples d'Outre-Mer (Djibouti, Guyane, Guadeloupe, etc.) et qui développe le néo-colonialisme (OCAM, Zone Franc, etc.)

a) - « L'impérialisme est l'anti-chambre du socialisme » (Lénine). Le peuple ne peut compter que sur lui-même, il doit s'organiser d'une façon indépendante, il doit compter sur ses propres forces.

b) - « Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre ». En ne menant pas une lutte conséquente contre notre propre impérialisme, nous nous faisons ses complices.

En France le Grand Capital national est au pouvoir en la personne de De Gaulle. Dans le pays, il mène une politique anti-populaire, il sert directement les grands trusts français. L'État impérialiste, c'est l'État militarisé. Dès son accession au pouvoir, l'État gaulliste développe ses moyens de répression : développement de la force armée, introduction des militaires dans l'enseignement, agressions contre le droit de grève, tentatives de créer un syndicalisme corporatiste d'État. En Europe, il cherche à développer un Marché Commun, qui ne peut être qu'une vaste entreprise destinée à exploiter le peuple en essayant de créer des trusts capables de résister à la concurrence américaine. Dans le monde il a pris la tête des impérialismes de la 2^{ème} zone intermédiaire. Il tente de se libérer des deux hégémonies et les concurrence en particulier en développant sa propre force de frappe et en participant à la course à l'espace. Il se sert du drapeau de l'indépendance nationale pour prendre la place de l'impérialisme U.S. partout où il le peut et pour tromper le peuple français. La politique extérieure gaulliste, que les révisionnistes modernes qualifient de positive, n'est qu'une politique impériale menant aux aventures coloniales et aux guerres d'agression inter-impérialistes.

Le grand capital au pouvoir rencontre une opposition de plus en plus grande. À l'extrême droite, Tixier, les anciens colons, l'OAS, les pétainistes anti-gaullistes et plus encore anti-communistes rêvent d'un pouvoir fasciste.

La bourgeoisie compradore libérale avec à sa tête Lecanuet, rêve d'une France sous hégémonie américaine. Profondément anti-communiste, elle ne veut que se mettre sous la houlette U.S. et perpétuer l'exploitation du peuple.

L'opposition qui arrive le mieux à tromper le peuple, c'est la fausse gauche petite-bourgeoise et réactionnaire dirigée par le P.C.F. (R). La F.G.D.S. représente la bourgeoisie compradore bureaucratique. Héritière des sociaux-démocrates, traîtres de la 2^{ème} Internationale, elle est soumise au capital le plus puissant.

Le Parti « communiste » français, complice de l'impérialisme, est le principal soutien social de la bourgeoisie nationale. Le P.C.F. (R) recrutant de plus en plus dans l'aristocratie ouvrière n'a plus d'aspirations révolutionnaires, mais son étiquette parvient encore à tromper les masses laborieuses ; de plus il dirige les plus grosses organisations de masse et peut contrôler ainsi les actions revendicatives et y mettre un terme lorsqu'elles ont atteint le but de servir ses ambitions électorales. Sur le plan national aussi bien qu'international, le P.C.F. (R) trahit sans cesse les intérêts des peuples exploités et opprimés (Moyen-Orient,

Projet de Thèses pour le Comité Révolutionnaire "Égalité"

Vietnam, territoires d'outre-mer occupés par l'impérialisme français). Le P.C.F. (R) pratique une politique de compromission et de collaboration de classe.

En bref tous les partis politiques énumérés sont des partis d'une classe : la bourgeoisie. Le peuple, lui, n'a plus de parti de classe et n'a pour l'instant aucune autre perspective que de voter pour tel ou tel exploiteur. À cause des révisionnistes modernes du P.C.F. (R), la bourgeoisie a ses agents et ses valets au cœur des organisations ouvrières. Pour l'instant, gaullisme ou « opposition », aucun parti ne propose ou ne lutte pour la fin du système d'exploitation de l'impérialisme.

Mais certains éléments d'avant-garde ont su passer à l'offensive. Dispersés, ils ont formé diverses organisations se réclamant du marxisme-léninisme et de la lutte de classes. Ces organisations se sont développées inégalement mais jusqu'à ce jour elles n'ont pas réussi à avoir une tactique commune, le critère étant de savoir quel est l'ennemi principal et la résolution dans la lutte. La seule organisation qui a réussi à pénétrer dans la classe ouvrière et à faire fonction de parti, est le M.C.F. (m.l.). Sur le plan de la lutte de classes effective, les organisations révisionnistes et de « gauche » ne représentent plus rien : les paysans se révoltent, les ouvriers débordent les services d'ordre révisionnistes.

LES ORGANISATIONS MARXISTES-LÉNINISTES EN FRANCE

Ce sont des organisations qui se réclament de la pensée de Mao et qui théoriquement, veulent mener une lutte anti-impérialiste et anti-révisionniste.

Le Mouvement Communiste Français (marxiste-léniniste) anciennement F.C.M.L. existe en tant que Mouvement avec direction centralisée depuis son premier congrès (Lancry en juin 66). Il a recruté principalement dans les anciens membres du P.C.F. (R) mais aussi dans l'U.E.C., et chez des jeunes n'ayant aucune tare révisionniste. Sur le plan objectif, il a au sein de la classe ouvrière fait office de parti, en ayant une position de classe dans chaque situation, lançant des mots d'ordre justes, bien que ne pouvant pas encore diriger la lutte de classe. En France il est la base fondamentale du mouvement marxiste-léniniste. La faiblesse du M.C.F. (m.l.) réside dans son refus de dépasser l'époque léniniste : appellation du futur parti, hâte à sa création, etc... La transformation future du MCF en parti aura pour conséquence grave d'ouvrir les portes de cette organisation aux mécontents du PCF (R), aux centristes et hésitants, introduisant ainsi le révisionnisme au sein de l'organisation. Les éléments qui persistent dans cette voie endossent la responsabilité d'être les liquidateurs d'une organisation révolutionnaire pour la remplacer par un second parti révisionniste.

L'Union des Jeunesses Communistes (marxiste-léniniste), organisation marxiste-léniniste non conséquente à essence révolutionnaire mais non prolétarienne recrute chez les étudiants mais non chez les jeunes ouvriers. Elle veut la révolution et se lie aux masses mais ne sait pas lier la théorie à la pratique. Elle rejette les principes prolétariens tels que le centralisme démocratique, parle des « masses » mais non de la classe. Elle ne lutte pas effectivement contre le révisionnisme bien que théoriquement elle soit anti-révisionniste. Elle refuse d'assumer son rôle d'avant-garde révolutionnaire ce qui se traduit en particulier par une ligne ouvriériste.

Projet de Thèses pour le Comité Révolutionnaire “Égalité”

Le Centre Marxiste-Léniniste de France est une organisation marxiste-léniniste inconséquente qui existe depuis 1963/64 mais ne se développe pas. Anti-révissionnistes et anti-yankees, les militants du C.M.L.F. veulent utiliser les contradictions inter-impérialistes mais en fait n'ont aucun plan en dehors des périodes électorales. Ils font passer un aspect secondaire ou lointain de notre lutte, à savoir la constitution d'un Front National, pour l'aspect principal et font par là de la servilité vis-à-vis de la bourgeoisie gaulliste.

Ces organisations marxistes-léninistes dites « pro-chinoises » attirent les foudres d'un front uni impérialiste-révissionniste-fasciste. Il est bon d'être attaqué par l'ennemi. Le M.C.F. qui recrute aussi bien chez les jeunes ouvriers, étudiants ou intellectuels, était à la pointe du mouvement marxiste-léniniste en France, mais par sa décision bureaucratique de convoquer prochainement le congrès « constitutif », cette organisation se cloisonne au sein du mouvement marxiste-léniniste. À Lyon, les militants du M.C.F., partant d'une analyse concrète d'une situation concrète vont de l'avant face aux problèmes et contradictions internes et agiront en fonction des événements. Nous proposons une alliance prolongée, sans exclusive, mais sur des principes clairs et fermes sans tentative d'absorptions. C'est principalement dans l'action commune, dans le feu de la lutte de classes, associés au débat idéologique militant, que se dégageront les bases de l'unité marxiste-léniniste pour la formation du Parti.

La gauche prolétarienne du mouvement marxiste-léniniste en France décidée à mener la lutte anti-révissionniste jusqu'au bout et à éliminer tous les courants bourgeois au sein du mouvement marxiste-léniniste a un rôle décisif à jouer dans cette politique d'alliance. Le Comité Révolutionnaire « Égalité » prend l'engagement de faire des propositions concrètes aux organisations alliées toutes les fois que les conditions le permettront.

FORMATION DU PARTI MAOÏSTE

Quel parti voulons-nous ? Le parti de la classe ouvrière. Comment ? Par l'organisation d'un courant ouvrier anti-révissionniste victorieux, brèche mortelle dans la dictature révissionniste, et par l'alliance des forces marxistes-léninistes en France, rendue nécessaire par l'actuel développement divergent qui ne profite qu'à la réaction.

Ce sera un parti de l'époque de la pensée de Mao donc maoïste, dont le but sera la prise du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Face à l'ennemi principal de la classe ouvrière le gaullisme monopoliste, grand exploiteur et affameur de notre peuple et de ceux d'outre-mer, face à ses fidèles collaborateurs et domestiques révissionnistes traîtres, héritiers d'une longue tradition de lutte, de trésors que sont les œuvres de Marx, Engels, Lénine, Staline et avec l'appui de l'expérience du peuple chinois et surtout de son grand dirigeant Mao Tse-toung, illustre éducateur de notre époque, il est urgent que la classe ouvrière s'organise, lutte à l'intérieur et à l'extérieur de ses organisations, pour riposter à la bourgeoisie oppresseuse et à ses collaborateurs. Pour cela il faut une organisation centralisée, conséquente, liée aux couches du prolétariat les plus exploitées, une organisation marxiste-léniniste maoïste qui soit un

Projet de Thèses pour le Comité Révolutionnaire "Égalité"

fer de lance pénétrant au cœur de la citadelle bourgeoise, l'attaquant sans relâche et en fin de compte l'anéantissant.

En ce qui concerne les principes, signalons que cette organisation d'avant-garde devra se composer de militants véritablement révolutionnaires, mettant la politique au premier plan et appliquant fermement le marxisme-léninisme, le maoïsme, ce qui déterminera une juste direction, un travail efficace, une avance victorieuse dans l'organisation et la rééducation de la classe ouvrière pour l'unir, en liaison avec la paysannerie, cela dans la perspective radieuse de la révolution socialiste.

Pour arriver à ce but, le C.R.E. propose au peuple français et aux marxistes-léninistes conséquents un programme en quatre points :

- union du peuple dans un front démocratique populaire de toutes les forces favorables à la révolution socialiste ;
 - formation d'un parti révolutionnaire prolétarien marxiste-léniniste guidé par la pensée de Mao Tse-toung ;
 - établissement d'une alliance prolongée des organisations existantes se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Tse-toung.
 - constitution à Lyon d'un Comité Révolutionnaire de la gauche prolétarienne de la section « Égalité » du M.C.F. (m.l.).
-

Comité Révolutionnaire ÉGALITÉ

Section de Lyon du M.C.F. (m.l.).

1^{ère} Conférence de section, préparatoire au 2^{ème} congrès – 5 nov. 1967.

Pour toute correspondance : F. Malot, 91 cours du d° Long – Lyon (3°).

THÈSES

A- 1) L'ennemi principal du peuple français est l'impérialisme gaulliste.

2) Son ennemi secondaire est la bourgeoisie compradore qui cherche à prendre le pouvoir pour le compte de l'impérialisme américain, ennemi n°1 de tous les peuples du monde.

3) Le principal soutien social du régime est le révisionnisme moderne, dont l'instrument est le parti « communiste » français.

B- 4) La classe ouvrière doit s'allier avec toutes les forces et organisations favorables à la révolution socialiste, comme seul moyen de résoudre les contradictions de la société capitaliste, c'est-à-dire de libérer le peuple français du système de l'esclavage salarié.

5) Pour arriver à ce but, la classe ouvrière se donnera nécessairement le parti révolutionnaire armé de la pensée de Mao Tse-toung, Lénine de notre époque.

6) Le Comité révolutionnaire « Égalité » préconise une politique d'alliance sans exclusive, prolongée, dans l'action, de toutes les organisations et forces marxistes-léninistes. La lutte commune et le débat idéologique militant sont les conditions de l'unité des marxistes-léninistes pour la formation du parti maoïste.

7) Le Comité Révolutionnaire « Égalité », formé au sein de la section de Lyon du Mouvement Communiste Français (marxiste-léniniste), groupe la gauche prolétarienne menant jusqu'au bout la lutte contre le révisionnisme moderne et les courants bourgeois et centristes dans le mouvement marxiste-léniniste de France.

C- 8) La République Populaire de Chine est le bastion du socialisme et la patrie de tous les travailleurs du monde, le foyer de la révolution prolétarienne. Le C.R.E. se fixe comme tâche fondamentale le soutien politique à la République Populaire de Chine, cible permanente de l'impérialisme américain ; il s'engage à faire connaître et à expliquer la Grande Révolution Culturelle prolétarienne, événement majeur de notre époque qui réjouit l'humanité progressiste et stimule tous les révolutionnaires.

9) Le C.R.E. considère comme sienne la lutte de tous les peuples et nations opprimées par l'impérialisme, en particulier par l'impérialisme français. Il soutient principalement la lutte héroïque du peuple vietnamien pour son indépendance, porte-drapeau de la guerre populaire anti-impérialiste.

Comité Révolutionnaire ÉGALITÉ

Section de Lyon du M.C.F. (m.l.).

1^{ère} Conférence de section, préparatoire au 2^{ème} Congrès – 5 nov. 1967.

Pour toute correspondance : F. Malot, 91 cours du docteur Long – Lyon (3^o).

LA CRISE RÉVOLUTIONNAIRE

Depuis le printemps 67, une crise révolutionnaire se développe au sein du M.C.F., la plus importante qu'ait connu le mouvement marxiste-léniniste en France.

À partir de la fondation de la Fédération des Cercles marxistes-léninistes (FCML), en juillet 64, et surtout depuis la parution de l'Humanité Nouvelle mensuel (fév. 65) puis hebdomadaire (oct. 66), notre juste ligne de lutte indissoluble contre le pouvoir impérialiste gaulliste et contre l'opposition bourgeoise dirigée par le parti communiste révisionniste, a entraîné un rapide développement des forces marxistes-léninistes à l'échelle nationale dans les années 65/66. Le front révisionniste a été successivement brisé aux A.F.C., à l'UEC, et dans le soutien internationaliste au peuple vietnamien.

Aujourd'hui, les cellules d'entreprises marxistes-léninistes étendent progressivement leur réseau ; des embryons de syndicats rouges apparaissent, en même temps que se poursuit la lutte au sein de la C.G.T. et des autres syndicats indépendants (FEN, SNI.) ; des convulsions se font jour aux J.C., et des organisations populaires de masses s'édifient solidement ou sont en voie de le faire (AFC, Comités Vietnam).

Mais le mouvement maoïste en France n'a manifestement pas atteint sa maturité : des tendances bourgeoises et révisionnistes entravent son plein développement, le danger principal étant actuellement le « centrisme », camouflé en aventurisme organisationnel. Le problème est celui de l'assimilation concrète correcte, complète et effective des apports nouveaux de la pensée Mao Tse-toung. Plus largement, un mouvement d'unité-critique-unité est engagé entre les organisations marxistes-léninistes, les unes résistant à l'instauration EFFECTIVE du nouveau, et les autres voulant détruire TOUT l'ancien.

Le 22 mars 67, en violation complète de la ligne de notre 1^{er} congrès (juin 66) et des Statuts du Mouvement, le Secrétariat du M.C.F. « décida » à lui seul de la liquidation du Mouvement avant la fin de l'année 67 (circulaire « informations intérieures »). Cette décision avait pour but d'effacer le congrès de Lancry. Elle combla les vœux de certains dogmatiques infiltrés de longue date au Bureau National de la F.C.M.L.

C'est ainsi que le Mouvement Communiste Français (marxiste-léniniste) perd actuellement la direction du Mouvement marxiste-léniniste en France, tout particulièrement depuis la rentrée 67/68, et l'on assiste au développement divergent renforcé des forces marxistes-léninistes.

Certains membres du Secrétariat du M.C.F. (m.l.) se sont évertués à tromper les cadres et la base du Mouvement, et à faire enregistrer la « décision » par le Comité Central à sa session des 22 et 23 avril, placé préalablement devant le fait accompli par l'éditorial du secrétaire politique dans l'Humanité Nouvelle du 20 avril.

Projet de Thèses pour le Comité Révolutionnaire “Égalité”

De même, à la suite du rapport critique du 25 juillet du Cde Malot du Comité Central, et des visites infructueuses des « vétérans » révisionnistes auprès des P.C.C. et P.T.A. frères (pas de communiqué commun avec le PCC ni de délégations pour le congrès), les éléments révisionnistes infiltrés et centristes tentent désormais de donner le change et d'endiguer le flot de la révolte prolétarienne en parlant de « 2^{ème} congrès national » normal du Mouvement d'une part, et de « parti de l'époque de la pensée de Mao Tse-toung » d'autre part, en contradiction flagrante avec leurs positions antérieures. Ils entreprennent concurremment une vaste opération de scission-liquidation du Mouvement à Lyon et ailleurs. L'affolement s'empare des « vétérans » révisionnistes, et ils se montrent incapables de corriger à temps leurs erreurs.

Deux lignes et deux pouvoirs s'affrontent depuis plusieurs mois au sein du M.C.F. (m.l.), avec d'une part une poignée de liquidateurs révisionnistes du Mouvement, trompant la large masse des cadres et des militants, y compris les cadres et militants sincères sur des positions centristes, et d'autre part les fermes défenseurs de la ligne révolutionnaire du Mouvement, qui tirent tous les enseignements de l'offensive révisionniste sur le front intérieur.

La ligne de Lancry est celle d'une « étape de transition », destinée à « forger l'outil de la reconstruction du parti ». Les Statuts du Mouvement exigent le respect de cette ligne, et permettent au Comité Central seul de convoquer le Congrès National ; le Congrès National est seul habilité et a seul les moyens de prendre toutes décisions se rapportant aux conditions, aux circonstances et aux modalités de la constitution du Parti ; il lui revient seul de statuer sur la convocation éventuelle d'un congrès « constitutif » du Parti.

Une poignée de « vétérans » révisionnistes infiltrés au sein du M.C.F. et de ses organismes de direction, cherchent à opposer les marxistes-léninistes à la classe ouvrière et à tous les révolutionnaires, en imposant bureaucratiquement leur ligne subjectiviste de la création du parti avant la fin de l'année 67, par voie de la convocation d'un prétendu « congrès constitutif » du Parti, et de la « transformation du M.C.F. en Parti ».

Faisant face à cette situation révolutionnaire sur le front intérieur, la gauche prolétarienne de la section de Lyon du M.C.F. s'est constituée en Comité Révolutionnaire « Égalité » décidé à mener jusqu'au bout la lutte contre le révisionnisme moderne. Le Comité Révolutionnaire « Égalité » préconise une politique d'alliance sans exclusive prolongée entre toutes les organisations et forces marxistes-léninistes de France. Le C.R.E. est fidèle à la ligne de lutte prolongée pour la formation du parti maoïste dans notre pays, assumant ainsi ses responsabilités révolutionnaires vis-à-vis de la classe ouvrière, vis-à-vis de la tâche de la formation du parti maoïste, et vis-à-vis du mouvement marxiste-léniniste français et international.

Le développement impétueux du mouvement et des forces marxistes-léninistes en France et dans le monde transformera aisément en souvenir ces quelques difficultés passagères, qui représentent l'effort historique du mouvement ouvrier révolutionnaire, nécessaire pour quitter définitivement l'ornière révisionniste, et prendre le rail nouveau de la pensée de Mao Tse-toung.

Comité Révolutionnaire ÉGALITÉ

Section de Lyon du M.C.F. (m.l.).

1^{ère} Conférence de section, préparatoire au 2^{ème} congrès – 5 nov. 1967.

Pour toute correspondance : F. Malot, 91 cours du d° Long – Lyon (3°).

STATUTS**PRÉAMBULE**

Le Comité Révolutionnaire « Égalité » est une organisation révolutionnaire prolétarienne de l'époque de la pensée de Mao Tse-toung (assimilation directe du M.L.).

Le Comité Révolutionnaire « Égalité », issu de la section de Lyon du Mouvement Communiste Français (marxiste-léniniste), regroupe la gauche prolétarienne marxiste-léniniste, décidée à mener jusqu'au bout la lutte anti-révissionniste, fidèle à la ligne de lutte prolongée pour la formation du parti maoïste de France ; il préconise une nouvelle politique d'alliance marxiste-léniniste des organisations et forces qui unissent indissolublement, et d'une manière conséquente, la lutte contre l'impérialisme gaulliste et son pouvoir d'État, et la politique d'intégration pacifique au régime du parti « communiste » français révisionniste.

La tâche fondamentale du Comité Révolutionnaire est de servir le peuple. Il doit s'édifier dans la lutte contre l'ennemi de classe et ses domestiques. Le C.R.E. mène la lutte en apprenant auprès des masses.

Le C.R.E. éduque les combattants du prolétariat dans l'esprit de révolte révolutionnaire prolétarienne ; il mobilise sans réserve la classe ouvrière, lie l'avant-garde aux larges masses et l'unit aux forces intermédiaires, dans la perspective de la formation du parti et de la prise du pouvoir.

Le C.R.E. doit garder à l'esprit l'objectif final et tout mettre en œuvre pour la reprise du pouvoir par la classe ouvrière dans ses propres rangs.

L'orientation stratégique du C.R.E réside dans l'accumulation des forces spirituelles et matérielles du peuple, le développement et la consolidation de son pouvoir parallèle. Sans une résistance armée et une armée populaire de libération sociale, le peuple sera impuissant à préserver ses acquis et protéger ses positions ; il ne pourra rien obtenir de conséquent et de décisif, briser l'appareil d'État et ouvrir le règne du Travail triomphant.

Projet de Thèses pour le Comité Révolutionnaire "Égalité"

LES RAPPORTS DE PARTI

- 1) Le C.R.E. est une collectivité fraternelle. Ses membres sont égaux et se doivent aide mutuelle.
- 2) Sont membres du Parti tous ceux qui font profession de communisme, et dont le genre de vie et l'activité sont conformes au but.
- 3) Les membres du C.R.E. doivent montrer une énergie révolutionnaire, de l'ardeur à la propagande, et préserver le secret de l'organisation.
- 4) Un membre du C.R.E. ne peut appartenir à une organisation politique étrangère.
- 5) Les rapports organisationnels du C.R.E. sont définis par le centralisme démocratique, qui combine la direction collective et la responsabilité individuelle.
- 6) Le rôle essentiel des organismes de direction est de désigner les problèmes à résoudre.
- 7) Les organismes de direction à tous les échelons élisent en leur sein un secrétaire politique et un responsable à l'organisation. Les responsables à tous les échelons peuvent être destitués à tout moment, à la demande des 2/3 des membres de l'organisme correspondant.
- 8) Tous les organismes doivent faire régulièrement un bilan. Les directions doivent organiser un contrôle périodique des cadres. Les campagnes de rectification sont constitutives de l'activité des cellules et du C.R.E.

ADMISSIONS

- 9) La vérité est révolutionnaire, et la force du C.R.E. est dans le socialisme scientifique et la pensée de Mao Tse-toung ; toute sa puissance est dans ses militants, mais il n'est pas donné à n'importe qui d'être marxiste-léniniste.
- 10) Les candidats sont soigneusement sélectionnés par les cadres du C.R.E.
- 11) Chaque candidat doit subir un stage de 6 mois, renouvelable, destiné à la formation et à l'épreuve élémentaires. Le stage est effectué avec l'aide de la cellule et sous le contrôle de sa direction.
- 12) Le stagiaire n'a pas le droit de vote.

LA CELLULE

- 13) La cellule est l'unité de combat du C.R.E. ; le but est l'organisation sur les lieux de l'exploitation salariale et dans tous les secteurs de la lutte des classes sociales.
- 14) Le travail de la cellule est préparé et dirigé, selon un plan, par le bureau de cellule, qui suscite et développe les initiatives individuelles. Le bureau est élu au moins tous les 6 mois, en Assemblée Générale de cellule, parmi ses meilleurs militants.

LA SECTION

- 15) La section est l'ensemble des cellules locales du C.R.E.
- 16) Le comité de section, direction centralisée de la section, dirige son travail révolutionnaire dans l'intervalle des conférences de section.

Projet de Thèses pour le Comité Révolutionnaire "Égalité"

LA CONFÉRENCE DE SECTION

17) La conférence de section est le congrès du C.R.E., qui définit son programme et ses Statuts.

18) Elle est convoquée au moins tous les ans par le C.S. ou à la demande des 2/3 des membres d'une cellule, et se réunit sur la base de deux délégués par cellule.

Elle élit le C.S.

L'ÉDIFICATION du COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE

19) L'édification du C.R.E. se fait par la pratique révolutionnaire, la lutte idéologique active, et en se prenant pour cible de la révolution.

20) L'étude collective régulière de la doctrine, l'histoire et la situation fait partie de la vie normale des cellules. Le matériel d'étude fondamental est les « Citations » du Président Mao Tse-toung.

21) La critique et l'autocritique dans la liaison aux masses et à leurs luttes sont les formes nécessaires de l'éducation et de la rééducation.

22) La vigilance révolutionnaire et la bolchevisation sont des exigences individuelles et collectives permanentes de l'organisation.

I^{ère} conférence de section, préparatoire au 2^{ème} Congrès**Comité Révolutionnaire « ÉGALITÉ ». le 5.11.67****ADRESSE AUX CELLULES**

La conférence de section, après étude des bilans de cellules, a jugé nécessaire de donner les directives suivantes aux cellules :

1) - Chaque cellule doit avoir un bureau efficace, sachant prendre des initiatives, veillant à la bonne orientation politique du travail, faisant des bilans réguliers de l'action.

2) - Il faut lutter contre le libéralisme, qui peut se manifester par la critique irresponsable et subjectiviste. Les militants doivent faire leurs propositions et critiques par écrit. Les militants doivent obligatoirement considérer le travail propre à la cellule comme l'essentiel de leur activité.

3) - Faire un bilan régulier au Comité de Section.

4) - Les sympathisants ont besoin d'être organisés. Les cellules doivent leur faire des propositions de travail, suivant leurs possibilités. Pour cela il faut visiter régulièrement ceux-ci, les tenir au courant de notre activité, leur fournir livres et brochures politiques.

Le style des réunions théoriques est à revoir : elles sont trop abstraites, passent au-dessus des préoccupations des sympathisants. Les R.T. sont un moyen d'éducation des militants et d'élargissement de l'horizon politique des sympathisants, et de leur mobilisation idéologique. Pour éviter de tomber dans le style doctoral, il faut donner beaucoup d'exemples actuels, empruntés en particulier à la lutte des sympathisants.

5) - Le soutien au peuple vietnamien a été insuffisant dans toute la section, ce qui est inadmissible.

Nous devons rapidement créer un ou plusieurs comités Vietnam avec des activités données : porte-à-porte, collectes, panneaux, etc.... Chaque fois que la situation le permet, il faut dénoncer les révisionnistes modernes alliés des impérialistes yankees. Les marxistes-léninistes n'ont pas à se cacher en tant que tels dans les comités, mais au contraire à se montrer les meilleurs militants anti-impérialistes.

6) - Il est apparu un manque d'esprit d'économie pour le matériel et les livres : trop de tracts tirés et non distribués, négligence quant à la tenue de la caisse et du matériel.

Le soin accordé au matériel est une preuve de l'intérêt à notre propagande et donc finalement à notre cause.

La conférence de section.

Projet de Thèses pour le Comité Révolutionnaire "Égalité"**CONFÉRENCE DE SECTION, préparatoire au 2^{ème} Congrès****Le 5 novembre 67.**PRÉSENTS : Jean, Lucette, François, Béraud.PRÉSIDENT. Béraud.

I) Historique présenté par Jean.

Il y manque :

- victoire sur les R.M
- livres rouges sur les marchés (gros succès de la diffusion)
- aucun travail d'explication sur la révolution culturelle en direction des masses (sauf au A.F.C. en mars-avril 67) qui a débuté en août 66.
- trois militants en visite dans des pays socialistes – 2 en Albanie, 1 en Chine – + un sympathisant en Chine.
- la section a impulsé la création d'une organisation ML africaine.
- travail de la cellule G.R. en direction des lycéens.
- la section a introduit le « Courrier du Vietnam » à Lyon.
- action très faible en direction des syndicats.
- bon accueil de la part du PSU.
- octobre 67, création à Lyon d'une cellule fantoche.

—————

Jean chargé d'amender le texte sur – l'historique –

II) La crise présentée par Jean.

- qu'est-ce que le comité révolutionnaire sur le plan organisationnel ?

avant	août	après
Congrès constitutif.....		2 ^{ème} congrès national
au sujet de l'époque de la		Parti de l'époque de la
pensée de Mao, opposition		pensée de Mao
à Jean au CC.....		

MCF a fait fonction de parti, comité révolutionnaire, article 19 des statuts du MCF.

—————

Rédaction à la fin de la conférence.

—————

III) Bilan des cellules, présenté par Lucette et Béraud.

B. - Bon bilan de Georges ; à noter le travail en direction des sympathisants mais, grande faiblesse dans le travail de soutien au peuple vietnamien, et, aux A.F.C.

Projet de Thèses pour le Comité Révolutionnaire “Égalité”

R. [L. ?] - Critique de la cellule : absence de centralisme, manque de discipline prolétarienne et manque d'organisation ; libéralisme, subjectivisme, individualisme, de la part de certains militants. Réunions théoriques intellectuelles et étudiantes, manque de réalisme et d'animation.

Gros travail aux A.F.C., mais faiblesse du côté Vietnam, bien que début de lancement d'un comité de base de soutien.

Carence du travail de trésorerie.

Bon rapport de François sur le centralisme démocratique (discipline prolétarienne, confiance dans l'organisation et réciproquement).

Veiller au centralisme excessif, échanger les expériences par la voie du Comité de Section, étudier la ligne de masse.

Avoir un bureau de cellule responsable, comprenant le responsable politique, avoir un ordre du jour type, le responsable politique doit faire un bilan politique de la période séparant deux réunions de cellule. La cellule doit au début de chaque réunion désigner un président de réunion.

Adresse aux cellules, à la fin de la conférence.

IV) Rapport et propositions de programme des cellules.

V) Rédaction des : programme, thèses, statuts, adresse aux cellules, communiqué au MCF pour le 2^{ème} congrès national.

Aux Majeurs et aux Lèche-Culs

Depuis un mois, la direction du C.E.T. mixte des États-Unis (Mme Rey) et la C.G.T. (Mme Moissonier) ne considèrent plus Malot comme un pion “convenable”. Le pion ne montre pas assez d’“enthousiasme” à faire respecter la “discipline” (l’arbitraire) et il applaudit trop à la juste révolte des élèves. Et on cherche depuis un mois à lui interdire de parler aux élèves, à l’intimider et à le mettre à la porte. Le recteur a arrêté le 17/06/68 que le pion était “suspendu de ses fonctions”.

L’École Bourgeoise

Le pion comme il faut est celui qui est “discret avec les élèves”. Il paraît qu’il y a “des choses à ne pas dire devant les élèves”. En bref il est interdit de dénoncer l’actuel système scolaire capitaliste. Ainsi l’école doit “apprendre” aux jeunes à enrichir les patrons, mais aussi le **cache** aux élèves.

L’École bourgeoise est un organe de l’État capitaliste. Elle sert à “former” des esclaves salariés et des domestiques du patronat et du Capital. L’enseignement général et professionnel, les surveillants, forment un système complet d’intoxication, de dressage et de répression qui organise l’asservissement massif et systématique – moral et matériel – de la Jeunesse à la bourgeoisie. Ce système est étroitement associé à l’oppression patriarcale et couronné pour les garçons par le service militaire.

Un C.E.T., c’est une véritable **usine**. Mais la matière première est vivante, ce sont les élèves, qui sont “travaillés” pendant deux ou trois ans par les profs pour être livrés à la sortie avec le rendement et la docilité voulus aux patrons. Un C.E.T. est une usine qui fabrique des exploités, ou plutôt des candidats à l’exploitation qui ne sont même pas sûrs d’avoir du travail.

L’École bourgeoise est le domaine, le bien commun, la propriété collective de la classe au pouvoir, les capitalistes. On comprend que les enseignants soient sévèrement sélectionnés.

La Participation

Les boniments qui avaient cours jusqu’à présent entre le Ministère et le personnel (administration, enseignants, personnel de service), c’était le “dialogue” et la “collaboration confiante”. Les élèves – ils sont la “masse”, on s’en aperçoit aujourd’hui – n’avaient le droit que d’être sages et studieux... ou aux sanctions !

En fait les résultats ne sont pas brillants :

- le personnel administratif est plutôt porté à l’hypocrisie ;

Aux Majeurs et aux Lèche-Culs

- le personnel de service est régulièrement piétiné et tenu à l'écart ;
- les professeurs n'ont pas en général une âme de patrons. Ils sont tout à la fois "énervés" par les élèves (la matière première vivante est rebelle !) et terrorisés par les inspecteurs, surtout les auxiliaires qui sont souvent débordés, et qui n'ont PAS la garantie de l'emploi.

Les profs de droite disent qu'il y a trop d'élèves et veulent un enseignement aristocratique. Certains parlent de remettre des uniformes aux élèves et de restaurer les châtiments corporels (ce n'est pas tout à fait disparu !).

Les profs de "gauche" revendiquent une "démocratisation de l'enseignement". En bref ils veulent que notre sale travail soit **facilité** par des "crédits" et une "formation pédagogique". Ce programme est un marchandage avec la bourgeoisie (sur le dos de la jeunesse et du peuple) pour l'avertir au bon moment des "améliorations" à apporter au système et le perpétuer. La "gauche" veut continuer "d'exercer" au service des patrons, mais à un meilleur prix et dans de meilleures conditions, même s'il faut réduire le nombre des profs (la pédagogie se paye !)...

- les surveillants ne sont pas là pour "aider" les élèves comme on le prétend, mais essentiellement pour maintenir l'arbitraire et la soumission par tous les moyens : le paternalisme et les sanctions. Si le pion ne sait pas "se faire respecter", et donne des soucis à l'administration, on le met dehors (ce n'est pas un métier !).

- le fait nouveau aujourd'hui, c'est qu'on sert aux élèves le vieux plat réchauffé du "dialogue". Les derniers servis, les plus mal servis. C'est la suite des Théâtres populaires, des Maisons de jeunes, des foyers socio-éducatifs, des cours d'éducation sexuelle, ...

La subtilité, c'est qu'il faut faire avaler aux élèves, de gré ou de force, l'histoire antique et la législation patronale, mais surtout ne pas leur parler "comme à des adultes". C'est encore les surplus américains qui nous arrivent. Le résultat, le voilà : nos élèves qui sont jeunes mais pas sots ont tôt fait de fuir les "foyers" pour lèche-culs, sortis du cerveau de quelque Séguy.

La vérité c'est que les majeurs sont ceux **de tous les âges** qui combattent l'injustice, et rien qu'eux.

Le Sabotage de la Grève

Le "directeur" d'une école n'est pas un patron, mais le fondé de pouvoir local de l'État-patron, un délégué de la classe patronale. De plus, la bourgeoisie a ses agents dans le personnel : les délégués syndicaux serviles et corrompus du type Séguy à la C.G.T.

Au C.E.T. mixte des États-Unis, nous avons le tandem typique Rey/Moissonier, d'autant plus efficace que son "progressisme" notoire le laissait jusqu'à présent insoupçonné. C'est donc l'heure de vendre la mèche et de dire ceci :

- l'équipe de la direction a été EFFRAYÉE dès le début par la révolte des élèves, et l'a condamnée ouvertement ;

- ce n'est que devant le fait accompli et l'échec de ses manœuvres pour faire rentrer les élèves à tout prix qu'elle a PRÉTENDU ENSUITE défendre les "intérêts communs" des

Aux Majeurs et aux Lèche-Culs

élèves et des professeurs, dans le seul but de “contrôler” le C.A.L., de le LIGOTER, d’en faire son instrument, avec l’imbécile et vaine intention de revenir COMME AVANT ;

- tout a été tenté pour reprendre en main les élèves qui ont mis en péril “l’autorité” et le système : les menaces et les parloles, les pressions massives et ininterrompues sur le Comité d’Action, le chantage au C.A.P. pour isoler les troisièmes années, les obstructions pour briser la solidarité avec les autres collèges, les tentatives pour soulever les parents contre les enfants avec les Allocations familiales, les Assurances, ...

- on a soigneusement évité d’aborder les vrais problèmes : l’École bourgeoise, les abus, les renvois d’élèves en cours d’année, le travail des garçons à la cantine, les élèves vendus aux patrons en fin d’année, ...

- et finalement l’équipe de la direction a brisé la grève du personnel lui-même, à l’appel de Pompidou, dans la capitulation, sur des promesses de négociations (!), et à l’heure où la réaction fasciste s’installait sur notre échec.

Le Comité d’Action

Un point important : s’il veut servir à quelque chose, le Comité d’Action des élèves doit être **totalemment** indépendant et autonome, même si pour cela il doit être clandestin. Les profs et l’administration ne doivent pas mettre leur nez dedans. Un C.A.L. qui “participe à la vie du collège” est un instrument de **perfectionnement** du système scolaire bourgeois contre lequel les élèves se sont révoltés. Le C.A.L. doit être une organisation de DÉFENSE des élèves contre les abus, de RÉSISTANCE contre le système, et de LUTTE contre la “vie du collège”.

Les Représailles

Aujourd’hui, les patrons relèvent la tête sur toute la ligne, et le fascisme tricolore s’installe avec arrogance. De l’intimidation, on est passé aux représailles, à la vengeance patronale. De même qu’on déloge les piquets de grève avec les C.R.S., on cherche à épurer les éléments révolutionnaires. Les élèves, le personnel d’enseignement, et tous les travailleurs doivent être alertés. La résistance ne peut pas attendre.

Aujourd’hui, on veut “supprimer” un pion au C.E.T. des États-Unis. Cette mesure de **police politique** du gaullisme montre à quel point la direction craint **les élèves**. Leur révolte est vraiment un grand mouvement historique irréversible. Que les difficultés rencontrées aujourd’hui nous éduque et nous forge pour les batailles de demain, à l’École, chez les patrons, et contre la bourgeoisie !

Comité pour un Front Uni Marxiste-Léniniste [Freddy Malot]

Le Programme Militaire de la Révolution Prolétarienne

Les communistes, à moins de cesser d'être communistes, ne peuvent être contre toute **GUERRE**.

Premièrement, les socialistes n'ont jamais été et ne pourront jamais être les adversaires des guerres révolutionnaires. La bourgeoisie des "grandes" puissances impérialistes est devenue archi-réactionnaire ; il s'ensuit inévitablement que l'impérialisme doit, dans bien des cas, donner naissance à des guerres nationales.

Deuxièmement, les guerres civiles sont aussi des guerres. Quiconque reconnaît la lutte de classes, ne peut pas ne pas admettre les guerres civiles qui, dans toute société divisée en classes, sont le prolongement, le développement, l'aggravation naturels, inévitables, dans certaines conditions, de la lutte des classes. Toutes les grandes révolutions le confirment. Ne pas admettre les guerres civiles ou les oublier, serait tomber dans un opportunisme extrême et renier la révolution socialiste.

Troisièmement, victorieux dans un pays, le socialisme n'exclut nullement, d'emblée, toutes les guerres en général. Au contraire, sa victoire les présuppose. Le socialisme ne peut vaincre simultanément **dans tous** les pays. Cette situation donnera lieu non seulement à des frottements, mais à une tendance directe de la bourgeoisie des autres pays à écraser le prolétariat victorieux de l'État socialiste.

NOTRE MOT D'ORDRE doit être : armement du prolétariat afin de vaincre, d'exproprier et de désarmer la bourgeoisie. C'est la seule tactique possible pour la classe révolutionnaire, tactique qui découle de tout le **développement objectif** du militarisme capitaliste et qui est dictée par ce développement. C'est seulement **après** qu'il aura désarmé la bourgeoisie que le prolétariat pourra, sans trahir sa mission historique universelle, jeter à la ferraille toutes les armes en général ; et le prolétariat ne manquera pas de le faire, mais **alors seulement et pas avant**.

Aujourd'hui, **LA BOURGEOISIE IMPERIALISTE ne MILITARISE** pas simplement la nation, mais aussi la jeunesse. Demain, il se peut bien qu'elle procède à la militarisation des femmes. Nous devons dire à ce propos : tant mieux ! Vite, en avant ! Plus vite cela se fera, et plus proche sera l'insurrection armée contre le capitalisme.

Pendant la Commune, des femmes et des enfants de treize ans ont lutté au côté des hommes. Il ne saurait en être autrement dans les combats futurs pour le renversement de la bourgeoisie. Les femmes prolétaires ne resteront pas passives lorsque la bourgeoisie bien armée fusillera les ouvriers mal armés ou sans armes. Elles prendront les armes, comme en 1871, et du sein des nations aujourd'hui terrorisées, plus exactement au sein du mouvement ouvrier aujourd'hui désorganisé plus par les opportunistes que par les

Aux Majeurs et aux Lèche-Culs

gouvernements, surgira sans nul doute, tôt ou tard, mais absolument sans aucun doute, l'alliance internationale des "terribles nations" du prolétariat révolutionnaire.

Aujourd'hui la militarisation imprègne toute la vie sociale. L'impérialisme est une lutte acharnée des grandes puissances pour le partage et le repartage du monde ; aussi doit-il inévitablement aboutir à un renforcement de la militarisation dans tous les pays, y compris les pays neutres et les petits pays. Comment réagiront les femmes prolétaires ? Se contenteront-elles de maudire toute guerre et tout ce qui touche à la guerre, d'exiger le désarmement ? Jamais les femmes d'une classe opprimée, vraiment révolutionnaire, n'accepteront un rôle aussi honteux. Elles diront à leur fils : "Bientôt tu seras grand. On te donnera un fusil. Prends-le et apprends à bien manier les armes. C'est une science indispensable aux prolétaires. Non pour tirer sur tes frères, les ouvriers des autres pays, comme te le conseillent les traîtres au communisme, mais pour lutter contre la bourgeoisie de ton propre pays, pour mettre fin à l'exploitation, à la misère et aux guerres, non en formulant de pieux souhaits, mais en triomphant de la bourgeoisie et en la désarmant".

Si l'on se refuse à faire cette propagande, mieux vaut alors s'abstenir de grands mots sur le communisme révolutionnaire international, sur la révolution socialiste, sur la guerre à la guerre.

La bourgeoisie de toutes les grandes puissances impérialistes est devenue à ce point réactionnaire, elle est devenue à ce point pénétrée du désir de dominer le monde que **toute** guerre faite par **la bourgeoisie de ces pays** ne peut être que réactionnaire. Le prolétariat ne doit pas seulement être contre toute guerre de ce genre ; il doit encore souhaiter la défaite de "son" gouvernement dans ces guerres, la mettre à profit pour déclencher une insurrection révolutionnaire, si l'insurrection destinée à empêcher la guerre n'a pas réussi.

À propos de **LA MILICE**, nous devrions dire : nous ne sommes pas pour la milice bourgeoise, mais seulement pour une milice prolétarienne. Ainsi donc, "pas un sou et pas un homme", non seulement pour l'armée permanente, mais aussi pour la milice bourgeoise...

Nous pouvons réclamer l'élection des officiers par le peuple, la suppression de toute juridiction militaire, l'égalité des droits pour les ouvriers immigrés et ceux du pays (ce point est particulièrement important pour les pays impérialistes qui exploitent avec un cynisme croissant et en nombre toujours accru les ouvriers étrangers, qu'ils privent de tous droits). Ensuite : le droit pour, disons, chaque centaine d'habitants d'un pays donné, de former des associations libres pour étudier l'art militaire, de nommer librement des instructeurs rétribués par l'État, ... Ce n'est que dans ces conditions que le prolétariat pourrait étudier l'art militaire vraiment pour lui, et non pour ceux qui le maintiennent en esclavage ; et les intérêts du prolétariat exigent impérieusement qu'il se livre à cette étude.

Enfin, il va de soi que ce n'est pas avec des programmes seuls que l'on peut combattre l'opportunisme, mais uniquement en veillant de très près à leur application effective.

Aux Majeurs et aux Lèche-Culs

La mesquine tendance des petits États à rester à l'écart, leur désir petit-bourgeois de se tenir à distance des grandes batailles de l'histoire mondiale, d'utiliser leur situation en quelque sorte exclusive pour demeurer dans une passivité figée, telles sont les conditions sociales **objectives** qui peuvent assurer à l'idée de désarmement un certain succès et une certaine diffusion dans certains petits États. C'est, bien entendu, une tendance réactionnaire, qui ne repose que sur des illusions, car d'une façon ou d'une autre l'impérialisme entraîne les petits États dans le tourbillon de l'économie et de la politique mondiales.

Les deux formes de **L'OPPORTUNISME** aujourd'hui dominant (forme cynique de Plekhanov et forme voilée de Kautsky – en France : Albert Thomas et Sembat d'une part, Longuet, Pressman, Mayeran de l'autre), il faut les combattre sur tous les terrains de la politique prolétarienne : parlement, syndicats, grèves, armée, etc. La particularité essentielle de l'opportunisme, c'est que les **questions concrètes de la révolution**, sont passées sous silence, escamotées, ou ne sont traitées qu'avec précaution, avec des coups d'œil furtifs vers les interdictions de la police. Les partisans du désarmement seraient-ils pour une forme absolument nouvelle de la révolution : la révolution sans armes ?

Poursuivons. Nous ne sommes pas du tout contre la lutte pour les réformes. Nous sommes partisans d'un programme de réformes qui doit être **aussi** dirigé contre les opportunistes. Les opportunistes ne demanderaient pas mieux que nous leur abandonnions, à eux seuls, la lutte pour les réformes, tandis que nous-mêmes nous nous évaderions hors de l'affreuse réalité...

(Abrégé de l'article de **Lénine** de 1916 sur la question du "désarmement")

Comité pour un Front Uni Marxiste-Léniniste

| N° 1 |
| DEC. 68 |

L' INTERNA TIONALE MAOISTE

Réseau de
Résistance au gaullisme et de
Révolution sociale.

**DE GAULLE:
ENNEMI N° 1
DU PEUPLE**

L'INTERNATIONALE MAOÏSTE

"L'Internationale", le chant de la "lutte finale", a été lancé à Paris en 1871, au pays des sans-culottes et de la Sociale. Il est devenu le cri de guerre universel des prolétaires contre le capital.

L'Internationale UNIT aujourd'hui tous les "enragés" de Mai 68, qui l'ont redécouverte avec le drapeau rouge. Elle délivre le peuple de France sous le joug gaulliste de l'abrutissement nationaliste.

Dans la nouvelle époque révolutionnaire que nous vivons, c'est à radio-Pékin que résonne la voix de la Commune, et l'Internationale est MAOÏSTE. Notre mouvement est soudé à l'avant-garde ouvrière mondiale, qui rompt totalement avec le communisme bourgeois des Krouchtchev et Waldeck-Rochet.

La Résistance collecte des fonds.
Pour que ça change, nous devons tous verser.

COMMENT SE RENDRE UTILE..

- en combattant, partout et toujours, la dictature gaulliste et le système capitaliste. Aide-toi de l'Internationale Maoïste. Deviens un maillon de la chaîne des diffuseurs et des collaborateurs du journal ;
- Inscris les slogans de Résistance et de Révolution sur les murs de TES immeubles et de TES usines. Le règne de la publicité de l'ennemi patronal doit prendre fin ; confectionne des affiches à la main et colle-les ;
- Trouve des planques sûres pour y mettre du matériel ou des armes de la Résistance, ou pour héberger des combattants ; fais parvenir des renseignements sur l'emplacement, les effectifs, le matériel, les mesures de protection, etc. des C.R.S., sur l'armée, les flics en civil et les mouchards ;
- engage-toi dans la Résistance si tu ne recule pas devant les sacrifices pour la liberté collective et le communisme, ou entre dans une autre organisation révolutionnaire, ou forme encore toi-même un groupe clandestin de propagande, d'agitation et d'auto-défense.

"Le prolétariat et le peuple travailleur d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Océanie (c'est-à-dire d'Occident) connaissent un nouvel éveil. L'impérialisme américain et tous les autres parasites ont formé leurs propres fossoyeurs et le jour n'est plus éloigné où ils seront enterrés".

(MAO TSE-TOUNG : Message au 5° congrès du Parti du Travail d'Albanie : 25.10.1966).

SOYEZ PRUDENTS ! N'oubliez pas :

Vous avez trouvé ce journal dans votre boîte..
Vous ne savez RIEN.
Vous ne savez pas QUI sait quelque chose.

DE GAULLE, ENNEMI N° 1 DU PEUPLE DE FRANCE !

éditorial

Le 13 juin 68, le chef des gros patrons tricolores, l'homme de l'Union sacrée des C.R.S. et de l'O.A.S., de Gaulle a dissout les organisations révolutionnaires. Il a supprimé leur presse. Il a interdit les manifestations populaires.

De Gaulle embrigade la racaille dans "l'action civique" et la "défense de la république" des patrons. Il embauche des flics en masse et les équipe au dernier cri. Il cherche à briser les syndicats et en a déjà fait en partie un rouage patronal. Il lance de nouvelles organisations "nationales" et corporatistes de style Pétain.

Depuis le 23 et le 30 mai, la contre-révolution a l'initiative. Aujourd'hui, nous en sommes à la terreur blanche.

Pourquoi cela ? parce que la jeunesse s'est jetée en Mai dans la révolte sauvage contre l'insécurité, la misère, le chômage, la servilité, l'arbitraire. La jeunesse condamne l'anarchie capitaliste, s'insurge contre le régime de camp de travail ("La France au travail" !) et de guerre civile engendré par la propriété privée et le salariat. La jeunesse s'arrache à la démente nationaliste des gros patrons, propriétaires et financiers de la V°. Elle est révoltée par la militarisation de l'économie et l'avidité de puissance, de domination, la politique d'aventure du gaullisme en Europe et dans le monde.

La jeunesse a répandu l'esprit révolutionnaire dans les larges masses laborieuses et populaires, elle a montré la voie libératrice unique : L'ORGANISATION AUTONOME DES MASSES OUVRIERES.

Elle a mis de Gaulle au pied du mur ; a montré son visage de policier, de chef des exploités, d'impérialiste, de fasciste, d'ennemi n° 1 du peuple de France.

La "minorité" devenant la majorité, de Gaulle a dû piétiner sa Constitution de 58 faite sur mesure, qui dit : " Les partis et groupements politiques.. se forment et exercent leur activité librement".

De Gaulle pose bien le problème : il faut accepter sans broncher la dictature ouverte de la grande bourgeoisie ("l'ordre"), ou engager la lutte révolutionnaire de résistance (la "subversion").

Le décors démocratique est tombé. L'abîme entre le pouvoir et le peuple est aujourd'hui visible de tous. Les partis traditionnels sont en faillite déclarée. Aujourd'hui, la France c'est l'Algérie : le peuple ne peut plus compter que sur lui-même, il doit prendre une nouvelle voie, utiliser d'autres méthodes.

Notre programme, c'est celui-ci : unir le Peuple rouge contre "l'Ordre" tricolore ; organiser et mener la Résistance populaire au national-gaullisme, jusque et y compris la Libération sociale, le communisme.

"Mai" nous a laissé les tâches suivantes :
- finir de liquider le réformisme, la collaboration de classes dans

"Dans tous les pays où, en raison.. de lois d'exception, les communistes n'ont pas la possibilité de mener légalement toute leur action, il est absolument indispensable de combiner le travail légal et LE TRAVAIL ILLEGAL. Dans presque tous les pays.. la lutte des classes entre dans la phase de guerre civile. Dans ces conditions, les communistes ne peuvent se fier à la légalité bourgeoise. Ils doivent créer partout UNE ORGANISATION PARALLELE ILLEGAL qui puisse, au moment décisif, aider le parti à remplir son devoir envers la révolution".
(LENINE : Conditions d'admission à l'Internationale communiste - juillet 1920).

Le but de l'Internationale Communiste, défini par Lénine et le I^o congrès du Komintern (2 mars 1919) :

"Abattre fondamentalement tout l'appareil de l'Etat bourgeois, le fonctionnarisme, la justice, l'armée, la police, pour les remplacer par L'ORGANISATION AUTONOME des MASSES OUVRIERES qui

le mouvement ouvrier ; en un mot vaincre les partis vendus, chasser les dirigeants syndicaux incapables, faire disparaître la soumission et supprimer la division qu'elle entraîne ;

ne comporte pas la division des pouvoirs législatifs et exécutifs".

- rassembler le meilleur des forces révolutionnaires dans un parti ouvrier d'avant-garde, un parti communiste révolutionnaire, un parti maoïste ;
- unir la gauche prolétarienne naissante – qui n'est pas la gauche des politiciens – et tout le peuple dans un large front anti-gaulliste, pour la défense et la conquête des libertés collectives ;
- renverser l'Etat bourgeois et la machine parlementaire en ruines, et leur substituer la Commune ;
- passer sur le corps des C.R.S., démolir la justice bourgeoise, détruire l'appareil militaire impérialiste, doter le peuple d'une armée, d'une police et d'une justice à lui.

La lutte clandestine, de Résistance, pour la liberté collective et le communisme, est entreprise. C'est la lutte anti-fasciste du Peuple contre la "Nation" ; c'est aussi celle du Travail contre le Capital, pour l'émancipation sociale.

Une grande bataille est en cours, pour briser l'encadrement fasciste de la jeunesse, des ouvriers et du peuple par la Participation. Un rendez-vous : le referendum d'avril 69, qui aurait pour seul effet de créer une nouvelle race de "notables" et d'animateurs fascistes.

La tâche centrale de l'heure, c'est le sabotage du referendum fasciste, dont le peuple s'est moqué en mai, pour la victoire de la démocratie populaire.

=====

PARTICIPATION = CORPORATISME ..
 CDR = MILICE FASCISTE
 DE GAULLE = MUSSOLINI

ATTENTION

MARCELLIN, TUEUR A GAGES

l'ennemi.

AU PARLEMENT, LE 14 NOVEMBRE 1968.

Marcellin, obsédé par le spectre rouge, la tête farcie de complots, de subversion, d'agents secrets, ne sait que ressortir les vieilles rangaines de la canaille bourgeoise tremblant pour son fric : les jeunes, innocents, sont manipulés par des groupes d'agitateurs sans scrupules, eux-mêmes agents d'un vaste complot international.

Devant une telle situation, un seul remède : la matraque, le sang, les massacres. La police sera renforcée, les révolutionnaires suivis, poursuivis, emprisonnés, l'occupation d'un service "public" sera immédiatement réprimée, les manifestations seront "dispersées". On conseille même à la population d'éviter les lieux de manifestations : on ne sait jamais, une balle perdue..

Et toute la crapule parlementaire, élue grâce aux tripotages et aux mensonges, applaudit frénétiquement, tant Marcellin a mis de baume à leur coeur.

LA GUERRE CIVILE PERMANENTE

Qu'ils ne se réjouissent pas tant!

La société bourgeoise est une société de guerre civile permanente : c'est la guerre du Capital contre le Travail, une guerre qui prend nécessairement des formes violentes, comme en Mai 68. Nul besoin pour cela de "provocateurs", comme Marcellin nous le dit, comme les sbires du P.C.F. nous le confirment:

la simple existence d'un pouvoir de banquiers, armés jusqu'au dents, qui s'engraissent de notre travail, suffit amplement pour déchaîner la colère du peuple.

Cela, ces messieurs ne peuvent le comprendre, évidemment. C'est pourquoi leur réaction, la seule possible, quand les mensonges ne prennent plus, est d'envoyer leur meute de chiens de garde, les CRS, tous heureux de faire étalage de leur bestialité et de leur sauvagerie.

Et pourtant, plus la violence des possédants se déchaîne, plus le peuple prend conscience et s'organise, plus l'idée de révolution socialiste s'impose à son esprit. Toute l'histoire du siècle passé et des peuples du monde le montre.

"LE POUVOIR EST DANS LES URNES" (!!!)

"Le pouvoir est dans les urnes", nous explique maître Marcellin. (Par la même occasion, voici un certificat de bonne conduite décerné à Waldeck). Mais, dites-nous, M. Marcellin, comment avez-vous pris le pouvoir ? Comment l'avez-vous conservé ? Avez-vous recours aux urnes pour promulguer vos ordonnances, pour lancer vos hordes de C.R.S ? Avez-vous recours aux urnes pour libérer Salan, Soustelle, Bidault, autres tueurs à gages ?

Assez d'âneries : "Après avoir fait révolution sur révolution, après s'être affranchie politiquement à coups de fusils, la bourgeoisie refuse au prolétariat en travail d'affranchissement le droit aux barricades dont elle a usé et abusé.. Ce qui était honneur et devoir pour elle est crime pour nous". (Jules Guesde).

LE POUVOIR EST AU BOUT DU FUSIL

Oui, Maître Marcellin : la vague révolutionnaire de Mai 68, qui vous a fait tant trembler que vous en perdez la tête, en annonce d'autres plus violentes encore. Oui, la révolution se prépare, le peuple s'organise, chasse progressivement les jaunes, l'idéologie maoïste se répand et prend racine, le parti ouvrier de l'époque maoïste est en voie de prendre la relève.

"Cette civilisation et cette justice se démasquent comme la sauvagerie sans masque et la vengeance sans loi. Chaque nouvelle crise dans la lutte de classe entre l'appropriateur et le producteur fait ressortir ce fait avec plus d'éclat".
- MARX : La guerre civile en France.

CAMARADES ! R. PPELEZ-VOUS :

-- LA BOURGEOISIE EST UN CHIEN FEROCÉ. Préparons-nous en conséquence: agissons dans la clandestinité totale, assimilons les enseignements de Mao sur la guerre du peuple, armons-nous pour créer progressivement l'armée du peuple. Il n'y a qu'en opposant les fusils du peuple aux fusils de la réaction que l'on pourra éviter que la prochaine grève d'envergure soit noyée dans le sang.

-- LA BOURGEOISIE EST UN CHIEN IMBECILE. Toute force réactionnaire, condamnée par l'histoire (la minorité des accapareurs) ne peut que se livrer à des gesticulations qui l'enfoncent chaque fois un peu plus. C'est ce qui nous donne l'assurance de la victoire future. Voyez la situation lamentable des américains au Vietnam. Voyez le feu de la révolution qui s'étend partout dans le monde..

RESISTANCE AU FASCISME !

LE POUVOIR N'ATTEND PAS POUR RENFORCER SON ARMEMENT,
LE PEUPLE NE PEUT ATTENDRE POUR CONSTITUER LE SIEN !

--- 0 ---

ADDITIF POUR "MAUVAIS ESPRITS"

Le plus drôle est l'intervention, le même jour, de W. l'Huillier, honorable parlementaire du P.C.F. Allait-il profiter de la tribune pour dénoncer le tueur à gages paré du titre de Ministre de l'Intérieur ? Allait-il dénoncer l'augmentation des effectifs de la police et la répression qui s'abat sur les militants ouvriers ?

Bien sûr que non ! C'eût été une provocation ! Il s'est borné à pleurnicher parce que le Ministre n'a rien dit des manifestations "puissantes et paisibles" organisées par le P.C.F. et la C.G.T. !! : monsieur le Ministre, ayez au moins un mot de reconnaissance pour nos bons offices !

Monsieur l'Huillier, voici la réponse : pourquoi Marcellin s'occuperait-il de "l'ordre" quand les sbires du P.C.F. étaient encore, pour l'essentiel, les maîtres dans le mouvement ouvrier ? Pourquoi les flics interviendraient-ils quand les bonzes "ouvriers" se chargent de dénoncer les révolutionnaires à la police ou au patron, de leur casser la gueule quand ils osent brandir un drapeau rouge ? Pourquoi des C.R.S. quand les bonzes de la C.G.T. eux-mêmes font le barrage entre ouvriers et étudiants ?

Autre "révélation" : depuis Mai, la clique des porte-plumes du PCF s'époumonne pour nous persuader que la police subventionne des mouvements anarchistes, qu'elle nous envoie des provocateurs, etc.. Comme si la police n'avait pas toujours cherché à envoyer ses agents dans les mouvements révolutionnaires !

Waldeck, Andrieux, Billoux, avez-vous oublié que Doriot était dirigeant au P.C.F., à l'époque où celui-ci méritait pourtant son nom de communiste ? Avez-vous oublié qu'au Comité central du P.C. bolchevik, à l'époque de la révolution d'Octobre, s'était glissé un provocateur (qui n'a été démasqué qu'après la révolution) ?

LA POLICE ENVOIE SES PROVOCATEURS ET PORTE SES COUPS CHEZ SES VÉRITABLES ENNEMIS.

EN GUISE DE CONCLUSION : UNE MÉDITATION POUR MARCELLIN :

"L'esprit bourgeois, tout imbibé de police, se figure naturellement l'Association internationale des travailleurs (la I^o Internationale) agissant à la manière d'une conjuration secrète, son organe central commandant, de temps à autre, des explosions en différents pays. Notre Association n'est, en fait, rien d'autre que le lien international entre les ouvriers les plus avancés des divers pays du monde civilisé. En quelque lieu, sous quelque forme, et dans quelques conditions que la lutte de classe prenne consistance, il n'est que bien naturel que les membres de notre Association se placent au premier rang" (MARX : La guerre civile en France - le 30 mai 1871).

MAI 68 : SALE TEMPS POUR LA VALETAILLE DU P.C.F.

les collabos

Mai 68 a été une révélation pour beaucoup : la trahison et la bassesse de Waldeck-Séguy se sont étalées au grand jour avec une ampleur inégalée. Le peuple révolutionnaire français a été battu ; il prépare sa revanche. C'est pourquoi il doit connaître la tactique du P.C.F., garde du corps du capital, et les effets de cette tactique. Pour parer les coups de l'adversaire, il faut connaître son comportement.

1° TEMPS : APPEL A LA REPRESSION

Nous nous rappelons tous les cris du P.C.F. dénonçant les vilains agitateurs de Nanterre ("que nous ne confondons pas avec la masse des étudiants" !) qui empêchaient les étudiants de travailler "normalement" et de passer leurs examens.

Dès lors, il faut frapper les agitateurs pour protéger la masse. C'est un appel direct à la répression. Il fut entendu.

2° TEMPS : PRENDRE LE TRAIN EN MARCHÉ

Les premières barricades stimulent l'ardeur des ouvriers, surtout des jeunes. Ils occupent spontanément les usines, séquestrent des patrons en se moquant des poules mouillées du P.C.F.

Les mots d'ordre "gauchistes" ont une grosse influence. Rien ne va plus ! Les dénonciations et mises en garde étant inefficaces, il vaut mieux prendre le train en marche.

3° TEMPS : BRISER L'ALLIANCE OUVRIERS-ÉTUDIANTS, BRISER LE FRONT UNI OUVRIER.

Pour arriver à ses fins, Waldeck ne trouve rien de mieux que d'agiter le spectre de la guerre civile ("ceux qui voudraient entraîner les ouvriers dans une aventure sanglante"), d'essayer de faire trembler les petits-bourgeois comme eux avec le "drapeau noir de l'apocalypse", le "sinistre drapeau noir".

LE PCF, LE PREMIER, A PRATIQUE LE CHANTAGE A LA GUERRE CIVILE !

Ceci étant insuffisant, il faut aussi s'opposer à la jonction ouvriers-étudiants dans les piquets de grève.

Pour briser le front de lutte de la classe ouvrière, le PCF a utilisé les armes offertes par Pompidou: Grenelle n'a pas marché, ni le referendum, les "élections générales" marcheront.

C'est au nom des élections, baptisées "consultation populaire" (!) que les grèves seront brisées une à une, que ceux qui continuent le mouvement seront traités de provocateurs, que l'on capitulera joyeusement aux accents de la Marseillaise!

LES ÉLECTIONS : La valetaille étouffe d'indignation : elle prend les coups de l'U.D.R. pendant toute la campagne électorale, et est volontairement confondue avec les gauchistes qu'elle a si vaillamment combattus !!

LA LOGIQUE DE LA POLITIQUE DU PCF L'AMÈNE A PERDRE SON AUDIENCE ET A

.. les véritables chefs politiques de la bourgeoisie ont compris depuis longtemps que LA GUERRE CIVILE EST INÉVITABLE, et ils s'y préparent de façon excellente, réfléchie et systématique, renforcent leurs positions en vue de cette guerre...

.. Les Kautsky et les Macdonald (lisez Brejnev, Waldeck) poursuivent leurs efforts pour faire peur aux capitalistes en agitant l'épouvantail de la révolution, effrayer la bourgeoisie en agitant l'épouvantail de la guerre civile..

.. Eduquer les masses en leur expliquant qu'il est inévitabile et nécessaire de vaincre la bourgeoisie dans la guerre civile, mener toute sa politique en vue de cet objectif, mettre en lumière, poser et trancher toutes les questions de ce point de vue, et seulement de ce point de vue - à cela les âmes de laquais de l'Internationale de Berne (lisez : de Moscou) n'y songent même pas.

.. La bourgeoisie a besoin de larbins qui jouissent de la confiance d'une partie de la classe ouvrière et qui parent,

PRENDRE DES COUPS DE BATON DE LA PART DE SON MAITRE.

Expliquons-nous : son rôle de garde du corps du régime lui fait perdre son audience chez les ouvriers révolutionnaires.

Le front uni de Gaulle-P.C.F. dans le chantage à la guerre civile, l'appel à l'Ordre, amènent les masses retardataires, soumises au seul pilonnage de France-Soir et de l'Humanité, à voter effectivement pour l'ordre. Mais l'orateur, c'est de Gaulle qui l'a en main, et non le P.C.F.

Waldeck est obligé de dénoncer certains abus du régime et de réclamer (poliment, après s'être soigneusement mouché) quelques améliorations. Ces humbles démarches deviennent cependant gênantes pour les monopoles à l'heure où la concurrence est acharnée, où les salaires doivent être comprimés au maximum.

C'est pourquoi de Gaulle a tenté de profiter de la crise pour porter des coups au P.C.F.

Il espérait, sinon l'anéantir, du moins le rendre encore plus docile. Cette politique du grand capital n'est pas une nouveauté : tout le monde sait que la social-démocratie allemande a frayé la voie à Hitler, et pourtant les mêmes sociaux-démocrates se sont retrouvés dans les camps de concentration !

CONCLUSIONS : 1° - Le P.C.F. est, dans le mouvement ouvrier, l'ennemi n° 1 à abattre ;
2° - En Mai 68, le rapport des forces a brusquement changé dans le mouvement ouvrier : les révisionnistes n'arrivent plus à faire avaler leurs sucres empoisonnés, l'audience de la presse révolutionnaire est grande.

POURSUIVONS NOTRE OFFENSIVE !

--- 0 ---

NOTRE GRAND CONCOURS : BLANC BONNET, BONNET BLANC

Voici des citations extraites de la presse de "gauche" : P.C.F., UEC, C.G.T., etc., et de la presse fasciste : Minute, Carrefour, déclarations de ministres, etc. A VOUS DE VOUS Y RECONNAITRE ! Réponses dans le prochain numéro..

1° "En agissant de la sorte, ces meneurs font le jeu d'un pouvoir qu'ils prétendent combattre".

2° "Tout se passe comme si l'escalade de leur agitation et de la répression policière n'avait visé qu'à dérober aux yeux de l'opinion la responsabilité du pouvoir".

3° "Des anarchistes, faux étudiants qui roulent en voiture, tentent de saboter les examens de fin d'année en créant des troubles au quartier latin et en empêchant les étudiants de travailler".

4° "Certains groupuscules.. composés en général de fils de grands bourgeois, dirigés par l'anarchiste allemand Cohn-Bendit, prennent prétexte des carences gouvernementales pour se livrer à des agissements visant à empêcher le fonctionnement normal de la Faculté (dégradation des locaux, interruption des cours, propositions de boycottage des examens)".

5° "Déjà la grande masse des étudiants, y compris, nous en sommes persuadés, nombre de ceux qui ont pu se laisser abuser, peut mesurer les conséquences graves.. etc".

(suite page 43)

enjolivent la bourgeoisie par des propos sur la possibilité de la voie réformiste, qui bandent les yeux du peuple, qui le détournent de la révolution en étalant les charmes et les perspectives de la voie réformiste".
(LENINE : Les tâches de la 3^e Internationale, juil.1919).

➤ P.C.F. :
5^e colonne



LETTRE OUVERTE A LA "VOIX POPULAIRE"

les camarades

! Note aux lecteurs :
! "La Voix populaire", qui se présente comme
! le "Journal des ouvriers marxistes-léninistes de la région Rhône-
! Alpes, était jusqu'à ces derniers temps un organe régional du Cen-
! tre Marxiste-Léniniste de France, publiant Tribune Rouge, et dont
! elle vient de se séparer.
! Outre le C.M.L.F, il existait avant Mai deux organisations "pro-
! chinoises" aujourd'hui dissoutes :
! - le Mouvement Communiste Français (M.C.F.), publiant "l'Humanité
! Nouvelle", rebaptisé Parti Communiste Marxiste-Léniniste de Fran-
! ce (P.C.M.L.F.) depuis décembre 1967 ;
! - l'Union des Jeunesses Communistes Marxiste-Léniniste (U.J.C.M.L.),
! qui publia successivement "Gardes Rouges" et "Ser ir le peuple".

Chers camarades,
"La Voix populaire" a entrepris de publier une série d'articles intitulés "pour une polémique sur les principes". Nous nous en réjouissons.

D'autre part, le n° 18 contient une prise de position très nette sur la grande victoire de la révolution culturelle, une dénonciation du Krouchtchev chinois, Liou Chao-shi.

Enfin, nous constatons un tournant que nous espérons décisif, à propos de la ligne du C.M.L.F. (sous prétexte des contradictions inter-impérialistes, celui-ci propose de constituer un front uni national avec de Gaulle !) : on lit en effet dans le n° 15 : "Pour un véritable combat d'indépendance nationale, à bas l'impérialisme français".

Ces trois éléments nous font espérer un rapide développement du processus unité-critique-unité entre marxistes-léninistes. Malheureusement le contenu des articles polémiques de la Voix populaire ne répond pas aux nécessités d'un débat de cette importance. Ce contenu nous semble subjectif et passer totalement à côté des problèmes essentiels.

La question essentielle est ce qui vous a toujours opposé aux autres marxistes-léninistes : celle du "front uni national" (alliance avec une prétendue couche patriotique de la bourgeoisie monopoliste) Il fallait commencer par cela, d'autant plus que les "ragots" dont vous vous plaignez tant avaient cette ligne pour cible (en particulier et surtout votre soutien à de Gaulle lors des élections présidentielles de 1965).

A propos du M.C.F. et l'U.J.C., la première phrase du texte est : "organisations qui, en fait de marxisme-léninisme, n'ont su lancer à notre égard que ragots, injures, calomnies".

Ceci est inadmissible. Il ne faut pas juger principalement ces organisations dans leur attitude vis-à-vis de vous, mais en fonction de leur rôle dans le mouvement ouvrier français, ce qui est tout à fait différent. Le P.C.M.L.F. (ex MCF) et l'U.J.C. ont joué et jouent encore un rôle fondamental dans la pratique révolutionnaire française, la dénonciation du révisionnisme moderne, la diffusion de la pensée de Mao, le soutien au peuple vietnamien, la constitution d'embryons de syndicats rouges. Ils ont eu une influence initiale clarificatrice décisive, dans laquelle l'explosion de Mai n'aurait pas eu cette ampleur et cette profondeur. Voilà l'aspect principal sur lequel il faut insister avec force, car il est la source de notre foi dans le mouvement maoïste.

Les ragots, calomnies, attitudes sectaires.. (que nous ne nions pas !) ne sont que les effets de causes politiques. Quelles sont ces causes politiques ? Comment corriger les erreurs ? Voilà la question, et elle tourne toute autour du problème du Parti. C'est dans cette voie que nous arriverons à une "polémique sur les principes".

En conclusion, nous dirons avec vous que "la situation du mouvement marxiste-léniniste est en retard sur les conditions objectives dans lesquelles le prolétariat et les masses laborieuses sont exploitées"...

INQUANTENAIRE ROUGE DU 11 NOVEMBRE 1918

actualité

"LA GRANDE GUERRE"...

Au total : 13 millions de morts, Dont :

Russie, 5 M ; Allemagne, 2 M ; Autriche-Hongrie, 1,2 M ; Îles britanniques, 950 mille ; Italie, 700 mille..

France : 2 millions de morts ; un mort pour vingt habitants ; 6 millions de mutilés ; 60 000 indigènes des colonies sacrifiés :

à la boucherie européenne. Il y avait 100 000 condamnés militaires français à l'armistice.

LA CLEF DE LA GUERRE MONDIALE : L'IMPERIALISME

"Cette guerre est le prolongement de la politique de conquêtes, d'extermination de nations entières, d'atrocités inouïes que pratiquaient les allemands et les anglais en Afrique, les anglais et les russes en Perse (Iran)..

Ah oui, vous êtes forts, parce que vous êtes riches ? Mais nous sommes plus forts que vous, aussi avons-nous, autant que vous, le droit "sacré" de piller. Voilà à quoi se ramène l'histoire véritable du capital financier anglais et allemand au cours des quelques dizaines d'années qui ont précédé la guerre...

Voilà la clef qui permet de comprendre les dessous de cette guerre. Voilà pourquoi l'histoire des causes qui ont déchainé la guerre telle qu'on la raconte n'est que charlatanerie et mensonge.

Oubliant l'histoire du capital financier et la façon dont a mûri cette guerre pour un nouveau partage, on présente les choses ainsi : deux peuples vivaient en paix ; puis les uns attaquèrent, les autres se défendirent.

Toute science est oubliée, oubliée l'existence des banques ; on convoque les peuples sous les armes ; on appelle sous les armes le paysan, qui ignore tout de la politique. Il faut se défendre : un point c'est tout !

Si c'est ainsi qu'on raisonne, il serait logique de fermer tous les journaux, de brûler tous les livres.." (LENINE - 1917).

L'ARMISTICE DU 11 NOVEMBRE 1918 : LES PEUPLES EN MOUVEMENT.

Dès l'hiver 1916/1917, de grandes grèves des masses ouvrières paralysèrent, pour un temps, une partie de l'industrie allemande des armements..

Les 16 & 17 avril 1917, grève générale des ouvriers métallurgistes de Berlin, pour le pain et contre la guerre. La grève se répercute aussitôt dans l'armée.

Dans l'été 1917, mutinerie anarchiste dans la marine de guerre allemande ; les meneurs sont traduits en conseil de guerre et fusillés.

Le 25 octobre 1918, les équipages de la flotte de haute-mer allemande se mutinent : les marins débarquent en armes, se rendent maîtres du port militaire de Kiel avec les ouvriers de l'arsenal, et envoient des détachements armés à Berlin, où commence la grève générale et la révolte armée. Pendant l'hiver, de grandes grèves surviennent dans l'industrie.

Les plénipotentiaires allemands, arrivés le 8 nov. 1918 à Rethondes, demandent aussitôt à Foch l'arrêt immédiat des opérations militaires afin de "rétablir l'ordre et la discipline dans l'armée et la nation", et d'arrêter "la contagion du bolchevisme" en Allemagne et chez les puissances alliées. Clémenceau est déjà conquis : "Sus aux bolchevistes" dit-il !

Le 11 novembre 1918, l'armistice mettait fin à la 1^o guerre mondiale. C'est que l'impérialisme allemand était pris à la gorge par l'insurrection armée des marins et des ouvriers allemands. Guillaume II dut abdiquer.

L'armistice fut imposée au gouvernement allemand contre les "chefs ouvriers raisonnables", les dirigeants socialistes et syndicalistes d'"Union sacrée" avec Guillaume II pour "la guerre jusqu'au bout".

**BIEN CONNAITRE LES FORCES DE LA REVOLUTION,
BIEN CONNAITRE LES FORCES DE LA REACTION !**

la ligne

I - LA SITUATION GENERALE

Notre époque est essentiellement celle de la lutte à mort entre le camp réactionnaire pourri dirigé par l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique (dont l'acte de naissance est le 20^e congrès du Parti communiste d'Union soviétique en 1956), et le camp progressiste et révolutionnaire, avec en tête la Chine populaire.

LES IMPERIALISTES PREPARENT LA 3^e GUERRE MONDIALE.

Les impérialistes sont unis entre eux pour opprimer les peuples, pour isoler et encercler la Chine.

L'impérialisme U.S. (Etats-Unis) et le social-impérialisme soviétique (U.R.S.S.) se sont alliés politiquement et militairement, depuis la belle époque Kennedy-Krouchtchev (Camp David, G. asboro, Traité de Moscou, non-prolifération des armes nucléaires..) pour tenter de se partager le monde.

Unis face à la révolution, les impérialistes se déchirent entre eux pour élargir leur part du gâteau :

- L'impérialisme américain, qui était le maître à l'Ouest à la libération, organise une sanglante défensive ;
- Le jeune impérialisme soviétique cherche à élargir sa zone d'influence au Moyen-orient et sur les rives de la Méditerranée, aux dépens de l'impérialisme yankee et de l'impérialisme britannique moribond. Il en est de même en Inde, en Indonésie, en Amérique latine. Il a été contraint d'envahir la Tchécoslovaquie pour empêcher les impérialistes occidentaux de l'exploiter à sa place ;
- L'impérialisme français, pour réaliser son dessein principal, l'hégémonie européenne, doit s'opposer à l'impérialisme U.S. et aux révisionnistes soviétiques, tout en s'appuyant sur l'un pour combattre l'autre.

Ces contradictions deviennent antagonistes à la faveur des crises monétaires, économiques et politiques qui secouent les forteresses impérialistes.

Les impérialistes se préparent à se jeter les uns sur les autres comme des chiens affamés, et à entraîner les peuples dans le cataclysme. Seule l'offensive révolutionnaire des peuples peut les en empêcher.

OFFENSIVE GENERALE DES PEUPLES DU MONDE.

Les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine encerclent l'impérialisme, obligent celui-ci à disperser ses forces et le plongent dans une crise économique et politique sans précédent.

A l'intérieur même des citadelles impérialistes, les fréquentes secousses populaires, chaque fois plus conscientes et violentes annoncent pour bientôt des guerres civiles de libération sociale.

CINQUANTENAIRE ROUGE.. (suite de la page précédente)

NOS HEROS :

Le CAPORAL LEFEVRE, un des dirigeants des mutineries du Chemin des Dames d'avril 1917, fut fusillé à 20 ans, par ordre de Pétain. Il était instituteur.

L'ENNEMI VERITABLE ET VIVANT :

De Gaulle fleurit la tombe de ce Maréchal-assassin Pétain et des "Vainqueurs". Il renoue avec les Ligues fascistes et prépare la "30" pour un nouveau repartage contre les "blocs". A nous d'agir ! Honorons nos mutins.

"Une propagande et une agitation systématiques et persévérantes doivent être faites parmi les troupes, et il faut former des cellules communistes dans chaque unité.

Les communistes seront obligés de faire ce travail en grande partie illégalement, mais s'y refuser serait trahir le devoir révolutionnaire et serait incompatible avec l'appartenance à la III^e Internationale

(LENINE : Les 21 conditions d'admission à l'Internationale communiste - juillet 1920).

Le peuple chinois, dirigé par le président Mao, mène un combat d'avant-garde contre la trahison révisionniste :

- il défend la pureté de la science marxiste-léniniste face à la désertion krouchtchévienne ;
- par la grande révolution culturelle prolétarienne, nouveau développement de la théorie révolutionnaire, il détruit les germes du révisionnisme dans son pays.

Ceci est dû au développement et au triomphe de la pensée de Mao, marxisme-léninisme de notre époque. La diffusion fantastique de la pensée de Mao dans le monde entier montre qu'elle répond parfaitement aux aspirations révolutionnaires des peuples.

II - L'IMPERIALISME FRANCAIS

Dirigé par de Gaulle, l'impérialisme français profite de la situation désespérée de l'impérialisme américain pour tenter de se tailler un empire "moderne", "compétitif", à la taille des géants. Pour réaliser ses projets d'agression "tous azimuts", il renforce ses armements classiques et nucléaires.

Comme le loup qui montre patte blanche, De Gaulle abreuve les peuples de sa propagande vicieuse de "paix", d'"indépendance", qu'il oppose à celle des "blocs". La vérité, c'est que pareil à la hyène, il veut s'engraisser du cadavre des autres monstres :

- En Afrique et dans les "territoires d'outre-mer", il domine grâce à des fantoches par l'agression directe, par l'armement et le soutien de mouvements séparatistes (Biafra) ;
- Au Moyen-orient, il met la main sur des richesses pétrolières jusque là contrôlées par l'impérialisme américain ou anglais (Irak) ;
- Au Québec, il soutient les mouvements séparatistes "français" pour s'emparer de l'uranium canadien ;
- En Europe, il cherche à réaliser un axe Paris-Bonn pour dominer le marché commun d'une part, et accélérer la désagrégation du camp révisionniste d'autre part, au moyen d'introduction de capitaux, d'échanges "culturels"..
- Partout il fait des pieds et des mains pour vendre la ferraille meurtrière de Dassault & Cie : les chars AM.X, les avions de chasse Mystère, etc (Israël, pays arabes, Amérique latine..).

III - LA SITUATION EN FRANCE.

En France, les forces politiques se réorganisent sous l'effet du développement de l'impérialisme français et de l'affaiblissement de l'impérialisme U.S. en Europe et dans le monde.

- Pour se renforcer et préparer ses guerres d'agression, le capital financier français (directement au pouvoir depuis 58) opprime violemment le peuple, installe le fascisme. Mai 68 a montré qu'en agissant ainsi, il ne fait que se mettre de la dynamite sous les fesses.
- L'opposition "socialiste" et "centriste" pro-américaine, liée à l'Etat-patron ou au secteur privé, pourrait lentement, malgré les bons offices du P.C.F. Mai 68 lui a donné le coup de grâce : Mitterand est tombé après mister Lecanuet.
- Les dirigeants du P.C.F., valets du capital financier français, cherchent à réaliser une opposition "nationale" (baptisée union de la gauche) ayant pour but de ramasser les miettes des profits et surprofits gaullistes, de la guerre de brigandage que prépare de Gaulle. Ce n'est pas par hasard que Waldeck-Séguy qualifie la politique extérieure gaulliste de "positive", qu'ils taisent l'exploitation industrielle de la Communauté africaine et malgache, et qu'ils s'opposent violemment aux mouvements de libération nationale (Congo, Guadeloupe, Gabon, Djibouti, Tchad..). Les social-fascistes du P.C.F. cherchent des bonnes places dans la société capitaliste : ces messieurs désirent une gestion démocratique du capitalisme (c'est la "démocratie véritable") ; ils sont décidés à s'opposer par tous les moyens à la révolution prolétarienne en France. Mai 68 a montré de façon claire que le P.C.F. est le principal appui social du capital financier français, mais que la bourgeoisie n'a aucune envie de partager le pouvoir avec lui.

L'Internationale Maoïste – De Gaulle : ennemi n° 1 du peuple

Le P.C.F., qui perd désormais la direction des événements au sein du mouvement ouvrier, ne sait que reprendre les haillons puants de la social-démocratie d'avant-guerre.

IV - L'ESSOR REVOLUTIONNAIRE

Mai 68 est le début d'une nouvelle époque pour l'histoire politique de la France.

Parallèlement à l'effondrement de la "gauche" bourgeoise et de la dictature révisionniste (du P.C.F.) dans le mouvement ouvrier, une nouvelle gauche, une gauche prolétarienne, est apparue avec éclat sur la scène politique.

L'inexistence d'un Parti communiste révolutionnaire, d'un parti maoïste capable d'unir le peuple et de le diriger vers la révolution socialiste, est la cause principale du non-aboutissement de la Révolte de Mai.

Le mouvement maoïste, qui existe depuis 1963, a vigoureusement dénoncé les révisionnistes, gardes du corps du capital, dans la rue, dans les manifestations, dans les usines.

C'est au mouvement maoïste que revient le mérite d'avoir fait éclater les contradictions entre les ouvriers révolutionnaires et les bonnes révisionnistes, dictateurs des masses.

L'essor du mouvement maoïste a été stoppé net par l'adoption d'une ligne centriste par le Mouvement Communiste Français. Cette ligne est la suivante : reconstruire le vieux parti, attirer simplement les mécontents du P.C.F.

La thèse du Parti de l'époque nouvelle, celle de l'époque de la pensée de Mao, est rejetée dans la pratique. Le centrisme a triomphé dans la création du Parti communiste marxiste-léniniste de France (P.C.M.L.F.), à la suite d'une scission profonde dans les rangs maoïstes, et de l'abandon de toute initiative révolutionnaire au profit du mot d'ordre : "rejoignez nos rangs".

La situation objective est brillante pour les maoïstes, aussi bien en France que dans le monde. L'union des maoïstes, leur liaison organisationnelle avec la classe ouvrière et le peuple ne sauraient tarder, à condition d'appliquer réellement la pensée de Mao, le Lénine de notre époque, aux conditions françaises.

---- 0 ----

G I L L E S T A U T I N ,

combattant maoïste,
victime de la
bestialité gaulliste,

S E R A V E N G E !

---- 0 ----

NOTRE GRAND CONCOURS.. (suite de la page 8).

6° "Les vrais étudiants ne doivent pas être victimes des anarchistes"

7° "De premières questions, d'ores et déjà dont posées : qui a invité certains bandes de voyous qui se sont livrés à des déprédations et à des pillages ?".

8° "Le second élément, c'est la pègre, chaque fois plus nombreuse ; celle qui sort des bas-fonds de Paris, dissimulée derrière les étudiants, se bat avec une folie meurtrière".

PROGRAMME IMMEDIAT POUR L'ESSOR REVOLUTIONNAIRE

la ligne

Toute l'action des maoïstes est subordonnée à un seul but : l'insurrection prolétarienne pour la libération sociale, pour la dictature du prolétariat.

I - ENTRE REVISIONNISME ET MAOISME, IL N'Y A PAS DE TROISIEME VOIE.

D'où les tâches obligatoires suivantes :

- diffuser, étudier la pensée de Mao, science de la révolution à notre époque, en ayant en vue la pratique révolutionnaire française ;
- défendre la Chine populaire, notre base rouge, en faisant de l'amitié avec la Chine un vaste mouvement populaire.

II - SOLIDARITE ANTI-IMPERIALISTE !

Il est parfaitement possible de briser dans l'oeuf toute tentative impérialiste de déclencher la guerre mondiale :

- en soutenant énergiquement tous les peuples en lutte pour leur libération ;
- en étant particulièrement vigilants vis-à-vis des complots "munichois" comme celui que Johnson et Kossyguine cherchent à imposer au peuple vietnamien ;
- en soutenant l'héroïque Albanie, qui combat énergiquement les prétentions révisionnistes en Europe ;
- en dénonçant constamment les opérations de militarisation et d'expansion impérialiste de la France, opérations soutenues activement par le P.C.F. ;
- en faisant bloc avec les peuples opprimés par "notre" impérialisme. Conjuguons nos efforts avec ceux des révolutionnaires et progressistes africains, arabes et antillais en France.

III - RESISTANCE ANTI-FASCISTE !

Les comités de base d'usines, les comités d'action de quartiers, les comités d'action de lycéens (C.A.L.) mènent la lutte contre le fascisme tricolore. Ces organisations doivent se multiplier, les maoïstes doivent être au premier rang de la lutte. **CE FRONT SYNDICAL ROUGE EN VOIE DE FORMATION, C'EST L'UNION REVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE.**

Pas de lutte anti-fasciste sans dénonciation du P.C.F. Dénonçons, isolons les traîtres infiltrés partout ! Dénonçons, isolons les bonzes qui utilisent la "pression" populaire pour s'introduire auprès des ministres ! Ils ont peur, ne relâchons pas nos attaques !

IV - ARMEMENT DU PEUPLE !

Les maoïstes expliquent partout que la seule issue est la révolution prolétarienne. Partout ils expliquent que le pouvoir est au bout du fusil. Dès maintenant, il faut armer le peuple, aussi bien pour la révolution que pour la riposte immédiate à toute agression armée de la bourgeoisie.

V - UNION ATOUR DU DRAPEAU ROUGE !

La division des maoïstes de France ne peut plus durer et les forces révolutionnaires issues de Mai doivent être regroupées. C'est pourquoi nous mettons à l'ordre du jour immédiat :

- l'union des maoïstes par la critique, l'autocritique (basée sur les faits et à partir des principes) et par la pratique de l'unité d'action. Ce vaste mouvement, qui doit se faire devant le peuple, épurera le mouvement maoïste, appelé à devenir le PARTI DU PROLETARIAT ;
- Unité d'action avec les révolutionnaires écœurés par l'abjection révisionniste. Lutte contre l'idéologie trotskiste et anarchiste, ennemie du maoïsme.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS
UNISSEZ-VOUS !

doctrines

I - LE SYSTEME CAPITALISTE.

- 1) La condition de l'existence et de la domination de la classe bourgeoise, c'est la formation et l'accroissement du Capital ;
- 2) la condition de l'existence du capital, c'est le salariat ;
- 3) le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux ;
- 4) or, la bourgeoisie est l'agent fatal du progrès de l'industrie, qui substitue à l'isolement des ouvriers leur union révolutionnaire par l'association ;
- 5) aussi la bourgeoisie produit-elle avant tout ses propres fossoyeurs ; pour la même raison, la chute de la bourgeoisie et la victoire du prolétariat sont également inévitables.

II - LA REVOLUTION COMMUNISTE.

- 1) L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.
- 2) Le but immédiat des communistes est : la constitution du prolétariat en classe, le renversement de la domination bourgeoise et la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.
La Commune a fourni la preuve définitive que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession du mécanisme politique existant et le mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts. Elle doit démolir la machine d'Etat et lui substituer sa commune.
La première étape de la révolution ouvrière s'accompagne inévitablement d'empiètements despotiques sur le droit de propriété et les conditions bourgeoises de la production. L'Etat des ouvriers établit la propriété commune des moyens de production, applique l'égalité du travail et l'égalité de la répartition des produits : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail".
- 3) En détruisant le régime capitaliste de production, ce sont en même temps les conditions de l'antagonisme de classes et les classes en général que le prolétariat détruit, et par là même sa propre domination comme classe. Lorsque toute la production est concentrée dans les mains des individus associés, le pouvoir public perd son caractère politique, c'est-à-dire de pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre.
- 4) La révolution communiste est la rupture la plus radicale avec le régime traditionnel de propriété. A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous. La société écrit alors sur ses drapeaux : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins".

III - LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE.

- 1) Les communistes travaillent à l'union et à l'entente des partis progressistes de tous les pays.
Les communistes appuient en tous pays tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant.
- 2) La position des communistes à l'égard des partis ouvriers déjà constitués est la suivante : ils combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière ; mais dans le mouvement présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement.
- 3) Dans tous les mouvements, les communistes mettent en avant la question de la propriété comme la question fondamentale.
- 4) Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner.

MAURICE THOREZ :
 PREFACE A LA BROCHURE "LES BARRICADES DE ROUBAIX",
 juin 1931.

document

L'action héroïque des grévistes de Roubaix érigeant les glorieuses barricades de la rue Longues-Haies a suscité un vif élan d'enthousiasme et d'admiration dans la classe ouvrière.

Tandis que les bourgeois et les chefs social-démocrates - traîtres à la pensée de Guesde - insultaient les courageux combattants et qu'ils tentaient de discréditer leur vigoureuse résistance aux provocations policières, tous les travailleurs honnêtes se solidarisaient sans réserve avec leurs camarades de Roubaix.

GUESDE écrivait le 1^o sept. 1882 dans le Citoyen :

! "Après avoir fait révolution sur révolution, après s'être affran- !
 ! chie politiquement à coups de fusils, la bourgeoisie refuse au !
 ! prolétariat en travail d'affranchissement le droit aux barricades !
 ! dont elle a usé et abusé.. !
 ! Ce qui était honneur et devoir pour elle est crime pour nous." !

Le Comité central de notre Parti communiste a immédiatement salué les prolétaires conscients et résolus de la rue des Longues-Haies. Il a défini le sens profond et la portée historique de la bataille des barricades. FORME LA PLUS ELEVÉE DE LA LUTTE DES CLASSES, la barricade ne surgit pas comme le produit du hasard. L'ESPRIT DE COMBAT COLLECTIF et d'INITIATIVE DES MASSES que suppose la barricade naît dans les conditions générales de la crise du capitalisme, qui provoque la misère accrue des travailleurs et accentue l'oppression économique et politique des larges masses. La barricade est l'indication la plus sûre de l'essor révolutionnaire.

Le fait que les premières barricades aient surgi à Roubaix, où la social-démocratie gardait une influence prédominante, est aussi très symptomatique. Des ouvriers social-démocrates et confédérés se sont battus contre les gardes mobiles, coude à coude avec les nôtres, rue des Longues-Haies. La barricade a fait plus 1) pour détruire chez les travailleurs les illusions dans la fausse démocratie bourgeoise et 2) pour les convaincre de la trahison social-démocrate que des dizaines d'articles ou de discours communistes.

Les barricades de Roubaix sont la démonstration que le sang révolutionnaire des communards bouillonne de nouveau dans les veines des prolétaires de France. Elles sont le premier épisode des grandes batailles que le prolétariat est décidé à livrer, à l'usine et dans la rue, pour la défense de ses revendications et de ses libertés, comme pour la défense de l'Union soviétique et pour la paix, pour la guerre de classe contre la bourgeoisie.

Elles ouvrent la voie des actions de masse qui conduiront jusqu'à l'insurrection et au renversement de la dictature du capital. Elles préparent les travailleurs aux luttes décisives pour l'instauration de la dictature du prolétariat pour LA FRANCE SOVIÉTIQUE.

Notre Parti, fidèle à l'enseignement de Marx et Lénine, veut apprendre et faire apprendre aux prolétaires à propos de chaque événement. Il veut surtout étudier et faire étudier par les travailleurs les moindres détails d'un combat comme celui des Longues-Haies, en vue de parfaire l'organisation indispensable du prolétariat.

A l'heure où dans tous les pays capitalistes monte une nouvelle vague de révolution, à l'heure où le prolétariat allemand se dresse menaçant pour la tranquillité des capitalistes apeurés, à l'heure où l'effort de toutes les bourgeoisies est tourné contre la révolution prolétarienne dans le monde - et en premier lieu contre sa citadelle, l'Union des Républiques soviétiques -, à l'heure où les travailleurs de France se préparent à manifester le 1^o août contre la guerre impérialiste et pour la paix, le Parti communiste cite en exemple à la classe ouvrière les héroïques combattants des barricades de Roubaix.

Ils ont su trouver - ou retrouver - le seul chemin qui conduise à la victoire. Dans cette voie tout le prolétariat les suivra sous la direction sûre de son Parti communiste.

MINI-MANIFESTE

**PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS
UNISSEZ-VOUS !**

Doctrine

I - LE SYSTÈME CAPITALISTE

- 1) La condition de l'existence et de la domination de classe bourgeoise, c'est la formation et l'accroissement du capital ;
- 2) La condition de l'existence du capital, c'est le salariat ;
- 3) Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux ;
- 4) Or, la bourgeoisie est l'agent fatal du progrès de l'industrie, qui substitue à l'isolement des ouvriers leur union révolutionnaire par l'association ;
- 5) Aussi la bourgeoisie produit-elle avant tout ses propres fossoyeurs ; pour la même raison, la chute de la bourgeoisie et la victoire du prolétariat sont également inévitables.

II - LA RÉVOLUTION COMMUNISTE

- 1) L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.
- 2) Le but immédiat des communistes est : la constitution du prolétariat en classe, le renversement de la domination bourgeoise et la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.
La Commune a fourni la preuve définitive que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession du mécanisme politique existant et le mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts. Elle doit démolir la machine d'État et lui substituer sa commune.
La première étape de la révolution ouvrière s'accompagne inévitablement d'empiétements despotiques sur le droit de propriété et les conditions bourgeoises de la production. L'État des ouvriers établit la propriété commune des moyens de production, applique l'égalité du travail et l'égalité de la répartition des produits : "de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail".
- 3) En détruisant le régime capitaliste de production, ce sont en même temps les conditions de l'antagonisme de classes et les classes en général que le prolétariat détruit, et par-là même sa propre domination comme classe. Lorsque toute la production est concentrée dans les mains des individus associés, le pouvoir public perd son caractère politique, c'est-à-dire de pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre.
- 4) La révolution communiste est la rupture la plus radicale avec le régime traditionnel de propriété. À la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous. La société écrit alors sur ses drapeaux : "de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins".

III - LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

- 1) Les communistes travaillent à l'union et à l'entente des partis progressistes de tous les pays. Les communistes appuient en tout pays tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant.
- 2) La position des communistes à l'égard des partis ouvriers déjà constitués est la suivante : ils combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière ; mais dans le mouvement présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement.
- 3) Dans tous les mouvements, les communistes mettent en avant la question de la propriété comme la question fondamentale.
- 4) Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner.

**Église Réaliste
Marxistes-Amis-de-Dieu**



OM

dec. 1968

A propos du X^e CONGRES
du
syndicat ouvriers
de
Berliet - Venissieux



les lieutenants
de
G. SÉGUY
et
la situation économique

“La tendance générale de la production capitaliste n’est pas d’élever, mais d’abaisser le niveau moyen des salaires” ;

“Les syndicats agissent utilement comme centres de résistance aux empiétements du capital” ;

“Ils échouent entièrement quand ils se livrent à une simple guérilla contre les effets du système actuel...au lieu de se faire un levier de toutes leurs forces organisées, pour l’émancipation finale de la classe ouvrière” ;

“Sur leur bannière, il leur faut (aux travailleurs) effacer cette devise conservatrice : “Un salaire équitable pour une journée de travail équitable”, et inscrire le mot d’ordre révolutionnaire : “Abolition du Salarial !”

(MARX – 1865)

Sommaire

- Le X^{ème} congrès C.G.T. “ouvriers” Berliet-Vénissieux.
 - “L’exploitation de l’homme par l’homme”.
 - “La situation économique de l’entreprise et dans notre pays”.
 - “Le progrès dans l’expansion” et le plein emploi par les profits.
 - Les concentrations, ou l’“harmonisation” capitaliste.
 - I- La concentration, “loi objective du développement industriel”.
 - II- Les conséquences de la concentration.
 - La lutte finale : les “nationalisations démocratiques”.
 - I- Nationalisations et “démocratie avancée”.
 - II- Pourquoi nationaliser ?
 - III- Le capitalisme bureaucratique.
 - Conclusions.
-

Le X^{ème} Congrès C.G.T. “ouvriers” Berliet-Vénissieux

Ce “très grand congrès” s’est tenu en juin 1969. Les porte-serviettes Séguy-Frachon-Saillant et Cie voulaient appliquer leur plan national de reprise en main des travailleurs, à la suite de la révolte de Mai, et organiser la concurrence contre la C.F.D.T. Ils ont accompli la première partie du plan en faisant accepter les “modifications aux Statuts” qui renforcent leur dictature sur les ouvriers de base. Une révolte encore plus large et plus profonde ne manquera pas de s’en suivre.

Notre seule arme, la seule arme des travailleurs contre les patrons et leur État, c’est l’ORGANISATION. Notre organisation de résistance de classe, créée par nous-mêmes, totalement indépendante de la classe possédante, fruit de la lutte acharnée, permanente, sanglante, de millions d’ouvriers contre les patrons et les jaunes, pendant des dizaines d’années, cette organisation est représentée depuis toujours par la C.G.T.

Aujourd’hui, comme cela s’était déjà vu du temps de Jouhaux et des Griffuelhes, notre C.G.T. à tous, syndiqués et non-syndiqués, et dont nous sommes responsables devant la classe ouvrière mondiale, est à nouveau contrôlée par des éléments dégénérés, corrompus par les capitalistes, à plat ventre devant eux, étrangers au mouvement ouvrier authentique, et qui représentent une aristocratie ouvrière accrochée à l’ordre patronal par des milliers d’“avantages”, de “responsabilités” et de places.

C’est un recul de cent ans qui est infligé au mouvement ouvrier de notre pays ; c’est un coup de poignard porté au mouvement ouvrier européen et mondial.

Maintenant il nous faut nous remettre à la tâche, et tirer la leçon de cette expérience. Chassons les serfs du patronat infiltrés dans le mouvement ouvrier ! Rétablissons le syndicat de classe et la lutte de classe, le syndicat rouge, subordonnant toute son activité à l’objectif final : “l’abolition du patronat et du salariat” (Statuts de la C.G.T.) !

Nous espérons contribuer au combat en soumettant à la critique les conceptions économiques exposées dans le rapport d’orientation du X^{ème} congrès.

“L’Exploitation de l’Homme par l’Homme”

Les chefs embourgeoisés de notre C.G.T. parlent des “travailleurs”, de la “classe ouvrière”, de “grand capital”, de “pouvoir des monopoles”, et même d’“exploitation de l’homme par l’homme”. Mais pour eux ce sont des mots vides, qu’ils utilisent parce qu’ils sont malins. Le meilleur camouflage des domestiques du patronat est le langage des ouvriers révolutionnaires.

Cherchez des **précisions** sur l’exploitation de l’homme par l’homme dans le texte d’orientation du congrès : vous n’en trouverez pas la moindre trace. Les 16 pages de texte sont au contraire consacrées à voiler, effacer tout ce qui pourrait la révéler.

C’est pourtant par là qu’il faut commencer dans un congrès “ouvrier” !

Avant tout, nous sommes les esclaves collectifs de la classe patronale, c’est-à-dire des propriétaires privés, qui détiennent la totalité des moyens de production, d’échange et d’existence, de tout ce qui est nécessaire à la vie.

Les patrons nous mettent à genoux, nous obligent à nous vendre à eux “librement” pour subsister, pour survivre. Nous travaillons pour de l’argent, pour “vivre”, et notre salaire n’a **rien** à voir avec notre travail : c’est notre **temps**, notre **vie** qu’on achète. Et nous vendre au patronat, c’est nous effacer du genre humain, de la vie.

Une fois négociés par le chef du personnel, le patron nous fait jeter dans l’atelier, au travail forcé, sous la garde de la gendarmerie patronale, les contremaîtres et les blouses blanches, où il nous faut encore subir le terrorisme patronal, encaisser en serrant les dents.

Et on ne doit pas s’occuper si on produit des engins de mort contre les travailleurs d’ailleurs, ou du matériel de répression contre nous-mêmes (des camions pour flics), ou des objets de luxe pour les capitalistes, ou des marchandises de guerre commerciale, ou des produits qui ne seront pas vendus faute de “débouchés” et qui nous enverront au chômage...

Tout notre travail a pour résultat de renforcer sans cesse le Capital, c’est-à-dire notre asservissement, et augmente notre insécurité matérielle. Nous ne sommes même pas assurés de pouvoir nous vendre à l’avenir, et nous ne savons pas ce que deviendront nos enfants.

Notre lutte syndicale elle-même, tant qu’elle n’a pas abouti à la suppression du patronat, ne réussit qu’à freiner la chute de nos salaires, à déterminer le degré d’inhumanité auquel nous serons réduits par les non-travailleurs, ceux qui nous font travailler, les exploités.

C’est cela l’exploitation de l’homme par l’homme, messieurs les chefs “ouvriers”, puisque vous l’avez oublié ! C’est que nous sommes des esclaves, que le travail est une “corvée”, que l’usine est une prison, et que le travail manuel est une damnation, dans les conditions actuelles du salariat et du capitalisme.

Et nous, nous appelons les choses par leur nom : nous ne disons pas “la Direction”, mais le capitaliste Paul Berliet, seigneur local de 20 000 esclaves salariés.

**“La situation économique
de l’entreprise et dans notre pays”**

Les lieutenants de G. Séguy ne parlent de l’exploitation de l’homme par l’homme que pour la propagande, pour la galerie, pour dégoûter les ouvriers du syndicalisme. Ce qui les intéresse réellement, leur premier souci, c’est de savoir comment vont les affaires du patron et de toute la classe patronale, de l’entreprise-France, de la “Nation”. Ils appellent cela étudier “la situation économique de l’entreprise et dans notre pays”. Là ils sont à leur aise !

Ce n’est pas l’état d’exploitation et d’oppression, l’état d’esclavage **des ouvriers**, chez Berliet et en France, qu’ils ont en vue, mais la “situation économique”, l’état **commun** des ouvriers et des patrons, qui n’est rien d’autre que la marche des affaires du patronat.

Ces messieurs se placent par là en “spécialistes” de la gestion capitaliste, au-dessus des deux camps. C’est ainsi que le patron n’apparaît pas comme **ennemi** des ouvriers, mais comme “interlocuteur”, “Direction” **concurrente** des chefs “ouvriers” dans les “négociations”. De son côté, le syndicat n’est plus qu’un groupe de pression, un trust revendicatif, subordonné à la carrière “économique” des chefs “ouvriers”.

En fait de “représentants” syndicaux, nous avons en définitive des assistantes sociales du patronat, chargées d’arrondir les angles, d’amortir les chocs, de perfectionner et assouplir les mécanismes de l’exploitation, de “régulariser” la production, de huiler la machine qui nous boit le sang.

À la place du syndicalisme ouvrier, du syndicalisme de classe, nous avons un syndicat-maison, un syndicat social-capitaliste à l’échelle de la boîte, et un syndicat “national”, social-fasciste à l’échelle de la France. Voilà où est tombée notre C.G.T. Les bonzes qui sont à la tête appellent cela du “syndicalisme de masse”. La **masse** des ouvriers leur montrera bientôt ce qu’elle en pense. Elle a déjà commencé chez Renault en chantant : “Séguy démission” !

“Le progrès dans l’expansion”
et le plein emploi par les profits

Quelle est donc la “situation économique de l’entreprise”, depuis la “victoire” de Grenelle ? Voici le raisonnement de nos savants économistes “ouvriers” :

1- Les négociations Séguy-Pompidou ont abouti à une “augmentation du pouvoir d’achat des salariés” ;

2- Les augmentations de salaires ont eu pour conséquence un “développement du marché intérieur”, c’est-à-dire de la consommation du peuple ;

3- La consommation accrue a entraîné une “relance de l’activité économique”, une extension de la production ; “Berliet n’a pas échappé à la règle” : record des ventes et de la production en 1968, “l’entreprise est en pleine expansion” ;

4- La production accrue oblige à créer de nouvelles usines et à embaucher des ouvriers : “les effectifs vont augmenter”, “ce qui est bien la démonstration que l’augmentation du pouvoir d’achat des salariés est un facteur important pour garantir l’emploi”.

Tout est donc pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, par la grâce de Saint Georges Séguy, vaillant négociateur.

Hélas, le négociateur n’est qu’un marchand de tapis, et il raconte des fables aux ouvriers.

D’abord, tout cela n’est que du bavardage, et a pour but de nous faire oublier les “événements”, la révolte populaire de Mai 68, sa nature réelle et son exemple pour nos luttes futures.

Les ouvriers répondent à Séguy et consorts : Vous voulez nous faire croire après coup que vous étiez mandatés par nous à Grenelle, alors que la grève sans préavis, les occupations et les barricades se sont faites sans vous et largement contre vous ; vous avez organisé Grenelle avec la commission exécutive du patronat – le gouvernement – pour briser le mouvement, isoler les étudiants et les livrer à la répression, pour imposer la reprise séparée, “sans préalable” (l’abrogation des ordonnances sur la Sécurité sociale), sans présenter ni faire aboutir **aucune** revendication générale, répondant à nos sacrifices pendant plus d’un mois de grève nationale (augmentation massive des salaires, les 40 h immédiates, abolition du préavis, etc.), et sans exiger la démission du gouvernement, la dissolution des C.R.S., la disparition de la V^{ème} République...

Ensuite, sur le plan strictement économique, votre bavardage est un tissu d’absurdités. De deux choses l’une : ou bien nous sommes dans un régime d’exploiteurs capitalistes, ou bien dans un régime sans patrons ni exploités, un régime communiste. Vos absurdités consistent justement à effacer cette différence essentielle. Mais nous vous obligerons bien à dévoiler votre choix.

Votre fable, c’est qu’en régime capitaliste, les patrons ont intérêt à augmenter les salaires, ceci assurant une “pleine expansion” de leur capital, et nous donnant par-dessus

À propos du X^{ème} Congrès du syndicat “ouvriers” de Berliet-Vénissieux

le marché la “garantie de l’emploi”. Vous avez trouvé la clé de la fraternité des classes et du capitalisme éternel ! Comme les Paul Berliet et leurs cousins patrons sont bêtes de ne pas y avoir pensé plus tôt ! Pourquoi ne nous accueillent-ils pas à bras ouverts, avec le sourire, et tout l’empressement que nous méritons quand nous leur suggérons une misérable augmentation de 25 centimes de l’heure ? Des patrons méconnaissant à ce point leurs propres intérêts devraient faire un stage à l’école syndicale de la C.G.T. !

“Les corbeaux, les vautours” de la “bande” patronale, comme les désigne l’Internationale, c’est-à-dire vos “partenaires” en négociations doivent bien rire de vos absurdités économiques ! Ce qui doit les réjouir surtout, c’est de voir le zèle que vous montrez à répandre leur propre camelote dans le mouvement ouvrier. En effet, tout comme vous, la tribu des Paul Berliet prêche l’“intérêt national”, le “progrès dans l’expansion”, et le plein emploi par les profits. Souvenons-nous de ce qui ornait nos murs sous le règne de notre ci-devant prince Charles national : “achetez bien, achetez plus”, “soutenez le coq de combat”, “un pays qui sait vendre est sûr de produire”, ou encore mieux :

“Quand les ventes marchent, les usines tournent – Et une usine qui tourne, c’est la sécurité de l’emploi et la prospérité” (I.P.E.A.C.).

Quelle ressemblance ! C’est vous tout craché ! Et on dira que la publicité n’est pas efficace, alors qu’elle s’insinue jusque dans les plis du cerveau des chefs “ouvriers” !

Mais les capitalistes ne sont pas aussi bêtes que vous le feriez croire. Car il y a une petite nuance entre leur camelote et vos absurdités. C’est que dans leurs slogans, tout commence non pas par “l’augmentation du pouvoir d’achat des salariés”, mais par la “**vente**”. Et la vente n’est possible que par la “compétitivité”. Si bien que du point de vue de vos partenaires, si l’on veut entrer un jour dans le paradis capitaliste des “hauts salaires” et de la “sécurité de l’emploi”, il faut **commencer** par “bloquer les salaires” et mettre “la France au travail”, “dans l’ordre et la paix publique”, c’est-à-dire baisser les salaires, et interdire les grèves.

Le schéma **orthodoxe** de l’économie capitaliste, ce n’est pas votre enfantillage, mais ce qui suit :

- 1- De bas salaires permettent de produire à bon marché ;
- 2- Cette compétitivité acquise entraîne un élargissement du marché intérieur, non pas par une consommation accrue, mais par la ruine des petits capitalistes et par l’exode rural ;
- 3- Et elle permet à la Nation d’engager la guerre industrielle sur le marché mondial, de se tailler un empire économique ;
- 4- Mais, “nos” concurrents faisant de même, tout cela conduit à une surproduction générale, à la crise, au chômage massif et à la guerre.
- 5- Ajoutons à cela que les bas salaires supposent dès l’origine l’existence d’une armée de réserve de chômeurs, et que pour maintenir à la fois les bas salaires et le chômage, et puis affronter la crise, il faut détruire le mouvement ouvrier, ce à quoi les lieutenants de G. Séguy se consacrent avec conscience et assiduité, méritant ainsi l’estime de monsieur Pompidou.

À propos du X^{ème} Congrès du syndicat “ouvriers” de Berliet-Vénissieux

Pour que votre système de hauts “salaires”-expansion-plein emploi ne soit plus des boniments, il faudrait ce que vous cachez soigneusement : que l’on ait exproprié les capitalistes, que soit établie la propriété sociale des moyens de production, bref que nous ayons un régime communiste ! C’est seulement alors que la consommation ne sera plus soumise à la production ; que les “entreprises” ne produiront plus pour vendre, mais pour satisfaire les besoins de la société et du peuple ; que la consommation et la production ne seront plus en opposition mais en accord ; que nous n’aurons plus des salaires et des profits frères ennemis, mais un revenu social solidaire.

Vos absurdités économiques servent dès à présent le patronat en nous intoxiquant. Elles peuvent encore lui rendre d’autres services à l’avenir.

En effet, le système capitaliste étant lui-même “absurde”, votre version de la théorie patronale de la solidarité d’intérêts entre les salariés et l’expansion sera très utile à nos vautours lors de la prochaine **crise**. Dès cet instant, ils “redécouvriront”, comme d’habitude, les vertus de la “consommation”, et mobiliseront leurs profits, non pas pour assurer le bien-être des ouvriers, mais pour “réaliser” le Capital, “réamorcer la machine économique”, et **sauver** le régime, **échapper** à l’émancipation révolutionnaire des travailleurs. Mais ce jour là – si tout se passe selon vos désirs –, vous ne serez plus les “partenaires” du patronat : vous serez bel et bien les gérants en titre du Capital. De toute façon, occupant ou non les fauteuils ministériels, qui firent le bonheur, en d’autres temps, de Léon Blum, votre carrière “ouvrière” sera à tout jamais enterrée.

Les concentrations, ou l’“harmonisation” capitaliste

Passons à l'exposé de la situation économique extérieure de l'entreprise, aux concentrations et à leurs conséquences.

1- La concentration, “loi objective du développement industriel”

Ici, apparemment, ce n'est plus la même musique :

1- Les “industriels” (en langage ouvrier : les patrons) veulent “devenir plus puissants et accentuer encore l'exploitation des travailleurs” ;

2- À cela correspond “une concurrence de plus en plus âpre” sur le marché mondial ;

3- Pour faire face à la concurrence, les patrons organisent des concentrations nationales (Berliet-Citroën) et internationales (Berliet-FIAT) ;

4- “Si la concentration est **une loi objective du développement industriel**, nous devons préciser que, dans un régime capitaliste, elle se fait toujours contre les travailleurs” ; leur “raison essentielle est le profit maximum”.

À première vue, quand on passe de chez Berliet au marché mondial, on passe du calme à la tempête :

Chez Berliet, la “Direction” et les “salariés” étaient main dans la main ; la “pleine expansion” était inséparable des hauts salaires.

Sur le marché mondial, c'est le monde à l'envers : la “puissance” des entreprises, leur “concentration”, est commandée par le “profit maximum”, “l'exploitation accentuée des travailleurs”, et “elle se fait toujours contre les travailleurs” ; au lieu d'un “développement du marché”, on a le spectacle inverse d'une “concurrence de plus en plus âpre”...

Voilà bien un mystère économique ! Les fables de Jojo Séguy qui ont cours chez Berliet, et à FIAT par le relais de la C.G.T. italienne, semblent avoir peu de prise sur le marché mondial !

La situation paraît donc inquiétante pour les travailleurs. Cependant il nous faut chasser cette dernière impression. Pourquoi ? parce que les chefs “ouvriers” ont découvert que les concentrations sont “**une loi objective du développement industriel**”. Cela peut être compris de deux manières tout à fait différentes :

- Ou bien on “oublie”, comme c'est le cas ici, que ce qui est “concentré”, c'est **du Capital**, la propriété privée elle-même ; dans ce cas cela revient à dire : le développement des moyens de travail et de production, **quels que soient les rapports de propriété**, est une loi objective du développement **de toute société**. Autrement dit : la croissance d'un arbre est une loi objective d'un arbre qui pousse ! Allez oser signaler ensuite que l'arbre auquel vous avez affaire ne porte pas de fruits, vous empêche de faire pousser les salades dont vous auriez besoin, et que ses branches croissent dans vos fenêtres en vous privant de la lumière du soleil ! C'est cette “omission” que font les lieutenants de G. Séguy quand ils prétendent que les ouvriers font la grève sur le tas pour “protéger LEURS moyens de production”...

À propos du X^{ème} Congrès du syndicat “ouvriers” de Berliet-Vénissieux

- Ou bien c'est réellement de la concentration du Capital qu'il est question, comme c'est le cas pour la fusion Berliet-FIAT, et la déclaration des chefs “ouvriers” devient celle-ci : la concentration **du Capital** est une loi objective du développement industriel **communiste** ! C'est passer de l'infantilisme au ridicule.

Les deux manières réunies, on nous dit ceci : la concentration du Capital malmène les ouvriers, mais c'est **malgré cela** un progrès absolu de la société. Cela s'appelle faire **l'apologie** du capitalisme et, une fois de plus, toutes les envolées sur le “profit maximum” et “l'exploitation accentuée des travailleurs” n'étaient que des phrases en l'air.

Une fois de plus, les lieutenants de G. Séguy font de leur mieux pour confondre, mélanger le capitalisme et le communisme, embrouiller les esprits pour cacher leur situation trouble.

Ayant d'une part estompé le fait que la “concentration”, c'est la concentration **du Capital**, ce qu'ils appellent “régime capitaliste” d'autre part ne se rapporte qu'aux conséquences et aux traits extérieurs du capitalisme ; plus précisément ce n'est qu'**une forme particulière** du régime capitaliste. Et la disparition du capitalisme que le club Séguy envisage est simplement **une gestion différente du Capital**. L'aveu officiel en sera fait avec le programme des “nationalisations démocratiques”.

Pour traiter comme il convient la question des concentrations, il faut dire ceci : **dans les conditions du capitalisme**, le développement économique est mesuré par la concentration du Capital ; cette concentration est suscitée à notre époque monopoliste par la recherche du profit maximum, et elle a pour complément naturel un assujettissement renforcé **du Travail**, et une exploitation accentuée des travailleurs.

La fusion Berliet/FIAT est une concentration **du Capital** de Berliet et **du Capital** de FIAT. Que signifie cette “concentration” ? Tout simplement que là où on avait **deux** capitaux, nous n'en avons plus qu'**un** ; que **deux** associations de capitalistes n'en forment désormais plus qu'**une**. Ceci est la suite et une forme supérieure de **l'expropriation des capitalistes entre eux**. C'est dans cette mesure, et uniquement dans cette mesure, que la “concentration” représente un “progrès”. Le processus de concentration n'a évidemment **aucun sens** en l'absence de l'existence des capitalistes eux-mêmes, du régime capitaliste et de la propriété privée.

Ensuite, “nous devons préciser” ceci : là où il n'existe pas de propriété privée, de Capital – dans un régime non pas capitaliste mais communiste – il n'y a pas non plus de concentration du Capital, et celle-ci n'est par conséquent PAS la “loi objective du développement industriel”. Dans un régime où les moyens de travail et de production, entre les mains de la classe ouvrière, sont la propriété sociale du peuple, leur développement est même bien plus une **déconcentration** qu'une “concentration”. C'est ainsi que le développement des forces productives de la communauté nouvelle s'applique à rétablir l'harmonie entre la ville et la campagne, à animer les régions arriérées, et consolide toujours plus la maîtrise de la production par la **masse** des travailleurs.

Enfin, signalons que dans les conditions actuelles **impérialistes** du capitalisme, si la concentration du Capital est bien une “loi objective du développement industriel”, elle est encore plus un **frein**, un **obstacle** au développement économique général.

2- Les conséquences de la concentration

Poursuivons par l'exposé des conséquences de la concentration Michelin-Citroën-Berliet/FIAT :

1- Conséquence technique : l'“harmonisation dans le domaine des fabrications” dont “il est trop tôt pour indiquer les incidences sur le personnel” ;

2- Conséquences sociales : l'“harmonisation sociale se fera inévitablement au détriment des travailleurs qui ont les avantages les plus élevés du groupe” ;

3- Conséquence politique : “ce qui est certain, c'est que la société la plus puissante détiendra les leviers de commande”, c'est-à-dire FIAT, “un des plus grands constructeurs mondiaux (200 000 ouvriers)”.

Reprenons ces points dans l'ordre. D'abord la conséquence technique. Comment se produit-elle ?

La guerre industrielle qui fait rage sur le marché mondial met nombre de capitalistes en faillite, qui sont mangés sans cérémonie par d'autres. Tel est le processus général. Mais au cours de ce processus, les capitalistes découvrent aussi les bienfaits de l'association, et mettent en pratique à leur façon le principe : l'union fait la force. De sorte que sur divers fronts de la guerre, et en divers points du champ de bataille, ils opèrent des “concentrations”, qui rendent la lutte plus sanglante.

Le principe des concentrations est le suivant : par l'addition de deux ou plusieurs capitaux, on obtient un capital unique de **puissance** accrue, par cela même qu'il est UN, sans que soit modifié le **volume** d'ensemble du Capital.

Comment s'explique le gain de puissance du Capital unique ? Essentiellement par une exploitation plus rationnelle du marché – le marché étant par lui-même une chose tout à fait irrationnelle. Les frais qu'occasionnaient la concurrence réciproque disparaissent ; les fournitures mutuelles se développent largement et à meilleur compte ; un marché unique est créé où peuvent s'imposer pour un temps des prix de monopole. De plus, ce qui faisait “double emploi” dans la technique ou l'administration peut être en partie supprimé, et la production nouvelle est simplifiée, spécialisée. Au total, c'est un “progrès” dans la division capitaliste du travail et de la production à l'échelle internationale. Voilà comment se présente la conséquence technique de la concentration.

La puissance accrue du capital concentré ne signifie rien d'autre qu'un renforcement de la domination du Capital sur le Travail. D'un côté le Capital acquiert une puissance nouvelle sur le marché, de l'autre l'impuissance du Travail est relativement accentuée. En définitive, le nouveau Capital est mis en valeur par **moins** de Travail : soit qu'il occupe un nombre moindre de travailleurs, soit qu'il conserve un nombre égal de travailleurs aux salaires amoindris.

C'est ici qu'il faut dire : “la concentration se fait toujours contre les travailleurs”. Mais, entre-temps, les lieutenants de G. Séguy ont certainement changé d'avis, puisqu'ils passent ces faits sous silence.

Ensuite, l'“harmonisation dans le domaine des fabrications” et la rationalisation du travail, qui sont les buts visés par la concentration, entraînent régulièrement une “compression du personnel”. Et tant que le nouveau Capital n'aura pas dépassé largement la production totale ancienne, il ne sera pas en mesure de réoccuper les effectifs anciens.

À propos du X^{ème} Congrès du syndicat “ouvriers” de Berliet-Vénissieux

Cela n'est possible que par l'annexion de débouchés existants, c'est-à-dire en ôtant leur travail à d'autres ouvriers, ou par l'extension hypothétique du marché mondial total.

Les chefs “ouvriers” trompent de manière préméditée des travailleurs de chez Berliet en prétendant qu'il est trop tôt pour indiquer les “incidences de la concentration sur le personnel”. Cette propagande **tranquillisante** est des plus dangereuse. C'est sur ce point que les syndicalistes prolétariens, révolutionnaires, doivent alerter principalement leurs frères de classe dans la période actuelle.

Deuxième conséquence, sociale : contrairement à ce qu'affirment les chefs “ouvriers”, il n'est pas “inévitabile” que les travailleurs qui conserveront leur emploi voient leurs “avantages sociaux” nivelés sur les moins élevés du groupe. Ces avantages sont bien plus fortement conditionnés par la concurrence des travailleurs de la métallurgie entre eux dans chaque pays que par les désirs de nivellement international des capitalistes, et leur défense dépend précisément de la capacité de combat des travailleurs organisés, en France et en Italie. Cependant, **dans chacun des pays**, les travailleurs mis en chômage exerceront une pression sur les salaires de toute la métallurgie, contrariant fortement les luttes revendicatives, et menaçant les “avantages sociaux” **de tous**.

Le point de départ des chefs “ouvriers”, nous l'avons vu, c'est l'apologie du capitalisme. Elle a pour conséquence le point de vue “maison” au sein du “groupe”, et le point de vue de “groupe” au sein de la métallurgie dans son ensemble. Il nous faut combattre cette démagogie dégoûtante.

L'apologie du capitalisme devient éclatante lorsqu'on nous décrit les concentrations comme une “**harmonisation**” économique et sociale, alors qu'elles consistent au contraire à élever à un degré supérieur, à un degré international, la désharmonie, le déséquilibre, l'anarchie, le chaos capitaliste dans tous les domaines.

C'est **encore** une apologie du capitalisme que font les chefs “ouvriers” quand ils partent en guerre contre le seul aspect non-harmonieux, de leur point de vue, de la concentration : le danger “politique” que la FIAT italienne prenne les “leviers de commande” de la nouvelle société. Ils disent encore :

“L'extension de ces concentrations...fait courir un danger à la vie économique de notre pays, puisque des décisions intéressant les travailleurs français peuvent être prises dans une firme étrangère”.

Ils se rangent ici délibérément, comme en de multiples autres occasions, du côté de la fraction “nationale” de la bourgeoisie impérialiste de “notre pays”. Leur seule position offensive dans toute l'affaire se résume à prendre parti pour le seigneur “français” Paul Berliet et ses suzerains Michelin et Citroën, et à organiser une excitation xénophobe, nationaliste réactionnaire, contre le fief “étranger” FIAT... Et le vieux Marx disait que les prolétaires n'ont pas de patrie !

La lutte finale : les “nationalisations démocratiques”

Ce que les lieutenants de G. Séguéy appellent “régime capitaliste” n’est pas le régime que subissent les ouvriers, mais seulement une forme particulière de ce régime. Ils ont dans leur manche un programme de gestion différente du Capital. Ce sont les “nationalisations démocratiques”.

Voici la morale de toute la fable :

“Le meilleur moyen” pour que les concentrations “**ne se retournent pas** contre les salariés, c’est de **réclamer la nationalisation des secteurs importants de l’industrie française**”.

Pourquoi est-ce le “meilleur moyen” ? Pourquoi pas l’internationalisation sous le contrôle de l’O.N.U. ? Cela réglerait une bonne fois le problème “politique” des concentrations !

1- Nationalisations et “démocratie avancée”

Étudions de plus près ces nationalisations.

On nous disait tout à l’heure que la concentration se fait toujours contre les travailleurs “dans un régime capitaliste” ;

On nous dit à présent que la “nationalisation des secteurs importants de l’industrie française” **empêche** les concentrations de “se retourner contre les salariés”.

Ce qui se produisait “toujours” en régime capitaliste est “empêché” par les nationalisations. La conclusion naturelle est que les nationalisations **suppriment le régime capitaliste**, n’est-ce pas ?

Quel est donc ce régime des nationalisations, qui n’est **plus** le régime “capitaliste” ? Serait-ce le communisme qui, historiquement et économiquement, **supprime** – et lui seul – le capitalisme, en supprimant le Capital ?

Vous n’y êtes pas du tout ! Les nationalisations ne suppriment pas le Capital, elles empêchent seulement sa concentration de se retourner contre les travailleurs. C’est assez étonnant, mais les nationalisations suppriment le “capitalisme” **sans toucher au Capital**, facteur universel de “développement industriel”, comme on l’a vu à propos des concentrations.

Le bon militant de la C.G.T., s’il veut s’y retrouver, doit commencer par étudier le “Manifeste du Comité Central du Parti Communiste Français” (décembre 1968). Qu’y lit-il ?

1- Les “nationalisations démocratiques” “limitent progressivement et systématiquement l’emprise des monopoles sur l’économie nationale”, et établissent un régime de “**démocratie avancée**” ;

À propos du X^{ème} Congrès du syndicat “ouvriers” de Berliet-Vénissieux

2- Ce nouveau régime précède le “changement qualitatif” du passage au socialisme, lequel correspond à une généralisation progressive (encore !) de la “**propriété collective**”.

C'est clair, la démocratie avancée n'est pas le socialisme, qui suppose un “changement qualitatif” ultérieur. Sous ce régime des nationalisations, le Capital reste, et sa concentration se poursuit, mais elle ne se fait plus “contre” les travailleurs. Ce miracle est dû au fait que le régime capitaliste maintenu est “débarrassé” du “pouvoir **antidémocratique** des monopoles”.

L'ouvrier entêté intervient alors : “Mais si le régime capitaliste est maintenu, n'avez-vous pas dit que la concentration doit s'y faire **contre** les travailleurs ?”.

“Je n'ai pas dit cela !” rétorque le chef “ouvrier”, “quand je parlais du “régime capitaliste”, je pensais à sa forme actuelle **antidémocratique**, où la concentration se fait, certes, **toujours** contre les travailleurs ; mais sous la forme **démocratique** du capitalisme, où l'emprise des monopoles est limitée, la concentration ne se fait **pas toujours** contre les travailleurs, elle ne se tourne **pas nécessairement** contre les salariés, comme je l'ai dit. Ne va pas croire, camarade, que dès avant le socialisme, la concentration du Capital (il sera encore là sous le socialisme, le chef “ouvrier” ne peut pas s'en passer) se retourne CONTRE LES CAPITALISTES, et se fait AU PROFIT des travailleurs !”.

Ainsi, les nationalisations maintiennent le capitalisme ; elles en suppriment les inconvénients, sans donner les avantages du communisme. La concentration du Capital ne s'y fait ni “pour”, ni “contre” les travailleurs, mais dans l'intérêt général des patrons et des ouvriers, du Capital et du Travail. C'est ce que clament triomphalement les lieutenants de G. Séguy : “Les nationalisations démocratiques correspondent à l'**intérêt national**”.

Tout cela est de la plus haute fantaisie ! En fait, il est bien vrai que les concentrations se font “toujours contre les travailleurs”, sous n'importe quelle forme de capitalisme, même si les chefs “ouvriers” ne prennent pas au sérieux ce qu'ils disent. C'est pourquoi il est erroné de déclarer qu'elles se “**retournent**” contre les travailleurs, comme si leurs **conséquences** seules peuvent, ou non, nuire aux travailleurs. En elle-même et à l'origine, la concentration est **dirigée contre** les travailleurs.

2- Pourquoi nationaliser ?

Mais alors, pourquoi nationaliser ? Parce qu'à la suite de leur ancêtre Proudhon, les lieutenants de G. Séguy trouvent la forme actuelle du capitalisme “**injuste**”, “anormale”, “absurde”. Voici les arguments :

1- “Plus la **production devient collective**, plus il apparaît anormal que la propriété des moyens de production reste et même se restreigne entre les mains de quelques hommes” ;

2- “Ceci d'autant que de plus en plus, **les sociétés privées font appel à des capitaux publics** (emprunts à l'État) pour donner de l'expansion à leurs entreprises”.

À propos du X^{ème} Congrès du syndicat “ouvriers” de Berliet-Vénissieux

Disons tout de suite que l'appropriation privée des moyens de production n'est pas, en elle-même, “anormale”.

D'abord, ce fut un rapport social tout à fait positif et nécessaire dans l'histoire de l'humanité. Le rôle historique du capitalisme a été précisément de donner naissance à la “production collective” en question.

Ensuite, il se trouve que depuis longtemps la production sociale est à son tour entravée par la propriété privée. Le capitalisme, “collectiviste” malgré lui, empêche la production de devenir réellement collective ; son collectivisme à lui est inconséquent et à sens unique ; il conduit au sous-développement des forces productives ; il impose la sous-consommation des travailleurs, qu'il place dans un régime “collectif” de semi-liberté, dans un véritable camp de travail national, et qu'il écrase par la gigantesque oppression d'un État omniprésent. Tout cela dans le seul but de satisfaire les besoins du Capital : l'accumulation accompagnée par la militarisation générale de l'économie, et la consommation de luxe, barbare, des capitalistes.

Cette situation n'est pas “anormale” : elle est **insupportable** pour les travailleurs et le peuple ; elle est explosive et révolutionnaire. Elle prépare et appelle le soulèvement général du peuple, sous la direction de la classe ouvrière, avec pour objectif le renversement de l'État bourgeois, et l'expropriation des capitalistes, condition préalable à la société sans classes.

Au lieu de cela, au lieu de prendre la tête de l'insurrection du Travail contre le Capital, G. Séguy et ses lieutenants préconisent des “nationalisations démocratiques” ! “Nationaliseront-ils les C.R.S. ? C'est déjà fait !

Le second argument des chefs “ouvriers”, c'est que les “sociétés privées font appel à des capitaux publics”, qu'elles “reçoivent des subsides de l'État” (Manifeste du P.C.F.). En quoi cela accentue-t-il l'“anomalie” de la propriété privée ?

Les capitalistes se considèrent naturellement comme les patrons de droit de l'État, et ils manipulent les finances publiques comme un **capital commun** à la classe dominante. À partir de ces “capitaux publics”, les rivalités s'aiguisent et les inégalités s'accroissent entre les différentes fractions de la bourgeoisie. C'est un aspect et une conséquence du régime.

Le point de vue des chefs “ouvriers”, c'est que les “capitaux publics”, sous prétexte qu'ils n'ont pas de propriétaire nominal, ne sont pas du Capital, une expression de la propriété privée, et une puissance d'exploitation de l'homme par l'homme ; ou bien, en tant que Capital “national”, qu'ils sont la propriété privée de tout le monde, n'exploitant personne ! On voit jusqu'où l'asservissement au capitalisme conduit ces personnages !

Avec cette question des “capitaux publics”, on touche un point sensible de tout le programme économique des chefs “ouvriers” de la C.G.T. En effet, le régime des nationalisations – ou démocratie avancée – se propose de généraliser les “capitaux publics”, et l'exploitation de l'homme par l'homme par des **fonctionnaires** du Capital “national”. C'est la méthode des curés “dans le vent”, qui abandonnent leur soutane au chiffonnier, pour faire croire que la religion n'est plus l'opium du peuple, mais le vrai quinquina populaire. De même, le rêve des chefs “ouvriers” est de camoufler les exploités dans des uniformes de “salariés”.

À propos du X^{ème} Congrès du syndicat “ouvriers” de Berliet-Vénissieux

Sur le fond, le truc n'est pas nouveau : depuis qu'il y a des travailleurs d'un côté, et des propriétaires de l'autre, ces derniers sont en fait les fonctionnaires de leur propre Capital auquel ils s'identifient. Le développement historique du capitalisme est lui-même un long processus de séparation de la propriété formelle et de la gestion réelle du Capital, aujourd'hui poussée à l'extrême, et aboutissant à la forme monstrueuse du capitalisme d'État.

Du point de vue révolutionnaire, l'évolution historique du capitalisme en capitalisme d'État met en évidence le caractère **de classe** – et non simplement individuel – de la propriété privée, et **l'unité** des tâches de la classe ouvrière, de destruction de l'appareil d'État oppresseur, et d'expropriation des exploités particuliers, **aussi bien que de l'État-patron.**

3- Le capitalisme bureaucratique

L'orientation des chefs “ouvriers” est tout à fait opposée à la mission historique de la classe ouvrière. Alors que les travailleurs voient dans l'**État-patron** l'expression la plus parfaite de l'exploitation **de classe** des capitalistes, les premiers y voient ni plus ni moins qu'un secteur communiste au cœur de la société capitaliste. Les lieutenants de G. Séguy n'ont pas oublié leurs postes dans les conseils d'administration des entreprises “nationalisées” à la libération...

L'exaltation de l'État-patron nous est donné par un tract de la C.G.T. parlant de la **Régie Renault** (extraits de la Conférence de Presse de la Fédération C.G.T. de la Métallurgie, du 4 octobre 1968) :

- “La Régie Renault est un exemple mal vu par **les monopoles**” ;
- Elle est actuellement “**placée sous la protection des travailleurs**” et “ne peut être facilement et directement **reprise** par les monopoles” ;
- “**Les profits** qu'elle réalise... plaident en sa faveur”.

Tout y est : Renault, entreprise nationalisée, est sous la protection des travailleurs, échappe aux monopoles, et cet îlot de démocratie avancée remporte la compétition économique dans la course aux profits avec le secteur privé ! Une provocation de grande envergure contre les ouvriers de la Régie !

Tout le programme économique de G. Séguy et Cie consiste à opposer les intérêts particuliers de l'État-patron aux intérêts des patrons particuliers, le monopole d'État aux “monopoles”. Depuis la libération, ils considèrent l'État-patron capitaliste comme leur royaume indépendant.

Bien sûr, les “monopoles”, c'est-à-dire les féodalités qui sont à la base du régime capitaliste à son stade actuel impérialiste, ne sont pas décidés à laisser la place à quelques dirigeants ouvriers corrompus, et leur développement a au contraire pour résultat nécessaire de réduire tout privilège éventuel du secteur nationalisé. C'est alors que les chefs “ouvriers” hurlent au “pouvoir **antidémocratique** des monopoles” ! Mais par ailleurs, les monopoles doivent compter avec le mouvement ouvrier et populaire, et si le secteur nationalisé donne actuellement un os à ronger aux chefs “ouvriers”, leur

À propos du X^{ème} Congrès du syndicat “ouvriers” de Berliet-Vénissieux

programme des “nationalisations démocratiques” offre en outre une position de repli idéale pour le régime capitaliste dans une période de crise.

La politique des chefs “ouvriers” est de gesticuler à propos des seules **conséquences** du régime capitaliste, et d’en dénoncer simplement les **formes** actuelles, afin de préserver le Capital lui-même. Leur idéal est d’établir une forme nouvelle, “avancée” de gestion capitaliste, au moyen des “nationalisations démocratiques”.

Ce qu’ils retiennent, ce n’est pas que les capitalistes ont une fonction d’exploiteurs, mais que cette fonction est exercée et commandée par des “privilegiés” de naissance, des “fils à papa”. Ils veulent supprimer cette trace de préjugé patriarcal de l’Ancien régime, et “démocratiser” la propriété privée, en réservant la fonction patronale à des “spécialistes” éprouvés de l’exploitation de l’homme par l’homme, à une caste parasitaire de fonctionnaires de l’État-patron, à la bourgeoisie rouge à la mode khrouchtchévienne. Mais contrairement à Khrouchtchev, les chefs “ouvriers” de la C.G.T. veulent restaurer le capitalisme **avant** la révolution, c’est-à-dire le **rénover**. Voilà la voie “nationale” au socialisme, conforme à notre époque et au génie français !

Nous comprenons à présent pourquoi il est “anormal que la propriété (**privée**) des moyens de production reste et même se restreigne entre les mains de quelques hommes”...

Quels sont les résultats des “nationalisations démocratiques” :

- Au lieu du renversement de l’appareil d’État, les nationalisations ont pour but de le **renforcer** ;
- Au lieu de réaliser l’expropriation des capitalistes, les nationalisations **consolident** la propriété privée sous la forme du Capital “national”.

En fait de “démocratie, les nationalisations produisent une caste féodale de “Directeurs” tout-puissants, livrés à une corruption effrénée, en face d’une vaste armée de travailleurs dépourvus de moyens de défense.

Le programme des “nationalisations démocratiques” représente exclusivement les intérêts particuliers de **l’aristocratie ouvrière**, concentrés dans la défense de l’État-patron ; c’est le programme du CAPITALISME BUREAUCRATIQUE.

Le plus important, c’est qu’il divise la classe ouvrière, et anéantit tout programme de classe des travailleurs.

Ensuite, il tend à écarter la classe ouvrière de ces alliés directs, en particulier de la petite bourgeoisie intellectuelle des villes, que les chefs “ouvriers” intoxiquent, cherchent à annexer, et à rendre solidaire du capitalisme. La Conférence de Presse de la Fédération de la Métallurgie nous montre comment :

“La nationalisation (des usines de construction automobile) serait une mesure de simple justice :

- Elle donnerait tout son sens à l’esprit d’initiative des **chercheurs, ingénieurs, techniciens** ;
- “Elle donnerait aux **travailleurs** de l’automobile une plus grande possibilité de voir leurs revendications satisfaites”.

À propos du X^{ème} Congrès du syndicat “ouvriers” de Berliet-Vénissieux

Que signifient ces promesses ?

1- Elles renforcent le côté réactionnaire, individuel, arriviste, des intellectuels, en leur faisant croire qu'ils peuvent se sentir chez eux dans les bureaux du Capital ; de même que les intellectuels réclamaient avant 1848 le droit de vote pour eux-mêmes au nom de leurs “capacités”, de même on réclame aujourd'hui des privilèges particuliers pour les capacités “économiques” des cadres, etc.

2- Les “travailleurs”, à qui il est dénié tout “esprit d'initiative”, ne voient pas leur sort d'esclave changé d'un pouce, et on leur annonce une vague “possibilité” plus grande de faire valoir leurs revendications, sous la protection des “administrateurs” “ouvriers” du Capital. Probablement comme les mineurs de Waziers des houillères “nationalisées”, à qui **Thorez** disait, en juillet 1945 :

“Produire, produire, et encore produire, faire du charbon, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée de votre devoir de classe, de votre devoir de français” ; “je le dis franchement : il est impossible d'approuver la moindre grève, surtout lorsqu'elle éclate en dehors du syndicat et contre le syndicat... on veut à chaque fois faire grève... ce n'est pas sérieux” ; “assurer les meilleures conditions de salaire et de travail. Mais... pas par la grève... ce n'est pas possible, voyons, il faut être plus sérieux”...

Conclusions

Résumons l'affaire des nationalisations, couronnement des conceptions économiques des lieutenants de G. Séguy.

Les "nationalisations démocratiques" n'ont pas pour but de réaliser l'émancipation des travailleurs ou de faire progresser dans cette voie. C'est au contraire un vaste programme de conciliation du Capital et du Travail autour de l'État-patron, qui reflète les intérêts particuliers de l'aristocratie ouvrière, serve du capitalisme. Les "nationalisations démocratiques" sont la formule "politique" de l'Association Capital-Travail.

Leur prétendu caractère "démocratique" est en réalité l'expression réactionnaire et féodale du capitalisme bureaucratique parasitaire, dont le plan est le suivant :

- Revendication petite-bourgeoise de la séparation des monopoles et de l'État ("écarter les monopoles de la direction de l'État") ;

- Libre compétition des monopoles et de l'État-patron ("limiter l'emprise des monopoles", et indépendance du secteur "public") ;

- "Les nationalisations avec indemnisation des actionnaires", c'est-à-dire plan de sauvetage du capitalisme, gestion de convalescence du régime ;

- Gestion du Capital "national" par des exploiters de métier, ou ôter la propriété privée des "mains de quelques hommes n'y recherchant **que** le profit", avec le projet utopique d'associer le profit et le progrès social.

"La société ne trouvera pas son équilibre, tant qu'elle ne tournera pas autour de son soleil, le travail", disait Marx. Le soleil des chefs "ouvriers", c'est le Capital et le profit, et ils tournent autour comme des moucherons éblouis.

Sur la base d'une apologie fondamentale du capitalisme, ils en font une "critique" formelle, idéaliste, petite-bourgeoise. Ainsi, ils parlent de "**réclamer**" les nationalisations. À qui ? Non pas au Ministre du Travail, comme le droit de vote des jeunes ouvriers aux élections professionnelles, mais au Président de la République lui-même !

"Que fait le gouvernement ? Qu'entend faire le chef de l'État... ? Est-il pris de court (!) ou désarmé juridiquement (!) devant les banquiers comme Lazard Frères ? Ne peut-il soumettre les Michelin à ses (!) décisions ?" (Conférence de Presse).

Cela se passe de commentaires !

Ce faisant, les chefs "ouvriers" livrent la classe ouvrière sans défense au patronat et à ses politiciens, et ouvrent la voie à la dictature ouverte du Capital.

Les chefs "ouvriers" ne sont pas simplement des "traîtres" du mouvement ouvrier révolutionnaire, mais les représentants d'une minorité sociale totalement solidaire, par ses intérêts particuliers, de la classe dominante.

À propos du X^{ème} Congrès du syndicat “ouvriers” de Berliet-Vénissieux

Nous serons les maîtres des usines et de nos existences, non pas par les “nationalisations”, mais par **l’expropriation** des capitalistes et de l’État-patron, qu’exige la libération des forces productives de la société et la marche vers la société sans classes.

Cette expropriation, l’abolition de la propriété privée sous toutes ses formes, nous ne la “réclamerons” pas aux patrons et à leurs Ministres ; nous l’attendons de la lutte de notre CLASSE organisée, qui seule peut et doit la réaliser, à la tête de tout le peuple.

“Nous ne sommes rien...

Soyons tout !”

(L’Internationale)

Chilpéric – 1^{er} août 1969.

À propos du X^{ème} Congrès du syndicat "ouvriers" de Berliet-Vénissieux

I) NECESSITE HISTORIQUE DES SYNDICATS LEURS BUTS

L'ACTION CORPORATIVE ET L'ACTION POLITIQUE

"La grande industrie agglomère dans un endroit une foule de gens inconnus les uns aux autres, La concurrence les divise d'intérêts. Mais le maintien du salaire, cet intérêt commun qu'ils ont contre leur maître, les réunit dans une même pensée de résistance : COALITION.

Ainsi la coalition a toujours un double but, celui de faire cesser entre eux la concurrence, pour pouvoir faire une concurrence générale au capitaliste.

MARX (Misère de la Philosophie)

Les luttes pour des salaires normaux sont des incidents inséparables du système du salariat dans son ensemble et la nécessité de disputer le prix de la force de travail avec le capitaliste est en connexion avec la condition qui oblige la classe ouvrière à se vendre elle même comme une marchandise ...

Les ouvriers ne doivent pas se laisser absorber exclusivement par ces escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiètements ininterrompus du capital où les variations du marché.

Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les CONDITIONS MATERIELLES et les FORMES SOCIALES nécessaires pour la transformation économique de la société ...

Les syndicats agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiètements du capital. Ils manquent en partie leur but dès qu'ils font un emploi peu judicieux de leur puissance. Ils manquent entièrement leur but des qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat.

MARX (Salaires, prix et profits)

"Lorsque commença à se développer la forme suprême de l'union de classe des prolétaires, le parti révolutionnaire du prolétariat, les syndicats révélèrent inévitablement certains traits réactionnaires, une certaine étroitesse corporative, une certaine tendance à l'apolitisme, etc ... Mais nulle part au monde le développement du prolétariat ne s'est fait et ne pouvait se faire autrement que par les syndicats, par l'action réciproque des syndicats et du parti de la classe ouvrière.

La conquête du pouvoir politique par le prolétariat, est un immense pas en avant. Aussi le parti doit, PLUS ENCORE QUE PAR LE PASSE à la manière nouvelle et pas seulement à l'ancienne, éduquer les syndicats, les diriger sans oublier toutefois qu'ils restent et resteront longtemps l'indispensable école du communisme et l'école préparatoire des prolétaires pour l'application de leur dictature".

LENINE (La maladie infantile ...)

II) LES COMMUNISTES DOIVENT OBLIGATOIREMENT MILITER DANS LES SYNDICATS ET EN CHASSER LES CHEFS VENDUS

"Des millions d'ouvriers passent pour la première fois de l'inorganisation totale à la forme d'organisation élémentaire inférieure, la plus simple et la plus accessible, (pour ceux qui sont encore profondément imbus des préjugés démocratiques bourgeois) à savoir : aux syndicats.

Et les communistes de gauche, révolutionnaires mais peu raisonnables, sont là à crier : "la masse, la masse" et refusent de militer au sein des syndicats en prétextant leur esprit réactionnaire ! !

Toute la tâche des communistes est de savoir convaincre les retardataires, de savoir travailler parmi eux et non de se séparer d'eux par des mots d'ordre "de gauche" d'une puérisse invention....

Il est hors de doute que MM.Seguy, Descamps, Bergeron, sont très reconnaissants à ces révolutionnaires "de gauche" de prêcher l'abandon des syndicats réactionnaires et de se refuser à y travailler ...

Les mencheviks d'occident se sont bien plus solidement enracinés dans les syndicats et une ARISTOCRATIE OUVRIERE, CORPORATIVE, ETROITE, EGOISTE, SANS ENTRAÎNES, CUPIDE, PHILISTINE, D'ESPRIT IMPERIALISTE, SOUDOYEE ET CORROMPUE PAR L'IMPERIALISME, y est apparue bien plus puissante que chez nous.

La lutte contre les Seguy, Frachon, Descamps est beaucoup plus difficile que la lutte contre nos mencheviks ...

Cette lutte doit être impitoyable et il faut absolument la pousser, comme nous l'avons fait, jusqu'à déshonorer complètement et faire chasser des syndicats tous les incorrigibles leaders de l'opportunisme et du social-chauvinisme.

Il est impossible de conquérir le pouvoir politique (et il ne faut pas essayer de prendre le pouvoir) aussi longtemps que cette lutte n'a pas été poussée jusqu'à un certain degré".

LENINE (La maladie infantile

III) LA STRATEGIE GENERALE

"Eduquer les ouvriers et accumuler les forces au moyen d'une lutte légale de longue durée et se préparer ainsi à renverser finalement le capitalisme sont les tâches du parti du prolétariat dans les pays capitalistes.

Là il s'agit de soutenir une longue lutte légale, de se servir de la tribune parlementaire, de recourir aux grèves économiques et politiques, d'organiser des syndicats et d'éduquer les ouvriers. Là les formes d'organisation sont légales, les formes de la lutte, non sanglantes.

Le parti communiste ne veut pas d'autre guerre que la guerre civile à laquelle il se prépare. Mais tant que la bourgeoisie n'est pas vraiment réduite à l'impuissance, tant que le prolétariat dans sa grande majorité n'est pas résolu à entreprendre l'insurrection armée et la guerre civile, tant que les masses paysannes n'en sont pas venues à aider volontairement le prolétariat, cette insurrection et cette guerre ne doivent pas être déclenchées "

Mao-Tsé-Toung (Problèmes de la guerre et de la stratégie)

CHASSONS LA DOMESTICITE REVISIONNISTE DES SYNDICATS
VIVE LE SYNDICALISME DE LUTTE DE CLASSE

IL Y A 50 ANS NAISSAIT

LA C.G.T.U.

- POUR LA LUTTE DE CLASSE ,
- POUR L'UNITÉ SYNDICALE :

**LES FRACTIONS
ROUGES**

LE MAOISME ET LA QUESTION SYNDICALE

La crise syndicale

La période actuelle reste dominée par le souvenir des “événements de 1968”, et dès qu’il est question de la défense de nos intérêts, chaque ouvrier évoque la grande grève de mai-juin 68. Rappelons les traits saillants de cette grève :

1- Ce fut une grève **spontanée** que les centrales ouvrières n’ont jamais déclarée officiellement, mais qui fut déclenchée par les barricades des étudiants révolutionnaires. Par ce caractère spontané la grève revêtait dès l’origine non seulement l’aspect d’une révolte contre le joug du patronat et du gouvernement, mais aussi celui – au moins dans les faits – d’une protestation ouverte contre la collaboration de classes des organisations ouvrières dites “représentatives”, de la C.G.T. en premier lieu qui, chacun le sait, prit alors “le train en marche” pour saboter le mouvement, au point que celui-ci se termina aux cris de “Séguy-démission” !

2- La grève de 68 fut une grève générale **unique par son ampleur** dans notre histoire sociale. En effet près de 10 millions de travailleurs cessèrent le travail, alors qu’il y avait eu seulement 2 millions de grévistes en 1936, et 2,5 millions lors de la grande grève de l’automne 1947 (La grève générale de 1968, elle-même sans précédent, ne fut par ailleurs qu’un aspect d’un mouvement plus large qui revêtit maints traits extraordinaires – tel que les combats de rue à Paris – et même inédits, tel que la mobilisation des lycéens et collégiens).

3- La grève de 1968 se solda par un **échec complet** du point de vue de la satisfaction des revendications auxquelles aspirait la masse des travailleurs, qui s’étaient serré la ceinture pendant de longues semaines et avaient montré qu’ils étaient prêts aux plus gros sacrifices pour obtenir un réel soulagement de leur condition. Par exemple toutes les organisations syndicales inscrivent le retour aux 40 heures, obtenues en 1936, à leur programme ; si cette revendication n’est pas satisfaite lorsqu’il y a 10 millions de grévistes, quand la sera-t-elle ? D’autant qu’il ne s’agit que d’une simple aumône ! Le fait de rappeler une situation acquise il y a 35 ans mesure en effet le retard pris dans nos revendications : la demi-journée de travail ou la semaine de 30 heures pourraient seules combler ce retard aujourd’hui. L’échec de la grève entraîna naturellement un “malaise syndical” durable, un discrédit du syndicalisme en général, et des chefs ouvriers de la C.G.T. en particulier.

En définitive, le résultat essentiel de la grève de 1968 consiste dans le fait que **la masse** de la classe ouvrière fit **elle-même** l’expérience de la collaboration de classe des directions syndicales (et de la Gauche par la même occasion) ; ainsi depuis 1968 le syndicalisme est en crise, et la question du mouvement ouvrier de masse est à l’ordre du jour dans notre pays. Les accords de Grenelle (25-27 mai 68) ont dévoilé aux travailleurs l’appartenance des Séguy, Frachon, Saillant, Krasucki, Bertellot à l’aristocratie ouvrière, ils ont montré à toute la classe ouvrière que la C.G.T. était un syndicat jaune, un syndicat de fayots et de

Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

planqués. Cette expérience irréversible est d'une valeur immense pour l'avenir ; elle seule pouvait ouvrir enfin la perspective de la **reconstruction** du mouvement ouvrier sur des bases nouvelles ; en outre l'échec proprement dit de la grève a posé clairement devant tous, d'une part la question des **méthodes** de lutte, d'autre part celle du **programme** revendicatif.

Cependant, si la trahison ouverte des directions syndicales déblaye le terrain, la solution du problème syndical n'en surgit pas pour autant spontanément. La crise syndicale comporte deux aspects : d'un côté la fraction avancée de la classe ouvrière est portée à aller renforcer l'avant-garde révolutionnaire ; de l'autre, la masse désillusionnée des travailleurs a tendance à verser dans l'"antisindicalisme" et à repousser toute idée de lutte organisée. Cela signifie, non seulement que les conditions **objectives** de la formation du Parti révolutionnaire du prolétariat (Marxiste-Léniniste-Maoïste) sont entièrement réunies depuis 1968, mais aussi et surtout qu'une **nouvelle** tâche s'impose depuis cette époque au mouvement révolutionnaire : la révolutionnarisation du syndicalisme ouvrier.

Or, depuis 1968, la crise syndicale a continué de s'approfondir, et la révolte spontanée contre le syndicalisme de collaboration de classe s'est développée (séquestrations de cadres, etc.) ; cependant, aucun pas réel positif n'a été fait depuis trois ans pour résoudre la question syndicale, les militants et l'ensemble des travailleurs sont restés abandonnés à eux-mêmes, sans plan d'action ni directives. À certains égards la situation est même devenue plus confuse, par le fait de la domination du mouvement révolutionnaire par des courants gauchistes, depuis cette époque. Le gauchiste excelle à confondre l'ancienne tâche de la formation du Parti – pour laquelle nous avons plus de trois ans de retard – et la tâche actuelle de révolutionnarisation du syndicalisme ouvrier ; en prêchant un "antisindicalisme" sommaire, infantile (comme il prêchait un "antiparlementarisme" sommaire et infantile en 1920), le gauchisme prend la position exactement complémentaire de la collaboration de classe des chefs syndicaux et reste à la remorque du mouvement spontané ; inversement il nourrit le retour aux perversions "apolitiques" de l'anarcho-syndicalisme.

Cette situation confirme ce que les événements de Mai 68 avaient déjà révélé : l'absence dramatique du parti d'avant-garde, le retard énorme pris aujourd'hui en cette matière, et l'inconsistance présente des groupes révolutionnaires, leur incapacité à répondre aux questions brûlantes de l'actualité et décisives pour la révolution prolétarienne communiste. Inversement, l'aptitude des militants et des groupes marxistes-léninistes-maoïstes (M-L-M) à définir une orientation juste pour résoudre la question syndicale, clef du Front uni du peuple, et leur capacité de mener à bien l'application de cette ligne avec audace et persévérance, sur une longue période sera capitale pour l'unification des forces maoïstes, pour la constitution définitive du Parti révolutionnaire (M-L-M), et pour la marche en avant de la révolution sociale en France.

L'orientation juste, dans ses traits généraux, pour résoudre la question syndicale et que les maoïstes ont pour mission de proposer à la classe ouvrière et à tous les travailleurs, est celle qui fut mise au point par la III^{ème} Internationale au cours des années 1920-1922, orientation qui fit ses preuves et donna naissance il y a exactement 50 ans aujourd'hui à la Confédération Générale du Travail Unitaire (C.G.T.U.), la C.G.T. de Monatte, Rosmer, Monmousseau, Sémard, etc. L'heure est aujourd'hui du retour à ces sources glorieuses du mouvement ouvrier, en ne perdant pas de vue que la lutte pour la révolutionnarisation du

Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

syndicalisme est aussi la lutte pour l'unité du mouvement ouvrier international, et qu'elle est inséparable de la lutte contre l'organisation jaune de Prague, contre la Fédération Syndicale Mondiale (F.S.M.) tenue en main par la collaboration de classe, et dont la classe ouvrière révolutionnaire chinoise est écartée contre sa volonté.

Signalons enfin, d'une part que la reprise de notre travail révolutionnaire doit tenir compte des conditions de clandestinité imposées par la réaction tricolore de droite et de "gauche", et d'autre part que la crise économique pressante nous oblige à faire vite dans la course actuelle aux masses.

- 200 ex.

Silvye.

18 Vendémiaire, An 180.

(Début octobre 1971)

La situation en 1920

Nos ennemis réformistes à la tête de la C.G.T. aussi bien que nos amis révolutionnaires de “gauche” qui crient “À bas le syndicalisme” ne manqueront pas de dire que la situation actuelle n’est plus celle de 1920. Qu’en est-il en réalité ? A. Rosmer, dans “Moscou sous Lénine” (1953) décrit cette situation :

“La foi Internationaliste que nous avons gardée intacte durant l’entre-massacre des prolétaires (la guerre 14-18) trouva sa récompense quand surgit la nouvelle Internationale (la III^{ème} Internationale, en 1919) ; les honteuses abdications (du mouvement ouvrier) de 1914 étaient vengées ; la Révolution soviétique (de 1917) annonçait la société socialiste, la libération de l’homme.

La révolution d’Octobre avait été la révolution attendue – la révolution qui suivrait la guerre – elle était l’aube d’une ère nouvelle, une autre vie commençait ; tout ce qui lui était antérieur n’avait plus d’attrait” (après la guerre, pour les minorités ayant résisté au chauvinisme, à l’Union Sacrée et à la collaboration de classe où avaient sombré le mouvement ouvrier et révolutionnaire, les partis socialistes et les centrales syndicales : en France, le parti socialiste et la C.G.T.).

“En France, la poussée révolutionnaire qui se développa dès la fin des hostilités (novembre 1918) entraîna, à côté des ouvriers, des paysans, des intellectuels, des couches de la petite bourgeoisie, ceux des anciens combattants, nombreux, qui, éclopés ou indemnes, rentraient au foyer avec l’idée bien arrêtée d’un compte à régler : le gouvernement et le régime qui les avaient réduits pendant quatre ans à la vie bestiale des tranchées et des assauts pour le “Communiqué” devraient payer ! La bourgeoisie était désarmée : elle restait interdite devant les conséquences de la guerre qu’elle n’avait pas même entrevues ; elle avait perdu la foi dans son destin.

Cette poussée révolutionnaire si forte en étendue et en volonté claire fut freinée par les hommes qui dirigeaient alors partout dans le monde les organisations syndicales et les partis socialistes. Profitant de l’inexpérience des nouveaux venus ils réussirent, masquant leurs manœuvres par des phrases démagogiques, à les détourner de toute action révolutionnaire. Les effectifs avaient considérablement grossi ; en France, le Parti socialiste était passé de 90 000 membres en juillet 1914 à 200 000 et la C.G.T., réduite au début de la guerre, par le seul fait de la mobilisation, à des syndicats squelettiques (30 à 40 000 cotisants en 1915, au lieu de 300 à 400 000 dans les années précédentes), pouvait, pour la première fois dans son histoire, prétendre être une organisation de masse avec ses deux millions de syndiqués réguliers. Il suffisait donc, disaient les chefs réformistes, de rester unis pour être forts, pour être capables d’imposer aux gouvernants, sur chaque problème important, la volonté de la classe ouvrière. On affirmait en paroles, sa solidarité avec la Révolution russe, mais il ne serait pas nécessaire, ajoutait-on, dans les nations démocratiques d’Occident, de recourir à la violence car ici un ordre nouveau pourrait être instauré par la simple réalisation d’un programme économique élaboré par les organisations ouvrières et, que gouvernants et patrons devraient accepter. Ainsi seraient évitées les dures luttes, les souffrances, la misère qui étaient le lot des pays

Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

ravagés par des révolutions. (...) Il était relativement aisé de duper, par un tel mirage, les hommes dont la guerre avait fait des révolutionnaires ; à quoi bon se battre encore si la but peut être atteint sans combat ? Ainsi, en France, Jouhaux et ses amis de la direction confédérale qui s'étaient compromis à fond dans l'Union Sacrée, dans la guerre jusqu'au bout dont on voyait maintenant les immenses et vains sacrifices qu'elle avait exigés, réussirent à se maintenir à la tête de la C.G.T., tandis qu'au Parti socialiste les chefs du temps de guerre, écartés, n'étaient remplacés que par des éléments peu sûrs, soucieux avant tout de suivre le courant.

Au début de 1920, la première grande grève d'après-guerre, celle des cheminots, montra que la poussée révolutionnaire restait néanmoins très forte ; elle trouvait assez souvent sa juste expression dans les directions nouvelles que s'étaient données les organisations locales en opposition au réformisme camouflé des dirigeants confédéraux. (...) Surprises par la soudaineté du mouvement et par son ampleur, par la fermeté et la discipline qui marquaient son développement, les compagnies cédèrent rapidement. Elles devaient prendre leur revanche trois mois plus tard, aidées par le gouvernement, et par les dirigeants de la C.G.T., qui sabotèrent une grève de solidarité qui leur avait été imposée”.

Telle, était la situation en France au printemps 1920.

La III^{ème} Internationale, ou Internationale Communiste (I.C.) – ou Comintern –, fondée sur l'initiative du Parti bolchevik dirigé par Lénine, avait tenu son congrès constitutif l'année précédente à Moscou, en mars 1919. Le II^{ème} Congrès, de l'I.C. devait se réunir en juillet 1920. En l'espace d'une année, le mouvement communiste international avait déjà remporté de grands succès. Les partis communistes se constituaient dans tous les pays. Un événement d'une extrême importance par lequel on mesurait la répercussion qu'avait eue dans le monde la Révolution d'Octobre, avait été le ralliement à l'unanimité de la C.N.T. espagnole, de tendance anarcho-syndicaliste, à la III^{ème} Internationale à son Congrès de Madrid en décembre 1919. Les dirigeants de l'insurrection bolchevique étaient des marxistes, et néanmoins ces syndicalistes révolutionnaires d'Espagne, adversaires décidés des “politiciens”, des partis politiques, n'avaient pas hésité à répondre à leur appel. Le mouvement syndicaliste subissait une profonde transformation. Le cas des espagnols était celui des syndicalistes révolutionnaires d'Italie, et le nôtre en France.

Quant au parti socialiste français, il avait décidé fin février 1920, au Congrès de Strasbourg, de se retirer de la II^{ème} Internationale reconstituée, groupant les partis socialistes révisionnistes, tout en repoussant l'adhésion à la III^{ème}. La Commission Administrative permanente du parti français décide le 9 mars 1920 d'envoyer une “mission d'information” en Russie ; cette délégation composée de Cachin et Frossard part le 31 mai et arrive à Moscou le 16 juin ; ils seront invités à participer aux débats du II^{ème} Congrès de l'I.C. avec voix consultative.

D'autre part, les véritables partisans de l'adhésion à la III^{ème} Internationale en France sont invités au Congrès de l'I.C., au nom du “Comité de la III^{ème}” composé de syndicalistes révolutionnaires fondé le 8 mai 1919. Ce comité est issu du “Comité pour la reprise des relations internationales” constitué en pleine guerre, dès la réunion internationale des minorités ouvrières à Zimmerwald à laquelle participait Lénine, en septembre 1915, autour de la “Vie Ouvrière” de Monatte.

Le gauchisme

Alfred Rosmer, désigné par le Comité de la III^{ème} Internationale pour aller en Russie Soviétique à l'invitation de l'I.C. participa au II^{ème} Congrès comme membre du Bureau, et travailla ensuite avec Losovsky à la création de l'Internationale Syndicale Rouge (I.S.R.), ou Profinintern. Il raconte que peu de jours après son arrivée à Moscou, en juin 1920, les délégués au II^{ème} congrès de l'I.C. reçurent l'ouvrage de Lénine, *“Le Communisme de gauche, maladie Infantile du communisme”*, que les éditions de l'I.C. venaient de publier. Cet ouvrage, dit Rosmer, formait *“une sorte d'introduction et de commentaire au Thèses préparées pour le congrès (...) L'adversaire (de Lénine dans cet ouvrage) n'était plus l'opportuniste ; c'était un communiste, le communiste que Lénine qualifiait de “gauchiste”*. Selon lui *cette tendance se manifestait fréquemment dans les nouveaux groupements et partis communistes. (Au sein de ceux-ci, formés ou en formation, apparaissaient des groupes de “gauche” qui répudiaient toutes les anciennes méthodes de lutte de la classe ouvrière. Ces révolutionnaires ardents, enthousiastes pour le régime soviétique, étaient en fait sectaires, sous-estimaient le rôle du Parti et leur politique aboutissait à l'abandon des masses en refusant de travailler dans les coopératives, les parlements et les syndicats réactionnaires). On voulait en hâte faire du neuf, créer des organisations distinctes de toutes celles d'une époque qu'on considérait comme une ère révolue. On abandonnait les syndicats pour créer des assemblées ouvrières de masse ; on ne voulait plus entendre parler de démocratie ou de parlement ; on gardait le parti à condition qu'il fût un parti de masse qui attend d'en bas l'initiative et le développement de la lutte révolutionnaire, et non un “parti de chefs” conduisant la lutte d'en haut, faisant des compromis et siégeant dans les parlements.*

Le Parti communiste ouvrier d'Allemagne (KAPD) s'était constitué sur ces bases et on trouvait partout des groupements engagés sur la même voie. En France on avait vu se former une Fédération des Soviets, un Parti communiste où le syndicaliste Péricat voisinait avec des anarchistes.

C'est contre cette tendance que Lénine se dresse.

Non seulement les communistes devaient rester dans les syndicats réformistes et y batailler pour faire triompher leurs idées, mais ils devaient s'y cramponner quand les chefs réformistes voulaient les en chasser, et ruser pour y pénétrer quand ils prétendaient leur en défendre l'entrée”.

Lénine écrivait :

“Les syndicats ont marqué un formidable progrès de la classe ouvrière au début du développement du capitalisme, on tant que passage des ouvriers divisés et impuissants aux premiers groupements embryonnaires de classe. Lorsque la forme supérieure du groupement de classe des prolétaires, le parti révolutionnaire du prolétariat – qui ne méritera pas ce nom aussi longtemps qu'il ne saura pas lier les leaders, la classe et les masses en un tout indissoluble –, a commencé à se développer, les syndicats ont manifesté inévitablement un certain caractère réactionnaire, une certaine étroitesse

Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

corporative, une certaine tendance à une attitude apolitique, une certaine inertie, etc. Mais le développement du prolétariat ne s'est effectué, et ne pouvait s'effectuer dans aucun pays du monde, autrement que par les syndicats et par leur action concertée avec le parti de la classe ouvrière (...). Les syndicats (...) restent et resteront longtemps l'indispensable "école du communisme", l'école préparatoire des prolétaires pour la réalisation de leur dictature (...). Dans les pays plus avancés que la Russie, un certain "réactionnarisme" des syndicats s'est fait et devait se faire sentir, incontestablement beaucoup plus fort que chez nous. Les mencheviks de l'Occident (ou révisionnistes) se sont bien mieux "implantés" dans les syndicats et une "aristocratie ouvrière" syndicale, étroite, vaniteuse, revêche, cupide, petite-bourgeoise, d'un état d'esprit impérialiste, soudoyée d'ailleurs et corrompue par l'impérialisme, est apparue bien plus puissante que chez nous. C'est indiscutable. La lutte contre les Gompers et les Henderson, contre MM. Jouhaux, Merrheim, Legien et Cie en Europe occidentale est incomparablement plus difficile que la lutte contre nos mencheviks (...). Cette lutte doit être impitoyable et il faut – obligatoirement – la pousser, comme nous l'avons poussée, jusqu'à déshonorer complètement et faire chasser des syndicats tous les incorrigibles leaders de l'opportunisme et du social-chauvinisme. Il est impossible de conquérir le pouvoir politique (et il ne faut pas l'essayer) aussi longtemps que cette lutte n'a pas été poussée jusqu'à un certain point. (...) Mais nous luttons contre "l'aristocratie ouvrière" au nom de la masse ouvrière et pour mettre celle-ci de notre côté ; nous combattons les leaders opportunistes et social-chauvins pour conquérir la classe ouvrière. Il serait sot de méconnaître cette vérité des plus élémentaires et d'ailleurs des plus évidentes. C'est précisément la faute que commettent les communistes allemands de "gauche" qui, du réactionnarisme et de l'esprit contre-révolutionnaire de milieux dirigeants syndicaux, concluent à la sortie des communistes des syndicats (!!), renoncent à y travailler (!!) et voudraient former de nouvelles organisations ouvrières qu'ils INVENTENT (!!). Bêtise impardonnable qui équivaut à un très grand service rendu par les communistes à la bourgeoisie. Car (...) tous les leaders syndicaux opportunistes et social-chauvins de la tendance Kautsky ne sont que des "agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier", (...) ou encore "les commis ouvriers de la classe capitaliste". (...) Renoncer à l'action au sein des syndicats réactionnaires, c'est abandonner les masses ouvrières insuffisamment développées ou arriérées à l'influence des leaders réactionnaires, des agents de la bourgeoisie, de l'aristocratie ouvrière, des "ouvriers embourgeoisés". (...) L'absurde "théorie" d'après laquelle les communistes doivent renoncer à militer au sein des syndicats réactionnaires montre précisément avec quelle légèreté ces communistes de "gauche" considèrent la question de l'influence sur les "masses", et quel abus ils font dans leurs clameurs du mot "Masses". Pour savoir venir en aide à la "masse", pour acquérir sa sympathie et son appui, il ne faut pas craindre les difficultés, les vexations, les pièges, les insultes, les persécutions de la part des "leaders" (qui ont le plus souvent des relations directes ou indirectes avec la bourgeoisie et la police) et travailler nécessairement où est la masse. Il faut savoir consentir à toutes sortes de sacrifices, surmonter les obstacles les plus grands, afin de se livrer à une propagande et à une agitation systématiques, opiniâtres, persévérantes, patientes précisément dans toutes les institutions, les associations, les organisations – et quand même ce serait au sein des plus réactionnaires – où Il y a des masses prolétariennes ou demi-prolétariennes. Or, les syndicats et les

Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

coopératives ouvrières sont des organisations de ce genre. (En Angleterre, France et Allemagne) des faits absolument indiscutables et bien connus attestent l'accroissement considérable du nombre des syndiqués (de 5,5 à 7,5 millions en Angleterre de 1917 à 1919). (...) Ces faits manifestent avec la plus grande clarté (...) la croissance de l'esprit d'organisation, l'accroissement de la conscience ouvrière dans les couches profondes du prolétariat, parmi les masses arriérées.

Des millions d'ouvriers en Angleterre, en France, en Allemagne passent pour la première fois de l'organisation complète aux formes élémentaires (les plus simples et les plus accessibles pour ceux qui sont encore profondément imbus des préjugés démocratiques bourgeois) de l'organisation, à celles des syndicats : et les communistes de "gauche" révolutionnaires, mais déraisonnables, tout en ne cessant de parler des "masses" se refusent à militer dans les syndicats !! en prétextant de leur "réactionnarisme" !!, et ils inventent, toute neuve, proprette, innocente des péchés démocratiques bourgeois – mais coupable par contre des péchés corporatifs et d'étroitesse professionnelle – la "Ligue ouvrière", qui sera (qui sera !!), disent-ils, large, et pour l'adhésion à laquelle il suffira de (il suffira de !) "reconnaître le système des Soviets et la dictature du prolétariat". On ne peut concevoir plus grande déraison, plus grand tort fait à la révolution par les révolutionnaires de "gauche" ! (...) Toute la tâche des communistes est précisément de savoir convaincre les autres travailleurs, de savoir travailler parmi eux et non de se séparer d'eux à l'aide de mots d'ordre de "gauche" d'une puérile invention. Point n'est besoin d'en douter, MM. Gompers, Henderson, Jouhaux, Legien sont très reconnaissants à ces révolutionnaires de "gauche" qui (...) prêchent la sortie des ouvriers des syndicats réactionnaires et se refusent à y travailler. N'en doutons pas, les leaders de l'opportunisme auront recours à toutes les ressources de la diplomatie bourgeoise, au concours des gouvernements bourgeois, du clergé, de la police, des tribunaux pour fermer aux communistes l'entrée des syndicats, pour les en chasser, pour les y accabler d'ennuis et d'insultes, de tracasseries et de persécutions, pour leur rendre la situation intenable. Il faut savoir résister à tout cela, consentir à tous les sacrifices, user même – en cas de nécessité – de tous les stratagèmes, user de ruse, adopter des procédés illégaux, se taire parfois, celer parfois la vérité à seule fin de pénétrer dans les syndicats, d'y rester et d'y accomplir, malgré tout, la tâche communiste".

1920 : le Conseil International des Syndicats Rouges

En juin 1920, la direction de l'Internationale – le Comité Exécutif – se réunit afin de préparer le II^{ème} Congrès. Rosmer raconte :

“Radek, secrétaire de l'I.C. donna lecture d'une déclaration traitant de la question syndicale ; c'était l'objet principal de la réunion, et cela expliquait la présence de Losovsky qui n'appartenait pas au C.E. mais était l'auteur du texte en discussion.

Il s'agissait de rassembler tous les éléments syndicalistes favorables à la Révolution d'Octobre et à la nouvelle Internationale.

Actuellement ils se trouvaient dans des organisations anarcho-syndicalistes qui avaient adhéré en bloc, et dans les syndicats réformistes où ils formaient des minorités plus ou moins nombreuses.

On proposait la création d'un “Conseil international provisoire des syndicats rouges” dont la tâche serait de faciliter leur liaison et de coordonner leur action”.

La première séance du **“Conseil International des syndicats rouges”**, présidée par Zinoviev, se tint le 16 juin 1920.

Le 15 juillet 1920, des Statuts provisoires et une Déclaration sont publiés au nom du **“Soviet International des Syndicats ouvriers”**.

Les Statuts définissaient les Buts du Conseil comme étant de :

“2- lutter contre la plaie de la collaboration de classes qui ronge le mouvement syndical international et contre l'espoir persistant dans la possibilité de passer pacifiquement du capitalisme au socialisme.

3- grouper tous les éléments révolutionnaires du mouvement syndical mondial et mener une bataille décisive contre le Bureau International du Travail (B.I.T.) de la Société des Nations et contre le programme et la tactique de l'Internationale syndicale siégeant à Amsterdam (la “Fédération Syndicale Internationale” réformiste – F.S.I.)”.

La Déclaration signée par des délégués de 7 pays dont Rosmer *“pour la Minorité syndicaliste révolutionnaire de France”* dit :

“Les soussignés décident :

“- De condamner toute tactique tendant à l'abandon des rangs des organisations syndicales existantes par les éléments d'avant-garde. Ils doivent, au contraire, y exercer une action énergique pour éliminer de la direction du mouvement syndical les opportunistes qui ont collaboré et collaborent avec la bourgeoisie et qui continuent de servir les intérêts de l'impérialisme capitaliste” ;

“- De mener au sein même des organisations syndicales du monde entier un travail méthodique de propagande en créant dans chacune un noyau communiste et révolutionnaire dont l'effort incessant arrivera à faire prévaloir notre programme”.

Le II^{ème} Congrès de l'I.C. qui se tint immédiatement aussitôt (du 19 juillet au 7 août 1920) fut celui qui adopta les Statuts de l'I.C., définit les célèbres **21 Conditions**

Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

d'admission des partis socialistes à l'Internationale. Communiste, conditions fondées sur les principes d'édification d'un parti de type nouveau. Le congrès prit aussi une résolution spéciale sur le Rôle du Parti, et d'autres résolutions particulières dont une sur "le mouvement syndical". Enfin, le congrès publia un "Manifeste".

Ce Manifeste du II^{ème} Congrès, se terminait par ces mots :

*"L'I.C. prétend **expulser des rangs du mouvement ouvrier tous les chefs qui sont liés** directement ou indirectement **par une collaboration politique avec la bourgeoisie**. Ce qu'il nous faut, ce sont des chefs qui n'aient pour la société bourgeoise qu'une haine mortelle, qui organisent le prolétariat en vue d'une lutte impitoyable, qui soient prêts à mener au combat l'armée des insurgés, qui ne s'arrêtent pas à mi-chemin quoiqu'il arrive et qui ne craignent pas de recourir à des mesures de répression impitoyables contre tous ceux qui tenteront par la force de les contrecarrer (...).*

*Tout en combattant de la façon la plus décidée contre le réformisme des syndicats, contre le carriérisme et le crétinisme des parlements, l'I.C. ne laisse pas de **condamner le fanatisme de ceux qui invitent les prolétaires à quitter les rangs d'organisations syndicales comptant des millions de membres** et à tourner le dos aux institutions parlementaires et municipales. Les communistes en aucune façon ne se détourneront des masses dupées et vendues par les réformistes et les patriotes, mais ils acceptent la lutte avec eux, au sein même des organisations de masses et des institutions créées par la société bourgeoise, de façon à pouvoir renverser celle-ci rapidement et à coup sûr.*

Pendant que, sous l'égide de la II^{ème} Internationale, les systèmes d'organisation de classe et les moyens de lutte presque exclusivement légaux se sont trouvés, en fin du compte, assujettis au contrôle et à la direction de la bourgeoisie et que la classe révolutionnaire a été muselée par les agents réformistes, l'I.C. tout au contraire arrache d'entre les mains de la bourgeoisie les guides qu'elle avait accaparés, prend sur soi l'organisation du mouvement ouvrier, le rassemble sous un commandement révolutionnaire et, aidée par lui, propose au prolétariat un but unique, à savoir : la prise du pouvoir pour la destruction de l'État bourgeois et la constitution d'une société communiste".

Les autres résolutions du Congrès précisent encore l'orientation adoptée :

- La pierre angulaire de toute action communiste est "l'organisation d'un noyau communiste partout où l'on trouve quelques prolétaires et quelques demi-prolétaires" ; "dans toute organisation apolitique il doit y avoir un noyau communiste strictement subordonné au Parti" (résolution sur le rôle du Parti).

- "Les communistes ne s'écartent jamais des organisations ouvrières politiquement neutres, même quand elle revêtent un caractère évidemment réactionnaire (syndicats jaunes, syndicats chrétiens, etc.)" ; "la tâche la plus importante est de rester toujours en contact avec les organisations prolétariennes les plus larges" ; "le parti doit toujours rester en relations étroites avec les organisations des grandes masses ouvrières" (résolution sur le rôle du Parti) ; "une faute qui est une maladie de croissance du mouvement, la tendance "à gauche" conduit à une appréciation erronée du rôle et de la

Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

mission du Parti par rapport à la classe ouvrière et à la masse et de l'obligation pour les révolutionnaires communistes de militer dans les parlements bourgeois et dans les syndicats réactionnaire" (résolution sur les tâches de l'I.C.)

- Parmi les 21 Conditions, la 10^{ème} traite du *"devoir de combattre l'Internationale des syndicats jaunes d'Amsterdam"* reconstituée (F.S.I.) et de la tâche d'*"union internationale des syndicats rouges adhérant à l'I.C."*; l'article 14 des Statuts de l'I.C. annonce la constitution d'une *"section syndicale de l'I.C."* regroupant les syndicats communistes ; la résolution sur le rôle du Parti dit : *"L'I.C. invite tous les syndicats acceptant les principes de la III^{ème} Internationale à rompre avec l'Internationale jaune. L'internationale (communiste) organisera une section internationale des syndicats rouges qui se placent sur le terrain du communisme"*.

Donnons enfin de larges extraits de la résolution importante du II^{ème} Congrès de l'I.C. sur le mouvement syndical :

Résolution sur le Mouvement Syndical

Les syndicats créés par la classe ouvrière pendant la période du développement pacifique du capitalisme (entre 1870 et 1914) représentaient des organisations ouvrières destinées à lutter pour la hausse des salaires ouvriers sur le marché du travail et l'amélioration des conditions du travail salarié.

Pendant la guerre (de 14-18), les Syndicats se présentèrent le plus souvent en qualité d'éléments de l'appareil militaire de la bourgeoisie ; ils aidèrent cette dernière à exploiter la classe ouvrière avec la plus grande intensité et à faire mener la guerre de la manière la plus énergique, au nom des intérêts du capitalisme. N'englobant que les ouvriers spécialistes les mieux rétribués par les patrons, n'agissant que dans des limites corporatives très étroites, enchaînés par un appareil bureaucratique, complètement étranger aux masses trompées par leurs leaders opportunistes, les Syndicats ont non seulement trahi la cause de la Révolution sociale, mais aussi celle de la lutte pour l'amélioration des conditions de vie des ouvriers, qu'ils avaient organisés. Ils ont abandonné le terrain de la lutte professionnelle contre les patrons et l'ont remplacé, coûte que coûte, par un programme de transactions amiables avec les capitalistes. Cette politique a été non seulement celle des Trade-Unions libérales (GB et USA), des syndicats prétendus socialistes et libres (Allemagne et Autriche), mais aussi des Unions syndicales de France.

Les conséquences économiques de la guerre poussent les masses prolétariennes dans la voie de la lutte contre le capitalisme. Pour s'assurer le succès dans la lutte économique, les larges masses ouvrières qui demeuraient jusqu'à présent en dehors des Syndicats y affluent maintenant. On constate dans tous les pays capitalistes une croissance prodigieuse des Syndicats qui ne représentent plus maintenant l'organisation des seuls éléments avancés du prolétariat, mais celle de toute sa masse. Les Syndicats, qui étaient devenus pendant la guerre les organes d'asservissement des masses ouvrières aux intérêts de la bourgeoisie, représentent maintenant les organes de la destruction du capitalisme.

Mais la vieille bureaucratie professionnelle et les anciennes formes de l'organisation syndicale entravent de toute manière cette transformation du caractère des Syndicats. La

Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

vieille bureaucratie professionnelle cherche à maintenir en vigueur les règles rendant impossible l'entrée des masses ouvrières mal payées dans les Syndicats. (Elle) s'efforce encore de remplacer le mouvement gréviste par une politique de contrats à long terme qui ont perdu toute signification en présence des variations fantastiques des prix.

Elle cherche à entraver par la voie légale, grâce à l'aide de l'État capitaliste, l'expansion du mouvement gréviste. Aux moments critiques de la lutte, la bourgeoisie sème la discorde parmi les masses ouvrières militantes et empêche les actions isolées de différentes catégories d'ouvriers de fusionner dans une action de classe générale ; elle est soutenue dans ces tentatives par l'œuvre des anciennes organisations syndicales, morcelant les travailleurs d'une branche d'industrie en groupes professionnels artificiellement isolés ; elle s'appuie sur le pouvoir de la tradition idéologique de l'ancienne aristocratie ouvrière. C'est de cette manière que la bureaucratie syndicale substitue de faibles ruisseaux au puissant courant du mouvement ouvrier, substitue des revendications partielles réformistes aux buts révolutionnaires généraux du mouvement et entrave d'une manière générale la transformation des efforts isolés du prolétariat en une lutte révolutionnaire unique tendant à la destruction du capitalisme.

•••

Étant donné la tendance prononcée des larges masses ouvrières à s'incorporer dans les Syndicats, et considérant le caractère objectif révolutionnaire de la lutte que ces masses soutiennent en dépit de la bureaucratie professionnelle, il importe que les communistes de tous les pays fassent partie des Syndicats et travaillent à en faire des organes conscients de lutte pour le renversement du régime capitaliste et le triomphe du Communisme. Ils doivent prendre l'initiative de la création des Syndicats partout où ces derniers n'existent pas encore.

Toute désertion volontaire du mouvement professionnel, toute tentative de création artificielle de Syndicats qui ne serait pas déterminée par les violences excessives de la bureaucratie professionnelle (dissolution des filiales locales révolutionnaires syndicales par les centres opportunistes) ou par leur étroite politique aristocratique fermant aux grandes masses de travailleurs peu qualifiés l'entrée des organes syndicaux, présente un danger énorme pour le mouvement communiste. Elle écarte de la masse les ouvriers les plus avancés, les plus conscients, et les pousse vers les chefs opportunistes travaillant pour les intérêts de la bourgeoisie. Les hésitations des masses ouvrières, leur indécision politique et l'influence que possèdent sur eux les leaders opportunistes ne pourront être vaincus que par une lutte de plus en plus âpre dans la mesure où les couches profondes du prolétariat apprendront par expérience, par les leçons de leurs victoires et de leurs défaites, que jamais le système économique capitaliste ne leur permettra d'obtenir des conditions de vie humaine et supportables, dans la mesure où les travailleurs communistes avancés apprendront; par l'expérience de leur lutte économique, à être non seulement des propagandistes théoriques de l'idée communiste, mais aussi des meneurs résolus de l'action économique et syndicale. Ce n'est que de cette façon qu'il sera possible d'écartier des Syndicats leurs leaders opportunistes, de mettre des communistes à la tête et d'en faire un organe de la lutte révolutionnaire pour le Communisme. Ce n'est que de cette manière qu'il sera possible d'arrêter la désagrégation des Syndicats, de les remplacer par des Unions industrielles, d'écartier la bureaucratie étrangère aux masses et de lui substituer un

Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

organe formé par les représentants des ouvriers industriels en n'abandonnant aux institutions centrales que les fonctions strictement nécessaires.

Comme les communistes attachent plus de prix au but et à la substance des Syndicats qu'à leur forme, ils ne doivent pas hésiter devant les scissions qui pourraient se produire au sein des organisations syndicales si, pour les éviter, il était nécessaire d'abandonner le travail révolutionnaire, de se refuser à organiser la partie la plus exploitée du prolétariat. S'il arrive pourtant qu'une scission s'impose comme une nécessité absolue, on ne devra y recourir que possédant la certitude que les communistes réussiront par leur participation économique à convaincre les larges masses ouvrières, que la scission se justifie non par des considérations dictées par un but révolutionnaire encore très éloigné et vague, mais par les intérêts concrets immédiats de la classe ouvrière correspondant aux nécessités de l'action économique. Dans le cas où une scission deviendrait inévitable, les communistes devraient accorder une grande attention à ce que cette scission ne les isole pas de la masse ouvrière.

Partout où la scission entre les tendances syndicales opportunistes et révolutionnaires s'est déjà produite, où il existe, comme en Amérique, des Syndicats aux tendances révolutionnaires, sinon communistes, à côté des Syndicats opportunistes, les communistes sont dans l'obligation de prêter leur concours à ces Syndicats révolutionnaires, de les soutenir, de les aider à se libérer des préjugés syndicalistes et à se placer sur le terrain du Communisme, car ce dernier est l'unique boussole fidèle et sûre dans toutes les questions compliquées de la lutte économique. Partout où se constituent des organisations industrielles – soit sur la base des Syndicats, soit en dehors d'eux –, organisations se donnant pour but de lutter contre les tendances contre-révolutionnaires de la bureaucratie syndicale, il est bien entendu que les communistes sont tenus de les soutenir avec toute l'énergie possible. Mais le concours prêté aux Syndicats révolutionnaires ne doit pas signifier la sortie des communistes des Syndicats opportunistes en état d'effervescence politique et en évolution vers la lutte de classe. Bien au contraire, c'est en s'efforçant de hâter cette révolution de la masse des Syndicats qui se trouvent déjà sur la voie de la lutte révolutionnaire que les communistes pourront jouer le rôle d'un élément unissant moralement et pratiquement les ouvriers organisés pour une lutte commune tendant à la destruction du régime capitaliste.

À l'époque où le capitalisme tombe en ruines, la lutte économique du prolétariat se transforme en lutte politique beaucoup plus rapidement qu'à l'époque du développement pacifique du régime capitaliste. Tout conflit économique important peut soulever devant les ouvriers la question de la Révolution. Il est donc du devoir des communistes de faire ressortir devant les ouvriers, dans toutes les phases de la lutte économique, que cette lutte ne saurait être couronnée de succès que lorsque la classe ouvrière aura vaincu la classe capitaliste dans une bataille rangée, et se chargera, sa dictature une fois établie, de l'organisation socialiste du pays. C'est en partant de là que les communistes doivent tendre à réaliser, dans la mesure du possible, une union parfaite entre les Syndicats et le Parti Communiste, en les subordonnant à ce dernier, avant-garde de la Révolution. Dans ce but, les communistes doivent organiser dans tous les Syndicats et Conseils de Production des fractions communistes, qui les aideront à s'emparer du mouvement syndical et à le diriger”.

•••

Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

Rosmer raconte à propos de cette résolution :

“Quand la résolution fut apportée devant le (II^{ème}) congrès, (le révolutionnaire américain) John Reed vint me trouver ; il était très ému : “Nous ne pouvons pas rentrer en Amérique avec une décision pareille, me dit-il ; l’I.C. n’a de partisans et de sympathisants dans le monde syndical que parmi les “Industrial Workers of the World” (I.W.W.) (proches des anarcho-syndicalistes européens) et vous nous envoyez à l’“American Federation of Labour” (A.F.L) (réformiste) où elle n’a que d’irréductibles adversaires”.

Ceci indique la difficulté qu’avaient nombre de révolutionnaires à assimiler l’orientation syndicale de l’Internationale Communiste !

•••

Plus loin Rosmer ajoute encore :

“Les controverses sur le programme (gauchiste) du Parti communiste ouvrier allemand (K.A.P.D.) avaient eu leur épilogue au II^{ème} Congrès de l’I.C. (Juillet 1920). Cependant Hermann Görter, le communiste hollandais (du groupe Tribune, avec Pannekoek) qui était le théoricien de cette tendance, ayant adressé une “Lettre ouverte au camarade Lénine”, rouvrait la discussion. Sa “Lettre ouverte” s’achevait sur (un) résumé (en sept points). La principale préoccupation de Görter, c’était la question syndicale (point n° 6) :

“Comme les syndicats sont des armes défectueuses, il faut les supprimer ou les transformer radicalement, et mettre à la place des organisations d’entreprises, réunies dans une organisation générale”. La réunion eut lieu le 24 novembre (1920) ”.

Décidément, l’“antisindicalisme” que nous connaissons aujourd’hui n’est pas aussi neuf qu’il veut le faire croire !

—————

1921 :

L'Internationale Syndicale Rouge

Quelques mois après le II^{ème} Congrès de l'I.C., en décembre 1920, le Parti communiste français (section française de l'I.C., ou S.F.I.C.) était fondé au congrès historique de Tours.

C'est l'année suivante, parallèlement au III^{ème} Congrès de l'I.C. (juin 1921), que se tint à Moscou le I^{er} Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge (I.S.R.) ou Profintern, du 3 au 19 Juillet 1921.

Le III^{ème} Congrès de l'I.C. fut celui qui lança le Manifeste *"Aux masses"* d'où devait sortir peu après l'orientation de *"Front unique"*. La délégation française au congrès comprenait 9 membres. Monatte, fondateur de la *"Vie Ouvrière"* en 1909, et futur responsable de la *"Vie sociale"* à *l'Humanité*, n'alla pas à Moscou ; ayant été emprisonné de mai 1920 à mars 1921, il préparait alors le Congrès de Lille de la C.G.T. qui se tint du 25 au 30 Juillet 1921. Rosmer, par contre, était à Moscou depuis juin 1920, et était membre du Comité Exécutif et du *"petit bureau"* de l'I.C.

Le III^{ème} Congrès fit d'abord le point de la situation, dans sa *"Thèse sur la tactique"* :

"Déjà au cours de sa première année d'existence, l'I.C. a répudié les tendances sectaristes en prescrivant aux partis affiliés, si petits fussent-ils, de collaborer aux syndicats, de participer à vaincre leur bureaucratie réactionnaire de l'intérieur même des syndicats et de les transformer en organisations révolutionnaires des masses prolétariennes, en instruments de combat (...). À son II^{ème} Congrès, l'I.C., dans ses résolutions sur la question syndicale et sur l'utilisation du parlementarisme, a répudié ouvertement toutes les tendances sectaristes (...). Les expériences de ces deux ans de lutte des Partis communistes ont confirmé en tous points la justesse du point de vue de l'I.C. (...). Par la pression exercée par les sans-travail sur les syndicats, les communistes doivent hâter le renouvellement des syndicats, en premier lieu leur libération de l'influence des chefs traîtres (...). Notre travail d'organisation dans les syndicats comme dans les Partis ne doit pas viser à une construction mécanique, à une augmentation numérique de nos rangs ; il doit être pénétré du sentiment des luttes prochaines".

Le III^{ème} congrès de l'I.C. produisit également une résolution spéciale ayant pour titre *"L'I.C. et l'I.S.R. (la lutte contre l'Internationale jaune d'Amsterdam)"* disant ceci :

Aussi bien avant, pendant, qu'après la conquête du pouvoir, "les syndicats demeurent une organisation plus vaste, plus massive, plus générale que le Parti, et par rapport à ce dernier ils jouent jusqu'à un certain point le rôle de la circonférence par rapport au centre (...). Pendant ces trois stades de la lutte du prolétariat, les syndicats doivent soutenir le Parti communiste. À cet effet les communistes et les éléments sympathisants doivent constituer à l'intérieur des syndicats des groupements communistes entièrement subordonnés au Parti. (...) Le parti doit savoir exercer l'influence la plus décisive sur les syndicats sans les soumettre à la moindre tutelle. Le parti a des noyaux communistes"

Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

dans tels syndicats, mais le syndicat lui-même ne lui est pas soumis (...). La tactique consistant à former des groupements communistes dans chaque syndicat, formulée par le II^{ème} congrès universel de l'I.C., s'est vérifiée entièrement pendant l'année écoulée et a donné des résultats considérables en France (...) et dans beaucoup d'autres pays.

Si par exemple des groupes importants d'ouvriers, peu endurcis et insuffisamment expérimentés en politique sortent des syndicats social-démocrates libres d'Allemagne, parce qu'ils ont perdu tout espoir d'obtenir un avantage immédiat de leur participation à ces syndicats libres, cela ne doit en aucun cas changer l'attitude de principe de l'I.C. à l'égard de la participation communiste au mouvement professionnel. Le devoir des communistes est d'expliquer à tous les prolétaires que le salut ne consiste pas à sortir des anciens syndicats pour en créer de nouveaux ou pour se disperser en une poussière d'hommes inorganisés, mais à RÉVOLUTIONNARISER LES SYNDICATS, à en chasser l'esprit réformiste et la trahison des leaders opportunistes, pour en faire une arme active du prolétariat révolutionnaire.

Pendant la prochaine période, la tâche principale de tous les communistes est de travailler avec énergie, avec persévérance, avec acharnement à CONQUÉRIR LA MAJORITÉ DES SYNDIQUÉS ; les communistes ne doivent en aucun cas se laisser décourager par les tendances réactionnaires qui se manifestent en ce moment dans le mouvement syndical, mais s'appliquer par la participation la plus active à tous les combats journaliers, à conquérir les syndicats au communisme malgré toutes les oppositions. La meilleure mesure de la force d'un parti communiste c'est l'influence réelle qu'il exerce sur la masse des ouvriers syndiqués”.

Le Manifeste du III^{ème} Congrès de l'I.C. déclare enfin :

“On ne saurait battre les traîtres au prolétariat, les agents de la bourgeoisie sur le terrain des discussions théoriques (...); on ne les écrasera qu'à l'occasion des questions de pain (...). Et le premier champ de bataille, le plus important, sur lequel on peut les battre, c'est celui du mouvement syndical ; ils seront vaincus dans la lutte que nous mènerons contre l'Internationale jaune et pour l'Internationale rouge. C'est la lutte pour la conquête des positions ennemies dans notre propre camp ; C'est la question de la formation d'un front de combat à opposer au capital mondial”.

•••

Nous sommes tenus de nous limiter à l'exposé des directives **de l'Internationale Communiste** sur le mouvement syndical, les documents concernant les congrès de l'Internationale Syndicale Rouge ne se trouvant malheureusement pas actuellement dans le commerce courant. D'autre part, nous n'étudierons pas non plus comment ces directives de l'I.C. et de l'I.S.R. furent **appliquées** par le P.C.F. dans la C.G.T., ce qui exigerait un autre travail.

1922 : la C.G.T.U.

En juillet 1921 se tint, nous l'avons dit, le Congrès de Lille de la C.G.T. Il se termina par la scission, voulue et organisée par les chefs réformistes (Jouhaux, Dumoulin, Merrheim et Cie) du mouvement syndical ouvrier français.

En décembre de la même année, eut lieu le I^{er} Congrès du P.C.F. (S.F.I.C.) à Marseille.

Lors du I^{er} Congrès de l'I.S.R., en juillet 1921, Rosmer s'était déjà plaint à Monatte de la délégation française : *"Vous en avez envoyé une équipe !"*, écrivait-il. Le Congrès de l'I.S.R. s'était fâché lui-même contre cette délégation anarcho-syndicaliste : *"Vous parlez toujours de grève générale, leur cria-t-on, mais vous ne la faites jamais ; c'est nous, communistes, qui la faisons"*. À cela, conclue Rosmer, ils n'avaient rien à répondre. La question n'était pourtant pas réglée. Au Comité Exécutif élargi convoqué par l'Internationale Communiste en février-mars 1922, *"Les Français avaient été particulièrement agressifs. (Les) plus disposés à une conciliation (avec la ligne de l'I.C.), au moins de forme, soutinrent la thèse que la tactique du Front Unique était, pour la France, sans objet. Ils affirmaient que les "dissidents" – c'étaient ceux qui avaient quitté le Parti après le vote d'adhésion à la III^{ème} Internationale (au Congrès de Tours de décembre 1920) – n'étaient plus qu'un groupe minuscule ; ils n'avaient réussi qu'à emmener avec eux la grande majorité des députés ; leur journal n'avait qu'un faible tirage, "tandis que nous, avec l'Humanité, nous touchons toute la classe ouvrière". Et il en est de même dans les syndicats : "la scission, voulue par les chefs réformistes, leur a été funeste". Il y avait quelque chose de vrai dans ces affirmations, mais le tableau était quand même bien trop optimiste. La scission syndicale, devenue définitive au début de l'année (1922), avait pleinement démontré que Jouhaux et ses amis ne s'étaient maintenus à la direction de la C.G.T. qu'au moyen de manœuvres et de fraudes. Ils ne gardaient avec eux qu'un effectif restreint, non négligeable cependant (les effectifs de la C.G.T. étaient tombés de 2 millions de membres en 1920 à 600 000 en 1921 ; au début de 1922 les effectifs atteignaient à peine 800 000 membres, dont plus de 500 000 rallièrent la C.G.T.U. En 1932, la C.G.T.U. ne comprendra plus que 280 000 membres !). L'unité du front prolétarien n'en restait pas moins nécessaire car elle permettait, de surcroît, de ramener au syndicat et dans l'action les ouvriers qui, impatientés et découragés, avaient quitté les organisations syndicales ; on en comptait déjà plus d'un million"*.

Ce n'est qu'en juin 1922 (du 25 juin au 10 juillet) que fut réuni le **Congrès constitutif de la C.G.T. Unitaire**, à Saint-Étienne ; en mars 1923, au Congrès de Bourges, la C.G.T. Unitaire donna son adhésion définitive à l'Internationale Syndicale Rouge.

Entre temps, en octobre 1922, eut lieu le II^{ème} Congrès du P.C.F. à Paris, à la veille du IV^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste (novembre 1922). Parallèlement au IV^{ème} Congrès de l'I.C. se tint le II^{ème} Congrès de l'I.S.R. À ce Congrès, la représentation réciproque de l'I.C. et de l'I.S.R. fut supprimée, répondant au vœu exprimé par Monmousseau au nom de la délégation française.

Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

Le IV^{ème} Congrès de la III^{ème} Internationale adopta certains textes qui nous intéressent, portant tous sur les scissions organisées par les chefs réformistes dans le mouvement syndical, en France et dans d'autres pays :

Thèses sur l'action communiste dans le Mouvement Syndical

“Au cours de ces deux dernières années (1921-1922), marquées par l'offensive universelle du capital, le mouvement syndical s'est sensiblement affaibli dans tous les pays. Sauf de rares exceptions, les syndicats ont perdu un grand nombre de leurs membres. Devant cette offensive capitaliste d'une part et (la) collaboration de classe persistante (des chefs et syndicats réformistes) d'autre part, les masses ouvrières sont de plus en plus désabusées. De là non seulement leurs tentatives pour créer des groupements nouveaux, mais encore la dispersion d'un grand nombre d'ouvriers conscients qui quittent leurs organisations. Le mouvement syndical porte, dans tous les pays, un caractère d'instabilité foncière ; des groupes assez nombreux d'ouvriers ne cessent de s'en détacher, tandis que les réformistes continuent assidûment leur politique de collaboration.

Au moment même où ils cédaient sur toute la ligne à la pression bourgeoise, les chefs réformistes engageaient leur offensive contre les ouvriers révolutionnaires. Voyant que leur mauvaise volonté à organiser la résistance contre le capital avait provoqué une fermentation profonde dans les masses ouvrière, et résolu à nettoyer les organisations de la contagion révolutionnaire, ils entreprirent contre le mouvement syndical révolutionnaire une offensive en règle tendant à désagréger et à démoraliser la minorité révolutionnaire par tous les moyens en leur pouvoir, et à faciliter la consolidation de la domination de classe ébranlée de la bourgeoisie. Pour conserver leur autorité, les dirigeants de l'Internationale d'Amsterdam n'hésitent pas à exclure, non seulement des individus et des petits groupes, mais des organisations entières ; pour rien au monde les gens d'Amsterdam ne veulent rester en minorité et, en cas de menace des éléments révolutionnaires partisans de l'I.S.R. et de l'I.C., ils sont décidés à provoquer la scission, pourvu qu'ils puissent ainsi conserver leur mainmise sur l'appareil administratif et les ressources matérielles. Ainsi ont fait les chefs de la C.G.T. française...

En même temps la même offensive se déclenchait dans le monde entier, les Fédérations internationales adhérant à Amsterdam excluaient systématiquement ou refusaient d'admettre les Fédérations nationales révolutionnaires correspondantes. Le réformisme pressent sa fin prochaine ; il veut, à l'aide des exclusions et de la scission des éléments les plus combattifs, affaiblir au maximum la classe ouvrière pour la rendre incapable de mettre la main sur le pouvoir et les moyens de production et d'échange.

En même temps, une “offensive” toute semblable à celle d'Amsterdam était lancée par l'aile anarchiste du mouvement ouvrier contre l'I.C., les Partis communistes et les noyaux communistes des syndicats. Ainsi les anarcho-syndicalistes de France...

Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

Les communistes ne peuvent ni ne doivent abandonner leur droit à organiser des "noyaux" au sein des syndicats, quelle que puisse être l'orientation de ces derniers. Ce droit, personne ne peut le leur enlever.

Il va de soi que les communistes militant au sein des syndicats sauront coordonner leur action avec ceux d'entre les syndicats qui ont pris acte de l'expérience de la guerre et de la révolution.

Les communistes doivent se charger de l'initiative de créer dans les syndicats un bloc avec les ouvriers révolutionnaires d'autres tendances. Mais la coordination des actions suppose une organisation des communistes.

Le mot d'ordre de l'I.C. (contre la scission syndicale) doit être appliqué aussi énergiquement que par le passé, malgré les furieuses persécutions auxquelles les réformistes de tous les pays soumettent les communistes. Les réformistes veulent prolonger la scission à l'aide des exclusions. Chassant systématiquement les meilleurs éléments des syndicats, ils espèrent faire perdre le sang-froid aux communistes, les faire sortir des syndicats et leur faire abandonner le plan profondément réfléchi de la conquête des syndicats du dedans en se prononçant pour la scission. Mais les réformistes ne pourront pas arriver à ce résultat.

La scission syndicale, surtout dans les conditions actuelles, représente le plus grand danger pour le mouvement ouvrier dans son entier. La scission dans les syndicats rejeterait la classe ouvrière à plusieurs années en arrière, car la bourgeoisie pourrait alors reprendre facilement les conquêtes les plus élémentaires des ouvriers. Coûte que coûte, les communistes doivent empêcher la scission syndicale. Par tous les moyens, par toutes les forces de leur organisation, ils doivent mettre obstacle à la criminelle légèreté avec laquelle les réformistes brisent l'unité syndicale.

Dans les pays où deux centrales syndicales existent parallèlement (France) les communistes doivent lutter systématiquement pour la fusion des organisations parallèles. Étant donné ce but de la fusion des syndicats actuellement scindés, il n'est pas rationnel d'arracher les communistes isolés et les ouvriers révolutionnaires des syndicats réformistes, en les transférant dans les syndicats révolutionnaires. Pas un syndicat réformiste ne doit rester dépourvu du ferment communiste. Un travail actif des communistes dans les deux syndicats est une condition du rétablissement de l'unité détruite.

La sauvegarde de l'unité syndicale, ainsi que le rétablissement de l'unité détruite, ne sont possibles que si les communistes mettent en avant un programme pratique pour chaque pays et pour chaque branche d'industrie.

L'exclusion des communistes a pour but de désorganiser le mouvement révolutionnaire en isolant les dirigeants des masses ouvrières. L'exclusion des communistes après leur élection à des fonctions syndicales par des organisations locales ne doit pas seulement susciter des protestations contre la violence exercée à l'égard de la volonté des électeurs ; une telle exclusion doit provoquer une résistance organisée bien déterminée. Les membres exclus ne doivent pas demeurer dispersés. La tâche la plus importante des partis communistes consiste à ne pas permettre aux éléments exclus de se désagrèger. Ils doivent s'organiser en syndicats d'exclus en mettant au centre de leur travail politique un

Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

programme concret et l'exigence de leur réintégration. Les communistes doivent développer la lutte la plus énergique contre l'exclusion des syndicats révolutionnaires du sein des Fédérations Internationales par industrie. Les comités internationaux de propagande par industrie, créés par l'I.S.R., doivent trouver le soutien le plus ardent de la part des partis communistes, de façon à grouper toutes les forces révolutionnaires existantes dans le but de lutter pour les fédérations internationales uniques par industrie. Toute cette lutte doit se faire sous le drapeau de l'admission de tous les syndicats sans distinction de tendance, sans distinction de courants politiques, dans une organisation internationale unique d'industrie.

Poursuivant son chemin vers la conquête des syndicats et la lutte contre la politique scissionniste des réformistes, le IV^{ème} congrès de l'I.C. déclare solennellement que toutes les fois que les gens d'Amsterdam n'auront pas recours aux exclusions, toutes les fois qu'ils donneront aux communistes la possibilité de lutter idéologiquement pour leurs principes au sein des syndicats, les communistes lutteront en membres disciplinés dans les rangs de l'organisation unique, marchant toujours en avant dans toutes les collisions et dans tous les conflits avec la bourgeoisie.

Le IV^{ème} Congrès de l'I.C. déclare que tous les partis communistes doivent faire tous leurs efforts pour empêcher la scission dans les syndicats, qu'ils doivent faire tout ce qui dépend d'eux pour reconstituer l'unité syndicale détruite dans certains pays, et obtenir l'adhésion du mouvement syndical de leurs pays respectifs à l'Internationale Syndicale Rouge”.

Résolution sur la Tactique de l'Internationale Communiste

“8- La Division dans les Syndicats.

(...) Les hommes (de l'Internationale jaune) d'Amsterdam reculent devant toute lutte contre l'offensive du capital et continuent plutôt leur politique de collaboration avec les patrons.

Pour n'être pas gênés par les communistes dans cette alliance avec les entrepreneurs, ils cherchent à supprimer complètement et systématiquement l'influence des communistes dans les syndicats. Mais comme les communistes ont cependant, dans beaucoup de pays déjà, conquis la majorité dans les syndicats ou sont en train de la conquérir, les hommes d'Amsterdam ne reculent ni devant les exclusions en masse, ni devant la scission formelle des syndicats.

Rien n'affaiblit autant les forces de la résistance prolétarienne contre l'offensive du capital que la division des syndicats. Les chefs réformistes des syndicats le savent bien. Mais comme ils s'aperçoivent que le terrain se dérobe sous eux et que leur faillite est inévitable et proche, ils s'empressent de diviser les syndicats, ces instruments irremplaçables de la lutte de classe prolétarienne, pour que les communistes ne recueillent plus que les débris et les éclats des anciennes organisations syndicales. Depuis août 1914 (l'Union Sacrée), la classe ouvrière n'a pas vu pire trahison.

Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

9- La conquête de la majorité.

Dans ces conditions, l'indication fondamentale du III^{ème} Congrès mondial (juin 1921) : "Conquérir une influence communiste dans la majorité de la classe ouvrière et mener au combat la partie décisive de cette classe", subsiste dans toute sa force. (...) La majorité de la classe ouvrière d'Amérique et d'Europe doit être gagnée ; c'est la tâche essentielle de l'I.C. à présent comme auparavant".

...

Programme de Travail et d'Action

du Parti Communiste français

"(...)

4- Pour se mettre en condition de participer à l'action ouvrière sous toutes ses formes, de contribuer à l'orienter ou de remplir dans certaines circonstances un rôle déterminant, le Parti doit constituer, sans perdre un jour, son organisation de travail syndical.

La formation de Commissions syndicales auprès des fédérations et sections (décidées par le Congrès de Paris) et de groupes communistes dans les usines et grandes entreprises capitalistes ou étatiques, fera pénétrer dans les masses ouvrières les ramifications du Parti, grâce auxquelles celui-ci pourra diffuser ses mots d'ordre et accroître l'influence communiste sur le mouvement prolétarien.

Les Commissions syndicales, à tous les degrés de la structure du Parti et des syndicats, se tiendront en liaison avec les communistes restés, d'accord avec le Parti, dans la C.G.T. réformiste et les guideront dans leur opposition à la politique des dirigeants officiels ; elles enregistreront les membres du Parti syndiqués, contrôleront leur activité et leur transmettront les directives du Parti.

5- Le travail communiste dans tous les syndicats sans exception consiste en premier lieu dans la lutte pour le rétablissement de l'unité syndicale indispensable à la victoire du prolétariat. Chaque occasion doit être utilisée par les communistes pour montrer les effets néfastes de la division actuelle et préconiser la fusion. Le Parti combattra toute tendance à la dispersion de l'action, au morcellement de l'organisation, au particularisme professionnel ou local, à l'idéologie anarchiste. Il soutiendra la nécessité de la centralisation du mouvement, la formation de vastes organisations par industries, la coordination des grèves pour substituer aux actions localisées et limitées, vouées d'avance à l'insuccès, les actions d'ensemble susceptibles d'entretenir la confiance des travailleurs dans leur force.

Dans la C.G.T. Unitaire, les communistes combattront toute tendance contraire au ralliement des syndicats français à l'Internationale Syndicale Rouge.

Dans la C.G.T. réformiste, ils dénonceront l'Internationale d'Amsterdam et les pratiques de collaboration de classe des dirigeants.

Dans les deux C.G.T., ils préconiseront les démonstrations et actions communes, les grèves en commun, le front unique, l'unité organique, le programme intégral de l'I.S.R. "

Que faire ?

Que faire ? Quelle est la voie à suivre pour résoudre la crise syndicale ?

La situation de 1921 n'était certes pas celle de 1971. Le rapport des forces nationales et mondiales entre la bourgeoisie et le prolétariat il y a 50 ans – dans la période nouvelle ouverte alors des guerres et des révolutions – n'était pas celui de notre époque, du passage mondial au socialisme. Des traits importants caractérisaient alors la situation : l'expérience de la "Grande guerre", la rupture historique de la chaîne impérialiste par la révolution d'Octobre, la poussée révolutionnaire de 1920, l'existence de l'Internationale Communiste et la création de l'I.S.R., le ralliement majoritaire de la S.F.I.O. à la III^{ème} Internationale et à l'idée du parti léniniste de type nouveau, celui de la masse des syndicalistes français au syndicalisme de lutte de classe, la brusque apparition d'un syndicalisme de masse, la création nouvelle de syndicats d'industrie, etc.

Pendant les traits communs de cette époque avec la nôtre restent fondamentaux pour ce qui nous occupe : gangrène de la C.G.T. par la collaboration de classe, poussant nécessairement les chefs syndicaux à une politique d'exclusions et de scission dès que s'organisera la résistance de la fraction avancée de la classe ouvrière. C'est pourquoi l'orientation syndicale adoptée par l'I.C. en 1920-1922 reste aujourd'hui pleinement valable dans ses grandes lignes. L'expérience acquise par le mouvement ouvrier dirigé par l'I.C. est même d'une telle richesse que notre voie est tracée, non seulement pour l'étape actuelle où il s'agit de faire prévaloir **le syndicalisme de lutte de classe**, mais aussi pour l'étape ultérieure qui consistera à conquérir par la lutte **l'unité syndicale**, et à réaliser le Front unique du prolétariat. Notons à ce propos qu'en 1920 la C.G.T. était pratiquement la seule centrale ouvrière, alors qu'aujourd'hui elle est seulement la principale centrale, et que la division ouvrière – perpétuée par la collaboration de classe – précède aujourd'hui la lutte pour un syndicalisme de lutte de classe.

S'il restait quelque doute quant à la définition d'une juste orientation syndicale, les révisionnistes modernes du P.C.F., qui ont entraîné et maintiennent la C.G.T. dans l'ornière réformiste, nous ordonneraient eux-mêmes de nous engager à constituer nos fractions rouges dans tous les syndicats, précisément parce que c'est ce qu'ils craignent comme la peste, ce qu'ils sentent eux-mêmes venir irrésistiblement, et ce qu'ils se préparent déjà à combattre, avec l'acharnement que met la bourgeoisie à conserver le pouvoir. Ainsi, peu après 1968 (!), **Georges Ségué** déclarait dans son rapport au 37^{ème} Congrès de la C.G.T. (Vitry – novembre 1969) :

*"Nous avons mis la C.G.T. à l'heure de notre temps (c'est-à-dire à l'heure de Jouhaux de 1920 et de la collaboration de classe !). La C.G.T. n'est **ni la C.G.T.U.**, ni la C.G.T. des années 1930 (de l'I.S.R. et des fractions rouges !). La C.G.T., en 1969, est une organisation **excluant toute activité fractionnelle**, de tendance. Nous entendons préserver notre cohésion. L'énergique riposte que nous avons opposée aux **manœuvres de noyautage** de la C.G.T. tentées par divers groupuscules gauchistes, vaut pour toute velléité de même nature d'où qu'elle vienne (même de Garaudy !). Tous les courants de pensée dans la classe ouvrière sont représentés au sein de la C.G.T. (c'est-à-dire tous les courants de la*

Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

bourgeoisie de “gauche”, le courant de collaboration de classe de l’aristocratie ouvrière qui n’a rien à y faire en premier lieu ; par contre le courant révolutionnaire dénommé “gauchiste” n’est pas reconnu comme un courant de pensée du prolétariat et est assimilé à des pénétrations policières !!) ”.

Séguy, en chef ouvrier collabo endurci, omet simplement de signaler que *“l’exclusion de toute activité fractionnelle”* dans la C.G.T. date de la réunification syndicale de 1935, où elle fut concédée par la C.G.T.U., après de vives résistances, au sieur Jouhaux de la C.G.T. réformiste... lequel dirigea 4 ans plus tard la chasse aux syndicalistes !

Au même Congrès de Vitry, **Benoît Frachon** parlant en vétéran de la C.G.T.U., n’hésita pas à renverser la vérité historique ; prenant ouvertement le point de vue de l’anticommunisme classique et le parti des chefs ouvriers traîtres de la C.G.T. réformiste, il dit :

“L’Internationale Communiste obligea (!) en vain à mettre dans les statuts l’organisation des fractions” ; “chez nous elles ne correspondaient pas aux sentiments profonds des ouvriers, ni aux nécessités de la lutte des classes” ; “ces fractions, camarades, je les ai bien connues, ça n’était pas des armes bien efficaces” ; “mais elles étaient dans les statuts de l’Internationale Communiste” ; “en 1934, les socialistes de la C.G.T. demandaient aux communistes de la C.G.T.U. de les condamner” ; “ces fractions étaient devenues caduques, quoiqu’elles n’aient même pas été utiles dans tous les pays” ; “nous avons déclaré que nous étions prêts à accepter dans les statuts nouveaux la condamnation des fractions”...

(Néanmoins Frachon donne quelques renseignements utiles sur la campagne pour l’unité syndicale de 1934-1935 :

“Des camarades de la C.G.T.U. en arrivaient à constituer des syndicats uniques. Chacun gardait sa carte à la C.G.T. ou à la C.G.T.U., mais il y avait un seul syndicat et une seule direction de ce syndicat” ; “Puis des Fédérations décidèrent de préparer leur Congrès de fusion”.)

Nous retiendrons que l’aristocratie syndicale qui se trouve à la tête du mouvement syndical n’est pas décidée à laisser le prolétariat chasser la bourgeoisie qui a pénétré les rangs de ses organisations. Mais nous nous souviendrons aussi des fières paroles de l’Internationale Communiste en 1922 : *“personne ne peut enlever aux communistes le droit d’organiser des noyaux au sein des syndicats. Nous irons notre chemin sans demander la permission aux syndicalistes du tapis vert patronal”.*

Finalement, les tâches immédiates de l’avant-garde prolétarienne, des maoïstes (M-L-M), sont les suivantes :

1- Organiser **des cellules** communistes partout où l’on trouve quelques prolétaires ou semi-prolétaires, en premier lieu dans les grandes entreprises.

2- Obligation pour tous les communistes révolutionnaires salariés de **militer dans les syndicats**, où ils forment un noyau entièrement subordonné au parti. La règle est d’appartenir au syndicat le plus puissant de l’entreprise ou de la branche industrielle en priorité ; lorsqu’il n’existe pas de syndicat le devoir des communistes est d’en former un.

Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

3- Former **des fractions rouges** au sein de tous les syndicats, rassemblant les communistes et tous les travailleurs désireux, non pas de mener une lutte parlementaire au sein du syndicat à la manière trotskiste, mais de le révolutionnariser, d'anéantir la ligne de collaboration de classe et d'expulser la bourgeoisie "ouvrière" qui le dirige ; toute la Politique des fractions rouges dans les divers syndicats, impulsée et centralisée par les communistes, est concentrée sur l'objectif du syndicat unique de lutte de classe. Les fractions rouges, au rôle, au programme et aux méthodes nettement distincts de ceux des cellules communistes, devront nécessairement, en période de calme revendicatif surtout, mener leur action de manière semi-clandestine pour résister aux assauts du gouvernement, du patronat et de leurs agents les dirigeants jaunes.

4- Grouper les camarades et les syndicats exclus en **Syndicats rouges** indépendants, reliés entre eux, avec comme premier thème de lutte leur réintégration.

5- Créer des **comités de lutte** groupant syndiqués et non syndiqués dès que les conditions sont favorables, c'est-à-dire en période d'activité revendicative, afin de mobiliser les travailleurs les plus défavorisés, les immigrés et les jeunes dégoûtés ou écartés des syndicats, et d'exercer ainsi une pression décisive contre les dirigeants réformistes.

Annexe : 1940

Une expérience extrêmement précieuse du mouvement ouvrier français, qui confirme encore la nécessité de la lutte contre la collaboration de classe **de l'intérieur**, est celle de notre Parti communiste en 1939-1940.

Que s'est-il passé alors ?

Au lendemain de la réunification syndicale de 1935 et du Front populaire, en **1937**, un groupe scissionniste se crée à la direction de la C.G.T. **Belin**, Dumoulin, Froideval, Roy, Delmas dirigent cette fraction rassemblée autour du journal *"Syndicats"*. Certains de ces hommes, qui sont en relation avec Déat et avec le Comité France-Allemagne, professent tous les slogans pro-fascistes. Ils exalteront l'esprit de Munich et exploitent certaines formules de l'anarcho-syndicalisme et du réformisme.

La majorité des anciens confédérés (venant de la C.G.T. réformiste) groupés autour de **Léon Jouhaux**, enclins à la lutte anticommuniste et anti-soviétique, ne mènent pas une lutte résolue contre les scissionnistes. Au contraire, entre Belin et Jouhaux s'opère une division implicite du travail. La campagne menée contre le syndicalisme de lutte de classe aboutira, avec l'occupation allemande, à la **liquidation du mouvement syndical** lui-même.

Les ex-unitaires (venant de la C.G.T.U.) de la C.G.T. réunifiée – Racamond, Sémard, Frachon... – reprocheront plus tard que *"les mesures énergiques d'épuration qui s'imposaient"* contre *"des hommes aussi corrompus, aussi ouvertement ennemis de la classe ouvrière"* n'aient été prises, qu'on n'ait pas *"débarrassé nos organisations de ces traîtres"* en 1938 (Frachon : janvier 1946).

Le **3 septembre 1939**, l'Angleterre, puis la France déclarent la guerre à l'Allemagne nazie qui vient d'envahir la Pologne. Dans les premiers mois de la guerre, aucune opération militaire sérieuse n'est entreprise. À l'extérieur la bourgeoisie française cherche un renversement d'alliances et à transformer la guerre en croisade antisoviétique. À l'intérieur, le gouvernement fait la guerre à la classe ouvrière. Le Parti communiste est interdit, les militants ouvriers sont poursuivis. La C.G.T. est brisée, les syndicats de lutte de classe sont dissous. Par contre, la 5^{ème} colonne des agents de Hitler agit au grand jour. C'est ce qu'on appelle la "drôle de guerre".

C'est le **26 septembre 1939**, sous prétexte du traité germano-soviétique et de la mobilisation, que la réaction bourgeoise épaulée solidement par les dirigeants socialistes et les réformistes de la C.G.T. met le P.C.F. hors la loi. C'est l'heure de la persécution des militants ouvriers et révolutionnaires et de la démolition du mouvement ouvrier et populaire. Le 5 octobre 1939, 35 députés communistes seront arrêtés et incarcérés à la Santé. En décembre 39, à la suite de la guerre entre la Finlande et la Russie, le délire anticommuniste atteindra son paroxysme. En mars 1940, Daladier jugé trop tendre avec les communistes sera remplacé à la présidence du Conseil par Paul Reynaud qui fera entrer 6 socialistes au gouvernement. En avril 40, le ministre socialiste Sérol décrètera la peine de

Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

mort contre les suspects de propagande communiste ; le socialiste Barthélémy rapportera la loi de déchéance des députés communistes promulguée le 20 janvier 40 ; le 3 avril 40, 36 députés communistes sont condamnés.

L'un des objectifs essentiels de la contre-offensive patronale est la destruction de la C.G.T. Dirigeants réformistes et gouvernement se partagent, en union intime, la tâche. Les premiers se chargent d'apporter à la classe ouvrière les "arguments" nécessaires pour évincer les communistes des directions syndicales. Dès septembre 1939, les militants syndicaux qui se refusaient à condamner le traité germano-soviétique étaient violemment pris à partie et exclus des syndicats pour "activité antipatriotique". Ce n'était là qu'une manœuvre, car en réalité dès le Congrès de Nantes de novembre 1938, tout était prêt pour une deuxième scission syndicale. Trois ans d'activité anticommuniste, antisoviétique et de collaboration de classe avaient préparé ce coup de force.

Léon Jouhaux inaugure la lutte en profitant du départ de nombreux mobilisés pour faire exclure les communistes de la Commission administrative. Le **18 septembre 1939** la majorité du Bureau confédéral de la C.G.T., à l'instigation de Belin, et des réformistes, décide l'exclusion des communistes et de ceux jugés comme tels. Le C.A. du 25 septembre confirme cette décision. À tous les échelons, cette action se poursuit. Le gouvernement, lui, achève le travail. D'abord, sur les ordres du patronat, les décrets anti-ouvriers se succèdent en octobre et novembre 1939 : suppression des délégués ouvriers, révision des conventions collectives, rétablissement des amendes, alignement des entreprises réquisitionnées sur le régime des établissements militarisés de défense nationale ; journée de travail épuisante, diminution notable des salaires, suppression de toute garantie légale pour la classe ouvrière, tel est le bilan de cette législation qui détruit, en moins de 3 mois, un demi-siècle de conquêtes ouvrières. Ensuite, le gouvernement apporte son concours aux chefs réformistes : il fait arrêter les militants communistes des syndicats, désignés à la répression par les attaques réformistes ; il fait dissoudre les syndicats qui ne se sont pas laissés "persuader" et que les dirigeants réformistes font exclure des Bourses du Travail. 620 syndicats auront ainsi été dissous en mars 1940. La police vient parfois aider les syndicats à pratiquer la démocratie. Les militants traqués, arrêtés, peuplent bientôt les camps d'internement.

La C.G.T. ainsi "rénovée" au nom de l'union nationale réactionnaire abandonne toute défense contre l'exploitation et la surexploitation capitaliste pour se consacrer à la lutte anticommuniste. Aussi les travailleurs s'en détachent-ils très vite. Les syndicats "tolérés" se vident de leurs adhérents qui n'ont aucune confiance dans les dirigeants. La C.G.T. qui comptait 5 millions d'adhérents depuis 1937 (2,5 millions en juin 36), compte officiellement moins de 1 million d'adhérents en mai 1940.

En **mai 1940** les troupes nazies se ruent à l'ouest. En quelques semaines la France, trahie, est occupée. Un gouvernement pro-hitlérien est mis en place le 16 juin 40 à Vichy par les occupants, Pétain signe la capitulation le lendemain et installe l'"État français" le 10 juillet. Quatre années de misère, de déportation, de deuils, commencent sous le joug fasciste.

Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

Avec l'occupation, les hommes de la 5^{ème} colonne dans le mouvement syndical, les auteurs de la scission de 1939, recueillent le prix de leurs forfaits. Belin devient Ministre du Travail le 12 juillet 1940 ; il choisit comme adjoints : Francis Million, ex-secrétaire de la C.G.T., Raymond Froideval, administrateur de "Syndicats", Émile Courrière ancien secrétaire fédéral. Dumoulin rejoignit Déat au R.N.P. nazi et fonda le "Centre Syndicaliste de propagande" qui publia "l'Atelier".

Le **9 novembre 1940** la C.G.T. est dissoute. La Charte du Travail est ensuite instaurée (le 4 oct. 1941), avec ses "Comités sociaux" et ses "syndicats" prônant officiellement la "collaboration sociale et professionnelle" entre le Capital et le Travail.

•••

Que firent, dans ces circonstances, les militants syndicalistes ? Quelle fut l'orientation syndicale de notre Parti communiste clandestin ? (Ce fut bien le **nôtre**, avec ses échecs et ses victoires, ses fautes et ses succès, jusqu'à la "déstalinisation" khrouchtchévienne de 1956).

Pour la classe ouvrière, la lutte contre le fascisme a commencé depuis longtemps, en particulier depuis les combats de février 1934 ; pour les militants, la lutte clandestine a commencé dès 1939.

Pendant la "drôle de guerre" (de l'automne 39 à juin 40), le Parti s'adapte à la lutte clandestine et met son organisation illégale en place à tous les échelons, tout en utilisant jusqu'au bout les possibilités d'actions légales. Les syndicats existent toujours, même la C.G.T. (jusque novembre 40) ; dirigés par des chefs réformistes et conçus comme un instrument de soutien à la politique d'union sacrée, ils n'en sont pas moins un moyen légal d'organisation que la classe ouvrière a le devoir d'utiliser. Le Parti engage donc les travailleurs à **ne pas quitter les syndicats**, mais au contraire à y adhérer en masse, afin d'imposer leur volonté aux chefs réformistes. Pour aider la création, à partir de ces syndicats, du Front unique à la base, des "Comités d'indépendance et d'union des syndicats" sont créés en février 1940 et leur Comité national publie un programme. Si le Parti ne put pas susciter le mouvement de masse qui eût arrêté la réaction intérieure et la guerre impérialiste, cela est le fait, d'une part de la terreur politique et de ses conséquences, d'autre part de la division de la classe ouvrière provoquée et approfondie par les réformistes. L'action du Parti ne fut pas non plus sans défaut, comme le signalera "La Vie du Parti" :

"Ce fut une faiblesse de notre part de ne pas nous cramponner avec plus d'énergie à l'organisation syndicale, de ne pas lutter avec plus de vigueur contre la sortie massive des ouvriers des syndicats... Notre action illégale fut rendue plus difficile car elle ne s'appuyait plus sur des organisations de masses légales".

Les débuts de la résistance commencent avec l'occupation elle-même, en été 1940. C'est, pour le Parti, une période de réorganisation d'une part, et de rassemblement des forces populaires d'autre part. Le renforcement du Parti joue le rôle dirigeant et la classe ouvrière fournit l'avant-garde de l'opposition aux occupants et à leurs valets fascistes.

Le Parti a la charge d'une triple lutte : économique, politique et militaire. Les premières formes d'actions politiques sont la lutte contre la répression et les actions en faveur des

Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

prisonniers de guerre. La lutte militaire est préparée par les récupérations d'armes ; elle s'amorce par la protection des militants, la lutte contre les traîtres, et déjà des attentats isolés.

Mais la lutte économique reste la base de l'activité du Parti. Duclos décrit les *“premiers pas de la Résistance”* dans ses Mémoires :

“C'est d'abord la défense de leurs conditions de vie qui allait entraîner les travailleurs à l'organisation et à l'action. Dans la situation tragique de l'été 40, c'était une tâche urgente... La lutte contre le chômage était à l'époque primordiale”.

Pour mener cette lutte, le Parti préconise à l'époque deux formes d'organisations de masses : le syndicat et les comités populaires.

Les syndicats, même réactionnaires et dirigés par des traîtres, doivent être utilisés au maximum par les travailleurs ; la classe ouvrière doit les utiliser comme organes de liaison du Parti et des masses.

Mais les ouvriers répugnent à verser leur cotisation à un syndicat dirigé par les réformistes, où la doctrine officielle est la collaboration de classe, et aux organisations corporatives qui prennent leur suite.

Benoît Frachon expose dans *“la Vie ouvrière”* du 7 septembre 1940 :

“Il ne s'agit pas de laisser les chefs traîtres mener leurs intrigues ; on ne combat pour la propreté et l'indépendance des syndicats qu'à l'intérieur de ces syndicats”.

Et il écrit aux métallurgistes de la région parisienne :

“Vous pensiez qu'en adhérant aux syndicats vous apporteriez (aux dirigeants syndicalistes réactionnaires) l'appui de votre présence. C'est le contraire qui est vrai. Les usurpateurs ne redoutent rien tant que votre adhésion massive au syndicat. Ils ne souhaitent qu'une chose, c'est que vous restiez le plus longtemps inorganisés”.

Et Duclos ajoute : *“Il fallait reprendre sa carte syndicale, il fallait lutter pour imposer aux dirigeants la tenue d'assemblées et le dépôt de cahiers de revendications”.* Jean Catelas, membre du P.C. depuis 1920 (et qui sera guillotiné le 24 septembre 1941), écrit en octobre 1940 sa belle lettre aux cheminots d'Amiens ; il s'adressait à ses camarades, alors que Belin et Dumoulin voulaient transformer le syndicat en agence de mouchardage contre les ouvriers. Jean Catelas s'adressa à ses camarades qui quittaient en masse cet organisme en leur expliquant qu'il ne s'agissait pas de syndicat “appartenant” à tel ou tel individu, mais du *“Syndicat des Cheminots”* qui n'appartenait qu'aux cheminots. *“Accrochez-vous ! Restez-y envers et contre tous, pour en refaire, contre les traîtres et les lâches, votre moyen de défense des revendications et de libération des français”.*

Les sections syndicales ainsi reconstituées montrent immédiatement la force de la classe ouvrière organisée. Des grèves sont engagées. *L'Humanité* et la *Vie ouvrière* donnent souvent des exemples d'action et de succès.

“Cependant, écrit Duclos, les dirigeants vichystes et collaborateurs freinaient par tous les moyens, parce qu'ils se sentaient incapables de canaliser la poussée ouvrière, l'activité des sections syndicales. D'autres organisations devaient donc être créées pour remédier à cette carence, c'étaient les “Comités populaires”. Ces formes d'organisation plus larges étaient indispensables pour créer la base du Front national. Leur histoire fournit un

Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

excellent exemple de ce que fut le travail de masse du P.C. lorsqu'il était révolutionnaire. D'abord limités, par les conditions de l'époque, dans leurs objectifs et leur recrutement, les comités populaires ne vont cesser de se multiplier et d'étendre leur combat, à mesure que la situation s'éclaircit et se transforme. Ils étendirent leur action, formulèrent des revendications, organisèrent des mouvements. D'abord semi-légaux, ils jouèrent rapidement le rôle d'un véritable syndicat clandestin.

Les Comités populaires naissent, fort modestement, au début de juillet 1940. *L'Humanité* du 1^{er} juillet, répondant aux difficultés matérielles considérables des masses, appelle à l'*“organisation de comités populaires **de solidarité et d'entraide** dans chaque quartier, dans chaque localité”*. Le 7 juillet, l'objet de ces comités est notablement élargi : *“leur activité s'étendra à tous les besoins de la population”*, leur rôle est de donner confiance aux masses, de *“leur donner le sentiment que le salut est en elles”*. Thorez et Duclos appellent le Peuple de France à s'unir *“dans ces comités populaires de solidarité et d'entraide, dans les syndicats, dans les usines, les villes, les villages”*.

Le 1^{er} août 40, *“la Vie ouvrière”* entreprenait une campagne systématique, pour que fût créé dans chaque entreprise un “Comité populaire d'entreprise” représentant le personnel et destiné, dans l'immédiat, à assurer le ravitaillement en vivres et à pousser à la remise en route de l'usine. Dans certaines usines de la région parisienne, les ouvriers obtinrent ainsi le paiement des heures supplémentaires non réglées, des salaires non touchés pendant l'exode, des congés, des indemnités de repliement. Dès la fin d'août, 70 comités d'entreprise sont déjà constitués.

Par la lutte pour s'accrocher aux syndicats et par la création conjointe des Comités populaires, la classe ouvrière et le peuple de France pourront poursuivre le combat.

Freddy Malot – octobre 1971

Table

La crise syndicale	2
La situation en 1920.....	5
Le gauchisme	7
1920 : le Conseil International des Syndicats Rouges	10
1921 : l'Internationale Syndicale Rouge	16
1922 : la C.G.T.U.	18
Que faire ?	23
Annexe : 1940	26

LE MARIAGE,
la Femme, la Famille et la Révolution

Jusque la fin du moyen âge le mariage n'était pas décidé par les tourtereaux eux-mêmes (inconnus alors), mais par les règles de la communauté ou par les intérêts et caprices des familles. La bourgeoisie, montante à partir du 16^e siècle et victorieuse en 1789, en établissant le "libre-contrat" dans tous les domaines, rendit officiellement immoral tout mariage ne reposant pas sur l'amour sexuel réciproque, et offrit à la femme son seul et unique Droit, le droit au mariage d'amour.

Où en est-on aujourd'hui, dans notre société capitaliste développée - qui n'est pas la nôtre - en ce qui concerne ce mariage bourgeois ? Il ressort au premier coup d'oeil que la moralité bourgeoise se porte bien, puisqu'on se marie en 2 minutes, sans rien demander à personne, par l'opération du premier coup de fou-dre. Le malheur, dira-t-on, c'est qu'il faut 2 ans pour divorcer. C'est que si le mariage émancipe les mineurs, il donne à tous les majeurs un tuteur, l'Etat. C'est l'"Amour" qui nous unit, mais c'est la Justice qui nous délie !

C'est ici que les libéraux s'indignent au nom du libre-contrat et de la prise de la Bastille : on se plaît, on se marie, disent-ils et disent-elles ; si on ne se plaît plus, on devrait pouvoir divorcer aussi facilement qu'on se met ensemble ; et après tout il est même tout à fait indécent de mettre monsieur le Maire au courant que nous allons partager le même lit. L'idéal, comme chantait Sylvain Maréchal, c'est le "mariage par-devant Nature". Cette conception démocrate-révolutionnaire a eu son heure de gloire dans la lutte contre le mariage patriarcal par achat, arrangé par les familles, et contre le mariage féodal indissoluble devant Dieu le Père. L'amour de la liberté personnelle, le respect des grands principes des Sans-culottes, et la simple pudeur nous défendent de condamner ce point de vue libéral anarchiste, bien que celui-ci conduise bien plus à réformer la famille bourgeoise qu'à la détruire, quoi qu'en disent ses défenseurs.

En réalité les choses ne se passent pas comme on le croit, c'est-à-dire : Je te plais-Tu me plais-On se met ensemble (ou on se marie, peu importe). La vérité, c'est qu'on se marie d'abord, et on se plaît -ou pas - ensuite ; dans les conditions actuelles, tout le monde se marie par accident, et pas seulement ceux qui ont été "obligés" comme on dit, parce qu'ils ont fait un marmot et que l'homme a bien voulu "régulariser" la situation. Le mariage bourgeois est tellement une loterie qu'il n'y a plus que le Pape qui ne le sait pas, et que c'est bel et bien le divorce qui décide si on a "tiré le bon numéro".. Les gens à la page sont d'ailleurs d'accord pour conseiller une "période d'essai" avant le mariage !

Mais si on en reste là, on gobe encore que les ménages se font réellement d'après la loi des atomes crochus. En fait, avec ou sans période d'essai, les couples se forment absolument sans aucune inclination réciproque véritable, sans Amour. C'est à partir de cette idée que la critique communiste révolutionnaire prend le relai des protestations libérales concernant le mariage bourgeois.

Je m'explique. Si l'on demande à un couple de "promis" ou à des époux de retour de voyage de noces pourquoi ils se sont conjugués, ce qu'ils trouvent de "rare" à l'oiseau qu'ils ont prétendument "choisi", le mâle dira qu'il trouve sa moitié bien fichue, et peut-être même que ce bel animal a l'air docile à souhait ; la petite chérie, elle, répondra, si elle a vaincu sa timidité, que l' élu de son coeur a une "bonne situation", et peut-être une "moralité" comme il faut, ou des "idées" qui lui plaisent. Les raisons de la nouvelle Madame mériteraient qu'on s'y arrête, mais en définitive elle n'a fait qu'offrir sa main et c'est son bougre-à-poil qui la lui a saisie ; il la trouvait pas mal faite, et elle a "consenti". C'est cela le mariage bourgeois. Bien malin celui qui trouverait l'ombre d'inclination réciproque là-dedans. Un milliard d'hommes pourraient échanger leur femme au même instant sans que soit perdu ou gagné un gramme d'amour sur la planète.

Dans notre régime, qui n'a pas réussi à soumettre la femme à l'esclavage salarié - malgré l'envie qu'il en eût -, l'homme est nécessairement le "maître et seigneur" des personnes du sexe ; c'est le régime de la communauté des femmes pour les hommes et de la monogamie réservée aux femmes, le régime de la liberté sexuelle sans entraves pour les hommes, qui sont les protecteurs en commun aussi bien des dames que de celles qu'on appelle des "filles". Inversement, la femme est prête à se marier avec quiconque lui assure la "sécurité" économique. Le triomphe du mariage bourgeois "par Amour" et du romanesque, a ainsi pour résultat que la Femme est livrée absolument sans défense, et comme jamais elle ne le fut,

Le Mariage, la Femme, la Famille et la Révolution

aux "appétits" de l'Homme, à son désir sexuel unilatéral, à une échelle et avec une intensité infiniment plus grandes que dans la société esclavagiste de l'Antiquité. La seule différence est que cet assujettissement inconnu dans l'histoire prend les dehors de l'Amour, alors qu'il est non seulement opposé à toute espèce d'attachement sentimental, mais repose au contraire sur le mépris fondamental de l'homme pour la femme, qui s'exprime tout entier dans le règne sans partage de la "Sexualité" dans les loisirs. Mais bien que la propagande bourgeoise affirme que la clef d'un mariage moderne réussi réside dans "l'accord sexuel" - c'est-à-dire dans l'union avec une putain - la Femme répond obstinément à l'oppression sexuelle qu'elle subit dans sa chair par un légitime, profond et croissant dégoût sexuel.

Il va sans dire que l'absence d'Amour à la base du mariage dans les conditions actuelles de la société va en s'aggravant, entraînant une humiliation croissante de la Femme ("femme" est la pire injure pour un Homme, un vrai !), et la propagation galopante des divorces (dix fois plus à Paris qu'en province !). Et en même temps que se fait plus pesante la domination de l'homme sur la femme, celui-ci est non seulement de moins en moins en mesure d'assurer son rôle de protecteur, mais il accomplit encore sa propre dégradation progressive qui se manifeste dans les progrès de la pédérastie.

Le refus simple de la cérémonie du mariage est donc loin de régler le problème à fond, pas plus que la "liberté" de divorcer comme on veut ; la solution est encore moins dans l'imitation vaine et catastrophique des "Hommes" par les femmes.

Ce qui est important, c'est que les communistes révolutionnaires, les maoïstes, prennent en main ces questions (pas seulement celle du couple, mais plus largement celles de la Famille, les questions des enfants et toutes les questions domestiques), et ne laissent pas celles-ci en monopole, d'une part au citoyen Montini pape en ce bas-monde, qui ne supporte pas la pilule, et d'autre part aux anarchistes chauds partisans de la "Révolution sexuelle", qui font en fait l'apologie du sexisme et du droit de cuissage collectif des hommes sur les femmes.

L'essentiel est d'organiser la défense physique et morale des Femmes contre l'agression masculine, qu'elle soit matérielle ou "culturelle", brutale ou "galante".

Ensuite, il faut combattre l'arriération idéologique des femmes en ce qui concerne les questions du chauvinisme mâle et de la vieille Famille.

Notre plan doit suivre le cours suivant :

- 1) Etude de la doctrine révolutionnaire sur la femme et la famille (ENGELS : L'origine de la famille ; BEBEL : la femme et le socialisme) ;
- 2) Construire une vaste organisation des femmes du peuple, pièce maîtresse du Front uni du peuple, aux côtés du syndicat ouvrier de lutte de classe ; le Mouvement de Libération des Femmes (MLF) doit avoir notre soutien total, comme point de départ pour reprendre l'oeuvre autrefois commencée par l'Union des Femmes Françaises (UFF) ;
- 3) L'établissement progressif d'un programme de combat complet, à la fois revendicatif et révolutionnaire. L'organisation des femmes, qui forment la moitié du peuple et sont un levier décisif de la révolution prolétarienne, exige ce programme. Les réformes immédiates doivent s'y accorder au but stratégique qui est la destruction de la famille bourgeoise. Le contenu du programme doit se concentrer sur l'anéantissement de la domination de l'homme sur la femme, privée de toute vie personnelle, et le renversement du mur élevé par la bourgeoisie entre la vie privée familiale et la société.

Sur le plan strictement sexuel, si la revendication immédiate est la suppression du "devoir conjugal", qui couvre l'avilissement pornographique de la femme et le droit effectif de l'homme au viol, l'objectif révolutionnaire est la suppression de la frigidity féminine, et conjointement de l'homosexualité masculine.

Sur le plan économique le plus large, nos revendications tendront nécessairement à l'industrialisation du travail domestique et à la participation sociale de la femme à la production.

"L'ordre social communiste fera du rapport entre les deux sexes un rapport purement privé ne regardant que les parties intéressées et duquel la société n'a pas à se mêler. Cela lui est possible, le communisme ayant pour base la suppression de la propriété privée et l'éducation des enfants en commun, abolissant donc ce qui constitue jusqu'à présent les deux assises du mariage : dépendance de la femme vis-à-vis du mari, dépendance des enfants vis-à-vis des parents, par le moyen de la propriété privée".

(ENGELS : Principes du Communisme, octobre 1847)

L'EXPLOITATION CAPITALISTE

Cercle d'Etude Maoïste/Lyon.

Résumé des ch. VII à IX du Manuel d'économie stalinien/1955

L'antique servitude continue

Dans notre belle société "hautement développée", il y a des riches et des pauvres, des puissants et des hommes au front toujours baissé qui comptent pour moins que rien ; il y a une organisation qui écrase tout le monde, et c'est plus que jamais la jungle du chacun pour soi.

Le refrain des "laissés-pour-compte", de la "rançon du progrès" n'est fait que pour brouiller les cartes ; la vérité, c'est que la richesse des uns est faite de la misère des autres, et que ceux qui vivent comme des rois se comptent sur les doigts, tandis que c'est tout le peuple qui n'est pas sûr du lendemain. Ce chaos social porte un nom : l'exploitation de l'homme par l'homme. Les exploités sont exemptés du travail ; les exploités y sont condamnés. Les exploités organisent à leur idée et à leur avantage tout le travail de la société, et les exploités n'ont rien à dire. Les exploités se font voler le plus clair du produit de leur travail et on leur demande d'être reconnaissants de toucher un salaire, qu'il leur soit laissé de quoi assurer plus ou moins leur entretien.

Au fond, notre société capitaliste ne fait que continuer le vieux système d'esclavage et de ténèbres qui dure depuis quelques 6 000 ans, malgré toutes les prises de la Bastille. Une chose est sûre : si une révolution doit être faite, elle reste à faire.

Le peuple n'est pas sot, l'école de la vie lui montre bien le système tel qu'il est et, en ce sens, il "veut" la révolution. Mais l'esclavage c'est aussi l'impuissance, qui fait penser que la révolution est impossible, sans espoir. Telle est la contradiction où notre peuple se trouve enfermé, aujourd'hui comme au "temps des rois". "Ça a toujours été", "il y aura toujours des patrons et des ouvriers" sont les paroles qui expriment son angoisse.

Quand l'exploitation brise tout ressort à l'exploité, quand il ne veut plus la révolution et ne garde que le désespoir, il prête l'oreille aux charlatans du genre Léon XIII, le pape "ouvrier", qui lui disent : "La douleur et la souffrance sont l'apanage de l'humanité, et les hommes auront beau tout essayer, tout tenter pour les bannir, ils n'y réussiront jamais, quelques ressources qu'ils déploient et quelques forces qu'ils mettent en jeu". Il ne lui reste plus alors qu'à désertier la société, à se laisser mourir d'une façon ou d'une autre, à devenir un clochard ou un illuminé. Ceux que l'exploitation rejette ainsi, ce sont aujourd'hui les ouvriers désespérés.

Mais il faut dire à tous que c'est la révolution, et non le désespoir, qui guide la marche de l'humanité. L'exploitation n'a pas toujours existé, elle n'a vu le jour que parce qu'elle faisait avancer d'une certaine manière la société humaine. Et depuis qu'elle existe, les insurrections populaires n'ont pas eu de cesse ; c'est à leur suite que le monde s'est transformé et est devenu ce qu'il est. L'exploitation actuelle, sous la forme du salariat, a donné aux exploités des perspectives nouvelles, celles de rejeter à jamais la servitude sous toutes ses formes, et déjà un monde nouveau se crée en Chine et ailleurs, pour plus d'un quart de l'humanité. C'est donc moins que jamais l'heure de nous taire. Notre parti maoïste, qui se forme dans le seul but de combattre pour le triomphe définitif de la révolution sur le désespoir,

L'Exploitation Capitaliste

relève le drapeau des esclaves en révolte, celui de Spartacus, sur lequel est écrit :

A bas le vieux monde de l'exploitation et
de l'oppression de l'homme par l'homme !

--/--

Notre société continue le règne antique de l'exploitation de l'homme par l'homme, mais sous une forme spécifique : capitaliste ou salariale. Les traits distinctifs du salariat sont : 1) L'esclavage par l'argent ; 2) la forme suprême de l'esclavage.

I - L'ESCLAVAGE PAR L'ARGENT

A/- L'exploité est un propriétaire.

Le salarié est un producteur qui vend son bien, ses capacités ou facultés, sur le "marché du travail" ; par conséquent cet exploité apparaît avant tout comme un propriétaire privé.

Lorsque ce système, le commerce du travail, devient la règle de la production matérielle, le visage de la société se trouve transformé du tout au tout. C'est alors que tous les produits du travail deviennent des marchandises ; ensuite toute activité humaine devient à son tour un travail mercenaire. A ce moment la société tout entière n'est plus meublée que de marchandises et n'est plus peuplée que de "commerçants", c'est une vaste foire où tout est à acheter et à vendre.

Ce monde de propriétés privées et de "bourgeois", c'est le monde des temps modernes, où s'épanouit la Civilisation. Le marché universel et la division généralisée du travail social ouvrent l'ère dorée de la science et de la technique, du progrès matériel. Avec le salariat c'est, pour les mêmes raisons, un nouveau peuple, une nouvelle race de travailleurs qui naissent, raisonnables, méthodiques, citoyens du monde. Le salariat c'est enfin l'avènement d'un nouvel ordre politique, de l'Etat représentatif qui décharge les bourgeois absorbés chacun par leur affaire de tout devoir social, embrasse l'intérêt général du négoce et départage les plaideurs par la Loi. ^{qui}

Mais le salarié n'est-il pas esclave ? Propriétaire privé, c'est un homme Libre, tout comme les exploités : il est libre d'aller et venir sur le marché, loue lui-même ses services, et s'appartient totalement une fois son travail terminé, son contrat accompli.

Mais le salarié n'est-il pas exploité ? Propriétaire privé, il est lié à son maître par l'échange, c'est-à-dire par des obligations respectives rigoureusement définies, réglées par l'Equité. Chacun fait son compte, et à la sortie avec son salaire l'ouvrier peut continuer de travailler, tandis qu'en usant comme il faut de la main-d'oeuvre, le patron peut continuer d'employer du personnel. C'est ainsi que sur le lieu de travail, le salarié paresseux ou indocile paraît frauder l'employeur ; de son côté le patron brutal, qui exige un travail excessif ou offre un salaire insuffisant, semble cruel et injuste. Travailler "chez les autres", c'est bien une corvée, renoncer à la liberté, mais pour un salaire honnête et un horaire normal, cela semble un sacrifice naturel, le prix même de la liberté.

Cependant, sur le marché, l'ouvrier est manifestement désavantagé, tant comme vendeur que comme acheteur. En effet, le travail est une marchandise très spéciale : d'abord elle est périssable, l'ouvrier ne peut en augmenter

/puls

L'Exploitation Capitaliste

ou diminuer l'offre à volonté, et même si les cours sont bas, il est forcé de la vendre à vil prix, de la gaspiller ; ensuite elle n'est réellement vendue qu'une fois consommée, cela prend du temps, au cours duquel les patrons ont mille occasions de rogner le salaire après coup. Ce n'est pas tout, comme consommateur, usager, l'ouvrier est encore dépouillé par tous : par les marchands de produits et services qui forcent les prix, les propriétaires qui gonflent les loyers, l'Etat qui majore les impôts et déprécie la monnaie. En résumé, comme la faim n'attend pas, le marché du travail n'est pas un marché tout à fait comme un autre ; par suite le salaire courant est régulièrement inférieur au salaire normal.

C'est pour ces raisons qu'il y a place pour des syndicats qui proposent de régulariser le marchandage du travail, de supprimer les disparités et autres discriminations, en bref d'atteindre un "juste salaire" et d'"humaniser" le salariat, par la voie de la législation du travail et de l'intervention de l'Etat. Autrefois ce rôle était tenu par les syndicats calotins, prêchant ouvertement la collaboration entre patrons et ouvriers. Aujourd'hui la collaboration doit avancer masquée ; c'est l'orientation de la C.G.T. de Séguy, mais au nom de la lutte des classes !

L'inégalité du marché du travail n'empêche pas que le salaire se présente comme le prix du travail de l'ouvrier, de tout son travail ; l'esclavage salarié a par conséquent cette particularité essentielle de déguiser l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est tout à fait de manière analogue que la démocratie camoufle le despotisme et que la libre pensée enrobe l'obscurantisme.

Le salarié dont la conscience reflète les simples conditions du marché, qui ne se reconnaît lui-même que comme un propriétaire privé, perd le souvenir qu'il est exploité, voit dans le capitalisme un ordre "naturel", le bout de l'histoire, prédisposé à la collaboration de classes, fait partie de la couche la plus basse de la classe ouvrière, c'est un ouvrier arriéré.

B/- L'exploitation est collective.

Le marché du travail n'est pas seulement un marché inégal, c'est aussi et surtout un marché de dupes. Le salariat est un régime d'exploitation de l'homme par l'homme, auquel le marché ajoute simplement certaines particularités.

Le salarié vend son travail parce qu'il ne peut pas vivre des rentes qu'il n'a pas, et parce qu'il n'a pas les moyens de mettre en oeuvre et d'exercer directement ses capacités productives, de travailler à son compte. C'est un propriétaire à part, tellement à part qu'il doit se vendre, tout comme le paysan romain se vendait comme esclave pour payer ses dettes ; mais la dette du salarié c'est tout simplement d'avoir été mis au monde. Tout comme un esclave, le salarié produit plus qu'il ne consomme, mais reçoit tout juste de quoi assurer son entretien et être condamné au travail ; mais lui, il est propriétaire le matin, et tous les soirs ruiné. C'est qu'il y a un vice dans le marché du travail : ce que l'ouvrier vend et ce que le patron lui achète, ça fait deux : l'ouvrier empoche de quoi vivre, mais le patron s'empare des oeuvres de sa vie. En réalité les patrons n'achètent pas, ils prennent, et ils peuvent faire ce mauvais tour parce qu'ils accaparent les conditions matérielles du travail, tiennent les ouvriers à la gorge, avec leurs cousins les propriétaires fonciers. Eux sont de véritables propriétaires, des "possédants", exemptés du travail par l'exploitation des esclaves salariés. Si le marché du travail est un marché de dupes, c'est qu'il suppose le contraire de l'échange, un monopole, celui des moyens d'occupation et par suite des moyens de subsistance par le patronat.

La "liberté du travail", c'est donc toujours le travail forcé. L'ouvrier, qu'on dit libre de changer de patron, est bien forcé d'en trouver un s'il veut manger ! La seule différence c'est que le salariat est un esclavage collectif : c'est collectivement que la classe ouvrière est tenue en esclavage

par la classe patronale tout entière, à laquelle aucun salarié ne peut échapper. Maître sans serviteur, le salarié doit courber la tête pour se procurer un gagne-pain. Propriétaire privé ruiné, il est réduit à déchirer sa personne vivante en deux morceaux, à faire de sa substance vitale une chose, à vendre son âme au diable, et à ne garder que la dépouille de lui-même. En partant pointer chaque matin - et c'est tous les jours lundi ! - l'ouvrier part jeter sa vie aux orties, en même temps qu'il va se constituer lui-même prisonnier. Le travail salarié est une torture raffinée que les esclaves modernes s'infligent à eux-mêmes.

Exploité, le salarié est voué à une existence misérable, malgré de longues heures de labeur. Mais de plus, ses capacités devenues marchandises subissent les fluctuations du marché national et même mondial, de sorte que sa situation varie sans cesse, que son existence est plongée dans l'insécurité et qu'il vit au jour le jour. Le salarié, qui ne peut compter que sur lui-même pour assurer sa subsistance, fournit du travail aux exploiters à meilleur compte qu'un esclave antique, alors que son maître se lave les mains de sa santé, de son bien-être et de ses ressources ; contraint au chômage, il n'a plus que les yeux pour pleurer !

Esclave, le salarié se désintéresse de ce qu'il fait, "peigne la girafe". Surtout, il n'a pas prise sur les conséquences sociales de son travail ; il en est même continuellement distrait et forcé au contraire de chercher à s'en sortir personnellement.

L'évolution naturelle du salariat consiste dans l'accumulation des richesses matérielles, des moyens de production et d'échange, et dans la centralisation en un nombre réduit de mains patronales de ces richesses, tandis que grossissent les rangs des prolétaires qui vont se masser dans des entreprises géantes et des centres urbains monstrueux.

La première conséquence de cette évolution nécessaire, c'est que la société se scinde toujours plus en deux classes ennemies, et que le déséquilibre est toujours plus net entre la multitude réduite en servitude et une minorité de tyrans gorgés de richesses.

La deuxième conséquence, c'est que le salaire retarde continuellement sur le niveau de la richesse générale, que le salaire relatif de l'ouvrier baisse. En effet, les progrès de l'industrie entraînent un accroissement de la richesse, du luxe, des besoins et plaisirs sociaux ; en un mot le degré général de la civilisation s'élève. Mieux vont les affaires, plus les patrons recherchent des ouvriers, ceux-ci se vendent plus cher et accroissent leurs plaisirs. Mais l'ouvrier qui vit mieux reste ouvrier, il peut mieux remplir sa fonction d'esclave, mais ce n'est pas cela vivre ! Et puis ce que l'ouvrier gagne comme consommateur, il le perd comme producteur : en développant ses besoins particuliers, le progrès renforce son besoin général d'argent, donc sa dépendance ; chaque bienfait du progrès devient un souci supplémentaire au lieu d'une véritable jouissance. Enfin le standard de vie de l'ouvrier s'élève infiniment moins que celui des exploiters, les plaisirs que l'ouvrier ne peut pas se payer, inaccessibles pour lui, se multiplient. Ainsi même si la situation matérielle de l'ouvrier peut parfois s'améliorer, sa situation sociale empire, la puissance de la classe patronale sur la classe ouvrière grandit, le degré d'exploitation s'élève. En outre, il s'en faut de beaucoup que l'expansion économique soit continue : dans un pays dont l'économie nationale n'est pas compétitive, ou quand le marché mondial vient à s'encombrer, la situation matérielle de l'ouvrier se dégrade bien plus vite qu'elle n'a pu s'améliorer.

Voilà en quoi, sous une forme particulière qui n'arrange pas les choses, le salariat continue la servitude antique. C'est l'esclavage avec l'hypocrisie en plus, dans une société où le degré de civilisation supérieur le rend plus intolérable qu'à toute autre époque. Ce qui résume la condition contradictoire du salarié, libre personnellement et esclave collectif, c'est qu'il est sans le sou, esclave par l'argent. L'argent enchaîne plus solidement le

L'Exploitation Capitaliste

salarié que toute contrainte directe ; cette chaîne pèse doublement sur les exploités du fait que les exploitateurs sont eux-mêmes les instruments dociles et obéissant de l'argent, la force aveugle qui règne en maître sur toute la société.

Les conditions particulières de l'exploitation capitaliste se reflètent dans le domaine des idées et des institutions. L'argent trouble la conscience du salarié, donne à l'exploitation de l'homme par l'homme l'apparence de l'exploitation de l'homme par les choses ; raisonnable d'un côté, le salarié est d'autre part sollicité par le jeu et livré à l'idéalisme. Et que peut signifier pour lui la démocratie politique, alors que la survie remplit sa vie, que l'Etat s'avère constamment comme un instrument dévoué à la dictature des possédants, qui font en définitive la pluie et le beau temps ?

L'ouvrier dont la conscience reflète les conditions du monopole patronal et des propriétaires fonciers protégé par l'Etat, qui se reconnaît lui-même essentiellement comme un exploité et voit la nécessité de combattre l'esclavage salarié, est l'ouvrier directement supérieur à l'ouvrier arriéré, l'ouvrier moyen.

C/- Le syndicalisme révolutionnaire.

Les conséquences pratiques de l'esclavage par l'argent des travailleurs modernes découlent de la division simplifiée de la société capitaliste en deux classes fondamentales, motrices, aux intérêts diamétralement opposés : le patronat d'un côté et les ouvriers de l'autre. Ces conséquences sont les suivantes :

1. Réduits collectivement en esclavage, les salariés sont contraints de surmonter la concurrence qui les oppose les uns aux autres, de s'unir contre le patronat et de mener contre celui-ci une lutte de classe de tous les instants. La classe n'a d'autre ressource que dans la lutte, une lutte qui doit saisir toutes les occasions d'affaiblir l'adversaire comme il se doit dans une lutte concurrentielle et inégale, une lutte qui doit ne reculer devant aucun moyen comme il se doit dans un marché de dupes imposé par la force. La lutte de classe n'envisage pas les négociations et accords comme une fin, mais ne voit au contraire dans toute convention qu'un rapport de forces provisoire. La lutte de classe subordonne les intérêts des travailleurs de l'entreprise et de la corporation à ceux de toute la classe ouvrière, ceux des travailleurs nationaux à l'intérêt supérieur de la classe ouvrière internationale.
2. Du fait que les exploitateurs s'approprient tout l'excédent de la production sociale, excédent particulièrement élevé du fait de la coopération de millions de travailleurs et l'aide du machinisme qu'implique le salariat, les patrons peuvent payer, ils peuvent augmenter massivement les salaires et réduire largement la durée du travail ; de même il est possible de faire reculer le despotisme patronal sur le lieu de travail. Il est possible aussi de faire céder le patronat dans son ensemble, d'imposer aux gouvernements à sa solde des améliorations et garanties d'ordre général, tant en ce qui concerne les conditions matérielles (logements, prix, investissements collectifs, impôts) que les conditions sociales (droits et moyens de s'exprimer, se réunir, s'organiser, s'assembler, manifester).
3. Contre l'argent des exploitateurs, notre avantage est dans le nombre. De même que l'argent tire sa force de sa concentration, le nombre tire la sienne de l'Unité. Nombreuse et unie, pratiquant judicieusement la grève, la classe ouvrière peut infliger des coups très durs aux exploitateurs.
4. Notre ennemi le plus redoutable est la collaboration de classe, c'est-à-dire la domination des organisations ouvrières par l'aristocratie et la bureaucratie ouvrières, la corruption des chefs ouvriers. La corruption gangrène une nouvelle fois dans son histoire la C.G.T., par l'intermédiaire de sa

fraction dirigeante du P.C.F. Les chefs collabos ne mènent d'eux-mêmes que des "luttres" du niveau de l'ouvrier arriéré, des "ratrapages" ; ils sont la sagesse du patronat. C'est de la collaboration que de "revendiquer" les 40 heures 35 ans après 1936. La collaboration ce n'est pas simplement la C.F.T. et les syndicats ouvertement "maison".

5. Comme toutes les sociétés d'exploitation de l'homme par l'homme, plus que toute autre, la société capitaliste doit nécessairement être renversée par les esclaves modernes, les salariés, qui veulent supprimer le marché du travail, l'esclavage par l'argent, "abolir le patronat et le salariat" comme le déclara la C.G.T. dès sa fondation. Même plus cher, les travailleurs ne veulent plus se vendre !

Et que l'on ne craigne pas de "mettre l'économie à genoux" ! Au moyen-âge on voyait des travailleurs bénéficiant de 7 mois de jours fériés ; que nous fait donc la civilisation si elle se tourne contre nous ! Il y a un siècle déjà, un travailleur italien disait : "L'ouvrier a tout fait ; et l'ouvrier peut tout détruire, parce qu'il peut tout refaire".

II - LA FORME SUPREME DE L'ESCLAVAGE

A/- L'exploitation est un but en soi.

Le patronat, par son monopole sur les moyens de production, exploite la classe ouvrière et la tient collectivement en esclavage. Mais par-dessus le marché, contrairement aux exploiters du passé qui cherchaient simplement à bien vivre sans travailler, les patrons éperonnés par la concurrence sont dans l'obligation de poursuivre l'exploitation des producteurs pour elle-même. Au sens strict, le capitalisme c'est l'exploitation pour l'exploitation, l'exploitation devenant un but en soi. C'est pourquoi le salariat fut un régime révolutionnaire, qui apporta un développement accéléré, inconnu auparavant de la richesse sociale, auquel correspond l'épanouissement de la technique et le peuplement de la terre. Mais en même temps, le passage de la servitude directe au salariat porte aussi le gaspillage des richesses naturelles et l'exploitation de l'homme par l'homme à un degré suprême, insurpassable.

C'est avec le salariat que la richesse sociale exclue tout à fait les producteurs et est réduite aux produits du travail tournés directement contre eux, qu'elle n'est reconnue que comme la puissance de commander au travail d'autrui, qu'elle devient du Capital.

C'est seulement avec le salariat que les exploiters montrent une soif insatiable pour le travail accompli gratuitement par l'ouvrier chaque jour et chaque minute. Le salarié ne produit pas seulement un excédent qui lui échappe, mais la force même qui l'exploite, du capital. Le surproduit créé par l'esclave salarié, dont la substance est du capital, c'est la Plus-value. La plus-value est caractérisée par le fait qu'elle se mesure à la totalité des dépenses faites par le capitaliste, et de ce point de vue la plus-value s'appelle le Profit.

C'est seulement avec le salariat que le revenu du producteur n'est pas simplement déterminé par ce qui lui est nécessaire pour travailler, mais est entièrement subordonné au surtravail, à la plus-value et au profit. C'est ce revenu conditionné et limité par le profit qui constitue véritablement le Salaire.

Le travailleur salarié, assujéti au capital, qui ne peut survivre qu'en produisant et renforçant la puissance étrangère qui lui est directement hostile, n'a plus de vie à lui, un "à côté" de son travail d'esclave, chaque se-

L'Exploitation Capitaliste

conde de sa vie est consacrée au trafic sordide de sa substance vitale. Le prolétaire n'est qu'une machine simplifiée au maximum, aux aptitudes mutilées.

Tels sont les aspects de la loi économique fondamentale du capitalisme; la fabrication de plus-value ou recherche du profit. L'ouvrier périt si le capital ne l'emploie pas, le capital disparaît s'il n'exploite pas la force de travail; l'un est la condition de l'autre, l'un ne peut disparaître sans l'autre.

B/- Le salariat mène à la barbarie.

Avec le salariat, l'exploitation de l'homme par l'homme prend un développement extrême, ses conséquences sont également extrêmes.

Avec les progrès de l'industrie, les moyens de production s'accumulent, la force productive du travail augmente; par suite les possibilités de production deviennent illimitées et les richesses matérielles abondent. Mais d'autre part il n'est pas vrai que plus le capital est gras, plus son esclave s'engraisse. Si, pour que la situation de l'ouvrier soit passable, il lui faut désirer la croissance la plus rapide possible du capital, une industrie florissante, même dans ce cas sa situation s'aggrave.

Premièrement, non seulement le salaire relatif de l'ouvrier baisse, mais celui-ci s'appauvrit absolument. En effet, l'accroissement des capitaux aiguise la concurrence entre capitalistes, pousse à étendre la division du travail et le machinisme, et cela a pour conséquence d'augmenter la concurrence entre ouvriers: a) chaque ouvrier accomplit le travail de 10 et fait concurrence à 10 ouvriers occupés; b) le travail est simplifié, rendu plus largement accessible, déqualifié, ce qui provoque l'afflux de nouveaux concurrents, d'hommes moins habiles, de femmes, d'ouvriers de pays arriérés; c) les frais de production de la force de travail baissent, la marchandise-travail revient meilleur marché, et l'ouvrier reçoit moins de marchandises en échange de son travail; d) les ouvriers qui restent occupés veulent conserver leur ancien salaire et font des heures supplémentaires ou travaillent avec plus d'intensité, aggravant encore les effets de la concurrence; e) le progrès du capital s'accompagne de la ruine de petits producteurs et de petits capitalistes, de rentiers qui vont grossir la foule des travailleurs salariés. Au bout du compte la condition de l'ouvrier se détériore: toujours plus de travail pour toujours moins de salaire, toujours plus de peine pour un minimum de jouissances de la vie. Alors que les richesses regorgent, les travailleurs s'appauvrissent; alors que le salaire représente un temps de travail toujours moindre, le prolétaire a toujours moins de temps à lui. La loi générale de l'accumulation capitaliste est l'appauvrissement continu d'une masse grandissante d'esclaves salariés. La paupérisation absolue des esclaves salariés a pour cadre le marché mondial, et les pays capitalistes les plus puissants peuvent en rejeter les effets dans une certaine mesure et pour un certain temps sur les centaines de millions d'hommes peuplant les colonies et pays dépendants, ainsi que sur des minorités métropolitaines victimes d'une ségrégation sauvage.

Mais ce n'est pas tout. Deuxièmement, plus le capital croît, devient puissant, s'accumule, plus sa composition change: la part de l'outillage et des matières premières grandit, celle des salaires, de la main-d'oeuvre diminue, la demande de travail ne va pas à la même allure que l'accumulation du capital. Le but recherché par la production à grande échelle et la centralisation de la production n'est pas de diminuer l'effort, mais de réduire les dépenses de main-d'oeuvre. Il se crée ainsi une armée permanente de chômeurs ou armée industrielle de réserve, une surpopulation artificielle, sans laquelle le capitalisme est inconcevable. La classe exploiteuse ne peut même plus exploiter ses esclaves, tandis qu'elle en tue au travail une partie, elle doit assister le reste.

Troisièmement, la production illimitée du capitalisme ne trouve pas de débouchés, bute sur la misère des producteurs, et il se produit inévitablement

une surproduction artificielle de biens matériels, qui ne trouvent pas à être utilisés et consommés, sont voués à la destruction ; on doit faire chômer les usines aussi, restreindre artificiellement la production.

Le résultat, c'est qu'il y a en permanence richesse illimitée d'un côté, et paupérisation sans frein de l'autre ; surproduction de moyens matériels d'une part, et excédent d'hommes d'autre part. Périodiquement, lors des crises, la surproduction et la surpopulation deviennent aiguës, éclatent brutalement, et plongent des dizaines de millions de travailleurs dans la détresse. Le capitalisme dilapide le travail accumulé, et vandalise spécialement la richesse essentielle : les travailleurs ; il oppose toujours plus les ouvrages de la société et les hommes qui doivent les utiliser, paralyse la réunion des uns et des autres, entrave le développement de la richesse sociale. Mais dans le même temps il ravage la nature à mesure que la puissance des hommes sur elle grandit, au point de menacer aujourd'hui l'espèce humaine. Selon les termes de Marx, la production capitaliste ne développe les MOYENS d'obtention de la richesse matérielle "qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur".

Plus le temps passe, plus le salariat, le capitalisme s'engagent dans des contradictions inextricables et explosives. La concurrence se convertit en monopole, le progrès en stagnation économique, le libre-échange en autarcie, l'initiative en bureaucratie, la démocratie en étatsisme, le patriotisme en cosmopolitisme et en chauvinisme, le rationalisme en fanatisme. Aux prises avec ces contradictions insurmontables, et pour se protéger finalement contre la puissance grandissante de la multitude des esclaves salariés, livré à lui-même, le capitalisme verse inévitablement dans le totalitarisme. Le servage industriel nazi n'est pas un accident, mais au contraire l'aboutissement normal du capitalisme. Le fascisme, c'est le capital sans la marchandise, l'esclavage collectif sans la liberté personnelle, la civilisation qui ne conserve que son côté barbare.

Le totalitarisme se prépare dans les conditions du capitalisme prétendu "libre" lui-même. Il s'installe par la destruction des organisations ouvrières et démocratiques, la suppression des syndicats, du droit de grève, des partis populaires. Avec le régime totalitaire, l'Etat fixe les salaires, les patrons deviennent officiellement des "chefs" patriarcaux, l'ouvrier est attaché autoritairement et déplacé de même de son lieu de travail, soumis au régime du livret de travail, ses loisirs enrégimentés à la Mussolini. L'économie est délibérément et systématiquement subordonnée à la préparation de la guerre d'agression, et la conscription du travail, les camps de travail et les chambres à gaz ne tardent pas à suivre.

En 1847, Marx écrivait : "La barbarie réapparaît, mais engendrée par la civilisation elle-même, comme la lèpre de la civilisation". Et Marx n'avait pas vu nos progrès actuels, et face à eux la faim dans le monde, le fascisme, les guerres mondiales, la course à la bombe atomique, le racisme, la bestialité sexuelle des hommes..

L'ouvrier avancé, d'avant-garde, révolutionnaire, communiste, n'est pas celui qui reconnaît seulement la continuation actuelle de l'exploitation de l'homme par l'homme, mais désigne le salariat comme la forme suprême de l'esclavage qui, tout en créant pour la première fois les conditions de l'abondance et du développement intégral des hommes, est conduit à tarir les sources de la richesse, à ruiner toute condition de vie sociale et mène naturellement à la barbarie. L'ouvrier communiste a conscience que deux voies sont désormais seules possibles : le communisme ou la barbarie. Le communisme ce n'est pas seulement la suppression de l'esclavage par l'argent et l'accession de la classe ouvrière comme classe dominante, c'est nécessairement par là-même l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme sous toutes ses formes, la société sans classes et sans Etat, et la réconciliation de l'homme avec la nature dont il fait partie.

L'Exploitation Capitaliste

C/ - La lutte pour le communisme.

Depuis Marx, la lutte des esclaves modernes, les salariés, s'appuie sur l'analyse économique de la société, le socialisme scientifique qui les garantit du succès final.

Le socialisme scientifique nous apprend que la classe ouvrière a pour mission historique de révolutionner la société et d'organiser la société sans classes, communiste. En effet, elle est non seulement la classe montante, qui se développe en même temps que le capitalisme, alors que les autres classes disparaissent ou sont secondaires, mais encore elle n'a rien à perdre que ses chaînes, ne peut s'émanciper qu'en libérant l'humanité, qu'en faisant sortir toute la société de la préhistoire, et est par suite une classe - la seule - révolutionnaire jusqu'au bout.

Le socialisme scientifique nous apprend que la classe ouvrière n'est pas homogène, mais est constituée d'éléments arriérés, moyens et avancés. Les éléments arriérés et avancés sont une minorité, les premiers empruntent leur idéologie à la petite-bourgeoisie précapitaliste, les seconds ont acquis par la lutte une vue d'ensemble de la société et de son mouvement historique, empiètent déjà sur la société future. Les ouvriers moyens forment la masse de la classe ouvrière, que leur situation contraint à la lutte contre l'esclavage salarié, mais essentiellement sur le terrain économique et démocratique et sans claire perspectives d'avenir.

Le socialisme scientifique nous apprend que la masse de la classe ouvrière, quoique préparant par sa lutte le renversement de l'ancienne société, est finalement entraînée soit par les éléments arriérés vers la collaboration, soit par les éléments avancés vers le communisme. Les communistes doivent donc nécessairement militer de façon méthodique, organisés en fractions rouges, dans les organisations de masse de la classe ouvrière ou créer de telles organisations, afin de préserver le caractère de classe de son combat, résister à tout prix à la paupérisation et à la fascisation, et faire en sorte que les luttes quotidiennes ne perdent point de vue l'objectif final de l'abolition du salariat. D'autre part l'avant-garde de la classe ouvrière doit s'organiser de manière distincte en parti communiste, conscients qu'au salariat succède nécessairement l'émancipation du travail, la société sans classes et sans Etat, et par suite Etat-major désigné de la révolution ouvrière.

LA PREPARATION DU COMMUNISME

Le salariat est l'accomplissement de la Civilisation, c'est-à-dire l'aboutissement de cette brève période de l'histoire de l'humanité, au cours de laquelle la société s'est progressivement rendue maîtresse des forces de la nature, mais au prix de l'exploitation et de l'oppression, de sa division toujours plus accentuée en classes antagoniques. La civilisation a succédé à la commune primitive, qui était unie mais écrasée par la nature. A la civilisation succède nécessairement le communisme, la société sans classes et sans Etat, retrouvant son unité essentielle avec la nature, mais sur la base de tous les acquis de la civilisation. Pourquoi doit-il en être ainsi ? En quoi le capitalisme prépare-t-il lui-même les conditions du communisme ?

C'est l'insuffisance de la production et la loi de la division du travail qui sont en définitive à la base de la division de la société en classes et de l'étatisme. Or le capitalisme a justement créé les conditions de l'abondance matérielle, et en rendant le travail de l'ouvrier industriel infiniment simple et facile ; il réalise donc enfin les conditions de l'élimination gra-

L'Exploitation Capitaliste

duelle de la division du travail, et par suite de l'avènement de la société sans classes et sans Etat. Chacun peut aisément fournir sa part de travail "alimentaire", tout en passant d'une branche industrielle à l'autre, alternant de la ville à la campagne, tout en ne consacrant à ce travail "nécessaire" que quelques heures par semaine. Cela permet du même coup de répandre chez tous les connaissances scientifiques que la production actuelle elle-même réclame. Dans les conditions nouvelles la richesse sociale doit faire ainsi un bond prodigieux ; d'autre part les hommes complets de la société communiste n'admettront plus l'opposition étatique de l'homme et du citoyen et pratiqueront spontanément leur auto-gouvernement. Plus de classes, plus de monopole de la culture et de la direction intellectuelle par une classe particulière, l'humanité nouvelle verra dans le travail le premier besoin vital.

Avant la création des richesses engendrées par le salariat : accumulation de ressources matérielles et formation de producteurs évolués, à l'individualité développée, la libération de la société et de l'humanité n'était pas possible; le caractère antagonique de la richesse sociale capitaliste rend en outre la révolution communiste inévitable. La base matérielle de l'avènement inéluctable de la révolution communiste, c'est la socialisation du travail qui a pris les formes successives des sociétés par actions, des trusts et des nationalisations. La production capitaliste connaît en même temps une centralisation renforcée qui rend extrêmement aisée sa direction selon un plan unique, comme un tout. La production socialisée, centralisée, ne peut plus rester au service et entre les mains d'une poignée de propriétaires privés capitalistes et autres monopoleurs. Le caractère social du processus de production, en conflit avec la forme privée capitaliste d'appropriation des résultats de la production, telle est la contradiction fondamentale du capitalisme. Les moyens de production ne peuvent plus être dirigés autrement que directement par la société tout entière, l'expropriation des expropriateurs capitalistes est inévitable.

Le moteur moral, l'agent de cette transformation, le fossoyeur du capitalisme, c'est le prolétariat éduqué, rendu capable d'entreprendre lui-même son salut, que son expérience de solidarité, d'organisation, sa trompe révolutionnaire acquise dans la lutte, que sa maîtrise de la théorie marxiste qui synthétise cette lutte, ont rendu capable de révolutionner la société et lui-même. Depuis la Commune de Paris, depuis Octobre 1917, aujourd'hui en Chine, la classe ouvrière et son Parti apprennent à organiser le pouvoir ouvrier, à diriger la société nouvelle vers le communisme.

Le régime capitaliste crée les circonstances mêmes dans lesquelles le prolétariat, dirigé par son parti communiste, est appelé à se soulever, les armes à la main, unissant les masses populaires autour de lui. Ces circonstances, où le régime capitaliste est grippé par en haut, vomi par en bas, ce sont les crises, les guerres, les coups de force réactionnaires.

C'est encore le marché mondial capitaliste qui donne son caractère à la révolution ouvrière : la guerre sociale dont le dernier assaut donne à son heure dans chaque pays, la classe ouvrière la mène partout comme un élément du combat international, comme une étape de la révolution mondiale.

Attention ! ce sont des hommes libres, au faite de la civilisation, qui font la révolution communiste, cette première révolution véritable qui est aussi la dernière, parce qu'elle installe une société où la révolution est permanente, est la vie elle-même !

ou elle

----/----

16 SEP. 1972

TABLE

— L'antique servitude continue (Intro.)	1-
I - <u>L'esclavage par l'argent.</u>	2-
A - L'exploité est un propriétaire	
B - L'exploitation est collective	3-
C - le syndicalisme révolutionnaire	5-
II - <u>La forme suprême de l'esclavage.</u>	6-
A - L'exploitation est un but en soi.	
B - le salariat mène à la barbarie	7-
C - la lutte pour le communisme.	9-
— La préparation du communisme - (Concl.)	

طالب دکترا

Je retrouve ce texte de 10 pages, d'il y a ... 36 ans!

Le Manuel stalinien fut indispensable, il faut le reconnaître. Et son étude répétée, la fois, personnellement et collectivement.

A cela s'ajoute MAO vivant! Quelle chance! Et la mémoire de Lénine, de Marx, y compris l'exploration des Manuscrits de Marx, édités alors.

Résultat: ce "résumé" (!) de 10 pages ...

[1] Extraordinaire comme on peut y trouver un Marxisme complet - ment différent de ce qu'on s'imagine de nos jours - Certs Utopiste; mais admirons comment Marx-Engels se débient pour prouver "historiquement", "scientifiquement", et "dialectiquement", la validité du Socialisme Scientifique! Quelle intelligence, quelle finesse, quelle enquête, quel scrupule! Un feu sacré sans l'ombre de démagogie.

[2] Il y aura, à coup sûr, des neo-marxistes; parce que c'est "économique" et "scientifique"; parce que ce fut la 6^{ème} Résistance - deux de mieux pour leur étude collective, que ces 10 pages, où il y a TOUT ce qui fit la force du mouvement (les 3 Internationales, plus la ligne Communiste au départ, et la Révolution Culturelle à la fin).

Je suis très surpris à relire cela (j'avais 31 ans) - Il n'y avait pas du tout à se "changer de tête" - Fallait seulement s'"instruire" ... Instruction qui en valait la peine.

17. 06. 2008

M.L.F

**LA FEMME
RACE PARIA**

CERCLE FLORA TRISTAN

Flora Tristan - La Femme Race Paria

Le comité d'initiative pour le Cercle Flora Tristan du M.L.F. à Lyon édite ici une partie du livre de Flora l'"Union Ouvrière" : le Ch. III consacré aux femmes, et l'"Appel aux femmes" se trouvant en annexe.

Dans son livre paru en 1843 - il y a tout juste 130 ans ! -, Flora levait audacieusement le drapeau de l'"Union universelle des ouvriers et des ouvrières", dans la France de Louis-Philippe, à l'heure où Marx et Engels débutaient seulement leur carrière publique (le Manifeste Communiste n'est que de fin 1847).

Flora, née en 1803 à Paris, est morte de fatigue à Bordeaux en nov. 1844, au cours du tour de France qu'elle avait entrepris pour mettre sur pied les comités de l'Union. En oct. 1848, un monument lui fut élevé officiellement à Bordeaux.

Concernant la vie privée de Flora, il est utile de signaler que sa mère, qui n'était pas mariée régulièrement, se trouva sans ressources à la mort de son compagnon. Flora elle-même rompit en 1825 sa vie conjugale, ayant 3 enfants. En 1838, son ex-mari lui tira un coup de pistolet dans le dos en pleine rue.

Tirage : 200 ex.

Lyon, janvier 1973.

--oOo--

Flora : "L'amour, l'intelligence, la force n'ont pas de sexe".

"Il ne peut y avoir pour l'homme ni liberté, ni sécurité, ni dignité, ni bonheur possible tant que (l')égalité (de droits entre l'homme et la femme) ne sera pas reconnue par la loi".

"La classe la plus nombreuse et la plus utile : les prolétaires, et la classe la plus opprimée : les femmes".

"toute la philosophie (...) se résume par ces deux questions : (...) Dieu - la seconde : comment on peut et l'on doit aimer et traiter la femme en vue du bien-être universel de tous et de toutes en l'humanité".

Résumé : reconnaître l'urgente nécessité de donner aux femmes du peuple une éducation morale, intellectuelle et professionnelle, afin qu'elles deviennent les agents moralisateurs des hommes du peuple - Reconnaître, en principe, l'égalité en droit de l'homme et de la femme, comme étant l'unique moyen de constituer l'unité humaine".

Fourier : "Les progrès sociaux s'opèrent en raison du progrès des femmes vers la liberté, et les décadences d'ordre social s'opèrent en raison de la décroissance de la liberté des femmes. En résumé, l'extension des privilèges des femmes est le principe général de tous les progrès sociaux".

--oOo--

CHAPITRE III

=====

Ouvriers, mes frères, vous pour lesquels je travaille avec amour, parce que vous représentez la partie la plus vivace, la plus nombreuse et la plus utile de l'humanité, et qu'à ce point de vue je trouve ma propre satisfaction à servir votre cause, je vous prie instamment de vouloir bien lire avec la plus grande attention ce chapitre, car, il faut bien vous le persuader, il y va de vos intérêts matériels à bien comprendre pourquoi je mentionne toujours les femmes, en les désignant par : ouvrières ou toutes.

Depuis 6000 ans les "sages" traitent la femme en paria.

Jusqu'à présent, la femme n'a compté pour rien dans les sociétés humaines.

Qu'en est-il résulté ? Que le prêtre, le législateur, le philosophe, l'ont traitée en vraie paria. La femme - c'est la moitié de l'humanité - a été mise hors de l'Eglise, hors la loi, hors la société (1). Pour elle, point de fonctions dans l'Eglise, point de représentation devant la loi, point de fonctions dans l'Etat.

Le prêtre lui a dit : "Femme, tu es la tentation, le péché, le mal ; tu représentes la chair, c'est-à-dire la corruption, la pourriture. Pleures sur ta condition, jette de la cendre sur ta tête, enfermes-toi dans un cloître, et là, macère ton coeur, qui est fait pour l'amour, et tes entrailles de femme, qui sont faites pour la maternité ; et quand tu auras ainsi mutilé ton coeur et ton corps, offres-les tout sanglants et tout desséchés à ton Dieu pour la rémission du péché originel commis par ta mère Eve".

Puis le législateur lui a dit : "Femme, par toi-même tu n'es rien comme membre actif du corps humanitaire, tu ne peux espérer trouver place au banquet social. Il faut, si tu veux vivre, que tu serves d'annexe à ton seigneur et maître, l'homme. Donc, jeune fille, tu obéiras à ton père ; mariée, tu obéiras à ton mari ; veuve et vieille, on ne fera plus aucun cas de toi".

Ensuite, le savant-philosophe lui a dit : "Femme, il a été constaté par la science que, d'après ton organisation, tu es inférieure à l'homme (a). Or tu n'as pas d'intelligence, pas de compréhension pour les hautes questions, pas de suite dans les idées, aucune capacité pour les sciences dites exactes, pas d'aptitudes pour les travaux sérieux ; enfin, tu es un être faible de corps et d'esprit, pusillanime, superstitieux ; en un mot, tu n'es qu'un enfant capricieux, volontaire, frivole ; pendant 10 ou 15 ans de ta vie tu es une "gentille petite poupée", mais remplie de défauts et de vices. C'est pourquoi, femme, il faut que l'homme soit ton maître et ait toute autorité sur toi (b)".

Voilà six mille ans que le monde existe, et comment les sages des sages ont toujours jugé la race femme. Une aussi terrible condamnation, et répé-

(1) - Ces notes en chiffres (1), (2), etc. sont reportées à la fin du texte à cause de leur longueur.

Toutes les notes sont abrégées.

Par ailleurs, les inter-titres sont de la rédaction.

(a) - La plupart des savants, soit naturalistes, médecins ou philosophes, ont conclu plus ou moins explicitement à l'infériorité intellectuelle de la femme.

(b) - "La femme a été faite pour l'homme" (S. Paul).

tée pendant six mille ans, était de nature à frapper la foule, car la sanction du temps a beaucoup d'influence sur la foule.

1789 doit sonner pour les femmes aussi !

Cependant, ce qui doit nous faire espérer qu'on pourra en appeler de ce jugement, c'est que de même, pendant six mille ans, les sages des sages ont porté un jugement non moins terrible sur une autre race de l'humanité : les prolétaires. Avant 89, qu'était le prolétaire dans la société française ? Un "vilain", un "manant", dont on faisait une bête de somme "taillable et corvéable". Puis arrive la révolution de 89, et tout-à-coup voilà les sages des sages qui proclament que la "plèbe" se nomme Peuple, que les vilains et les manants se nomment "citoyens". Enfin, ils proclament en pleine assemblée nationale les Droits de l'Homme (a).

Le prolétaire, lui pauvre ouvrier regardé jusque-là comme une brute, fut bien surpris en apprenant que c'était l'oubli et le mépris qu'on avait fait de ses droits qui avaient causé les malheurs du monde. Oh ! il fut bien surpris d'apprendre qu'il allait jouir de droits civils, politiques et sociaux, et qu'enfin il devenait l'égal de son ancien seigneur et maître. Sa surprise augmenta quand on lui apprit qu'il possédait un cerveau absolument de même qualité que celui du prince royal héréditaire. Quel changement ! Cependant on ne tarda pas à s'apercevoir que ce second jugement porté sur la race prolétaire était bien plus exact que le premier, puisqu'à peine eut-on proclamé que les prolétaires étaient aptes à toutes espèces de fonctions civiles, militaires et sociales, que l'on vit sortir de leurs rangs des généraux comme Charlemagne, Henri IV ni Louis XIV n'avaient jamais pu en recruter, dans les rangs de leur orgueilleuse noblesse (b). Puis, comme par enchantement, il surgit en foule, des rangs des prolétaires, des savants, des artistes, des poètes, des écrivains, des hommes d'Etat, des financiers qui jetèrent sur la France un lustre que jamais elle n'avait eu. Alors la gloire militaire vint la couvrir comme d'une auréole ; les découvertes scientifiques l'enrichirent, les arts l'embellirent ; son commerce prit une extension immense, et en moins de 30 ans la richesse du pays tripla.

La démonstration par les faits est sans réplique. Aussi tout le monde convient aujourd'hui que les hommes naissent indistinctement avec des facultés à peu près égales, et que la seule chose dont on devrait s'occuper serait de chercher à développer toutes les facultés de l'individu en vue du bien-être général. Ce qui est arrivé pour les prolétaires est, il faut en convenir, de bon augure pour les femmes lorsque leur 89 aura sonné. D'après un calcul fort simple, il est évident que la richesse croîtra indéfiniment le jour où l'on appellera les femmes (la moitié du genre humain) à apporter dans l'activité sociale leur somme d'intelligence, de force et de capacité. Ceci est aussi facile à comprendre que 2 est le double de 1.

Jugée inférieure, on laisse la femme sans éducation.

Mais, hélas ! nous ne sommes pas encore là, et en attendant cet heu-

-
- (a) - "Le peuple français, convaincu que l'oubli et le mépris des droits naturels de l'homme sont les seules causes des malheurs du monde, a résolu d'exposer dans une Déclaration solennelle ses droits sacrés et inaliénables. (...) Tous les hommes sont égaux par la nature et devant la loi".
- (b) - Tous les fameux généraux de l'Empire sortaient de la classe ouvrière. Avant 89, les nobles seuls étaient officiers.

Flora Tristan – La Femme Race Paria

reux 89, constatons ce qui se passe en 1843. L'Eglise ayant dit que la femme était le péché ; le législateur, que par elle-même elle n'était rien (...) ; le savant-philosophe, que par son organisation elle n'avait pas d'intelligence, on en a conclu que c'était un pauvre être déshérité de Dieu, et les hommes et la société l'ont traitée en conséquence. (...) L'infériorité de la femme une fois proclamée et posée comme principe, voyez quelles conséquences il en résulte pour le bien-être universel de tous et de toutes en l'humanité.

Croyant que la femme, par son organisation, manquait de force, d'intelligence, de capacité et qu'elle était impropre aux travaux sérieux et utiles, on en a conclu très logiquement que ce serait perdre son temps que de lui donner une éducation rationnelle, solide, sévère, capable d'en faire un membre utile de la société. On l'a élevée pour être une "gentille poupée" et une esclave destinée à distraire son maître et à le servir.

A la vérité, de temps à autre quelques hommes doués d'intelligence, de sensibilité, souffrant dans leurs mères, dans leurs femmes, dans leurs filles, se sont récriés contre la barbarie et l'absurdité d'un pareil ordre de choses, et ont protesté énergiquement contre une condamnation aussi inique. (a).

A plusieurs reprises, la société s'est émue un moment ; mais poussée par la logique, elle a répondu : "Eh bien ! mettons que les femmes soient autre que ce que les sages ont cru ; supposons même qu'elles aient beaucoup de force morale et beaucoup d'intelligence : eh bien ! dans ce cas, à quoi servirait de développer leurs facultés, puisqu'elles ne trouveraient pas à les employer utilement dans cette société qui les repousse. Quel supplice affreux que de sentir en soi la force et la puissance d'agir, et de se voir condamné à l'inaction ! Ce raisonnement était d'une vérité irréfutable. Aussi tout le monde se répète : "C'est vrai, les femmes souffriraient trop si l'on développait en elles les belles facultés que Dieu leur a dotées, si, dès leur enfance, on les élevait de manière à ce qu'elles comprissent bien leur dignité d'être et qu'elles eussent conscience de leur valeur comme membres de la société ; jamais, non, jamais elles ne pourraient supporter la condition avilissante que l'Eglise, la loi et les préjugés leur ont faite. Il vaut mieux les traiter comme des enfants et les laisser dans l'ignorance sur elles-mêmes ; elles souffriront moins".

Quel sort a la femme dans la famille ouvrière, où elle est tout ?

Suivez bien, et vous verrez quelle effroyable perturbation résulte uniquement de l'acceptation d'un faux principe. Ne voulant pas m'écarter de mon sujet, bien qu'ici l'occasion soit belle pour parler au point de vue général, je rentre dans mon cadre, la classe ouvrière.

Dans la vie des ouvriers, la femme est tout. Elle est leur unique providence. Si elle leur manque, tout leur manque. Aussi disent-ils : "C'est la femme qui fait ou défait la maison", et ceci est l'exacte vérité, c'est pourquoi on en a fait un proverbe. Cependant quelle éducation, quelle instruction, quelle direction, quel développement moral ou physique reçoit la femme du peuple ? Aucun.

Enfant, elle est laissée à la merci d'une mère et d'une grand-mère qui, elles-mêmes, n'ont reçu aucune éducation : l'une, selon son naturel, sera brutale et méchante, la battra et la maltraitera sans motif ; l'autre sera faible, insouciante, et lui laissera faire toutes ses volontés. (En ceci comme en tout ce que j'avance, je parle en général ; bien entendu j'admets de nombreuses exceptions).

(a)- Voici ce que dit Fourier : "J'ai trouvé dans le cours de mes recherches sur le régime sociétaire beaucoup plus de raison chez les femmes que chez les hommes (...)".

La pauvre enfant s'élèvera au milieu des contradictions les plus choquantes, un jour irritée par les coups et les traitements injustes, le lendemain amollie, viciée par les gâteries non moins pernicieuses.

Au lieu de l'envoyer à l'école (a); on la gardera à la maison de préférence à ses frères, parce qu'on en tire mieux parti dans le ménage, soit pour bercer les enfants, faire les commissions, soigner la soupe, etc. A 12 ans on la met en apprentissage : là elle continue à être exploitée par la patronne et souvent à être aussi maltraitée qu'elle l'était chez ses parents.

Rien n'aigrit le caractère, n'endurcit le coeur, ne rend l'esprit méchant comme la souffrance continuelle qu'un enfant endure par suite d'un traitement injuste et brutal. D'abord l'injustice nous blesse, nous afflige, nous désespère ; puis lorsqu'elle se prolonge, elle nous irrite, nous exaspère, et, ne rêvant plus qu'au moyen de nous venger, nous finissons par devenir nous-mêmes durs, injustes, méchants. Tel sera l'état normal de la pauvre fille à 20 ans. Alors elle se mariera, sans amour, uniquement parce qu'il faut se marier si l'on veut se soustraire à la tyrannie des parents. Qu'arrivera-t-il ? Je suppose qu'elle ait des enfants ; à son tour elle sera tout-à-fait incapable d'élever convenablement ses fils et ses filles : elle se montrera envers eux aussi brutale que sa mère et sa grand-mère l'ont été envers elle (b).

Femmes de la classe ouvrière, observez-bien, je vous prie, qu'en signalant ici ce qui EST touchant votre ignorance et votre incapacité à élever vos enfants, je n'ai nullement l'intention de porter contre vous et votre nature la moindre accusation. Non, c'est la société que j'accuse de vous laisser aussi incultes, vous, femmes ; vous, mères, qui auriez tant besoin, au contraire, d'être instruites et développées, afin de pouvoir à votre tour instruire et développer les hommes, enfants confiés à vos soins. Les femmes du peuple, en général, sont brutales, méchantes, parfois dures. C'est vrai ; mais d'où provient cet état de choses si peu conforme à la nature douce, bonne, sensible, généreuse, de la femme ?

Pauvres ouvrières ! elles ont tant de sujets d'irritation ! D'abord le mari. (Il faut en convenir, il y a peu de ménages d'ouvriers qui sont heureux). Le mari ayant reçu plus d'instruction, étant le chef de par la loi, et aussi de par l'argent qu'il apporte dans le ménage (2), se croit (et il l'est en fait) bien supérieur à la femme, qui, elle, n'apporte que le petit salaire de sa journée, et n'est dans la maison que la très humble servante.

Il en résulte ceci que le mari traite sa femme pour le moins avec beaucoup de dédain. La pauvre femme, qui se sent humiliée dans chaque parole, dans chaque regard que son mari lui adresse, se révolte ouvertement ou sourdement, selon son caractère ; de là naissent des scènes violentes, douloureuses, qui finissent à amener entre le maître et la servante (on peut même dire l'esclave, car la femme est, pour ainsi dire, la propriété du mari) un état constant d'irritation. Cet état devient si pénible, que le mari, au lieu de rester chez lui à causer avec sa femme, se hâte de fuir, et comme il n'a point d'autre lieu où aller, il va au cabaret boire du "vin bleu" avec d'autres maris aussi malheureux que lui, dans l'espoir de s'étourdir (3).

(a) - (...) Par des ordres reçus d'en haut, les instituteurs (pour salle d'asile) doivent s'occuper de développer l'intelligence des garçons plus que celle des filles. Généralement tous les maîtres d'école de village agissent de même (...). Plusieurs m'ont avoué qu'ils en 'recevaient l'ordre' (...). Un dire est proverbial : "Oh ! pour une femme, elle en sait toujours assez !".

(b) - Les femmes du peuple se montrent très tendres mères jusqu'à ce que les enfants aient atteint l'âge de 2 à 3 ans (...). Passé cet âge, elles les brutalisent (sauf exceptions).

Ce moyen de distraction aggrave le mal. La femme qui attend la paye du dimanche pour faire vivre toute la famille pendant la semaine, se désespère en voyant son mari en dépenser la plus forte partie au cabaret. Alors son irritation est portée au comble, et sa brutalité, sa méchanceté redoublent. Il faut avoir vu de près des ménages d'ouvriers (surtout les mauvais) pour se faire une idée du malheur qu'éprouve le mari, de la souffrance qu'éprouve la femme. Des reproches, des injures, on passe aux coups, ensuite aux pleurs, au découragement et au désespoir (4).

Après les cuisants chagrins causés par le mari, viennent ensuite les grossesses, les maladies, le manque d'ouvrage et la misère, la misère, qui est toujours plantée à la porte comme la tête de Méduse. Ajoutez à cela cette irritation incessante causée par quatre ou cinq enfants criards, turbulents, ennuyeux, qui sont à tourner autour de la mère, et cela dans une petite chambre d'ouvrier, où l'on n'a pas de place pour se remuer. Oh ! il faudrait être un ange descendu sur la terre pour ne pas s'irriter, ne pas devenir brutale et méchante dans une pareille position.

Que deviennent les enfants ?

Cependant, dans un tel milieu de famille, que deviennent les enfants ?

Ils ne voient leur père que le soir et le dimanche. Ce père, toujours en état d'irritation ou d'ivresse, ne leur parle qu'en colère, et ils ne reçoivent de lui que des injures et des coups ; entendant leur mère s'en plaindre continuellement, ils le prennent en haine, en mépris.

Quant à leur mère, ils la craignent, lui obéissent, mais ne l'aiment pas ; car l'homme est ainsi fait, il ne peut aimer ceux qui le maltraitent. Et n'est-ce donc pas déjà un grand malheur pour un enfant de ne pas pouvoir aimer sa mère ! S'il a du chagrin, dans le sein de qui ira-t-il pleurer ? Si par étourderie, entraînement, il a commis quelque faute grave, à qui pourra-t-il se confier ? N'ayant aucun attrait à rester près de sa mère, l'enfant cherchera tous les prétextes pour s'éloigner de la maison maternelle. Les mauvaises sociétés sont facile à faire, pour les filles comme pour les garçons. De la flânerie on passera au vagabondage, et souvent du vagabondage au vol.

Parmi les malheureuses qui peuplent les maisons de prostitution.. et les malheureux qui gémissent au bague, combien s'en trouve-t-il qui peuvent dire : "Si nous avions eu une mère capable de nous élever, certes nous ne serions pas ici".

L'homme du peuple et l'homme riche ont une position différente.

Je le répète, la femme est tout dans la vie de l'ouvrier :

Comme mère, elle a action sur lui pendant son enfance ; c'est d'elle qu'il puise les premières notions de cette science si importante à acquérir, la science de la vie, celle qui nous enseigne à vivre convenablement pour nous et pour les autres, selon le milieu où le sort nous a placés (5).

Comme amante, elle a action sur lui pendant toute sa jeunesse, et quelle puissante action pourrait exercer une jeune fille belle et aimée !

Comme épouse, elle a action sur lui les trois quarts de sa vie.

Enfin, comme fille, elle a action sur lui dans sa vieillesse.

Remarquez que la position de l'ouvrier est tout autre que celle de l'oisif.

Si l'enfant du riche a une mère incapable de l'élever, on le met en pension ou on lui donne une gouvernante.

Si le jeune homme riche n'a pas de maîtresse, il peut occuper son cœur et son imagination par l'étude des beaux-arts ou de la science.

Si l'homme riche n'a point d'épouse, il ne manque pas de rencontrer des distractions dans le monde.

Si le vieillard riche n'a pas de fille, il trouve quelques vieux amis ou jeunes neveux qui consentent très volontiers à venir faire sa partie de boston.

(..) L'ouvrier, auquel tous ces plaisirs sont interdits, n'a pour toute joie, pour toute consolation, que la société des femmes de sa famille, ses compagnes d'infortune. Il résulte de cette position qu'il serait de la plus haute importance, au point de vue de l'amélioration intellectuelle, morale et matérielle de la classe ouvrière, que les femmes du peuple reçussent dès leur enfance une éducation rationnelle, solide, propre à développer tous les bons penchants qui sont en elles, afin qu'elles pussent devenir des ouvrières habiles dans leur métier, de bonnes mères de famille capables d'élever et de diriger leurs enfants et d'être pour eux, comme le dit "la Presse", "des répétiteurs naturels et gratuits des leçons de l'école", et afin qu'elles pussent servir aussi d'agents moralisateurs pour les hommes sur lesquels elles ont action depuis la naissance jusqu'à la mort.

Les Droits de la Femme, condition du bien-être général.

Commencez-vous à comprendre, vous, hommes qui criez au scandale avant de vouloir examiner la question, pourquoi je réclame DES DROITS POUR LA FEMME ? Pourquoi je voudrais qu'elle fût placée dans la société sur un pied d'égalité absolue avec l'homme, et qu'elle en jouit en vertu du droit légal que tout être apporte en naissant ?

Je réclame des droits pour la femme, parce que je suis convaincue que tous les malheurs au monde proviennent de cet oubli et mépris qu'on a fait jusqu'ici des droits naturels et imprescriptibles de l'être femme.

Je réclame des droits pour la femme, parce que c'est l'unique moyen qu'on s'occupe de son éducation, et que de l'éducation de la femme dépend celle de l'homme en général, et particulièrement celle de l'homme du peuple.

Je réclame des droits pour la femme, parce c'est le seul moyen d'obtenir sa réhabilitation devant l'Eglise, devant la loi et devant la société, et qu'il faut cette réhabilitation préalable pour que les ouvriers soient eux-mêmes réhabilités. Tous les maux de la classe ouvrière se résument par ces deux mots : Misère et Ignorance, ignorance et misère. Or, pour sortir de ce dédale, je ne vois qu'un moyen : commencer par instruire les femmes, parce que les femmes sont chargées d'instruire les enfants mâles et femelles.

Ouvriers, d'où vient votre malheur en ménage ?

Ouvriers, dans l'état actuel des choses, vous savez ce qui se passe dans vos ménages. Vous, homme, le maître ayant droit sur votre femme, vivez-vous avec elle le cœur content ? dites : êtes-vous heureux ?

Non, non ; il est facile de voir qu'en dépit de votre droit, vous n'êtes ni content, ni heureux.

Entre le maître et l'esclave, il ne peut y avoir que la fatigue du poids de la chaîne qui les lie l'un à l'autre. Là où l'absence de liberté se fait sentir, le bonheur ne saurait exister.

Les hommes se plaignent sans cesse de l'humeur acariâtre, du caractère rusé et sourdement méchant, que manifeste la femme dans presque toutes ses relations. Oh ! j'aurais bien mauvaise opinion de la race femme, si dans l'état d'abjection où la loi et les moeurs les ont placées, les femmes se soumettaient au joug qui pèse sur elles sans proférer un murmure. Grâce à Dieu, il n'en est pas ainsi ! leur protestation, et cela depuis le commencement des temps, a toujours été incessante.

Mais depuis la déclaration des Droits de l'Homme, acte solennel qui proclamait l'oubli et le mépris que les hommes nouveaux faisaient d'elles, leur protestation a pris un caractère d'énergie et de violence qui prouve que l'exaspération de l'esclave est au comble

Les bienfaits qui résulteront de l'égalité des sexes.

Ouvriers, vous qui avez du bon sens et avec lesquels on peut raisonner, parce que vous n'avez pas, comme dit Fourier, l'esprit farci d'un tas de systèmes, voulez-vous supposer pour un moment, que la femme est en droit l'égale de l'homme ? eh bien ! qu'en résulterait-il ?

1°/ Que dès l'instant où l'on n'aurait plus à redouter les conséquences dangereuses qu'amène nécessairement, dans l'état actuel de sa servitude, le développement moral et physique des facultés de la femme, on l'instruirait avec beaucoup de soin, afin de tirer de son intelligence et de son travail le meilleur parti possible ;

2°/ Que vous, hommes du peuple, vous auriez pour mères des ouvrières habiles, gagnant de bonnes journées, instruites, bien élevées et très capables de vous instruire, de vous bien élever, vous, ouvriers, comme il convient à des hommes libres ;

3°/ Que vous auriez pour soeurs, pour amantes, pour épouses, pour amies, des femmes instruites, bien élevées, et dont le commerce journalier serait pour vous on ne peut plus agréable : car, rien n'est plus doux, plus suave au coeur de l'homme, que la conversation des femmes lorsqu'elles sont instruites, bonnes, et causent avec sens et bienveillance.

Le mari, sachant que sa femme a des droits égaux aux siens, ne la traiterait plus avec le dédain, le mépris qu'on montre aux inférieurs ; au contraire, il la traiterait avec ce respect et cette déférence qu'on n'accorde qu'aux égaux. Alors plus de sujet d'irritation pour la femme, et, une fois la cause de l'irritation détruite, la femme ne se montrera plus ni brutale, ni rusée, ni acariâtre, ni colère, ni exaspérée, ni méchante.

N'étant plus regardée dans la maison comme la servante du mari, mais bien comme l'associée, l'amie, la compagne de l'homme, naturellement elle prendra intérêt à l'association et fera tout ce qu'elle pourra pour faire fructifier le petit ménage. Ayant des connaissances théoriques et pratiques, elle emploiera toute son intelligence à mener sa maison avec ordre, économie et entendement.

Instruite et connaissant l'utilité de l'instruction, elle mettra toute son ambition à bien élever ses enfants, elle les instruira elle-même avec amour, surveillera leurs travaux d'école, les placera en apprentissage chez les bons patrons ; enfin elle les dirigera en toutes choses avec sollicitude, tendresse, discernement.

Quel sera alors le contentement de coeur, la sécurité d'esprit, le bonheur de l'âme de l'homme, du mari, de l'ouvrier qui possédera une telle femme ! Trouvant dans sa femme de l'intelligence, du bon sens, des vues élevées, il pourra causer avec elle sur des sujets sérieux, lui communiquer ses projets, et, de concert avec elle, travailler aux moyens d'améliorer encore leur position. Flattée de sa confiance, elle l'aidera dans ses entreprises et ses affaires, soit par ses bons conseils, soit par son activité.

L'ouvrier étant lui-même instruit et bien élevé, trouvera un grand charme à instruire et à développer ses enfants. Les ouvriers, en général, ont très bon coeur, ils aiment beaucoup les enfants. Avec quel courage cet homme travaillera toute la semaine, quand il saura qu'il doit passer le dimanche en compagnie de sa femme, qu'il aimera, de ses deux petites fillettes espiègles, caressantes, folâtres, de ses deux garçons déjà instruits et pouvant causer avec leur père sur des sujets sérieux ! Avec quelle ardeur ce père travaillera pour gagner quelques sous en sus de sa paye ordinaire, afin de pouvoir faire cadeau à ses petites filles d'un

joli bonnet, et à ses fils d'un livre, d'une gravure ou de tout autre chose qu'il saura devoir leur faire plaisir ! avec quels transports de joie ces petits cadeaux seraient reçus ! et quel bonheur pour la mère de voir cet amour réciproque entre le père et les enfants ! Il est clair que, dans cette supposition, la vie de ménage, de famille, serait pour l'ouvrier ce qu'il y aurait de plus désirable. Se trouvant bien chez lui, heureux et satisfait dans la compagnie de sa bonne vieille mère, de sa jeune femme et de ses enfants, il ne lui viendrait pas à l'idée de quitter sa maison pour aller se distraire au cabaret, lieu de perdition où l'ouvrier perd son temps, son argent, sa santé, et abrutit son intelligence. Avec la moitié de ce qu'un ivrogne dépense au cabaret, toute une famille d'ouvriers vivant unis pourrait, en été, aller dîner dans les champs. Il faut si peu de choses aux gens qui savent vivre sobrement.

Là, les enfants, respirant le grand air, seront tout joyeux de courir avec le père et la mère, qui se feront enfants pour les amuser ; et le soir, la famille, le cœur content, les membres un peu délassés du travail de la semaine, rentrera au logis très satisfaite de la journée. En hiver, la famille ira au spectacle. Ces divertissements offrent un double avantage : ils instruisent les enfants en les amusant. Dans une journée passée à la campagne, une soirée passée au théâtre, que de sujets d'étude une mère intelligente peut trouver pour instruire ses enfants !

Ouvriers, donnez un grand exemple au monde !

(..) Ouvriers, ce petit tableau, à peine esquissé, de la position dont jouirait la classe prolétaire si la femme était reconnue l'égal de l'homme, doit vous donner à réfléchir sur le mal qui existe et sur le bien qui pourrait être. Cela doit vous faire prendre une grande détermination.

Ouvriers, vous n'avez pas pouvoir d'abroger les anciennes lois et d'en faire de nouvelles, non, sans doute ; mais vous avez le pouvoir de protester contre l'iniquité et l'absurdité des lois qui entravent le progrès de l'humanité et qui vous font souffrir, vous, plus particulièrement. Vous pouvez donc, c'est même un devoir sacré, protester énergiquement en pensées, en paroles et en écrits, contre toutes les lois qui vous oppriment. Or donc, tâchez bien de comprendre ceci : la loi qui asservit la femme et la prive d'instruction, vous opprime, vous, hommes prolétaires.

Pour l'élever, l'instruire et lui apprendre la science du monde, le fils du riche a des gouvernantes et institutrices savantes, des directrices habiles, et enfin, de belles marquises, femmes élégantes, spirituelles, dont les fonctions, dans la haute société, consistent à se charger de faire l'éducation des fils de famille qui sortent du collège. C'est une fonction très utile pour le bien-être de ces messieurs de la haute noblesse. Ces dames leur apprennent à avoir de la politesse, du tact, de la finesse, de la souplesse dans l'esprit, de belles manières ; en un mot elles en font des hommes qui "savent vivre", des hommes "comme il faut". Pour peu qu'un jeune homme ait de la capacité, s'il a le bonheur d'être sous la protection d'une de ces femmes aimables, "sa fortune est faite". A 35 ans, il est sûr d'être ambassadeur ou ministre. Tandis que vous, pauvres ouvriers, pour vous élever, vous instruire, vous n'avez que votre mère ; pour faire de vous un homme sachant vivre, vous n'avez que des femmes de votre classe, vos compagnes d'ignorance et de misère (6).

Ce n'est donc pas au nom de la supériorité de la femme (comme on ne manquera pas de m'en accuser) que je vous dis de réclamer des droits pour la femme ; non vraiment. D'abord, avant de discuter sur sa supériorité, il faut que son individu social soit reconnu. Je m'appuie sur une base plus solide. C'est au nom de votre propre intérêt, à vous, hommes ; de votre amélioration à vous, hommes ; enfin c'est au nom du bien-être universel de tous et de toutes que je vous engage à réclamer des droits pour la femme, et, en attendant, de les lui reconnaître au moins en principe.

Flora Tristan – La Femme Race Paria

C'est donc à vous, ouvriers, qui êtes les victimes de l'inégalité de fait et de l'injustice, c'est à vous qu'il appartient d'établir enfin sur la terre le règne de la justice et de l'égalité absolue entre la femme et l'homme.

Donnez un grand exemple au monde, exemple qui prouvera à vos oppresseurs que c'est par le droit que vous voulez triompher, et non par la force brutale ; vous cependant, sept, dix, quinze millions de prolétaires, qui pourriez disposer de cette force brutale !

Tout en réclamant pour vous la justice, prouvez que vous êtes justes, équitables ; proclamez, vous les hommes "forts", les hommes "aux bras nus", que vous reconnaissez la femme pour votre égale, et qu'à ce titre, vous lui reconnaissez un droit égal aux bénéfices de l'Union Universelle des Ouvriers et Ouvrières.

(..) Ouvriers, en 1791 vos pères ont proclamé l'immortelle Déclaration des "Droits de l'Homme", et c'est à cette solennelle déclaration que vous devez d'être aujourd'hui des hommes libres et égaux en droit devant la loi. Honneur à vos pères pour cette grande oeuvre ! Mais, prolétaires, il vous reste à vous, hommes de 1843, une oeuvre non moins grande à accomplir. A votre tour, affranchissez les dernières esclaves qui restent encore dans la société française, proclamez les "Droits de la Femme", et dans les mêmes termes que vos pères ont proclamé les vôtres, dites :

"Nous, prolétaires français, après 53 ans d'expérience, nous reconnaissons être duement éclairés et convaincus que l'oubli et le mépris qu'on a fait des droits naturels de la femme sont les seules causes des malheurs du monde, et nous avons résolu d'exposer dans une déclaration solennelle inscrite dans notre Charte, ses droits sacrés et inaliénables. Nous voulons que les femmes soient instruites de notre déclaration, afin qu'elles ne se laissent plus opprimer et avilir par l'injustice et la tyrannie de l'homme, et que les hommes respectent dans les femmes, leurs mères, la liberté et l'égalité dont ils jouissent eux-mêmes.

"(..) Le but de la société devant être le bonheur de l'homme et de la femme, l'Union Ouvrière garantit à l'homme et à la femme la jouissance de leurs droits d'ouvriers et d'ouvrières" (..).

Ouvriers, soyez-en sûrs, si vous avez assez d'équité, de justice, pour inscrire dans votre Charte les quelques lignes que je viens de tracer, cette "Déclaration des Droits de la Femme" passera bientôt dans les moeurs ; des moeurs dans la loi, et avant 25 ans, vous verrez inscrit en tête du livre de la loi qui régira la société française : "Egalité Absolue de l'Homme et de la Femme".

Alors, mes frères, et seulement alors, l'Unité Humaine sera constituée.

Fils de 89, voilà l'oeuvre que vos pères vous ont léguée !

-----oOo-----

Le comité central (de l'Union Ouvrière) devra faire (l')appel sur lequel je compterai le plus, aux femmes. Voici comment je le conçois :

A P P E L A U X F E M M E S
de tous les rangs, de tous les âges,
de toutes les opinions, de tous les pays.
-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-

Femmes,

(..) Vous qui êtes dévorées du besoin d'aimer, d'agir, de vivre (..), resterez-vous silencieuses et toujours cachées, lorsque la classe la plus nombreuse et la plus utile, vos frères et vos soeurs les prolétaires, ceux qui travaillent, souffrent, pleurent et gémissent, viennent vous demander, les mains suppliantes, de les aider à sortir de la misère et de l'ignorance !

Femmes, l'Union Ouvrière a jeté les yeux sur vous. Elle a compris qu'elle ne pouvait pas avoir d'auxiliaires plus dévoués, plus intelligents, plus puissants. Femmes, l'Union Ouvrière a droit à votre gratitude. C'est elle la première qui a reconnu en principe les droits de la femme. Aujourd'hui votre cause et la sienne deviennent communes.

Femmes de la classe riche, vous qui êtes instruites, intelligentes, qui jouissez du pouvoir que donne l'éducation, le mérite, le rang, la fortune ; vous qui pouvez influencer les hommes dont vous êtes entourées, vos enfants, vos domestiques et les travailleurs vos subordonnés, prêtez votre puissante protection aux hommes qui n'ont pour eux que la force du nombre et du droit. A leur tour, les hommes aux bras nus vous prêteront leur appui. Vous êtes opprimées par les lois, les préjugés ; unissez-vous aux opprimés, et au moyen de cette légitime et sainte alliance, nous pourrons lutter légalement, loyalement, contre les lois et les préjugés qui nous oppriment.

Femmes, quelle mission remplissez-vous dans la société ? Aucune. Eh bien ! voulez-vous occuper dignement votre vie, consacrez-là au triomphe de la plus sainte des causes : l'Union Ouvrière.

Femmes, qui sentez en vous le feu sacré (..) faites-vous prédicatrices de l'Union Ouvrière.

Femmes écrivains, poètes, artistes, écrivez pour instruire le peuple, et que l'Union soit le texte de vos chants.

Femmes riches, supprimez toutes ces frivolités de toilette qui absorbent des sommes énormes, et sachez employer plus utilement et plus magnifiquement votre fortune. Faites des dons à l'Union Ouvrière.

Femmes du Peuple, faites-vous membres de l'Union Ouvrière. Engagez vos filles, vos fils à s'inscrire sur le livre de l'Union.

Femmes de toute la France, de toute la terre, mettez votre gloire à vous faire hautement et publiquement les défenseurs de l'Union.

--/--

N O T E S

=====

(1) La femme a été mise hors l'Eglise, hors la loi, hors la société :

- Aristote posait sans la résoudre cette question : les femmes ont-elles une âme ?
- L'Eglise catholique daigna trancher cette question en faveur des femmes, à la majorité de 3 voix (au synode de Mâcon en 586). Ainsi, 3 voix de moins, et la femme était reconnue appartenir au règne des bêtes brutes, et ceci étant, l'homme, le maître, le seigneur aurait été obligé de co-habiter avec la bête brute ! Cette pensée fait frémir d'horreur !.. Du reste, cela doit être un profond sujet de douleur pour les "sages des sages", de penser qu'ils descendent de la race femme. Si réellement ils sont convaincus que la femme est aussi stupide qu'ils le prétendent, quelle honte pour eux d'avoir été conçus dans les flancs d'une semblable créature, d'avoir sucé son lait et d'être restés sous sa tutelle une grande partie de leur vie ! Oh ! il est bien probable que si ces sages avaient pu mettre la femme hors la nature, comme ils l'ont mise hors l'Eglise, hors la loi et hors la société, ils se seraient épargné la honte de descendre d'une femme.
- Moïse : "Dieu dit aussi à la femme : 'Je vous affligerai de plusieurs maux pendant votre grossesse ; vous enfanterez dans la douleur ; vous serez sous la puissance de votre mari, et il vous dominera'".
- L'Ecclésiastique : "Mieux vaut un homme vicieux qu'une femme vertueuse".
- Mahomet : "Les hommes sont supérieurs aux femmes à cause des qualités que Dieu leur a donné et parce qu'ils emploient leurs biens pour les doter" ; "Vous réprimanderez celles dont vous aurez à craindre l'inobéissance ; vous les reléguerez dans des lits à part, vous les battrez".
- Les lois de Manou : "Pendant son enfance, une femme doit dépendre de son père ; pendant sa jeunesse, elle dépend de son mari ; son mari étant mort, de ses fils ; si elle n'a pas de fils, des proches parents de son mari, ou à leur défaut, de ceux de son père ; si elle n'a pas de parents paternels, du souverain : une femme ne doit jamais gouverner à sa guise" ; "elle doit toujours être de bonne humeur".
- Code civil : "La femme ne peut ester en jugement sans l'autorisation de son mari" ; "Les témoins produits aux actes de l'état civil ne pourront être que du sexe masculin".
- J.J. Rousseau : "L'homme doit être actif et fort, la femme passive et faible".

(2) Le mari est le chef de par l'argent qu'il apporte dans le ménage :

Dans tous les métiers exercés par les hommes et les femmes, on paye la journée de l'ouvrière moitié moins que celle de l'ouvrier. A raison de ses forces musculaires, l'homme fait sans doute le double de travail de la femme ? Eh bien ! il arrive justement le contraire. Dans tous les métiers où il faut de l'adresse et l'agilité des doigts, les femmes font presque le double d'ouvrage des hommes. Par exemple dans l'imprimerie pour composer ; dans les filatures de coton, fil ou soie, pour rattacher les fils. Un imprimeur me disait un jour avec une naïveté tout à fait caractéristique : "On les paie moitié moins, c'est très juste, puisqu'elles vont PLUS VITE que les hommes ; elles gagneraient trop si on les payait le même prix". Oui, on les paie, non en raison du travail qu'elles font, mais en raison du peu de dépenses qu'elles font. Ouvriers, n'avez-vous pas entrevu les conséquences désastreuses d'une semblable injustice ? Qu'est-il arrivé ? Que les industriels congédient les ouvriers et les remplacent par des ouvrières. Une fois entré dans cette voie, on congédie les femmes pour les remplacer par des enfants de 12 ans ; enfin on arrive à ne plus occuper que des enfants de 7 ou 8 ans. Laissez passer une injustice, vous êtes sûrs qu'elle en engendrera des milliers.

(3) Pour quoi les ouvriers vont-ils au cabaret ?

L'égoïsme a frappé les hautes classes, celles qui gouvernent, d'une cécité complète. Elles abandonnent l'ouvrier à la misère, à l'ignorance, pensant, selon l'ancienne maxime, que plus le peuple est brute, plus il est facile de le museler. Ceci était bon avant la Déclaration des Droits; depuis c'est commettre un grossier anachronisme.

Du reste, si l'on croit qu'il soit d'une "savante politique" de laisser la classe pauvre à l'état de brute, alors pourquoi récriminer sans cesse contre ses vices ? Les riches accusent les ouvriers d'être paresseux, débauchés, ivrognes; et ils s'écrient : "Si les ouvriers sont misérables, c'est uniquement par leur faute". Je crois que si les ouvriers, au lieu d'aller au cabaret, se réunissaient à sept dans une chambre (nombre que permettent les lois de Septembre 1835), pour s'y instruire en commun de leurs droits et aviser aux moyens à prendre pour les faire valoir légalement, les riches seraient plus mécontents que de voir les cabarets pleins !

Le cabaret est le temple de l'ouvrier, c'est le SEUL lieu où il puisse aller. L'Eglise, il n'y croit point ; au théâtre, il n'y comprend rien. A Paris, les 3/4 des ouvriers n'ont même pas de domicile : ils couchent en garni dans des chambrées ; et ceux qui sont en ménage logent dans des greniers où la place et l'air manquent ; par conséquent ils sont FORCES d'en sortir.

Vous ne voulez pas instruire le peuple, vous lui défendez de se réunir, dans la crainte qu'il s'instruise lui-même, qu'il parle de politique ou de doctrines sociales ; vous ne voulez pas qu'il lise, qu'il écrive, qu'il occupe sa pensée, dans la crainte qu'il ne se révolte ! Mais que voulez-vous donc qu'il fasse ? Pauvres ouvriers ! Accablés de misères, de chagrins de toutes sortes, soit dans le ménage, chez le patron, ou enfin, parce que les travaux répugnants et forcés auxquels ils sont condamnés, leur irritent tellement le système nerveux, qu'ils en deviennent parfois comme fous ; dans cet état, pour échapper à leurs souffrances, ils n'ont d'autre refuge que le cabaret. Aussi vont-ils là, boire du vin bleu, médecine exécrationnelle ! - mais qui a la vertu d'étourdir.

En face de pareils faits, il se rencontre dans le monde des gens dits vertueux, dits religieux, qui, confortablement établis dans leurs maisons, boivent à chaque repas et en abondance du bon vin de Bordeaux, du vieux Chablis, d'excellent Champagne, et ces gens là font de belles tartines morales contre l'ivrognerie, la débauche et l'intempérance de la classe ouvrière !

Depuis 10 ans que je fais des études sur les ouvriers, jamais je n'ai rencontré d'ivrogne, de vrai débauché parmi les ouvriers heureux en ménage et jouissant d'une certaine aisance. Le cabaret n'est donc pas la cause du mal, mais simplement l'effet. Voyez ce qu'en dit Eugène Buret dans son ouvrage "Misère des classes laborieuses en France et en Angleterre" (1840).

(4) Brutalité et excellence de la nature des femmes du peuple :

Je citerai un fait arrivé à Bordeaux en 1827. Une vendeuse de légumes tenant boutique en plein vent sur la place du marché était redoutée tant elle était insolente, méchante et brutale. Le mari de cette femme était boueur. Un soir, il rentre, et la soupe n'est pas prête. Une dispute s'élève, des injures le mari en vient à donner un soufflet à sa femme. Celle-ci, qui, en cet instant, taillait la soupe avec un grand couteau de cuisine, exaspérée de colère, fondit sur son mari, son couteau à la main, et lui traversa le coeur. Celui-ci tomba raide mort. La femme fut conduite en prison. En voyant son mari mort, cette femme si méchante fut saisie d'une si grande douleur qu'elle inspira à tout le monde du respect. C'é-

Flora Tristan – La Femme Race Paria

tait son mari qui l'avait provoquée, et le meurtre avait été commis sans nulle préméditation. Sa douleur était telle qu'on craignait pour sa vie, et comme elle nourrissait un enfant de 4 mois, le juge d'instruction lui dit qu'elle serait acquittée. En entendant ces paroles, cette femme s'écria : "Moi, acquittée ? Ah ! monsieur le juge, qu'osez-vous faire ? Si l'on acquittait une misérable comme moi, il n'y aurait plus de justice sur la terre". On employa tous les raisonnements pour lui faire comprendre qu'elle n'était point criminelle, puisqu'elle n'avait pas eu la pensée de commettre un meurtre. "Eh ! qu'importe la pensée ? répétait-elle, s'il y a en moi une brutalité qui me porte tantôt à estropier une de mes enfants, tantôt à tuer mon mari ?" Enfin, lorsqu'elle fut bien vaincue qu'elle serait acquittée, cette femme brute, sans la moindre éducation, prit une résolution digne des hommes les plus forts de la République romaine. Elle déclara qu'elle voulait se faire justice, qu'elle allait se laisser mourir de faim. Sa mère, sa famille, ses sept enfants vinrent la supplier en pleurs de consentir à vivre pour eux. Elle rendit à sa mère son petit nourrisson en disant : "Apprenez à mes enfants à se féliciter d'avoir perdu une pareille mère". Les juges, les prêtres, les femmes du marché, allèrent auprès d'elle.. Elle fut inébranlable. Alors on essaya d'un autre moyen : on mit dans sa chambre des gâteaux, des fruits, du laitage, du vin, des viandes ; on alla jusqu'à faire rôtir de la volaille, qu'on lui apportait toute chaude, afin que l'odeur l'excitât à manger. "Tout ce que vous faites est inutile, répétait-elle, une femme qui est assez brutale pour tuer le père de ses 7 enfants doit mourir, et je mourrai". Elle souffrit des tortures affreuses sans se plaindre, et le 7^e jour, elle expira.

(5) L'instruction des enfants en général, et des filles spécialement :

Aujourd'hui beaucoup d'enfants restent encore privés d'instruction, et 4196 communes n'ont pas d'école. La société doit l'éducation à tous ses membres, et il est tout à fait déplorable que le gouvernement d'un pays éclairé ne pourvoie pas lui-même, et de rigueur, à ce que l'enfance soit entourée de tous les soins nécessaires à son développement. Sur l'instruction des femmes, nous avons en toute occasion protesté contre cet odieux et stupide abandon d'un sexe entier dont se rendait coupable notre société dite civilisée et réellement barbare sous beaucoup de rapports ("la Phalange" du 11.9.42, journal de l'école "sociétaire" - V. Considérant). Lorsqu'à 5 ans les enfants arrivent à l'école, ils apportent une foule de disposition mauvaises, d'idées fausses, que le maître a plus de peine à détruire dans leur esprit qu'à leur apprendre à lire ("la Presse").

(6) L'ignorance des femmes du peuple a les conséquences les plus funestes:

Je soutiens que l'émancipation des ouvriers est IMPOSSIBLE tant que les femmes resteront dans cet état d'abrutissement. Elles arrêtent tout progrès.

Parfois j'ai été témoin de scènes violentes entre le mari et la femme. Souvent j'en ai été victime, en recevant les injures les plus grossières. Ces pauvres créatures, ne voyant pas plus loin que le bout de leur nez, se mettaient en fureur après le mari, et après moi, parce que l'ouvrier perdait quelques heures de son temps à s'occuper d'idées politiques ou sociales. "Qu'as-tu besoin de t'occuper des choses qui ne te regardent pas ! s'écriaient-elles, pense à gagner de quoi manger et laisse le monde comme il voudra". Je connais de malheureux ouvriers qui ne demanderaient pas mieux que de consacrer leur dimanche et leurs petites épargnes au service de la cause, et qui, pour avoir la "paix dans leur maison", cachent à leur femme et à leur mère qu'ils viennent me voir et qu'ils m'écrivent.





J. Staline

**MATÉRIALISME DIALECTIQUE
et MATÉRIALISME HISTORIQUE**

Staline – 1906

Les lois du Matérialisme Dialectique

Le matérialisme dialectique est la Philosophie communiste, qui unit la conception matérialiste du monde à la méthode dialectique d'analyse. C'est la science générale des lois du mouvement du monde (nature-société-pensée), dont l'essence est matérielle.

Cette science n'est que :

- Le produit d'un certain stade d'évolution de la pensée humaine (sachant que la source de la pensée est non pas le monde extérieur seul, mais dans la modification active de celui-ci par l'homme) ;
- Le reflet conscient et adéquat, l'abstraction des lois qui régissent effectivement l'histoire de la nature et de l'humanité, et qui n'ont donc rien de mystérieux.

I- LA CONCEPTION MATÉRIALISTE

Elle s'oppose à l'idéalisme. Ses lois constitutives sont :

1- Le monde tout entier est matériel, c'est-à-dire existe par lui-même ; le côté matériel est la base de toute chose et de tout phénomène.

2- Les choses et les phénomènes sont tous déterminés, réels, concrets ; il faut en toute occasion faire l'analyse concrète de la situation concrète, tenir compte des conditions de lieu et de temps.

3- La conscience (ou pensée) est un reflet, un dérivé, le produit supérieur de la matière. Le monde extérieur est une réalité objective existant en dehors de la pensée, mais les idées n'en peuvent pas moins jouer un rôle extrêmement puissant, sous la forme d'une "action en retour".

Ce qui provoque l'apparition d'idées nouvelles, révolutionnaires, ce qui les suscite, ce sont les tâches sociales objectives devenues pressantes. Néanmoins, le Parti d'avant-garde est en mesure d'anticiper, de saisir ce qui naît et a de l'avenir, ce qui est en germe et est inapparent au premier abord.

Staline – Les lois du Matérialisme Dialectique

ENGELS : “La question du rapport de la pensée à l’être, de l’esprit à la matière, est la question suprême de toute philosophie”.

4- Il est une vérité objective, matériellement fondée, nécessaire, indépendante de notre volonté, et vérifiable par la pratique dans chaque cas ; la connaissance est par suite vraie, valable. Une fois connues les formes de mouvement de la matière, nous connaissons la matière elle-même. Pas de “choses en soi” inconnaissables !

II- LA MÉTHODE DIALECTIQUE

Elle s’oppose à la métaphysique. Ses lois constitutives sont :

5- Le monde tout entier est en mouvement, change, se développe, se renouvelle et naît de façon ininterrompue, selon des lois objectives et concrètes.

6- Les choses et les phénomènes sont liés entre eux ; le monde est formé d’éléments qui dépendent les uns des autres et se conditionnent mutuellement.

7- Le mouvement a sa source dans l’action des contradictions inhérentes aux choses et aux phénomènes. La connaissance a pour tâche fondamentale la mise à jour de ces contradictions.

HEGEL : “La contradiction est ce qui fait avancer”.

8- Le développement passe par des bonds qualitatifs ; le mouvement est non pas un processus simple de croissance, mais passe de changements quantitatifs insignifiants à d’inévitables transformations qualitatives brusques et radicales.

9- Le remplacement de l’ancien par le nouveau s’effectue par la voie de la “négation de la négation” : une chose étant niée de la façon qui lui correspond (de façon qu’il en sorte un développement), si la négation est redoublée, il s’établit une unité plus élevée et plus développée.

Exemple : le grain d’orge qui germe disparaît pour laisser place à la plante ; celle-ci croît, fleurit, et disparaît pour laisser place à l’épi portant des graines. Mais nous sommes loin du grain d’origine puisque nous avons cette fois 30 grains peut-être, ou une semence améliorée.

Staline – Les lois du Matérialisme Dialectique

10- Le mouvement des choses et des phénomènes a pour résultat final un progrès, s'accomplissant de l'inférieur au supérieur, à travers tous les mouvements en zigzag et les reculs momentanés. (Mais tout progrès est en même temps une régression en ce qu'il ferme une indéfinité de voies de développement au profit d'une seule).

Toute infraction à chacune de ces lois représente une déviation particulière de la théorie de la connaissance.

La base de la philosophie communiste est le matérialisme. Le noyau de la conception est la théorie du reflet (loi n°3), celui de la méthode est la théorie de la contradiction (loi n°7).

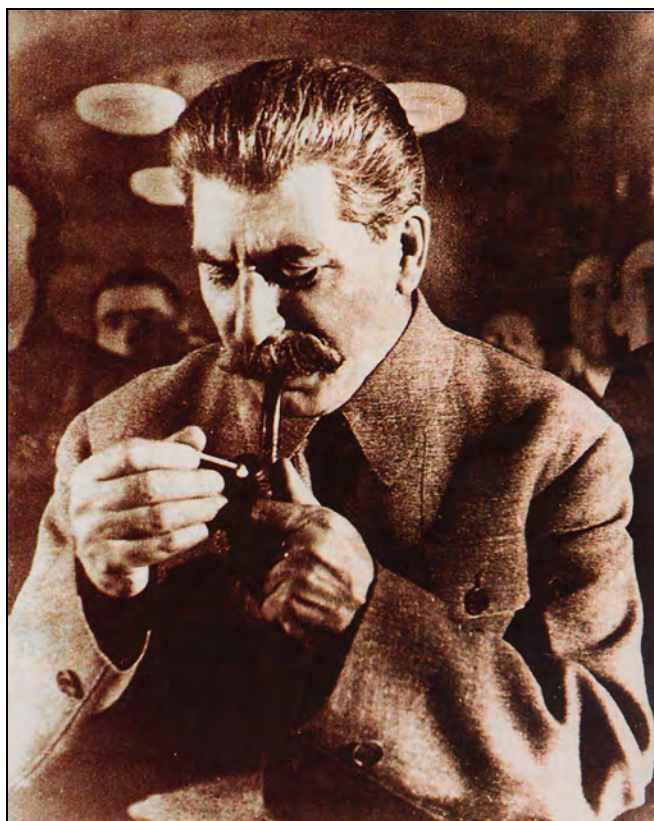
N.B. :

- Ici, schéma de la version classique de Staline, de 1938. Celle-ci était une révision de la version de 1906, faisant partie de "Anarchisme ou Socialisme".

- Le point II-9 et la parenthèse de II-10 ne sont pas de Staline.

- J'inverse la présentation de Staline, qui expose la Dialectique, et ensuite le Matérialisme.

Freddy Malot – 1973-2002



“Le petit père des peuples”

Arrestations, exils et évasions de Staline

décembre 1879-mars 1953 (74 ans).

Dix ans plus jeune que Lénine, 1870-1924 (54 ans).

- 27 novembre 1903 : après 18 mois passés dans les prisons de Géorgie, Staline arrive à Novaya Ude, dans la province de Irkoutsk.

- 5 janvier 1904 : il s'échappe et retourne dans le Caucase. Il se rend à Stockholm et à Londres.

- 20 mars 1908 : arrestation à Bakou.

- Février 1909 : il arrive à Solvychegodsk, dans la province de Vologda.

- 24 juillet 1909 : il s'échappe et se rend à Saint-Pétersbourg avant de rentrer à Bakou.

- 23 mars 1910 : il est à nouveau arrêté à Bakou, et retourne à Solvychegodsk.

- 19 juillet 1911 : il est envoyé à Vologda.

- 6 septembre 1911 : il prend le train pour Saint-Pétersbourg.

- Septembre 1911 : il est arrêté à Saint-Pétersbourg et renvoyé à Vologda.

- Novembre 1911 : il s'échappe et reprend le train pour Saint-Pétersbourg.

- Avril 1912 : il est à nouveau arrêté et envoyé à Narym dans la province de Tomsk, en Sibérie.

- Été 1912 : il s'échappe, prend l'express transsibérien pour Saint-Pétersbourg, puis se rend à Cracovie pour rencontrer Lénine.

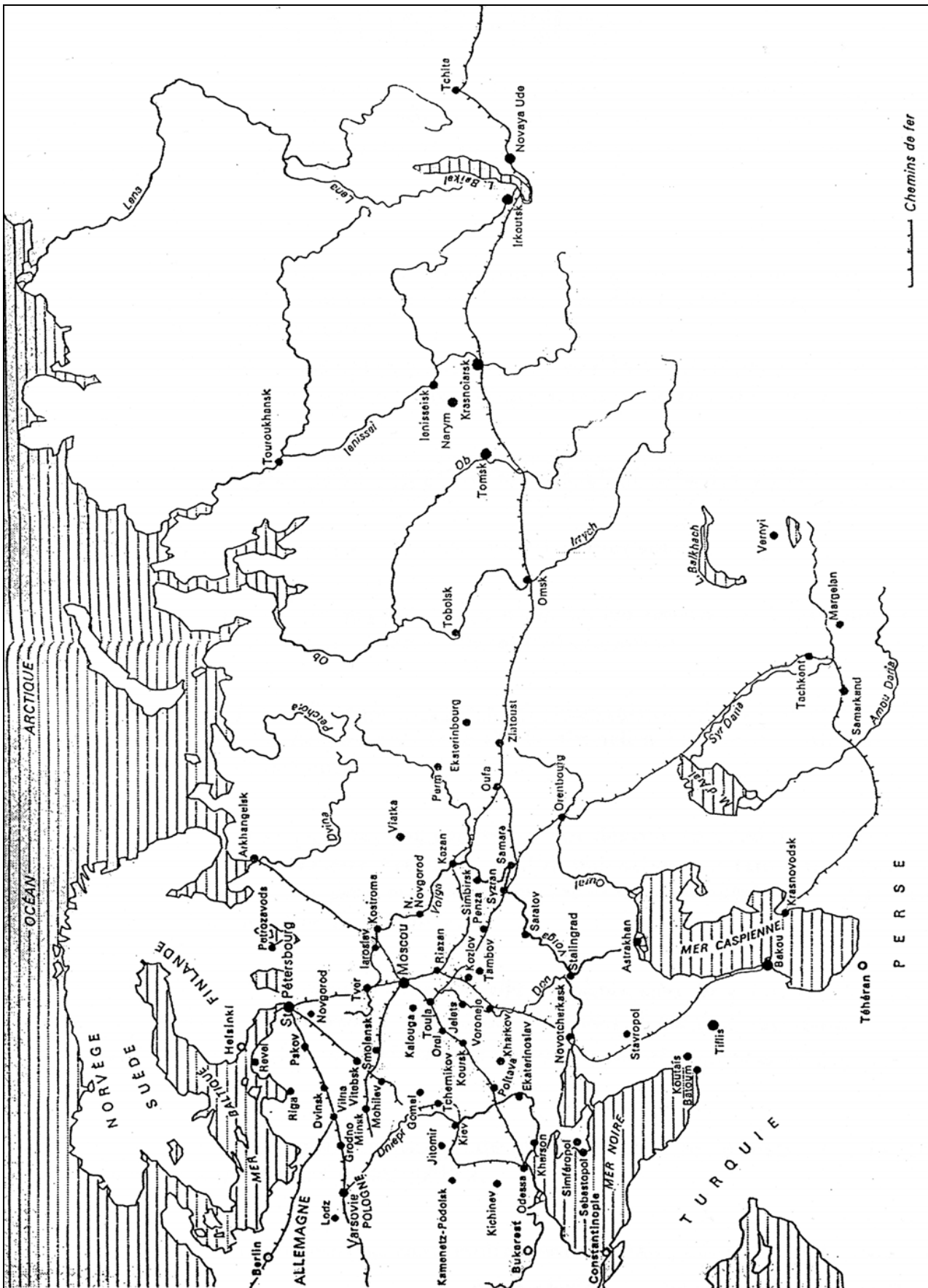
- 23 février 1913 : il est arrêté à Saint-Pétersbourg une semaine après son retour de Vienne. Il est d'abord envoyé à Touroukhansk dans le grand nord puis à Kureika, dont il ne peut pas s'échapper.

- Décembre 1916 : il arrive à Krasnoïarsk pour un examen de recrutement. Il est déclaré inapte mais n'est pas renvoyé à Kureika. On l'envoie à Atchinsk pour purger la fin de sa peine.

- Mars 1917 : la nouvelle de la Révolution lui parvient à Atchinsk. Il prend le train avec Kamenev, Sverdlov et d'autres compagnons.

- 25 mars 1917 : il arrive à Saint-Pétersbourg.

Staline – Les lois du Matérialisme Dialectique



Mao Zedong – 1937

Théorie de la Contradiction

“La contradiction est ce qui fait avancer.” (Hegel)

A- L’Universalité de la Contradiction

“Sans contradiction, il n’y aurait pas d’univers, dès que la contradiction cesse, la vie cesse. Nier la contradiction dans les choses et les phénomènes, c’est tout nier.” (Mao)

I) Il existe des contradictions **dans tous les processus**, tant dans le monde extérieur que dans la pensée, et les contradictions pénètrent les processus **du début à la fin**.

Dans chaque processus important, la situation est extraordinairement complexe, et il y a **toute une série de contradictions**, à leur tour en contradiction entre elles. En outre chaque contradiction et la série entière parcourent toute une série d’étapes, et quand un processus s’achève, **il en engendre un nouveau qui lui succède**.

II) Dire qu’il y a contradiction, c’est dire que les choses et les phénomènes sont constitués et mis en mouvement par **des paires d’aspects opposés**, tout à la fois identiques (unis, liés) et en lutte (s’excluant mutuellement).

► **L’IDENTITÉ** des contraires (leur conditionnement réciproque, leur interpénétration) signifie :

- chaque aspect présuppose l’autre, et les deux coexistent dans l’unité ;
- il y a un pont d’un contraire à l’autre : dans des conditions déterminées chaque aspect se transforme en son contraire, prend la position occupée par lui, et les deux aspects fusionnent.

L’unité des contraires est vivante, conditionnée, mobile, passagère, temporaire, relative.

LA LUTTE des contraires signifie :

- l'opposition entre les deux aspects n'a pas de cesse, pénètre tout le processus du début à la fin, ne laisse aucun phénomène en repos absolu et il se produit constamment des changements quantitatifs ;

- tous les processus ont un début et une fin : lorsque les changements graduels ont atteint un point maximum, il se produit un démembrement de l'unité, un changement qualitatif résolvant la contradiction qui fait place à une autre. **La lutte des contraires est incessante**, absolue, comme le sont le mouvement et le développement. À l'intérieur de l'unité se déroule une lutte, et sans lutte il n'y a pas d'unité. ◀

L'union de l'identité relative et conditionnée, et de la lutte absolue, forme le mouvement des contraires de tous les phénomènes.

III) “Antagonisme et contradiction ne sont pas du tout une seule et même chose” (Lénine). L'antagonisme est une des formes de la lutte des contraires, et non sa forme universelle ; certaines contradictions revêtent le caractère d'un antagonisme, d'autres sont de simples différences, du type des contradictions “au sein du peuple”.

Selon le développement concret des phénomènes, certaines contradictions primitivement non antagoniques **se développent en antagonismes et inversement**. Dans la période initiale, les contradictions ne se développent pas tout de suite comme des antagonismes.

- *La théorie des contraires est la méthode nécessaire d'investigation et d'exposition des Communistes. C'est son intérêt pratique.*

- *Les méthodes pour résoudre les contradictions, c'est-à-dire les formes de lutte, diffèrent selon le genre de contradiction et leur phase de développement.*

B- Le caractère spécifique de la Contradiction

*“Le fond même, l'âme vivante du Marxisme,
(c'est) l'analyse concrète d'une situation concrète.” (Lénine)*

► Tout ce qui est particulier est conditionné, temporaire, et partant relatif ; cependant c'est dans le spécifique et en lui seul que l'universel existe. **Sans particulier il ne peut y avoir de général.**

Les particularités, le caractère spécifique, relatif, des contradictions s'expliquent par **l'inégalité de développement** de celles-ci. Il n'est rien au monde qui se développe

Mao Zedong – Théorie de la Contradiction

d'une manière absolument égale, et nous devons combattre la théorie du développement égal, ou théorie de l'équilibre.

C'est justement dans l'inégalité de développement des contradictions, dans les modifications auxquelles sont soumis les aspects opposés, que se manifeste la force du nouveau qui vient remplacer l'ancien. Dans tout phénomène il existe une telle **contradiction entre le nouveau et l'ancien** qui engendre une série de luttes au cours sinueux.

Ce principe sur le général et le particulier, l'absolu et le relatif, l'universel et le spécifique, sur la primauté du spécifique et du développement inégal, est **la quintessence de la question des contradictions** ; ne pas comprendre cela, c'est s'opposer à la dialectique matérialiste. ◀

IV) Les phénomènes contradictoires et chacun des aspects de la contradiction ont leurs **particularités**. Le spécifique, c'est la différence qualitative entre les choses, ce qui fonde la diversité réelle. Autrement dit, les contradictions sont définies, réelles, concrètes. L'essentiel est de distinguer, de délimiter les choses ; c'est de dégager les traits spécifiques de toutes les contradictions d'un processus, de leurs aspects respectifs, isolément et dans leur ensemble (liaison), et la liaison de l'ensemble avec les phénomènes extérieurs ; ceci doit être effectué pour le processus entier et **pour chacune de ses étapes**.

De même, **tout est dans les conditions** ; sans conditions déterminées, ni la formation des contraires, ni leur coexistence, ni leur transformation l'un en l'autre ne sont possibles.

V) Dans toute série de contradictions constitutive d'un processus complexe (c'est-à-dire comprenant plus de deux contradictions), **il y en a toujours une qui est fondamentale**, qui conditionne l'essence du processus. La contradiction fondamentale agit sur les autres contradictions, détermine leur existence et leur développement à chaque instant du procès.

Dire qu'il y a un processus, c'est dire que la situation évolue. Au cours des étapes successives de développement, d'une part la contradiction fondamentale revêt finalement des formes de plus en plus aigües, d'autre part des contradictions subordonnées s'aigüisent, ou s'atténuent, ou se résorbent, ou de nouvelles surgissent. C'est cela qui fait qu'il y a des étapes distinctes.

Dire que la situation change au cours d'un processus, c'est dire que **les contradictions changent de place** ; suivant les conditions concrètes, à une étape donnée d'un processus, il arrive que la contradiction fondamentale devienne subordonnée. Cependant à chaque étape du processus, il n'existe qu'une contradiction principale, qui joue le rôle dirigeant (dominant, décisif), et influence les contradictions secondaires.

Mao Zedong – Théorie de la Contradiction

VI) Des deux aspects de la contradiction, **il en est un, inévitablement, qui est le principal**. Entre les aspects de toute contradiction, l'équilibre n'est qu'une situation provisoire, la situation fondamentale est le développement inégal. Le caractère des choses et des phénomènes est au fond déterminé par l'aspect principal de la contradiction qui occupe une position dominante.

La position relative des aspects n'est pas immuable. Le rapport des forces entre l'aspect principal et l'aspect secondaire se modifie. **Au cours de leur lutte, ils se convertissent l'un en l'autre**, entraînant la modification du caractère du phénomène. C'est cela qui fait qu'il y a passage d'un processus à un autre.

• L'étude des différents états d'inégalité dans le développement des contradictions est la méthode qui permet à un parti révolutionnaire de déterminer correctement sa stratégie et sa tactique politiques et militaires ; elle doit faire l'objet d'une attention soutenue de la part des Communistes.

• Il ne faut pas aborder de la même manière toutes les contradictions existant dans un processus. Résoudre les contradictions particulières et de caractère différent par des méthodes différentes et spéciales, tout est là.

• Dans tous les processus, il faut s'efforcer de trouver la contradiction principale (le chaînon principal) et, ceci fait, l'essentiel est de s'attacher à la contradiction principale.

Conclusion

- Si nous avons une idée claire de la théorie de la contradiction, nous pourrons :
 - aider les camarades ayant de l'expérience à ériger cette expérience en système, à l'élever à la hauteur d'un principe et à éviter les erreurs de **l'empirisme** ;
 - briser les conceptions **dogmatiques** qui battent en brèche les principes fondamentaux du Marxisme et nuisent à notre cause révolutionnaire. Les dogmatiques sont des paresseux, étrangers à la pratique, qui refusent l'étude ardue des choses concrètes.
- Dogmatiques et empiristes sont tous des **subjectivistes**, font un examen unilatéral et superficiel des choses. Ce qu'il faut, c'est employer la dialectique matérialiste dans l'étude et l'exposition, nous rendre maîtres de la méthode scientifique. L'ouvrage de Staline "Les principes du léninisme" peut être considéré comme un **"modèle de la connaissance du spécifique et du général dans les contradictions, et de leur rapport mutuel"** (Mao).

Freddy Malot – janvier 1973

La Philosophie Communiste

Introduction

L'objet de cette étude est la **“philosophie” des communistes**, la théorie générale du parti révolutionnaire du prolétariat, que l'on appelle “matérialisme dialectique” (M.D.), parce qu'elle associe indissolublement la conception matérialiste du monde et la méthode dialectique d'analyse.

Nous étudierons plus spécialement le noyau de la méthode, **la loi de la contradiction**.

Mais qu'est-ce qu'une philosophie ? C'est une vue générale du monde. Et qu'elle est la question fondamentale de toute philosophie (y compris donc de la religion) ? C'est celle des rapports entre la matière et l'esprit, entre la nature et la pensée.

À toute philosophie, l'on commence donc par demander :

- Quelle liaison générale y a-t-il entre le monde et les idées que nous nous en faisons ? Autrement dit, pouvons-nous connaître le monde, nous en faire une image exacte ?

Selon la réponse donnée à cette question, les philosophes se répartirent en “gnostiques”, estimant que nous pouvons parvenir à une connaissance réelle et complète, et en sceptiques doutant de tout. Mais les sceptiques, dans la mesure où ils ne se mettent pas hors la philosophie, ne sont, en dépit des apparences, qu'une variété de gnostiques. C'est pourquoi la question première de la philosophie est en réalité :

- **Quel est l'élément primordial : la matière ou l'esprit** ? Autrement dit, le monde existe-t-il par lui-même ou non ?

Selon la réponse donnée à cette question, les philosophes se répartirent en deux grands camps rivaux : les écoles matérialistes pour lesquelles la nature était l'élément primordial, et les écoles idéalistes pour qui c'était l'esprit. Nous voyons que, contrairement aux idées courantes, les matérialistes n'ont rien à voir avec des viveurs vicieux et sans scrupules, et que les idéalistes sont tout autre chose que des ascètes vertueux et désintéressés.

C'est seulement après avoir répondu à cette question initiale de la philosophie que se pose sérieusement le problème du **rapport** réel entre la matière et l'esprit.

Le matérialisme dialectique, qui est la philosophie des communistes, fut formulé dans ses grandes lignes par Marx dès 1845. Avant d'en exposer les caractéristiques, d'examiner les réponses qu'il nous donne, il nous faut étudier brièvement l'évolution philosophique qui l'a précédé et en a préparé l'avènement.

Genèse du marxisme

1- L'homme de la société primitive sans classes, accablé par le besoin, qui ne s'était pas encore entièrement détaché de la nature environnante, n'eut longtemps aucune notion cohérente, ni sur lui-même, ni sur les conditions de sa vie. Peu à peu, cependant, il acquit une conception pré-logique, mythologique du monde, par laquelle la connaissance rationnelle s'efforçait de s'émanciper de la connaissance sensible.

Mais ce n'est qu'à la suite de l'apparition de la propriété privée et l'instauration de l'État, autrement dit avec le passage de la "préhistoire" à la civilisation, dans l'antiquité, que la philosophie naquit véritablement. La philosophie des grecs de l'époque classique était un matérialisme primitif naturel ; c'était tout autant une conception dialectique spontanée, c'est-à-dire s'attachant à penser l'univers dans son ensemble et son mouvement immédiats. Cette forme naïve de pensée logique ne pouvait expliquer le monde sous tous ses aspects, et était incapable de tirer au net le rapport de la pensée à la matière.

2- La nécessité d'y voir clair conduisit tout à la fois à la séparation générale de l'esprit et de la matière dans la pensée, et à faire de l'esprit l'élément primordial, sous la forme de la religion universelle monothéiste. Le matérialisme antique fut donc nié par **l'idéalisme**.

Cette émancipation de l'esprit était la condition pour que la pensée entreprenne d'expliquer les choses dans leur détail. Ceci était la tâche de la science de la nature et de la recherche historique, tâche qui réclamait une accumulation préalable de matériaux. La science de la nature prit un développement rudimentaire chez les Grecs de la période alexandrine, puis chez les Arabes du moyen-âge. Cependant le travail d'analyse des sciences positives, qui isole les choses de l'ensemble et les abstrait de leur mouvement, conduisait directement à abandonner à son tour la dialectique antique, et à lui substituer le mode de penser **métaphysique** selon lequel, comme dit Salomon, "il n'y a rien de nouveau sous le soleil".

L'idéalisme et la métaphysique ont régné pendant une très longue période de l'histoire, et modelé l'esprit des hommes.

Une science effective de la nature ne se rencontra que dans la deuxième moitié du 15^{ème} siècle, à l'époque où la bourgeoisie – avec derrière elle la foule des paysans et le pré-prolétariat de déclassés – commençait de briser la féodalité. Il se produisit alors la plus grande révolution que le monde eût connue : rejet de la dictature spirituelle du Pape, constitution des grandes monarchies modernes, première découverte de la Terre. Cette Renaissance fit surgir des géants d'érudition, d'esprit et de caractère : Luther, Copernic, Vinci, etc.

La civilisation s'épanouissant, la philosophie prit alors vraiment toute son importance. L'avènement de la science était en même temps la **résurrection du matérialisme**, mais sous une forme nouvelle, bourgeoise, d'un matérialisme abstrait, qui se constitua en Angleterre, de Bacon à Hobbes et Locke. Transplanté en France, où il trouva une seconde école de philosophes matérialistes issue de Descartes, il se fonda avec elle pour donner la

splendide école des “Philosophes” du 18^{ème} siècle. Le triomphe de ce nouveau matérialisme était en même temps l’achèvement de la pensée métaphysique.

La métaphysique, justifiée et nécessaire dans de vastes domaines, (d’étendue variable selon l’objet auquel elle est appliquée) devient tôt ou tard bornée, contradictoire, du fait qu’elle ne conçoit les choses qu’isolées et données une fois pour toutes. Or, à côté et à la suite de la révolution française de 1789/94, où l’on vit pour la 1^{ère} fois l’humanité se dresser sur la tête et prétendre construire la réalité selon la Raison, **l’idéalisme refleurit** en Allemagne, et trouver de son côté son achèvement chez Hegel. Le système idéaliste de Hegel est incomparablement plus vaste que tous les précédents et résume tout le développement antérieur. Cette envergure, le système la doit à la méthode dialectique de Hegel qui, dans les bornes permises par l’idéalisme, arrivait à la perfection. En effet, chez Hegel, pour la 1^{ère} fois, le monde entier – la nature, l’histoire humaine et la pensée – est représenté comme un processus, un développement sans fin vers le supérieur, dont chaque stade est nécessaire. C’est seulement après sa mort que Hegel régna exclusivement en Allemagne, de 1830 à 1840. À la fin des années 30, l’école se décomposait. Cet échec, dû à l’absurdité idéaliste de considérer la réalité comme le reflet de l’esprit, était celui de toute la philosophie, l’échec du dogmatisme commun au matérialisme abstrait et à la dialectique abstraite.

3- La philosophie était devenue impossible. Elle entravait le développement des connaissances à une époque où toute une série d’États européens étaient entrés dans la phase d’un capitalisme hautement développé, où le prolétariat était devenu la plus grande force motrice de l’histoire.

La métaphysique, en premier lieu, se trouva chassée par les faits de la science de la nature. Avant 1800, Laplace confirmait mathématiquement l’historicité du système solaire, contre Newton. Le coup le plus puissant fut donné plus tard, lorsque Darwin, en 1859, démontra contre Linné l’évolution de la nature organique, l’espèce humaine comprise.

L’idéalisme, de son côté, était battu en brèche par l’accumulation des connaissances positives qui imposait de plus en plus une réponse matérialiste à la philosophie, de sorte que les systèmes idéalistes eux-mêmes se remplissaient toujours plus d’un contenu matérialiste. Celui de Hegel, prêchant le progrès continu et indéfini du savoir, que “tout ce qui est réel est rationnel”, en arrivait à côtoyer à chaque instant le matérialisme ; il se réduisait en fait exactement à un matérialisme bien compris, dialectique, mis la tête en bas, et qu’il suffisait de redresser sur ses pieds.

L’idéalisme trouvait son dernier refuge dans les sciences “humaines”. Mais un tournant historique se produisit, réclamant que là aussi l’idéalisme fut chassé. Depuis 1815, les antagonismes d’intérêts simplifiés entre les classes rendaient plus transparent chaque jour le caractère matériel de la force motrice de l’histoire. Des événements rendirent la chose plus qu’évidente : l’insurrection des Canuts en 1831, et l’apogée du premier parti ouvrier national – le Chartisme – vers 1840. L’épanouissement du socialisme utopique franco-anglais reflétant la situation nouvelle était un fait supplémentaire.

C’est la méthode dialectique de Hegel qui montrait – sans que Hegel ait pu s’en douter, d’abord parce qu’il était prisonnier de son système dogmatique, ensuite parce qu’il était mort dès 1831 – le moyen de sortir du labyrinthe philosophique. Les philosophies

modernes, idéaliste et métaphysique, étaient la négation du matérialisme dialectique primitif de l'antiquité. La seule issue était dans la "négation de la négation" ; dans la négation de ces conceptions modernes à leur tour. Il fallait nier la philosophie moderne simultanément dans ses deux branches séparées, qui chacune avait pris un développement achevé, tout en sauvant leur fond dialectique ici et matérialiste là. Dans le mouvement même de la critique, ce fond épars devait fusionner pour donner une "philosophie" toute nouvelle, ajoutant à l'unité antique de forme tout le contenu de pensée d'une évolution deux fois millénaire de la philosophie et des sciences de la nature.

Cette philosophie nouvelle, œuvre de Marx et Engels au milieu du siècle dernier, ce fut le matérialisme dialectique.

Les 2 caractéristiques

La conception marxiste constitua une révolution sans précédent dans l'histoire de la pensée et de la connaissance. Elle a en effet deux caractéristiques : d'une part c'est la négation, la fin de la philosophie ; mais en même temps c'est le point de départ pour un nouveau développement de la philosophie.

1- Le M.D. n'est plus une "philosophie" au sens traditionnel :

1) C'est la 1^{ère} philosophie à reconnaître son propre caractère historique, relatif.

L'ancienne philosophie s'affichait comme une "science des sciences" à part, planant au-dessus des sciences réelles et les résumant toutes, elle prétendait apporter la Vérité absolue. Au contraire, le M.D. reconnaît la dépendance concrète de toute pensée des conditions historiques et matérielles qui l'ont vue naître, et envoie promener la Vérité absolue. Il sait qu'il est lui-même le résultat historique déterminé d'une longue et pénible étude du monde réel, au travers de laquelle les hommes se sont faits eux-mêmes ; il revendique pour cela d'être considéré comme la philosophie de l'époque de la constitution en classe des esclaves salariés, en lutte pour élever l'humanité de la civilisation préhistorique à la société communiste sans classes et sans État.

2) C'est la 1^{ère} philosophie à dégager pleinement la voie à la science.

Les phrases creuses sur la conscience, la spéculation philosophique cessant, cela permet et exige que soit enfin donné libre cours à l'acquisition d'un savoir réel, à l'accumulation de vérités relatives par les sciences positives.

3) C'est la 1^{ère} philosophie qui soit une simple vue du monde.

L'ex-philosophie se présentait sous forme de "systèmes", formulait des "principes" que l'on donnait comme des points de départ absolus, une recette, un schéma auxquels les processus réels devaient se conformer. Au contraire, le M.D. a seulement pour tâche de rassembler les résultats des sciences positives, il se réduit à une synthèse de ces résultats les plus généraux qu'il est possible d'abstraire de l'étude des processus réels. L'empire de la pensée pure, quant à lui, se trouve restreint à la théorie des lois du processus intellectuel.

Philosophie Communiste

Tous ces résultats se donnent eux-mêmes comme de simples abstractions qui, prises en soi, détachées des processus réels, n'ont absolument aucune valeur et peuvent tout au plus servir à classer la matière des sciences positives et guider l'activité des hommes.

4) Une philosophie qui est le "dépassement" de la philosophie.

Le M.D. "surmonte" et "conserve" tout à la fois la philosophie : il la surmonte dans sa forme et la conserve dans son contenu. Il surmonte la philosophie car, quoique partant de prémisses comme les conceptions du passé, ses prémisses à lui sont réelles, et il ne quitte pas la réalité un seul instant. Il apporte une "vérité" lui aussi, dans la mesure où il clôt effectivement l'ère philosophique traditionnelle, et ouvre une ère nouvelle de la pensée. La philosophie est en outre conservée en ce que les hommes de science étudiant l'univers, quelque position qu'ils prennent, restent dominés par une forme de pensée théorique, par une "philosophie".

2- Le M.D. ouvre une ère nouvelle de la philosophie

5) Le M.D. prend le 1^{er} la philosophie au sérieux.

Seule la philosophie communiste applique le matérialisme avec conséquence et à tous les domaines, notamment à l'histoire ; on considère en fin tout à fait le monde tel qu'il est, sans idée préconçue. Seule la philosophie fait de la dialectique une méthode réellement féconde : on considère enfin toute chose (et toute idée) comme un processus, c'est-à-dire : a) qu'on cesse de réclamer des vérités éternelles ; b) qu'on refuse les oppositions insurmontables de la vieille métaphysique entre le vrai et le faux, le bien et le mal, l'identique et le différent, le nécessaire et le fortuit.

La philosophie rassemble dès lors un ensemble de lois identiques dans leur fond, s'appliquant tant au monde extérieur qu'à la pensée humaine. Ces lois forment seulement deux séries différentes dans leur expression : soit qu'elles se réalisent inconsciemment, sous forme de nécessité extérieure, soit que le cerveau humain les applique consciemment.

6) C'est la 1^{ère} philosophie de forme véritablement moniste.

Le matérialisme et la dialectique étaient jusqu'alors inconciliables, spécialement sous leur forme développée du matérialisme mécaniste et de l'évolutionnisme vulgaire. La philosophie communiste représente au contraire leur fusion en une conception unitaire qui ne retombe plus sans cesse en son contraire.

7) C'est la 1^{ère} philosophie de contenu véritablement scientifique.

En effet, la philosophie communiste reflète exactement le monde réel, où l'on ne trouve que de la matière en mouvement.

8) C'est la 1^{ère} philosophie où conscience et vérité coïncident.

Auparavant, la philosophie présentait nécessairement le reflet inversé de la réalité, elle était conscience imaginaire, fétichiste ; les hommes et leurs rapports apparaissaient tout spécialement placés la tête en-bas. Ceci était la conséquence nécessaire des conditions de vie bornées, des rapports sociaux étriqués de toute société asservie par les forces de la nature et l'exploitation de l'homme par l'homme. Le M.D. au contraire, parce qu'il est la philosophie du prolétariat révolutionnaire dont la mission historique est précisément de

supprimer ces conditions matérielles et sociales, est du même coup la philosophie qui ignore tout mysticisme, où conscience et vérité peuvent enfin coïncider.

9) C'est la 1^{ère} philosophie qui concilie pleinement pensée et action.

Simple Logique subordonnée au réel, la philosophie communiste n'a plus rien de contemplatif, devient un "guide pour l'action", elle vise dans son entier la "transformation du monde". Elle n'a plus d'autre fin que de nous guider dans l'observation et l'analyse des phénomènes, et dans la détermination sur cette base des méthodes adéquates de lutte.

10) Le M.D. fait de la pratique le critère rigoureux de la vérité.

L'expérimentation scientifique et l'industrie (qui recrée les objets naturels et les fait servir nos fins), et la direction consciente du développement historique de l'humanité, deviennent le critère absolu de la vérité. Le M.D. a déjà été appliqué avec le plus grand succès dans la lutte sociale et contre la nature, prenant la forme de recherches théoriques aussi bien que de transformations pratiques. Il ne se développe bien sûr dans toute son ampleur que dans la mesure exacte où s'étend la liberté d'action des masses populaires, c'est-à-dire dans la révolution prolétarienne et l'édification de la société communiste mondiale.

Les lois du M.D.

Le matérialisme dialectique est la philosophie communiste, qui unit la conception matérialiste du monde à la méthode dialectique d'analyse. C'est la science générale des lois du mouvement du monde (nature-société-pensée), dont l'essence est matérielle.

Cette science n'est que :

- le produit d'un certain stade d'évolution de la pensée humaine (sachant que la source de la pensée est non pas le monde extérieur seul, mais dans la modification active de celui-ci par l'homme) ;

- le reflet conscient et adéquat, l'abstraction des lois qui régissent effectivement l'histoire de la nature et de l'humanité, et qui n'ont donc rien de mystérieux.

1- La conception matérialiste

Elle s'oppose à l'idéalisme. Ses lois constitutives sont :

1) Le monde tout entier est matériel, c'est-à-dire existe par lui-même ; le côté matériel est la base de toute chose et de tout phénomène.

2) Les choses et les phénomènes sont tous déterminés, réels, concrets ; il faut en toute occasion faire l'analyse concrète de la situation concrète, tenir compte des conditions de lieu et de temps.

3) La conscience (ou pensée) est un reflet, un dérivé, le produit supérieur de la matière. Le monde extérieur est une réalité objective existant en dehors de la pensée, mais les idées n'en peuvent pas moins jouer un rôle extrêmement puissant.

Engels : “La question du rapport de la pensée à l'être, de l'esprit à la matière, est la question suprême de toute philosophie”.

4) Il est une vérité objective, matériellement fondée et vérifiable par la pratique dans chaque cas ; la connaissance est par suite vraie, valable. Une fois connues les formes de mouvement de la matière, nous connaissons la matière elle-même.

2- La méthode dialectique

Elle s'oppose à la métaphysique. Ses lois constitutives sont :

5) Le monde tout entier est en mouvement, change, se développe, se renouvelle et naît de façon ininterrompue, selon des lois objectives concrètes.

6) Les choses et les phénomènes sont liés entre eux ; le monde est formé d'éléments qui dépendent les uns des autres et se conditionnent mutuellement.

7) Le mouvement a sa source dans l'action des contradictions inhérentes aux choses et aux phénomènes. La connaissance a pour tâche fondamentale la mise à jour de ces contradictions.

Hegel : “La contradiction est ce qui fait avancer”.

8) Le développement passe par des bonds qualitatifs ; le mouvement est non pas un processus simple de croissance, mais qui passe de changements quantitatifs insignifiants à d'inévitables transformations qualitatives brusques et radicales.

9) Le remplacement de l'ancien par le nouveau s'effectue par la voie de la “négation de la négation” : une chose étant niée de la façon qui lui correspond (de façon qu'il en sorte un développement), si la négation est redoublée, il s'établit une unité plus élevée et plus développée. Exemple : le grain d'orge qui germe disparaît pour laisser place à la plante ; celle-ci croît, fleurit et disparaît pour laisser place à l'épi portant les graines. Mais nous sommes loin du grain d'origine puisque nous avons cette fois 30 grains peut-être, ou une semence améliorée.

10) Le mouvement des choses et des phénomènes a pour résultat final un progrès, s'accomplissant de l'inférieur au supérieur, à travers tous les mouvements en zig-zag et les reculs momentanés. (Mais tout progrès est en même temps une régression en ce qu'il supprime des voies de développement).

•••

Toute infraction à chacune de ces lois représente une déviation particulière de la théorie de la connaissance.

La base de la philosophie communiste est le matérialisme ; le noyau de la conception est la théorie du reflet (loi n° 3), celui de la méthode est la théorie de la contradiction (loi n° 7).

Théorie de la contradiction

Hegel : *“La contradiction est ce qui fait avancer”.*

A- L'universalité de la contradiction

“Sans contradiction, il n'y aurait pas d'univers, dès que la contradiction cesse, la vie cesse. Nier la contradiction dans les choses et les phénomènes, c'est tout nier” (Mao).

1) Il existe des contradictions **dans tous les processus**, tant dans le monde extérieur que dans la pensée, et les contradictions pénètrent les processus **du début à la fin**.

Dans chaque processus important, la situation est extraordinairement complexe, et il y a **toute une série de contradictions**, à leur tour en contradiction entre elles. En outre chaque contradiction et la série entière parcourent **toute une série d'étapes**, et quand un processus s'achève, **il en engendre un nouveau qui lui succède**.

2) Dire qu'il y a contradiction, c'est dire que les choses et les phénomènes sont constitués et mis en mouvement par **des paires d'aspects opposés**, tout à la fois identiques (unis, liés) et en lutte (s'excluant mutuellement).

L'IDENTITÉ des contraires (leur conditionnement réciproque, leur interpénétration) signifie :

- chaque aspect présuppose l'autre, et les 2 coexistent dans l'unité ;
- il y a un pont d'un contraire à l'autre : dans des conditions déterminées chaque aspect se transforme en son contraire, prend la position occupée par lui, et les deux aspects fusionnent.

L'unité des contraires est vivante, conditionnée, mobile, passagère, temporaire, relative.

LA LUTTE des contraires signifie :

- l'opposition entre les deux aspects n'a pas de cesse, pénètre tout le processus du début à la fin, ne laisse aucun phénomène en repos absolu et il se produit constamment des changements quantitatifs ;
- tous les processus ont un début et une fin : lorsque les changements graduels ont atteint un point maximum, il se produit un démembrement de l'unité, un changement qualitatif résolvant la contradiction qui fait place à une autre.

La lutte des contraires est incessante, absolue, comme le sont le mouvement et le développement. À l'intérieur de l'unité se déroule une lutte, et sans lutte il n'y a pas d'unité.

L'union de l'identité relative et conditionnée, et de la lutte absolue, forme le mouvement des contraires de tous les phénomènes.

3) “Antagonisme et contradiction ne sont pas du tout une seule et même chose” (Lénine). L’antagonisme est une des formes de la lutte des contraires, et non sa forme universelle ; certaines contradictions revêtent le caractère d’un antagonisme, d’autres sont de simples différences, du type des contradictions “au sein du peuple”.

Selon le développement concret des phénomènes, certaines contradictions primitivement non antagoniques **se développent en antagonismes et inversement**. Dans la période initiale, les contradictions ne se développent pas tout de suite comme des antagonismes.

La théorie des contraires est la méthode nécessaire d’investigation et d’exposition des communistes. C’est son intérêt pratique.

Les méthodes pour résoudre les contradictions, c’est-à-dire les formes de lutte, diffèrent selon le genre de contradiction et leur phase de développement.

B- Le caractère spécifique de la contradiction

“Le fond même, l’âme vivante du marxisme, (c’est) l’analyse concrète d’une situation concrète” (Lénine).

Tout ce qui est particulier est conditionné, temporaire, et partant relatif ; cependant c’est dans le spécifique et en lui seul que l’universel existe. **Sans particulier il ne peut y avoir de général.**

Les particularités, le caractère spécifique, relatif, des contradictions s’expliquent par **l’inégalité de développement** de celles-ci. Il n’est rien au monde qui se développe d’une manière absolument égale, et nous devons combattre la théorie du développement égal, ou théorie de l’équilibre.

C’est justement dans l’inégalité de développement des contradictions, dans les modifications auxquelles sont soumis les aspects opposés, que se manifeste la force du nouveau qui vient remplacer l’ancien. Dans tout phénomène il existe une telle **contradiction entre le nouveau et l’ancien** qui engendre une série de luttes au cours sinueux.

Ce principe sur le général et le particulier, l’absolu et le relatif, l’universel et le spécifique, sur la primauté du spécifique et du développement inégal, est **la quintessence de la question des contradictions** ; ne pas comprendre cela, c’est s’opposer à la dialectique matérialiste.

...

Philosophie Communiste

4) Les phénomènes contradictoires et chacun des aspects de la contradiction ont leurs **particularités**. Le spécifique, c'est la différence qualitative entre les choses, ce qui fonde la diversité réelle. Autrement dit, les contradictions sont définies, réelles, concrètes. L'essentiel est de distinguer, de délimiter les choses ; c'est de dégager les traits spécifiques de toutes les contradictions d'un processus, de leurs aspects respectifs, isolément et dans leur ensemble (liaison), et la liaison de l'ensemble avec les phénomènes extérieurs ; ceci doit être effectué pour le processus entier et **pour chacune de ses étapes**.

De même, **tout est dans les conditions** ; sans conditions déterminées, ni la formation des contraires, ni leur coexistence, ni leur transformation l'un en l'autre ne sont possibles.

5) Dans toute série de contradictions constitutive d'un processus complexe (c'est-à-dire comprenant plus de deux contradictions), **il y en a toujours une qui est fondamentale**, qui conditionne l'essence du processus. La contradiction fondamentale agit sur les autres contradictions, détermine leur existence et leur développement à chaque instant du procès.

Dire qu'il y a un processus, c'est dire que la situation évolue. Au cours des étapes successives de développement, d'une part la contradiction fondamentale revêt finalement des formes de plus en plus aiguës, d'autre part des contradictions subordonnées s'aiguisent, ou s'atténuent, ou se résorbent, ou de nouvelles surgissent. C'est cela qui fait qu'il y a des étapes distinctes.

Dire que la situation change au cours d'un processus, c'est dire que **les contradictions changent de place** ; suivant les conditions concrètes, à une étape donnée d'un processus, il arrive que la contradiction fondamentale devienne subordonnée. Cependant à chaque étape du processus, il n'existe qu'une contradiction principale, qui joue le rôle dirigeant (dominant, décisif), et influence les contradictions secondaires.

6) Des deux aspects de la contradiction, **il en est un, inévitablement, qui est le principal**. Entre les aspects de toute contradiction, l'équilibre n'est qu'une situation provisoire, la situation fondamentale est le développement inégal. Le caractère des choses et des phénomènes est au fond déterminé par l'aspect principal de la contradiction, qui occupe une position dominante.

La position relative des aspects n'est pas immuable. Le rapport des forces entre l'aspect principal et l'aspect secondaire se modifie. Au cours de leur lutte, **ils se convertissent l'un en l'autre**, entraînant la modification du caractère du phénomène. C'est cela qui fait qu'il y a passage d'un processus à un autre.

L'étude des différents états d'inégalité dans le développement des contradictions est la méthode qui permet à un parti révolutionnaire de déterminer correctement sa stratégie et sa tactique politiques et militaires ; elle doit faire l'objet d'une attention soutenue de la part des communistes.

Il ne faut pas aborder de la même manière toutes les contradictions existant dans un processus. Résoudre les contradictions particulières et de caractère différent par des méthodes différentes et spéciales, tout est là.

Dans tous les processus, il faut s'efforcer de trouver la contradiction principale (le chaînon principal) et, ceci fait, l'essentiel est de s'attacher à la contradiction principale.

Conclusion :

Si nous avons une idée claire de la théorie de la contradiction, nous pourrons :

- aider les camarades ayant de l'expérience à ériger cette expérience en système, à l'élever à la hauteur d'un principe et à éviter les erreurs de **l'empirisme** ;

- briser les conceptions **dogmatiques** qui battent en brèche les principes fondamentaux du marxisme et nuisent à notre cause révolutionnaire. Les dogmatiques sont des paresseux, étrangers à la pratique, qui refusent l'étude ardue des choses concrètes.

Dogmatiques et empiristes sont tous des **subjectivistes**, font un examen unilatéral et superficiel des choses. Ce qu'il faut, c'est employer la dialectique matérialiste dans l'étude et l'exposition, nous rendre maîtres de la méthode scientifique. L'ouvrage de Staline *Les principes du léninisme* peut être considéré comme un "modèle de la connaissance du spécifique et du général dans les contradictions, et de leur rapport mutuel" (Mao).

Conclusion

Dès que le matérialisme dialectique¹ se répandit dans le monde, il y a guère plus de cent ans, il provoqua immédiatement de très importants changements dans les esprits.

C'est alors qu'est apparu, dans le camp de la bourgeoisie, à côté du matérialisme classique un matérialisme honteux, l'agnosticisme ; et à côté d'un idéalisme réactionnaire sans voile, un évolutionnisme vulgaire.

Depuis longtemps dans nos pays capitalistes, dans le domaine de la philosophie comme dans celui des sciences positives (naturelles et humaines), le vieil esprit de la théorie sans arrière-pensée a décidément disparu avec la philosophie classique ; un éclectisme creux, d'anxieuses considérations de carrière et d'arrivisme grossier ont pris sa place. Les représentants officiels de la pensée sont devenus les idéologues avoués de la bourgeoisie et de l'État, l'une et l'autre en antagonisme ouvert avec la classe ouvrière. Chez celle-ci seule, le sens théorique se continue intact. Bien plus, plus la science pousse une avance impitoyable et libre, plus elle se trouve en accord avec les intérêts et les aspirations du prolétariat révolutionnaire.

La révolution spirituelle commencée avec Marx-Engels est loin d'être terminée. Le matérialisme dialectique lui-même se développe sans cesse, comme les œuvres de Lénine, Staline et Mao en donnent la preuve².

Références :

- Engels : *Anti-Dühring* (Ch. I, XII, XIII) ;
Feuerbach et la fin de la philosophie allemande.
 - Staline : *Matérialisme dialectique et historique*.
 - Mao : *De la contradiction*.
-

Tirage : 50 ex.

Pluviôse, An 181 – Silvye

[Freddy Malot – janvier-février 1973]

¹ Nous nous en sommes tenus ici au M.D. strictement, en laissant de côté le développement habituel sur le **matérialisme historique**. De même, nous n'avons pas abordé la **dialectique de la nature**.

² Cette question de l'évolution du matérialisme dialectique depuis Marx réclamerait une étude spéciale.

Table

- La Philosophie Communiste. Introduction.....	1
- Genèse du marxisme	2
- Les 2 caractéristiques du M.D.	4
- Les lois du M.D.	6
- Théorie de la contradiction	8
- Conclusion	12
- Table	13

CERCLE D'ÉTUDE MAOÏSTE

Le mode de production de la commune primitive

“Deux faits naturels dominant l'histoire primitive de tous les peuples (...) :

- l'organisation du peuple sur la base des liens de parenté ;
- et la propriété commune du sol” (Engels).

•••

“La coopération, telle que nous la trouvons à l'origine de la civilisation humaine (...) repose :

- sur la propriété en commun des conditions de production,
 - et sur ce fait que chaque individu adhère encore à sa tribu ou à la communauté aussi fortement qu'une abeille à son essaim” (Marx).
-

Une nouvelle ère, celle de l'homme

Introduction

1- Dans la voie tracée par Darwin et le transformisme, les savants actuels disent grosso modo que la Terre est âgée de 4 milliards d'années, et que les premiers êtres microscopiques sont apparus il y a 2 milliards d'années. Ils démontrent que le produit supérieur de **l'évolution naturelle**, émergeant des 4 000 espèces de mammifères, et engendré par une espèce très évoluée d'anthropoïdes grégaires du Vieux monde il y a un million d'années, c'est l'homme lui-même, dans la personne du Pithécantrophe.

2- Les fondateurs du socialisme scientifique, Marx et Engels, ont montré que l'apparition de l'homme marquait un tournant décisif dans le développement de la nature, parce que c'était celle **d'une espèce animale apte au travail social**, c'est-à-dire comportant aussi bien physiquement que par son genre de vie des traits inédits.

- Chez le Pithécantrophe, la marche érigée est devenue un trait spécifique. Sa main se distingue relativement peu de celle de l'homme actuel et est donc apte à des manipulations complexes. Le volume de son cerveau (900 cm³) est déjà le double de celui de notre ancêtre simiesque, le Dryopithèque (400 cm³) proche du Chimpanzé actuel.

- À ces traits physiques correspondent – et c'est cela qui importe – un genre de vie nouveau. Primo, l'homme ne se contente plus d'utiliser des objets naturels comme outils occasionnels, il les retouche, en fabrique et ne peut plus s'en passer pour vivre. Autrement dit avec l'homme est né le travail, "condition fondamentale première de toute vie humaine" (Engels). "L'animal parvient tout au plus jusqu'à la cueillette, l'homme produit, il crée des moyens d'existence au sens large du terme, moyens que sans lui la nature n'aurait pas produits" (Engels).

Secundo, au gréganisme zoologique de nos ancêtres se substitue l'état social, le troupeau de singes fait place à la communauté humaine. "Pour sortir de l'animalité, pour accomplir le plus grand progrès qu'offre la nature (...) il fallait remplacer l'insuffisante capacité défensive de l'individu par la force unie et l'action collective de la horde (...). Mais la tolérance réciproque entre mâles adultes, l'affranchissement de toute jalousie, étaient les conditions premières pour la formation de ces groupes plus vastes et durables (...). La horde et la famille (animale) ne sont pas complémentaires l'une de l'autre, mais opposées (...). Et de fait, que trouvons-nous comme la forme la plus ancienne, la plus primitive de la famille (humaine) (...) ? En dernier ressort (nous sommes renvoyés) à une période de commerce sexuel sans entraves" (Engels). Les premiers hommes fabriquent donc leurs outils et les utilisent en commun, un lien nouveau les unit, celui du travail. "De la nécessité du commerce avec d'autres hommes" (Marx), naissent simultanément le langage articulé et la pensée. Travail et langage réagissent sur le développement du cerveau, et c'est ainsi que les actes de l'homme acquièrent un caractère conscient.

Le mode de production de la commune primitive

3- Voilà comment se présente la société humaine à l'aube de notre histoire. L'espèce humaine emprunte une nouvelle voie de développement, non seulement différente de celle des autres animaux, mais qui suit une direction complètement opposée. Les premiers hommes, quoique peu distincts au début des autres singes, commencent cependant à influencer eux-mêmes sur le cours de leur histoire. Cette influence n'a fait que croître avec le temps, de sorte qu'en se perfectionnant l'homme parvint à occuper la première place parmi les êtres et à dominer la nature. Comme le dit Pavlov, avec le Pithécantrope s'ouvre une nouvelle ère de l'histoire naturelle : **l'anthropogène**, c'est-à-dire l'ère de l'homme !

A- La loi économique fondamentale de la société primitive

L'histoire de la communauté primitive, qui couvre les deux grandes périodes de la sauvagerie et de la barbarie, est celle de l'enfance de l'humanité, de la SOCIÉTÉ NATURELLE.

Cette histoire s'étend depuis l'apparition de l'homme, il y a un million d'années, jusqu'à l'avènement de la civilisation avec les États esclavagistes de l'antiquité classique il y a 2 500 ans.

1- Ce qui constitue le “**mode de production**”, la base de la communauté primitive et en fait une société naturelle, c'est l'unité des deux aspects contradictoires suivants :

a- L'homme primitif rompt radicalement avec le règne animal en s'opposant à l'ensemble de la nature extérieure par le travail social ;

b- L'humanité elle-même ne s'affirme encore que comme collectivité naturelle, fondée sur les liens du sang. C'est dans les limites de ces liens naturels entre les hommes que s'exerce leur action consciente sur le reste de la nature.

Par suite, ce qui détermine les institutions sociales primitives est moins la production matérielle que la production des hommes eux-mêmes. Et pour expliquer les transformations de la société archaïque, “le mode de production (matérielle) est moins décisif que le degré de décomposition des vieux liens de consanguinité (...) dans la tribu” (Engels).

2- Les “**rapports de production**” de la communauté primitive sont déterminés à leur tour par les deux aspects opposés suivants :

a- À cette époque, la force de travail unie de la collectivité est la force productive essentielle, l'emportant sur les moyens de production rudimentaires, tels que les outils de pierre, et pour assurer leur subsistance comme leur protection, les hommes primitifs ont avant tout recours au travail en commun. C'est pourquoi ils ne conçoivent pas les moyens de production, en premier lieu le territoire, autrement que comme propriété sociale. Les fruits du travail, obtenus conjointement, appartiennent aussi à la collectivité, qui répartit la part dévolue à la consommation personnelle directement – sans échange – et également entre ses membres menant une vie domestique communiste.

b- Ces rapports économiques communautaires ne sont pas le fait d'individus libres associés, mais les rapports spontanés qui surgissent du “totalitarisme” naturel que connaît la collectivité fondée sur les liens du sang, dépendant dans une très large mesure de la nature environnante, complètement écrasée par les difficultés de l'existence, de la lutte contre la nature. Le travail des hommes est tout entier consacré à l'obtention des produits naturels immédiatement nécessaires à la survie de la communauté et ne crée aucun excédent durable. Leur coopération se limite à l'exécution collective simultanée de travaux du même genre, à la coopération simple qui précède toute division sociale du travail.

Le mode de production de la commune primitive

D'une part donc, la société naturelle ignore la division de la société en classes sociales antagoniques d'exploiteurs et d'exploités, et la régulation de la production par des lois sociales aveugles ; d'autre part, à cette époque, "là où existe la communauté (...) elle est nécessairement (...) héritage du règne animal" (Engels).

Dans la communauté primitive, la force de travail individuelle est non pas autonome, mais apparaît comme l'organe de la force collective de la tribu ; ceci explique que l'asservissement des producteurs ait été possible ultérieurement. De même, les institutions sociales se présentent comme "un pouvoir supérieur donné par la nature" (Engels), et ceci laisse la voie ouverte à l'oppression étatique.

3- La loi "économique" fondamentale de la communauté primitive, écrasée par les difficultés de la lutte contre la nature, consiste dans la communauté spontanée de la production – et donc de l'appropriation des conditions de production -, et la répartition directe et égalitaire des produits au sein des collectivités communistes, sur la base de l'organisation du peuple selon les liens du sang.

4- Par sa constitution même, le mode de production de la communauté primitive est relativement immuable, et ne peut évoluer qu'avec le temps. Ceci dit, il a **une histoire**, et passe par des phases successives d'essor, d'apogée et de déclin. Nous trouvons même autant, sinon plus, de différence entre ces trois phases qu'entre les formes successives de société civilisées : esclavagiste, féodale et capitaliste.

Le principe d'évolution du régime économique de la communauté primitive est le suivant : dans le cadre de la structure sociale basée sur les liens du sang, la productivité du travail se développe peu à peu et, avec elle : la propriété privée et l'échange ; l'inégalité des richesses ; la possibilité d'utiliser la force de travail d'autrui. Tous les éléments qui forment la base des oppositions de classes se trouvent alors réunis au sein même de la vieille société naturelle. Celle-ci cherche à s'adapter aux circonstances nouvelles au cours des générations, jusqu'à ce que l'incompatibilité de l'une et des autres exige un complet bouleversement. Du même pas donc que l'homme accroît son pouvoir sur la nature extérieure, il sape sa constitution interne héritée de la nature, et le temps est alors venu où peut et doit s'instaurer une organisation sociale historique, ayant une base proprement économique.

B- Le développement de l'économie primitive

1- La tribu à classes sexuelles (S1-S2)¹

L'humanité primitive dut tout d'abord SURMONTER D'IMMENSES OBSTACLES EXTÉRIEURS avant de constituer une société digne de ce nom. Les tribus, alors peu nombreuses, sans cesse menacées par la famine et les carnassiers, avaient une existence précaire et ignoraient tout établissement fixe. Mais grâce à la cohésion sociale, au travail en collectivité, les hommes se sont eux-mêmes développés, ils ont prospéré et se sont imposés au monde. L'humanité vécut alors les moments les plus impressionnants de son histoire, tant il est vrai que les premiers pas sont les plus difficiles.

Cette période d'essor de l'économie primitive s'étend sur des centaines de milliers d'années, jusqu'au Paléolithique supérieur exclu, il y a 40 000 ans.

1- Tout comme nos ancêtres simiesques, le Pithécantrophe vivait essentiellement de cueillette et de ramassage de fruits, racines, etc. Mais dès les premiers temps il commença à se nourrir de chair animale, et la longue période qui nous occupe n'est que celle de l'importance croissante prise par **la pêche et la chasse**.

L'usage, puis la production du **feu** permirent de faire cuire ou griller la chair animale ainsi que les autres aliments, les rendant plus variés et plus digestibles. La maîtrise du feu eut une importance plus grande encore : elle "a donné à l'homme pour la première fois l'empire sur une force de la nature et, en cela, l'a séparé définitivement du règne animal" (Engels). Le feu réchauffe l'homme, le protège des fauves ; il l'aide à la chasse et enfin à la fabrication d'instruments.

Ces **outils** et armes sont peu à peu moins grossiers : aux simples éclats de silex succèdent des instruments taillés sous toutes leurs faces, à la massue se joint la lance à pointe de pierre.

2- Grâce à la chasse et au feu, l'homme peut conquérir de nouvelles aires d'habitation hors de sa patrie asiatique tropicale originelle. "De même que l'homme apprit à manger de tout ce qui était comestible, de même il apprit à vivre sous tous les climats. **Il se répand par toute la terre** habitable, lui, le seul animal qui était en état de le faire par lui-même" (Engels).

L'homme utilise des peaux pour se couvrir, il occupe les cavernes et installe des campements provisoires dans les régions traversées. Sa vie nomade accroît en retour son

¹ S1, S2, S3, B1, B2, B3 désignent les stades inférieur, moyen et supérieur de la sauvagerie et de la barbarie.

Le mode de production de la commune primitive

expérience. C'est ainsi qu'il résiste aux glaciations qui frappent la majeure partie de l'Europe il y a 100 000 ans, alors que notre continent connaissait au début du quaternaire une flore et une faune subtropicales.

3- Plus la chasse s'affirme comme activité revenant à l'homme, plus se stabilise la **division naturelle du travail**, selon le sexe et l'âge.

Simultanément, **l'organisation de la tribu** sur la base de la différence de sexes se perfectionne, tandis que l'on connaît les **mariages collectifs** entre groupes définis par des usages qui tendent à limiter peu à peu les relations matrimoniales entre consanguins : d'abord entre parents et enfants collectifs, puis entre frères et sœurs d'une même mère et enfin plus éloignés.

À mesure que les hommes augmentent leur expérience de la production collective et organisent leurs liens sociaux selon des coutumes complexes, de véritables langues se forment et le savoir des hommes s'enrichit, tels ces aborigènes australiens qui connaissent plus de 300 espèces de plantes comestibles.

4- Par le travail et le langage, c'est en définitive l'homme tout entier – corps et esprit – qui se forme, par sa propre activité vitale. L'alimentation carnée eut une importance décisive sur **l'auto-développement** de l'homme. "L'homme n'est pas devenu l'homme sans régime carné" (Engels). Ce qui est au plus haut point caractéristique de l'évolution humaine, c'est que plus l'homme devenait "carnassier", plus il perdait ses traits simiesques.

Le Pithécantrophe au front fuyant, aux maxillaires saillants, marchant le dos voûté en pliant les genoux, laisse la place, il y a 100 000 ans, à l'homme de Neandertal dont le cerveau a le volume de celui de l'homme moderne (1 300 cm³). Les hommes achevés, ou Néanthropes, apparaissent enfin il y a moins de 50 000 ans ; ils sont dotés de la voûte plantaire qui donne à l'homme moderne sa démarche souple, leur front haut recouvre des lobes frontaux développés, leur menton est accusé ; ils ont les proportions des membres et les asymétries typiques de l'homme actuel. Désormais l'espèce humaine est parfaitement constituée dans ses traits essentiels, tout à fait apte à la production collective, à l'action réfléchie et au langage articulé. "Dans un sens, il nous faut dire : le travail a créé l'homme lui-même" (Engels).

2- La tribu à clans maternels (S3-B1)

La formation de l'Homo sapiens ouvre une nouvelle période dans l'évolution de la société primitive. Une série de progrès dénote alors l'obtention régulière du nécessaire et l'apparition d'agglomérations fixes, ce qui se traduit par la constitution de la première forme de SOCIÉTÉ HUMAINE PROPRESMENT DITE.

Cette période où l'économie primitive atteint son apogée commence il y a 40 000 ans, avec le Paléolithique supérieur, après les grandes glaciations, et s'achève à la fin de l'âge de la pierre, il y a quelques 7 000 ans.

Le mode de production de la commune primitive

1- Au début de cette période, les régions européenne, méridionale et orientale de l'ancien monde, se trouvant probablement isolées, les différentes races humaines se différencient, et confèrent à l'homme achevé les caractères extérieurs secondaires connus qui touchent à la peau, aux yeux, aux cheveux, etc.

La production connaît d'importants perfectionnements grâce à l'apparition d'outils destinés à en fabriquer d'autres (burins, etc.), d'instruments combinés de bois et de silex et du travail de l'os et de la corne.

Mais surtout l'invention des armes de jet à longue distance, du lance-javelot d'abord, de l'arc et la flèche plus tard, donne naissance à la **chasse intensive** du gros gibier. La chasse devient une branche permanente du travail et la viande un aliment régulier.

À la fin du Paléolithique supérieur, il y a 15 000 ans, les glaciers reculent une dernière fois, et de vastes étendues se couvrent d'épaisses forêts. C'est à ce moment que les hommes mettent le pied sur les continents américain et australien.

Au Néolithique supérieur, le travail de la pierre polie s'améliore encore par le perçage et le sciage. Mais surtout on voit apparaître, en Orient d'abord il y a 7 000 ans, **l'agriculture et l'élevage primitifs** : culture de jardins au moyen de la houe en bois et élevage en enclos qui fournissent un nouvel appoint alimentaire. À ce moment naissent aussi le métier à tisser et la poterie manuelle.

2- Les activités anciennes, comme la cueillette qui garde un grand rôle, et les activités nouvelles, comme la chasse intensive et la culture primitive, ne peuvent être réalisées qu'en commun, et la **coopération simple** dans le travail arrive même à cette époque à son sommet. "Ce type primitif de production collective ou coopération était, bien entendu, le résultat de la faiblesse de l'individu et non de la socialisation des moyens de production" (Marx).

La division naturelle du travail atteint également son point culminant, si bien que dans la vie sociale les hommes et les femmes constituent des associations séparées ayant leurs locaux et leurs fêtes, campent séparément, parlent des dialectes différents.

3- La chasse intensive et la production primitive de subsistances naturelles, la conservation des vivres permettent pour la première fois un **mode de vie sédentaire**. Les hommes érigent de vraies huttes et creusent des abris dans le sol ; puis comme les outils de pierre perfectionnés améliorent le travail du bois, on voit apparaître des villages de pêcheurs sur pilotis, des maisons de bois et des villages palissadés.

Comme la production, **le ménage est communautaire** : la "grande maison" abrite jusqu'à des centaines de personnes ; c'est une base économique dont les femmes sont les véritables organisatrices. En effet, leur activité productrice est une source de subsistances plus sûre et plus régulière que la chasse. Ce sont elles qui gèrent l'entrepôt collectif et règlent la vie domestique.

Le travail et toute la vie sociale étant communautaires, la propriété des moyens de production est collective : le sol, les instruments, le bétail, les habitations. Seuls les outils personnels, fabriqués par les individus et utilisés par eux, appartiennent aux particuliers. Mais encore ils sont transmis au clan après la mort des "propriétaires". D'une manière

Le mode de production de la commune primitive

générale, l'opinion exigeait que les objets de consommation superflus soient partagés entre les membres du clan, ou tout au moins les proches.

4- À ces transformations de la vie matérielle correspond une évolution toute nouvelle de la constitution sociale.

Depuis l'origine, la communauté sexuelle empêchait que la paternité soit certaine : l'enfant connaît sa mère mais non son père. Par ailleurs, l'interdiction toujours plus prononcée du commerce sexuel entre frères et sœurs collectifs finit par déterminer la composition des nouvelles communautés domestiques. Ces deux faits aboutissent, à l'époque où nous nous trouvons, à la division naturelle de la tribu en deux, puis plusieurs clans exogames apparentés réunissant chacun les descendants d'une même aïeule en ligne maternelle, à l'intérieur desquels le mariage est prohibé. Désormais donc le mari et la femme appartiennent chacun à un clan étranger, et l'enfant appartient au clan maternel ; il n'a aucun lien de parenté avec son père. **L'organisation clanale** (ou gentilice) de la société est une étape inévitable de l'évolution sociale, et la première forme de société humaine véritablement organisée. Elle a une importance énorme, puisque cette institution se maintient jusqu'au passage à la civilisation et au-delà.

5- La société clanale donne à son tour une vive impulsion aux restrictions matrimoniales entre consanguins, de sorte que le mariage par groupes s'éteint alors pour laisser la place à **la famille appariée**, unissant un seul homme à une seule femme. La famille appariée est la conséquence ultime de l'action de la sélection naturelle, et répondait à une aspiration intense de la part des femmes. Ainsi les unions individuelles durables, qui n'étaient qu'accidentelles auparavant, deviennent la règle. Mais il faut bien comprendre que la famille appariée n'a rien à voir avec la "cellule" familiale monogamique moderne, malgré le fait que la paternité des enfants soit désormais exactement établie. En effet, non seulement des survivances du mariage par groupes se manifesteront longtemps encore (adultère légitimé, lévirat, sororat), mais plus essentiellement même : chacun des époux et ses biens appartiennent à des clans différents ; ils ne pratiquent pas la cohabitation exclusive et, loin que la famille conjugale constitue l'unité économique de base, la communauté domestique communiste connaît au contraire son plein essor ; l'autorité paternelle est inconnue dans la famille, la femme jouit d'une situation élevée et ses enfants appartiennent à son clan ; enfin le mariage est instable, facilement dissoluble de part et d'autre. Bref, la société n'est pas comme aujourd'hui un assemblage de familles conjugales, la division en clans trace au contraire une ligne de partage au sein de chaque famille.

6- "Quelle admirable constitution – dit Engels – que cette organisation gentilice !

Sans soldats, gendarmes ni policiers, sans noblesse, sans rois ni gouverneurs, sans préfets ni juges, sans prisons, sans procès, tout va son train régulier (...). Bien que les affaires communes soient en nombre beaucoup plus grand que de nos jours (...) on n'a quand même nul besoin de notre appareil administratif, vaste et compliqué. Les intéressés décident et, dans la plupart des cas, un usage séculaire a tout réglé préalablement.

Le mode de production de la commune primitive

Il ne peut y avoir de pauvres et de nécessiteux ; l'économie domestique communiste et la gens (le clan) connaissent leurs obligations envers les vieillards, les malades, les invalides de guerre.

Tous sont égaux et libres, y compris les femmes. Il n'y a pas encore place pour des esclaves, pas plus qu'en général pour l'asservissement de tribus étrangères (...).

Et quels hommes, quelles femmes produit une pareille société ; tous les Blancs qui connurent des Indiens non corrompus en témoignent par leur admiration pour la dignité personnelle, la droiture, la force de caractère et la vaillance de ces Barbares”.

3- La tribu patriarcale (B2-B3)

Avec l'apparition des formes élémentaires de la division sociale du travail, l'importance majeure prise par la production de moyens de consommation naturels et l'abondance toute nouvelle de richesses matérielles, LA SOCIÉTÉ NATURELLE EST ÉBRANLÉE JUSQU'EN SES FONDEMENTS ; une révolution se prépare qui doit consacrer l'influence prédominante du mode de production dans l'organisation sociale.

Cette période d'inexorable déclin de l'économie primitive commence avec la fonte du cuivre au Moyen-Orient, il y a 7 000 ans, et s'achève avec la formation de l'État à Rome et à Athènes, il y a 2 500 ans.

1- En Amérique, où il n'y avait pratiquement pas d'animaux domesticables, et où l'on avait par contre le maïs, l'évolution fut différente de celle du Vieux monde. Les tribus les plus avancées pratiquaient, lors de la découverte, la culture irriguée qui était devenue la principale source alimentaire.

Dans le Vieux monde, peu après l'apparition des premiers outils métalliques, l'invention du chariot et l'emploi du cheval comme bête de selle entraînèrent la formation de tribus pastorales séparées des autres peuples barbares à l'âge du bronze. C'est ainsi que s'accomplit **la première grande division sociale du travail**. Les tribus nomades abandonnèrent, avec leur bétail, les régions boisées traditionnelles pour les plaines herbeuses. Les éleveurs réalisèrent une élévation sensible, pour l'époque, de la productivité du travail et disposèrent d'un certain excédent. “Les tribus pastorales produisaient non seulement davantage, mais aussi d'autres aliments que le reste des barbares” (Engels). Pour la première fois, les conditions de **l'échange régulier** entre les communautés étaient réunies ; cet échange portait principalement sur le bétail.

La naissance de **la métallurgie du fer**, il y a 4 000 ans, permit seule d'évincer l'outillage de pierre, d'autant qu'elle se répandit rapidement, le nouveau métal étant courant et facile à extraire. L'âge du fer ouvre le stade final de la barbarie, plus riche à lui seul que l'histoire primitive antérieure toute entière. La hache de fer défriche la forêt que l'on met en prairies ou que la charrue à soc de fer, traînée par le bœuf ou l'âne, laboure aussitôt après. La véritable agriculture, **la culture des champs** est née ; elle offre un accroissement illimité pour l'époque des moyens de consommation, et provoque une

Le mode de production de la commune primitive

explosion de la densité démographique possible en un point donné, ce qui se traduit par la formation de “cités”.

Le développement de la métallurgie d'une part, de la production proprement dite d'autre part, eurent pour conséquence la diversification sur une base nouvelle de la technique artisanale, et finalement une **seconde division sociale du travail** : la séparation de l'artisanat de la production naturelle. Le fait nouveau est que, cette fois, le travail se trouve divisé au sein des communautés, ce qui crée la base non seulement d'une extension des échanges, mais de la production directe pour l'échange, de **la production marchande**.

La régularité des échanges avait fait surgir spontanément de la masse des marchandises une marchandise-monnaie, le bétail ; du même coup, la circulation marchande se substituait à l'échange direct. Par la suite, le métal au poids remplit cette fonction à la place du bétail. L'artisan enfin était le premier producteur à mesurer la valeur des produits par la quantité de travail dépensé.

2- L'abondance inouïe de richesses nouvelles eut des conséquences sociales incalculables.

Les nouvelles tâches, capitales, de père et de laboureur étaient l'affaire des hommes, qui acquièrent un rôle déterminant dans la production. L'homme eut tendance à utiliser sa position pour renverser l'ordre traditionnel de filiation et de succession. Le droit paternel, **le patriarcat**, s'établit tout simplement : la femme s'établit dans le clan du mari, et on fit passer les enfants avec lui en leur donnant un nom gentile correspondante. “Cette révolution (fut) une des plus radicales qu'ait jamais connues l'humanité” ; “le renversement du droit maternel fut la grande défaite historique du sexe féminin” (Engels).

3- Le pouvoir exclusif des hommes une fois établi dans les clans, l'ancienne communauté domestique se disloque rapidement en autant de **grandes familles patriarcales**, qui constituent la transition vers la famille monogamique civilisée. Ce sont des associations domestiques qui se composent de plusieurs générations de familles conjugales, et qui, de surcroît, englobent souvent des esclaves. La série des descendants d'un même père vivent ensemble, travaillent en commun et disposent collectivement des produits du travail. Le tournant vers la monogamie est caractérisé par l'autorité paternelle et la solidité du lien conjugal ; l'homme peut seul dénouer ce dernier en répudiant sa femme, alors qu'il se réserve personnellement le droit à l'infidélité, qu'il exercera toujours plus à mesure que s'élèvera le développement social. Pour assurer la fidélité de sa femme, condition de la paternité des enfants, la femme est livrée au pouvoir discrétionnaire de l'homme. Les femmes esclaves, qui appartiennent corps et âme au mari, rabaissent encore la position de la femme, tandis que le développement de l'artisanat indépendant l'écarte toujours plus de la production sociale. “Même à la maison, ce fut l'homme qui prit en main le gouvernail ; la femme fut dégradée, elle devint esclave du plaisir de l'homme et simple instrument de reproduction” (Engels).

Le mode de production de la commune primitive

4- Avec les clans paternels et la famille patriarcale, ce sont les parents gentiles du mari, et pratiquement les plus proches (les agnats), qui héritent de ses biens. L'évolution économique fait que très vite ses propres enfants deviennent les héritiers prioritaires. En effet, hormis certains travaux, tels les ouvrages d'irrigation en Orient, la production suppose de moins en moins la coopération simple. Une famille peut maintenant cultiver un terrain et s'assurer par elle-même les moyens de subsistance. "La nécessité du travail en commun entraînait nécessairement la propriété commune des moyens de production, le travail individuel requérait **la propriété privée**" (Manuel d'Économie, Moscou, 1954).

Ainsi, les notables qui avaient d'abord échangé le bétail au nom du clan le firent progressivement pour leur propre lignage.

Les artisans continuèrent longtemps à cultiver de petits lopins de terre et produisaient sur commande ou pour la communauté villageoise qui les entretenait, et très peu pour le marché.

L'évolution de la branche de production fondamentale, l'agriculture, fut analogue. À la commune archaïque, où régnait la production en commun, succède **la commune agricole**. Ici, les forêts, les eaux, les terres vagues, etc., dont l'importance reste grande pour la vie économique, continuent à être livrées à l'usage collectif. Mais la terre arable, quoique toujours propriété communale, est d'abord périodiquement redistribuée entre les membres de la commune, chaque cultivateur exploitant à son propre compte les champs qui lui sont assignés, et s'en appropriant les fruits ; puis on abandonne petit à petit les redistributions et la "propriété" personnelle de la terre s'affermi. De même les maisons, après parfois une phase de changement périodique de possesseurs, deviennent propriété personnelle, ainsi que le jardin qui les complètent. Mais ce sont les produits, le bétail, les instruments, en un mot la richesse mobilière qui deviennent, les premiers, propriété privée aliénable.

En résumé, on aboutit à une combinaison très stable, mais renfermant un antagonisme irrémédiable à long terme, entre la propriété commune et l'exploitation individuelle.

Les cadres de la tribu – anciens, chefs et prêtres – et les familles aristocratiques nouvelles accaparent peu à peu les richesses. Autrement dit, **l'inégalité** se développe au sein même du clan, et les riches placent la communauté sous leur dépendance.

5- Simultanément une autre richesse était devenue propriété privée : les esclaves. En effet, depuis que le bétail des éleveurs nomades se multipliait plus vite que les hommes, la force de travail fournissait pour la première fois un excédent appréciable sur ses frais d'entretien. C'est ainsi que l'on épargna les ennemis vaincus, et que naquit **l'esclavage domestique**. L'esclave avait même l'avantage de faire souche, comme le bétail. Cet esclavage patriarcal se distingue peu du mariage ou de l'adoption d'étrangers qui avait parfois lieu au sein des clans. Les esclaves sont peu nombreux, bien traités, ils ont femme et enfants, ils servent des familles qui n'ont presque pas recours aux échanges, ils n'ont qu'un rôle auxiliaire dans la production et le maître travaille aux côtés du captif. Mais cela annonçait l'avènement inéluctable de la division de la société en classes antagoniques, tout à fait incompatible avec l'organisation sociale du passé.

Le mode de production de la commune primitive

6- La commune agricole, rompant les liens de parenté naturelle, crée le premier groupement social d'individus libres ; elle est plus apte à s'adapter, à s'étendre, à subir le contact avec les étrangers. La culture parcellaire et l'appropriation privée des fruits admettent un développement de l'individualité incompatible avec les conditions antérieures. L'esclavage enfin contribue à l'accumulation renforcée des excédents, et favorise le développement ultérieur achevé de la division sociale du travail entre intellectuels et manuels. En un mot, alors que se désagrège la société naturelle, se rassemblent **les conditions de la civilisation**, de l'industrie proprement dite, de la science, de la philosophie et de l'art.

7- C'est à **Athènes**, dit Engels, que l'État s'élève sur les ruines de l'organisation gentilice sous sa forme la plus pure, directement des antagonismes de classes qu'elle a secrétés. Dans la Grèce des temps héroïques, nous voyons les vieux rapports sociaux encore pleins de vie, mais aussi le commencement de leur ruine :

- le droit paternel, avec transmission de la fortune aux enfants, favorise l'accumulation des richesses dans la famille et fait de celle-ci une puissance en face de la gens ;
- l'esclavage, limité tout d'abord aux étrangers, ouvre déjà la perspective de l'asservissement des membres appauvris des clans ;
- l'ancienne guerre de tribu à tribu dégénère en brigandage systématique, sur terre et sur mer, pour conquérir du bétail, des esclaves, des trésors, donc en source normale de profit ;
- la différence de richesse agit en retour sur la constitution en créant les premiers rudiments d'une noblesse et d'une royauté héréditaires.

Bref, la richesse est prônée comme le bien suprême.

La vieille société basée sur les liens du sang, brisée par la division sociale du travail, voit grandir en son sein des antagonismes sociaux qui lui sont diamétralement opposés, et auxquels elle n'est pas adaptée, ne disposant d'aucun moyen de coercition. Elle rend l'âme et est prête à céder la place à une nouvelle société, la société politique, constituée par **DES GROUPEMENTS TERRITORIAUX ORGANISÉS DANS L'ÉTAT**. Dans celle-ci :

a- Le régime de la famille sera complètement dominé par le régime de la propriété, avec la **FAMILLE MONOGAMIQUE** fondée non sur des conditions naturelles, mais sur des conditions économiques ;

b- La **PRODUCTION MARCHANDE** pourra se développer librement, et avec elle la division en **CLASSES** ;

c- L'**ÉTAT** protégera la propriété privée si méprisée auparavant, sanctifiera le droit de la classe possédante d'exploiter celle qui ne possède rien, et maintiendra sur le terrain économique la lutte des classes qui constitue le contenu de toute l'histoire écrite jusqu'au communisme moderne.

Les cités fortifiées de la fin de la barbarie abritent de vieilles tribus patriarcales désorganisées qui se liguent en petits peuples ; "dans leurs fossés s'ouvre la tombe béante de l'organisation gentilice et leurs tours déjà s'élèvent dans la civilisation" (Engels).

Le “communisme” primitif

(Conclusion)

Le fait saillant du régime primitif, c'est sa durée. Il couvre 99 % de l'histoire de l'humanité et donc infiniment plus que les régimes civilisés réunis. En réalité il subsista même tout au long de la civilisation : d'abord sur la plus grande partie du globe qui fut colonisée au siècle dernier, ensuite dans les pays développés eux-mêmes, sous la forme de la “nouvelle commune” où seule la terre défrichée était propriété privée. C'est ainsi que lorsque sonna l'heure du communisme moderne, en octobre 1917, l'économie primitive était loin d'être morte. La Mongolie et l'Albanie, où le communisme moderne prit le relais de l'économie patriarcale, ont de ce point de vue valeur de symbole.

Les enseignements de cette longue histoire sont les suivants :

1- La découverte par le marxisme des lois du développement de la société primitive **ruine du même coup la conception bourgeoise de l'histoire humaine**. Il n'est plus possible de scinder le passé de l'humanité en “préhistoire” et “histoire”, de présenter par ce biais les premiers hommes comme des hommes achevés et l'ordre civilisé comme l'ordre “naturel” de la société. Il n'est plus possible en un mot de réduire l'“histoire” humaine à une collection d'incidents survenant à une civilisation immuable. La civilisation se révèle au contraire comme le produit laborieux de l'histoire humaine, et de surcroît comme un produit fugitif. Morgan disait à juste titre : “Le temps écoulé depuis l'aube de la civilisation n'est qu'une infime fraction de l'existence passée de l'humanité, qu'une infime fraction du temps qu'elle a devant elle”. Souvenons-nous enfin qu'“en lisant les histoires de communautés primitives écrites par des bourgeois, il faut être sur ses gardes. Ils ne reculent devant rien, pas même devant des faux” (Marx).

2- Le passage de la société civilisée, divisée en classes antagoniques, à la société communiste **implique nécessairement un certain retour aux conditions primitives**. En effet, sa stabilité, sa capacité à résister à tous les orages de la civilisation, la communauté primitive les devait à son “communisme”, c'est-à-dire d'un côté à son union étroite avec le reste de la nature, et de l'autre à l'absence d'exploitation et d'oppression de l'homme par l'homme en son sein.

L'homme s'adapte activement à son milieu et devient par la suite le maître de la nature : telle est la loi de l'évolution de la société. Mais l'homme et la société restent partie intégrante de la nature. Or, au cours de la civilisation, l'homme ne parvint à dominer la nature qu'en la pillant et la ravageant, en mutilant sa propre nature humaine, jusqu'au point actuel où les conditions naturelles préalables de la vie sociale sont menacées en Occident, non seulement par les drogues, la pollution et la bombe atomique, mais aussi par la spécialisation crétinisante. Dire que l'heure est au communisme, c'est dire qu'elle est à la réconciliation sur une base nouvelle de la nature et de la société.

Le mode de production de la commune primitive

Aller au communisme, c'est aussi détruire nécessairement la famille monogamique, la propriété privée des moyens de production et la servitude des producteurs ; c'est donc retrouver aussi de ce point de vue les conditions de la société primitive, qui ignorait la division de la société en classes antagoniques et ce rejeton monstrueux de la civilisation : l'État ; c'est abolir l'ancestrale division du travail qui fonde le patriarcat et l'exploitation, avec leurs conséquences d'inégalité, de misère, d'humiliation, de cruauté et d'obscurantisme ; c'est le retour à une société où la richesse n'apparaît pas comme le but de l'homme, mais à l'inverse l'homme comme le but de la richesse.

3- La société primitive se trouvait aux antipodes du communisme moderne. En effet, elle signifiait immobilisme et stagnation, un obstacle à la civilisation et au progrès. N'oublions pas, explique Engels, que cette organisation était vouée à la ruine :

- Elle n'alla pas au-delà de la tribu, la confédération des tribus marquant déjà le commencement de leur décadence. Ce qui était hors de la tribu se trouvait hors du droit. Là où n'existait pas expressément un traité de paix, la guerre régnait, et elle était menée avec la cruauté qui distingue les hommes des animaux.

- La constitution gentilice à son apogée impliquait une production tout à fait embryonnaire et, par suite, une population extrêmement clairsemée (5 h/100 km² en Amérique du nord au moment de la découverte !), donc un asservissement complet de l'homme à la nature extérieure qui se dressait devant lui en étrangère et qu'il ne comprenait pas, asservissement qui se reflétait dans ses puériles représentations "religieuses".

- La tribu restait pour l'homme la limite, aussi bien en face de l'étranger que vis-à-vis de soi-même : la tribu, la gens et leurs institutions étaient sacrées et intangibles, constituaient un pouvoir supérieur donné par la nature, auquel l'individu restait totalement soumis dans ses sentiments, ses pensées et ses actes. Autant les hommes de cette époque nous paraissent imposants, autant ils sont indifférenciés les uns des autres.

La puissance de cette communauté devait être brisée, elle le fut.

4- Ce sont la civilisation en général et le capitalisme en particulier qui maintiennent véritablement l'humanité dans la barbarie et une condition "préhistorique". En effet, depuis le début de la civilisation chaque progrès est en même temps un pas en arrière relatif.

Ainsi, la puissance de la communauté primitive "fut brisée par des influences qui nous apparaissent de prime abord comme une dégradation, comme une chute originelle (...). Ce sont les moyens les plus honteux – vol, violence, perfidie, trahison – qui sapent l'ancienne société gentilice, et qui amènent sa chute" (Engels).

D'un autre côté, "la société nouvelle elle-même, pendant les 2 500 ans de son existence, n'a jamais été autre chose que le développement de la petite minorité aux frais de la grande majorité des exploités et des opprimés, et ce qu'elle est de nos jours plus que jamais" (Engels). "Depuis l'avènement de la civilisation (...) (la) richesse, en face du peuple, est devenue une force impossible à maîtriser. L'esprit humain s'arrête, perplexe et interdit, devant sa propre création" (Morgan). Au même moment, ce peuple qui crée la richesse est maintenu artificiellement dans les conditions, aujourd'hui intolérables, du travail forcé

Le mode de production de la commune primitive

pour la survie biologique. Et tandis que l'individu "roi" de la civilisation est vidé de toute possibilité de mettre en œuvre ses capacités créatrices, cette civilisation divise l'humanité en nations xénophobes agressives, en races "supérieures" et "inférieures", et conduit à des génocides dont les anthropophages sauvages ne pouvaient avoir l'idée. Le capitalisme, en lutte avec les forces productives matérielles qu'il a engendrées, avec la science et avec les masses populaires, s'est transformé en arène d'antagonismes criants, de conflits et désastres périodiques ; ce n'est plus qu'un régime social régressif, lui seul est une formation "archaïque" au vrai sens du terme.

Silvye – 27 octobre 1973

Points obscurs et défauts de ce texte provisoire :

- la civilisation depuis 2 500 ans ou 6 000 ans ? Le M.P.A. (mode de production asiatique).
- l'organisation sociale sur la base du sexe, la genèse des clans à partir du mariage par groupes, le rapport mariage-famille-organisation sociale.
 - "contradiction" entre l'idée centrale et la l.e.f. (loi économique fondamentale).
 - exposé mi-historique (ordre chronologique), mi-économique (histoire "pure", linéaire).
 - "société" à trancher avec "mode de production".
 - rôle de la sélection naturelle.
- reprendre tous les documents pour vérifier et compléter les dates, citations et la matière même (Écriture).
- débordement sur l'esclavagisme ? Conclusions anticipées du capitalisme ?
- volume de l'exposé.

Annexes et documents

“L’Origine de la Famille, de la Propriété et de l’État”

Il s’agit de :

- **Notes de Marx**, de 1880-1881 (mort en 1883) ;
- **Rédigées par Engels** (parution en 1884).

⇒ Dans la deuxième édition de “l’Origine”, en juin 1891, Engels loue “deux génies” : **Bachofen** et **Morgan**.

Bachofen

Il a publié “**Le Droit Maternel**” en **1861**.

Engels dit que “ce mystique génial” inaugura enfin une véritable “histoire de la famille”.

Bachofen a démontré qu’avant le mariage conjugal et la paternité généralement reconnue, “la descendance ne pouvait être comptée auparavant qu’en lignée féminine”.

Morgan

Il publia “**La Société Archaïque**” en **1877**.

Engels dit : “Morgan retrouva dans la “gens” (groupe de parents liés par le sang) de la société primitive, groupe social organisé selon le droit maternel, le stade qui précéda la “gens” selon le droit paternel, celle que l’on connaît à l’aube de la Civilisation”...

Engels ajoute : “La découverte de Morgan donna à toute la science préhistorique une base nouvelle. Ceci eut pour l’histoire primitive de l’homme la même importance que la théorie de **Darwin** de l’Évolution en biologie, et la théorie de Marx de la Plus-value en économie politique”.

...

Engels, 1891

“Il n’y a pas de plus grande société d’Assurance Mutuelle que les savants spécialistes de la préhistoire humaine. C’est une **bande de canailles**, qui pratiquent le boycott de clique à l’échelle internationale, concernant les découvertes de Bachofen et Morgan”.

Du Règne de la Mère au Patriarcat

Johann Jakob Bachofen

Tableau systématique des “époques” bachoviennes

Première époque	Promiscuité aphroditique ; maternité “hétairique” ; le mariage n’existe pas encore ; symbole de la fertilité marécageuse ; luxuriance dérégulée et chaotique.	
Seconde époque	Première forme du mariage sous l’hégémonie de la femme. Règne de la mère (synonyme : matriarcat, gynécocratie, démétrisme). Commencement, côté gauche, nuit, lune, matière, profondeur terrienne, amazonisme.	
Troisième époque		Seconde forme du mariage, sous l’hégémonie du mâle. Patriarcat et impérialisme. Fin, soleil, hauteur, côté droit, jour, esprit.
Quatrième époque	Possibilité d’une synthèse non développée par Bachofen, qui se borne à décrire le patriarcat comme étant supérieur aux époques précédentes. L’attente d’un retour du matriarcat ne correspond point aux conceptions bachoviennes.	

L'Origine de la Famille, de la Propriété privée et de l'État – F. Engels

À propos des recherches de L. H. Morgan - Préface 1^{ère} éd. (1884)

Selon la conception matérialiste, le facteur déterminant, en dernier ressort, dans l'histoire, c'est la production et la reproduction de la vie immédiate. Mais, à son tour, **cette production a une double nature**. D'une part, la **production de moyens d'existence**, d'objets servant à la nourriture, à l'habillement, au logement, et des outils qu'ils nécessitent ; d'autre part, la **production des hommes mêmes**, la propagation de l'espèce*. Les institutions sociales sous lesquelles vivent les hommes d'une certaine époque historique et d'un certain pays sont déterminées par ces deux sortes de production : par le stade de développement où se trouvent d'une part le travail, et d'autre part la famille. Moins le travail est développé, moins est grande la masse de ses produits et, par conséquent, la richesse de la société, plus aussi l'influence prédominante des liens du sang semble dominer l'ordre social. Mais, dans le cadre de cette structure sociale basée sur les liens du sang, la productivité du travail se développe de plus en plus et, avec elle, la propriété privée et l'échange, l'inégalité des richesses, la possibilité d'utiliser la force de travail d'autrui et, du même coup, la base des oppositions de classes : autant d'éléments sociaux nouveaux qui s'efforcent, au cours des générations, d'adapter la vieille organisation sociale aux circonstances nouvelles ; jusqu'à ce que l'incompatibilité de l'une et des autres amène un complet bouleversement. La vieille société basée sur les liens du sang éclate par suite de la collision des classes sociales nouvellement développées : une société nouvelle prend sa place, organisée dans l'État, dont les subdivisions ne sont plus constituées par des associations basées sur les liens du sang, mais par des groupements territoriaux, une société où le régime de la famille est complètement dominé par le régime de la propriété, où désormais se développent librement les oppositions de classes et les luttes de classes qui forment le contenu de toute l'histoire écrite, jusqu'à nos jours.

•••

* Il y a là une **inexactitude d'Engels** qui met sur le même plan, pour en faire les conditions déterminantes du développement de la société et des institutions, la propagation de l'espèce et la production des moyens d'existence. Dans le cours de son ouvrage, par contre, Engels montre lui-même, en analysant des matériaux concrets, que c'est le mode de production matériel qui est le facteur principal, déterminant du développement de la société et des institutions. (N.R.)

Éditions Sociales – 1962

La loi économique fondamentale de la société primitive

- **“Deux faits naturels dominant**

l’histoire primitive de tous les peuples (...) :

- l’organisation du peuple sur la base des liens de parenté :
- et la propriété commune du sol” (Engels).

...

- **“La coopération, telle que nous la trouvons**

à l’origine de la civilisation humaine (...) repose :

- sur la propriété en commun des conditions de production,
- et sur ce fait que chaque individu adhère encore à la tribu ou à la communauté aussi fortement qu’une abeille à son essaim” (Marx).

...

Ce qui constitue le **“mode de production”**, la base de la communauté primitive et en fait une société naturelle, c’est l’unité des deux aspects contradictoires suivants :

a- L’homme primitif rompt radicalement avec le règne animal en s’opposant à l’ensemble de la nature extérieure par le travail social ;

b- L’humanité elle-même ne s’affirme encore que comme collectivité naturelle, fondée sur les liens du sang. C’est dans les limites de ces liens naturels entre les hommes que s’exerce leur action consciente sur le reste de la nature.

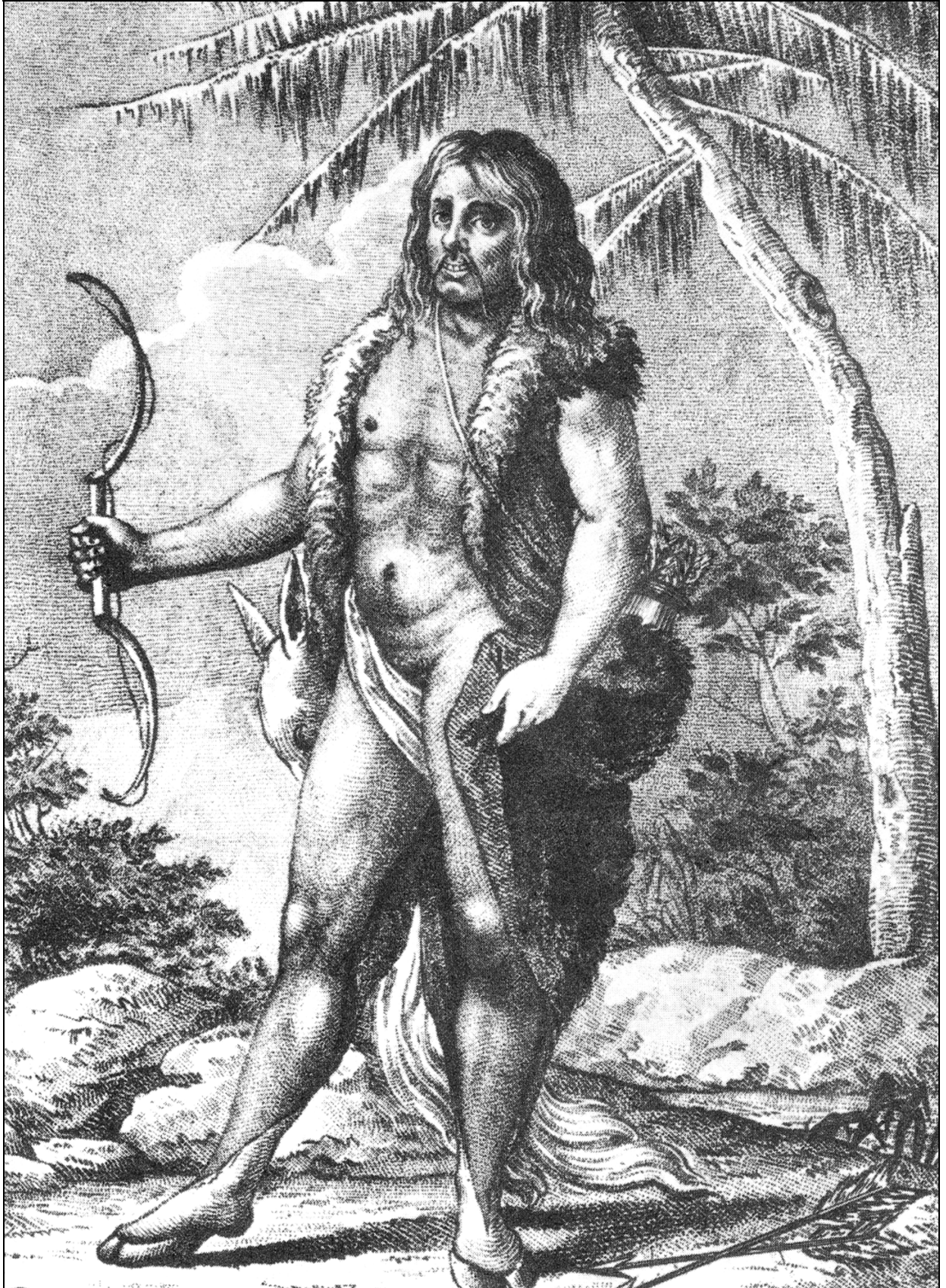
Par suite, **ce qui détermine les institutions sociales primitives est moins la production matérielle que la production des hommes eux-mêmes**. Et pour expliquer les transformations de la société archaïque, “le mode de production (matérielle) est moins décisif que le degré de décomposition des vieux liens de consanguinité (...) dans la tribu” (Engels).

La Fraternité de Sang

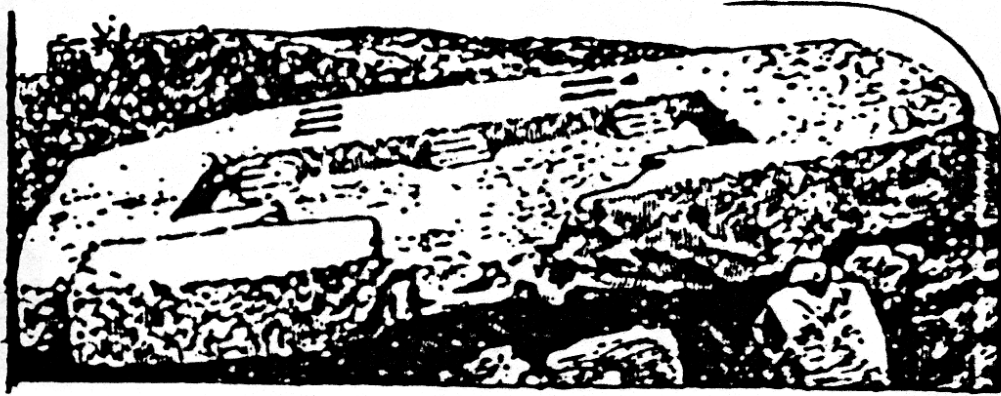


Frères de Sang Scythes

Patagon



Pérou



2



8

9

2- Pierre de sacrifices.

8- Momie.

9- Momie dans son enveloppe.

Presse

Pierre de synthèse

À Mashkan-shapir, cité en ruine du sud de l'Iraq, on a mis au jour ce qui est la plus ancienne pierre de synthèse connue. Selon les géologues et les archéologues, cette pierre était fabriquée par chauffage de limon du Tigre et de l'Euphrate : une fois le limon en fusion, on le faisait refroidir lentement "pour obtenir des blocs d'une pierre ressemblant au basalte, une roche volcanique".

Les matériaux de construction bruts étant rares dans la région, ce basalte de synthèse "semble avoir été fabriqué comme substitut du basalte naturel". C'est avec cette pierre de synthèse qu'a été édifiée Mashkan-shapir il y a quelque 4000 ans [-2000].

The New York Times

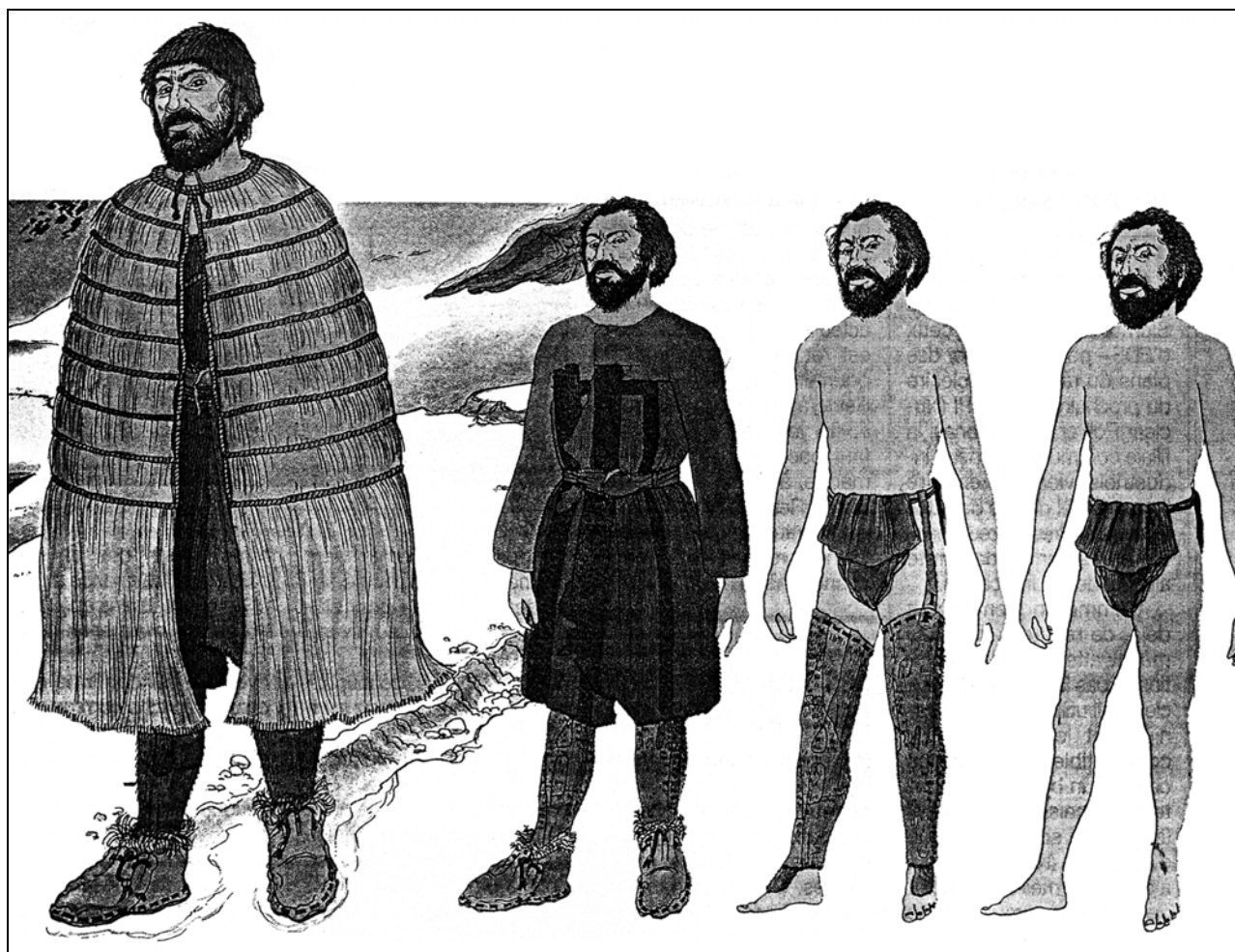
Archéologie

Hibernatus n'a plus rien à cacher

Hibernatus a retrouvé sa "vraie" patrie, l'Italie. L'homme des glaces, découvert en septembre 1991 dans une lentille glaciaire des Dolomites, à la frontière austro-italienne, mais côté italien (à 50 mètres près), avait été transporté et étudié à Innsbruck, au grand dam des transalpins. Après d'âpres disputes, un camion frigorifique spécialement conçu l'a transporté, sous haute protection, d'Innsbruck à Bolzano, où un musée réfrigéré a été construit à son intention.

Entre-temps, la momie a beaucoup "parlé" après avoir été mise sur le "gril" par l'archéologue autrichien Konrad Spindler et les chercheurs du fameux Musée romain-germanique de Mayence. Hibernatus est un mort exceptionnel, un vivant surpris en haute altitude par un coup de gel inattendu. L'extraordinaire, c'est ce froid qui, sans rupture pendant cinq millénaires, a conservé cet homme et son matériel intacts presque comme au jour du drame.

Que nous apprend Hibernatus ? Des images scanner nous révèlent que les organes internes de cet homme plutôt petit (1,60 mètre) mais très costaud sont bien préservés. Le cerveau, rétréci des deux tiers, est en excellent état. Le cœur, rétracté lui aussi, montre une artère évidente. Les poumons – on le sait depuis longtemps – sont noircis par la fumée de ses feux.



En raison d'un début de putréfaction de la peau survenu avant l'ensevelissement définitif dans la neige et la glace, le corps n'avait plus ni cheveux ni poils. Mais des cheveux (8 à 9 centimètres, Hibernatus se coiffant plutôt court) et des poils de barbe ont été retrouvés en grand nombre sur ses vêtements et nous apprennent que le mort avait la chevelure brune, presque noire. Les dents étaient fortement abrasées par les débris des meules de pierre qui transformaient en farine les céréales qu'il consommait. Les yeux avaient conservé cornée, iris et pupilles. Les organes sexuels étaient rétractés mais normaux. Des tatouages nombreux marquaient le corps en divers endroits.

Côté équipement, les précisions sont également très nombreuses. L'homme était vêtu de façon plutôt confortable, comme le montrent la centaine de fragments de vêtements retrouvés. Et l'on peut reconstituer très exactement sa tenue. D'abord, une sorte de pagne ou de slip, large bande en cuir de chèvre passée, devant et derrière, dans une ceinture en cuir de veau. Ensuite, fixée à la ceinture par des "jarretelles" d'un érotisme tout relatif, de hautes guêtres en peau de chèvre formant des sortes de bas et possédant des languettes en peau de cerf qui protégeaient bien les pieds enfermés dans des mocassins de cuir remplis de foin – servant de chaussettes et maintenus en place par des filets végétaux. L'homme était revêtu d'une longue tunique de fourrure descendant jusqu'aux genoux. Par-dessus, un "vêtement de pluie", une sorte de cape de 90 centimètres, en mèches torsadées d'herbes tressées soigneusement cousues dans la partie supérieure, mais laissées libres dans la partie inférieure pour l'aisance des mouvements. L'homme était, enfin, coiffé d'un bonnet rond en peau d'ours retenu par une lanière nouée sous le menton.

Le mode de production de la commune primitive

La qualité du traitement des peaux et cuirs utilisés était aussi remarquable que les coutures des vêtements, si soignées, si régulières que le policier qui le premier enquêta sur le mort les décréta faites à la machine. Ce qui en dit long sur le talent des petites mains du néolithique travaillant avec des tendons pour fils et des aiguilles en os. Côté outillage, Hibernatus portait sur lui tout ce qui était indispensable à sa vie : un arc de 1,82 mètre en bois d'if (le meilleur pour cet usage), mais inachevé ; un carquois en fourrure de chamois renfermant les tiges (viorne) de quatorze flèches, quatre morceaux de bois de cerf pour fabriquer des pointes, une corde (sans doute celle de l'arc), une lame à dépecer en silex, deux tendons d'Achille de gros animaux dont les fibres permettent de fabriquer des fils aussi résistants que notre Nylon, une hache de cuivre fixée à un manche coudé (en if lui aussi) ; un couteau en silex à manche de frêne et fourreau d'herbe tressée ; deux récipients cylindriques en écorce de bouleau, dont un seul conservé qui contenait des feuilles d'érable et des particules de charbon de bois (l'objet servait sans doute à transporter des braises dans des feuilles humides).

Dernier détail : sous ses vêtements et fixé à sa ceinture, l'homme des glaces serrait un précieux petit sac en cuir de veau. À l'intérieur, d'abord, un extraordinaire instrument jusque-là seulement soupçonné, un retouchoir à silex, en fait une sorte de gros crayon en bois de tilleul dont la "mine" est un cylindre très dur en bois de cerf permettant d'"affûter" les lames de silex. Et aussi deux petits blocs noirâtres, des morceaux de champignons. Le premier, c'est de l'amadouvier (*Ungulina fomentaria*), dont on tire l'amadou utilisé pour allumer le feu et sur lequel se trouvaient de minuscules cristaux de pyrite, un minéral utilisé comme briquet pour obtenir des étincelles. Le second est un parasite des bouleaux (*Piptoporus betulinus*), lui non inflammable, mais longtemps précieux en médecine populaire comme antiseptique. Hibernatus battait briquet et, comme tout bon randonneur, possédait sa petite trousse médicale.

24 Janvier 1998 – LE POINT numéro 1323

“Arbre de la chance”

En Thaïlande, près de Bangkok, des villageois en colère ont menacé de violences des preneurs de paris professionnels qu'ils soupçonnent de vouloir brûler leur "arbre de la chance" (*South China Morning Post*). Cet "arbre de la chance" est réputé dans tout le pays pour révéler les numéros gagnants à la loterie ; aussi s'est-on enflammé quand on a appris qu'un incendiaire l'avait fait roussir. "Je suis vraiment en colère, fulmine Dongmalee. J'ai personnellement gagné de l'argent grâce à cet arbre, et aussi en expliquant aux autres comment décrypter ses messages". On raconte que, depuis l'agression, l'esprit de l'arbre est courroucé et les villageois affirment qu'il ne donne plus de tuyaux. Ils prévoient donc de faire venir des moines bouddhistes pour le persuader de reprendre du service.

Réveillez-vous – 8 septembre 1998

Une monnaie peu ordinaire

De notre correspondant en Sierra Leone

Avez-vous déjà vu une pièce de monnaie comme celle-ci ? C'est un penny kissi. On peut en voir de semblables au Musée national de Sierra Leone à Freetown. "Ces pièces de forme curieuse indique une fiche explicative, sont originaires de la Sierra Leone et du Liberia. Elles ont été en circulation dans les provinces jusqu'en 1945. Parce qu'elles évoquaient une tête (la partie arrondie) et un pied (la partie pointue), on disait que ces pièces avaient un esprit. Lorsqu'un chef mourait, on en cassait un grand nombre et on les plaçait dans sa tombe. Au dernier taux de change enregistré, 50 kissi valaient un shilling d'Afrique occidentale".

Dans *Le commerce des esclaves en Afrique* (angl.), Basil Davidson raconte qu'autrefois on échangeait les esclaves contre des "longueurs de pièces". Ces pièces étaient-elles des kissi ? Certains spécialistes le pensent, d'autres en doutent. Quoi qu'il en soit, si les kissi n'étaient pas utilisés pour acheter des esclaves, il est certain qu'on s'en servait pour acheter des femmes.

Comme nous l'avons dit plus haut, ces pièces étaient parfois employées dans un contexte religieux, particulièrement en rapport avec la croyance non biblique en l'immortalité de l'âme. La coutume voulait qu'on enterre les morts dans leur village natal. Cependant, lorsque la personne mourait loin de chez elle, il n'était pas toujours facile de transporter le corps. La solution consistait alors à transporter l'âme du défunt au moyen d'un penny kissi.

Un parent du mort se déplaçait jusqu'au village où avait eu lieu le décès et demandait un penny au sorcier qui, par des incantations, était censé y attacher l'âme du défunt. Le parent devait ensuite rapporter le penny au village natal de la personne et l'enterrer dans la tombe ancestrale.

Il enveloppait le penny dans un linge propre et se mettait en route. Il devait garder le silence tout le trajet. On croyait que, s'il adressait la parole à quelqu'un, l'âme quitterait le penny et retournerait au village où la personne était morte. Dans ce cas, le parent devait faire demi-tour et retourner chercher l'âme, ce qui impliquait sans doute de repayer le sorcier !

Si, au cours du voyage, le parent avait besoin de parler, il pouvait le faire à condition de poser auparavant le penny près du sol (mais pas par terre). Dès qu'il ramassait le penny, il était de nouveau sous la loi du silence.

D'une longueur de 30 à 35 centimètres, les pennies kissi n'étaient pas conçus pour être mis dans des poches ou dans des portefeuilles. Mais ils étaient pratiques pour l'époque, car on pouvait les lier et les porter sur la tête. Les riches les entreposaient dans leur grenier. Sous certaines conditions climatiques, de la condensation se formait sur les pennies et des gouttes tombaient dans la pièce du dessous. L'intensité de la "pluie" était un bon indicateur de la richesse du maître de maison.

Dites un prix...

Treize scientifiques de plusieurs pays ont élaboré un rapport chiffrant en dollars les services rendus par la nature. Ils se sont appuyés sur plus d'une centaine d'études de confrères pour estimer le coût à l'hectare de divers services que la terre rend à l'homme (un hectare équivaut à un carré de 100 mètres sur 100). Par exemple, selon la revue *Science*, une étude indiquait qu'aux États-Unis, pour chaque hectare de marais asséché et récupéré à des fins d'aménagement, "la perte de capacité de résorption des inondations entraîne sur une année des dégâts supplémentaires qui coûteront entre 3300 et 11 000 dollars". Même si les humains en général considèrent comme tout à fait "naturel" que la terre nous accorde ses produits et ses bons services, les scientifiques estiment pour leur part qu'ils se chiffrent sur l'année à 33 300 milliards de dollars, environ deux fois le total des produits nationaux bruts du monde entier.

Réveillez-vous – 22 août 1998

Table

Une nouvelle ère, celle de l'homme (Introduction).....	2
A- La loi économique fondamentale de la société primitive.....	4
B- Le développement de l'économie primitive.....	6
1- La tribu à classes sexuelles (S1-S2).....	6
2- La tribu à clans maternels (S3-B1).....	7
3- La tribu patriarcale (B2-B3).....	10
Le "communisme" primitif (Conclusion).....	14

Annexes et documents

"L'Origine de la Famille, de la Propriété et de l'État".....	18
Du Règne de la Mère au Patriarcat.....	19
L'Origine de la Famille, de la Propriété privée et de l'État – F. Engels.....	20
La loi économique fondamentale de la société primitive.....	21
La Fraternité de Sang.....	22
Patagon.....	23
Pérou.....	24
Presse.....	25

Le Marxisme et les Nationalisations

La position du marxisme en ce qui concerne les nationalisations se résume en deux points :

1- Sans destruction de l'État capitaliste par le peuple en armes, et l'établissement de la dictature du prolétariat, il ne peut exister que des nationalisations capitalistes qui n'ont absolument rien à voir avec le socialisme.

2- Les nationalisations capitalistes sont des réformes que la classe ouvrière et son Parti maoïste ne peuvent et ne doivent réclamer ou soutenir que dans certains cas seulement ; dans d'autres elles doivent au contraire être dénoncées et combattues. Autrement dit, toute nationalisation n'est pas un progrès.

Ces deux points ont été clairement exposés par le collègue de Marx, Friedrich Engels¹, vers 1880, il y a près de 100 ans déjà, nous allons le voir :

1- Les Nationalisations sont sans rapport avec le socialisme

“C'est purement et simplement une falsification intéressée des bourgeois de Manchester (libéraux) que d'appeler “socialisme” toute intervention de l'État dans le jeu de la libre concurrence : tarifs protectionnistes, règlements professionnels (...), nationalisations de certaines branches d'industrie (...). Nous devons critiquer ce point de vue et non pas lui ajouter foi !”

“Si l'étatisation du tabac était socialiste, Napoléon et Metternich compteraient parmi les fondateurs du socialisme. Si l'État belge (...) a construit lui-même ses chemins de fer principaux, si Bismarck (...) a étatisé les principales lignes de chemin de fer de la Prusse (...) ce n'étaient nullement là des mesures socialistes directes ou indirectes, conscientes ou inconscientes. Autrement ce seraient des institutions socialistes que la Société royale de commerce maritime, la Manufacture royale de porcelaine et même, dans la troupe, le tailleur de compagnie, voire l'étatisation proposée avec le plus grand sérieux, vers les années 1830, sous Frédéric-Guillaume III, par un gros malin, celle des bordels !”

“L'État moderne, quelle que soit sa forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'État des capitalistes, le capitaliste collectif idéal. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires.”

Quelle est donc la signification économique des nationalisations capitalistes ? Après avoir exposé la contradiction fondamentale du régime capitaliste, qui réside dans l'incompatibilité entre l'appropriation PRIVÉE capitaliste, et la production SOCIALE capitaliste, Engels montre que les forces productives poussent elles-mêmes avec une

¹ Toutes les citations, ainsi que l'argumentation de cet article sont d'Engels ; on doit se reporter aux ouvrages :

- Anti-Dühring (1878) – Notions théoriques II, p. 318.

- Lettres sur le Capital, p. 288 : Lettre à Bracke (30/04/1878) ; Lettre à Bernstein (12/03/1881).

puissance croissante à leur affranchissement de leur qualité de capital – notamment par la voie brutale des crises – ; c’est ce qui oblige les capitalistes eux-mêmes, malgré eux, à traiter de plus en plus les forces productives comme des forces de production sociales, dans les limites bien sûr où cela est compatible avec le système capitaliste. C’est ainsi qu’apparaissent successivement les sociétés par actions, puis les trusts, qui convertissent la concurrence en monopole ; finalement il faut que l’État, représentant officiel de la société capitaliste, prenne lui-même la direction de la production, c’est-à-dire qu’il nationalise certaines branches. Historiquement, cela a commencé par les grands organismes de communication, P.T.T. et S.N.C.F.

Est-ce que cette “socialisation” capitaliste résout la contradiction fondamentale du régime ? En aucune façon ! Au contraire le conflit inhérent au capitalisme devient plus aigu. Mais ce qui se passe dans la société capitaliste ne manque cependant pas d’intérêt :

a) Les crises ont fait apparaître **l’incapacité de la bourgeoisie** à gérer les forces productives modernes ;

b) Le “communisme” capitaliste, comme disait Marx, c’est-à-dire la prise en charge des grands organismes de production et de communication par les sociétés par action, puis leur nationalisation, montrent combien **on peut se passer de la bourgeoisie** pour gérer l’économie. En effet, dans ces conditions nouvelles, toutes les fonctions d’exploitation sont assurées par des employés rémunérés, distincts des propriétaires, que le développement même du capitalisme relègue dans la population superflue !

2- Toute nationalisation n’est pas un progrès

“Tout transfert de responsabilités commerciales ou industrielles à l’État (capitaliste) peut avoir un double sens et un double résultat, suivant les circonstances :

- un résultat réactionnaire signifiant un retour au moyen âge ;
- ou un effet progressiste, un pas en avant vers le communisme”.

Donc, étant entendu que les nationalisations capitalistes n’ont rien à voir avec le socialisme, elles peuvent constituer, suivant les cas, soit une réforme progressiste, soit une entreprise réactionnaire. Quels sont ces cas ?

1- Les nationalisations sont un progrès quand elles se justifient économiquement, quand elles répondent à une nécessité interne, inéluctable du développement économique du pays. “Ce n’est que dans le cas où les moyens de production et de consommation sont réellement trop grands pour être dirigés par les sociétés par actions, où donc l’étatisation est devenue une nécessité économique, c’est seulement en ce cas qu’elles signifient un progrès économique, même si c’est l’État actuel qui l’accomplit”. L’État nationalise alors simplement “pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste”. Il y a progrès parce que ce faisant le capitalisme perfectionne lui-même les conditions matérielles du socialisme. Mais en attendant l’exploitation capitaliste, loin d’être supprimée, est poussée à son comble, et ce qui reste de propriété privée est renforcé au lieu de s’en trouver menacé.

Le Marxisme et les Nationalisations

2- Les nationalisations sont réactionnaires quand leur but est politique, quand leur résultat essentiel est de renforcer l'État capitaliste. Dans ce cas, "ce prétendu socialisme n'est rien d'autre :

- d'une part qu'une réaction féodale,
- et d'autre part qu'un prétexte à faire marcher la planche à billets,
- avec comme intention annexe le désir de transformer le plus possible de prolétaires en fonctionnaires et retraités dépendants de l'État, c'est-à-dire d'organiser, à côté d'une armée disciplinée de fonctionnaires et de militaires, une armée aussi disciplinée de travailleurs. Remplacer la pression électorale des contremaîtres par celle des supérieurs hiérarchiques dépendants de l'État.

Quel beau socialisme ! C'est à cela qu'on aboutit, lorsqu'on fait confiance au bourgeois, lorsqu'on croit ce qu'il ne croit pas lui-même, mais feint de croire : que l'État... c'est le socialisme."

Ainsi "Bismarck, sans aucune nécessité économique, a étatisé les principales lignes de chemin de fer de la Prusse, simplement :

- pour pouvoir mieux les organiser et les utiliser en temps de guerre,
- pour faire des employés de chemin de fer un bétail électoral au service du gouvernement,
- et surtout pour se donner une nouvelle source de revenus indépendante des décisions du Parlement."

Retenons la critique d'Engels, qui peut nous servir de modèle, du projet de Bracke – l'un des chefs du parti socialiste allemand (eisenachien) – de nationalisation des chemins de fer et de l'industrie des tabacs : ce projet ne se justifiait pas économiquement, puisque l'Allemagne sortait à peine du moyen âge, et entrait dans la période capitaliste depuis la crise de 1875. Le progrès exigeait au contraire un large développement du capitalisme concurrentiel, qui désagrégerait d'une part les structures féodales du nord-est du pays, et éliminerait d'autre part la petite entreprise dans l'ensemble de l'économie. Les P.T.T. étaient déjà nationalisés, mais le développement économique ne justifiait à l'époque l'étatisation des chemins de fer qu'en Angleterre.

Bien sûr, en ce qui concerne les Tabacs, l'étatisation aurait supprimé les infâmes travaux à domicile de cette industrie. Mais : 1- cette transformation économique aurait pris plus de temps que ne semblait devoir durer le régime bonapartiste prussien ; 2- les ouvriers d'État des Tabacs auraient immédiatement été placés sous le régime des lois d'exception contre les socialistes et privés du droit d'association et du droit de grève, ce qui aurait été un désavantage pire que l'avantage économique ; 3- on pouvait être sûr que l'État prussien ferait empirer la qualité du tabac, en augmenterait le prix, si bien que les capitalistes se serviraient de cette expérience pour combattre le socialisme.

Mais il y a plus grave encore : non justifiée, la nationalisation, serait donc essentiellement instaurée dans un but financier pour accroître la puissance de l'État, du système politique prussien, et donnerait à celui-ci le pouvoir d'attribuer des places et de corrompre de deux manières :

- en acquérant une indépendance financière totale, échappant à tout contrôle ;
- par la mainmise directe sur deux nouvelles armées, cheminots et buralistes.

3- Conclusions

Deux séries de conclusions s'imposent soit que l'on rapporte les nationalisations au socialisme, soit qu'on les envisage comme réforme capitaliste :

1- George Marchais et le PCF jouent sur les mots, ou plutôt trompent délibérément la classe ouvrière et le peuple quand ils affirment que les nationalisations et le gouvernement capitaliste correspondant d'"Union populaire" "ouvrent la voie au socialisme". Notons que les gaullistes prétendent eux aussi, par pure démagogie, que la vieille Gauche tricolore nous entraîne à la République rouge, si bien que cette complicité crée un immense malentendu pour les électeurs, qu'ils votent d'un côté ou de l'autre ! Marchais falsifie également le marxisme, et en identifiant les forces productives matérielles à leur forme sociale de Capital, il sombre avec son parti dans l'économie vulgaire.

Les nationalisations sont simplement le fruit des contradictions du capitalisme. Pratiquement, ce "communisme" capitaliste peut tout juste nous donner une idée de ce qu'il y a à faire, une fois réalisé le renversement révolutionnaire du pouvoir politique des classes exploiteuses ; dans la mesure où on l'assimile frauduleusement au socialisme, celui-ci ne peut que s'en trouver discrédité, et par suite loin de lui ouvrir la voie, on s'éloigne du but.

C'est Engels qui montre comment sortir de l'impasse capitaliste. La solution, dit-il, ne peut consister qu'à substituer aux nationalisations, à cette socialisation FORMELLE des forces productives, la reconnaissance EFFECTIVE de leur caractère social, collectif. Cela ne peut se produire que si la société prend possession OUVERTEMENT ET SANS DÉTOUR des forces productives devenues trop grandes pour toute autre direction que la sienne, c'est-à-dire par l'expropriation directe des gros patrons par les travailleurs eux-mêmes, et la gestion de l'économie par les PRODUCTEURS ASSOCIÉS. Les prolétaires, dont le capitalisme grossit toujours plus le nombre, sont la puissance que le système crée lui-même, et qui est obligée d'accomplir ce bouleversement sous peine de périr.

2- Le programme de nationalisations capitalistes de la vieille Gauche est-il progressiste ou réactionnaire ? Notre Parti maoïste en formation n'est pas encore en mesure d'apporter une réponse sérieuse. Mais Engels nous indique la marche à suivre : étudier l'état économique du pays (ajoutons relativement au marché mondial) ; puis sa situation politique, étatique et le rapport de l'un à l'autre ; enfin examiner les nationalisations cas par cas, pour chaque branche ou secteur économique. De ce point de vue, nous pouvons déjà poser quelques questions :

- Le seul intérêt des nationalisations étant dans la concentration et la centralisation du capital, cela ne se produit-il pas spontanément, et à une échelle bien plus vaste dans la formation de l'Europe ?

En admettant que certaines nationalisations soient justifiées, sont-ce principalement, ou seulement, celles que propose la vieille Gauche ? Faut-il non pas nationaliser les marchands de canons, mais les supprimer ? Comment admettre l'indemnisation des gros actionnaires ? Pour exproprier pour de bons les sociétés capitalistes, est-il sérieux de préconiser la méthode "électorale" !

Le Marxisme et les Nationalisations

- Les nationalisations justifiées économiquement représentent un renforcement immédiat du capital, c'est-à-dire de la force d'exploitation ; pourquoi les présenter par conséquent comme l' "instrument déterminant" des conquêtes sociales ? D'autant que le "rachat" des entreprises par l'État aurait pour premier résultat un accroissement énorme de la dette publique.

Des "conquêtes sociales" elles-mêmes, il est permis d'en rire, puisque les 1000 francs ne représentent pratiquement aucune amélioration, et que les 40 h – sur lesquelles on est des plus discrets, et qu'on ne promet même pas pour tout de suite – ne nous ramèneraient même pas à 1936 (35 ans en arrière !) compte tenu de l'allongement des trajets. Alors pourquoi tout ce bruit ? Et ne nous étonnons pas que gaullistes et "réformateurs" aient pu aussi facilement se donner le même catalogue électoral ?

Les travailleurs peuvent obtenir par la lutte des avantages réels, c'est-à-dire bien supérieurs sans y mêler des nationalisations ! Tout simplement en faisant payer les patrons... et l'État-patron ! En fait c'est ce qu'ils étaient en droit d'attendre de la grève des 10 millions de 1968... si les Séguy et consorts qui se présentent aujourd'hui comme les "garants" de l'union populaire n'avaient pas organisé les négociations de Grenelle précisément pour liquider la grève générale, défaire l'union populaire !

- Enfin il faut se demander si la France gaulliste ne souffre pas tout particulièrement d'un étatisme monstrueux ; dans ces conditions la vieille Gauche ne tire-t-elle pas à hue quand il faut aller à dia ?

Soyons donc sur nos gardes, gardons-nous à droite, gardons-nous à "gauche" !

Silvye [Freddy Malot] – 27 Pluviôse, An 181 (16/02/1974)

Tirage : 100 ex.

FEMMES : votez Flora !

Nous, les femmes, sommes la moitié de l'humanité, et depuis des millénaires le sexe "fort" fait de nous ses boniches et ses putains.

Mais ces dernières années, surtout depuis les Journées de 1968, des milliers et des milliers d'entre nous se sont dressées, et crient leur colère - étouffée depuis les Suffragettes -, d'une même voix en Europe et en Amérique et avec une énergie inconnue dans le passé.

Il faut abattre ce système d'oppression de la femme par l'homme, le patriarcat. Cette lutte d'émancipation ne peut être l'oeuvre que des femmes elles-mêmes. Il n'y a qu'une solution : l'organisation massive et autonome dans le M.L.F.

Nous, les femmes, avons le droit de vote ; et alors ? Quel candidat à ces élections présidentielles peut avoir la prétention de nous représenter ?

Les prétendants "sérieux" de droite ou de "gauche" repoussent, par mépris et par peur, l'abolition du patriarcat qui remet en cause les bases de l'ordre social.

Les mouvements progressistes et révolutionnaires actuels refusent aux femmes le droit de s'organiser entre elles, et méconnaissent la nécessité du mouvement de toutes les femmes avec un fort noyau d'ouvrières pour l'affranchissement du peuple travailleur lui-même.

Nous, les femmes, nous devons agir ensemble sans délai :

- Pour l'avortement libre et gratuit et la contraception pour les jeunes filles ; contre le "devoir conjugal", les brutalités "viriles", la claustration au foyer, l'insécurité dans la rue, la pornographie misogyne et la double journée.

- Pour établir dans chaque quartier, sous contrôle populaire : 10 fois plus de crèches et garderies, ouvertes aux enfants de 1 mois à 6 ans 24 heures sur 24 ; des restaurants, laveries et salles de réunions publiques.

- Pour le versement direct de la moitié du salaire du mari aux ménagères, la suppression des métiers "réservés" à chaque sexe, la semaine de 30 heures et des salaires décents pour les travailleuses.

Nous, les femmes, nous voulons cela par dessus tout pour avancer vers le but :

- la participation des femmes à la production sociale, dans un monde où le salariat et la patronat doivent être abolis, comme le réclame le syndicalisme ouvrier. Nous ne désirons pas cesser d'être entretenues pour devenir exploitées !

- La suppression de la famille patriarcale monogamique, cellule fermée de propriétaires privés égoïstes hostile à la communauté et reposant sur l'oppression de la femme par le mari, des enfants par les parents.

Nous, les femmes, il nous revient d'indiquer la voie pour réaliser l'"Unité Humaine", la réconciliation des sexes pour laquelle combattait Flora Tristan il y a 120 ans dans notre pays.

Vous les femmes, jeunes filles, ménagères, travailleuses, grand-mères, faites comme nous, mettez et faites mettre ce "bulletin" dans l'urne et dans l'assiette de tous nos mâles !

11.5.74 - Silvyse.

Y., J., D., M., Z.

HOMMES

candidats à la présidence nationale et domestique,

Nous, les femmes, n'avons que faire de vaines promesses ou de beaux sentiments à notre intention. Commencez donc par vous engager vis-à-vis de "votre" femme ou petite amie à abandonner et à combattre les privilèges obtenus, consacrés ou renforcés par le mariage.

Nous vous enjoignons de signer la déclaration suivante que John Stuart Mill (1806-1873), le célèbre économiste radical, fit le 6 mars 1851, lors de son mariage avec Harriet Taylor:

"Réprouvant elle et moi entièrement et en conscience l'ensemble du caractère des relations nées du Mariage telles qu'elles sont prévues par la loi, pour cette raison entre autres qu'il confère à une seule des parties pouvoir et contrôle sur la personne, la propriété et la liberté de l'autre partie indépendamment de son désir et de sa volonté ;

N'ayant aucun moyen de me dégager légalement de ces pouvoirs odieux ;
 (...) Je sens de mon devoir d'énoncer ici une protestation formelle contre la loi actuelle du mariage, en tant qu'elle confère de tels pouvoirs et je promets solennellement de ne m'en servir en aucun cas et dans aucune circonstance.

Et (...) je déclare que c'est ma volonté, mon intention et la condition de notre engagement, qu'elle garde sous tous les rapports la même liberté absolue d'action, de disposer d'elle-même et de tout ce qui lui appartient ou pourra lui appartenir, (...) et je désavoue et répudie absolument toute prétention d'avoir acquis des droits quelconques en vertu de ce mariage".

Retourner à Silvye - 29, cours Lafayette, Lyon 6° -, qui se charge de faire parvenir votre engagement à votre mairie nuptiale.

.....
 Identité

Domicile

Profession

Mairie

Signature



le divorce au féminin

(Le M.L.F. et le divorce)

--/--

La sainte "cellule familiale" tombe en ruines ; et plus ça va, plus ça se gâte. On en est arrivés à des couples contraints à la stérilité, des divorces en série, des enfants poussés vers les maisons de redressement et des vieux parqués dans les hospices.

Parlons de la faillite du mariage, pilier de la "Famille", autrement dit du divorce :

Primo, il ne faut pas confondre la situation juridique et la situation réelle. C'est vrai qu'on divorce à la pelle ; et pourtant, à y regarder de près, le mariage reste de fait indissoluble. En effet, si le mariage émancipe les mineurs, il donne à tous les majeurs un tuteur : l'Etat. Si on peut se marier en dix minutes, pour divorcer c'est autre chose : il faut inventer des "coupables", vivre deux ans de tracasseries et dépenser une fortune qui engraisse la bande des parasites de la Justice.

Secundo, il ne faut pas mettre les hommes et les femmes dans le même sac. Pour les femmes, qui sont entretenues dans le mariage, c'est de fait toujours le régime du mariage forcé, et le divorce correspond à un véritable suicide. Cependant ce sont surtout elles qui demandent le divorce, et plus encore la séparation de corps, non pas pour "refaire leur vie", mais bel et bien parce que leur bonhomme leur fait la vie impossible,

Tertio, il ne faut pas mélanger le divorce chez les riches et chez les pauvres. Quand la famille tire le diable par la queue, la vie conjugale tourne obligatoirement à l'enfer. Et comment ne serait-ce pas la misère dans les familles populaires ? Elles sont isolées d'une part, et ne sont que consommatrices d'autre part ; or c'est sur elles que continue néanmoins de retomber la charge d'élever les jeunes bras qui travaillent pour la société toute entière, et de recueillir les forces usées rejetées par cette même société.

C'est pas nous qui allons donc nous plaindre si cette famille privée, "cellule fondamentale" de la jungle sociale actuelle, où règne l'exploitation des producteurs et l'oppression de la femme par le mari, des enfants par les parents, si cette "Famille" est en pleine putréfaction.

Par suite, poser sérieusement le problème du divorce, c'est nécessairement remettre en question ces deux antiquités unies à la vie et à la mort, et devenues aujourd'hui intolérables : la famille patriarcale et la société divisée en classes ennemies.

- Vous voulez agir pour supprimer le scandale juridique actuel ? Nous disons : C'EST L'ARMÉE DES MILLIONS DE FEMMES ET DE TRAVAILLEURS UNIS QUI PEUT SEULE ET DOIT "FAIRE JUSTICE" !

- Vous voulez raccommo-der les ménages, sauver ce qui peut l'être de la "Famille" ? Nous disons : IMPOSONS DES CONDITIONS DE VIE SUPPORTABLES, et d'abord la semaine de 30 heures de travail, avec des salaires décents et des équipements collectifs !

- Vous voulez protéger les faibles contre les forts ? Nous disons : que le divorce soit libre, sans procédure ni frais, à l'état civil, pour la femme et la femme seulement ; que la règle soit LE DIVORCE LIBRE PAR CONSENTEMENT FEMININ !

INFAMIE POUR LES VIOLEURS!

► IL N'Y AURA PAS TOUJOURS DES FEMMES VIOLEES, DES FEMMES BATTUES

Ce n'est pas parce que les hommes sont plus musclés ou plus sensuels qu'ils y a des violences viriles. C'est le produit d'une société où la femme n'est rien, où tous les hommes cherchent à en profiter.

C'est parce que l'homme rapporte l'argent à la maison, parce qu'il a un rôle dirigeant dans l'économie, qu'il assure sa domination sur la femme par tous les moyens. Il la bat, il la viole, encouragé même par la loi du devoir conjugal, et il n'hésite pas à donner libre cours à sa sexualité bestiale sur toutes les femmes.

Ce sont la disparition du patronat et de la famille patriarcale qui, en faisant participer toutes les femmes à la production sociale, détruiront les causes des violences viriles.

Pour en arriver là:

► IL FAUT S'ATTAQUER AUX CAUSES DU VIOL

On ne peut se contenter de demander plus de répression, plus de prison. Pour donner un début d'autonomie aux femmes, exigeons tous les droits de travailleuses aux mères et ménagères.

► LA REPRESSION DOIT ETRE POPULAIRE

On ne peut laisser des professionnels de la justice exercer librement leur répression de classe.

Un jury local et populaire doit instruire et juger l'affaire.

La femme doit être crue sur parole quand elle porte plainte. A l'homme de se disculper.

Une peine infamante doit punir les violences viriles, et non pas la prison. Un homme bat ou viole parce qu'il abuse de ses droits de chef de famille. Attaquons nous à ces droits. Le coupable doit être puni dans ses droits familiaux, et la peine aller de la privation de l'autorité parentale à celle des droits matrimoniaux (obligation au divorce ou interdiction de mariage).

La publicité du jugement doit être assurée par une inscription du jugement sur papier officiel et un affichage public sur le lieu de travail et d'habitation.

► LE M.L.F EST NOTRE SEULE GARANTIE

et notre seul recours. On ne peut pas compter que sur la loi et la justice. On n'aura rien et on ne gardera rien si les femmes organisées en masse ne prennent pas les choses en main.

On n'arrivera à rien si nous restons seules. A nous de forcer tous ceux qui ont intérêt à un changement à participer à la lutte contre les violences viriles, cette lutte fera avancer toutes les luttes des opprimés.

CERCLE FLORA TRISTAN DU M.L.F
3 place de la Croix-Rousse
15.06.78

MERES, MENAGERES,

***NOUS SOMMES DES TRAVAIL-
LEUSES, MAIS ...
*DES TRAVAILLEUSES SANS
RESSOURCES, SANS REPOS,
SANS PROTECTION SOCIALE.**

nous voulons

tous les droits de tra- vailleuses *AUX* femmes

***venez en parler avec nous ~ VENDREDI
2 juin - 20 h 30 - L.C.R. - 98-100 AV. PAUL SANTY (8^e)***

GERCLE FLORA TRISTAN - M.L.F

3 PL. C^x ROUSSE
LYON 69004



Lettre d'un concubin au M.L.F.

Je vois bien avec ma compagne qu'on ne prend pas au M.L.F. les mesures pour nous faire trembler... Si j'étais une femme, je dirais au M.L.F. des choses que je n'y entends guère. Par exemple :

1- Pour détruire la société mâle – ce qu'il faut à tout prix avant que tous les hommes soient pédérastes – il faut que les femmes constituent une force, et pour devenir une force nous devons être unies. Il est faux que nous soyons unies : nous faisons des déclarations féministes, mais elles sont en désaccord complet avec nos actes qui restent "féminins", c'est-à-dire soumis aux hommes. Au lieu de n'avoir de secrets qu'entre femmes, chacune à son "intimité" avec son mec. À qui cela profite ? Aux hommes seuls qui, eux, ont une vie publique à côté de la vie domestique où nous sommes confinées. Il faut s'obliger, en adhérant au M.L.F., à faire un récit écrit et complet, discuté et critiqué par toutes sans pitié, sur notre vie sexuelle et en ménage, un récit qui mette notre bonhomme à poil ; lui seul à quelque chose à cacher, et c'est à nos dépens.

2- Pourquoi nous donnons-nous tant de mal pour mettre le grappin sur un homme et le garder, alors que les mâles sont des oppresseurs, des bêtes lubriques et des égoïstes, c'est-à-dire ce qu'il y a de plus repoussant ? Pour éclaircir ce mystère, chacune doit faire des aveux personnels sans chercher à se défilier.

De même, pourquoi sommes-nous le grand rempart du mariage, qui ne piège que nous ? Pourquoi sommes-nous d'une jalousie dégradante d'esclave ? Pourquoi les femmes mêmes du M.L.F. se font-elles "sexy" au possible, c'est-à-dire putains ? Pour garder "Mon Homme" ? Mais c'est donc l'opresseur que chacune veut garder, et le polygame que toutes encouragent ?

3- Avouons donc que toutes les femmes sont frigides ! Sans chercher à se cacher derrière le clitoris. La frigidité est l'expression même de notre oppression millénaire et de notre réaction contre elle. D'ailleurs, si une femme sur mille n'est pas frigide, ses désirs et son comportement sexuel n'ont de toute façon rien à voir avec ceux de l'homme. C'est bien la preuve, entre parenthèses, que ce n'est pas le "droit de la femme au plaisir" qu'il faut rechercher, mais l'abolition de la seule forme de plaisir qui ait un sens actuellement, le plaisir de propriétaire privé, dominateur, violeur et sadique que connaissent les hommes, et qu'on ne peut pas plus étendre aux femmes qu'on ne peut diffuser le capital aux ouvriers.

Ainsi, tous les hommes obligent leur "partenaire" – quel mot trompeur ! – à leur faire des "pompiers" et à se faire "enculer" (s'ils ne les battent pas, ne les forcent pas à des parties carrées ou à faire le trottoir !). Il faut voir en face que c'est cela pour eux l'amour. Par contre, jamais une femme ne peut se dire vraiment comblée de caresses par son amant comme elle en rêverait ; jamais elle ne reçoit la tendresse qu'elle voudrait. Sur tout cela aussi, il faut que chacune raconte sa propre vie sans biaiser.

Lettre d'un concubin au M.L.F.

Dans le même esprit, sachons une fois pour toutes – ce qui crève les yeux depuis toujours ! – que l'homosexualité est un phénomène exclusivement mâle, qui vient justement du fait que les hommes nous trouvent telles qu'ils nous ont eux-mêmes rendues quand la nature n'a pas fait de nous des femmes à barbe : des "allumeuses" et des "gourdes".

4- D'une manière générale, même au M.L.F., les femmes se font des illusions indécrottables sur les hommes. Voyons-les donc tels qu'ils sont, surtout que notre premier devoir est d'ouvrir les yeux aux jeunes. Autrement à quoi bon le M.L.F. ! Si le M.L.F. n'existe pas pour organiser la guerre dans les foyers, dans nos foyers – une guerre qui couve ! –, il faut "réclamer" des crèches et aller à l'U.F.F. enfilez des perles avec Georgette Marchais, ou faire des comités de soutien à Françoise Giroud ! Le féminisme révolutionnaire, c'est cela, et ceux qui viennent nous raconter que ça gêne la "révolution prolétarienne", ceux-là ne feront jamais de révolution d'aucune sorte.

Bien sûr que nous n'avons pas à nous occuper que d'affaires de "cul", et qu'il y a des choses à faire avec les hommes – avec des hommes –, mais pour le moment le problème n'est pas là, il est de dicter nos conditions aux hommes. Et tant que la pire insulte pour un homme sera d'être traité de "gonzesse", sachons que nous devons garder l'arme au pied.

(À suivre) – L'Incube, sept. 74

L'expérience albanaise

L'expérience albanaise peut nous aider doublement : primo à dénoncer les faux antagonismes entretenus entre des groupes également communistes, quoique tous rongés par l'esprit de secte ; secundo à adopter une méthode correcte d'unification.

1. La division stérile.

Sur ce point, deux choses à retenir : a) au stade infantile considéré, il n'y a pas de "divergences" qui justifient la division, il faut au contraire s'unir pour élaborer une ligne ; b) pour l'emporter, l'unité doit vaincre la résistance des dirigeants.

La première cellule communiste en Albanie est fondée en 1928, comme controcoup de la victoire de la révolution russe de 1917, et de l'échec de la révolution démocratique albanaise de 1924. En déc. 36, le Komintern décide la création d'un Centre d'organisation pour unifier les communistes albanais, divisés selon les localités et en exil. Les instructions de l'Internationale sont restées pratiquement lettre morte. Pourquoi ? Parce que, nous dit-on, leur application exigeait "un travail résolu et opiniâtre" et que les responsables du moment "n'avaient pas l'esprit de sacrifice".

Le 7 avril 39, le pays est envahi par Mussolini. Les divers "groupes" observèrent une ferme attitude contre le régime d'occupation, mais leur désunion les empêchait d'élaborer une ligne (...), de se lier avec les masses (...) et de se mettre à leur tête. L'union des groupes (...) s'affirmait comme une nécessité urgente (...). Mener à bien cette tâche n'était guère chose aisée. De grands obstacles devaient être surmontés pour éliminer les divergences et la division entretenues par les dirigeants, bien que le besoin d'union fût maintenant grandement ressenti par la majeure partie des communistes".

Pendant deux ans et demi encore, dans le pays occupé, la "dispersion organisationnelle" subsista. La situation durant cette période ? "Chacun n'oeuvrait que pour son propre compte, chacun pensait que la manière d'agir la plus opportune était de constituer des groupes et de s'ériger en 'parti', vilipendant les autres, montant en épingle toutes leurs 'erreurs', les accusant de tous les 'torts', et se targuant d'être seuls dans le 'vrai'..".

Juin 41 : l'agression de l'U.R.S.S. par les nazis ouvre la période de la coalition antifasciste des peuples. "Indépendamment des désaccords idéologiques qui existaient entre eux, les communistes albanais étaient unis par l'amour sans bornes qu'ils vouaient à leur Patrie et à l'Union soviétique". "On ressentit plus que jamais, surtout à la base, le grand tort causé (...) par la lutte stérile entre les groupes..".

En novembre de la même année, l'unité se fit enfin.

2. La méthode d'unification.

Sur ce point, deux choses à retenir : a) le rôle essentiel du combat au coude à coude contre l'ennemi ; b) le rejet de la procédure bureaucratique, et l'adoption de la voie révolutionnaire de fusion-épuration.

En 1936, le Komintern préconisait que "les anciennes cellules (...) et leurs organes dirigeants devaient (...) être temporairement dissous et réorganisés sur des bases de parti, après que de solides fondements auraient

été jetés parmi les masses grâce à l'action menée au sein des sociétés légalement reconnues. Les communistes devaient maintenir entre eux des liens individuels. Le noyau communiste du Comité Central (de l'organisation antifasciste mise sur pied) assumerait la fonction de centre organisateur communiste jusqu'à la formation du parti". Ceci n'eut pas de suite, nous l'avons vu.

En fait, c'est dans une voie opposée que l'on s'engagea. A l'automne 39, après l'invasion italienne, les chefs des deux grands groupes de Korçë et de Shkodër formèrent un "Comité central" commun, "comprenant un nombre égal des deux Groupes (...). Cet accord n'était rien d'autre qu'"un compromis social-démocrate". Il ne prévoyait pas la fusion des groupes (...), (aucun) n'épurant ses rangs (...). Cette "union" réalisée par le haut demeura purement formelle".

Au début 40, le groupe de Korçë se scinda, engendrant un 3^e groupe important, le "groupe des Jeunes" : "l'accord de l'automne 39 fut rompu (...). Les groupes virent le fossé qui les séparait s'approfondir".

Cependant, "les meilleurs membres de tous les groupes s'étaient liés (...) dans les actions de combat contre l'occupant et les traîtres". Au printemps 41, la guérilla est engagée à Pozë par le non communiste Myslim Peza. Enver Hodja appuie cette action.

De nouveau poussés par les événements et par la base, les groupes de Korçë et de Shkodër créèrent une "commission d'arbitrage" en vue de l'unité ; mais cette tentative "ne donna pas de résultats satisfaisants".

Après l'invasion de l'Union soviétique, "En août 41, (...) un accord (entre les 2 groupes cités) prévoyait l'organisation conjointe d'une série d'actions anti-fascistes". Le 28 octobre, la grande manifestation commune antifasciste de Tirana fut "la pierre de touche de l'union des communistes albanais. Elle montra la force de l'union". "La lutte (...) avait secoué dans ses fondements le sectarisme et l'esprit de groupe".

Peu après, "le 8 nov. (1941) (...) fut prise la décision historique de réaliser la fusion des groupes et de fonder le Parti", le "Groupe des Jeunes" combattant seul cette initiative, sur une base trotskiste. Des mesures capitales, renouant avec les directives de 36, furent décidées. "Au terme d'une des clauses adoptées, aucun des principaux anciens chefs des Groupes - président et adjoint - ne fut désigné à la direction du Parti". "La 1^{re} des tâches fixées fut la transmission au Comité Central provisoire (de 7 membres) de tous les liens qu'entretenaient les directions des groupes (...) avec leurs membres". "Il fut imparté comme directive de créer (...) des cellules nouvelles (...) après épuration préalable (...) de tous les éléments ayant manifesté des tendances marquées de sectarisme, d'opportunisme et de clan".

Enver Hodja résume le processus : "Nous avons trouvé la façon d'agir la plus appropriée, celle qui s'imposait dans les circonstances données. Nous avons eu recours au système de l'union de bas en haut, sous une direction unique choisie parmi les éléments les moins contaminés par l'esprit chicaneur des anciens groupes et qui offraient les plus sûres garanties de pouvoir appliquer la ligne du Parti".

Voilà de quoi prendre de la graine !

-----/-----

Sources : Histoire du P.T.A. (106 premières pages) - "Le PTA, à propos de l'édition et de la vie du Parti", Résolution de nov. 41 - Oeuvres choisies de Enver Hodja, T.I, rapport du 8.4.42 -.

-----/-----

Sylvie - sept. 75

**LES
PRINCIPES
du
LENINISME**



STALINE

INTRODUCTION

1- C'est en 1924 que **Staline** fit ses conférences sur *Les principes du léninisme*, cette œuvre classique parmi les classiques, par laquelle Staline s'est confirmé comme le continuateur de Lénine, et qui a éduqué les partis de la 3^{ème} Internationale.

2- En janvier de cette année **1924**, Lénine était mort. Le pays des soviets avait six ans.

À ce moment où elle perdait son chef, la révolution entrait dans une nouvelle période. D'une part, la patrie des travailleurs, cette utopie, existait, et elle était debout, sortie victorieuse de l'intervention militaire impérialiste et de la guerre civile. L'Union soviétique engageait la reconstruction du pays ruiné, dans le cadre de la Nouvelle Économie Politique et dans la voie inexplorée du socialisme. D'autre part, les derniers soubresauts des grands bouleversements commencés en 1917 venaient de se produire à l'extérieur à l'automne 1923, par la défaite de la révolution en Allemagne et en Bulgarie.

Notons que depuis un an, Trotski lançait son offensive générale contre le Parti (*Cours Nouveau* en 1923), dont il sortira bientôt écrasé.

3- Entre l'époque de Marx et Engels (disons la guerre de 1870) et celle de Lénine (disons la guerre de 1914) s'étend toute une période de développement relativement pacifique du capitalisme et de domination sans partage de **l'opportunisme** de la 2^{ème} Internationale (Bernstein et Kautsky). L'honneur échet au léninisme de nettoyer les écuries de la 2^{ème} Internationale. Le léninisme régénéra le marxisme dans la lutte intransigeante, tenace, poussée jusqu'au bout contre l'opportunisme. La lutte contre les partis ouvriers embourgeoisés, qui ne comprennent pas ce qu'est l'impérialisme, et craignent la révolution comme la peste, dit Staline, est "la condition préalable nécessaire au succès de la lutte contre le capitalisme".

4- Quantité de "théories" s'opposèrent après la révolution d'Octobre à l'hégémonie du **léninisme** dans le mouvement ouvrier mondial : on disait que le léninisme était né après la guerre mondiale, que c'était une application purement russe du marxisme, que Lénine était essentiellement un praticien, un volontariste, que le léninisme était opposé aux réformes et aux compromis, qu'il se réduisait à la question paysanne, etc....

À cela, Staline répond : le léninisme est "le développement ultérieur du marxisme", c'est "le marxisme à l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne". Il dit encore : "la question fondamentale du léninisme (c'est)... la question de la dictature du prolétariat", de sa conquête et de sa consolidation.

•••

Le résumé qui suit développe la définition de Staline et traite successivement de l'époque de la révolution ouvrière, du parti qui la dirige et de son déroulement¹.

¹ Certains aspects de l'œuvre de Lénine ne sont pas traités. Staline dit : "Lénine a entrepris une des tâches des plus sérieuses : la généralisation dans la philosophie matérialiste de ce que la science a donné de plus

I- L'IMPÉRIALISME, VEILLE DE LA RÉVOLUTION

Le léninisme a grandi et s'est formé dans les conditions de l'impérialisme, à l'époque où le capitalisme "florissant" a fait place au capitalisme "agonisant", la concurrence au monopole. C'est Lénine qui a fait la théorie de l'impérialisme, dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1917).

1- L'impérialisme pousse les antagonismes du Capital jusqu'à la dernière limite catastrophique, au-delà de laquelle commence la révolution :

- Antagonisme entre le Travail et le Capital, qui prend la forme de la toute puissance de L'OLIGARCHIE FINANCIÈRE qui pratique l'émission de valeurs et l'exportation de capitaux vers les sources de matières premières. Le capitalisme de monopole c'est la perte de la base sociale du capitalisme, le joug décuplé du capital, son caractère brutalement parasitaire, ce qui provoque l'indignation décuplée de la classe ouvrière et entraîne les masses à la révolution prolétarienne, obligées de se soulever pour ne pas périr.

- Antagonisme entre LA POIGNÉE DE NATIONS "CIVILISÉES" et les centaines de millions de peuples coloniaux et dépendants. L'impérialisme, c'est la transformation du capitalisme en un système d'asservissement financier et d'oppression coloniale. D'une part toutes les économies et tous les territoires deviennent les anneaux d'une chaîne unique : l'économie mondiale. D'autre part la population du globe se scinde en deux camps. Autrement dit le capitalisme tend, d'un côté au rapprochement économique des nations et à la destruction des barrières nationales au sein d'un marché mondial unique, et de l'autre il tend à l'éveil national, à l'affranchissement politique des nations opprimées. L'exportation des capitaux vers les sources de matières premières engendre en effet un prolétariat colonial et partant, sape les arrières du capitalisme, amène infailliblement sa crise.

- Antagonisme entre groupes financiers et ENTRE LES PUISSANCES IMPÉRIALISTES. Les conditions de l'impérialisme sont celles du développement inégal et par bonds des divers pays capitalistes qui entrent en conflit aigu pour le repartage du monde monopolisé, et entraînent les peuples dans d'inéluctables guerres impérialistes de conquête. L'affaiblissement réciproque des impérialistes en découle, et l'heure de la révolution prolétarienne s'en trouve rapprochée.

important depuis Engels jusqu'à Lénine, et la critique approfondie des courants anti-matérialistes parmi les marxistes (...). Lénine s'est acquitté de cette tâche, pour son temps, dans son ouvrage remarquable : *Matérialisme et empiriocriticisme*."

D'autres points ne sont pas abordés, tel que Lénine fondateur du Komintern.

Staline – Les Principes du Léninisme

Bref, l'impérialisme est l'aggravation de la crise révolutionnaire dans les métropoles et les colonies, la formation inévitable d'un front unique mondial de la révolution prolétarienne en Occident et de la révolution coloniale en Orient.

Avec l'impérialisme, l'ancienne période de préparation de la classe ouvrière à la révolution s'achève, désormais la révolution prolétarienne est devenue pratiquement une chose inévitable. "L'impérialisme est la veille de la révolution socialiste" (Lénine).

2- La première guerre mondiale a rassemblé ces antagonismes en un seul nœud :

- La guerre impérialiste de 1914 a créé les conditions favorables pour l'assaut direct des citadelles du capitalisme, et pour qu'un pays seul puisse s'en tirer.

- "Par suite de cette 1^{ère} guerre impérialiste, l'Orient (...) a été définitivement entraîné dans le tourbillon du mouvement révolutionnaire mondial" (Lénine).

- La Russie était le point crucial de tous ces antagonismes de l'impérialisme, au carrefour de l'Orient et de l'Occident, de la révolution paysanne démocratique et de la révolution prolétarienne et socialiste. Le centre du mouvement révolutionnaire devait se déplacer en Russie. La Russie devint la patrie du léninisme.

•••

II- LA PAYSANNERIE ET LES COLONIES,

RÉSERVES DE LA RÉVOLUTION

1- À l'époque de l'impérialisme, les questions paysanne et coloniale se posent d'une manière nouvelle.

Le léninisme affirme qu'il est possible de transformer la majorité exploitée de la paysannerie, de réserve de la bourgeoisie qu'elle était dans les révolutions bourgeoises d'occident, en une réserve de la classe ouvrière.

De même, le léninisme affirme qu'à l'époque de l'impérialisme, où celui-ci s'acoquine avec la pire réaction féodale, l'immense majorité des mouvements nationaux a une nature incontestablement révolutionnaire, qu'il faut les juger du point de vue de leur résultat effectif dans la balance mondiale de la lutte contre l'impérialisme, que des éléments prolétariens existent ou non dans ces mouvements.

Bref, la paysannerie et les colonies sont les **alliés fondamentaux**, à l'intérieur et à l'extérieur, du prolétariat dans sa lutte pour le pouvoir. De ce point de vue, les questions paysanne et nationale font partie de la question générale de la révolution prolétarienne.

Mais il ne s'agit pas de soutenir n'importe quel mouvement paysan ou national. "Il est possible que, dans certains cas concrets, la parcelle soit en contradiction avec le tout, elle est alors à rejeter" (Lénine).

Staline – Les Principes du Léninisme

2- LA PAYSANNERIE

- À l'époque de l'impérialisme et des guerres impérialistes, une alliance **politique** solide soude le prolétariat et la paysannerie, assurant l'hégémonie du prolétariat. Ce phénomène sans précédent s'est produit en Russie.

Sous le joug féodal, la paysannerie fait l'expérience que la bourgeoisie ne peut lui offrir ni la terre, ni la liberté, ni la paix ; elle se détache de la bourgeoisie et se tourne vers le prolétariat qui acquiert l'hégémonie dans la révolution démocratique. Cette hégémonie est l'échelon qui permet de passer sans délai à la révolution prolétarienne, c'est le germe de la dictature du prolétariat.

Inversement, pour que le parti ouvrier conquière le pouvoir politique, "il faut que ce parti passe d'abord de la ville aux champs, devienne une puissance à la campagne" (Engels). Jamais avant Lénine, les partis ouvriers d'occident n'ont conquis l'influence des bolcheviks sur la paysannerie.

- À l'époque de l'impérialisme, la collaboration **économique** du prolétariat et de la paysannerie est possible et nécessaire ; il est possible de construire les fondements de l'économie socialiste, même dans un pays composé de millions de petits producteurs.

La différenciation capitaliste de la paysannerie, avec les grands domaines d'un côté et la prolétarianisation de l'autre, peut et doit être évitée. Le développement de l'économie agricole, dans le cadre du pouvoir ouvrier, sur la base de la nationalisation de la Terre et du grand Capital, doit suivre une nouvelle voie : la voie de la coopération de masse soutenue par le crédit d'État. Cette voie est celle de la pénétration progressive du collectivisme dans l'économie agricole, d'abord dans le domaine de l'écoulement des produits, puis dans celui de la production. C'est celle d'une économie paysanne reliée à l'industrie d'État par l'intermédiaire de l'Union des coopératives agricoles.

3- LES COLONIES

- Auparavant la question nationale était restreinte aux petits peuples civilisés. L'oppression féroce des centaines de millions d'hommes de couleur restait hors du champ visuel. Le léninisme a rattaché la question nationale à celle des colonies.

- Auparavant, en particulier avant la guerre mondiale, la libre disposition des peuples servait à justifier les annexions. Le léninisme a interprété ce droit comme celui à la séparation complète et à exister en tant qu'état indépendant.

- Auparavant, on se contentait de proclamer l'égalité juridique des nations. Le léninisme en a fait l'affaire de l'appui direct des partis prolétariens à la lutte émancipatrice des peuples opprimés.

- Autrefois on considérait la question nationale comme une question détachée de celle du Capital. Le léninisme a affirmé que la victoire du prolétariat est impossible sans l'alliance révolutionnaire avec les mouvements de libération nationaux contre l'impérialisme.

4- L'U.R.S.S., le pays des kolkhoz et des Républiques fédérées, fut une préfiguration vivante de l'union fraternelle future des travailleurs et des peuples.



III- LE PARTI, ÉTAT-MAJOR DE LA RÉVOLUTION

1- Les partis opportunistes de la **2^{ème} Internationale** (1891-1914) avaient dégénéré en appareils électoraux subordonnés aux groupes parlementaires. À l'époque de l'impérialisme, de la préparation directe de la prise du pouvoir par le prolétariat, il fallait un parti nouveau, un parti de combat, le Parti du léninisme.

2- Ce Parti du léninisme c'est :

- Le Parti de la **classe** ouvrière et de son avant-garde.

- Le Parti est lié par toutes les racines de son être aux masses ouvrières sans-parti qui le considèrent comme "leur" parti proche et cher. La masse des sans-parti participe activement à l'admission de nouveaux membres et doit y donner son approbation.

- Le Parti réunit une minorité de la classe ouvrière, ses meilleurs éléments (réfléchis et dévoués jusqu'à l'abnégation), il se fortifie en s'épurant sans cesse des éléments opportunistes, hésitants (petits-bourgeois prolétarisés et prolétaires embourgeoisés). Le Parti est armé de la théorie révolutionnaire, c'est la fraction consciente de la classe, qui voit plus loin que la classe et marche en avant de la classe ("Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire" – Lénine : *Que faire ?*).

- Le détachement **organisé** de la classe ouvrière et son organisation suprême.

- S'il veut réellement diriger la lutte de la classe ouvrière, le Parti doit être la personnification de la méthode et de la discipline.

Le Parti est la "somme des organisations", on n'en devient membre qu'en adhérant à une de ses organisations (Lénine : *Un pas en avant...*).

Le Parti est le système unique de ses organisations, un "tout formel organisé", où l'autorité des idées se transforme en autorité du pouvoir : soumission de la minorité à la majorité, décisions pratiques obligatoires pour tous, discipline de fer confinant à la discipline militaire, direction du travail par un organisme central nanti de pouvoirs étendus.

- Le Parti existe à côté des organisations ouvrières sans parti (de masse) absolument nécessaires selon les fronts de lutte et les circonstances de la révolution.

Le Parti est la meilleure école pour la formation des chefs ouvriers, c'est l'organisation centrale possédant seule l'expérience pratique et l'autorité morale pour réaliser l'unité de direction de ces organisations de masse d'une seule et même classe.

Les organisations ouvrières de masse, sans être formellement subordonnées à la direction du Parti sont les *courroies de transmission* reliant le Parti à la classe dans son ensemble.

Staline – Les Principes du Léninisme

3- Bref, le Parti est le **chef** politique de la classe ouvrière, son état-major expérimenté. Presque toute la classe, et dans la guerre civile absolument toute la classe doit agir sous sa direction.

“Forme suprême de l’union de classe des prolétaires” (Lénine), le Parti est, quant au fond, l’instrument de la conquête et du développement de la dictature du prolétariat.

•••

IV- LA DIRECTION DE LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE

“La stratégie et la tactique du léninisme, c’est la science de la direction de la lutte révolutionnaire du prolétariat” (Staline). La stratégie est la direction de la guerre révolutionnaire, la tactique est la direction des batailles de la révolution.

LA STRATÉGIE

La stratégie a pour objet la question des forces et réserves du prolétariat et de leur utilisation judicieuse.

1- La stratégie fixe pour toute une étape de la révolution la direction de l’effort principal relativement au but de l’étape, et élabore un plan approprié de disposition des forces (force fondamentale, réserves principales et secondaires) ; elle détermine avec qui s’unir, qui isoler et qui combattre.

2- L’utilisation judicieuse des forces et réserves de la révolution, afin d’atteindre le but fondamental de l’étape, consiste dans les règles suivantes :

- Suivre sans défaillance la direction adoptée, malgré les obstacles et les situations complexes inévitables, afin de ne pas désorienter les masses marchant vers le but ;

- Savoir exactement quand la révolution est mûre, choisir le moment où doit être porté le coup décisif : quand la crise atteint son point culminant, quand l’avant-garde est prête à se battre jusqu’au bout et les réserves prêtes à la soutenir, quand l’ennemi est divisé et affaibli au maximum, quand les éléments intermédiaires conciliateurs se sont assez démasqués et discrédités ;

- Au moment décisif, prendre l’initiative, concentrer des forces supérieures sur le point le plus vulnérable de l’ennemi, remporter chaque jour des succès et garder l’avantage moral ;

- Manœuvrer de façon à se replier en bon ordre quand il le faut, afin de gagner du temps, démoraliser l’ennemi et accumuler des forces.

LA TACTIQUE

La tactique a pour objet la question des formes de lutte et d’organisation et leur utilisation judicieuse. C’est une partie de la stratégie et subordonnée à elle.

Staline – Les Principes du Léninisme

1- La tactique varie au cours d'une même étape de la révolution, selon le flux et le reflux du mouvement ; elle consiste à s'assimiler toutes les formes de lutte et d'organisation, à établir leur succession et leur combinaison.

- Formes de lutte : grèves économiques partielles, grèves politiques locales, manifestations politiques, grève politique générale, boycott parlementaire ou non, insurrection, etc. (La grève politique générale est la plus grande école de la révolution prolétarienne et un moyen souverain de mobilisation et d'organisation des grandes masses du prolétariat à la veille de l'assaut des citadelles du capitalisme).

- Formes d'organisation : comités d'usine, comités de paysans révolutionnaires, comités de grève, soviets, parti plus ou moins légal.

2- L'utilisation judicieuse des formes de lutte et d'organisation consiste dans les règles suivantes :

- "On ne peut vaincre avec l'avant-garde seule. (C'est pourquoi) la propagande, l'agitation seules ne suffisent pas (...). Il faut que (les) masses fassent leur propre expérience politique. Telle est la loi fondamentale de toutes les grandes révolutions" (Lénine) ;

- "Il faut savoir trouver, à chaque moment donné, le maillon précis dont on doit se saisir de toutes ses forces pour retenir toute la chaîne et préparer solidement le passage au maillon suivant" (Lénine), dégager la tâche dont la solution constitue le point central ;

- La guerre révolutionnaire nécessite une grande souplesse tactique, l'aptitude à opérer de brusques et hardis revirements, à louvoyer, à exploiter les oppositions d'intérêts (même passagères) de l'ennemi, à passer des compromis temporaires avec des alliés même chancelants, à lutter pour de simples réformes, à utiliser l'action légale, à effectuer des reculs momentanés et des mouvements tournants ; à condition que cela serve d'instrument de désagrégation de l'ennemi et soit subordonné au but final révolutionnaire.

•••

V- LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

1- À l'époque impérialiste, il faut analyser les conditions de la révolution non plus du point de vue de la situation économique de tel pays pris à part, mais du point de vue de l'état de l'économie **mondiale**, qui forme une chaîne unique. Alors :

- Le système dans son ensemble est mûr pour la révolution et non certains pays seuls ;

- La révolution résulte de la rupture de la chaîne du front impérialiste mondial en son point le plus faible, et non dans le pays le plus civilisé ;

- La révolution démocratique bourgeoise et la révolution prolétarienne se déroulent au cours d'une seule période de révolution permanente (ininterrompue), il n'y a plus un abîme entre elles ;

- La prise du pouvoir par le prolétariat dans un seul pays est non seulement possible mais nécessaire – c'est le "cas typique" dit Lénine –, elle ne doit plus pour se réaliser

Staline – Les Principes du Léninisme

englober la majorité des pays avancés. Mais pour garantir “la victoire définitive du socialisme”, il faut que la révolution triomphe au moins dans quelques pays, c’est pourquoi le prolétariat victorieux a pour tâche essentielle de hâter la révolution mondiale.²

2- “La révolution est impossible sans une **crise** nationale” (Lénine : *Le gauchisme, maladie infantile du communisme*) : il n’y a de chance réelle de succès que si tout à la fois ceux d’en bas (les masses populaires) ne VEULENT plus vivre comme avant, et ceux d’en haut (les exploités) ne PEUVENT plus continuer à gouverner comme autrefois.

3- La révolution prolétarienne n’a pas pour but de laisser intact l’actuel ordre des choses politique et économique. C’est pourquoi elle n’a rien à voir avec “l’arrivée-au-pouvoir-d’un-gouvernement-de-gauche” des opportunistes, gouvernement camouflé du Capital mis en place quand les choses vont “mal”.

La révolution prolétarienne, c’est la **destruction** par la violence du pouvoir bourgeois, de la machine bureaucratique et militaire d’État, et son remplacement par un nouveau pouvoir et une nouvelle machine.

4- Les anciennes formes d’organisation du prolétariat, qui se sont développées sur la base du parlementarisme bourgeois, ne sont pas adaptées à la révolution prolétarienne. La nouvelle forme d’organisation du prolétariat, susceptible de jouer le rôle de fossoyeur de la machine d’État, ce sont les **Soviets** (conseils).

Qu’est-ce qui fait la force incomparable des Soviets ?

- C’est qu’ils sont l’organisation révolutionnaire la plus MASSIVE : ils englobent tous les ouvriers sans exception et unissent tout le peuple (ouvriers, paysans, soldats, minorités nationales, femmes³) ;

- C’est qu’ils sont l’organisation de masse la plus DÉMOCRATIQUE, l’organisation directe des masses elles-mêmes, et partant qui facilite au maximum leur participation au mouvement et a le plus d’autorité.

Pour ces raisons les Soviets permettent la direction la plus aisée et la plus ample du Parti, et ce sont les organes les plus puissants de l’action politique et insurrectionnelle des masses.

●●●

² - En mai 1924, dans la 1^{ère} édition, Staline dit : la PRISE DU POUVOIR par le prolétariat dans un seul pays est non seulement possible mais nécessaire ; cependant “pour organiser LA PRODUCTION socialiste, les efforts d’un seul pays, surtout d’un pays paysan (...) ne suffisent plus”.

- En décembre 1924, dans *La révolution d’Octobre et la tactique des communistes*, œuvre dirigée contre le trotskisme, il révisé sa position : il y a “possibilité de construire la société socialiste intégrale dans un seul pays” ; mais la “victoire définitive du socialisme” – “garantir pleinement le pays contre l’INTERVENTION et, partant, contre la RESTAURATION” de l’ordre bourgeois – exige l’extension de la révolution à d’autres pays.

³ En fait Staline ne mentionne pas les femmes et dit seulement que les Soviets sont les seules organisations de masse “qui unissent tous les opprimés et les exploités”.

VI- LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

1- La prise de pouvoir n'est que le commencement de la tâche. La dictature du prolétariat est nécessaire pour réaliser les **tâches nouvelles** qui se présentent au lendemain de la victoire. La dictature du prolétariat, c'est "le contenu essentiel de la révolution prolétarienne" (Staline). Ces tâches nouvelles sont de deux sortes :

- "La question du POUVOIR est la question fondamentale de toute révolution" (Lénine). Il faut donc : à l'intérieur briser la résistance des exploités (gros propriétaires fonciers et capitalistes) renversés et expropriés qui tentent de reconquérir le paradis perdu ; à l'extérieur organiser l'armée de la révolution pour la lutte contre l'impérialisme.

- Il faut surtout entreprendre l'œuvre de construction, organiser la PRODUCTION socialiste, préparer la suppression des classes.

2- La dictature du prolétariat n'est pas une période éphémère faite de décrets, mais toute une époque historique révolutionnaire. Cette période de transition est faite d'une **lutte de masse** prolongée et difficile, remplie de guerres civiles et étrangères.

- "La dictature du prolétariat, c'est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la nouvelle classe contre un ennemi plus puissant, contre la bourgeoisie dont la résistance est décuplée du fait de son renversement". (Lénine)

La force de la bourgeoisie renversée réside dans : ses liaisons solides avec le capital international ; une série d'avantages que conservent longtemps les exploités (argent, instruction plus poussée, habitudes d'organisation et de gestion, affinité avec le haut personnel technique, expérience de l'art militaire, etc.) ; la force de la petite production qui engendre spontanément et sans cesse le capitalisme ; les forces de l'habitude et les traditions de la vieille société.

- La dictature du prolétariat est nécessaire non seulement pour changer les rapports existants, mais aussi pour changer les ouvriers eux-mêmes, les rendre capables d'exercer le pouvoir politique et de rééduquer le reste du peuple.

3- La dictature du prolétariat est "un **nouvel État**, avec de nouveaux organes de pouvoir au centre et en province (...) surgi sur les ruines de l'ancien État" (Staline).

- Comme l'État de la bourgeoisie, celui du prolétariat est "aux mains de la classe dominante une machine destinée à écraser ses adversaires de classe". La dictature du prolétariat n'est pas "la démocratie pour tous", comme le veut la théorie opportuniste de l'aristocratie ouvrière apprivoisée et appâtée par les forbans impérialistes.

(En effet, en régime capitaliste, il n'y a pas de liberté véritable pour ceux qui "n'ont pas les moyens", et il n'y a pas de participation à l'administration du pays. Celle-ci est le domaine réservé des Rothschild et Cie.)

- À la différence de l'État de la bourgeoisie, celui du prolétariat est "la dictature de la majorité exploitée sur la minorité exploiteuse".

Staline – Les Principes du Léninisme

Bref, “la dictature du prolétariat est la domination du prolétariat sur la bourgeoisie, domination qui n’est pas limitée par la loi, qui s’appuie sur la violence et jouit de la sympathie des masses laborieuses et exploitées” (Lénine : *L’État et la révolution*).

4- La nouvelle forme d’organisation qui fut l’essence de la révolution prolétarienne est celle-là même qui est susceptible de devenir la base du pouvoir prolétarien. La dictature du prolétariat, c’est en effet l’union des conseils locaux en une seule organisation générale d’État, c’est la **République des Soviets**, une nouvelle forme d’État, différant dans son principe de la démocratie parlementaire bourgeoise, le développement et le couronnement de la commune de Paris, “le commencement d’un nouveau chapitre de l’histoire universelle” (Lénine).

Quels sont les traits caractéristiques du pouvoir des Soviets ?

- C’est que les organisations des masses populaires, les conseils, forment désormais “la base permanente et unique de tout le pouvoir d’État, de tout l’appareil d’État”, et partant les masses populaires “sont à présent associées constamment et nécessairement, et qui plus est de manière décisive, à la gestion démocratique de l’État” (Lénine : 1^{er} congrès du Komintern).

- C’est que le pouvoir des Soviets affranchit l’armée de la subordination au commandement bourgeois et la transforme en instrument d’affranchissement du peuple ; qu’il réunit les pouvoirs législatif et exécutif en une seule organisation d’État ; et substitue les unités de production aux circonscriptions territoriales, reliant ainsi directement tous les travailleurs à l’appareil administratif d’État et leur apprend à gouverner.

En résumé, seule l’organisation “soviétique” de l’État brise d’un coup l’ancien appareil et prépare le dépérissement de l’État, achemine au communisme intégral.

Silvye – novembre 1975

—————

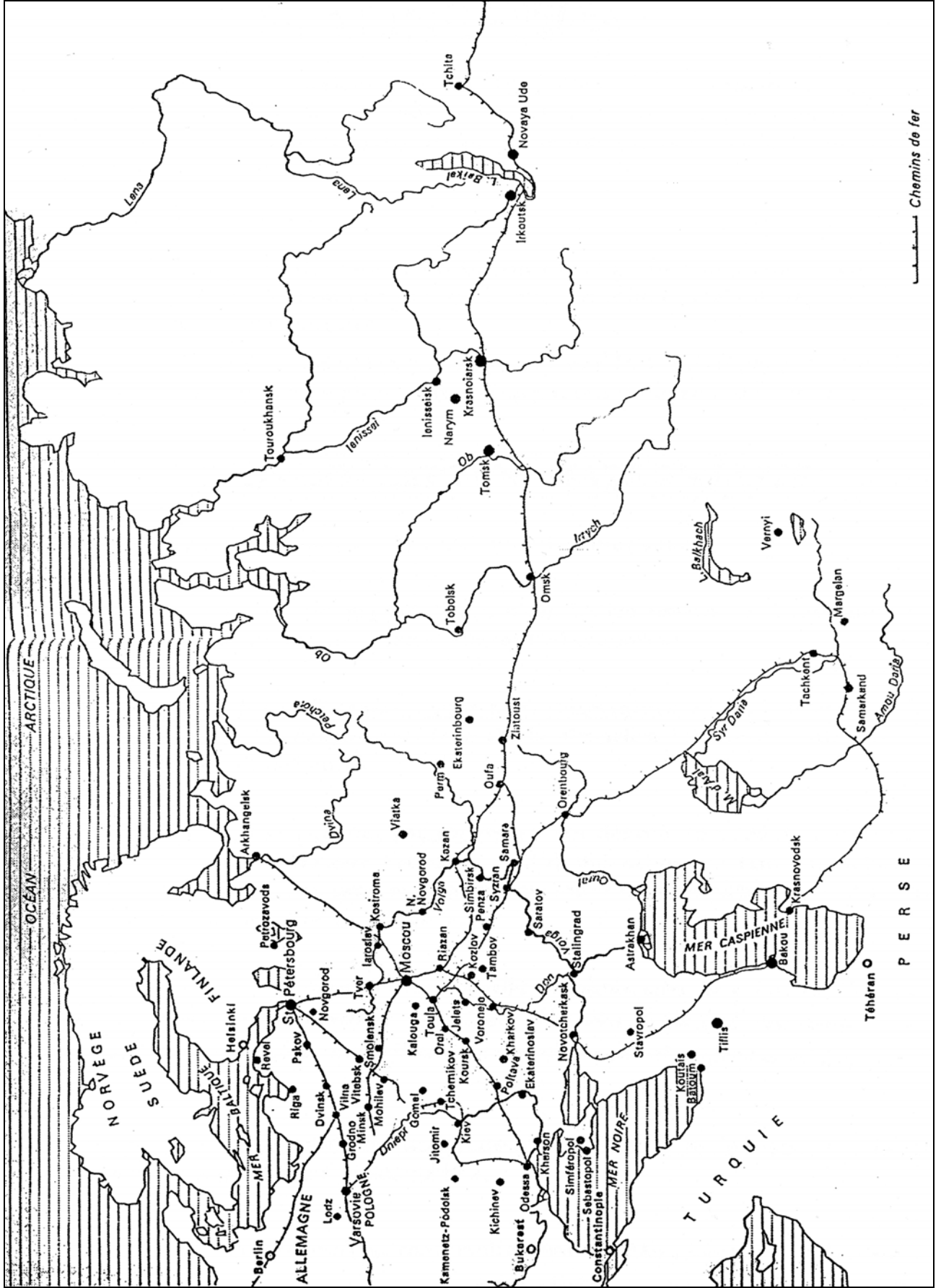
Arrestations, exils et évasions de Staline

décembre 1879-mars 1953 (74 ans).

Dix ans plus jeune que Lénine, 1870-1924 (54 ans).

-
- 27 novembre 1903 : après 18 mois passés dans les prisons de Géorgie, Staline arrive à Novaya Ude, dans la province de Irkoutsk.
 - 5 janvier 1904 : il s'échappe et retourne dans le Caucase. Il se rend à Stockholm et à Londres.
 - 20 mars 1908 : arrestation à Bakou.
 - Février 1909 : il arrive à Solvychegodsk, dans la province de Vologda.
 - 24 juillet 1909 : il s'échappe et se rend à Saint-Pétersbourg avant de rentrer à Bakou.
 - 23 mars 1910 : il est à nouveau arrêté à Bakou, et retourne à Solvychegodsk.
 - 19 juillet 1911 : il est envoyé à Vologda.
 - 6 septembre 1911 : il prend le train pour Saint-Pétersbourg.
 - Septembre 1911 : il est arrêté à Saint-Pétersbourg et renvoyé à Vologda.
 - Novembre 1911 : il s'échappe et reprend le train pour Saint-Pétersbourg.
 - Avril 1912 : il est à nouveau arrêté et envoyé à Narym dans la province de Tomsk, en Sibérie.
 - Été 1912 : il s'échappe, prend l'express transsibérien pour Saint-Pétersbourg, puis se rend à Cracovie pour rencontrer Lénine.
 - 23 février 1913 : il est arrêté à Saint-Pétersbourg une semaine après son retour de Vienne. Il est d'abord envoyé à Touroukhansk dans le grand nord puis à Kureika, dont il ne peut pas s'échapper.
 - Décembre 1916 : il arrive à Krasnoïarsk pour un examen de recrutement. Il est déclaré inapte mais n'est pas renvoyé à Kureika. On l'envoie à Atchinsk pour purger la fin de sa peine.
 - Mars 1917 : la nouvelle de la Révolution lui parvient à Atchinsk. Il prend le train avec Kamenev, Sverdlov et d'autres compagnons.
 - 25 mars 1917 : il arrive à Saint-Pétersbourg.
-

Staline – Les Principes du Léninisme



LA FAMILLE ET LA RÉVOLUTION



Introduction

..

1. "Je ne pensais pas du tout qu'un homme c'était comme ça" (Une vie de putain).

"Que peut-il y avoir de plus révoltant que cette impudence, véritable déchet de la galanterie, considérée si virile, qui fait que de nombreux hommes fixent de façon insultante toutes les femmes qu'ils rencontrent ?" (1792 - M.W.).

"Son idée fixe est toujours : baiser, baiser. Il n'hésitera ni à nager dans un océan de merde, ni à s'enfermer dans des kilomètres de vomis, s'il a le moindre espoir de trouver sur l'autre rive un con bien chaud. Il baisera n'importe quelle vieille sorcière édentée, n'importe quelle femme - même s'il la méprise -, et il ira même jusqu'à payer pour ça. (...) il va jusqu'à violer des cadavres et des bébés" (1967 - S.C.U.M. Manifesto).

2. "Les communistes appuient partout tout mouvement révolutionnaire contre l'état de choses social et politique existant" (Marx).

3. "Déjà chez Fourier, la monogamie et la propriété foncière sont considérées comme les caractéristiques principales de la civilisation et (...) il appelle celle-ci une guerre du riche contre le pauvre. De même on trouve déjà chez lui cette vue profonde que dans toutes les sociétés défectueuses, déchirées en antagonismes, les familles conjugales ("les familles incohérentes") sont les unités économiques" (E.) (1)

"La famille conjugale moderne est fondée sur l'esclavage domestique avoué ou voilé de la femme, et la société moderne est une masse qui se compose exclusivement de familles conjugales, comme d'autant de molécules" (E.).

"Dans la famille conjugale (...) nous avons (...) une image réduite des mêmes antagonismes et contradictions dans lesquels se meut la société divisée en classes depuis le début de la civilisation, sans pouvoir ni les résoudre, ni les surmonter" (E.).

4. "L'extension des privilèges des femmes est le principe général de tous les progrès sociaux" (Fourier).

"C'est bien évident que la femme est supérieure à l'homme, dans tous les sens du terme" (Une vie de putain).

"L'affranchissement de la femme a pour condition (...) la suppression de la famille conjugale en tant qu'unité économique de la société" (E.).

5. "La suppression de l'économie séparée (privée) est indissociable, cela va de soi, de l'abolition de la famille" (M.).

"Il faut plus d'égalité dans la société, sinon la moralité ne progressera jamais" (M.W.).

"La classe la plus nombreuse et la plus utile : les prolétaires, et la classe la plus opprimée : les femmes" (Flora Tristan).

..

Notre révolution sociale pose des questions nouvelles complexes, parmi lesquelles la question stratégique de la liaison entre la lutte des femmes et celle du prolétariat.

Cette question est soulevée de manière pressante depuis l'éclosion du Mouvement de Libération des Femmes (Women's Lib.) il y a 10 ans. Elle est formulée souvent dans les termes suivants : l'ennemi principal est-il le "patriarcat" ou le "capitalisme" ? Que faut-il choisir entre le "féminisme" et le "marxisme" ?

Voyons la réponse communiste à cette question, c'est-à-dire l'analyse théorique, la ligne politique et la tactique du parti maoïste concernant les questions de la famille et de la femme.

.
.

LE PATRIARCAT

..

Le capitalisme désigne un mode de production déterminé fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, dont le rapport économique essentiel est celui de l'esclavage salarié. Ce régime économique constitue la base d'une "formation sociale" donnée, la société bourgeoise moderne. Le rapport social essentiel de cette société est le rapport des classes antagoniques que sont le prolétariat et la bourgeoisie capitaliste.

..

Le patriarcat, lui, n'est pas un mode de production. Il désigne essentiellement la révolution qui se produisit historiquement lors du déclin de la société communautaire primitive, et qui transforma la famille naturelle de "droit" maternel en unité économique de la société. Cette révolution fut consécutive à la substitution de la division sociale du travail à la division naturelle du travail, à l'avènement, en même temps que la métallurgie du fer, de la grande production naturelle : élevage spécialisé des tribus nomades et culture des champs. Ces activités nouvelles accrurent énormément les richesses, constituèrent la base de la production marchande, et donnèrent un rôle déterminant au sexe masculin dans la production matérielle.

La famille naturelle primitive n'était pas une unité économique, ni de production matérielle, ni de vie domestique. C'était une simple union des deux sexes déterminée par les liens du sang, pour laquelle l'établissement de la paternité des enfants n'était pas nécessaire, sans cohabitation exclusive du couple et avec un lien conjugal facilement dissoluble de part et d'autre. Le patriarcat désigne le nouveau régime familial qui s'établit lorsque cette famille naturelle se mua en centre de propriété marchande, en famille privée. La famille privée surgit comme une puissance hostile au sein de la tribu, dont elle sapait les deux fondements : l'organisation sociale selon les liens de parenté, et les rapports économiques communautaires à tous points de vue, de la propriété, du travail et de la vie domestique.

L'apparition de la famille privée dans l'histoire eut deux conséquences importantes. La première conséquence est l'entrée en action d'un nouveau rapport social, l'autorité hiérarchique, qui se manifeste avant tout dans le pouvoir exclusif des hommes sur les femmes et sur toute la famille - avec comme expression subsidiaire l'autorité arbitraire des parents réunis sur les enfants. Dans les derniers temps de la famille naturelle primitive, quand la famille appariée (par couples) avait succédé au mariage par groupes, sous la pression des femmes, celles-ci avaient conquis le droit à la chasteté et à l'union avec un seul homme. Mais en contrepartie la paternité des enfants était devenue certaine, et surtout c'est seulement l'adultère des femmes qui était devenu répréhensible, celles-ci étaient devenues recherchées, et les raptés de femmes s'étaient répandus. Avec le patriarcat, un nouveau pas est fait : les femmes deviennent prisonnières du lien conjugal, vouées à fabriquer des héritiers qui appartiennent à l'homme, placées sous la surveillance étroite du patriarche qui a droit de vie et de mort sur elles.

La Famille et la Révolution

La deuxième conséquence de la famille privée, c'est l'existence nécessaire d'une classe d'hommes sans propriété. En même temps que les raptés de femmes, les captifs mâles existaient depuis longtemps, "adoptés" dans les tribus. Avec le patriarcat, c'est l'achat des esclaves domestiques qui se généralise. Comme le montre Engels, à l'origine même de la famille privée, "l'essentiel, c'est l'incorporation des esclaves et l'autorité paternelle". Naturellement ces hommes sans propriété sont, comme les femmes et les enfants, privés des avantages réels que la nouvelle famille privée apporte aux chefs de famille en même temps qu'à la civilisation. Ainsi, en Afrique précoloniale, on ne reconnaissait aux esclaves, socialement parlant, ni sexe ni âge, ceux-ci étaient contraints de se livrer aux tâches "féminines" considérées comme les plus abjectes, n'acquerraient pas d'autorité avec l'âge, et ne léguaient bien sûr rien à leur progéniture. De même, plus tard, le droit romain exclut tout ensemble les esclaves, les femmes et les enfants du "droit civil".

Le joug patriarcal pèse aussi sur les hommes sans propriété, en ce sens qu'ils subissent l'autorité hiérarchique nouvelle, sous la forme du pouvoir discrétionnaire de la classe des maîtres, et aussi dans le fait que leurs propres femmes restent pratiquement à l'entière disposition de cette même classe des maîtres.

Cependant les hommes sans propriété jouissent d'une prépondérance de fait sur les femmes auxquelles ils ont accès, et il leur est même reconnu une supériorité de "principe" sur toutes les femmes - comme sur tous les enfants -. D'un côté seul un homme libre est un homme complet ; "l'esclave c'est 9, ce n'est pas 10", disait-on au Sahel. Mais d'autre part une femme ne vaut pas un homme, "la femme est un mâle mutilé" dit Aristote, et même l'impératrice Théodora vient de la côte d'Adam !

. .

Le rapport économique marchand, et le rapport social patriarcal, solidaires depuis l'origine, ont réalisé la ruine de la société communiste primitive, et préparé l'avènement de la société civilisée divisée en classes antagoniques.

La différence entre le patriarcat primitif et le patriarcat civilisé est décisive. La famille privée primitive coexistait avec l'organisation sociale communiste archaïque. Cette coexistence se poursuit jusque dans la "commune agricole" médiévale, où la combinaison entre la propriété commune et l'exploitation individuelle se révéla, comme le dit Marx, d'une étonnante stabilité.

La famille civilisée représente un saut qualitatif, rien moins que "la victoire de la propriété privée sur la propriété commune primitive spontanée" (E.). Les conséquences de cette victoire sont immenses.

Premièrement, la famille privée de la tribu patriarcale éclate en famille de maître coïncidant avec la propriété des moyens de production matériels, et non-famille d'esclave. Les nouveaux esclaves ne travaillent plus aux côtés de leur maître, mais "remplacent" (Lysias) les maîtres au travail. L'esclavage fonde désormais un nouveau mode de production et une nouvelle société. "La famille moderne - dit Engels - contient en germe non seulement l'esclavage, mais aussi le servage". La "victoire" de la propriété privée coïncide avec la substitution de l'esclave-capital (qui nourrit le maître sans rien faire, hormis de la politique et de la philosophie) à l'esclave-marchandise dont le maître n'avait pas la première notion de politique ou de philosophie. Cet esclave domestique du bon vieux temps ne pouvait être revendu sans que cela soit considéré comme une mauvaise action ; il pouvait

même, selon certaines règles coutumières, choisir de son propre chef de changer de maître ; et on lui concédait un ménage en propre afin de favoriser sa reproduction. En fait c'est un membre de la famille du maître, et les deux classes ne sont pas antagoniques. A ce tableau, la civilisation substitue les masses déracinées d'esclaves enchaînés, qui sont obtenus par la conquête, font l'objet d'un trafic mondial, peuplent les fermes (villae), mines, chantiers et ateliers de l'antiquité classique, travaillent sous le fouet, et ont pour seule identité le sobriquet dont les affublent l'intendant (villicus). A y regarder de près, ils sont brutalement arrachés à la famille privée et rejétés de force dans les conditions devenues intolérables de la famille naturelle depuis que tout le contexte tribal s'est évoué. Ce ne sont plus que des animaux que le maître "accouple comme des chiens", comme dit le biographe de Saint-Eusicius. Plutarque, de son côté, décrit l'existence "familiale" que Caton réservait à ses esclaves : "ayant opinion que ce qui incitait les esclaves à entreprendre et faire les plus grandes méchancetés, était pour accomplir leur volupté avec les femmes, il ordonna que les siens pourraient avoir la compagnie des serves de sa maison pour un prix d'argent qu'il leur taxa, avec expresse défense de n'avoir affaire à autre femme quelconque hors de sa maison".

L'éclatement de la famille privée primitive est la condition nécessaire pour que les esclaves deviennent les "instruments parlants" purs et simples des exploités, la proie vivante des "entreprises" qui vont désormais se succéder : latifundia esclavagistes, domaines seigneuriaux et usines capitalistes. Une ère nouvelle s'ouvre dans l'histoire humaine, au visage double de Janus : d'un côté les reflets dorés du capital-argent triomphant, de l'autre l'ombre effroyable des ergastules.

Deuxièmement, la famille privée de la tribu patriarcale se divise en deux unités économiques nouvelles : d'un côté la famille en tant qu'unité domestique, de l'autre l'entreprise comme unité de production matérielle. L'une est le domaine désigné des femmes, et l'autre est la sphère de prédilection des hommes. La civilisation apporte par suite "l'assujettissement d'un sexe par l'autre, la proclamation d'un conflit des deux sexes inconnu jusque-là dans toute la préhistoire" (E.). Les femmes sont irrémédiablement confinées dans le ménage individuel et coupées du monde. Engels écrit : "Dans l'ancienne économie domestique communautaire, qui comprenait beaucoup de couples conjugaux avec leurs enfants, la direction du ménage, confiée aux femmes, était une industrie publique de nécessité sociale, au même titre que la fourniture des vivres par les hommes. Avec la famille patriarcale, et encore plus avec la famille individuelle monogamique (civilisée), il en alla autrement. La direction du ménage perdit son caractère public. Elle ne concerne plus la société ; elle devient un service privé ; la femme devient une première servante". Un antagonisme s'instaure du même coup, qui ira sans cesse croissant, entre la consommation personnelle individuelle, et la production matérielle "socialisée".

Une nouveauté apparaît par ailleurs : le développement d'une prostitution professionnelle étendue chez les femmes libres, favorisée par l'Etat.

Troisièmement, en effet, la vieille société basée sur les liens du sang fait place à la société politique, constituée par des groupements territoriaux organisés dans l'Etat (E.). La vénérable autorité des Patriarches se dédouble elle aussi, d'une part en despotisme patriarcal civil, et d'autre part en pouvoir coercitif d'Etat, devenu le seul garant de "l'intérêt général", c'est-à-dire apte à séparer les exploités qui se battent comme des chiffonniers, à organiser le brigandage systématique à l'extérieur, et à mater les esclaves insurgés.

C'est ainsi que les Grands Hommes et les Empires vont pouvoir entrer dans la carrière.

La Famille et la Révolution

Le rapport économique du salariat, propre au capitalisme, repose sur le rapport marchand commun à toute la civilisation. De la même manière, le rapport social propre au capitalisme, le rapport de classe polarisé du prolétariat et de la bourgeoisie repose sur le rapport patriarcal commun à toute la civilisation. Aussi ce que Lénine disait du rapport marchand s'applique rigoureusement au rapport patriarcal : c'est le rapport "le plus simple, le plus habituel, le plus fondamental, le plus général, le plus ordinaire, ce qui se rencontre des milliers de fois", le "phénomène élémentaire", la "cellule" qui recèle "toutes les contradictions de la société contemporaine".

Telle était d'ailleurs la pensée des fondateurs du communisme moderne, puisque tandis que Marx définit la marchandise comme la "forme élémentaire" de la "richesse bourgeoise", Engels nomme la "famille conjugale" "la forme-cellule de la société civilisée".

On le voit, le patriarcat, au sens général de l'unité économique privée, ne peut être opposé au capitalisme pour deux raisons : d'abord il existait bien avant le capitalisme ; ensuite il se trouve à la base même du capitalisme, est un élément constitutif fondamental de la société bourgeoise moderne.

.
..

LA FAMILLE BOURGEOISE

Que devient le patriarcat dans les conditions du capitalisme ?

Le processus fondamental de la transition de la société féodale à la société bourgeoise moderne est le suivant : sous l'effet de la concurrence, appuyée par la violence ouverte, les paysans libres sont expropriés et prolétariés. Autrement dit, les "exploitations familiales" produisant des marchandises se différencient pour former, d'une part des familles de salariés, et d'autre part des entreprises capitalistes.

..

Les conséquences générales de l'avènement de la société bourgeoise sont les suivantes :

Premièrement, une forme de propriété privée des moyens de production succède simplement à une autre, et du même coup la famille reste l'unité économique de la société, sous ses deux formes civilisées opposées que connaissent bien les statistiques bourgeoises : l'"entreprise" privée d'une part, et le "ménage" privé d'autre part.

L'entreprise capitaliste est l'unité privée d'appropriation des moyens de production, un "être moral propriétaire du fonds social", constitué par les "apports réciproques" de chefs de famille associés pour se "partager le bénéfice" d'après la définition du Code de la société commerciale (Art. 1832) Le caractère privé de l'entreprise capitaliste est même porté à une sorte de perfection puisqu'on n'y trouve plus aucune trace d'autosubsistance et que sa production est intégralement marchande. Elle reste aussi une unité patriarcale par la domination despotique de la "direction" sur le personnel", de même que par l'"esprit-maison" que secrète inéluctablement la concurrence des entreprises entre elles et qui sape continuellement l'esprit de classe des salariés.

Contrairement à l'opinion de la bourgeoisie et des hommes, la famille de la société bourgeoise, comme unité domestique, ne s'oppose pas à l'entreprise comme le lieu du repos, du loisir et des joies du sexe opposé à celui du labeur. Les femmes en général, et les ménagères tout spécialement en savent quelque chose ! Le ménage privé bourgeois a un rôle économique spécifique complémentaire de celui de l'entreprise privée capitaliste où se déroule la production matérielle : celui de la production privée des hommes eux-mêmes. Le caractère privé du ménage capitaliste atteint lui aussi une sorte de perfection en ce sens que cette fonction économique est pour la première fois séparée complètement de la production matérielle et que toute la "vie de famille" est asservie à des considérations économiques et déterminée par des questions d'argent. C'est la production privée de la force de travail dans la société bourgeoise qui fait que le prolétaire est exploité comme "soutien de famille", et qu'il trouve lui-même naturel d'avoir une servante personnelle. Le maintien dans la société bourgeoise moderne de la propriété privée et de la famille comme unité économique y fait de l'unité domestique le refuge des relations de dépendance personnelle évincées dans le même temps de l'entreprise capitaliste par les relations contractuelles.

La Famille et la Révolution

La seconde conséquence du capitalisme est un progrès décisif dans le développement des forces productives matérielles, qui se résume dans le passage de la petite production manuelle à la grande production mécanique, la domination de l'agriculture par l'industrie et l'essor des sciences de la nature. Dans ce sens, on peut dire que la bourgeoisie a dompté les forces de la nature. "C'est elle - écrit Marx - qui, la première, a prouvé ce que peut accomplir l'activité humaine". Cependant, ce bond de la civilisation matérielle, s'effectue dans les conditions de l'économie privée et s'accompagne par suite d'un bond analogue dans la destruction de la terre, "mère de la richesse", et dans l'opposition entre manuels et intellectuels.

La troisième conséquence du capitalisme est la naissance d'une nouvelle forme d'esclavage des producteurs, le salariat. En effet, le développement spontané de la technique et de la science dans la période ascendante du capitalisme repose, non pas sur "l'esprit d'entreprise" de quelques aventuriers, mais sur le travail "libre" de la masse des producteurs. Le nouveau régime, en séparant violemment la force de travail et les moyens de production, fait de l'une une marchandise et des autres du capital. L'esclavage salarié qui en résulte est d'autant plus rigoureux qu'il est exempt de toute "contrainte extra-économique" et ne connaît que l'impitoyable "discipline de la faim".

. .

Les conséquences particulières de l'avènement de la société bourgeoise pour l'unité domestique, la famille et la femme ne sont pas moins importantes, tant sous l'angle de la lutte des classes que sous celui de la lutte des sexes.

1/- La lutte des classes.

Comme les autres sociétés divisées en classes antagoniques qui l'ont précédée, la société bourgeoise renferme non pas un type unique de famille patriarcale, mais deux types opposés, et dont l'opposition est même inégalée : la famille du prolétaire et celle du capitaliste.

La famille du salarié, dépourvue de tout patrimoine, est traquée par les sangsues coalisées que sont les propriétaires fonciers, les capitalistes et l'Etat. Parquée dans sa "cage à lapins", elle vit au jour le jour, ne pouvant plus compter que sur le salaire, lequel est le jouet des fluctuations du marché. Les familles prolétaires "campent" véritablement dans la société, immense foule sans feu ni lieu, dépourvue de toute sécurité. La femme prolétaire, quand la détresse ne fait pas d'elle une surexploitée par un patron particulier, et qui se trouve dans ce cas placée, avec les travailleurs immigrés, au plus bas de l'échelle sociale, reste exploitée par l'oligarchie financière au pouvoir tout entière, comme mère et ménagère qui produit et soigne la marchandise force de travail, sans pour cela avoir droit à un quelconque revenu personnel.

La famille du capitaliste est au contraire avant tout une communauté de biens, le support humain du capital de l'entreprise. La vie privée du capitaliste se déroule elle-même dans sa "résidence" qui est en quelque sorte une seconde entreprise, placée sous la direction de la "maîtresse de maison". Celle-ci, digne continuateur des "matrones" antiques et des "dames" médiévales, loin d'être travailleuse et exploitée, exploite le personnel domestique. Elle est d'ailleurs souvent héritière fortunée et parfois directement active comme femme d'affaire.

"Le prolétaire - dit Marx - est sans propriété ; ses relations de famille n'ont rien de commun avec celles de la famille bourgeoise. (..) La

famille à l'état complet, n'existe que pour la bourgeoisie ; mais elle trouve son complément dans la suppression forcée de toute famille pour le prolétaire, et dans la prostitution forcée".

Par suite, les intérêts des femmes divergent selon leur classe sociale. Mais pour saisir convenablement ce point, il faut rejeter l'opposition bourgeoise et sexiste entre les femmes dites "travailleuses" et les femmes "au foyer" en régime capitaliste.

D'abord, les femmes qui travaillent hors du foyer - ou plutôt qui gagnent de l'argent, car c'est parfois en travaillant à domicile - ne forment pas une masse homogène, et vont au contraire de l'ouvrière surexploitée à la femme P.D.G. ou ministre, en passant par la prostituée, la bonne soeur et la contractuelle !

Mais il faut surtout ne pas perdre de vue que la société bourgeoise est une société patriarcale, c'est-à-dire formée non pas d'individus, mais de cellules familiales. Par suite, la véritable opposition économique polaire concernant les femmes est entre les femmes véritablement travailleuses d'une part, et les femmes parasites d'autre part. Les premières comprennent au premier chef les femmes au foyer mères de famille et ménagères, et les seconds sont en premier lieu ces autres femmes au foyer vivant dans l'oisiveté, passant de visites chez le couturier et l'antiquaire à des réceptions dans le "grand monde".

En résumé, l'antagonisme des classes marque profondément la "condition féminine". La division d'intérêt des femmes qui en résulte connaît tous les degrés, selon les ressources de la famille, le travail de la femme et le nombre des enfants. Et il est inévitable que certaines femmes, plus attachées à leur train de vie qu'à sauver leur âme, se déclarent "flattées" d'être opprimées. On ne s'évade pas de bon gré d'une cage dorée.

2/- La lutte des sexes.

Si les femmes ne forment pas une classe, à l'inverse l'appartenance de classe ne suffit pas à caractériser la situation des femmes dans la société bourgeoise. Dans l'ensemble, elle les concerne sur le plan de la propriété et des revenus, mais non sur celui des rapports actifs de production. Aussi l'opposition des familles riches et des familles pauvres n'est-elle qu'un aspect de la question. L'autre aspect est l'antagonisme entre la vie domestique où sont reléguées les femmes, et la vie "active" qui est un privilège d'hommes. Cet antagonisme, la société bourgeoise le maintient et le porte à son comble.

Cela fait partie de l'intoxication révisionniste de prétendre que le capitalisme entraîne progressivement les femmes dans la production sociale. En vérité, aucun régime économique ne les en a autant exclues. Comme l'observe Engels, dans les conditions du capitalisme, "la femme, si elle remplit ses devoirs au service privé de la famille, reste exclue de la production sociale et ne peut rien gagner et (...), par ailleurs, si elle veut participer à l'industrie publique et gagner pour son propre compte, elle est hors d'état d'accomplir ses devoirs familiaux. Il en va de même pour la femme dans toutes les branches de l'activité, dans la médecine et au barreau tout comme à l'usine". Et Lénine dit : "Sous le capitalisme, la femme reste "l'esclave du ménage", une esclave emprisonnée dans la chambre à coucher, la chambre des enfants, la cuisine".

Ainsi, ce qui est vrai, c'est que les femmes qui gagnent de l'argent sont une minorité ; qu'il existe seulement une mince couche instable d'"aristocratie" des exploitées qui bénéficie d'un véritable salaire et mène, en ayant recours à une aide domestique, une vie "indépendante" petite-bourgeoise ; que la femme P.D.G. reste l'oiseau rare voué à la transsexualité ; que la situation typique de la masse des femmes "actives" consiste dans l'exercice d'un travail "provisoire", avec une fonction subalterne, un "salaire d'appoint", et sans cesser un instant de subir le sort d'objet sexuel. Ce qui est

La Famille et la Révolution

vrai aussi c'est que, à mesure que les femmes ont moins de maternités, et que leur fonction domestique se dévalorise, les femmes les moins aisées deviennent mieux susceptibles de se laisser imposer la "double journée" de travail, et constituent une masse toujours plus imposante, non pas de travailleuses, mais de l'armée industrielle de réserve qui pèse sur le taux général des salaires.

La situation normale de la femme dans la société bourgeoise reste donc celle de la femme au foyer, et la femme au foyer de la société bourgeoise est plus que jamais l'esclave de l'homme. La formule d'Engels est nette : "Dans la famille, l'homme est le bourgeois ; la femme joue le rôle du prolétaire".

En ce qui concerne la femme du capitaliste, comme "maîtresse de maison", ce n'est qu'un chef d'entreprise pour rire, d'une entreprise qui dissipe du profit au lieu d'en rapporter, bref, elle n'est que le "domestique en chef" (E.) de son époux.

Dans le ménage prolétaire, d'où les ascendants sont chassés, où il y a aujourd'hui peu d'enfants, où la femme n'a plus aucun rôle ni de production marchande, ni de production matérielle simple, où certains services qu'elle assurait traditionnellement sont "socialisés" tandis que les autres sont mécanisés, son rôle se réduit à celui de pondeuse forcée et de pourvoyeuse de services personnels secondaires. Cette fonction devenue socialement dérisoire, ne l'occupe pas moins "fêtes et dimanches", sans toujours lui procurer un sou à elle, à une époque où on ne peut boire un verre d'eau sans le payer. Tout cela renforce l'homme dans l'idée qu'il "nourrit" la femme, qu'il peut la traiter comme une marionnette, et doit la "corriger" à l'occasion.

Engels déclare : "La famille du prolétaire n'est plus monogamique au sens strict du terme". On a voulu en déduire qu'elle n'était "déjà plus" patriarcale. C'est la même histoire que les entreprises nationalisées, qui ne seraient "déjà plus" capitalistes. C'est une escroquerie ! La famille dominante est celle de la classe dominante.

3/ - La "double oppression" des femmes

La sexualité, qui forme la base de la famille naturelle, a un double rôle, la procréation et le plaisir charnel. C'est sur cette base naturelle que se greffe la fonction subordonnée de la femme dans la famille privée, destinée au "service privé" comme nourrice, maîtresse et ménagère.

L'oeuvre propre du capitalisme c'est, en ayant réduit à néant le rôle économique relatif de la femme comme "servante" du mari et des enfants, d'avoir pour la première fois fait prévaloir pour la masse d'entre elles le rôle de "courtisane". Au lieu que la femme soit libérée du joug patriarcal, le mariage bourgeois tend de plus en plus à se confondre avec la prostitution ouverte. Voilà la signification concrète de la pornographie contemporaine, que l'on nomme en d'autres circonstances "libération des moeurs". Jamais aucun régime n'a été aussi près de réaliser parfaitement la "communauté des femmes" pour les hommes ! D'est dans la société bourgeoise que la femme atteint le fond de la dégradation.

En résumé, travailleuse ou parasite, exploiteuse ou exploitée, la femme de la société bourgeoise moderne est toujours opprimée comme objet sexuel, et presque toujours exploitée comme ménagère. Pour elle, le régime capitaliste est celui de la honte. Malgré le fait que la femme riche s'oppose à la femme pauvre par son train de vie et son oisiveté, et que la femme "active" s'oppose à la femme au foyer par son "indépendance", toutes les femmes sont solidaires dans la mesure où c'est la situation de tutelle de la majorité d'entre elles qui crée l'injustice et l'humiliation pour toutes. Cela est si vrai que même le mari prolétaire ne met pas spontanément un frein à l'exploitation de sa compagne comme ménagère par les classes dominantes.

La Famille et la Révolution

Comme c'est le cas depuis l'époque reculée du renversement du "droit" maternel - cette révolution parmi les "plus radicales qu'ait jamais connues l'humanité", et qui fut "la grande défaite historique du sexe féminin", selon les termes d'Engels, - toutes les femmes sans exception sont aujourd'hui avilées, même si leur oppression connaît des degrés divers selon les classes et si certaines se font une gloire - bien souvent fugitive - d'être "ravalées au rang des animaux" (M.W.).

Dans la société bourgeoise, tous les antagonismes inhérents à la famille civilisée se développent à l'extrême.

Le décalage qui existait entre la production matérielle "socialisée" et la consommation personnelle individuelle, devient un fossé infranchissable.

Le maintien exclusif de la dépendance personnelle pour les femmes - et pour les jeunes - dans l'unité domestique devient une monstruosité sociale. D'autant plus que la menace du divorce se développe pour les femmes en même temps que le capitalisme progresse, et avec elle celle de se trouver un jour ou l'autre obligée de travailler pour de l'argent dans les pires conditions.

La dépendance et l'avilissement de la femme entraînent en effet l'instabilité généralisée des couples, sans parler de la "bisexualité" des hommes.

Le patriarcat capitaliste fait enfin que les enfants deviennent une simple "charge" pour la grande masse des familles, ce qui engendre la crise démographique insoluble des pays impérialistes.

D'autres phénomènes encore, tels que la prostitution de masse de la société bourgeoise, les orphelinats, et les hôpitaux concentrationnaires pour les vieux rendent impérative l'abolition de la famille bourgeoise, devenue un grand obstacle au développement de la société.

Or, c'est dans cette même société bourgeoise où la famille privée arrive à son développement suprême, que l'on voit l'économie privée se rebeller contre sa propre base familiale, et que l'unité économique privée perd toute justification historique.

D'abord, entre les époux capitalistes le régime de la "séparation de biens" est le seul adéquat, et par ailleurs la forme juridique de "société" donnée à l'entreprise capitaliste est la règle.

Ensuite la production et l'entretien de la force de travail sont aujourd'hui pour l'essentiel assurés dans le ménage par la grande industrie, et hors du ménage par l'école et les autres services sociaux. En outre les enfants du ménage salarié n'ont à attendre de leur famille ni héritage matériel, ni même de succession professionnelle.

Enfin, comme le montre Engels, la grande industrie a arraché la femme prolétaire de la maison, l'a envoyée sur le marché du travail et à l'usine, en a fait assez fréquemment le soutien de famille, et a par là rouvert au sexe féminin la voie de la production sociale pour la première fois depuis l'époque de la barbarie "préhistorique".

Dans la société bourgeoise, les forces productives rendent pour la première fois la division sociale du travail entre les sexes inutile, c'est-à-dire permettent de supprimer les ménages civilisés et de rendre la participation à la production sociale indépendante de la maternité. Cette société a signé l'arrêt de mort de la famille civilisée.

Tel était le verdict de Marx qui, parlant de la famille du bourgeois, et de la non-famille du prolétaire, disait : "L'une et l'autre disparaissent avec la suppression du capital".

LE PROGRAMME DES FEMMES

..

Engels disait en 1884 : "Le caractère particulier de la prédominance de l'homme sur la femme dans la famille moderne, ainsi que la nécessité et la manière d'établir une véritable égalité sociale des deux sexes, ne se montreront en pleine lumière qu'une fois que l'homme et la femme auront juridiquement des droits absolument égaux". Cette heure est arrivée aujourd'hui dans nos pays impérialistes, à l'époque de la putréfaction du capitalisme - du capitalisme d'Etat -, où d'une part les innombrables familles paysannes ont été éliminées, et où les femmes ont obtenu le droit de vote et les autres droits juridiques égaux en question.

Ce qui est mis "en pleine lumière" aujourd'hui c'est ce qui suit : premièrement "le caractère particulier de la prédominance de l'homme sur la femme dans la famille moderne" consiste dans la "double oppression" des femmes comme courtisane et ménagère ; deuxièmement "la nécessité et la manière d'établir une véritable égalité sociale des deux sexes" consiste dans la suppression de la famille comme unité économique de la société.

Par suite, ce que veulent les femmes c'est, dans l'immédiat l'abolition de la famille bourgeoise, et plus largement l'abolition de tout patriarcat.

L'abolition de la famille bourgeoise signifie pour les femmes conquérir le respect moral et l'autonomie personnelle. Moralement, les femmes veulent sortir du règne animal où les hommes les emprisonnent, et rentrer enfin dans le genre humain. Personnellement, les femmes veulent s'émanciper, cesser d'être des enfants tenus en tutelle par la société pour devenir enfin des adultes.

..

Cette lutte peut-elle être engagée dans le cadre de l'actuelle société bourgeoise ? Non seulement elle le peut, mais elle le doit. D'abord parce que le mépris et la dépendance s'aggravent de jour en jour pour les femmes et les forcent à lutter. Ensuite parce que la force unie du mouvement féministe peut seule enflammer la fierté réprimée des femmes, faire barrage aux empiètements sexistes, moraliser le mouvement ouvrier, et forger le levier qui fera basculer le patriarcat capitaliste.

La femme désire avant tout "avoir la paix" sur le plan sexuel, ce qui fixe pour tâche au mouvement féministe non seulement la lutte de masse contre le "porno" sur les plans de la culture, de la mode et des moeurs en général, mais aussi la lutte directe contre les hommes "obsédés" dans la rue, au travail et à la maison.

Dans la rue, le problème est celui d'une véritable autodéfense collective, et pas seulement la nuit. Au travail, il s'agit que le mouvement féministe s'organise lui-même, indépendamment du syndicat, dans les entreprises comportant du personnel féminin ; qu'il y milite pour que l'en-

cadrement féminin déserte la cause patronale, pour que le syndicat inscrive dans ses statuts et son programme les exigences morales et les revendications du féminisme, pour que le personnel mâle cesse ses provocations "galantes" bestiales. Au foyer, il faut que la femme combatte l'odieux devoir conjugal que consacre l'Art. 232 du Code civil et réobtienne le droit à la chasteté. Dans tous les domaines, les femmes doivent évidemment pouvoir compter sur l'appui actif des communistes mâles.

Ensuite la femme désire l'autonomie personnelle. Ceci veut dire qu'elle veut tout d'abord échapper au régime de réclusion qui lui est déjà imposé comme jeune fille chez ses parents, et qui se trouve encore renforcé ensuite comme femme mariée, où elle perd jusqu'à ses amies de jeunesse. On se tromperait si l'on pensait que les femmes "actives", et même les syndicalistes échappent à cette emprise du mari !

Face à cela, il faut que les communistes et le mouvement féministe combattent pour que les jeunes filles et les femmes aient une vie à elles. En particulier des clubs féminins doivent être organisés dans les quartiers, destinés aux ménagères, les aidant à faire prendre en charge les soins du foyer par le mari au moins une fois par semaine, afin de faire sortir la ménagère de la maison, de lui procurer un vrai repos et du temps libre pour mener le combat féministe.

La lutte des femmes pour le respect et l'autonomie personnelle est en dernière analyse conditionnée par l'indépendance matérielle. Cela ne se réduit pas à lutter pour de fortes augmentations de salaire et la semaine de 30 heures pour tous les exploités, et pour le mot d'ordre "A travail égal, salaire égal" et contre les "métiers réservés" à chaque sexe. Cette lutte de la classe ouvrière et des femmes "actives" ne peut progresser si on ne livre pas la bataille fondamentale pour faire reconnaître le travail "invisible" de la ménagère, ce travail "le plus mesquin, le plus sombre, le plus lourd, le plus abêtissant" (Lénine). Pour cela il faut dénoncer les régimes matrimoniaux en vigueur, et faire en sorte que la loi régisse l'association (!) conjugale non seulement "quant aux biens" (Art. 1387 du Code civil), c'est-à-dire quant aux propriétaires et bourgeois, mais aussi quant aux revenus. Il faut que cesse le scandale qui permet au mari jusqu'à laisser sa femme ignorer combien il gagne, et faire adopter un nouveau régime matrimonial de "droit commun", selon lequel la moitié des revenus de la famille soient "réservés" à la femme en rémunération de son travail domestique. C'est d'ailleurs seulement par cette attribution légale et effective de demi-revenu familial à la femme que peut se concevoir toute lutte sérieuse contre la prostitution. A cela doit s'ajouter bien sûr un vrai salaire payé par l'Etat aux filles mères, et une allocation décente de chômage aux veuves.

..

Mais, c'est évident, tant que les luttes laisseront en place le régime actuel et n'aboutiront pas à la suppression de la famille bourgeoise, les femmes ne pourront compter sérieusement obtenir le respect et l'autonomie personnelle et leur action aura pour principal résultat de les éduquer, de les unir et de les organiser. En effet, comment assurer l'indépendance matérielle à la femme sans lui donner non pas un demi-salaire, mais un salaire complet, et comment lui donner un salaire complet sans ruiner le salariat ? Le but est non pas de payer la ménagère, mais de supprimer le ménage individuel. Dans tous les cas, la clef réside dans la suppression de la propriété capitaliste et l'instauration de la propriété sociale. "L'abolition de la propriété privée de la terre, des fabriques et des usines (...) cela seul ouvre la voie à l'émancipation réelle et complète de la femme, à sa libération de l'"esclavage domestique" par le passage du petit ménage individuel au

La Famille et la Révolution

grand ménage socialisé" (Lénine).

C'est ainsi, déjà, que se présentait le programme d'Engels :

- a) Avec la "révolution sociale", la condition des femmes, "de toutes les femmes subira un important changement" ;
- b) "Les moyens de production passant à la propriété commune, la famille conjugale cesse d'être l'unité économique de la société", avec les deux aspects complémentaires suivants :
 - "L'économie domestique privée se transforme en industrie sociale. L'entretien et l'éducation des enfants deviennent une affaire publique" ;
 - "La rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique".
- c) Par suite, toutes les conséquences du patriarcat civilisé disparaissent. "Monogamie et prostitution sont (...) les deux pôles d'un même état social. La prostitution peut-elle disparaître sans entraîner avec elle la monogamie dans l'abîme ?". Dans le socialisme il s'établira enfin "peu à peu une plus grande liberté dans les relations sexuelles".

La révolution communiste supprime le capitalisme et du même coup la famille bourgeoise et libère la femme. Mais une période de transition est nécessaire. Durant celle-ci, dénommée phase inférieure du communisme, ou "socialisme", la famille privée est déjà abolie quant au fond, puisque les moyens de production cessant d'être du capital et la force de travail une marchandise, la famille devient pour la première fois une communauté d'individus libres : les mariages de convenance et autres mariages "forcés" sont abolis à jamais ; en même temps que l'ouvrier devient un travailleur libre, la femme cesse d'être "entretenu" et acquiert une véritable individualité, tandis que les enfants qui restent ceux du couple par le sang et l'affinité qui peut en découler, deviennent plus encore les enfants du peuple. Et en même temps que les hommes apprennent à "goûter le plaisir que procure la vertu du renoncement" (M.W.), les femmes perdent leur "frigidité" et découvrent l'orgasme vaginal. Progressivement le "nom de famille" tombe en désuétude comme expression de la personnalité et est remplacé par un véritable nom propre, personnel.

D'autres part, des mesures générales telles que l'abolition des impôts, taxes et contraventions, la santé gratuite et la suppression du fardeau du loyer marquent encore la disparition du ménage bourgeois. Enfin l'on organise parallèlement le "grand ménage socialisé", à partir de réalités actuelles auxquelles ont donné une nouvelle dimension, comme le chauffage central, les blanchisseries et self-services, et aussi par des créations complètes, comme la vie dans la verdure et la prise en charge à volonté des enfants par l'entreprise ou la communauté.

Mais dans la phase inférieure du communisme, on ne travaille pas encore pour la société sans norme juridique, et sans Etat pour faire respecter cette norme. Ainsi, s'il n'y a plus de propriété privée des moyens de production ni de capital, il reste des marchandises et de l'argent. De même, l'entreprise et le ménage gardent la forme d'unités privées. Si l'entreprise n'est plus le lieu de torture des producteurs et de la chasse au profit, elle doit couvrir ses frais ("gestion équilibrée"). Si la famille n'est plus le lieu où le prolétaire est enchaîné, et où la femme est esclave et humiliée, on continue à y faire budget commun et elle reste le cadre où se vérifie dans quelle mesure un rationnement social reste nécessaire, où s'applique la règle "à chacun selon son travail". Ce n'est que plus tard que l'entreprise et la famille deviendront de simples unités statistiques, de l'inventaire des besoins et du contrôle de la production et de la consommation matérielles.

Il est évident qu'il faudra un certain temps avant qu'on ne fasse "pas de différence" entre "ses" enfants et ceux "des autres". De même ce

La Famille et la Révolution

n'est pas immédiatement que l'ordre communiste "fera - comme dit Engels - du rapport entre les sexes un rapport purement personnel, ne regardant que les parties intéressées et duquel la société n'a pas à se mêler". Il pourra sembler au contraire à certains égards que la communauté vient pour la première fois fourrer son nez dans l'antique sanctuaire du paterfamilias !

.
..

Dans la société bourgeoise, l'état de guerre des sexes latente et déclarée fait que là où l'on n'a pas des mariages "de raison", l'homme s'unit moins à une femme particulière qu'à un spécimen de l'espèce femelle, si bien qu'amants et conjoints restent tout aussi étrangers l'un à l'autre que sous l'ancien régime, lorsque les unions étaient entièrement organisées par les familles. Il n'est que temps qu'avec le socialisme, les couples fondés sur l'estime mutuelle, laquelle ne peut exister qu'entre égaux dans la production et la lutte sociale, deviennent la règle !

.
..

LA FEMME ET L'OUVRIER

..

L'entreprise capitaliste et la famille bourgeoise sont deux branches qui ont un même tronc, la propriété capitaliste. Par suite la lutte des femmes qui a pour but l'abolition de la famille bourgeoise et plus largement du patriarcat, est en vérité identique à la lutte des producteurs qui ont comme objectif l'abolition de l'entreprise capitaliste et plus largement de l'économie marchande. La lutte contre le sexisme est inséparable de celle contre l'esclavage salarié. La femme et l'ouvrier sont liés par l'histoire en un mariage indissoluble, l'un ne pouvant se sauver sans l'autre. La nécessité de cette alliance, tous les grands chefs ouvriers l'ont proclamée, tout comme les leaders du féminisme : Mary Wollstonecraft, Flora Tristan, Alexandra Kollontaï, Selma James.

Le fondement objectif de cette alliance se manifeste clairement dans les faits :

Le prolétaire opprime moins sexuellement la femme que le bourgeois. Une prostituée disait : "Les ouvriers, c'est ceux qui nous emmerdent le moins et qui sont les plus corrects (...). Par contre, tous les plus hauts (...) C'est ceux qui te traitent comme des merdes" (Une vie de putain). De fait, l'ouvrier, comme la femme, est une "race paria" dans la société, et lui aussi veut le respect. Et puis, comment l'esclave salarié ne comprendrait-il pas la révolte de la femme esclave, lui qui, en fait, est enchaîné à sa famille, et que le Capital ne tient que par cette chaîne ?

D'autre part, c'est en descendant l'échelle sociale que l'on voit apparaître ensemble l'exploitation de l'homme et de la femme. En définitive, la régénération sociale viendra de ces deux êtres dont le Capital a fait simultanément des "zéros" : l'O.S., que l'emploi capitaliste des machines a fait déchoir au point que ses capacités techniques atteignent leur sommet le jour où il passe son permis de conduire ; et la ménagère, dont les capacités ont été anéanties pour la raison exactement inverse, parce que sa fonction a échappé à la spécialisation capitaliste.

L'ouvrière, qui est l'égale de l'homme dans la lutte contre la nature et qui connaît l'enfer du travail féminin à l'usine, est celle qui a la plus grande haine contre la société bourgeoise, et elle se trouve d'emblée appelée à la direction du mouvement féministe, comme le travailleur immigré est porté à la tête du mouvement syndical.

C'est ainsi que le système sera brisé dans la tenaille tenue par l'ouvrier et la femme, à partir à la fois de l'entreprise et des quartiers.

..

Mais l'alliance de la femme et de l'ouvrier doit être comprise d'une manière dialectique et révolutionnaire, et non d'une manière mécanique, unilatérale et opportuniste.

Il ne s'agit pas de commencer par menacer les femmes, de chercher à

les terroriser en avançant l'argument réactionnaire selon lequel leur révolte "divise la mouvement ouvrier", ou en prétendant que l'essentiel est d'élever le taux de syndicalisation des "travailleuses".

Nous savons tout au contraire qu'il faut libérer l'initiative des femmes maintenues pendant des siècles et des siècles dans la passivité, l'isolement, la crainte et l'ignorance, que cela passe avant tout, et ne peut se faire sans certains "excès" de la lutte des sexes, des femmes contre "les hommes" dans le sens du "séparatisme". Ces excès sont non seulement inévitables, mais nécessaires, et devront se renouveler en de vagues multiples, aujourd'hui et peut-être bien aussi sous le régime de dictature du prolétariat ! La révolte des femmes ne nuit pas plus à la révolution prolétarienne que la lutte autonome des peuples colonisés pour la libération nationale ne porte atteinte à celle du prolétariat des métropoles pour le socialisme ; elle est au contraire une lutte sur les arrières de l'impérialisme qui épaulé et stimule celle des esclaves salariés des métropoles. De même, la lutte des femmes pour le respect et l'autonomie est un élément de la révolution prolétarienne, indispensable si l'on veut vaincre.

La classe ouvrière des pays impérialistes traîne deux boulets qui la lient à ses maîtres : le chauvinisme (qui inclut le racisme), et le sexisme. Ceci est dû au fait que la propriété capitaliste est inséparable des frontières nationales et du ménage privé. Tout comme "l'esprit-maison", le chauvinisme et le sexisme sont au fond de simples expressions de la collaboration de classes. Ainsi le véritable slogan de la bourgeoisie est : famille-usine-patrie ; celui du prolétariat révolutionnaire est : unité de la femme, de l'ouvrier et de l'immigré !

En luttant contre le sexisme de l'ouvrier, les femmes luttent contre le bourgeois qui se trouve dans l'ouvrier. "Les prolétaires, dit Marx, n'ont rien à eux à assurer ; ils ont, au contraire, à détruire toute garantie privée, toute sécurité privée existante". Cela vaut pour l'esprit de propriété et de domination que peut avoir l'ouvrier à l'égard de sa femme et de ses enfants. Voilà en quoi les femmes ont une véritable supériorité historique sur les hommes, ce que parmi les plus clairvoyants de ces derniers on reconnaît depuis longtemps. Fourier le premier disait : "J'ai trouvé dans le cours de mes recherches sur le régime sociétaire beaucoup plus de raison chez les femmes que chez les hommes".

En résumé la lutte féministe, qui est partie intégrante de la lutte anticapitaliste, implique deux choses :

- a) la lutte active contre le sexisme de tous les hommes, y compris les prolétaires ;
- b) le ralliement de toutes les femmes soucieuses de leur dignité, sans distinction de classe, dans le mouvement.

. . .

La lutte contre la famille bourgeoise, en tant que lutte contre l'unité économique de la société, est non pas une "lutte de femmes", réservée à un seul sexe, mais aussi de tous les hommes exploités et qui font leur la cause de l'émancipation de l'humanité. Cela reste vrai même si la tendance spontanée des hommes, dans la société bourgeoise, est non pas d'appuyer la femme dans sa lutte mais de la piétiner, au point que les classes dominantes sont assurées de recruter des prolétaires déçus, "dénaturés" pourrait-on dire, abrutis par le racisme et le sexisme, pour leurs bandes de gardes blancs.

Les femmes ne sont pas une classe, elles sont au contraire tiraillées par les classes opposées de la société bourgeoise et ne peuvent pour cela avoir un but historique autonome. De même, se trouvant hors de la production

La Famille et la Révolution

matérielle et dispersées à l'écart de la discipline sévère du Capital, elles ne peuvent aspirer à un rôle dirigeant dans la révolution prolétarienne.

Par contre, il est tout à fait évident que, dans nos pays où le développement du capitalisme monopolisme d'Etat a déblayé le terrain de la révolution communiste de toutes les séquelles économiques et politiques du précapitalisme, la lutte de la femme - et de l'ouvrier - pour l'égalité sociale des sexes et la destruction de la famille bourgeoise est au centre de la lutte pour la dictature du prolétariat et le communisme.

Par suite de leur origine économique, il est tout à fait erroné de présenter, comme le font les révisionnistes modernes, le patriarcat comme une "survivance" précapitaliste, et le sexisme comme un simple "préjugé" sans racines, dont le maintien s'expliquerait par quelque "inconséquence" de la révolution démocratique bourgeoise. Bien au contraire, l'analyse établit que le patriarcat et le sexisme sont à la base du capitalisme et se renforcent avec son développement. Le capitalisme, en donnant la "liberté" aux producteurs, l'a rendue du même coup impossible pour les femmes, comme pour les peuples coloniaux.

La révolution prolétarienne et socialiste, en supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, supprime en même temps le patriarcat capitaliste. Qu'est-ce que le communisme ? C'est - répond Marx - "la suppression de toutes les relations sociales" qui correspondent aux rapports de production capitalistes.

. .

Dans les pays capitalistes "développés", c'est-à-dire de capitalisme putréfié, la réserve la plus sûre et la plus massive de la révolution prolétarienne est l'armée immense des femmes opprimées et exploitées, qui forment la moitié de la population.

Avec le grand mouvement féministe actuel né aux U.S.A., se clôt l'époque de la négation de la lutte contre la famille bourgeoise au nom de celle contre l'entreprise capitaliste, et aussi l'époque de la tutelle de la lutte des femmes par les hommes. Il est fini le temps où les hommes "amenaient les femmes à la politique" : désormais s'ouvre au contraire un temps analogue aux siècles barbares, où ce sont les femmes qui ont converti le monde au monothéisme : ce sont elles en effet aujourd'hui qui, Clotildes et Radegondes d'un type nouveau, sont appelées à faire de chaque famille, jusque dans les rangs des classes dominantes, une forteresse de la révolution et du communisme.

C'est un des plus grands devoirs des communistes de soutenir de toutes leurs forces l'éveil et la révolte des femmes contre le patriarcat antédiluvien, de les aider à s'organiser afin de constituer le bélier populaire qui ouvrira les portes du communisme.

La révolution prolétarienne réalisera enfin ce que le jeune génie de Beccaria attendait en vain de la révolution bourgeoise en 1764 : le renversement de la "République des familles" et la fondation de la première vraie République des citoyens.

. .

FEMINISME ET MARXISME

..

La question posée par le Mouvement de Libération des Femmes, à savoir si l'ennemi principal est le patriarcat ou le capitalisme, quoique mal posée, indique de manière claire que le nouveau féminisme se place sur le terrain de la révolution prolétarienne, et sur le terrain du marxisme.

Précisément depuis la naissance du mouvement, la liaison entre féminisme et marxisme reste trouble et controversée, même par les féministes les plus étroitement liées à la révolte des femmes, et par les communistes les plus sincères. Les uns accusent à tort le marxisme d'insuffisance et d'incompréhension de la question des sexes et de la famille, et lui opposent un "féminisme" mal défini. Les autres se mettent en travers du mouvement spontané des femmes de manière dogmatique et au nom d'une fausse "orthodoxie" marxiste.

Ces malentendus et confusions ont une double origine :

- a) l'identification du marxisme et du révisionnisme ;
- b) la difficulté à appliquer le marxisme de manière vivante à des problèmes qui en un sens n'arrivent à maturité qu'à notre époque.

..

Le féminisme, en tant que mouvement spontané des femmes pour l'égalité sociale des sexes, a surgi au cours même de la révolution démocratique bourgeoise, comme un mouvement radical qui débordait cette révolution et anticipait pour une bonne part sur le féminisme moderne dirigé directement contre la famille bourgeoise et le patriarcat. De ce point de vue, le féminisme de 1792 faisait partie de ce mouvement plus large visant "l'Egalité de fait" (Babeuf) des hommes dans la société, représenté par Robespierre puis Babeuf, qui furent amenés à préconiser de "borner", puis d'abolir la Propriété.

Comme le mouvement ouvrier spontané, le mouvement des femmes est donc né bien avant qu'apparaisse le marxisme et le parti communiste. Mais il y a une différence : alors que le mouvement ouvrier de masse international s'est organisé il y a un siècle, à partir des sociétés de résistances et des chambres syndicales, les femmes n'ont jusqu'à présent jamais été vraiment organisées, et le M.L.F. ne représente que le tout début de ce mouvement d'organisation qui doit unir les femmes du monde un peu comme le fit l'Association Internationale des Travailleurs pour les ouvriers il y a 100 ans.

Le mouvement féministe, depuis sa naissance, est un merveilleux mouvement de défense et d'insurrection contre l'ordre existant, mais le mouvement de l'avant-garde communiste s'en distingue tout autant qu'il se distingue du mouvement ouvrier sans-parti. Ainsi il n'y a pas plus de doctrine "féministe" à opposer au marxisme qu'il n'y a de doctrine "syndicaliste", malgré les malheureuses tentatives faites au début du siècle en ce sens.

Comme il y a syndicalisme et syndicalisme, il y a féminisme et féminisme. Mais ce qu'il y a au bout du compte à reprocher au "féminisme bourgeois" c'est non pas sa lutte contre "l'Homme", mais bien ses positions conciliatrices envers la famille bourgeoise et le chauvinisme mâle.

Comme les travailleurs communistes doivent militer dans les syndicats, les femmes communistes doivent militer dans le mouvement féministe. Mais alors qu'il s'agit présentement avant tout de révolutionnariser le mouvement syndical, il s'agit essentiellement de donner un caractère de masse et populaire au mouvement féministe. Ceci dit, les tâches des fractions maoïstes dans le Mouvement de Libération des Femmes sont les suivantes :

1. Unir la majorité, en épurant le mouvement de ses éléments d'orientation sectaires, proscrire les "tendances" en tant que telles pour ne laisser exister qu'une seule tendance, la Libération des Femmes.

En d'autres termes, il faut lutter sur deux fronts, en prenant soin de distinguer les contradictions simples et antagoniques, ce qui dans les "tendances" relève du mouvement spontané et de la secte.

Le premier de ces fronts, secondaire pour l'instant, est représenté par les partisans de la "révolution sexuelle", dans la mesure où certaines d'entre elles se révéleront irréductiblement hostiles au marxisme et au mouvement ouvrier de lutte des classes, et allergiques à toute organisation.

Le deuxième de ces fronts, qui est le principal en ce moment, est représenté par les partisans du féminisme dit "de lutte des classes", dans la mesure où certaines d'entre elles se révéleront irréductiblement hostiles à la révolte des femmes et à l'organisation autonome d'un mouvement ouvert à tout le sexe féminin.

Ces deux tendances opposées se rejoignent curieusement dans leurs aspects sectaires, par certaines revendications fantaisistes et sexistes de type du "droit au travail" et du "droit au plaisir" dans le cadre du patriarcat capitaliste. Ces camarades ne semblent pas se rendre compte que s'il faut renverser ce régime, c'est justement parce qu'il ôte toute signification à de telles "revendications" ! Celles-ci sont du même type que celle de Proudhon qui prétendait combattre l'économie marchande en "réclamant" l'extension des "privilèges" de l'argent à toutes les marchandises ! Nos sectaires, elles, veulent libérer les femmes en étendant à celles-ci les privilèges des hommes de la société civilisée qui les oppriment !

2. La seconde tâche des maoïstes au M.L.F. est de prendre la tête du recrutement massif de femmes du peuple, ménagères et ouvrières.

En effet, le M.L.F. en France est non seulement dirigé, mais composé pour sa plus grande part de femmes qui se trouvent dans une position intermédiaire, de femmes "indépendantes" : soit des étudiantes, soit de "vraies" salariées (qui peuvent nourrir une famille). Ceci est logique et inévitable dans une étape initiale du mouvement, mais ne saurait être que provisoire.

3. La troisième tâche des maoïstes au M.L.F. est de mettre sur pied une véritable organisation, unifiée nationalement et internationalement.

Les sectes se complaisent dans le cloisonnement étrié. Mais le morcellement actuel, qui existe dans chaque pays et jusque dans chaque ville est bien sûr des plus néfastes, aussi bien pour faire avancer la réflexion théorique des militantes, que pour assurer la puissance du mouvement dans l'action.

Tout reste à faire dans le nouveau mouvement féministe. Mais tout se fera : les femmes s'éveilleront et s'organiseront elles-mêmes et en masse contre le patriarcat capitaliste, elles s'éclaireront du marxisme et s'uniront au prolétariat pour la révolution communiste.

Conclusion

..

Nous vivons une grande époque révolutionnaire où les femmes, naguère rempart de la réaction, forment leurs légions et viennent prendre leur place dans la lutte contre l'ordre bourgeois.

Aujourd'hui, ce sont les femmes elles-mêmes qui attaquent la "Famille", dernière institution sacrée que ne protège plus le saint-chrême de l'opinion ; décidément la "civilisation" tremble sur ses bases !

C'est que la grande révolution s'avance, celle qui libère le producteur, et supprime du même coup cet ordre que l'on disait immuable, où au-dessous du producteur exploité se trouve encore quelqu'un : sa femme.

cc Dans la révolution prochaine, les femmes, c'est sûr, ne brilleront plus par leur absence, comme à la Convention de 1793, et même au Conseil de la Commune de 1871, ou au Conseil des Commissaires du Peuple de 1917 (où Alexandra Kollontaï jouait le rôle de "l'ouvrier Albert", cet unique travailleur manuel du gouvernement provisoire de 1848). Réduire les hommes, et donner aux femmes la place qui leur revient est d'ailleurs un but de premier plan de la "révolution sous la dictature du prolétariat" qu'organisent les communistes d'Albanie et de Chine et qui nous réserve encore bien des surprises !

Le M.L.F. annonce des temps nouveaux, ceux-là même pour lesquels notre parti maoïste existe et agit.

..

Mai 1976 - Silvye

(1) Abréviations :

E : Engels - M.W. : Mary Wollstonecraft - M. : Marx.

Table

•
•

	Introduction	2
I	- Le patriarcat	4
II	- La famille bourgeoise	8
III	- Le programme des femmes	13
IV	- La femme et l'ouvrier	17
V	- Féminisme et marxisme	20
	Conclusion	22

•
•

- Illustration de couverture : Jaja.
- Correspondance : F. Malot - 134, rue de Créqui - 69006 Lyon.

pour le Parti Maoïste

LA SITUATION ET NOS TACHES

«IL NE CONVIENT PAS SEULEMENT DE SAVOIR CE Q'U'IL FAUT FAIRE, IL FAUT ENCORE LE FAIRE».(Dimitrov).

LA SITUATION

Nous sommes un parti marxiste, pas un parti bourgeois. Ce ne sont pas les faits divers parlementaires et autres scandales civils qui nous guident pour fixer nos tâches. Notre politique est déterminée par l'analyse indépendante que nous faisons des rapports économiques qui se trouvent à la base de l'ordre actuel, rapports qui entraînent la société avec la force d'une loi naturelle et dictent aux politiciens de l'ennemi chacun de leurs actes. C'est précisément dans la mesure où nous ne nous laisserons pas égarer par les phénomènes superficiels de la vie sociale, et que nous ne perdrons pas de vue notre but final, le communisme, que nous deviendrons véritablement le parti révolutionnaire du prolétariat.

Pour délivrer notre parti prisonnier de l'idéalisme, du révolutionnarisme bourgeois, et le réconcilier avec le socialisme scientifique, il nous faut partir des considérations suivantes :

① En premier lieu, un fait général déterminant : en ce qui concerne notre époque, elle est et reste celle du capitalisme de monopole, de l'impérialisme. Cela signifie deux choses : d'une part c'est le déclin du capitalisme et de la prétendue "civilisation", et l'ascension juvénile du prolétariat émancipateur de toute l'humanité, l'époque de "guerres et révolutions" ; et à ce moment où la révolution est devenue pratiquement une chose inévitable, il faut analyser les conditions de celle-ci, non plus du point de vue de la situation économique de tel pays pris à part, mais au point de vue de la totalité du système impérialiste, qui forme une chaîne économique unique. D'autre part dans la contradiction fondamentale qui oppose la bourgeoisie et le prolétariat, l'aspect principal reste la bourgeoisie. C'est ce que Staline soulignait en 1952 : "La lutte des pays capitalistes pour la possession des marchés et le désir de noyer leurs concurrents se sont pratiquement révélés plus forts que les contradictions entre le camp du capitalisme et celui du socialisme".

② En second lieu, un fait économique déterminant : Depuis la fin des années soixante, au moment même où les Russes et leurs "amis" passaient à l'impérialisme, nous avons quitté la période d'après-guerre, de reconstruction économique, de "prospérité" capitaliste et de front commun des impérialismes contre le communisme, pour entrer dans la période de rivalité aigüe des superpuissances pour le repartage du monde, de stagnation économique et de crise, d'armements frénétiques et d'avant-guerre. Il est évident que la crise du dollar et l'inflation actuelle qui a suivi ne sont que les prodromes du véritable crack économique qui s'annonce à l'horizon. Il faut savoir aussi que les effets de la crise seront d'une violence inégalée dans la France moderne, par suite même de la perte de son Empire colonial classique et de la "ru-tation industrielle" de l'après-guerre, qui ont eu ensemble pour conséquence d'accroître immensément sa dépendance du "marché mondial".

③

En troisième lieu, un fait politique déterminant :

La France actuelle est un pays capitaliste "moyen riche". Ce n'est ni une superpuissance, ni un pays du Tiers-Monde, mais elle appartient à la catégorie supérieure des pays capitalistes intermédiaires. La conséquence de cela est la suivante : d'une part la classe dominante est acquise à 100 % à la cause de l'impérialisme et de la réaction mondiale ; d'autre part tout l'ancien développement capitaliste "national" se trouve irrémédiablement condamné comme une utopie petite-bourgeoise. Il ne s'offre spontanément d'autre voie pour sortir de l'impasse que la vassalisation ouverte par l'une ou l'autre des superpuissances, c'est-à-dire l'acheminement vers la régression coloniale, ou bien l'aventure de la "Nation européenne", c'est-à-dire le travail d'Hercule pour mettre sur pied un troisième bloc esclavagiste. Il est évident qu'à ces diverses perspectives correspondent autant de fractions hostiles de la classe dominante, toutes plus réactionnaires les unes que les autres, que les choix décisifs ne sont pas faits, que néanmoins le temps presse, et que de grands bouleversements couvent sous la cendre.

Seul notre parti, lequel doit devenir celui des millions qui n'ont "rien à perdre et un monde à gagner", est en mesure de défier les cataclysmes politiques, économiques et militaires qui se préparent, et qui n'auront rien de "classique". Nous devons tenir compte comme il convient des inévitables contre-courants engendrés par la crise "nationale" et les "croisades" xénophobes. Mais il faut surtout garder en vue qu'il se prépare de vastes et profonds mouvements de révolte ouvrière et populaire, et une polarisation extrême des forces politiques, entre le parti du prolétariat d'une part, et le parti bourgeois de la terreur ouverte, le parti du "fascisme" d'autre part.

NOS TÂCHES

Telle est la situation objective générale. Si on la rapporte à l'état actuel des forces révolutionnaires, la mission de l'avant-garde apparaît alors de mener de front trois révolutions qui se conditionnent mutuellement : la révolution dans l'Etat contre la dictature monopoliste, la révolution dans le mouvement de masse contre la collaboration de classes et la révolution dans notre mouvement maoïste contre le subjectivisme de secte.

Objectivement ces trois révolutions ont ensemble pour but d'écraser la bourgeoisie et d'imposer l'hégémonie du prolétariat, de combler le retard de l'avant-garde sur les masses. Subjectivement elles correspondent à une seule et même rectification générale dans nos propres rangs, appliquée à trois domaines différents.

la révolution dans l'Etat

La première révolution, contre la dictature monopoliste, c'est la révolution politique. Elle implique une rectification de notre ligne qui porte sur la fermeté de l'orientation stratégique.

Le problème est de faire de la révolution prolétarienne une vérité concrète, reflétant vraiment notre réalité sociale, et à laquelle est subordonnée toute notre activité présente.

Quelles sont les mesures à prendre ?

① D'abord, conformément à la situation, nous devons prendre résolument et irrévocablement pour cible l'oligarchie financière. Nous sommes un pays de capitalisme monopoliste d'Etat. Nous servons les intérêts de plus de 90 % de la population. Notre ennemi, ce sont les monopoles, "privée" ou d'Etat, qui exercent la dictature et sont les auteurs de guerre. Les monopoles, c'est l'expropriation permanente de la classe ouvrière. Les boniments du genre des "nationalisations" qui font miroiter le rachat de leur produit par les producteurs esclaves et dépouillés, ne peuvent que camoufler des transactions entre vampires capitalistes. L'issue, la seule, reste celle de Marx : "l'expropriation des expropriateurs". Mais pour cela il faut leur arracher leur couteau de boucher, les fusils et les canons. Par suite notre mot d'ordre directeur doit être : "Il n'y a pas le choix : ou bien la dictature des monopoles, ou bien la dictature du prolétariat !"

Il faut en finir avec les slogans romantiques d'étudiants qui se saoulaient de l'opposition de la "bourgeoisie" et des "masses", sans que leur tête sache ce que dit leur langue, et qui en sont encore à gober le prétendu "antimonopolisme" des saltimbanques du parti révisionniste de France.

Ce redressement radical conditionne non seulement notre action, mais aussi toute l'orientation donnée à l'analyse économique, qui doit marcher de pair avec les enseignements fournis par la lutte, et déterminer pro-

gressivement comment s'opposent exactement les différentes fractions de l'oligarchie, et quelles sont précisément les classes qui peuvent être neutralisées, sur quelle base concrète nous devons nous unir aux autres.

Nous sommes dans la période où le parti n'existe pas, pas de Programme -

②

Ensuite, concernant la manière de s'y prendre, il nous faut mettre sur pied un véritable parti prolétarien, c'est-à-dire un parti d'action.

Notre rôle est de servir la cause du peuple, de l'aider à s'organiser. Une fois les tâches arrêtées, on gagne l'adhésion des masses en se jetant soi-même sans tarder dans l'action, sans craindre la prison ni la mort. Il faut par suite donner le pas à l'agitation orale des travailleurs manuels sur les romans imprimés des intellectuels ; priorité doit être accordée aux responsables à l'organisation, chargés de préparer l'encadrement des actions de masse, les services d'ordre et groupes de protection ; et il serait temps de s'occuper sérieusement du nayautage des forces armées et de tous les préparatifs militaires à notre portée.

Il faut en finir avec les groupes de propagande stériles, d'étudiants dogmatiques et bavards, aux idées brumeuses et qui tournent autour du pot.

③

Enfin, quant au but, il faut nous préparer activement à la clandestinité.

Voulons-nous oui ou non parvenir au soulèvement du peuple et à l'insurrection armée ? Enver Hodja vient encore de nous alerter : "Les capitalistes et les révisionnistes (...) ont peur des révolutionnaires (...), en silence ou ouvertement, ils se préparent à frapper (...). Nous devons organiser aussi la lutte illégale (...). Cette deuxième forme d'organisation (...) est la plus sûre garantie de la victoire". (7^o congrès albanais).

En France il faut en finir avec le jugement erroné sur les "dissolutions" de 1968. Celles-ci n'étaient pas effectives. Notre mouvement n'est pas actuellement interdit, il est au contraire toléré. Une double faute a été commise : nous avons de notre propre initiative renoncé au plein usage des possibilités légales, et en même temps nous nous laissons glisser chaque jour un peu plus dans l'indolence. Cela doit être corrigé, c'est une question de vie ou de mort.

la révolution dans le mouvement de masse

La deuxième révolution, contre la collaboration de classes, est une révolution idéologique. Elle implique une rectification de notre ligne qui concerne la concentration des efforts sur la tâche centrale de l'étape.

Le problème est de faire une vérité concrète de notre tâche d'organisation des masses.

Quelles sont les mesures à prendre ?

① D'abord, conformément à la situation, nous devons accorder la priorité à un véritable travail communiste dans les syndicats, c'est-à-dire révolutionnariser le mouvement de masse de la classe dirigeante, de la classe ouvrière.

Les Journées de 1968 ont déclenché le "malaise syndical" qui fait trembler les monopoles, et qui s'aggrave à mesure que la crise économique mûrit. Aujourd'hui les syndicats se trouvent encore entièrement sous l'emprise d'éléments dégénérés qui servent la cause de la grande bourgeoisie et de toute évidence d'indicateurs haut-placés tout court.

Il ne s'agit pas même de la révolution prolétarienne : ce dont la classe ouvrière et tout le peuple font l'amère expérience quotidienne, c'est qu'aucune revendication sérieuse, qu'elle soit économique ou politique, ne peut aboutir, le moindre morceau de pain être obtenu sans "purger" préalablement les syndicats. Il faut dire la vérité aux masses.

Car elles seules peuvent finalement se sauver. Notre devoir primordial est de faire ressortir au cours de chaque lutte que son véritable but ne peut être que de rejeter le joug de la collaboration de classes; la reprise du pouvoir de la classe ouvrière dans ses propres organisations. Voilà le champ de bataille où nous avons en ce moment à faire nos preuves. Et sous peine de perdre notre raison d'être, notre mot d'ordre central doit être : "Pas de réforme possible en France, sans révolution dans les syndicats !".

Il faut en finir avec la manie de jouer aux "dirigeants" révolutionnaires, d'"exalter les luttes" que l'on sait en général vouées à l'échec, et cela malgré leur maigre enjeu.

② Ensuite, concernant la manière de s'y prendre, il nous faut appliquer rigoureusement la méthode des "fractions communistes" subordonnées au Parti préconisées et mise en oeuvre par la Troisième Internationale (1919-1943), implantées dans toutes les "grosses boîtes" selon un plan.

En nous vouant à la cause du communisme, nous ne choisissons pas ce qui est facile. Et il n'est pas facile de révolutionnariser des organisations réactionnaires d'ouvriers. Ce n'en est pas moins nécessaire. La difficulté est double : chasser coûte que coûte les agents de l'oligarchie qui ont pris les commandes des syndicats, et mettre l'accent sur le travail dans la centrale révisionniste, la C.G.T., où réside évidemment en France le noeud de la question syndicale.

Cela ne signifie pas, bien au contraire, renoncer à susciter et à nous appuyer sur tout "comité" représentant les syndiqués des diverses centrales et les non-syndiqués réunis, ni négliger les renforts extérieurs à l'entreprise dans les périodes de lutte. Ce n'est pas non plus ignorer que, sous leur forme habituelle, les syndicats sont inadaptés comme organes d'insurrection et de pouvoir révolutionnaire.

Il faut en finir avec l'absence de directive nette et persévérante concernant l'organisation des masses ouvrières, tout autant qu'avec l'impuissance voilée dans le brouillard de l'"anti-syndicalisme". D'autre part, le travail communiste dans les syndicats, ce n'est ni baisser le cou pour constituer sa "tendance" et grimper les échelons ; ni fabriquer de toutes pièces de "confortables" sections syndicales social-démocrates pour faire pièce au révisionnisme, et se placer de fait sous la direction des apôtres de l'"autogestion" ; ni partir faire une visite en courant dans la centrale réactionnaire, avec l'idée bien arrêtée qu'on va se faire exclure et que le mieux à espérer est une "scission" qui permettra de décréter un faux et éphémère "syndicat rouge".

③ Enfin, quant au but, il nous faut partir hardiment des véritables besoins communs des masses.

La révolution dans les syndicats a pour objectif un syndicat de lutte de classes unique. Cela signifie combler le retard accumulé depuis 1936, lutter par exemple pour la semaine de trente heures, organiser la sortie massive de ces lieux de corruption que sont les comités d'entreprise, etc. Cela signifie un syndicat démocratisé de fond en comble, aux méthodes offensives, résolument "féministe" et internationaliste, un syndicat qui soit la courroie de transmission du parti aux masses ouvrières, le noyau du front uni populaire, un levier de l'insurrection prolétarienne. Le programme des syndicats ne doit pas être limité aux seules revendications "économiques" de la classe ouvrière rabaissée au rang de groupe corporatif, être un programme "trade-unioniste" ; il doit au contraire poser d'emblée la classe ouvrière comme le dirigeant naturel de toute la société. Il faut tout faire surtout pour que la révolution dans les syndicats fasse l'objet d'un pacte immédiat et inconditionnel entre tous les groupes marxistes-léninistes-maoïstes.

Il faut en finir avec notre passivité qui livre les organisations ouvrières comme instruments des ambitions des politiciens de la "Gauche" tricolore, et avec notre "suivisme" à l'égard du programme des chefs jaunes du type Séguy, établi en fonction de ce que les monopoles peuvent accorder sans lutte pour payer leurs services : de réels avantages pour le trust syndical, des "2%" pour les exploités.

La révolutionnarisation des syndicats ouvriers est liée à l'organisation plus large des masses populaires et ne doit pas nous la faire oublier et les grands problèmes qu'elle soulève : la "moitié du monde" que sont les femmes, la brigade de choc que forment les jeunes, la question nationale des immigrés, la question de l'ancienne et la nouvelle petite bourgeoisie, etc.

la révolution dans l'avant-garde

La troisième révolution, contre le subjectivisme sectaire, est de type "révolution culturelle". Elle implique une rectification de notre ligne qui porte sur l'unité de nos rangs.

Le problème est de faire une vérité concrète de la directive galvaudée de Mao : "Pour faire la révolution, il faut qu'il y ait un parti révolutionnaire". Cette révolution est bien sûr la plus pressante, étant donné que nous en sommes, après 13 ans d'existence, à 20 ou 25 groupes M.L.M. Commençons donc par balayer devant notre porte !

Quelles sont les mesures à prendre ?

① D'abord, conformément à la situation, il nous faut enfin adopter une politique révolutionnaire en matière d'unité, désintéressée et audacieuse.

Les paroles prononcées par Enver Hodja en 1971 caractérisent encore exactement notre situation : "faiblesse du mouvement révolutionnaire", "retard" du "facteur subjectif" (de la prise de conscience, l'organisa-

tion et la direction) sur "le mouvement pratique des masses", en un mot "absence d'une stratégie et d'une tactique scientifique". Si l'on sait ce que parler veut dire, cela signifie qu'il n'y a pas de vrai Parti. Il est donc absurde de nier la division en déclarant qu'elle est le fait de "petit-bourgeois" qui refusent de "se placer sous la direction du Parti".

Mais dire qu'il n'y a pas de Parti ne veut pas dire qu'il n'y a pas de mouvement maoïste, que celui-ci, quoique peuplé d'une masse de militants ardents qui se sont levés surtout depuis 1968, ne forme plus dès à présent que des groupes "opportunistes", contre lesquels il faut mener la "lutte à outrance", qu'il faut "démasquer" et "écraser", que la voie consiste à "gagner l'avant-garde de la classe ouvrière", à "fusionner" sa propre poignée "avec le mouvement ouvrier", à "remettre la question du parti entre les mains du prolétariat". Cette autre négation, grandiloquente, de la division, est aussi absurde que la première.

En vérité notre mouvement n'a pas quitté la période infantile de son développement, il est noyé dans une sorte de "spartakisme", c'est-à-dire un état où l'aspiration cependant intense à former un véritable parti léniniste ne se reflète encore que de manière déformée dans des groupes inexpérimentés, exclusifs, empêtrés sans le savoir dans bien des vieux travers social-démocrates et anarchistes. Par conséquent le mot d'ordre qui doit animer notre lutte doit être : "Détruisons les sectes pour créer le Parti !".

Il faut en finir avec la confusion constante concernant "qui sont nos amis et qui sont nos ennemis", parmi ceux-là même qui, selon l'expression sectaire, "se réclament du marxisme-léninisme". Pour s'y retrouver, il faut bien voir ce qui suit :

Premièrement, notre mouvement est véritablement divisé, il ne s'est pas réellement déroulé de "lutte de lignes" depuis sa naissance en 1964, dans l'ensemble les divers groupes appartiennent aujourd'hui à un même mouvement maoïste et ils doivent donc être principalement placés sur le même pied.

Deuxièmement, la division est bien due à une "ligne bourgeoise", mais celle-ci a dans l'ensemble jusqu'ici traversé tous les groupes, et elle consiste dans le subjectivisme sectaire, qui s'est manifesté plus particulièrement en matière de création du Parti. Le subjectivisme consiste à faire ce qui nous passe par la tête et non ce qu'exige une analyse de la situation elle-même. Il a deux faces, celle de droite, l'empirisme qui consiste à réagir aveuglément, en se laissant pousser par les nécessités immédiates ; et celle de "gauche", le dogmatisme, qui consiste à intervenir arbitrairement dans les événements d'après une idée préconçue. Les deux variétés du subjectivisme font rage dans notre mouvement.

Troisièmement, pour déterminer les responsabilités secondaires de la division, un seul critère : avant 1967, date de la création du faux "Parti", rien ne justifiait la création d'organisations séparées ; après 1967 rien ne justifiait les scissions. En particulier quel que fut le bon droit des "exclus" depuis cette date, ils devaient avant tout lutter pour leur réintégration, au lieu de hurler régulièrement - et toujours après coup - au "révisionnisme".

②

Ensuite, concernant la manière de s'y prendre, il nous faut déclancher dans tous les groupes à la fois un mouvement de type "révolution sous dictature du prolétariat".

Cela découle de la situation de notre mouvement où, pris en bloc, il apparaît que la "superstructure" - morcellée et largement prémarxiste - ne correspond pas à la "base" essentiellement révolutionnaire. Une telle méthode de lutte signifie avant tout que nous faisons confiance au mouve-

La situation et nos tâches

ment, à la capacité de la grande majorité des dirigeants des diverses organisations d'appuyer et d'organiser le mouvement de révolte qui sommeille dans la masse des militants. Il s'agit de parvenir à la création d'un Centre National, ou Comité central provisoire tel que celui qui donna naissance au Parti albanais, ayant pour fonction de dissoudre les anciens groupes et de les réorganiser en les épurant des sectaires invétérés sur une base de Parti.

③ Enfin, quant au but, il réside dans une révision radicale de notre style de travail.

Aujourd'hui on se réclame bien du "marxisme-léninisme", mais à vrai dire on ne tient que peu compte des acquis et de l'expérience du mouvement communiste mondial.

Aujourd'hui, nous n'avons pas encore appris à pratiquer la ligne de masse à l'extérieur, la lutte idéologique active et le centralisme démocratique au sein de l'organisation.

Aujourd'hui, plateformes et règles d'organisation ne valent guère que les jours de "Congrès", et les travaux de ceux-ci ne reflètent sérieusement ni activité selon un plan, ni vérification des tâches, ni bilans critiques.

Aujourd'hui l'on assiste à des changements de "ligne" brutaux sans explication, en même temps qu'on avilit l'autocritique, claironnée pour des broutilles, suivie d'aucun progrès et ne servant finalement qu'à justifier les lubies du moment.

Aujourd'hui nous militons le plus souvent dans une atmosphère hostile à toute étude, environnée de stéréotypes, de mauvaise foi et de sarcasmes étudiants, où l'on cherche à "avoir raison" avant tout et à défendre "à tout prix" sa secte, quitte à la désertier au premier coup de vent.

Il faut en finir avec tout cela, et d'autres choses encore, et édifier le Parti communiste.

-oOo-

Il nous incombe à présent de mener à bien trois révolutions et une rectification générale. Il nous faut nous hâter, en nous démarquant catégoriquement des prétendus "maoïstes" antistaliniens qui existent déjà, aussi bien que d'éventuels "staliniens" antimaoïstes.

Nos trois révolutions, contre la dictature monopoliste, la collaboration de classes et le subjectivisme sectaire, sont le maillon grâce auquel nous prenons en main à l'étape présente la tâche qui consiste à nous pourvoir successivement de ce que Mao appelle "les trois armes principales" pour vaincre l'ennemi : un parti prolétarien, un front uni du peuple et une armée rouge.

janvier 77 - 250 ex.

-oOo-

Silvye.
couverture : Jaja.

Correspondance : Malot F., 134 rue de Créqui - Lyon 69006.

11. N° de la théorie marxiste, du socialisme scientifique, etc.

A bas la "démocratie française" des banquiers!
Vive la République des ouvriers !

) Camarades, esclaves et victimes du Capital, partisans de la libéra-)
(tion sociale, c'est à vous que notre parti ouvrier rouge s'adresse. Nous ()
) ne sommes ni des illuminés qui parlent aux nuages, ni des carriéristes de)
("l'opposition" qui font des sourires tricolores à tous les "citoyens". Il ()
) faut que l'on entende la voix depuis longtemps étouffée et trahie de la)
(classe des prolétaires, la voix du front uni populaire, de la révolution ()
) et du communisme. Ceux qui profitent du régime, ou ceux qui ont peur)
(d'aller en prison ne peuvent pas vous dire la vérité. Notre parti qui ap- ()
) plique le marxisme en France, qui s'inspire de Mao au pays de Marat,)
(c'est votre parti, et vous en ferez vous-mêmes l'Etat-major de la cause ()
) du peuple.)

-/-

Camarades, le peuple la connaît, la jolie "DEMOCRATIE FRANÇAISE" des gangsters au gouvernement. Cette 5^e République présidentielle bureaucratique, ce capitalisme des monopoles et de l'Etat, c'est en vérité le régime de la décrépitude et de l'agonie de la bourgeoisie.

Ø Pour nous le peuple, 90 % de la population, ce régime c'est avant tout la dictature, le régime de la matraque.

Qu'on ne nous berce plus de contes de fées cyniques sur la "société de liberté". Nous autres qui n'avons pas de gros compte en banque, alors qu'on en est à payer pour respirer, nous n'avons pas une ombre de liberté. De même, ce qui se trouve à chaque repas dans notre assiette dépend de la marche des affaires du monde, mais nous ne participons absolument en rien à l'administration du pays. Tout au contraire, nous comptons pour zéro, nous devons toujours garder le front baissé, et c'est notre propre vie qui est toujours plus fichée, fonctionnarisée et traquée.

Le moindre particulier isolé et inoffensif qui se permet de broncher, on le chasse sans délai de son travail pour "faute grave", ou on le traîne au commissariat pour "outrage" ; alors qu'on ne nous parle pas de la liberté de la classe des ouvriers, de la liberté du peuple tout entier !

La vérité, la voici : Mrs. les richards qui faites la loi, sans votre police et votre armée, ça fait longtemps que le peuple l'aurait flanquée aux ordures, cette "démocratie française" de malheur. Les nobles d'autrefois étaient miséreux et sans défense à côté de vous, despotes "républicains" bardés de chars. Les villes encerclées par des casernes bourrées de mercenaires forcés des monopoles, prêts à nous sauter dessus si on bouge ; la place publique qui grouille d'indicateurs de la préfecture : voilà ce que camoufle grossièrement votre "société de liberté".

Ø Et pourquoi donc cette dictature ? Tout simplement pour nous maintenir en esclavage.

Car c'est celui-là notre sort à nous, les vrais salariés, et aussi aux travailleurs qu'on dit faussement "indépendants", un sort d'esclaves. De nos mains sortent toutes les richesses - toujours plus fabuleuses - de la société, et nous sommes condamnés en naissant à perdre notre vie à la gagner. Nous sommes soumis à la torture toujours plus sévère et raffinée du travail forcé, un travail d'automates imbéciles ; et en échange, nous récoltons la seule malédiction de n'être que des "ouvriers", le droit de se démener pour joindre les deux bouts, la hantise grandissante du lendemain.

Et nous voilà à présent une nouvelle fois en crise économique, plongés les uns après les autres dans l'indignité de réclamer "du travail", forcés ainsi de supplier nous-mêmes pour qu'on nous écorche. Quel régime répugnant !

À bas la "démocratie française" des banquiers !

- ∅ C'est l'esclavage à 100 % pour la foule des pauvres, mais ce n'est guère mieux pour d'autres millions de gens du peuple de condition moyenne, qu'ils soient embauchés ou à leur compte : écrasés par l'impôt, rongés par le crédit ; les uns ont un supérieur dans le dos toute la journée, les autres subissent la loi des "gros" possédants, et tous ont le même avenir bouché. Est-ce une vie pour ceux-là aussi ?
- ∅ Mais il y a pire : c'est comment les seigneurs de la Bourse et de la Banque qui tirent les ficelles chez nous étranglent les pays plus petits, et surtout la frénésie de vampire avec laquelle elle suce le sang du Tiers-Monde, au moyen du nouveau colonialisme déguisé en "coopération", plus sauvage encore que l'ancien.
- ∅ L'impérialisme mutile les capacités des producteurs, il pressure les peuples ; cela ne suffit pas, il faut encore qu'il ravage l'autre source de la richesse, la nature. C'est notre pain qu'on attaque aussi par là ; mais c'est en plus notre santé que nous avons à défendre !
- ∅ Tout cela, cette violence anti-populaire, ce bain ouvrier, cette misère, ce saccage général, tout cela pour en arriver à quoi ? A remplir le puits sans fonds du gaspillage capitaliste. Pour fabriquer des prisons, des canons, des parkmètres, des coffre-forts et des navires de plaisance. Tout cela pour nourrir l'ogre du parasitisme bourgeois aux cent têtes : les colonels de coups d'Etat, les spéculateurs cosmopolites, les psychanalystes décadents, les artistes vendus, les trafiquants de toutes sortes. Tout cela enfin pour qu'au beau milieu de cette orgie, les bas-fonds et le "gratin" parodent et s'embrassent, en nous crachant dessus.
- ∅ Mais la plus ignoble conséquence de ce règne d'abomination sous lequel nous vivons, c'est qu'il pousse par dessus le marché le peuple à se déchirer lui-même.
- C'est le chauvinisme raciste, les étrangers pauvres traités comme des parias, des lépreux, les étrangers riches comme des démons en puissance.
- C'est de même le chauvinisme mâle, le sexisme : les femmes traitées comme des bêtes à plaisir, et comme de grands enfants à charge, condamnées par le "destin" à l'esclavage domestique.
- ∅ Où en sommes-nous enfin avec ce régime aux mille horreurs ? Nous en sommes exactement dans l'avant-guerre. Où nous mène-t-il ? Il nous mène tout droit à la barbarie complète.
- En effet, quels choix nous offre-t-il ce régime ? Ou bien d'être colonisés à notre tour par les tyrans capitalistes américains ou leurs cousins les nouveaux tsars russes qui malmènent le monde entier ; ou bien de nous embarquer dans les pires aventures du premier dictateur en chef venu, qui nous parquera dans des camps de travail garantis "européens". Dans tous les cas, si on n'y met pas le holà, nous roulons à toute vitesse vers la troisième grande tuerie internationale.
- Voilà pourquoi, camarades, le monde doit "changer de base", voilà pourquoi nous devons nous dresser tous soudés pour renverser l'oligarchie financière au pouvoir ; pourquoi le peuple, ce géant invincible, établira à la fin la REPUBLIQUE DU TRAVAIL.

-/-

) Camarades, esclaves et victimes du Capital, partisans de la libération sociale, venez crier avec nous la vérité ouvrière partout ! ()
) Notre parti maoïste est là pour vous aider à vous sauver vous-mêmes !)

Comité pour l'adhésion (au PCR à Lyon) - Silvye, avril 77.

A.10



POUR LE PARTI MAOÏSTE

Malot Freddy
134, rue de Créqui
69006 - Lyon

Le 20.6.77

Lettre ouverte
à la directrice de la maternelle
(123, rue de Créqui)

-/-

Vous avez vu quelle animation inhabituelle il y a eu l'autre jour (le 16) dans la cour de l'école, quand je me suis mis à accoster tout le monde, parents et enseignants, pour leur distribuer gratis une bonne pile de journaux pour enfants chinois !

C'est que, ces livres merveilleux que j'avais offerts huit jours avant comme lots pour la fête de l'école, vous veniez de me les rendre avec une insolence hautaine, et un argument vénimeux à la bouche : "c'est de la propagande !".

Pardon ! Je prétends, moi, que c'est vous qui avez voulu imposer une censure orientée, arbitraire et réactionnaire.

D'abord arbitraire : les autres institutrices ont-elles été consultées ; et puis êtes-vous mieux placée que les parents, vous qui n'avez aucun compte à leur rendre, pour savoir ce que les enfants doivent lire ou pas chez eux ?

Ensuite réactionnaire. Comment avez-vous pu oser refuser ces livres qui sont un succès mondial, précisément à cause de leur valeur artistique et de leur morale fière et fraternelle, qui exalte les vertus des ouvriers, des gens du tiers-monde et de tous ceux qui consacrent leur vie à la suppression des classes sociales ? Ah ! je serais probablement devenu votre grand copain si je vous avais proposé de ces illustrés orduriers qu'on trouve chez nos marchands de tabac, avec leurs histoires de gangsters, de soldats sadiques, de femmes perdues, de princes pleins aux as par l'opération du saint-esprit, ou de contes de fées et autres bondieuseries propres à rendre les cerveaux fêlés !

Je m'indigne, bien sûr, de votre conduite, mais sachez qu'elle ne m'étonne pas. Non pas que je vous trouve spécialement perverse. Peut-être n'êtes-vous guidée, après tout, que par la routine des préjugés ambiants et l'habitude de la soumission craintive envers les supérieurs. Je ne m'étonne pas, parce que je sais de longue date que la doctrine de la "neutralité scolaire" dont vous vous couvrez est la doctrine officielle en vigueur, et rien d'autre qu'une machine de guerre hypocrite des riches et des puissants contre le pauvre peuple dont je fais partie.

Vous dites enfin que vous avez lu mes illustrés chinois ; à présent, mais bien malgré vous, d'autres usagers de l'école ont pu commencer à en profiter aussi. Pour que tous s'en régalaient à loisir avec leurs enfants, offrent de jolis cadeaux à leurs amis et proposent désormais dans toutes les écoles ces lots rêvés pour les prochaines fêtes, je leur conseille d'aller se fournir aux librairies :

- Librairie Populaire : 226, rue Duguesclin (3°) ;
- La Force du Livre : 33 rue Leynaud (1°).

J'espère que personne ne se gênera pour venir dire sans détours à vous et à moi ce qu'il pense de toute cette affaire ! Pour ma part, je fais immédiatement connaître ma démarche de protestation aux journaux, à l'Association des Amitiés Franco-chinoises et à l'Ambassade de Chine.

J'aurai maintenant la satisfaction d'avoir fait mon devoir ; mais je n'ignore pas que tout reste à faire pour libérer l'école dite "publique", et avec elle toute la République..

F. Malot

FEMMES
de
tous les milieux
UNISSEZ-VOUS
contre le
PATRIARCAT
CAPITALISTE



POUR LE PARTI MAOISTE

FEMMES, NOS SOEURS, (1)

LA COUPE EST PLEINE, DEBOUT !

) Camarades, esclaves et victimes du capital, partisans de la libéra-)
 (tion sociale, c'est à vous que notre parti ouvrier rouge s'adresse. ()
) Notre parti applique le marxisme en France, il s'inspire de Mao au)
 (pays de Marat ; vous en ferez vous-mêmes l'état-major de la révolution ()
) sociale.)
 (Notre parti vient aux femmes et leur dit : le féminisme est votre ()
) cause, l'heure a sonné de la levée en masse de la moitié de l'humanité,)
 (pour la destruction du patriarcat capitaliste. ()

-0-

Il n'est pas vrai que LA DEPENDANCE PERSONNELLE DES FEMMES soit chez nous un vestige du passé, que les femmes soient libérées sous le patriarcat capitaliste maudit. La bourgeoisie monopoliste nous ment.

Le patriarcat, qui fut nécessaire pour secouer l'hébétude tribale et éperonner la civilisation, qu'est-ce que c'est ? C'est "la dépendance de la femme vis-à-vis du mari, (et) (...) des enfants vis-à-vis des parents, par le moyen de la propriété privée" (Engels - 1847). Voilà le secret de la Famille avec un grand "F".

Cette fichue "cellule fondamentale" de l'actuelle société esclavagiste - le ménage privé - est l'idole de la réaction, bien sûr ! N'est-elle pas, invariablement depuis 6 000 ans, un carcan pour les enfants, un cachot pour la femme et un boulet au pied du producteur exploité ?

Les savants à gage de la bourgeoisie monopoliste qui vantent la "civilisation" taisent que c'est aussi l'histoire d'un long cauchemar : de la société de classes, de l'étatisme et de l'obscurantisme.

Leur civilisation c'est, primo, la subordination des liens de sexe et de sang aux rapports d'argent. Les conséquences sont : d'un côté les non-possédants sont privés de famille naturelle, de l'autre "l'esclavage" domestique et la prostitution s'abattent sur les femmes.

Leur civilisation c'est, secundo, le conflit entre la production matérielle dans l'entreprise et la production des hommes dans le ménage. Les conséquences sont : d'un côté les dites crises de "surpopulation", de l'autre la crétinisation continue des producteurs.

Leur civilisation c'est, tertio, l'antagonisme entre le travail social et l'appropriation privée. Les conséquences du monopole des moyens de production par une poignée d'esclavagistes sont : le saccage de la nature, les guerres de conquête et la misère des masses.

Quand on a compris cela tout s'éclaire : la Famille n'est que le premier maillon, dans la chaîne des unités économiques privées qui forment l'anatomie de la société d'exploitation de l'homme par l'homme. Ainsi, ménage privé moderne, entreprise capitaliste et nation marchande doivent vivre et périr ensemble !

La famille bourgeoise, la famille "nucléaire" inhérente au règne débridé de la propriété privée, au régime du salariat, c'est tout simplement le comble du patriarcat. C'est sous ce régime que l'égalité juridique des sexes met à nu leur inégalité économique. Les "droits" civils et politiques des femmes, conquis de haute lutte, rendent plus insupportable encore leur absence de pouvoir réel. Mais c'est une nouvelle chute, brutale et décisive, de leur position sociale qui les frappe au même instant.

Premièrement, l'on assiste à la dissolution de la petite économie marchande et la socialisation de l'existence, à d'immenses progrès dans la médecine et la technique économique ; tout cela allège les fonctions maternelles, anéantit l'industrie domestique et réduit les tâches ménagères. Mais il y a l'ombre du tableau : le fossé s'élargit à l'extrême entre les misérables corvées domestiques confiées à la femme et les véritables responsabilités de la production réservées à l'homme. Par suite, chez le peuple subordonné des épouses, la fonc-

Femmes de tous les milieux, Unissez-vous !

tion de "courtisane" tend toujours plus à prendre le pas sur celle de "servante".

Deuxièmement, avec le salariat, chaque travailleur se constitue un foyer, un ménage "libre", c'est-à-dire tout à fait séparé de l'entreprise et dissoluble. Mais il y a l'ombre du tableau : la dépendance personnelle devient le lot exclusif et scandaleux du sexe féminin, tandis que le vrai travail qui rapporte devient le privilège des hommes. Par suite, c'est à présent le chancre hideux de la prostitution à grande échelle qui désole la race paria des mères des hommes.

Dès lors l'antagonisme patriarcal est parfait. Il faut que ça craque. Il n'est plus possible comme par le passé de porter plus avant les relations humaines naturelles (entre sexes et générations) par le perfectionnement de la famille privée. Tout nouveau progrès pour peupler la terre, libérer les forces productives humaines et régénérer les moeurs exige le renversement de tout le cours antérieur de la civilisation. Il faut rouvrir en masse aux femmes les portes du travail libre et de la production matérielle qui sont barrées depuis la fin de la "préhistoire". Il faut démolir la Famille.

Ce que le capitalisme rend ainsi nécessaire, il le rend également possible. N'a-t-il pas lui-même sapé le rôle de la femme au foyer, et obligé de sa main brutale les femmes et la jeunesse à assumer un rôle économique important hors du ménage ? Là sont les bases matérielles d'une forme supérieure de famille.

Notre époque, où la propriété privée est au bout du rouleau, du capitalisme bureaucratique, c'est l'époque de la décision. Tout expire ensemble : les Nations par l'autarcie, les Entreprises par le monopolisme et la Famille par le paupérisme salarial. Le "grand ménage socialisé" (Lénine), qui doit s'élever sur les ruines de la Famille, l'impérialisme en crée les conditions complètes et en fait une affaire pressante. En effet, la Sécurité Sociale - bien mal nommée - qui voit le jour alors, est-elle autre chose que la négation directe du ménage privé lui-même ?

Le sexe féminin tout entier est victime de la Famille. "Rien dans cette société ne concerne les femmes" (V. Solanas) ; quelle que soit la classe de la femme, ses organes y font d'elle une "femelle", tout comme la peau du noir fait de lui un "nègre". Et sitôt qu'il se forme un nouveau ménage, il y a un homme qui hérite des attributs du maître.

Mais il ne faut pas s'y tromper : la lutte des femmes n'en est pas moins, au fond, une lutte des classes. Pour faire des femmes des individus complets, il faut supprimer le ménage capitaliste ; mais pour cela l'entreprise capitaliste, dont il n'est que le complément, doit disparaître. De même, afin de gagner leur dignité les familles pauvres doivent cesser de fournir la domesticité des riches ; mais pour cela il faut détrôner les orgueilleuses "maîtresses de maison" et en faire des travailleuses. On le vérifie bien : la révolution ouvrière n'est pas la révolution des "ouvriers", elle "émancipe toute l'humanité" !

Que tous le sachent : c'est bien parce que la coupe est pleine, que le nouveau féminisme déferle. Et c'est une juste vengeance si la révolte des femmes a éclaté d'abord en Amérique, là où, disaient les monopoleurs, "la femme est reine" ! L'ancien féminisme radical a durement combattu pour faire de la femme "un Homme et un Citoyen". Le féminisme révolutionnaire d'aujourd'hui est cependant tout différent : il attaque, lui, directement la sacrosainte Famille, quelle qu'en soit la forme ; il s'appuie sur les ménagères ; il se place sous la direction du parti ouvrier.

La moitié de l'humanité se lève, une ère nouvelle s'annonce, celle de la famille naturelle communiste.

-0-

) Camarades, esclaves et victimes du capital, partisans de la libé-)
 (ration sociale, venez crier avec nous la vérité ouvrière partout ! ()
) Notre parti maciste est là pour vous aider à vous sauver vous-)
 (mêmes ! ()

-0-

FEMMES, NOS SOEURS, (II)

LA LIBERATION DES FEMMES SAUVERA LES HOMMES !

) Camarades, esclaves et victimes du capital, partisans de la libéra-)
 (tion sociale, c'est à vous que notre parti ouvrier rouge s'adresse. No- ()
) tre parti applique le marxisme en France, il s'inspire de Mao au pays)
 (de Marat ; vous en ferez vous-mêmes l'état-major de la révolution so- ()
) ciale.)
 (Notre parti vient aux femmes et leur dit : le féminisme est votre ()
) cause, l'heure a sonné de la levée en masse de la moitié de l'humanité,)
 (pour la destruction du patriarcat capitaliste.)

-0-

Il n'est pas vrai que CE QUE LES FEMMES VEULENT, c'est l'égalité avec les mâles chauvins de cette société capitaliste maudite. Les petits-bourgeois réformistes de la "gauche" vous trompent.

Prenons la question économique, base de tout le programme féministe. Dans les conditions actuelles, les femmes veulent-elles le "droit au travail" comme les hommes ? C'est ridicule ! Le patriarcat bourgeois accorde justement ce droit. Et le nouveau féminisme s'appuie sur cette découverte que la liberté pour la femme de faire sa vie s'avère tout aussi vaine que celle du prolétaire de choisir son patron !

Restons donc sur terre. Et qu'y voyons-nous ? D'un côté la femme "active" de toutes classes est "hors d'état d'accomplir ses devoirs familiaux" (Engels). De l'autre côté, malgré leur dépendance et la misère, et malgré les monopoles qui veulent leur donner mauvaise conscience, les mères et ménagères ne sont absolument pas oisives ou chômeuses, "sans profession" comme on dit. Au contraire, pas un homme ne pourrait être engagé dans la production matérielle et ramasser de l'argent, sans les milliards d'heures de services par lesquelles les femmes reproduisent l'espèce humaine, veillent sur les enfants et assurent l'entretien de la force de travail. Et quand le mari ramène la paie, l'épouse en a bien gagné sa part ! C'est pourquoi nous disons : toutes les femmes sont opprimées, toutes les mères sont travailleuses, toutes les ménagères sont exploitées.

Les femmes réclament donc non pas le non-sens du "droit au travail" en régime capitaliste, mais elles veulent renverser le patriarcat capitaliste qui les cloue à la cuisine ou au salon. Et pour atteindre ce but stratégique, elles luttent pour faire reconnaître maintenant tous leurs droits aux travailleuses au foyer. Cela veut dire :

1° - Il faut le droit égal des conjoints sur les ressources du ménage. Autrement dit, abolir le mariage actuel, avec son "obligation alimentaire" qui consacre "l'esclavage" domestique de la femme.

Mais un tel nouveau régime matrimonial de "communauté universelle entre époux égaux" n'aura de sens que s'il s'accompagne d'une revalorisation complète de la situation matérielle de l'esclave salarié (revenus, loyer, impôts), assurant une vie "normale" à la famille. Les concubins doivent en même temps bénéficier d'une protection égale à celle des gens mariés ; et l'Etat doit venir en aide aux femmes en "chomage" familial : mères célibataires, divorcées et veuves

2° - Il faut le droit au repos pour la femme. Il s'agit de faire des crèches et colonies qui déchargent celle-ci : pour la nuit, le week-end et les vacances ; et non pas d'aménager la double journée pour arranger les patrons.

Mais ces mesures n'auront de sens que si la garde des enfants est gratuite pour les familles populaires. En outre, il n'y a ni repos possible pour les masses, ni relations préservées entre les adultes et les petits sans la mise en vigueur de la semaine de 30 heures.

3° - Il faut l'inscription personnelle de la femme à la Sécurité Sociale, son droit propre d'être couverte contre la maladie, la vieillesse et les accidents

Femmes de tous les milieux, Unissez-vous !

du travail.

Mais cette réforme fondamentale n'aura de sens que si elle s'accompagne de la refonte complète de la Sécurité Sociale. Celle-ci doit être financée exclusivement par les monopoles, et être gérée par le peuple seul, conjointement par le syndicat ouvrier et le M.L.F.

Les sexistes de la "gauche", bien sûr, hurlent que nous voulons river les femmes à leur foyer. A cela nous rétorquons :

1° - Quel cas faites-vous donc de la lutte contre la prostitution, si vous refusez de remettre en cause d'abord le mariage légal actuel et la situation des femmes au foyer !

2° - La lutte des travailleuses au foyer pour leurs droits est tout particulièrement la condition préalable du succès des revendications des femmes "actives" : éliminer les discriminations sexuelles touchant la formation, l'emploi, les revenus et la promotion, abolir les "métiers féminins" et protéger la mère salariée.

Finalement, c'est la paupérisation des masses ou le malheur familial qui entraînent les femmes au bureau d'embauche. C'est pourquoi nous dénonçons les petits-bourgeois qui cherchent désespérément à accorder le "travail" et la "famille" en étalant des alibis révolutionnaires. Les travailleuses en lutte pour leurs droits proclament : ce n'est pas le travail pour de l'argent qui émancipe, mais la lutte révolutionnaire. Et elles inscrivent sur leurs banderoles : "Quittons nos cuisines, les femmes dans la rue !".

Il n'y a que l'action organisée des millions de femmes du monde entier, serrées autour de l'armée ouvrière et guidées par le parti communiste, qui ébranlera les codes patriarcaux bourgeois. C'est aussi l'action de masse qui fera promulguer une loi générale anti-sexiste. Et c'est ainsi que la bataille doit être menée sur tous les fronts : depuis la lutte politique pour une milice féminine démocratique, jusqu'au combat "culturel" pour le droit des femmes à la chasteté.

Le but inconscient de toutes les actions défensives des femmes est d'éveiller, mobiliser, unir et organiser "la moitié du ciel" et de forger ce levier décisif de la révolution prolétarienne.

Le socialisme, détruisant tout ensemble l'entreprise capitaliste et le ménage bourgeois (contractuel), libérera définitivement et l'esclave salarié et "l'esclave" domestique. "Les moyens de production passant à la propriété commune, la famille conjugale cesse d'être l'unité économique de la société" (Engels). En même temps que le soin des enfants devient une "affaire publique", les femmes entrent enfin en masse dans la sphère de l'industrie collective.

Le travail associé apporte avec lui l'aisance et les loisirs. Il déclenche le renversement des vieux rapports entre la société et la nature, et entre le travail manuel et l'intelligence.

Alors la révolution s'empare aussi des rapports entre la vie commune et la vie personnelle, en bouleversant pour commencer la base : l'architecture. Les relations inter-sexuelles font à leur tour peau neuve : les femmes sont libérées de la dépendance personnelle dans l'exacte mesure où les hommes sont sauvés de la déchéance sexiste, se dépouillent de la bestialité et de la brutalité "viriles". Quelle aurore ces nouveautés chez les adultes représentent pour l'enfance !

Avec de nouvelles mœurs on peut parler sérieusement d'égalité des sexes. Mais cette égalité, fondée sur l'union libre et la réciprocité dans la monogamie, prenant la femme pour modèle précisément cette fois parce que c'est le sexe faible, c'est le matriarcat communiste moderne !

-0-

) Camarades, esclaves et victimes du capital, partisans de la libéra-)
) tion sociale, venez crier avec nous la vérité ouvrière partout ! ()
 (Notre parti maoïste est là pour vous aider à vous sauver vous-)
 (mêmes ! (

-0-

FEMMES, NOS SOEURS, (III)

IL FAUT BATIR LE GRAND M.L.F !

) Camarades, esclaves et victimes du capital, partisans de la libéra-)
 (tion sociale, c'est à vous que notre parti ouvrier rouge s'adresse.)
) Notre parti applique le marxisme en France, il s'inspire de Mao au)
 (pays de Marat ; vous en ferez vous-mêmes l'état-major de la révolution)
 (sociale.)
 (Notre parti vient aux femmes et leur dit : le féminisme est votre)
 (cause, l'heure a sonné de la levée en masse de la moitié de l'humanité,)
 (pour la destruction du patriarcat capitaliste.)

-0-

Il n'est pas vrai que l'on pourra CONSTITUER LES FEMMES EN UNE FORCE "auto-
 nome" en exaltant, sous le nom de "féminitude", le système du corporatisme et
 de la désorganisation. Qu'est-il de plus propre à perpétuer notre régime mau-
 dit de patriarcat capitaliste ? Gardons-nous de la troupe de déclassés, volon-
 tiers "ultraféministes", qui recherchent l'étiollement sectaire du M.L.F. histo-
 rique.

Les femmes radicales ont eu leurs "clubs" parisiens en 1790, leur congrès
 aux Etats-Unis et leurs journaux en France en 1848. Puis il y eut "l'Union des
 Femmes" sous la Commune de Paris en 1871, le mouvement des Suffragettes dans
 l'Angleterre de 1905 et la Fédération Démocratique des Femmes en 1945.

Mais le M.L.F. (Women's Lib.) né il y a 10 ans aux U.S.A. a ouvert une pers-
 pective toute nouvelle au féminisme. C'est le premier mouvement féminin sponta-
 né qui n'a pas pour but "l'égalité en droit" des sexes sur la base de la Famil-
 le, mais est décidé à abolir la famille patriarcale sous quelque forme que ce
 soit. Il s'agit de libérer les liens de famille naturels monogamiques du cor-
 set de la propriété privée ; autrement dit de balayer le ménage privé en tant
 qu'unité de base de la société esclavagiste d'hier et d'aujourd'hui.

Voilà pourquoi il est question pour la première fois de créer une organisa-
 tion à la fois massive et révolutionnaire des femmes, une véritable Ligue fé-
 ministe mondiale, complétant l'oeuvre que les ouvriers réalisèrent il y a plus
 de cent ans maintenant en fondant l'Internationale. Il faut donc tout d'abord :

//ne seule organisation "autonome" de toutes les femmes.

Les femmes ont le nombre pour elles mais, isolées, elles sont plus vulnéra-
 bles encore que les prolétaires face à la répression. Qui plus qu'elles fait
 l'expérience que l'organisation fait la force et qu'il faut mener chaque ba-
 taille "10 contre 1" ?

Or, il n'y a pas de mouvement féminin de masse sans un mouvement ouvert à
toutes les femmes. Aussi nous disons : "Femmes de tous les milieux, unissez-
 vous contre le patriarcat capitaliste !". Et il faut gagner avant tout la mas-
 se fondamentale des femmes, c'est-à-dire les femmes au foyer, les jeunes filles
 et les ménagères.

D'autre part, il faut un mouvement de femmes tout à fait "féminin", qui soit
 ni une organisation mixte, ni une annexe féminine du syndicat. Au contraire, le
 M.L.F. doit s'implanter lui-même dans les entreprises, parallèlement au syndi-
 cat.

Enfin il faut lutter sans merci contre l'apologie des "groupes femmes",
 dispersés et sans discipline, et contre l'existence de "tendances" qui culti-
 vent le factionnalisme. A ce propos, il faut en finir avec la lutte empirique
 contre un "patriarcat" abstrait, qui efface les classes sociales, hormis la
 prétendue "classe" des femmes. Il faut tout autant enterrer la lutte dogmati-
 que contre un "capitalisme" abstrait, qui ignore les femmes, hormis les fan-
 tômes d'hommes que sont les travailleuses à salaire d'appoint. "La société

Femmes de tous les milieux, Unissez-vous !

présente repose sur la famille" (Engels - 1845). La cible de notre lutte est le patriarcat capitaliste, le salariat et la famille bourgeoise qui ne font qu'un. Par suite, il faut aux femmes, victimes d'un seul sexisme et qui veulent vaincre, une organisation unique solide avec une seule tendance : le M.L.F. révolutionnaire. Il nous faut en effet aussi :

///ne organisation révolutionnaire anticapitaliste.

Ce qui pèse spécialement sur les femmes (et aussi la jeunesse et les vieillards) c'est la famille bourgeoise.

Or, il n'y a pas de mouvement féminin révolutionnaire si l'hégémonie en est livrée à des intellectuelles qui se disent "émancipées". Les femmes les plus opprimées, les plus combattives, les exploitées - ménagères, salariées et autres - doivent pouvoir exprimer librement leurs griefs et conquérir la direction du M.L.F. Il doit en être ainsi en particulier dans les sections d'entreprise, naturellement ouvertes aux femmes cadres.

D'autre part, le M.L.F. doit rechercher la coopération la plus étroite avec le mouvement ouvrier de lutte des classes. A ce propos, ayons soin de distinguer entre le patriarcat capitaliste et les manifestations de chauvinisme mâle venant des hommes du peuple, eux-mêmes écrasés par le régime. Le capitalisme entraîne diaboliquement le peuple à se déchirer lui-même ; il en va du sexisme comme pour le racisme. Par suite le sexisme au sein du peuple doit être contenu et repoussé par la force propre du mouvement féminin, épaulé par le syndicat révolutionnaire ; le but est de rééduquer les masses masculines, d'écartier les obstacles à la formation du front populaire. "La femme et l'ouvrier, unis pour tout changer !".

Enfin, la seule garantie pour le M.L.F. de définir toujours une juste ligne révolutionnaire et de devenir la grande organisation unifiée et stable des femmes, c'est l'action féministe indépendante sous le drapeau du parti maoïste, développée hardiment et jumelée avec l'activité ardente des fractions rouges au sein du M.L.F.

En conclusion, tout est à faire dans l'organisation en grand de la foule des femmes, et les féministes révolutionnaires ont le champ libre. Il faut d'autre part se préparer à affronter la répression de l'Etat de dictature des monopoles et à déjouer la confusion organisée par les faux amis des femmes, la "gauche" bourgeoise et sexiste. La tâche immédiate est de mettre en déroute le féminisme sectaire qui entrave le mouvement actuel.

Il faut bâtir le grand M.L.F. C'est la moitié de l'humanité dont le sort est en jeu. C'est le plus vaste organe du front uni anti-capitaliste qu'il s'agit d'édifier. C'est cette tâche historique qu'il revient aux héroïnes de notre génération d'accomplir.

Une chose est sûre : rien ne pourra plus à présent arrêter les femmes en mouvement..

-0-

) Camarades, esclaves et victimes du capital, partisans de la libéra-)
 (tion sociale, venez crier avec nous la vérité ouvrière partout ! ()
) Notre parti maoïste est là pour vous aider à vous sauver vous-)
 (mêmes ! (

-0-

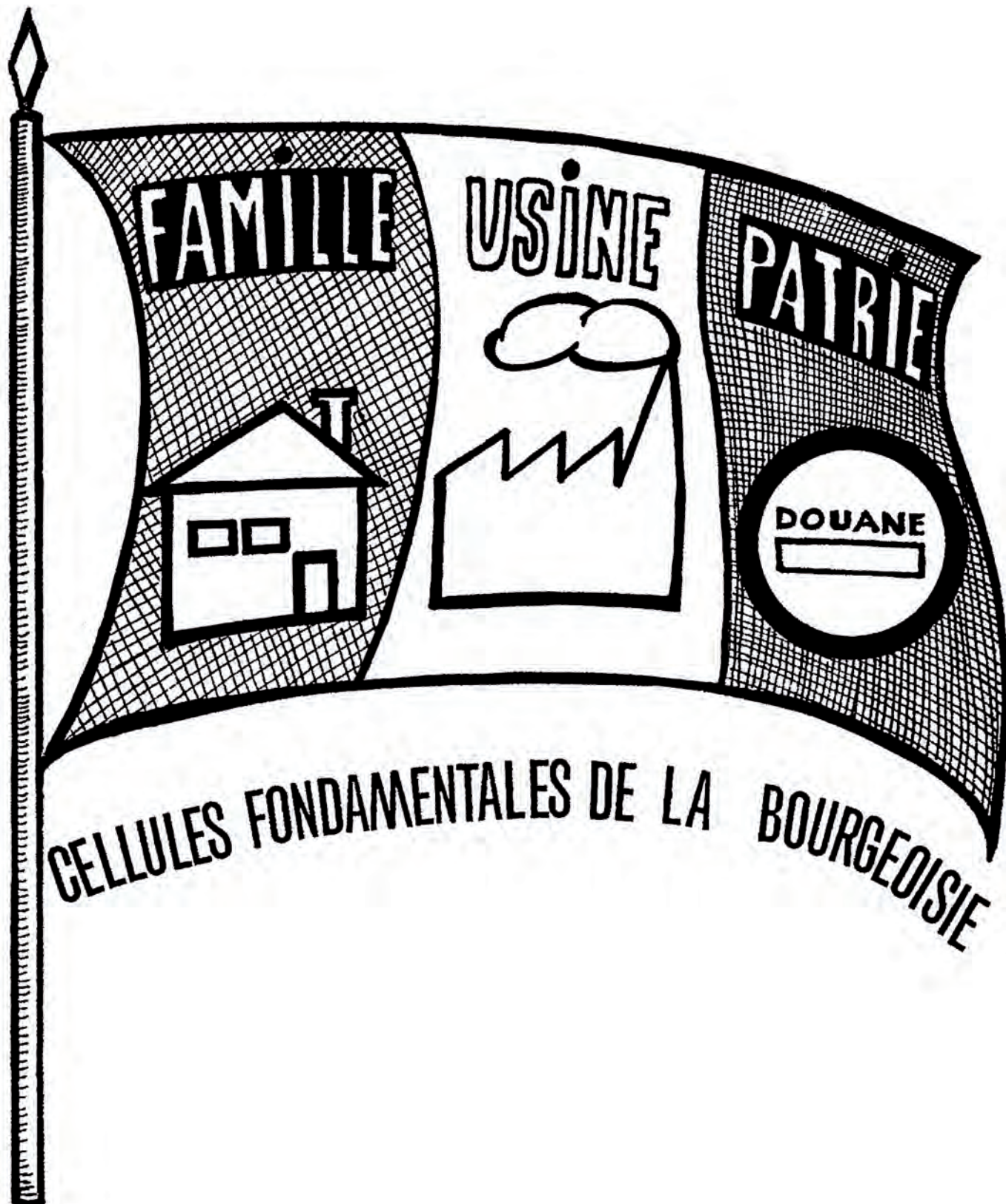
Comité pour l'adhésion (au PCR à Lyon)

Silvye, août 77.
 Illustrations : Jaja
 500 ex.

Courrier : F. Malot - 134, rue de Créqui - 69006, Lyon.



POUR LE PARTI MAOISTE



POUR LE PARTI MAOISTE

FAMILLE = **CARGAN POUR LES ENFANTS**
BOURGEOISE = **CACHOT POUR LA FEMME**
BOULET AU PIED DE L'OUVRIER



POUR LE PARTI MAOISTE

LES PAUVRES N'ONT PAS DE FAMILLE.



POUR LE PARTI MAOISTE

**LA FEMME EST
LE DERNIER SERF
DE L'HISTOIRE**



POUR LE PARTI MAOISTE

Femmes de tous les milieux, Unissez-vous !

	.FEMMES	.OPPRIMEES
TOUTES LES	.MERES	SONT .TRAVAILLEUSES
	.MENAGERES	.EXPLOITEES



POUR LE PARTI MAOISTE



**«L'ESCLAVAGE»
DOMESTIQUE,
MERE DE LA
PROSTITUTION!**



POUR LE PARTI MAOISTE

**TOUS LEURS DROITS AUX
TRAVAILLEUSES
AU FOYER !**



POUR LE PARTI MAOISTE

LA LIBERATION DES FEMMES SAUVERA LES HOMMES !



POUR LE PARTI MAOISTE

LA FEMME ET L'OUVRIER, UNIS POUR TOUT CHANGER!



POUR LE PARTI MAOISTE



**L'EGALITE DES SEXES
EXIGE LE COMMUNISME!**



POUR LE PARTI MAOISTE



DEBOUT! MERES ET MENAGERES !



L'INTERNATIONALE

L'Internationale (écrite par Eugène Pottier en juin 1871) est le chant commun de l'avant-garde communiste et des masses en lutte pour leur émancipation.

Hymne du peuple révolutionnaire, l'Internationale appartient tout à la fois au syndicalisme et au féminisme. Encore faut-il distinguer entre la C.G.T. jaune et le M.L.F. sectaire actuels, et les organisations sans-parti de lutte des classes qui restent à édifier.

Il manquait dans l'Internationale le couplet des femmes. Nous l'y ajoutons aujourd'hui.

Debout ! mères et ménagères !
 Debout ! épouses et catins !
 C'est la fin du seigneur et maître,
 La femme existera enfin !

La Famille qui tout écrase :
 L'ouvrier, les enfants et nous (1),
 Est moulée de la même vase
 Que l'usine à sverdes sous !

Refrain : C'est la lutte finale :
 Groupons-nous, et demain,
 L'Internationale
 Sera le genre humain.

(1) Dire : "... les enfants et VOUS", quand des hommes chantent.

nov. 77



pour le Parti Maoïste

NOUS N'AURONS RIEN :

▶ **NI BEEFSTEAK,**

▶ **NI POUVOIR OUVRIER,**

SANS UNE REVOLUTION SYNDICALE,

SANS VIRER

SEGUY, MAIRE ET C^{IE},

BRISEURS DE GREVE ET KOLLABOS .

POUR UN SYNDICAT DE CLASSE,

DEMOCRATIQUE ET UNIQUE !

31.12.77 - Initiative de l'Organisation Maoïste.

- Approuvent le texte ci-dessus : Le Travailleur/Lyon.
- En désaccord : UCF ; ne répondent pas : HR, PCR, OCF, ORPCF, OCP, Le T., PLP, CC, CP, l'Aube, c/EV, c/Aix, VP.

Correspondance : A. SIMON
2, Rue des Fantasses - 69001 LYON

LE PREMIER ETAT SOCIALISTE



G. THOMSON

L'histoire de toute la société jusqu'à nos jours était faite d'antagonismes de classes qui, selon les époques, ont revêtu des formes différentes. Mais, quelle qu'ait été la forme revêtue par ces antagonismes, l'exploitation d'une partie de la société par l'autre est un fait commun à tous les siècles passés.

- Manifeste du Parti Communiste.

1. LA REVOLUTION PROLETARIENNE

Résumant l'analyse qu'a faite Lénine à propos des traits qui distinguent les révolutions bourgeoise et prolétarienne, Staline écrivait :

La différence entre la révolution prolétarienne et la révolution bourgeoise pourrait se ramener à cinq points essentiels :

1. La révolution bourgeoise commence ordinairement lorsque les formes du régime capitaliste, qui ont grandi et mûri au sein de la société féodale dès avant la révolution ouvertement déclenchée, sont déjà plus ou moins prêtes, tandis que la révolution prolétarienne commence alors que les formes toutes prêtes du régime socialiste font complètement ou à peu près défaut.

2. La tâche fondamentale de la révolution bourgeoise consiste à s'emparer du pouvoir et à le faire concorder avec l'économie bourgeoise existante, tandis que la tâche fondamentale de la révolution prolétarienne consiste, après s'être emparé du pouvoir, à édifier une économie nouvelle, socialiste.

3. La révolution bourgeoise se termine ordinairement par la prise du pouvoir, tandis que pour la révolution prolétarienne la prise du pouvoir n'est que le commencement, ce pouvoir étant utilisé comme levier pour la refonte de la vieille économie et l'organisation de la nouvelle.

4. La révolution bourgeoise se borne à remplacer au pouvoir un groupe d'exploiteurs par un autre groupe d'exploiteurs; aussi n'a-t-elle pas besoin de briser la vieille machine d'Etat; tandis que la révolution prolétarienne écarte du pouvoir tous les groupes exploités, quels qu'ils soient, et porte au pouvoir le chef de tous les travailleurs et exploités, la classe des prolétaires; aussi ne peut-elle se passer de briser la vieille machine d'Etat et la remplacer par une nouvelle.

5. La révolution bourgeoise ne peut rallier autour de la bourgeoisie, pour une période de temps quelque peu durable, les millions de travailleurs et d'exploités, précisément parce qu'ils sont des travailleurs et des exploités; tandis que la révolution prolétarienne doit et peut les souder au prolétariat dans une alliance durable, précisément en tant que travailleurs et exploités, si elle veut remplir sa tâche fondamentale, qui est de consolider le pouvoir du prolétariat et d'édifier une économie nouvelle, socialiste (SQL 1.121).

Donc, après avoir vaincu la bourgeoisie, le prolétariat est confronté à la tâche de l'édification d'un nouvel ordre social qui, parce qu'il met fin à l'exploitation, sera différent non seulement du capitalisme, mais de toutes les formes de société de classe antérieures. Il s'ensuit que la révolution prolétarienne implique des changements plus profonds, donc des difficultés plus grandes, qu'aucune des révolutions qui l'ont précédée.

De plus ces difficultés qui découlent de la nature même de la révolution prolétarienne ont été portées à leur comble pendant la Révolution d'Octobre, parce que c'était la première de ce type. Le pouvoir pris, les ennemis intérieurs et extérieurs défaits par une armée rouge créée au beau milieu des combats, les ouvriers et les paysans russes se sont attelés à la construction du socialisme, sans expérience sur laquelle s'appuyer, sans l'aide d'aucun allié, harcelés par le sabotage organisé de l'étranger, confrontés à la menace d'une nouvelle intervention.

La prise du pouvoir en elle-même n'avait pas été si difficile. Ceci était dû à la situation politique créée par la guerre. A l'intérieur, l'économie arriérée du tsarisme s'était effondrée sous le choc de la défaite militaire. A l'extérieur, les puissances impérialistes empêtrées dans leur lutte à mort, étaient incapables d'intervenir (LO 27.89); et plus tard quand elles sont effectivement intervenues, elles ont été gênées par l'opposition de leurs propres prolétariats -soulèvements révolutionnaires de Hongrie et d'Allemagne, actions de soutien aux bolchéviks en France et en Angleterre (LO 30.396). Grâce à ces facteurs politiques, la révolution a survécu. Mais quand il a fallu passer de la lutte pour le pouvoir à la construction du socialisme, l'état d'arriération légué par le tsarisme devint un obstacle majeur :

Plus arriéré est le pays qui a dû, par suite des zigzags de l'histoire, commencer la révolution socialiste, et plus il lui est difficile de passer des anciens rapports capitalistes aux rapports socialistes (LO 27.86)

A l'Ouest la situation était inverse. Là, les conditions socio-économiques du capitalisme de monopoles -grande production, instruction généralisée, haute compétence technique et degré élevé d'organisation syndicale- étaient favorables à la construction du socialisme; mais tant que les ouvriers étaient prisonniers des illusions réformistes, les conditions politiques manquaient. Lénine soulignait la différence en comparant la Russie à l'Allemagne :

Le socialisme est impossible sans la technique du grand capitalisme, conçue d'après le dernier mot de la science moderne...Le socialisme est également impossible sans que le prolétariat domine l'Etat...L'Allemagne et la Russie incarnent en 1918, avec une évidence particulière, la réalisation matérielle des conditions du socialisme, des conditions productives, économiques et sociales d'une part, et des conditions politiques d'autre part (LO 32.355).

En conséquence, Lénine indiquait qu'à l'Ouest la révolution serait plus longue à venir que cela n'avait été le cas en Russie, mais, une fois venue, moins difficile à mener à bien; et du même coup il mettait en garde les bolchéviks de ne pas se laisser abuser par la facilité avec laquelle ils avaient pris le pouvoir, car leurs plus grandes difficultés étaient devant eux :

Pour quiconque réfléchissait aux prémisses économiques d'une révolution socialiste en Europe, il était évident qu'il est bien plus difficile de commencer la révolution en Europe et bien plus facile de la commencer chez nous, mais qu'il sera plus difficile de la continuer ici. Cette situation objective a fait qu'il nous a fallu connaître un tournant très difficile, très brusque de l'histoire (LO 27.90)

Portant un jugement d'ensemble sur la révolution Russe, il écrivait :

Nous avons dû commencer notre révolution dans des conditions extrêmement difficiles, qu'aucune révolution ouvrière ne connaîtra jamais (LO 28.137).

2. LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME

A la fin de la guerre civile la vie économique du pays était pratiquement au point mort et l'alliance ouvriers-paysans subissait une grave tension. La situation n'a été rétablie que grâce à la Nouvelle Politique Economique de Lénine : elle permit la reprise de la production sur la base du marché privé dans la petite industrie et l'agriculture. Après cette période de rétablissement la lutte pour l'édification du socialisme reprit.

L'industrialisation nécessite du capital et l'unique source de capital était le travail du prolétariat et de la paysannerie. Staline disait :

Dans les pays capitalistes, l'industrialisation s'est effectuée le plus souvent pour l'essentiel par le pillage d'autres pays -colonies ou pays vaincus- ou avec l'aide d'emprunts substantiels plus ou moins asservissants à l'extérieur.

Vous n'ignorez pas que pendant des centaines d'années la Grande-Bretagne a amassé des capitaux venant de l'ensemble de ses colonies, de toutes les parties du monde; elle a pu de cette manière accroître les investissements dans son industrie. Ce qui, entre parenthèse, explique pourquoi la Grande-Bretagne a été autrefois "l'atelier du monde".

Vous n'ignorez pas non plus que l'Allemagne a développé son industrie avec l'aide, entre autres choses, des 5 milliards de francs qu'elle a perçus comme indemnité sur la France lors de la guerre Franco-Prussienne.

Notre pays diffère des pays capitalistes sous ce rapport : nous ne pouvons ni ne devons nous engager dans le pillage colonial ou l'exploitation des autres pays en général. Cette voie, donc, nous est fermée.

Notre pays ne peut non plus contracter des emprunts asservissants à l'extérieur ou même l'envisager. En conséquence cette voie aussi nous est fermée.

Que reste-t-il alors? Seulement une chose, qui consiste en un développement industriel, une industrialisation du pays à l'aide d'accumulations internes...

Mais quelles sont les principales sources de ces accumulations?

Comme je l'ai dit, elles sont au nombre de deux : d'abord la classe ouvrière, qui crée les valeurs et fait avancer notre industrie, ensuite, la paysannerie.

Au sujet de la paysannerie, les choses en sont là : non seulement elle paye à l'Etat les impôts normaux, directs et indirects; mais de plus elle paye trop, tout d'abord à cause des prix relativement élevés où sont vendus les produits manufacturés, elle est ensuite plus ou moins sous-payée aux prix où lui sont achetés les produits agricoles

Ce n'est pas autre chose qu'un impôt supplémentaire levé sur la paysannerie dans le but d'aider l'industrie qui pourvoit aux besoins du pays tout entier, la paysannerie comprise (SCC28).

Pour mettre en oeuvre cette politique il était nécessaire de maintenir la dictature du prolétariat et l'alliance ouvriers-paysans qui réalisait l'union entre la paysannerie et le prolétariat dans une lutte commune contre les koulaks :

L'alliance du prolétariat et de la paysannerie est une alliance de la classe ouvrière avec les masses travailleuses de la paysannerie. Une telle alliance ne peut être réalisée sans une lutte contre les éléments capitalistes de la paysannerie, sans une lutte contre les koulaks. Une telle alliance ne peut être solide sans l'organisation des paysans pauvres, comme appui de la classe ouvrière dans les campagnes. Aussi l'alliance des ouvriers et des paysans, dans les conditions actuelles de la dictature du prolétariat, ne peut être réalisée que sous le mot d'ordre

que l'on sait, de Lénine : appuie-toi sur le paysan pauvre, organise une alliance solide avec le paysan moyen, ne cesse pas un seul instant la lutte contre le koulak. Car ce n'est qu'en appliquant ce mot d'ordre que l'on peut entraîner les masses fondamentales de la paysannerie dans la voie de la construction socialiste (SQL 1.202).

Ces tâches ont été accomplies sous la direction de Staline. Dans un pays arriéré, ruiné par la guerre et la guerre civile, entouré d'ennemis, un État socialiste fut créé, le premier dans l'histoire, doté d'une armée moderne assez forte pour résister et détruire la puissance militaire de l'Allemagne fasciste, qui avait été mise sur pied dans le but express de détruire le socialisme. Pour toutes ces raisons, Staline est assuré d'occuper dans l'histoire la place qui lui revient à côté de Lénine.

3. LES DEVIATIONS DE DROITE ET DE "GAUCHE"

En plus des difficultés propres à la situation objective, il en existait d'autres ayant leur origine dans le manque d'unité des forces subjectives de la révolution. Pendant de nombreuses années les dirigeants furent ouvertement divisés. Les léninistes, avec Lénine puis Staline à leur tête, s'opposèrent à plusieurs groupes, dirigés par Trotski, Boukharine et d'autres : ces derniers étaient souvent divisés entre eux mais unis dans leur opposition à Lénine et Staline. Deux principales lignes d'opposition sont apparues, l'une dirigée par Trotski qui soutenait que, sans une révolution en Occident, la république des Soviets s'effondrerait nécessairement, et l'autre conduite par Boukharine, qui affirmait que les koulaks ne devaient pas être liquidés mais pouvaient s'intégrer pacifiquement dans le socialisme. Ces deux lignes illustrent les formes de droite et de "gauche" de l'opportunisme qui ont été discutées dans le premier chapitre (a)

En 1905, quand Lénine formula sa théorie de la "révolution ininterrompue", Trotski s'y opposa et mit en avant sa propre théorie de la "révolution permanente" empruntant le terme à Marx. Selon cette théorie, le prolétariat, après avoir renversé le Tsar, se trouverait en conflit avec les masses de la paysannerie et serait incapable de se maintenir au pouvoir sans le soutien d'un état prolétarien à l'Ouest, c'est à dire sans une révolution prolétarienne en Occident. C'est parce qu'il soutenait cette théorie que Trotski a refusé de conclure les négociations de paix à Brest-Litovsk, sous prétexte que signer la paix avec les impérialistes allemands serait trahir la révolution montante en Allemagne. Lénine décrivit cette décision comme "étrange et monstrueuse" (LO 27.63); et s'il n'était pas parvenu à faire annuler cette décision, la république des Soviets se serait sans doute effondrée.

note (a) : Le chapitre I se termine sur la caractérisation par Mao Tsé-toung de ces deux déviations. "Il arrive néanmoins que les idées retardent sur la réalité, et cela parce que la connaissance humaine se trouve limitée par de nombreuses conditions sociales. Nous luttons dans nos rangs révolutionnaires contre les entêtés dont les idées ne suivent pas le rythme des modifications de la situation objective, ce qui, dans l'histoire, s'est manifesté sous la forme de l'opportunisme de droite. Ces gens ne voient pas que la lutte des contraires a déjà fait avancer le processus objectif alors que leur connaissance en reste encore au degré précédent. Cette particularité est propre à tous les entêtés... Nous sommes également contre les phraseurs de "gauche". Leurs idées s'aventurent au-delà d'une étape de développement déterminée du processus objectif : les unsprennent leurs fantaisies pour des réalités, d'autres essaient de réaliser de force, dans le présent, des idéaux qui ne sont réalisables que dans l'avenir; leurs idées, coupées de la pratique actuelle de la majorité des gens, coupées de la réalité actuelle, se traduisent dans l'action par l'aventurisme" (MOC 1.342)

Bien sûr Lénine reconnaissait que la révolution russe pouvait échouer; mais il estimait que même si elle échouait, ce serait encore un pas en avant de la révolution mondiale et que ce n'était qu'à travers une suite de tentatives de ce type, sans qu'aucune d'entre elle soit un succès complet, que le socialisme serait finalement victorieux.

Il nous est impossible de susciter à notre gré une révolution socialiste en Occident, seule garantie absolue contre la restauration en Russie. Mais une "garantie" relative et conditionnelle à la restauration, c'est d'accomplir en Russie une révolution la plus profonde possible, la plus conséquente, la plus énergique. Plus la révolution gagnera du terrain, et plus difficile sera la restauration du passé, plus il restera de fait même en cas de restauration. Plus le vieux sol sera creusé en profondeur par la révolution, et plus il sera difficile de restaurer l'ordre ancien (LO 13.344).

Nous commettrions une faute irréparable en déclarant que, la disproportion entre nos "forces" économiques et notre force politique étant un fait avéré, il en "écoule" qu'il ne fallait pas prendre le pouvoir. C'est là un raisonnement de "maniaques" esclaves de la routine qui oublie qu'il n'y aura jamais de "proportion", qu'il ne saurait y en avoir ni dans le développement de la nature ni dans celui de la société, que le socialisme achevé ne saurait résulter que de la collaboration révolutionnaire des prolétaires de tous les pays et à la suite de nombreuses tentatives dont chacune, considérée isolément, sera unilatérale et souffrira d'une certaine disproportion (LO 32.361).

Il est évident que, en dehors des termes eux mêmes, la théorie de Trotski de la "révolution permanente" n'a rien de commun avec celle de Marx si ce n'est l'idée d'une "simultanéité" que les faits ont infirmée. Trotski ne faisait pas la distinction entre les deux étapes de la révolution et n'admettait pas le rôle révolutionnaire de la paysannerie. C'était une position identique à celle des menchéviks. Comme les menchéviks, il était resté aveugle devant la différenciation de la paysannerie après 1905 qui avait rendu les paysans plus et non moins révolutionnaires; par suite les masses paysannes s'étaient rapprochées du prolétariat urbain, et pendant la même période la lutte contre le tsarisme dans laquelle toute la paysannerie était engagée s'aiguissait d'avantage :

Trotski, dans *Naché Slovo*, propose une solution incorrecte de ce problème (le rapport des classes dans la prochaine révolution) en reprenant sa théorie "originale" de 1905 et en se refusant à réfléchir aux causes pour lesquelles, dix années durant, la vie est passée outre à cette magnifique théorie.

La théorie "originale" de Trotski emprunte aux bolchéviks l'appel au prolétariat pour une lutte révolutionnaire résolue et la conquête du pouvoir politique, et aux menchéviks, la "négarion" du rôle de la paysannerie...

Les dix années mémorables écoulées de 1905 à 1915 ont démontré que la révolution russe comporte deux lignes de classe et rien que deux lignes. La différenciation de la paysannerie a intensifié la lutte de classe dans son sein, réveillé beaucoup d'éléments politiquement assoupis, et rapproché du prolétariat des villes le prolétariat rural... Mais l'antagonisme entre la "paysannerie" et les Markov-Romanov-Khovstov s'est accentué, développé, exacerbé. Cette vérité est si évidente que même des milliers de phrases dans des dizaines d'articles parisiens de Trotski ne pourraient la réfuter. Trotski aide en fait les politiciens libéraux de Russie qui "nient" le rôle des paysans parce qu'ils ne veulent pas les pousser à la révolution (LO 21.435).

L'opinion de Lénine à propos des positions théoriques et politiques de Trotski est éclairée par les commentaires suivants :

Trotsky défigure le bolchévisme pour la bonne raison qu'il n'a jamais pu se faire une idée bien précise du rôle du prolétariat dans la révolution russe (LO 16.404).

Et ce fait montre que nous avons raison d'appeler Trotsky le représentant des "pires vestiges du fractionnisme"...

Sous couleur de "non-fractionnisme", Trotsky défend l'une des fractions à l'étranger qui sont particulièrement dépourvues de principes et privées de toute base dans le mouvement ouvrier de Russie.

Tout ce qui brille n'est pas or. Il y a beaucoup de clinquant et de tapage dans les phrases de Trotsky; mais de contenu point (LO 20.347).

Jamais encore Trotsky n'a eu d'opinion bien arrêtée sur aucune question sérieuse du marxisme; il a toujours eu coutume de "s'échapper par la tangente" à propos des divergences et de passer d'un camp à l'autre (LO 20.473).

Dans une lettre datée du 19 février 1917, il écrivait :

Mais... voilà que Trotsky arrive, et aussitôt cette canaille s'abouche avec l'aile droite de Novy mir contre la gauche de Zimmerwald!! Voilà!! C'est bien Trotsky!! Il est toujours égal à lui-même : louvoyeur, filou, posant à l'homme de gauche, aidant la droite aussi longtemps que c'est possible... (LO 35.291).

A la fin de 1920 Trotsky fit paraître un pamphlet dans lequel il attaquait la ligne du Parti qui développait selon lui la démocratie trade-unioniste. Lénine le critiqua ainsi :

Le document fondamental dont je vais me servir ici est la brochure du camarade Trotsky : "Sur le rôle et les tâches des syndicats". Je l'ai lue attentivement, et je m'étonne de voir le nombre d'erreurs théoriques et d'inexactitudes flagrantes qu'elle réunit...

Le camarade Trotsky a commis selon moi plusieurs erreurs qui touchent au fond même de la question de la dictature du prolétariat (LO 32.11).

En 1930, alors qu'il défendait la ligne léniniste contre les déviations à la fois de droite et de "gauche", Staline faisait l'analyse suivante du trotskisme :

En quoi consiste l'essence du trotskisme?

L'essence du trotskisme consiste, avant tout, dans la négation de la possibilité d'édifier le socialisme en U.R.S.S. par les forces de la classe ouvrière et de la paysannerie de notre pays. Qu'est-ce que cela signifie? C'est que si, dans un proche avenir, sans le secours de la révolution victorieuse mondiale, nous devons capituler devant la bourgeoisie et déblayer la route à la république démocratique bourgeoise. Ainsi donc, nous avons là une négation bourgeoise de la possibilité d'édifier le socialisme dans notre pays, négation masquée par une phrase "révolutionnaire" sur la victoire de la révolution mondiale...

L'essence du trotskisme consiste, en second lieu, dans la négation de la possibilité de faire participer les masses essentielles de la paysannerie à l'édification socialiste à la campagne. Qu'est-ce que cela signifie? C'est que la classe ouvrière n'est pas en mesure d'entraîner derrière elle la paysannerie afin d'aiguiller les exploitations paysannes individuelles dans la voie de la collectivisation, que si, dans un proche avenir, la victoire de la révolution mondiale n'arrive pas au secours de la classe ouvrière, la paysannerie rétablira l'ancien ordre de choses bourgeois...

L'essence du trotskisme consiste, enfin, à nier la nécessité d'une discipline de fer dans le Parti, à reconnaître la liberté des groupements de fraction dans le Parti, à reconnaître la nécessité de former

un parti trotskiste. Pour le trotskisme, le Parti communiste de l'URSS ne doit pas être un parti de combat, unique et cohérent, mais la réunion de groupes et de fractions avec leurs centres, avec leur presse, etc. Or, qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie proclamer la liberté des fractions dans le Parti. Cela signifie qu'après la liberté des groupements politiques dans le Parti, doit venir la liberté des partis politiques dans le pays, c'est à dire la démocratie bourgeoise...

Capitulation en fait, comme contenu, phrases "de gauche" et gestes d'aventurisme "révolutionnaire", comme forme couvrant et exaltant l'esprit de capitulation, qui est son contenu, telle est l'essence du trotskisme.

Cette dualité du trotskisme reflète la situation double de la petite bourgeoisie citadine en voie de se ruiner, qui ne peut souffrir le "régime" de la dictature du prolétariat et s'efforce, ou bien de sauter "d'un coup" dans le socialisme, pour échapper à la ruine (d'où l'esprit d'aventure et d'hystérie en politique), ou bien, si cela est impossible, de consentir n'importe quelle concession au capitalisme (d'où l'esprit de capitulation en politique) (S16°C).

Au même congrès Staline analysait la déviation de droite, dirigée par Boukharine, Rykov et Tomski :

A propos des déviationnistes de droite on ne peut dire qu'ils ne reconnaissent pas la possibilité d'édifier le socialisme en U.R.S.S. Non, ils la reconnaissent, et c'est ce qui les distingue des trotskistes. Mais le malheur des déviationnistes de droite, c'est que tout en reconnaissant de manière toute formelle la possibilité d'édifier le socialisme dans un seul pays, ils ne veulent pas reconnaître les voies et les moyens de lutte, sans lesquels il est impossible d'édifier le socialisme... Ils pensent qu'on peut construire le socialisme en douce, de façon spontanée, sans lutte de classes, sans offensive contre les éléments capitalistes. Ils pensent que les éléments capitalistes mourront d'eux-mêmes insensiblement, ou bien qu'ils s'intégreront au socialisme. Et comme de pareils miracles n'arrivent pas dans l'histoire, il en résulte que les déviationnistes de droite glissent en fait vers le point de vue de la négation de la possibilité d'édifier le socialisme dans notre pays.

A propos des déviationnistes de droite on ne peut dire non plus qu'ils nient la possibilité d'entraîner les masses essentielles de la paysannerie à l'édification du socialisme à la campagne. Non, ils la reconnaissent, et c'est ce qui les distingue des trotskistes. Mais la reconnaissant de façon toute formelle, ils nient les voies et les moyens, sans lesquels il est impossible d'entraîner la paysannerie à l'édification du socialisme... Ils pensent que l'essentiel, maintenant, n'est pas dans les rythmes élevés du développement de l'industrie, ni dans les kolkhoz et les sovkhoz; l'essentiel consiste à "libérer" le marché, à "affranchir" le marché et à "enlever les entraves" aux exploitations individuelles, jusques et y compris les éléments capitalistes de la campagne. Mais comme le koulak ne peut s'intégrer au socialisme, et que "affranchir" le marché signifie armer les koulaks et désarmer la classe ouvrière, il en résulte que, en fait, les déviationnistes de droite glissent vers le point de vue de la négation de la possibilité d'entraîner les masses essentielles de la paysannerie à l'édification socialiste...

Les déviationnistes de droite ne s'en tiennent pas au point de vue de la formation d'un autre parti, et c'est ce qui les distingue encore des trotskistes. Les leaders des déviationnistes de droite ont ouvertement reconnu leurs erreurs et capitulé devant le Parti. Mais il serait absurde de croire, pour cette raison, que la déviation de droite est déjà enterrée. La force de l'opportunisme de droite ne se mesure pas à cela. La force de l'opportunisme de droite réside dans la force de l'élé-

ment petit-bourgeois, dans la force de la poussée exercée sur le Parti par les éléments capitalistes en général, les koulaks en particulier...

Voilà ce qu'il en est des déviations de "gauche" et de droite dans le Parti.

La tâche consiste à poursuivre une lutte irréconciliable sur deux fronts, contre les "gauches", qui représentent le radicalisme petit-bourgeois, aussi bien que contre les droites, qui représentent le libéralisme petit-bourgeois (Sl6°C).

Mais il faut ajouter que les droitiers ne reconnaissent qu'en apparence leurs erreurs et qu'en fait ils menaient un double jeu. Par la suite, les procès de Moscou ont dévoilé que les deux groupes déviationnistes travaillaient pour la contre-révolution.

4. LA NOUVELLE BOURGEOISIE

La révolution prolétarienne met un terme à l'exploitation mais non à la lutte de classes. Même après la collectivisation de l'agriculture, il subsiste une contradiction dans la base économique entre les coopératives, qui sont propriété de groupe, et les fermes d'Etat, qui sont propriété d'Etat. A l'intérieur de la coopérative, chaque famille possède sa propre parcelle et garde le droit de vendre les produits qu'elle en tire au marché libre. Donc, la paysannerie reste attachée à la petite production marchande. Il en va de même pour les artisans. Le prolétariat jouit d'un niveau de vie supérieur à celui de la paysannerie, ce qui est lié à la division ville-campagne héritée de la société capitaliste. Dans l'industrie elle-même, il existe une contradiction entre le caractère collectif du travail et le caractère individuel des salaires. Les capitalistes, les propriétaires fonciers et les koulaks ont été expropriés, mais ils restent actifs, un bon nombre d'entre eux étant employé dans le gouvernement et les services publics.

Lénine a répété souvent que, mis à part le danger d'une intervention étrangère, il existait encore au sein même du système soviétique les conditions rendant possible la restauration du capitalisme :

La transition du capitalisme au communisme, c'est toute une période historique. Tant qu'elle n'est pas terminée, les exploitateurs gardent inéluctablement l'espoir d'une restauration, espoir qui se transforme en tentatives de restauration (LO 28. 263).

(La bourgeoisie) ne naît pas seulement parmi nos fonctionnaires soviétiques (bien qu'elle puisse y apparaître aussi, dans des proportions infimes), elle naît dans les milieux paysans et artisanaux... Cela nous montre que, même en Russie, l'économie marchande capitaliste vit, agit, se développe et engendre une bourgeoisie, comme dans n'importe quelle société capitaliste (LO 29.188).

Tant que nous vivons dans un pays de petite culture, la base économique pour le capitalisme en Russie est plus solide que pour le communisme. Voilà ce qu'il faut retenir. Quiconque a observé attentivement la vie à la campagne, en la comparant à celle de la ville, sait que nous n'avons pas arraché les racines du capitalisme ni sapé les fondements, la base, chez l'ennemi intérieur. Celui-ci tient grâce à la petite économie, et, pour le saper, il y a un moyen : transférer l'économie du pays, y compris l'agriculture, sur une nouvelle base technique, celle de la grosse production moderne (LO 31.537).

L'avertissement de Lénine fut repris par Staline :

Existe-t-il chez nous, dans notre pays des Soviets, des conditions rendant possible la restauration du capitalisme? Oui, elles existent. Cela vous paraîtra peut-être étrange, mais c'est un fait, camarades.

Nous avons renversé le capitalisme, instauré la dictature du prolétariat et nous développons, à un rythme renforcé, notre industrie socialiste, en soudant avec elle notre économie paysanne. Mais nous n'avons pas encore arraché les racines du capitalisme. Où résident-elles? Elles résident dans la production marchande, dans la petite production de la ville et surtout de la campagne (SQL 1.217).

Cette nouvelle bourgeoisie ne pouvait agir ouvertement –sauf à l'étranger, où les émigrés étaient très actifs et bien organisés– mais elle avait sa propre idéologie, le "sménoviekhovisme" (a), que Staline a décrit en ces termes :

Le "sménoviekhovisme" est l'idéologie de la nouvelle bourgeoisie qui s'étend et tisse ses liens entre les koulaks et l'intelligentsia de l'administration d'état. La nouvelle bourgeoisie fait valoir sa propre idéologie, le "sménoviekhovisme", qui affirme que le Parti communiste doit nécessairement dégénérer et la nouvelle bourgeoisie se renforcer; du même coup, nous bôlchéviks devrions, à notre insu, être entraînés jusqu'au seuil d'une république démocratique et, menés par quelque "César", issu des rangs de l'armée soit de l'administration d'état, passer ce seuil pour sombrer dans un régime républicain bourgeois ordinaire (S14° C).

Le progrès de notre industrie, le progrès de notre commerce et de notre secteur coopératif, l'amélioration de notre appareil d'état, sont un progrès et une amélioration dans l'intérêt de la classe ouvrière, dans l'intérêt de la grande masse de la paysannerie, mais au détriment de la nouvelle bourgeoisie, au détriment des couches moyennes en général et des couches moyennes urbaines en particulier. Faut-il s'étonner que le mécontentement envers le régime soviétique monte dans ces couches? De là l'état d'esprit contre-révolutionnaire dans ces cercles. De là l'idéologie "sménoviekhoviste", cette marchandise à la mode sur le marché politique de la nouvelle bourgeoisie (S15° C).

La bureaucratie était l'une des armes les plus efficaces aux mains de la nouvelle bourgeoisie. C'était l'un des maux hérités de l'ancien régime :

En régime capitaliste, la démocratie est rétrécie, comprimée, tronquée, mutilée par cette ambiance que créent l'esclavage salarié, le besoin et la misère des masses. C'est pour cette raison, et seulement pour cette raison, que dans nos organisations politiques et syndicales les fonctionnaires sont corrompus (ou plus exactement ont tendance à l'être) par l'ambiance capitaliste et manifestent une tendance à se transformer en bureaucrates c'est à dire en personnages privilégiés, coupés des masses et placés au-dessus d'elles.

Là est l'essence du bureaucratisme. Et tant que les capitalistes n'auront pas été expropriés, tant que la bourgeoisie n'aura pas été renversée, une certaine "bureaucratisation" des fonctionnaires du prolétariat eux-mêmes est inévitable (LO 25.525).

note (a) : "Les gens de la Sménia-Viekh (les "sménoviekhovistes") formaient un groupe de l'émigration blanche anti-soviétique; il emprunta son nom au titre du recueil d'articles Sménia-Viekh (La Relève), paru en 1921 à Prague. Con vaincus qu'il était absolument vain d'espérer le renversement du pouvoir des Soviets par une intervention militaire étrangère, les gens de la Sménia-Viekh espéraient, après la mise en vigueur de la Nouvelle Politique Economique, une dégénérescence interne de l'Etat soviétique" (LO 33.532, note 54).

La formation de nouveaux administrateurs prolétariens était nécessairement un long processus et pendant ce temps beaucoup d'anciens fonctionnaires devaient être conservés. Bon nombre d'entre eux était secrètement hostile au nouveau régime et tous s'accrochaient aux anciennes méthodes et aux vieilles valeurs :

Nous avons maintenant d'énormes masses d'employés, mais nous n'avons pas d'éléments suffisamment instruits pour diriger efficacement ce personnel. En fait, il arrive très souvent qu'ici, au sommet, où nous avons le pouvoir d'État, l'appareil fonctionne tant bien que mal... A la base, il y a des centaines d'anciens fonctionnaires, légués par le tsar et la société bourgeoise, et qui travaillent en partie consciemment, en partie inconsciemment, contre nous (LO 33.440).

Quand on venait nous dire... que les exploitations soviétiques sont bien souvent des lieux où se retranchent les anciens propriétaires fonciers à peine camouflés et parfois même pas du tout camouflés, qu'on en fait des nids de bureaucrates, que l'on observe des choses pareilles à tout bout de champ dans les directions générales et directions centrales, je n'ai jamais douté que ce soit la vérité (LO 30.251).

Staline a mis l'accent sur cette plaie en termes plus tranchés :

Je fais allusion aux éléments bureaucratiques qu'on peut trouver dans notre Parti, notre gouvernement, nos syndicats, nos coopératives et toutes les autres organisations. Je fais allusion aux éléments bureaucratiques qui profitent de nos faiblesses et de nos erreurs, qui redoutent comme la peste la moindre critique des masses, le moindre contrôle des masses, et font obstacle au développement de l'autocritique et à ce que nous nous débarrassions de nos faiblesses et de nos erreurs. La bureaucratie dans nos organisations n'est pas uniquement de la routine ou de la paperasserie. La bureaucratie est une manifestation de l'influence bourgeoise sur nos organisations (SAC).

Le danger était d'autant plus menaçant que, par suite du manque de cadres, les pratiques bureaucratiques pénétraient le Parti lui-même :

Le bureaucratisme de l'appareil soviétique ne pouvait manquer de gagner l'appareil du Parti, ces deux appareils s'interpénétrant de façon étroite (LO 31.453).

Le noeud de la question, c'est que les gens ne sont pas à leur place, que tel communiste responsable, qui a très bien fait toute la révolution, est affecté à une entreprise commerciale, industrielle, où il ne comprend rien, où il empêche de voir la vérité, car derrière lui se cachent à merveille filous et mercantis (LO 33.310).

Tous les gardes blancs intelligents tiennent compte très nettement du fait que le caractère soit-disant prolétarien de notre Parti ne le garantit nullement, en effet, contre une prédominance éventuelle, et ce, dans les délais les plus rapides, des éléments petits-proprétaires (LO 33.257).

Tout le travail de tous les organismes économiques est essentiellement entaché de bureaucratie. Les communistes sont devenus des bureaucrates. Si quelque chose doit nous perdre, c'est bien cela (LO 35.569).

Même si elle ne servait d'écran pour dissimuler les contre-révolutionnaires, la bureaucratie était dangereuse parce que, en plaçant l'administration au dessus de la politique, elle éloignait les masses du Parti, et minait ainsi le fondement de la dictature du prolétariat :

Savoir bien organiser le travail, pour ne pas rester en arrière, pour mettre fin, en temps voulu, aux tiraillements qui se produisent, et ne pas détacher la gestion administrative de la politique, -telle est la tâche. Car notre politique et notre gestion administrative reposent sur ceci : toute l'avant-garde doit être liée à toute la masse prolétarienne, à toute la masse paysanne. Si d'aucuns oublient ces rouages, s'ils s'emballent pour l'administration seule, ce sera un vrai malheur (LO 33.305).

C'est que dans la masse populaire, nous sommes comme une goutte d'eau dans l'océan et nous ne pouvons exercer le pouvoir qu'à la condition d'exprimer exactement ce dont le peuple a conscience. Sinon le Parti communiste ne conduira pas le prolétariat, celui-ci n'entraînera pas derrière lui les masses, et toute la machine se disloquera (LO 33.311).

Préoccupé par le problème de la bureaucratie, Lénine perdait patience vis à vis de ceux qui, comme Trotski, imaginaient que le problème pouvait être résolu par quelques discours :

Il faudra des dizaines d'années pour vaincre la bureaucratie. C'est une lutte extrêmement difficile, et si quelqu'un vient nous dire que nous nous débarrasserons d'un seul coup de la bureaucratie en adoptant des programmes antibureaucratiques, ce ne sera qu'un charlatan, amateur de belles paroles (LO 32.51).

5. LA NECESSITE D'UNE REVOLUTION CULTURELLE

Si la lutte contre le bureaucratisme a été si difficile, c'est qu'elle devait être menée simultanément sur deux fronts : la base économique et la superstructure idéologique. Parce que, d'une part, le bureaucratisme trouvait sa source dans la petite production marchande, il ne pouvait être radicalement extirpé avant que l'ensemble de l'économie ait été reconstruit sur la base de la grande production socialiste; d'autre part, il était en lui-même l'un des principaux obstacles à la reconstruction économique -obstacle qui, s'il n'était pas surmonté, pouvait entraîner la régression de tout le processus.

Lénine avait compris que la clef du problème se trouvait dans les masses. Si les masses pouvaient être poussées à prendre l'initiative du développement de la production, dans le but non pas du gain individuel mais du bien général, elles pourraient surmonter à la fois les obstacles idéologiques légués par la vieille société et prendre conscience de la nécessité d'assumer elles-mêmes les tâches administratives.

Concernant la production, les masses avaient déjà montré leur initiative avec les "samedis communistes". Pendant la guerre civile, quand les armées de Koltchak menaçaient la jeune république des Soviets, les cheminots de Moscou avaient organisé des équipes de travail volontaire bénévole sur les chantiers ferroviaires; et en quelques semaines le mouvement avait fait tâche d'huile dans tous les principaux centres ferroviaires et les autres industries. Saluant ces travailleurs, Lénine disait :

C'est le début d'une révolution plus difficile, plus essentielle, plus radicale, plus décisive que le renversement de la bourgeoisie, car c'est une victoire sur notre propre routine, notre relâchement, notre égoïsme petit-bourgeois, sur ces habitudes que le capitalisme maudit a léguées à l'ouvrier et au paysan. Quand cette victoire sera consolidée, alors, seulement alors, la nouvelle discipline sociale, la discipline socialiste aura été créée; alors, seulement alors, le retour en arrière, le retour au capitalisme, deviendra impossible et le communisme deviendra invincible (LO 29.415).

G. Thomson – Le premier État Socialiste

Concernant l'administration, il était bien sûr nécessaire aux travailleurs d'élever leur instruction et leur niveau culturel, mais en soi cela n'était pas suffisant. S'il y avait un moyen de mettre fin à la bureaucratie, c'était à la condition expresse qu'ils participent eux-mêmes aux tâches du gouvernement. Alors seulement le système soviétique pourrait devenir un gouvernement par, et non seulement pour le peuple. Dans son intervention au 8ème congrès du Parti (1919), Lénine disait :

Combattre le bureaucratisme jusqu'au bout, jusqu'à la victoire complète, n'est possible que si toute la population participe à la gestion du pays. Dans les républiques bourgeoises, non seulement c'était chose impossible, mais la loi s'y opposait. Les meilleures républiques bourgeoises, si démocratiques soient-elles, opposent des milliers d'obstacles législatifs à la participation des travailleurs au gouvernement de l'Etat. Nous avons fait en sorte que ces obstacles n'existent plus chez nous; mais nous n'avons pas encore obtenu que les masses laborieuses puissent participer à l'administration du pays. Outre la loi, il y a le niveau culturel que l'on ne peut soumettre à aucune loi. Ce bas niveau culturel fait que les Soviets qui, d'après leur programme, sont des organes de gouvernement par les travailleurs, sont en réalité des organes de gouvernement pour les travailleurs, exercé par la couche la plus avancée du prolétariat et non par les masses laborieuses...

La bureaucratie est vaincue. Les exploités sont-supprimés. Mais le niveau culturel n'a pas encore été élevé, c'est pourquoi les bureaucratistes occupent leurs anciens postes. On ne pourra les en déloger qu'en organisant le prolétariat et la paysannerie sur une échelle beaucoup plus grande que jusqu'à ce jour; qu'en prenant des mesures effectives pour faire participer les ouvriers à la gestion du pays (LO 29.182).

Lénine revint sur cette question au 11ème congrès du Parti (1922) -le dernier auquel il participa; et début 1923, dans un de ses derniers articles, il lança un appel à une "révolution culturelle" :

Nos adversaires nous ont dit maintes fois que nous entreprenions une oeuvre insensée, en voulant implanter le socialisme dans un pays insuffisamment cultivé. Mais ils se sont trompés : nous n'avons pas commencé par où il aurait fallu le faire selon la théorie (des pédants de toute sorte); la révolution politique et sociale chez nous a précédé la révolution culturelle qui maintenant s'impose à nous (LO 33.488).

L'appel de Lénine fut repris par Staline :

Le plus sûr remède à la bureaucratie est d'élever le niveau culturel des ouvriers et des paysans. On peut maudire et dénoncer la bureaucratie dans l'appareil d'Etat, on peut stigmatiser et mettre au pilori la bureaucratie dans notre travail pratique; mais tant que les masses travailleuses n'auront pas atteint un certain niveau de culture, qui créera la possibilité, le désir la capacité de contrôler l'appareil d'Etat, la bureaucratie continuera d'exister en dépit de tout. C'est pourquoi, le développement culturel de la classe ouvrière et des masses essentielles de la paysannerie, et pas simplement le développement de l'instruction -quoique l'instruction soit la base de toute culture- mais le développement de la capacité de prendre part à l'administration du pays, est le levier essentiel pour perfectionner l'appareil d'Etat ou toute autre organisation. Tel est le sens véritable du mot d'ordre de Lénine au sujet de la révolution culturelle (S15°).

Enfin, nos organisations économiques... Comment pouvons-nous mettre fin à la bureaucratie dans toutes ces organisations? Il n'y a qu'un seul et unique moyen d'y parvenir, c'est d'y organiser le contrôle par le bas, d'organiser la critique par les larges masses ouvrières du bureaucratisme dans nos institutions, de leurs insuffisances et erreurs (S3° JC).

Une fois admise la nécessité d'une révolution culturelle, restait à savoir quelle forme elle devait prendre. Ce problème ne fut pas résolu. Les ouvriers et les paysans soviétiques ont mené à bien face à des difficultés presque insurmontables la mise en place de leur propre État; mais pour les raisons données plus haut, ils ne sont pas parvenus à le soumettre totalement à leur contrôle.

6. LA LUTTE DE CLASSES EN SOCIÉTÉ SOCIALISTE

En février 1931, Staline lança cet avertissement prophétique :

Nous retardons de cinquante à cent ans sur les pays avancés, nous devons parcourir cette distance en dix ans. Ou nous le ferons, ou nous serons broyés (SQL 2.38).

Deux ans plus tard, les Nazis prenaient le pouvoir en Allemagne. Plutôt que faire face à l'éventualité d'une majorité communiste au parlement, les capitalistes monopoleurs allemands, soutenus par les autres capitalistes monopoleurs de l'Ouest, mettent au rencart le système parlementaire bourgeois, qui leur avait servi jusqu'ici de paravent, et installent une dictature ouverte dont le but ultime était la confrontation avec l'Union Soviétique. C'est dans ces conditions de préparation intensive à la guerre, qu'il faut juger la voie suivie par Staline pour résoudre les contradictions de classes intérieures.

En 1933 le premier plan quinquennal prit fin; en 1937 ce fut le tour du second. Les difficultés étaient immenses -inexpérience, incompetence et par dessus tout le sabotage; cependant tout cela fut surmonté grâce à ce que Lénine a appelé "l'héroïsme des masses dans le travail simple, quotidien" (LO 29.432).

En janvier 1933, tirant le bilan du premier plan quinquennal Staline disait :

Il ne faut pas perdre de vue la puissance de l'État soviétique dont la croissance augmentera la résistance des derniers débris des classes expirantes. Précisément parce qu'ils expirent et achèvent de vivre leurs derniers jours, ils passeront de telles formes d'attaque à d'autres, à des formes d'attaques plus violentes, en appelant aux couches arriérées de la population et en les mobilisant contre le pouvoir de Soviets (SQL 2.104).

Un an après, passant en revue les progrès du second plan quinquennal, il disait :

Peut-on dire toutefois que nous ayons vaincu déjà toutes les survivances du capitalisme dans l'économie? Evidemment non. Encore moins peut-on dire que nous ayons vaincu les survivances du capitalisme dans la conscience des hommes. Il est impossible de le dire, non seulement parce que la conscience des hommes est en retard sur leur situation économique, mais aussi parce que l'encercllement capitaliste est toujours là, qui s'efforce d'animer et d'entretenir les survivances du capitalisme dans l'économie et la conscience des hommes en U.R.S.S., et contre lequel, nous, bolchéviks, devons toujours garder notre poudre sèche.

On comprend que ces survivances ne peuvent pas ne pas offrir un terrain favorable pour ranimer dans l'esprit de certains membres de notre Parti, l'idéologie des groupes anti-léninistes battus...

C'est pour cette raison que l'on ne peut dire que la lutte est terminée, et que la politique d'offensive du socialisme n'est plus nécessaire (SQL 2.174).

G. Thomson – Le premier État Socialiste

Donc en s'en tenant à ces deux citations, les restes des classes exploiteuses, soutenus par les puissances capitalistes s'efforçaient toujours de mobiliser les couches du peuple soviétique contre le régime. Non seulement la lutte de classes continuait, mais elle devenait plus aigüe.

En 1936, une nouvelle constitution fut adoptée qui garantissait des droits égaux pour tous "indépendamment de la race, la nationalité, le niveau d'instruction, le domicile, l'origine sociale, les biens possédés ou les activités passées". C'était là, déclarait Staline, la constitution la plus démocratique au monde. Dans un rapport à son sujet en novembre de la même année il disait :

On sait que la classe des grands propriétaires fonciers avait été déjà liquidée à la suite de notre victoire finale dans la guerre civile. Les autres classes exploiteuses ont partagé le même sort. Plus de classe des capitalistes dans l'industrie. Plus de classe des koulaks dans l'agriculture. Plus de marchands et spéculateurs dans le commerce. De sorte que toutes les classes exploiteuses ont été liquidées (SQL 2.214).

Le projet de la nouvelle constitution de l'U.R.S.S. part du fait que dans la société il n'existe plus de classes antagonistes (SQL 2.219).

D'après ces citations les classes exploiteuses ont été éliminées; la lutte de classes, semble-t-il, serait arrivée à son terme.

En mars 1937, Staline appelait à une plus grande vigilance à l'intérieur du Parti contre l'infiltration d'agents contre-révolutionnaires :

Il faut combattre, abandonner la théorie pernicieuse qui veut qu'à chaque progrès que nous effectuons la lutte de classes s'éteigne d'autant, ou qu'en fonction de l'étendue de nos succès les classes ennemies deviennent d'autant plus soumises...

Au contraire, plus rapides sont nos progrès et plus grands nos succès, plus les débris des classes exploiteuses vaincues s'exaspéreront, plus vite ils en viendront à recourir à des formes aigües de lutte, plus ils causeront de perte à l'Etat soviétique, plus ils s'accrocheront aux moyens désespérés, dernier recours de ces classes condamnées.

Nous devons garder à l'esprit que les vestiges des classes renversées en U.R.S.S. ne sont pas isolés. Ils reçoivent le soutien direct de nos ennemis de l'autre côté de nos frontières. Ce serait une erreur de supposer que le champ de la lutte de classes est clos par les frontières de l'U.R.S.S. Un aspect de la lutte de classes se joue en U.R.S.S., l'autre dans les pays bourgeois qui nous entourent (SCC37).

Là, Staline envisage à nouveau que la lutte de classes continue et devient plus violente.

Enfin dans son rapport au 18ème congrès du Parti, en mars 1939, Staline s'exprimait ainsi :

Alors que la société capitaliste est déchirée par des antagonismes irréconciliables entre ouvriers et capitalistes, entre paysans et grands propriétaires fonciers, ce qui conduit à l'instabilité de la situation intérieure, -la société soviétique, libérée du joug de l'exploitation, ignore ces antagonismes; elle est affranchie des collisions de classes et offre l'image d'une collaboration fraternelle entre ouvriers, paysans, intellectuels (SQL 2.239).

Dans ce passage la société soviétique est à nouveau présentée comme délivrée des antagonismes de classes.

Comment expliquer ces analyses opposées? Avant de tenter d'y répondre, il faut examiner les mesures prises pendant ces années pour vaincre les forces contre-révolutionnaires.

D'un côté un certain nombre de leaders politiques parmi lesquels Boukharine, Rykov et Zinoviev ainsi que plusieurs généraux et un chef de la police furent jugés, convaincus de trahison et exécutés. Ils avaient en commun la conviction que dans la guerre prochaine une victoire allemande était inévitable. De plus un grand nombre d'espions et autres agents ennemis furent éliminés. Il ne peut y avoir l'ombre d'un doute que si ces mesures n'avaient été prises l'Union Soviétique aurait été anéantie. D'autre part, à l'occasion de leur activité de contre-espionnage, les organismes de police, qui n'étaient soumises à aucun contrôle effectif, arrêtaient sur de fausses accusations plusieurs milliers de personnes innocentes dont un grand nombre furent exécutées sans jugement. Ces mesures ne furent pas tant dirigées contre les ouvriers et les paysans, qui furent relativement épargnés, que contre l'intelligentsia et surtout le Parti lui-même. Non seulement une forte proportion des victimes appartenait au Parti, mais parmi celles-ci on comptait de nombreux partisans de Staline. La seule explication plausible de ces faits est celle qui fut admise au 20ème congrès du Parti (1956). Des agents ennemis avaient pénétré dans les rangs les plus élevés de la police. Staline assumait la responsabilité des purges, et admit qu'elles avaient été accompagnées de "fautes graves" (SQL 2.293). Cela montre qu'on était passé à deux doigts de la contre-révolution.

Ces violations criminelles des droits civiques contredisaient d'une façon flagrante la nouvelle constitution, qui garantissait ces mêmes droits, et cette contradiction est étroitement liée à celle que nous avons relevée dans l'analyse de Staline des rapports de classe dans la société soviétique. Revenons à son analyse; quelle était la situation réelle? La lutte de classes allait-elle s'aggravant ou au contraire s'éteignait-elle peu à peu?

Pendant cette période une économie nouvelle avait été mise sur pied. La propriété capitaliste avait été remplacée par la propriété socialiste, la petite production marchande par la grande production. Mais il restait à mener la transformation socialiste de la superstructure idéologique et politique. Un appareil d'Etat d'un type nouveau avait été créé, contrôlé à travers le Parti par le prolétariat, mais les masses n'y participaient pas pleinement. Au contraire il était devenu dans une certaine mesure étranger aux masses à cause des méthodes bureaucratiques des fonctionnaires bourgeois qui y occupaient des postes privilégiés. Des tendances bureaucratiques s'étaient fait jour dans le Parti lui-même. Les vieilles classes exploiteuses avaient été expropriées, mais aucunement éliminées. Plus d'un ancien propriétaire foncier ou capitaliste s'était fait engager dans les organismes publics et d'anciens koulaks s'étaient infiltrés dans les kolkhoz. Ces gens avaient perdu leurs biens, mais ni leurs traditions, leurs habitudes ou leur perspective. Les masses paysannes dans les kolkhoz gardaient leur mentalité de petits propriétaires. Le prolétariat lui-même avait fait face aux besoins du développement industriel en faisant entrer dans ses rangs un grand nombre de paysans et ces derniers avaient amené avec eux leur préjugés petit-bourgeois. Grâce à la rapide extension de l'instruction, les masses avaient élevé leur niveau culturel et l'analphabétisme avait été pratiquement supprimé; mais cela restait bien en deçà de ce qu'exigeait la révolution culturelle dont Lénine avait souligné la nécessité pour faire participer les masses aux tâches du gouvernement. Pour ces raisons l'issue finale de la lutte de classe restait incertaine et si le prolétariat devait relâcher son hégémonie, les classes exploiteuses redoubleraient leurs efforts pour retrouver ce qu'elles avaient perdu.

Une étude des discours de Staline aux cadres du Parti pendant cette période révèle qu'il était profondément conscient du danger que le Parti laisse dégénérer ses liens avec les masses à cause de la "routine bureaucratique" (SCC37). Il réalisait le danger et appela plusieurs fois à la vigilance en-

vers lui; mais, peut-être parce qu'il était lui-même enclin à compter sur les mesures "purement administratives" (LO 36.619), il fut incapable de le prévenir; et c'est à travers ce point faible que l'ennemi lança son attaque contre le socialisme. Si les masses avaient été mobilisées pour prendre en main la lutte de classes et la mener jusqu'à son terme, en prenant soin de bien faire la distinction entre amis et ennemis, elles auraient été capables d'isoler en leur sein les contre révolutionnaires et du même coup d'effectuer un contrôle sur les activités des forces de police.

La réponse à la question que nous posions est que, loin de s'atténuer, la résistance des classes expropriées se poursuit mais prend des formes nouvelles qui sont plus pernicieuses que les anciennes et par conséquent encore plus dangereuses. Dans ces circonstances il était vital de préserver et de renforcer la dictature du prolétariat ainsi que Lénine l'avait prévu.

En fin de compte on peut conclure que Staline suivit la ligne léniniste jusqu'en 1935 mais qu'après, sous la pression grandissante de l'encerclement capitaliste, il s'en éloigna de deux façons. D'une part, la nouvelle constitution reposait sur l'idée que, pour autant qu'il s'agissait des rapports intérieurs, la dictature du prolétariat pouvait être relâchée; et pour cette raison elle fut bien accueillie par la nouvelle bourgeoisie qui y vit une consécration des privilèges qu'elle avait acquis. C'était une déviation de droite. D'autre part, puisque, en fait, la dictature du prolétariat ne pouvait être relâchée le moins du monde, elle fut maintenue sous forme de méthodes administratives relevant des forces de police (SGPU). C'était une déviation de "gauche", une erreur du type de celle que Lénine appelait "excès administratifs" qui s'était déjà manifestée dans les excès de "gauche" qui avaient entaché la lutte contre les koulaks (SI6°). Les deux déviations se complétaient mutuellement et se renforçaient. Les ennemis étaient traités comme des alliés, les alliés comme des ennemis.

On peut noter, en liaison avec cela, que dans son ouvrage "Matérialisme dialectique et matérialisme historique" (1938) Staline ne fait pas la distinction entre contradictions antagoniques et non antagoniques; il n'indique pas non plus que, selon la manière dont elles sont appréhendées, des contradictions non antagoniques peuvent se transformer en contradictions antagoniques et inversement. C'est un des points sur lesquels la contribution de Mao Tsé-toung à la dialectique marque un pas important.

7. LE REVISIONNISME MODERNE

A mesure que l'Union Soviétique se renforçait, les contradictions entre les puissances impérialistes s'intensifiaient. Elles étaient unies dans leur opposition commune au premier Etat socialiste, mais divisées face à sa puissance croissante. Cette division se reflétait au sein des classes dominantes de chacun de ces pays. En Grande-Bretagne la fraction représentée par Chamberlain, alors dans la majorité, encourageait Hitler à attaquer l'Union Soviétique dans l'espoir qu'il écraserait le socialisme tout en s'affaiblissant lui-même; du coup la Grande-Bretagne apparaîtrait comme la première puissance d'Europe. Staline proposa à la Grande-Bretagne et à la France un pacte de sécurité mutuelle qui, s'il avait été accepté, aurait endigué la guerre. Quand il devint évident qu'il ne serait pas accepté, il signa un pacte de non-agression avec Hitler; ce dernier attaqua alors à l'Ouest, puis il envahit les Balkans ce qui eut pour conséquence de menacer les intérêts britanniques au moyen-orient. Dans l'intervalle Chamberlain avait été remplacé par Churchill représentant la fraction des classes dominantes qui considéraient Hitler comme le principal ennemi du moment. Ayant assuré ses positions à l'Ouest, Hitler était maintenant prêt à attaquer à l'Est et s'efforça d'obtenir l'aide britannique; mais Churchill répondit en plaçant la Grande-Bretagne, soutenu en cela par le peuple britannique, dans le camp de l'Union Soviétique. Cela ne signifiait pas que les classes dominantes britanniques avaient changé de

but. Seule leur tactique avait changé. Le but poursuivi par Churchill en s'alliant à l'Union Soviétique était la possibilité de vaincre l'Allemagne en laissant l'Union Soviétique exsangue et la Grande-Bretagne seul vainqueur réel. Une fois de plus il avait fait un faux calcul. Le peuple soviétique subit des pertes incalculables -15 millions de morts, 25 millions de sans-abris, des dommages matériels supérieurs à la production de 2 plans quinquennaux-; mais il fut victorieux. Le premier État socialiste avait sauvé le monde du fascisme et ouvrait la phase ultime de l'impérialisme : son anéantissement final.

Mais pendant ce temps les contradictions internes se maintenaient. Elles auraient pu être résolues si un appel avait été lancé aux masses afin de parachever la victoire sur les ennemis extérieurs par un renforcement de la dictature du prolétariat sur ceux qui la minaient de l'intérieur; mais ce ne fut pas le cas. Face à un regain de la pression des impérialistes qui agitaient la menace d'une nouvelle guerre, Staline recourut aux mêmes mesures qu'auparavant -nouvelles concessions à la nouvelle bourgeoisie et accentuation de la répression. Il se pourrait qu'après 25 ans ses capacités de dirigeant commençaient à faiblir. Aucun autre homme d'État au monde n'a supporté un aussi lourd fardeau pendant si longtemps.

La bureaucratie s'isolait comme classe privilégiée coupée des ouvriers et des paysans par des écarts de revenus toujours accentués. Des cas de corruption bourgeoise flagrante furent dénoncés au 19ème congrès du Parti (1952). Après la mort de Staline en 1953, se déroula une lutte pour le pouvoir qui aboutit à l'arrestation et à l'exécution de Béria, chef de la police depuis 1938; à la suite de cela le pouvoir passa entre les mains de la nouvelle bourgeoisie, incarnée par Krouchtchev.

L'intention de Krouchtchev était de faire de la nouvelle bourgeoisie la classe dirigeante dans un système de capitalisme bureaucratique d'État. Il n'exprima pas bien sûr en ces termes sa politique mais, suivant l'exemple de Bernstein et de Kautsky, il la présenta comme un ensemble "d'amendements" au Marxisme.

Selon le Marxisme-Léninisme, la forme d'état qui doit nécessairement prévaloir pendant la période de transition du capitalisme au communisme -donc tout au long du socialisme- est la dictature du prolétariat. Selon Krouchtchev et les révisionnistes modernes, la dictature du prolétariat avait cessé d'exister en Union Soviétique et avait fait place à "l'État du peuple tout entier". Ce concept est étranger au Marxisme. Selon le Marxisme la seule alternative à la dictature du prolétariat, dans la société moderne, est la dictature de la bourgeoisie : telle est l'essence réelle de "l'État du peuple tout entier" de Krouchtchev.

Selon le Marxisme-Léninisme, la dictature du prolétariat est la forme la plus élevée de la démocratie, puisqu'elle établit la dictature de la majorité sur la minorité. Selon Krouchtchev et les révisionnistes modernes, "l'État du peuple tout entier" est plus démocratique que la dictature du prolétariat parce qu'il étend la démocratie à l'ensemble du peuple. Ce concept d'une démocratie en dehors des classes n'a pas sa place dans le Marxisme. C'est une conception bourgeoise que Krouchtchev a adoptée afin de cacher que son "État du peuple tout entier" était en fait une dictature de la bourgeoisie.

Selon le Marxisme-Léninisme, la dictature du prolétariat est établie et se maintient sous la direction du Parti communiste qui, armé de la théorie révolutionnaire Marxiste-Léniniste, agit en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière. Dirigé par Krouchtchev et les révisionnistes modernes, le Parti Communiste d'Union Soviétique a cessé d'être un parti d'avant-garde, guidant la lutte pour la consolidation de la dictature du prolétariat et est devenu un "Parti du peuple tout entier", en fait un parti dont le rôle est de maintenir la dictature de la bourgeoisie.

G. Thomson – Le premier État Socialiste

Selon le Marxisme-Léninisme, la dictature du prolétariat doit être maintenue et consolidée non seulement pour achever l'édification du socialisme, mais aussi pour rééduquer les ouvriers dans l'esprit de la discipline socialiste, en éliminant toutes les formes d'individualisme bourgeois, pour préparer la transition au communisme. Tel est l'esprit du mouvement des "samedis communistes" et de l'émulation socialiste qui ont permis aux travailleurs, sous la direction de Lénine et de Staline, de réaliser des miracles par leur travail collectif. Sous la domination de Krouchtchev et des révisionnistes modernes, cet esprit a été mis au rencart et remplacé par les "stimulants matériels"; et dans le même temps on proclamait que la société soviétique marchait vers le communisme. Selon le Marxisme, le passage du socialisme au communisme suppose que la part que chaque travailleur reçoit du produit social soit proportionnelle non à son travail mais à ses besoins (LO 25.506), en accord avec le principe "tous pour un, un pour tous" (LO 31.123). Ce passage ne peut s'effectuer en s'appuyant sur les stimulants matériels qui représentent l'élément de concurrence propre au travail salarié hérité de la société bourgeoise (Critique du programme de Gotha).

Selon le Marxisme-Léninisme, la classe dominante se maintient au pouvoir par la force et ne peut donc être renversée que par la violence. Dans les colonies les impérialistes ont toujours régné ouvertement par la violence; dans les métropoles ils ont habituellement masqué l'usage de la force derrière les formes parlementaires; mais quand leurs privilèges sont effectivement menacés, ils n'hésitent pas à déclarer "l'état d'urgence" et à recourir sans détours à la force. C'est ce que toute classe dominante a toujours fait :

Les grands problèmes de la vie des peuples ne sont tranchés que par la force. Les classes réactionnaires elles-mêmes sont habituellement les premières à recourir à la violence, à la guerre civile, à "mettre la baïonnette à l'ordre du jour" (LO 9.131).

Selon Krouchtchev et les révisionnistes modernes, il existe des possibilités de passage pacifique du capitalisme au socialisme par la voie parlementaire de plus en plus grandes. Il n'existe pas un seul pays socialiste dans lequel ce passage se soit réalisé ainsi; mais ils sont nombreux les pays capitalistes dans lesquels les mouvements ouvriers désarmés par l'illusion de la "transition pacifique" ont été écrasés.

Sur tous ces points Krouchtchev et les révisionnistes modernes ont abandonné la théorie Marxiste-Léniniste de la dictature du prolétariat.

L'un des obstacles que Krouchtchev a rencontré dans son entreprise a été la vénération que portaient les gens du peuple au nom de Staline, non seulement en Union Soviétique, mais aussi dans le monde entier. C'est pourquoi, au milieu des applaudissements chaleureux des impérialistes, Krouchtchev dénonça Staline. Au lieu d'entreprendre une analyse objective des succès et des erreurs passés pour en tirer de justes leçons pour l'avenir, il exploita la révulsion naturelle provoquée par son rapport sur les crimes commis pendant que Staline dirigeait dans le but de cacher, sous le prétexte de combattre le "culte de la personnalité", sa propre trahison au Marxisme-Léninisme. Ce qu'il oubliait de signaler était que, ayant été membre lui-même de la direction du Parti pendant de longues années, il était aussi responsable de ces fautes et que, du vivant de Staline, personne n'avait été aussi bruyant que lui dans ses louanges envers lui. Il est vrai que la glorification de Staline en était arrivée à un degré extrême, amplifiée par les fonctionnaires de la bureaucratie qui brandissait le drapeau rouge pour mieux lutter contre lui; mais pour l'essentiel, c'était une expression spontanée d'un sentiment populaire. Les ouvriers et les paysans d'Union Soviétique portaient une admiration sans bornes à Staline comme il en avait été pour Lénine, parce qu'ils étaient conscients qu'ils leurs devaient tout.

Cette citation de Mao Tsé-toung peut servir de conclusion à ce chapitre :

L'Union Soviétique fut le premier État socialiste, et son Parti communiste, le parti créé par Lénine. Bien que la direction du Parti et de l'État soviétiques soit à présent usurpée par les révisionnistes, je conseille aux camarades d'avoir la ferme conviction que le peuple soviétique, la grande masse des membres du Parti et des cadres sont bons et veulent la révolution, et que la domination du révisionnisme ne sera pas de longue durée (M⁹C).

---oOo---

REFERENCES

- LENINE, Oeuvres, 45 tomes; Editions Sociales, Editions de Moscou.
- LO 9.9-139. Deux tactiques de la social-démocratie... (juillet 1905)
 LO 13.229-452. Programme agraire de la social-démocratie (décembre 1907)
 LO 16.397-416. La signification historique de la lutte au sein du Parti en Russie (novembre 1910)
 LO 20.341-354. la violation de l'unité (mai 1914)
 LO 20.415-431. Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes (mai 1914)
 LO 21.431-436. A propos des deux lignes de la révolution (novembre 1915)
 LO 25.413-531. L'État et la Révolution (septembre 1917)
 LO 27.53-71. Chose étrange et monstrueuse (mars 1918)
 LO 27.81-139. 7ème congrès du P.C.(b)R. (mars 1918)
 LO 28.135-167. 6ème congrès extraordinaire des Soviets (novembre 1918)
 LO 28.235-336. La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky (novembre 1918)
 LO 29.137-226. 8ème congrès du P.C.(b)R. (mars 1919)
 LO 29.413-438. La grande initiative (juillet 1919)
 LO 30.207-258. 7ème congrès des Soviets de Russie (décembre 1920)
 LO 30.392-414. Rapport au 1er congrès des travailleurs cosaques (mars 1920)
 LO 31.122-124. Du premier "samedi communiste"... (mai 1920)
 LO 31.452-454. Rapport à l'assemblée des communistes de Zamoskvorétchié (novembre 1920)
 LO 31.479-556. 8ème congrès des Soviets de Russie (décembre 1920)
 LO 32.11-35. Les syndicats, la situation actuelle (novembre 1920)
 LO 32.48-64. 2ème congrès des mineurs de Russie (janvier 1921)
 LO 32.171-286. 10ème congrès du P.C.(b)R (mars 1922)
 LO 32.349-389. L'impôt en nature (avril 1921)
 LO 32.257-261. A propos des conditions d'admission (mars 1922)
 LO 33.263-332. 11ème congrès du P.C.(b)R. (avril 1922)
 LO 33.425-444. 4ème congrès de l'Internationale Communiste (décembre 1922)
 LO 33.480-488. De la coopération (janvier 1923)
 LO 35.291-293. Lettre à Inessa Armand (19 février 1917)
 LO 35.569-570. Lettre à G.Y. Sokolnikov (février 1922)
 LO 36.618-624. La question des nationalités ou de l'autonomie (décembre 1922)
- STALINE, Les questions du Léninisme, 2 tomes; Editions Sociales (1946).
- SQL 1.116-166. Questions du Léninisme (avril 1927)
 SQL 1.193-203. Sur le front du blé (mai 1928)
 SQL 1.214-274. Du danger de droite dans le Parti (octobre 1928)
 SQL 2.32-40. Les tâches des dirigeants de l'industrie (février 1931)
 SQL 2.72-106. Le bilan du premier plan quinquennal (janvier 1933)
 SQL 2.132-192. Rapport au 17ème congrès du P.C.(b) de l'URSS (janvier 1934)
 SQL 2.211-326. Sur le projet de Constitution de l'URSS (novembre 1936)
 SQL 2.264-309. Rapport au 18ème congrès du P.C.(b) de l'URSS (mars 1939)

*G. Thomson – Le premier État Socialiste*STALINE, Oeuvres diverses.

- S14° C. Rapport au 14ème congrès du P.C.(b) de l'URSS (décembre 1925)
 S15° C. Rapport au 15ème congrès du P.C.(b) de l'URSS (décembre 1927)
 S8° JC. Discours au 8ème congrès de la ligue léniniste des jeunesses communistes (mai 1928)
 SAC. Contre un mauvais usage du mot d'ordre de l'auto-critique (juin 1928)
 SCC28. Plénium du C.C. du P.C.(b) de l'U.R.S.S. (mars 1928)
 S16° C. Rapport au 16ème congrès du P.C. de l'U.R.S.S. (juin 1930)
 SGPU. Le 15ème anniversaire du Gépéou (décembre 1932)
 SCC37. Plénium du C.C. du P.C.(b) de l'U.R.S.S. (mars 1937)

MAO TSE-TOUNG,

- MOC 1.329-345. De la pratique (juillet 1937), Oeuvres choisies, tome 1.
 M9° C. Citation dans le rapport au 9ème congrès du P.C.C. (avril 1969).

--oOo--

GEORGE THOMSON, maoïste anglais, précédemment professeur de grec à l'Université de Birmingham est connu en France par la traduction d'un de ses ouvrages "Les premiers philosophes" (ed. sociales).

Le texte traduit ici, "Le premier état socialiste", est un chapitre tiré de "From Marx to Mao Tse-tung - a study in revolutionary dialectics". Ce chapitre, à lui seul, est d'un grand intérêt pour le mouvement maoïste : d'une part l'auteur y décrit cette époque glorieuse de l'Union Soviétique qui vit s'ériger le premier état socialiste au monde; d'autre part il explique comment la tragédie qui est survenue en Union soviétique a pu se produire. A travers l'analyse de textes et de discours de Staline, George Thomson éclaire les étapes du processus au long duquel les normes révolutionnaires du Parti et de l'Etat soviétiques se sont déformées et bureaucratisées.

A "From Marx to Mao Tse-tung" font suite deux autres ouvrages : "Capitalism and after - rise and fall of the commodity production" et "The human essence - the source of science and art".

Ces trois livres sont publiés par le "China policy study group" fondé en 1963 qui édite un bulletin mensuel "Broadsheet" (62 Parliament Hill, London NW3 2TJ, England)

1-	Révolution prolétarienne.....	2
2-	Construction socialiste.....	4
3-	Déviations Droite/Gauche.....	5
4-	Nouvelle bourgeoisie.....	9
5-	Nécessité d'une Révolution Culturelle.....	12
6-	Lutte des classes sous le Socialisme.....	14
7-	Le Révisionnisme Moderne.....	17

VIVE STALINE !

continuateur de Lénine

1879

1979



"Existe-t-il dans notre Pays des Soviets, des conditions rendant possible la restauration du capitalisme ? Oui, elles existent."

(oct. 1928)

SYNDIQUÉ, SALARIÉ,

Il n'y a pas de capitalisme sans esclaves salariés.

Mais des trouillards et des vendus ont mis la main sur la C.G.T. comme sur les autres centrales syndicales. Ces chefs jaunes, prétendus "représentants des travailleurs", sont les porte-paroles de l'aristocratie ouvrière. Ils ont ouvertement jeté par-dessus bord "la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat".

Pour l'instant le grand patronat peut dormir sur ses deux oreilles.

En dépit de tout, ta classe de "damnés de la terre" ne manquera pas à sa mission : mettre au monde une société d'hommes libres sans exploiters ni exploités !

-/-

- * 1. Il n'y a pas de capitalisme sans masses enrégimentées d'exploités sans feu ni lieu.
Mais les chefs jaunes à la Séguy ont ruiné le syndicat de l'Intérieur. Ils en ont fait une grosse machine à payer des timbres, où tu n'es plus chez toi. Ils en ont fait leur instrument personnel, un marche-pied pour accéder aux carrières confortables de "partenaires sociaux responsables" et respectueux. Ils le déshonorent en en faisant un organe chargé d'adapter le travail aux besoins du capital.
Le syndicat doit redevenir ta chose, l'organisation solidaire et démocratique qui est ta seule arme, et l'arme qui te rend invincible !
- * 2. Il n'y a pas de capitalisme sans conspiration générale des salariés.
Mais les chefs jaunes à la Séguy ont fait du syndicat une muselière pour t'empêcher de mordre le maître patronal. Ils prétendent que la grève est un moyen "extrême", qui vient après la "négociation" et "l'arbitrage".
Tu n'as pas d'autre ressource que l'action directe. Elle commence par la grève et culmine dans la lutte armée !
- * 3. Il n'y a pas de capitalisme sans crises de surproduction.
Mais les chefs jaunes à la Séguy bavardent sans fin sur des "solutions industrielles". Quelles sales combines de politiciens, obsédés par l'idée de sauver la mise au grand patronat sur le dos des salariés !
Les chômeurs veulent de l'argent à tout prix, réquisitionner les vivres au besoin, et du "travail" qui engraisse les actionnaires s'il y en a. Une seule solution existe : obliger par la force les gros patrons à inscrire les chômeurs dans leur personnel !
- * 4. Il n'y a pas de capitalisme sans insécurité croissante pour les salariés.
Mais les chefs jaunes à la Séguy ne veulent voir en toi et les tiens que des mendiants. Ils s'échinent à calculer avec les "experts" du grand patronat quel "salaire minimum" ils réussiront à t'imposer en te poussant en bas de "l'échelle mobile".
Les salariés exigent de rattraper le retard accumulé et de pouvoir respirer. Il faut arracher la semaine de 30 heures, et contraindre le grand patronat à financer seul la Sécurité Sociale !

Syndiqué, Salarié, nettoyons les syndicats !

- * 5. Il n'y a pas de capitalisme sans la puissance sociale sauvage de "chefs d'entreprises" avides de profit, et à l'autorité incontestée.

Mais les chefs jaunes à la Séguy ne cessent de vanter les panacées bureaucratiques, telles que les "comités d'entreprises" et autres "conseils d'ateliers". Que n'irait-on pas chercher pour te faire "participer" à ton propre écorchement !

Est-il question de l'émancipation finale des salariés ? La voie est toute tracée : exercer le contrôle ouvrier sur la production, et se mettre à notre propre compte dans une grande coopérative nationale !

- * 6. Il n'y a pas de capitalisme sans despotisme politique aveugle, sans la menace constante de la matraque et de l'état de siège. Là est la clef de tout !

Mais les chefs jaunes à la Séguy s'évertuent à détourner ton attention avec leurs fameuses "nationalisations démocratiques" et autres "réformes de structures". Rien de tel pour renforcer l'horrible appareil d'oppression étatique du grand patronat !

Tu n'auras rien de solide tant que ta classe ne fera pas elle-même la loi. Il faudra bien que la milice populaire disperse les hordes de C.R.S. et de gardes mobiles !

- * 7. Il n'y a pas de capitalisme sans guerres "totales".

Mais les chefs jaunes à la Séguy ne pensent qu'à t'endormir avec la "détente" et le "désarmement". Ils passent leur temps à faire mousser les "accords" entre superpuissances, et à cautionner le bellicisme effréné des russes, qui se déguise en "Internationalisme".

Tu sais bien que les paras et les chars du grand patronat ne sont bons qu'à attaquer les pays plus faibles, et à "pacifier" les peuples coloniaux. Demain comme hier, l'occupant étranger ne trouvera devant lui que les maquis de la Résistance !

-/-

Il n'y a, décidément, pas de capitalisme sans chefs ouvriers corrompus par les exploiters, érigés en institution !

Combien de fois le grand patronat n'a-t-il échappé à son châtement historique qu'en ayant recours aux services de ces renégats !

Veux-tu savoir si chacune de tes luttes représente un vrai succès ? Vois si tes sacrifices contribuent à discréditer les chefs jaunes à la Séguy, et à purifier le syndicat de la collaboration de classes !

N'oublies jamais la devise des prolétaires dignes de leur classe : Nous ne sommes rien, soyons tout !

_nettoyons les syndicats !

_PARTOUT DES

comités de syndiqués rouges !

PROGRAMME D'ACTION

* I.

Le mouvement historique du prolétariat mondial a pour but final, de substituer partout au régime social actuellement dominant, fondé sur l'esclavage salarié, la société communiste, sans marchandises, sans classes et sans Etat.

Sous le communisme, le travail deviendra une passion et un délassément.

-0-

* II.

La période de transition du capitalisme au communisme est commencée à notre époque impérialiste. Elle met à l'ordre du jour l'instauration de la dictature du prolétariat et l'édification du socialisme dans notre pays. Autrement dit :

- a) Destruction de l'Etat bourgeois bureaucratique par la guerre populaire. Ceci permettra l'entrée en vigueur réelle de la loi du nombre, c'est-à-dire de fonder la République délivrée du Parlement ;
- b) Expropriation sans délai de l'oligarchie financière, puis reconversion des autres capitalistes et de la petite économie. Ceci permettra à la classe salariée de se mettre à son compte en une grande coopérative nationale, et d'exercer son contrôle sur les entreprises subsistantes.

Sous le socialisme le travail obligatoire, étendu à tous, deviendra une partie secondaire de la vie.

-0-

* III.

La classe salariée et ses alliés prendront les armes dans l'élan de la lutte prolongée et sans merci qu'ils sont forcés de livrer pour soulager leurs souffrances immédiates.

La situation objective concrète est critique. En effet :

- a) La conjoncture de crise économique "mondiale" et d'avant-guerre déclenche une vague de paupérisation et de réaction politique.
- b) La France occupe une position de pays capitaliste moyen, c'est-à-dire de pays "petit-bourgeois" irrésolu, coïncé entre les deux superpuissances hégémonistes et les pays révolutionnaires du tiers-monde.

Le peuple veut constituer le front uni anti-oligarchique et anti-hégémone.

Le salut réside dans l'action de masse, l'application des réformes effectives par la force, un gouvernement révolutionnaire provisoire.

Programme d'Action

Les mesures les plus pressantes, formant le programme minimum de front populaire avancé par les communistes, sont :

1. LICENCIEMENT DES C.R.S. ET PARAS. Armement de la masse des civils.

Châtiment des rebelles insurgés contre la majorité du peuple.

2. EVICITION DE LA CASTE DES HAUTS-FONCTIONNAIRES, parasitique et totalitaire.

3. RELEVEMENT GENERAL ET MASSIF DES SALAIRES ; inscription des chômeurs dans le personnel des grosses entreprises.

Semaine de 30 heures ; financement exclusif de la Sécurité sociale par le grand patronat.

4. EN FAVEUR DES CLASSES MOYENNES : mesures radicales concernant la propriété foncière, le crédit et la fiscalité.

5. REFORME COMPLETE DE L'ECOLE, archaïque, policière et mandarinale.

Croisade contre la culture dominante, vénale et perverse.

6. AUTONOMIE DES JEUNES, corporelle et financière.

7. DROITS DE TRAVAILLEUSE A LA FEMME AU FOYER, comme mère ou ménagère.

8. AUTODETERMINATION DES IMMIGRES, en tant que minorités nationales.

9. EMPRUNT FORCE SUR LES RICHES pour assainir les finances.

Mort civile pour les notables coupables de crimes économiques.

10. PROTECTION ENERGIQUE DU FRANC contre le dollar.

11. INDEPENDANCE DES PAYS COLONISES par la France et asservis par la "coopération".

12. REPUBLIQUE EUROPEENNE, créée par les masses, indépendante et pacifique.

13. ACCORDS DE DEFENSE AVEC LA CHINE.

Peine capitale pour les chefs avérés de la 5e colonne, à la solde de Washington ou Moscou.

ORGANISATION MAOISTE

18.10.79

Contacts : Tél. 52.83.15

PROGRAMME D'ACTION

I.

Le mouvement historique du prolétariat mondial a pour but final, de substituer par tout au régime social actuellement dominant, fondé sur l'esclavage salarié, la société communiste, sans marchandises, sans classes et sans Etat.

Sous le communisme, le travail deviendra une passion et un délassement.

II.

La période de transition du capitalisme au communisme est commencée à notre époque impérialiste. Elle met à l'ordre du jour l'instauration de la dictature du prolétariat et l'édification du socialisme dans notre pays. Autrement dit :

- a) Destruction de l'Etat bourgeois bureaucratique par la guerre populaire. Ceci permettra l'entrée en vigueur réelle de la loi du nombre, c'est-à-dire de fonder la République délivrée du Parlement ;
- b) Expropriation sans délai de l'oligarchie financière, puis reconversion des autres capitalistes et de la petite économie. Ceci permettra à la classe salariée de se mettre à son compte en une grande coopérative nationale, et d'exercer son contrôle sur les entreprises subsistantes.

Sous le socialisme le travail obligatoire, étendu à tous, deviendra une partie secondaire de la vie.

III.

La classe salariée et ses alliés prendront les armes dans l'élan de la lutte prolongée et sans merci qu'ils sont forcés de livrer pour soulager leurs souffrances immédiates.

La situation objective concrète est critique. En effet :

- a) La conjoncture de crise économique "mondiale" et d'avant-guerre déclenche une vague de paupérisation et de réaction politique.
- b) La France occupe une position de pays capitaliste moyen, c'est-à-dire de pays "petit-bourgeois" irrésolu, coïncé entre les deux superpuissances hégémonistes et les pays révolutionnaires du tiers-monde.

Le peuple veut constituer le front uni anti-oligarchique et anti-hégémoniste.

Le salut réside dans l'action de masse, l'application des réformes effectives par la force, un gouvernement révolutionnaire provisoire.

Les mesures les plus pressantes, formant le programme minimum de front populaire avancé par les communistes, sont :

1. **LICENCIEMENT DES C.R.S ET PARAS**. Armement de la masse des civils.
Châtiment des rebelles insurgés contre la majorité du peuple.
2. **EVICION DE LA CASTE DES HAUTS-FONCTIONNAIRES**, parasitique et totalitaire.
3. **RELEVEMENT GENERAL ET MASSIF DES SALAIRES**; inscription des chômeurs dans le personnel des grosses entreprises.
Semaine de 30 heures; financement exclusif de la Sécurité sociale par le grand patronat.
4. **EN FAVEUR DES CLASSES MOYENNES**; mesures radicales concernant la propriété foncière, le crédit et la fiscalité.
5. **REFORME COMPLETE DE L'ECOLE**, archaïque, policière et mandarinale.
Croisade contre la culture dominante, vénale et perverse.
6. **AUTONOMIE DES JEUNES**, corporelle et financière.
7. **DROITS DE TRAVAILLEUSE A LA FEMME AU FOYER**, comme mère ou ménagère.
8. **AUTODETERMINATION DES IMMIGRES**, en tant que minorités nationales.
9. **EMPRUNT FORCE SUR LES RICHES** pour assainir les finances.
Mort civile pour les notables coupables de crimes économiques.
10. **PROTECTION ENERGIQUE DU FRANC** contre le dollar.
11. **INDEPENDANCE DES PAYS COLONISES** par la France et asservis par la "coopération".
12. **REPUBLIQUE EUROPEENNE** créée par les masses, indépendante et pacifique.
13. **ACCORD DE DEFENSE AVEC LA CHINE**.

Peine capitale pour les chefs avérés de la 5e colonne, à la solde de Washington ou Moscou.

ORGANISATION MAOISTE

18.10.79

Contacts : Tél.852.83.15

La fête des opprimés et des exploités

Introduction

-o-o-o-o-o-o-

Nous savons que le capitalisme n'est autre que le régime qui précède immédiatement le communisme. Autrement dit la postérité inéluctable du système d'esclavage salarial, c'est la société civilisée sans classes, celle des producteurs libres et associés. Voilà ce que nous exposons dans notre causerie "Le paradis communiste".

A présent se pose la question : comment est-ce que l'on "saute" du capitalisme dans le communisme ? Comment s'opère la rupture entre l'ancien mode de production reposant sur la propriété privée et le nouveau MDP reposant sur la propriété sociale ? Bref, après examen de la fécondité du capitalisme, il nous faut traiter de la question "dramatique" de l'accouchement du communisme.

Or il apparaît que si on ne peut pas "lutter contre" le communisme - en ce sens qu'il s'agit là d'une cause perdue d'avance -, il est absolument indispensable par contre le "lutter pour" ! L'avènement du communisme est inconcevable sans l'intervention active du peuple, sans l'action directe des masses, en un mot sans la révolution.

Lénine appelait la révolution "la fête des opprimés et des exploités" ; c'est le titre que nous avons choisi de donner à la présente causerie.

Pourquoi donc la révolution est-elle indispensable ? Il y a à cela trois raisons qui s'additionnent et que nous allons étudier successivement :

1. Il n'y a pas de capitalisme sans bourgeoisie ;
2. Le capitalisme est depuis longtemps décadent ;
3. Une situation révolutionnaire mûrit sous nos yeux.

Les communistes ont moins que quiconque le culte de la "révolution". Mais c'est la nature de la société capitaliste qui rend la révolution plus que jamais nécessaire. Voyons d'abord la nature de la société capitaliste et ensuite la conséquence pratique qui en découle.

1. Les antagonismes de classes simplifiés :

Le point de départ est le suivant : le communisme est le bouleversement des rapports de propriété capitalistes. Mais ces rapports de propriété n'existent pas en dehors des classes antagoniques qui les personnifient. Par suite le communisme ne peut s'établir que par la lutte des classes.

Précisons. Marx dit : "Le caractère distinctif de l'époque de la bourgeoisie est d'avoir simplifié les antagonismes de classes" (Manifeste). Cela signifie quoi ?

a) Avant l'époque de la bourgeoisie, la situation était la suivante : la propriété privée, dont le développement est inséparable de celui de la division du travail, marchait de pair avec la production sociale.

Pourquoi se produisait-il donc des révolutions ?

- Tout d'abord par le fait qu'à un moment donné il apparaissait nécessaire d'élargir la liberté économique si on voulait continuer de réduire la pénurie matérielle.

- Socialement cette situation économique se traduisait comme suit : le peuple était provoqué à la lutte parce que la classe dominante en place faisait obstacle à l'élévation sociale d'une classe plus évoluée d'exploiteurs.

Bref ce qu'on appelait des "révolutions" dans le passé, c'était finalement ceci : comme contenu économique une réforme de la propriété privée visant à la perfectionner ; comme contenu social des "mouvements accomplis par des minorités et au profit de minorités" (Manifeste).

b) A l'époque présente de la bourgeoisie, la situation est toute différente. La propriété privée atteint son développement maximum avec le Capital, ce qui coïncide avec la production marchande illimitée, c'est-à-dire avec l'épanouissement de la production sociale. Mais en même temps c'est l'incompatibilité de la propriété privée et de la production sociale qui éclate. Et c'est ce qui rend la ré-

volution communiste nécessaire. En effet :

- Tout d'abord, loin de souffrir d'un manque de liberté entraînant le maintien de la pénurie matérielle, l'économie est maintenant livrée à l'anarchie et sombre à cause de cela dans des crises de surproduction.

D'où l'enjeu sans précédent du conflit, qui est de poser les bases de la propriété sociale, inconnue jusque là, et qu'il faut créer de toutes pièces.

- Socialement, cette situation économique se traduit comme suit : la minorité des exploités - la bourgeoisie personnifiant la propriété privée - fait face directement cette fois à la masse des exploités - la classe salariée. Et les salariés, loin de combattre pour écarter les obstacles à leur élévation sociale, sont au contraire provoqués à la lutte par la paupérisation galopante où les précipite la bourgeoisie.

D'où le caractère explosif sans égal de la lutte des classes en régime capitaliste.

Bref, la nouveauté de la révolution communiste réside en ceci : comme contenu économique c'est "la rupture la plus complète avec le régime traditionnel de propriété" (Manifeste) ; comme contenu social c'est le fait que la classe exploitée, l'immense majorité, agit enfin pour son propre compte.

Voilà en quoi les antagonismes de classes sont simplifiés sous le capitalisme. Du fait que les salariés posent la question de la propriété, on voit pour la 1^o fois la masse des exploités conduite à assumer le rôle de classe dirigeante de la révolution. De plus, la classe dirigeante de la révolution étant formée d'exploités, on voit pour la 1^o fois une révolution qui se propose d'abolir les classes.

2. "Destruction de l'Etat par la guerre populaire" :

La conséquence pratique de la nature particulière de la société capitaliste, forme extrême et dernière de la société divisée en classes, est la suivante : une véritable guerre civile travaille la société bourgeoise. En effet, la classe salariée ne peut établir la propriété sociale qu'en remportant la victoire militaire sur la classe capitaliste armée jusqu'aux dents. En fait la classe salariée ne peut que démolir tout l'édifice adapté à l'oppression de la majorité par la minorité. Elle

La fête des opprimés et des exploités

doit se préparer ni plus ni moins qu'à la "destruction de l'Etat par la guerre populaire". Aurpès d'une telle tâche les affrontements politiques du passé, la grande révolution française comprise, font figure de simples coups d'Etat !

Précisons cette tâche politique qui est la nôtre. Il faut plus que jamais :

a) Répandre des idées révolutionnaires et s'organiser en parti de révolutionnaires professionnels.

Avec cette différence qu'il s'agit cette fois d'idées scientifiques et non plus mystificatrices, et d'un parti qui est le "noyau dirigeant du peuple" (Mao) et non plus d'un parti de notables conjurés.

b) Se fixer comme "premier devoir" (AIT) la conquête du pouvoir politique.

Avec cette différence qu'il s'agit cette fois d'éduquer une "société sans Etat", c'est-à-dire de tourner le dos au développement aveugle de la vie sociale, et de supprimer l'appareil des fonctionnaires hiérarchiques.

c) Pratiquer la lutte armée et appliquer la méthode d'action clandestine.

Avec cette différence que cette fois la classe dominante entend assurer sa suprématie plus par son esprit d'organisation que par la violence.

d) Enfin compter sur la lutte elle-même pour instruire la classe d'avant-garde.

Avec cette différence qu'il s'agit cette fois non plus d'en finir au plus vite avec la "révolution" mais d'enseigner pour la 1^o fois aux "damnés de la terre" à devenir les maîtres en décrétant la révolution en permanence.

"Seule une révolution - dit Marx - permettra à la classe subversive de balayer toute la pourriture du vieux régime qui lui colle à la peau et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles".

Conclusion :

=====

En conclusion, le capitalisme n'existant pas sans la bourgeoisie, on ne peut faire l'économie de la révolution. Notre tâche est clairement définie par Lénine : "Non pas inventer des plans de réorganisation de la société, non pas prêcher aux capitalistes et à leurs valets l'amélioration du sort des ouvriers, non pas tramer des conspirations, mais organiser la lutte de classe du prolétariat et diriger cette lutte", qui est la "lutte finale".

-o- II - LE CAPITALISME DECADENT -o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-

La nature de la société capitaliste rend la révolution nécessaire. L'évolution du capitalisme rend la révolution doublement nécessaire.

Voyons d'abord le contenu de l'évolution du capitalisme et ensuite la conséquence pratique qui en découle.

1. Nous sommes à l'"époque impérialiste" :

Depuis le début du siècle, le régime capitaliste, de régime de progrès s'est converti en régime décadent. On souligne ceci en disant que nous sommes à "l'époque impérialiste". L'impérialisme c'est "la réaction sur toute la ligne" (Lénine). Voici comment cela se manifeste :

a) La concurrence fait place au monopole.

Autrement dit : au lieu de l'exploitation salariale simple associée au développement des forces productives, on a le parasitisme brutal d'une oligarchie financière ayant en vue le profit pour lui-même. Le profit maximum est obtenu au moyen de la limitation de la production devenue une institution permanente et au moyen de la militarisation de l'économie. D'où une situation de crise économique chronique.

b) Le parlementarisme fait place à l'Etat bureaucratique.

Autrement dit : au lieu de la dictature bourgeoise par le "régime des partis" qui exerce les masses à la "vie démocratique", on a la dictature officielle par un "pouvoir fort" qui organise l'état d'urgence permanent.

c) La civilisation des peuples arriérés fait place à l'oppression des "nations prolétaires".

Autrement dit : au lieu de l'exportation de marchandises qui engendre la destruction des sociétés agraires et l'éveil national, on a un système d'asservissement financier des colonies (exportation de capitaux) qui s'appuie sur les compradores.

d) L'interdépendance des pays civilisés fait place à la rivalité des grandes puissances.

Autrement dit : au lieu de la guerre commerciale qui noue des liens universels et ruine la position des vieilles autocraties, on a des puissances capitalistes autar-

ciques qui préparent la guerre pour s'assurer l'hégémonie sur le monde territorialement déjà partagé.

2. "La période de transition est commencée":
=====

La conséquence pratique de l'évolution du capitalisme, de l'accession de celui-ci au stade impérialiste, est la suivante : "la période de transition du capitalisme au communisme est commencée".

Précisons en quoi consiste cette "période de transition", quant au fonds et quant à la forme.

a) La révolution prolétarienne "à l'ordre du jour".

Quant au fonds, la situation est celle-ci : l'impérialisme pousse les antagonismes du Capital jusqu'à la dernière limite catastrophique (Staline) ; du même coup les masses universelles - salariées et autres - sont forcées de se soulever pour ne pas périr.

Bref, l'impérialisme est la veille de la révolution prolétarienne" (Lénine). La dictature du prolétariat et l'édification du socialisme sont "à l'ordre du jour".

b) Une révolution anti-impérialiste spécifique.

La forme de la transition est conditionnée par la situation contradictoire propre à l'impérialisme. La révolution prolétarienne, dont le contenu est essentiellement anti-capitaliste, se présente obligatoirement par sa forme comme un mouvement purement anti-impérialiste. La classe salariée se met en branle pour riposter à la décadence du capitalisme, pour résister au pourrissement spontané du capitalisme en "barbarie". En définitive elle est portée en avant vers le communisme par la prise en charge des apports historiques du capitalisme qu'elle est appelée à défendre contre la bourgeoisie : défense des libertés et du progrès matériel.

Cette avance en quelque sorte masquée du communisme au niveau du mouvement révolutionnaire de masse, se produit de deux manières différentes, dans les pays colonisés du tiers-monde et dans les métropoles impérialistes.

- Chez les nations prolétaires, c'est la révolution de type "démocratie nouvelle", dont le but est de réaliser la mission historique du capitalisme en "sautant" le capitalisme. - Chez les grandes puissances, c'est la révolution de type "Front populaire", dont le but est de "dépasser" le capitalisme pour sauver son oeuvre révolutionnaire.

Voilà pourquoi, dans un pays capitaliste "développé" tel que le nôtre, nos mots d'ordre stratégiques sont : non pas destruction de l'Etat parlementaire qui n'existe plus que de nom, mais "destruction de l'Etat bourgeois bureaucratique" ; non pas expropriation des entreprises capitalistes en général, mais "expropriation de l'oligarchie financière" qui reste seule dominante.

Conclusion :
=====

Avec l'impérialisme, l'ancienne période de préparation de la classe salariée à la révolution s'achève. Désormais briser par la révolution la chaîne impérialiste à son maillon faible est devenu pratiquement une chose inévitable.

2. "Le salut réside dans un G.R.P." :

La conséquence pratique de la situation concrète de crise révolutionnaire mûrissante est la suivante : le seul recours sérieux réside dans la prise en main de la direction des événements par la classe salariée. "Le salut réside dans un gouvernement révolutionnaire provisoire".

Précisons le sens à donner à cette perspective du GRP qui inclue celle du "contrôle ouvrier" de l'économie.

Face à l'offensive du Capital et à la menace des sureperpuissances, notre peuple se trouve contraint à la défensive. Par contre dans une telle situation, la moindre lutte pour des "réformes" a tendance à se politiser directement, à se muer en lutte pour le pouvoir.

Par suite, l'organisation du mouvement révolutionnaire de masse ne peut avoir uniquement en vue une activité opérationnelle, qui s'exerce en pesant sur le Parlement. L'action révolutionnaire doit également viser un but supérieur : déterminer directement la conduite du Gouvernement lui-même.

Le rôle de notre participation révolutionnaire au gouvernement est double. Il est de :

a) Renverser le rapport des forces politiques.

Toute lutte de masse sérieuse crée plus ou moins une "dualité de pouvoirs", bien que l'avantage soit laissé à l'oligarchie dominante. Le G.R.P. donne tout simplement l'avantage aux forces populaires dans la dualité de pouvoirs. C'est d'ailleurs le seul moyen de rallier les masses indécises autour des forces révolutionnaires.

b) Faire basculer le mouvement pour les réformes.

Au début on ne peut bien sûr envisager que l'application partielle des réformes qui figurent dans le programme minimum de front populaire. Le GRP ouvre tout simplement la voie à la réalisation intégrale du programme minimum.

Le G.R.P. c'est la voie prolétarienne dans la lutte des classes. C'est celle que préconisait notre Internationale Communiste, sous le nom de "gouvernement ouvrier" en 1922 et sous celui du "front populaire" en 1935. Le GRP c'est l'antidote à la vieille politique infâme de collaboration de classes, à la politique triste

-0- UNE SITUATION REVOLUTIONNAIRE QUI MURIT -0-0-0-0-0-0-

La transition au communisme est d'une manière générale à l'ordre du jour. Mais cela ne veut pas dire qu'il existe une "situation révolutionnaire" concrète constamment et partout !

Voyons d'abord quelle est la situation concrète actuelle en France et ensuite la conséquence pratique qui en découle.

1. "La situation est critique" :

Nous disons : "la situation objective concrète est critique". Et cela pour deux raisons :

a) Une conjoncture d'avant-guerre.

L'impérialisme a un développement cyclique : il passe de la "prospérité" d'après-guerre à la dépression d'avant-guerre, et ainsi de suite. Actuellement, c'est devenu très clair, nous sommes engagés dans la phase d'avant-guerre. Ainsi sur la "crise générale" du capitalisme qui caractérise l'impérialisme, se greffe une autre crise conjoncturelle, qui "déclenche une vague de paupérisation et de réaction politique".

b) Une position de pays capitaliste moyen.

Dans cette conjoncture globale d'avant-guerre, notre pays - qui fut jadis une grande puissance capitaliste - se trouve aujourd'hui réduit à occuper une "position de pays capitaliste moyen", coïncé entre les deux superpuissances et les 120 pays du tiers-monde pauvres. Vue cette position de "pays petit-bourgeois", la France capitaliste - avec les autres "forces intermédiaires" d'Europe et d'ailleurs - adopte spontanément une attitude "irrésolue" face à l'hégémonisme américano-soviétique. Une autre tendance travaille aussi naturellement le groupe de ces pays, la tendance à l'exaspération fasciste à ne pas négliger.

Ces éléments de la situation réunis permettent d'affirmer qu'une "crise nationale" (Lénine) mûrit sous nos yeux. Autrement dit chaque jour qui passe nous rapproche du moment où le régime se révélera tout à la fois grippé par en haut et wômi par en bas.

ment célèbre du "Bloc des Gauches" en 1900, du "Cartel des gauches" en 1925 et réapparue de nos jours sous la défroque du "Programme commun de la Gauche".

Conclusion :
=====

La situation concrète critique qui est la nôtre met notre activité immédiate à l'heure du G.R.P. Jamais les marxistes de notre pays ne se sont élevés jusque cette phase cruciale et très délicate de l'action révolutionnaire. Il est temps de tirer les leçons des défaites et des trahisons du passé !

-/-

-o- Conclusion -o-
-o-o-o-o-o-

Nous sommes des révolutionnaires prolétariens, des communistes. Et avec Lénine nous disons : "Les démagogues sont les pires ennemis de la classe ouvrière". Ayons bien en tête qu'il y a deux races de démagogues :

1. Les uns répandent l'opium du réformisme.

A ceux-là Marx répond : "L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes". Et Lénine précise même : "Une classe opprimée qui ne s'efforcera pas d'apprendre à manier les armes, de posséder des armes, ne mériterait que d'être traitée en esclave".

2. Les autres démagogues pratiquent le révolutionnarisme, l'"excitation des masses".

A ceux-là, Lénine répond encore : "La révolution n'est pas toujours opportune, faute de certaines prémisses à réaliser parmi les masses, elle tourne à l'aventure". Les communistes excluent toute "prise du pouvoir" sans la "sympathie", "l'appui de la majorité du peuple".

L'emprise des démagogues des deux bords sur les masses a pour résultat : soit de faire tomber le peuple dans un état de prostration qui en fait la proie du premier führer venu ; soit d'encourager le peuple à l'émeute suicidaire.

Il faut donc le proclamer pour finir : les prolétaires conscients ne craignent pas la révolution, c'est au contraire leur idée fixe. Car c'est par la révolution et elle seule que le capitalisme peut accoucher du communisme, de la société sans classes. Et à la révolution comme à l'accouchement s'applique le vieux proverbe qui dit : "C'est le mal joli, dès qu'il est fini on en rit". Oui, Lénine dit vrai, "la révolution est la fête des opprimés et des exploités"!

-o-

LA MALADIE DU SYNDICAT

Introduction

1-0-0-0-0-0-0

Nous affirmons : le syndicat est malade ! Et en particulier la 1^o centrale, la CGT, ne se porte pas bien elle aussi.

Deux remarques tout de suite :

1. Maladie honteuse ?

Indécence d'en parler ? "Laver son linge sale en famille" ?

Non ! La vérité est toujours bonne à dire pour la classe salariée qui n'a rien à perdre que ses chaînes.

Veut-on nous fermer la bouche ? Raison de plus pour l'ouvrir !

2. Le mal est double : dans la réalité et dans les têtes.

- Symptômes réels d'un "malaise" syndical notoire depuis 1968 : grève des 10 millions enterrée à Grenelle. D'où "Séguy-démission" à Renault ; et "grèves sauvages" par la suite.

- Les "mécontents" dans le brouillard.

Eux seuls nous intéressent.

Ils "cafouillent" et c'est compréhensible. Deux points de vue opposés :

- a) le mal est incurable : les "antisyndicalistes". Le syndicat devenu pur organe de répression, assimilé à la police, etc. Il faut le désarter et le détruire.
- b) c'est un bobo : partisans des "lutttes dures". Il faut prendre au mot "l'appareil" pour le "déborder" (droit de tendance, coordonner les luttes, grèves longues..).

Il faut y voir clair, c'est vital ! Voyons donc : la maladie ; et le remède.

I - LA MALADIE -0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-

Il faudrait une immense enquête de masse, pas faite encore ! "Que les bouches s'ouvrent" (Thorez). On verra que nous sommes en-dessous de la vérité !

Mais on peut déjà caractériser, faits à l'appui. Trois domaines : organisation, programme, action.

1. Organisation :

C'est là que les militants ressentent d'abord le mal.

a) Recrutement : Les classes moyennes dominent la classe salariée.

Ainsi : ITC choyés, immigrés délaissés ; le secteur public ("personnels à statut") priment sur le "privé"..

b) Motivation : une seule règle, l'arrivisme. Le but : de l'argent et des places.

- le "fil à la patte" : subventions de l'Etat, publicité des trusts, brasser les millions des C.E. ("oeuvres sociales").

- Liste infinie des places à décrocher au mât de cocagne syndical ; Conseils multiples et Comités paritaires à tous les niveaux. Jusqu'au gouvernement (C.E.S.), Europe (Strasbourg), ONU (BIT). Et ils s'en vantent avec insolence : "partout présents". cf. Jouhaux il y a 60 ans : contre le "poing tendu", pour la "politique de présence"..

c) Fonctionnement : le trust syndical, comme aux USA ! On y fait carrière, un moyen de sortir de sa classe.

Les permanents (qui cooptent) dominent les militants sur le tas. Et 500 000 "salariés protégés".

La section syndicale effacée par les "heures d'information" ; au service des "partenaires sociaux" (D.P., C.E.).

Les U.D. (liées aux politiciens) prennent le pas sur les Fédés.

Bref, organisation bureaucratique. Pas au sens d'un mauvais "style de travail". Mais pur "groupe de pression" indispensable pour faire marcher le système salarial.

Lutte de clans inévitable dans ce milieu de corruption et mafia; PS, PC, Evêques.. Sans parler de la fraction russe ! Le monstre paralytique donc prédisposé à la scission par dessus le marché. Danger grave !

2. Programme :

Aspect très important. Bien des "révolutionnaires" bornés là dessus ! Il y a deux choses à dire à ce sujet !

a) Il y a deux programmes opposés à la C.G.T. :

Un programme "revendicatif" et un programme "économique". Le prog. économique, est rien d'autre qu'un prog. de "gestion loyale" du capitalisme (Blum). C'est celui-là qui compte pour eux, les revendic. sont la 5° roue du charosse ! Pondus par des cadres, "experts" des Finances..

On a toujours combattu cela : c'était le "planisme" d'avant-guerre, recondamné la dernière fois en 1953 par Frachon.

C'est quoi ? l'avènement de chgmts. fondamentaux", les "national. démocrat.". Ou encore : "mieux vivre avec le service public", "défense des industries menacées". [??] le but ITC : "représentation du personnel (I) dans les conseils d'administration"..

b) les revendicat. : adapter le Travail au Capital. En effet, deux caractéristiques : marginaliser les revendications ; orienter les mvmts à contretemps.

- Marginaliser :

Typique : poser la question des salaires en termes de SMIC, et non de revalorisation générale ; "reclasser" les chômeurs, c.a.d. faire les frais des "restructurations" (accepter les laissés pour compte et désunir d'avec les actifs) - au lieu de l'inscription dans le personnel des grosses boîtes. (cf. SMIC à 3100 en juin 80).

C'est bien la politique bourgeoise d'"aide aux plus défavorisés" !

- Contretemps :

Typique : mettre l'accent sur le temps de travail quand les salaires sont la question majeure, en période de crise comme maintenant. Avez qu'on veut faire avaler la dégradation du niveau d'existence. Au contraire : halte à l'offensive du grand capital ! (cf. 5° semaine pour tous, VI-80).

Bref, programme réformiste. Pas au sens où les bonzes syndicaux veulent réformer réellement ! Mais "calmer" la classe, mettre des fleurs sur les chaînes. Et se rendre eux, "indispensables" au grand patronat !

3. Action :

C'est ce qui est déterminant finalement ! Car bien sûr, même les "2 %" d'augmentation, les 40 h "par étapes", nous les voulons ! Mais alors nous disons : que faites vous pour organiser l'action pour cela ?

Or que voit-on ? D'un côté inaction simple, de l'autre sabotage actif des luttes spontanées.

a) Inaction :

D'abord on substitue à l'action des démarches bureaucratiques. Ainsi on fait miroiter des recettes magiques qui doivent épargner la lutte : des "lois", "statuts", du genre "échelle mobile"... De même, on prêche sans cesse des "négociations véritables", ce qui fait croire que patrons et salariés peuvent être à égalité, et pose la grève comme un "moyen extrême".

Ensuite on lance des mvmts artificiels pour marchander des privilèges pour les bonzes eux-mêmes, au nom des "droits syndicaux", etc. C'est le sens des "journées nationales d'action".

Tout cela démoralise et divise nécessairement la classe!

b) Sabotage :

"Prendre le train en marche" pour le faire dérailler, "élargir le mouvement" pour le contrôler et l'étouffer.

On déclare les buts "impossibles", "irréalistes" ; et on dénonce les militants comme "irresponsables", "incontrôlés", etc.

Même des victimes individuelles dites "indéfendables" !

Bref, trahison pure et simple dans la conduite des luttes. Activité de "jaunes", "briseurs de grèves". Et pas seulement des "mous" ! Attendons de les voir dans la guerre civile..

Au total, comment désigner la maladie ?

Orga. bureaucratique, prog. réformiste, pratique de trahison des luttes.. cela s'appelle du syndicalisme de collaboration de classes.

Bref, les bonzes "cassent" le syndicat, comme dirait Marchais ! La C.G.T. de lutte des classes, construite au prix des sacrifices de générations, simplement alignée sur l'ex-C.F.T.C.

Au syndicat fondé sur la solidarité s'est substitué la Cie d'assurance bourgeoise. Et cela a été consacré par le coup de force de 1969 : l'A. 1 des Statuts, illustrant 2/3 siècle d'existence de la C.G.T. supprimé, jugé dangereux. Au lieu d'"abolir le patronat et le salariat" comme but.. les nationalisations ! Ainsi faire croire qu'on peut supprimer l'exploitation en maintenant des patrons (employeurs) et des salariés.

Par suite, dans la crise actuelle, la classe salariée doublement contrainte à la défensive ; assaut du capital et désarmée (sans organisation). Dramatique !

Mais tout cet édifice bâti dans la "paix sociale" va s'effondrer aux premiers coups de la guerre sociale imminente.. Serons-nous prêts ? Urgence du "remède".

Conclusion

--0-0-0-0-0-0--

Deux choses à dire :

1. Ce n'est pas un accident, le syndicat menacé par les collabos.
 Au contraire, c'est une situation permanente, et qui durera autant que le patronat et le salariat, que le capitalisme.
 Plusieurs fois déjà notre syndicalisme submergé par collabos : Tolain, Griffuelhes, Jouhaux.. et cette fois Séguy (en un siècle et quelques).
 C'est dramatique, mais ça éduque la classe. N'ayons pas la mémoire courte ! D'ailleurs notre Grande tradition syndicaliste a toujours repris le dessus : la Fédération nationale des syndicats (1886-1895) et la C.G.TU (1921-1936).
2. L'épuration est la tâche de masse la plus importante:
 Pas seulement pour les ouvriers et autres salariés.
 C'est la condition du front uni de tout le peuple ; et une grande obligation internationaliste (F.S.M.-C.E.S.)
 Et la collaboration pas simple calamité actuelle ;
 lourde de dangers pires encore : le "corporatisme" pur et simple dont elle pave la voie ! Elle pousse à la fois au dégoût de la lutte et au désespoir, acclimaté à un "sauveur" et provoque au terrorisme.
 Pour finir, rappelons que la collaboration avec l'ennemi fait penser à Pétain. Pétain a pu duper le pays et imposer la collaboration avec l'occupant étranger parce qu'il était précisément une "gloire" patriotique, le "vainqueur de Verdun". De même, c'est grâce à l'exploitation du "passé glorieux" de Frachon et Cie dans la lutte contre l'ennemi social (et non plus national) qu'on a entortillé la classe.
 Ne soyons plus toujours trompés ! Maréchal Séguy, qui fait la honte de la classe salariée de notre pays et à son histoire syndicale, soyons certains que cette même classe te clouera au pilori !

-0-

4. Objections :

A cette orientation, on nous objecte de deux côtés opposés :

- a) Ca a été tenté, mais en vain.
 Effectivement, il y a eu plrs démarches dans ce sens. (OSR, etc.). Eh bien ! cela prouve que le besoin est senti. L'échec jusqu'à présent est dû à 2 causes : base sectaire (simple annexe syndicale du groupe politique, qui veut imposer ses dadas : soutenir la Chine, ou la Gauche, grève générale, échelle mobile...); raison secondaire : absence de persévérance.
- b) Cela aggravera la situation, c'est en fait prêcher la scission pour créer un ennemi syndicat en plus.
 Question mal posée ! On tue en ce moment le syndicat ! Il s'agit de le sauver, d'être maîtres chez nous. Certes les collabos sont prêts à tout, y compris la scission (comme en 1921 et 1939). Mais c'est bien pour cela qu'il faut sans tarder entreprendre énergiquement l'épuration !

Au total, le remède à la collaboration, c'est l'épuration.

Cela est vrai au point qu'on peut affirmer ceci : mais on ne peut dire qu'on a remporté un succès complet dans une lutte contre l'oligarchie au pouvoir, si en même temps cette lutte n'a pas démasqué et affaibli les collabos.

Il faut être lucides : pas de salut si on n'est pas prêt à lutter sur deux fronts. Donc lutte ardue et complexe.

-0-

Introduction

Comment marche la société ? D'où venons-nous, d'où allons-nous ? A cela une réponse peut être donnée, car il y a des lois d'évolution de la société. Si l'on peut connaître ces lois, c'est grâce aux marxisme qui est la conception du monde de la classe salariée, dont l'objectivité est garantie par le fait que cette classe n'a rien à perdre que ses chaînes.

En effet, l'apport essentiel du marxisme est d'avoir étendu la science à la société, parce qu'on appelle le matérialisme historique.

La méthode utilisée pour découvrir les lois d'évolution de la société consiste à se saisir du fil de l'économie politique. Pourquoi cela ? Tout simplement parce que, pour exister, l'espèce humaine doit travailler, c'est-à-dire transformer intentionnellement la nature. Mais il faut préciser que - comme le dit Lénine - ce qui intéresse l'économie politique ce n'est pas la production mais les rapports des hommes dans la production, l'existence de classes ou non et sous quelle forme particulière.

Ainsi c'est seulement en s'appuyant sur la connaissance du "sens de l'histoire" que la classe salariée établit son Programme d'Action (*). C'est cela qu'on appelle le socialisme scientifique.

La présente causerie a pour objet de caractériser ce sens de l'histoire, et par là-même de rebver le défi de la bourgeoisie qui se vante de ne rien trouver de rationnel dans l'évolution de la société. D'où le titre que nous avons choisi : "le paradis communiste".

Que veut donc dire "société bourgeoise", "régime fondé sur l'esclavage salarié", bref le capitalisme ? Nous allons voir :

1. sa fécondité, autrement dit la contradiction interne de cette vieille société ;
2. sa postérité, autrement dit la nouvelle société dont elle doit accoucher.

(* Comme dit Marx : les communistes n'ont pas à réaliser d'idéal, mais seulement à libérer les éléments de la société nouvelle dont est grasse la vieille société bourgeoise qui s'effondre

-01 1 - LA VIEILLE SOCIÉTÉ -0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-

Nous disons que le capitalisme c'est : primo un régime d'exploitation de l'homme par l'homme ; secundo la forme dernière de l'exploitation de l'homme par l'homme.

1. L'exploitation de l'homme par l'homme (EHH) :

Pour commencer, E.H.H. A ce propos il faut combattre la conception vulgaire de l'EHH. C.a.d. montrer d'une part qu'elle a joué un rôle révolutionnaire, d'autre part qu'elle ne consiste pas simplement dans la misère.

a) Son rôle révolutionnaire.

- D'abord, les classes exploiteuses et exploitées n'ont pas toujours existé.

La société primitive, la société tribale, était égalitaire. Mais justement, si l'esclavage s'est introduit dans la société, c'est qu'aparavant tous les hommes étaient "esclaves" de la nature peut-on dire. Et le rôle de l'EHH fut avant tout d'abolir à jamais cet esclavage sans exploiters.

Tout a commencé par l'apparition de la division sociale du travail (DST). La DST signifie : d'un côté naissance d'une véritable production sociale, par la ramification de la production en branches spécialisées ; d'autre part irruption de la propriété privée, par laquelle se dissolvent les rapports communautaires fondés sur les liens du sang, de parenté.

Mais bien sûr, qui dit DST dit inégalité de richesses, donc réunion progressive des conditions de la division de la société en classes exploiteuse et exploitée. C'est pourquoi Engels (le collègue de Marx) dit : "C'est la loi de la division du travail qui est à la base de la division en classes".

- Ensuite, l'histoire de la société de classes est celle de la domination progressive de l'homme sur la nature.

La société de classes est la société qui repose explicitement sur la DST. Elle a pour moteur la contradiction entre la propriété privée et la production sociale.

Finalement c'est en perfectionnant par bonds, - en passant de l'esclavage au servage puis au salariat - que l'humanité s'est rendue progressivement maîtresse des forces naturelles.

(DST, 1841)

Le capitalisme, dans sa courte existence, remplit plus que tout autre régime d'EHH un rôle révolutionnaire. En donnant le jour à la grande industrie, on peut dire que la bourgeoisie "la première, a fait voir ce dont est capable l'activité humaine" (Manifeste).

Donc, loin d'être une "erreur d'aiguillage" ou une "malchance" pour la masse des producteurs, l'avènement puis le progrès des régimes d'EHH coïncident au contraire avec l'édification de la société brisant ses derniers liens avec le règne animal, et se donnant un visage réellement humain. C'est bien pour cela qu'on donne à l'histoire de la société de classes le nom de "civilisation".

b) Ce n'est pas simplement la misère.

- En quoi consiste l'exploitation ? C'est la question qui se pose à présent.

L'EHH consiste en ceci : des propriétaires privés, agents du développement de la production sociale, s'interposent entre les producteurs et la nature extérieure. Maîtres ainsi des conditions du travail, ils disent au producteur : enrichis-moi ou meurs !

Evidemment, le producteur se trouve alors exposé à ne pas recevoir suffisamment pour subsister, et à se voir en même temps contraint à un travail excessif. Mais l'intention de l'exploiteur n'est pas de tuer la poule aux oeufs d'or ! Si bien que la condition fondamentale de l'exploité est simplement la suivante : il est condamné à ne trouver sa subsistance qu'en acceptant d'être maintenu dans une situation de dépendance, et il est forcé en plus de fournir une quantité suffisante de travail gratuit.

- C'est bien ce qui se passe en régime capitaliste, dans le système du salariat.

En effet, le salaire n'est pas proportionnel au travail fourni comme ça en a l'air. Le salaire est le prix des moyens de subsistance nécessaires pour renouveler la capacité de travail du producteur, ce qui est tout différent. Autrement dit, le salaire est le prix de cette marchandise spéciale qu'est la force de travail, dont le taux s'établit sur le "marché du travail". Vendre sa force de travail signifie renoncer à tout pouvoir sur son travail, et le salaire permet simplement de perpétuer la classe salariée. C'est le travail non payé des salariés qui est la source de l'accumulation des moyens

d'exploitation entre les mains des employeurs capitalistes, et qui alimente aussi leurs revenus personnels parasites.

Donc, le salarié est bel et bien le frère et successeur des anciens exploités, les esclaves et les serfs. Ce qui change c'est la nouvelle méthode "commerciale" d'exploitation. Le fait que le marché du travail déguisse l'exploitation, à cause du "contrat" de travail, des "primes", etc., qui font croire à un échange équitable, ne change rien à l'affaire.

2. Forme dernière de l'exploitation:

On sait maintenant que le capitalisme est un régime d'EHH parmi les autres, justifié historiquement comme les autres. Mais si on y utilise une méthode "commerciale" d'exploitation ce n'est pas par hasard. C'est que le capitalisme repose sur la DST entièrement développée, qu'il est l'épanouissement simultané de la propriété privée et de la production sociale.

Or c'est à ce moment justement que la DST apparaît antagonique à tous les points de vue, ce qui fait du capitalisme la forme extrême et dernière de l'EHH. Et c'est évidemment cette singularité du capitalisme qui importe le plus, et non pas ses traits universels. Voyons cela en détail.

a) Production sociale antagonique.

Le capitalisme est le triomphe de la production sociale. En effet avec lui s'établit le machinisme et la science comme force productive autonome. Mais l'antagonisme éclate du fait du maintien de la propriété privée :

- La science devient FP autonome, mais sur la base du marché du travail. Le conflit se manifeste par l'opposition qui devient totale entre le travail manuel et intellectuel, ce qui représente le plus grand obstacle jamais rencontré au développement ultérieur de la productivité du travail.

- Le machinisme est introduit, mais les nouveaux moyens de production utilisés collectivement et fabriquant en série restent livrés à la gestion individuelle. Le conflit se manifeste à la fois par l'anarchie de la production dans la société et le despotisme dans l'entreprise.

Il faut voir, ce n'est pas évident, mais le rôle primordial du travail p.m. nature était méconnu (et pour cause) - donc on n'avait pas besoin de révolution!

b) Propriété privée antagonique.

Le capitalisme est le triomphe de la propriété privée. En effet avec lui les conditions de production deviennent marchandises : les moyens de production deviennent marchandises et c'est la définition même du capital ; la force de travail devient marchandise et c'est la définition du travail salarié qui est le revers de la médaille. Mais l'antagonisme éclate du fait de la socialisation de l'économie que cela implique :

- Le capital présume les producteurs affranchis de toute dépendance personnelle et placés sous la seule dépendance matérielle des détenteurs des moyens de production. Mais cela signifie que les Mp, en devenant capital, se présentent comme le monopole collectif des exploités, et que la classe tout entière des capitalistes apparaît comme un seul maître collectif qui tient à sa merci la personne des salariés. (*)

- Le travail salarié présume que les exploités accaparent toute la richesse hormis la force de travail. Mais cela signifie que la Ft, en devenant travail salarié, se présente comme placée sous la responsabilité exclusive des exploités, et que la classe tout entière des salariés apparaît apte à constituer une "grande coopérative" gouvernant librement la production.

c) Antagonisme propriété privée-production sociale.

Le triomphe simultané de la propriété privée et de la production sociale amène aussi l'antagonisme entre elles deux :

- En effet, en faisant surgir la science et le machinisme, le capitalisme ne fait rien d'autre que créer les conditions de répandre enfin l'aisance matérielle générale, tout en ne réclamant des individus qu'un travail productif infime. C'est là rendre l'EHH tout simplement absurde !

- Mais d'un autre côté, en réalisant la production marchande illimitée, le capitalisme pousse au contraire l'EHH à sa dernière extrémité. Car en tant qu'exploiteur talonné par la concurrence, le capitaliste est un exploitateur professionnel, tenu de se consacrer à réduire au maximum le travail payé des salariés. De même, en tant qu'exploité délivré de toute dépendance personnelle, le salarié est un pur exploité, tenu de se consacrer à fournir le maximum de surtravail (de travail non payé). //

!!) C'est sûr, le sur-travail - valeur (Pl.) -

() Le capital n'est pas une force personnelle, c'est une force sociale (Manifeste)*

Poursuivons. En ce qui concerne les rapports de production, la propriété sociale permet d'organiser l'économie sur le modèle d'une "grande coopérative" à l'échelle de la société. Le capitalisme n'a pas seulement engendré la classe de producteurs capables de s'associer pour gouverner librement l'économie. Il a engendré justement qu'aux formes mêmes de gestion de la propriété sociale, que la classe salariée n'a qu'à emprunter en les retouchant. En effet, la société par actions fait dès à présent la démonstration que les individus peuvent s'associer sans que leur individualité soit sacrifiée. Tout à contre l'association se révèle comme le seul moyen de ne pas enfermer l'individualité dans les limites étonnantes d'une "profession" déterminée.

Le résultat est le suivant : collectivement à leur compte, les producteurs réunissent dans leurs mains les moyens et la force qui cessent par suite ensemble d'être des marchandises. Du coup disparaissent profit et salaire, autrement dit le système de travail forcé auquel la masse était soumise, ce système de la "discipline de la faim" qui maintenait artificiellement le grand nombre sous le joug de la nécessité et de l'insécurité en vigueur dans le règne animal.

Donc, l'expropriation des capitalistes, en faisant sauter l'antagonisme existant entre la production sociale et la propriété privée, brise bel et bien le système "antédiluvien" de l'EMH.

2. Les deux phases du communisme

Lénine dit justement : "supprimer les classes, ce n'est pas seulement chasser les propriétaires fonciers, mais aussi les bourgeois et les capitalistes", ce qui est relativement facile.

Disons tout de suite que le communisme, bien sûr, ne peut donner sa pleine mesure que s'il se construit dans les pays capitalistes développés, et même seulement lorsque la dictature du prolétariat sera le régime dominant dans le monde.

Mais ce n'est pas ce dont il s'agit ici. En effet, même dans ces conditions "idéales" si l'on peut dire, d'une façon il n'est possible de bâtir la société communiste qu'en utilisant comme matériaux les décombres,

- La révolution balaye l'oeuvre improductive et malfaisante des parasites d'Etat, en abolissant l'armée permanente et les fonctionnaires qui mangent une partie immense du revenu national. Elle réalise donc une épargne considérable. - les formes sociales de production engendrées par l'industrie moderne étant dérivées de leur chafne par "l'expropriation des expropriateurs", la classe salariée entreprend l'oeuvre de coordination harmonieuse de ces formes. Elle met donc en place un système d'administration générale de l'économie qui consacre l'abolition de l'ancien antagonisme entre l'Etat et les entreprises. L'Etat socialiste acquiert un "rôle nouveau, jusque-là inconnu dans l'histoire" : il "dirige l'économie nationale d'après un plan, s'acquitte de sa fonction d'organisateur de l'économie" (Manuel).

b) Rupture opérée par la propriété sociale. C'est alors que se dessine la rupture proprement économique opérée par la propriété sociale des Mp.

Tout d'abord, en ce qui concerne les MP, la propriété sociale permet de tourner le dos à l'ancienne division du travail. Car, comme dit Engels : "En divisant le travail on divise l'homme". Or la propriété sociale permet de tirer parti du machinisme et de la science créés par la société bourgeoise, qui offrent la possibilité non seulement de réduire le travail productif nécessaire à peu de choses, mais ont encore deux autres conséquences : le machinisme autorise la rotation du travail, en le rendant indépendant des dons personnels ; la science ouvre la voie à la formation polytechnique des individus, en mettant à jour la liaison organique de toutes les branches industrielles.

Le résultat est le suivant : d'un côté, le travail intellectuel, que les capitalistes, en tant qu'exploiteurs professionnels, ont abandonné pour l'essentiel pour le substituer entre des mains mercenaires, peut enfin être associé au travail manuel et se réconcilier avec lui. De l'autre côté, le travail manuel, qui "mutile" l'homme sous le capitalisme, par lequel le salarié se transforme en "accessoire conscient d'une machine partielle", "en sacrifiant tout un monde de dispositions et d'instincts producteurs" (Le capital), ce travail de pure "exécution" peut enfin s'intellectualiser.

(*) en perdant son caractère de spécialisation académique bornée.

de l'ancienne société. On connaît la phrase célèbre de Marx : ce que l'on a au départ c'est "une société non pas telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste ; une société qui, sous tous les rapports, porte encore les cicatrices de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue". (CPG).

Autrement dit, si seule une action politique est requise pour interdire d'emblée l'exploitation, pour arracher les racines de l'exploitation, il faut réunir des conditions matérielles nouvelles, et cela prend du temps. Créer ces nouvelles conditions matérielles, c'est le programme économique de la période de transition, la phase inférieure du communisme, habituellement nommée "socialisme". Et ce programme peut se résumer de la façon suivante : "le travail obligatoire deviendra une partie secondaire de la vie", jusqu'à disparaître tout à fait. Ou encore : durant la période de transition, le progrès de la richesse matérielle compte moins que le degré de dissolution acquis de l'ancienne DST, dissolution de la DT qui entraîne à sa suite le dépérissement du "droit bourgeois". Précisons cela, ce qui se passe en C.1, puis en C.2.

a) Le socialisme.

(FP)

- Dissolution de la DST.
Engels dit : "Ce qui doit disparaître, c'est surtout la vieille D.T.". La situation sous le socialisme est celle-ci. Si l'antagonisme des classes est brisé, il reste une contradiction entre la société et l'individu, car il faut satisfaire les besoins sociaux en tenant compte de l'opposition entre travail intellectuel et manuel dont on hérite. Si les aptitudes variées des individus peuvent enfin commencer à être testées et à sépanouir, les individus n'existent encore les uns pour les autres que comme "travailleurs" qui s'imposent mutuellement la contrainte de participer au travail productif comme un "devoir social".

Bref, il y a "travail obligatoire étendu à tous", sous mission égale pour tous à des "normes" de travail, obligation pour tous d'accepter les contraintes convenues en commun de "sélection" des capacités, et d'"affectation" à une fonction économique. Et cela suppose le maintien d'une opposition entre le travail et les loisirs. Certes, le travail n'est plus le moyen simplement de ne pas mourir, le fléau de "perdre sa vie à la gagner", et il devient vrai-

ment le moyen de vivre, c.a.d. de développer ce besoin des besoins, celui de faire rayonner ses aptitudes, mais ce n'est pas encore le but de la vie, "le premier besoin vital" comme dit Marx.

(RP)

- Dépérissement du droit bourgeois.
"On ne commande à la nature qu'en lui obéissant", dit-on. De même ici, le maintien de la DT sur le plan des RP impose le maintien du "droit bourgeois" sur le plan des RP, c.a.d. le maintien de la forme propriété privée et la poursuite de l'action de la loi de la valeur. Concrètement cela signifie ceci :

• Tout d'abord, les Mp sont propriété sociale sous la forme de propriété de la classe des salariés, qui les met à la disposition de la société. Du fait que les Mp restent monopole de classe, même si c'est la classe des producteurs, ils gardent quant à la forme le caractère de propriété privée. Ou encore : sous le socialisme il y a propriété sociale juridique (assurée par l'Etat prolétarien) mais non économique (garantie par l'abolition de la DST), propriété sociale formelle mais non encore réelle.

• Ensuite, la répartition du revenu social est commandée par l'action de la loi de la valeur. Du fait qu'il y a maintien du travail forcé, même si c'est sans exploitation des uns par les autres, il y a nécessité d'utiliser l'action de la loi de la valeur, c.a.d. comme dit Marx, "du principe qui règle l'échange des marchandises" (CPG). La loi de la valeur exerce son action sous le socialisme par le biais de l'intéressement matériel, lequel se présente sous deux formes : en ce qui concerne les unités économiques (qui remplacent les entreprises) c'est la règle de la "gestion équilibrée" ; en ce qui concerne les agents économiques (qui remplacent les employeurs et les salariés) c'est la règle "à chacun selon son travail".

En définitive, les caractéristiques économiques de la période de transition font que si l'EJH est démantelée en tant que phénomène systématique, néanmoins des phénomènes isolés d'exploitation son inévitables, et cela manifeste la persistance du danger de restauration du capitalisme. Par contre, à ces phénomènes isolés d'exploitation font pendant des exemples qui se multiplient de "travail communiste", c.a.d. de travail sans espoir de rémunération. La période de transition tout entière est une période de lutte entre ces deux tendances opposées.

b) Le communisme.

C'est grâce aux leviers, judicieusement utilisés, des normes de travail et de l'intéressement matériel, que peut s'effectuer l'élimination progressive de la vieille DST, et que le communisme se développe enfin "sur sa propre base". La situation est alors la suivante :

- Une nouvelle D.T. se met en place.

"L'asservissante subordination des individus à la dimension du travail" effacée, une nouvelle D.T. se met en place, qui est le simple produit de la libre expansion des capacités de chacun dans toutes les directions. Ce que Fourier affirmait se vérifie alors : si on permet à chacun de s'abandonner à son inclination propre en le laissant faire ce qu'il veut, la somme des inclinations de tous fait aisément face à la satisfaction des besoins de tous ; il suffit d'imprimer la bonne direction à l'impulsion de l'activité sociale. On voit donc se dresser des "individus complets" (Marx), des hommes "universellement développés, sachant tout faire" (Lénine). Au lieu du travail soumis à des normes, c'est la règle "de chacun selon ses capacités" qui s'applique. Bref, le travail devient "auto-activité" (Marx) ou encore "une passion et un délassement". Marx dit : "dans une société communiste, il n'y a pas (d'artistes) peintres, mais tout au plus des individus qui, entre autres, font de la peinture".

- De nouveaux R.P. s'établissent.

A la place du "droit bourgeois", de nouveaux rapports de production, véritablement égaux, s'établissent. De sorte que le fossé qui subsistait sous le socialisme entre la propriété des Mp et celle des Mc est comblé. D'une part, la propriété sociale des Mp, de propriété de classe (publique) devient propriété commune directe. D'autre part tout lien marchand disparaît entre les revenus et le travail, c'est la règle "à chacun selon ses besoins" qui s'applique. (on peut les voir en surdétail à la page 103).

Donc, c'est bel et bien par suite d'un processus, et non par l'opération miraculeuse d'un article de la Constitution que l'EMH peut être extirpée. Le rôle de la période de transition est précisément d'offrir une "ambiance rationnelle" au déroulement de la lutte des classes qui se poursuit jusqu'à leur "évaporation" à la phase supérieure du communisme.

Conclusion

Ceux qui jettent le discrédit sur le "paradis communiste" se posent en "réalistes". Au contraire ce sont soit des myopes politiques soit des porte-parole intéressés des exploités.

Nous proclamons au contraire : oui, le communisme se lèvera demain sur l'humanité, tout aussi sûrement que le soleil se lève chaque matin sur la terre. Il s'est déjà levé même ! Voilà pourquoi nous parlons du "mouvement historique" vers le communisme, objectif.

Le communisme n'a rien à voir avec les trivialités à la Duclos ou Marchais, qui ne l'évoquent qu'en parlant de "réduire les inégalités, de "société pour l'homme". Il n'a rien de commun avec cet "idéal" de curé qui n'engage aucunement l'action.

Le "paradis communiste" vers lequel nous marchons réellement se distingue de celui que nous décrit la légende chrétienne. D'une part, il a l'inconvénient (discutable !) de ne pas apporter l'immortalité aux hommes. D'autre part, il a cet avantage réel qu'il doit sortir de nos propres mains, au lieu d'être un don du ciel ! Ajoutons que la même légende annonce que nous fûmes chassés du paradis par la faute d'un serpent. Dans notre paradis réel, nous y entrerons après avoir écrasé un autre serpent ; le serpent de la propriété privée. /e/

La société sera une société "sans marchandises, sans classes et sans Etat". Développons cela. Ce sera une société sans lien ni mien, sans Code, sans langues étrangères, sans outrage à la pudeur, et - last but not least une société sans communistes !

Que doit-on attendre de la classe salariée ? Marx répond : "la pleine conscience de sa mission historique, et la résolution héroïque d'en être digne dans son action". Cela nous mène à notre 2° cause, sur la révolution : "la fête des opprimés et des exploités".

12/ Top infini !
Al "réduire les inégalités" = avec les 437 possibilités (en phase volontariste assumée)

LE PEUPLE NE VEUT QUE SON DU.

Introduction

-0-0-0-0-0-0

Le rôle des communistes est de "transformer le monde" (Marx). D'où nécessité d'un Programme d'Action (P.A.)

Le P.A. communiste est double : prog. maximum et programme minimum. Le maxi traite du changement de base de l'ordre social existant ; le mini traite des conditions de la lutte sur la base actuelle. Tout le problème du Programme est justement de bien séparer ces deux volets et de les lier étroitement entre eux en même temps.

C'est le Mini qui est décisif : c'est lui qui est susceptible de mobiliser les masses, et c'est là que les communistes montrent ce qu'ils valent.

Ce Mini, c'est nos 13 Points. Leur commentaire est le thème de la présente causerie. Titre choisi : "Le peuple ne veut que son dû" (vers de l'Internationale de Potier). On comprend pourquoi aisément.

Commentaire en deux parties :

1. Remarque générale : qu'est-ce qu'un programme minimum communiste, précisément ?

2. Examen détaillé de notre Mini, pourquoi il est en 13 Pts.

A - Qu'est-ce qu'un Mini, marxiste ?

Il faut éclairer ce point ! Car méconnu aussi bien à "Gauche" qu'à "l'extrême-gauche". Si bien que ferait comprendre de travers l'examen détaillé des 13 pts.

Le Mini c'est en fait notre "Programme de gouvernement" à nous, C.a.d. le contenu de l'action révolutionnaire. Comme action immédiate, le but est défini : lutte pour des "réformes effectives" ;

Comme action révolutionnaire, les méthodes sont définies : "application des réformes par la force".

1. REFORMES EFFECTIVES :

-0-0-0-0-0-0-0-0-0-

a) Réformes : mesures de type "syndical".

"Lutte pour soulager les souffrances immédiates", "mesures les plus pressantes".

Ainsi il n'y a dans nos 13 Pts aucune mesure de confiscation de propriété capitaliste proprement dite.

Attitude opposée à celle des sectes, qui fuient la lutte concrète avec leur remède-à-tout : "une seule solution, la révolution".

b) Effectives : il y a réformes et réformes !

Réformes à la manière prolétarienne, syndicalisme de lutte des classes. C.a.d. : garder en vue le but final ; réagir contre les conséquences en visant les causes.

Tout à l'opposé du "réformisme" de Gauche, des réformes bureaucratiques ; partent non des besoins impérieux des masses, mais de l'idée de "prolonger à tout prix" le régime capitaliste.

C'est le réformisme le mal principal, et non le révolutionnarisme. C'est sous sa pression qu'on dit notre Mini. "irréalisable", confondu avec le Maxi, etc. A cela, le chef de la rév. russe (Lénine) a répondu : les marxistes n'ont jamais limité les revendications à ce que la "conjoncture" permet ; un seul critère de ce qui est "réalisable", ce qui est conforme aux intérêts du développement social. Lénine ajoute : "le révolutionnaire rêvera... il doit rêver que nous parviendrons à réaliser avec plénitude tout notre prog. minim.". (c'était à propos de l'abolition de l'armée permanente !).

C'est à juste titre donc que le Mini est radical et modéré à la fois. Les réformistes (collabos) nous disent "extrémistes", et les révolutionnaristes (sectes) accusent de "révol. en 2 étapes". Sans le savoir ils se livrent le travail pour détourner le prolétariat de la lutte des classes.

2. APPLICATION DES REFORMES PAR LA FORCE :

-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-

En effet, seule conception saine des méthodes. Pour deux raisons :

a) Jamais de réformes sérieuses octroyées.

Comme dit Lénine : de quoi dépendent les réformes ? De la "force des éléments révolus." du peuple exclusivement. Pas de réforme effective hors la voie de la "violation despotique" (Marx) du despotisme bourgeois, hors la voie du "jacobinisme", de la "Terreur" plébéenne !

Qui ne comprend pas cela n'a pas un gramme d'instinct de classe, est totalement subjugué par la routine des fausses "lutttes" de la Gauche domestiquée !

b) Dans la lutte pour des réformes, la bourgeoisie est la plus forte :

C'est aspect est plus important encore. Généralise Marx : la lutte syndicale "freine la chute". Preuve des conquêtes sans cesse reperdues (cf. 40 h). Sisyphe sur la pente de l'aggravation du joug du capital.

Ainsi, plus que les réformes elles-mêmes, le vrai fruit de la lutte est la force acquise grâce à elle par la classe et le peuple. Cette force c'est : 1. progrès de la conscience ; 2. organisation renforcée. Cette unité forgée est le précieux levier qui enverra une fois pour toutes le vieux bazar au cimetière.

La force, moyen fondamental.

Cela veut dire ne pas laisser les collabos pavoiser quand ils se sont laissés simplement acheter par des miettes, en exploitant les sacrifices des masses.

Cela veut dire aussi ne pas se laisser entraîner dans la "lutte pour la lutte", la "gymnastique révol.", n'importe quand et n'importe comment.

Donc, d'un côté ne pas prendre la proie pour l'ombre, de l'autre agir avec sang-froid.

1. Principe :

La liberté n'est qu'un moyen pour assurer le bien-être. La force n'a de sens que pour prendre des "mesures étendues assurant l'existence du peuple" (Engels). Le fonds de la question sociale est économique.

2. Situation : Elle a deux aspects.

a) Il y a longtemps (monopoles, cap. décadent) que la concurrence entre capitalistes n'est plus le ressort principal du progrès matériel. Ce sont les luttes revendicatives qui ont pris la 1^o place pour stimuler la productivité, contre le caractère parasitaire des monopoles. Revendiquer est devenu + qu'une obligation "corporative", un devoir civique !

b) En période de crise comme maintenant : offensive brutale du capital (paupérisation des salariés et ruine des classes moyennes).

3. Solution :

Vue cette situation de délabrement économique. Notre prog. est de bien-être. Tous les 13 Pts sont en fait économiques, au moins indirectement.

Mais spécialement Pts 3 & 4. C'est le "plat de résistance" de notre Mini. En effet ici est précisé l'antagonisme des classes : classes populaires d'un côté, oligarchie financière de l'autre.

Classes populaires (ensemble 90 % population) : salariés + classes moyennes. Voyons successivement :

- Classe salariée : fondamentale devenue principale. D'où attention toute spéciale.

. Revendiquer et non gérer ! (cf. nationalisations..) ;
 . Urgence : défense à tout prix niveau d'existence. Donc prob. de salaires et chômage (et non temps travail..) ;
 . Vraies réformes : relèvmt. gal. salaires et non SMIC !
 - Classes moyennes :

N'est-ce pas prob. majeurs : propriété foncière pour les paysans; crédit pour PME ; fiscalité pour ITC ?

"Mesures radicales" veut dire : aussi loin que le décideront les orga. prof. concernées. Mais représentatives !

Conclusion : Nos4 premiers Pts. forment un mini-prog. complet. Touchent Etat et Entreprises, polit. et économie. On pourrait s'arrêter là.

1. Principe :

Les classes ennemies n'existent pas sans inégalités criantes au sein des "cellules fondamentales" de la société : La Famille et la Patrie. La propriété privée rend les différences naturelles oppressives, divise le peuple. La femme et l'enfant brimés par le patriarcat ; les pays dépendants et la population immigrée brimés par le colonialisme, le racisme.

2. Situation : Elle a deux aspects.

a) Il y a longtemps (monopoles, cap. décadent) que la famille et la patrie bourgeoises manifestent une inégalité insupportable :

- Depuis que la masse des producteurs sont des salariés, le "foyer" n'offre plus aucune sécurité à la femme ;
 - Depuis qu'il y a des Empires coloniaux capitalistes, l'essor des nations est étouffé.

b) En période de crise comme maintenant, il est évident que le fardeau retombe avant tout sur les faibles, les femmes et les pays dépendants du tiers-monde.

3. Solution :

Vue cette situation d'inégalité extrême prenant prétexte des différences naturelles. Notre prog. est un prog. d'Égalité. Question traitée dans 2^o partie du Mini. Prenons les points saillants :

- Femme (n° 7) : L'expérience historique démontre aujourd'hui que l'égalité juridique ne tranche rien. Il faut l'égalité économique. Voilà pourquoi "droits de travailleur" à la F. au foyer (ressources, repos, prot. soc)
 - Colonies (n° 11) : L'expr. hist. démontre auj. que l'indépend. politique ne tranche rien. Il faut l'ind. écon. D'où briser rapports de "coopération" asservissants.

Conclusion : Le fonds des gds mvmts démocr. que sont le mvmt féministe et le mvmt de libérat. nation. apparaît à présent en pleine lumière. L'heure est venue de réaliser les rêves égalitaires de 1793 : l'Union libre et la République universelle !

Le peuple ne veut que son dû

-0- IV - DEMOCRATIE -0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-

1. Principe :

Classes ennemie + inégalité au sein du peuple = cohésion sociale maintenue par seul cercle de fer de l'Etat. Mais cancer bureaucratique, nouvelle source de conflit.

2. Situation : Elle a deux aspects.

- a) Il y a longtemps (monopoles, cap. décadent) que l'idéal de "l'Etat à bon marché" mis aux oubliettes. La règle au contraire : Etat bureauc., "intervention", "dirigisme".
- b) En période de crise comme maintenant, le prob. devient gravité extrême. Il est question de passer officielmt au capitalisme d'Etat, c.a.d. économie de guerre.

3. Solution :

Vue cette situat. de bureaucratisation aigüe, asphyxie sociale. Notre Mini est un progr. de démocratie : . étend la question de liberté (n° 1) à lutte gale vs. fonctionnarisme (n° 2) : "évacuation caste". Du Pt. Rép. aux gvneurs milit., du Pt cour appel aux d° Sté nationalisées, du recteur Académie aux ambassadeurs. . revue détail fonctions parasites de l'Etat oligarchique (Nos 1,5,9,13) : Flics, Mandarins, Technocrates, Colonels. Voyons ici les 2 fonctions directmt économiques :

- Ecole (n° 5) :
- Traitée après examen des classes, car organe de la reproduction de la division en classes.

"Réforme complète", car crise permanente. Pas étonnant : Archaïque (T.V. proscrite) ; Policière ("discipline" 1° matière ! Bachotage) ; Mandarinale, ou élitiste (incapacité à généraliser le secondaire).

- Finances (n° 9) :

Traité après examen complet de la situat. intérieure du pays, car organe de redistribution du revenu national. "Emprunt forcé sur les riches", seul moyen d'assainir. Budget : non pas "réduire les inégalités", mais pillage redoublé des masses. Les spécialistes avouent : la dette publique dépasse la "cote d'alerte".

Conclusion : L'évolution totalitaire du capitalisme manifeste violemment nécessité de direct. consciante et harmonieuse de la société, c.a.d. du socialisme !

-0- V - PAIX -0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-

1. Principe :

Les faux communistes - krouchtchéviens - mentent : le capitalisme reste le "régime social dominant" dans le monde. Et ce régime d'oppression et d'exploitation, c'est la guerre inévitable !

2. Situation : Elle a deux aspects.

- a) Depuis longtemps (monopoles, cap. décadent) le capitalisme est la rivalité des "grandes puissances" pour dominer le monde.
- b) En période de crise comme maintenant, c'est "l'avant-guerre". Les 2 supergrands poussent tout droit à W.W.3.

3. Solution :

Vue cette situation de militarisme et bellicisme aigüe. Notre prog. est de Paix. Nos n° 1 (paras) et 12 (Rep. européenne) sont des mesures.

Mais c'est le n° 13 qui pose précisément la question diplomatique.

Le prob. : quitter le sillage des superpuissances, rompre donc avec la politique militariste et hégémoniste. Il y a deux manières de bellicisme :
- se soumettre aux Grands, au protectorat ;
- travailler à un 3° bloc concurrent.

Donc il faut un véritable renversement d'alliances. S'allier à la gde masse de la population mondiale, aux pays du tiers-monde qui ont l'avenir pour eux. Et spécialement au plus conséquent d'entre eux, la Chine.

Conclusion : La question du rapport de forces mondial est décisive, et tout notre Mini doit être établi à la lumière de cette question. Pour deux raisons :

- . parce que toutes les classes choisissent en ce moment leur camp pour W.W.3 ;
- . et parce que le mymt révolutionnaire est constamment confronté à la menace d'intervention étrangère.

-0-

Il reste des Pts à développer : revendications offensives des salariés (30 h, Sécurité sociale), les jeunes, les immigrés, la protection du franc, l'Europe.

Cette remarque faite, deux choses ressortent de notre Mini :

1. Le contenu essentiel est clair. Il se résume en une phrase : armer les civils, faire payer l'oligarchie, et renverser les alliances.

Et tout cela se trouve à son tour rassemblé dans notre mot d'ordre stratégique central : le Gouvernement révolutionnaire provisoire (G.R.P.). Le G.R.P. est le couronnement du programme minimum et c'est en même temps la garantie de son application.

2. Notre Mini est contradictoire, et c'est légitime.

D'une part, nous avons enfin un programme minimum communiste. Une sorte d'événement : on peut enfin se dégager du groupuscule et défier la Gauche.

D'autre part, ce n'est qu'un projet de prog. minimum pour le Parti communiste futur, qui reste à construire. Précisément, construire le Parti c'est surmonter la contradiction actuelle entre notre connaissance relative de la doctrine et notre ignorance relative de la situation.

Pour terminer, on ne peut mieux que répéter après Marx : "Le programme officiel d'un parti importe bien moins que ses actes". Donc au travail !

LES MAOISTES, LES PARTIS ET LE PEUPLE

De grandes foules vinrent à Jésus. Il gravit la montagne et leur dit :

- "Vous êtes le sel de la terre. Si le sel perd sa saveur.. il n'est plus bon qu'à être jeté dehors.. Vous êtes la lumière du monde.. On n'allume pas une lampe pour la mettre sous le boisseau..
- Ne croyez pas que je sois venu abolir la loi ou les prophètes ; je suis venu non les abolir, mais les accomplir".

(Evangile de Matthieu - V, 13-17).

A.1. Nous ne le cachons pas, et c'est cela au contraire qui fait notre fierté : nous autres, maoïstes, nous sommes un parti de classe. Nous choisissons notre camp et nous sommes pour la lutte. En effet, la science sociale et l'expérience historique ne laissent aucun doute, il y a dans notre pays deux camps ennemis : d'un côté le Capital et de l'autre le Travail salarié. Soyons même plus précis. Il y a d'un côté une poignée de parasites (moins de 10 % de la population) ; c'est ce que j'appelle l'oligarchie des financiers. De l'autre côté il y a l'ensemble des classes productrices (plus de 90 % de la population) ; c'est ce que j'appelle le peuple. Et il faut savoir que c'est de ce fossé infranchissable entre les classes que tout le reste dépend dans la société.

Ce que je viens de dire, le plus grand nombre des gens du peuple "sent" que c'est vrai. Mais ne nous faisons pas d'illusions, on compte sur les doigts ceux qui le comprennent réellement.

2. Par contre, il y a une chose que chacun sait parfaitement : c'est que pour faire valoir leurs intérêts, les gens de tous les camps disposent à notre époque d'un moyen, ce sont les "partis". Je dis tout de suite que j'appelle "partis" toutes les organisations représentatives ; cela englobe donc à la fois les partis politiques proprement dits et les syndicats. Les partis, ainsi compris au sens large, sont à la base de l'Etat moderne. Ils sont en effet le grand moyen créé par la société bourgeoise pour que les gens puissent s'éclairer mutuellement et s'organiser. Par suite, les partis sont actuellement le grand levier de l'action des masses populaires.

Mais ce qu'il faut bien voir, c'est qu'en règle générale l'opposition entre les deux camps ennemis (l'oligarchie et le peuple) ne coïncide pas du tout avec la subdivision entre les partis, avec ce qu'on appelle la "droite" et la "gauche". La meilleure preuve de ce que j'avance c'est que les gens du peuple, qui ont des intérêts fondamentalement identiques, ont néanmoins couramment des "opinions politiques" opposées. On peut aussi se rappeler qu'on rencontre parfois des membres de l'oligarchie qui n'hésitent pas à sacrifier leur fortune - et même leur vie - pour embrasser la cause du peuple.

Je vous le demande : n'est-ce pas ainsi que les choses se présentent dans la réalité ?

3. Ce que je viens de dire suffit pour deviner que nous, maoïstes, nous ne sommes pas un parti comme les autres. En effet, sur la question des classes et des partis nous disons deux choses. Premièrement, même si les partis sont le moyen d'action sociale le plus évolué qu'ait produit la société divisée en classes, les partis ne sont pas la fin de tout. Un jour viendra même, quand il n'y aura plus trace de classes, où les partis n'auront plus de sens. Naturellement, à ce moment le parti maoïste descendra dans la tombe avec les autres, dans le même cercueil.

Deuxièmement, pour le moment les classes existent et on ne peut pas se passer de partis ; surtout pas de parti maoïste. Notre parti, c'est celui qui adopte le point de vue de classe des esclaves salariés. Il ne réclame aucun privilège, si ce n'est le privilège de regarder la réalité en face, en restant exempt de toute démagogie ; et le privilège de se tenir dans le camp du peuple jusqu'au bout, en

restant à l'écart de tous les clans. Mais il faut le dire : sans parti maoïste, il n'y a aucun espoir que les classes arrivent à exprimer exactement leurs intérêts au travers des autres partis. Et ne faut-il pas commencer par là si on veut parvenir plus tard à se passer de tous les partis ?

On le voit, notre parti à nous, le parti maoïste, n'est pas plus "à droite" qu'"à gauche". Notre parti est "en avant" ! C'est un parti "d'avant-garde". Ça change tout ! Et, notez-le bien, contrairement à ce que certains pensent, on ne comble pas du tout le vide laissé "en avant" par la "droite" et la "gauche", en se plaçant simplement à "l'extrême-gauche" ! Cela ne peut donner et n'a jamais donné qu'une caricature d'avant-garde, rien de plus. Et d'ailleurs cela ne donne même pas un parti, mais un groupuscule.

Voilà ce que je voulais préciser nettement avant d'aller plus loin.

B.1. Poursuivons. Nous autres, maoïstes, nous savons où nous allons et nous ne cachons pas notre but, bien au contraire. Ce but, que nous proclamons, c'est la révolution sociale. En effet, la science sociale et l'expérience historique ne laissent aucun doute : l'opposition actuelle entre l'oligarchie financière et le peuple débouche tout droit sur une société sans exploités ni exploités. C'est cette société que j'appelle le communisme.

Par quel miracle va-t-on établir une telle société sans classes ? En bouleversant le régime existant du travail, c'est-à-dire le régime de la propriété capitaliste. La propriété capitaliste signifie deux choses : premièrement, les hommes se sont libérés de la Nature par leur travail ; deuxièmement, les hommes sont devenus prisonniers d'eux-mêmes dans le travail.

On ne peut donc pas en rester là. Et c'est même le plus important qui reste à faire. Il s'agit à présent que les hommes se rendent enfin pleinement responsables de leur vie, en se mettant à travailler au sein d'une association consciente. L'aboutissement normal de ce nouvel ordre des choses, c'est que les hommes arriveront à travailler comme ils respirent.

Voilà l'oeuvre grandiose des générations héritières du capitalisme. Et c'est cela que j'appelle convertir la propriété privée capitaliste en propriété sociale communiste. Nous pouvons entreprendre cette tâche parce que les conditions sont mûres. Nous devons accomplir cette tâche parce que c'est une question de vie ou de mort.

Ceci dit, il faut bien se rendre compte des points suivants. Premièrement, les salariés n'ont à perdre que leurs chaînes ; par suite eux seuls peuvent se vouer sans réserve à la révolution sociale dans leur masse. Deuxièmement, le point de départ obligatoire pour faire fleurir la propriété sociale, c'est que le peuple confisque la propriété privée parasitaire de l'oligarchie. Troisièmement, à partir du moment où le peuple est décidé à exproprier l'oligarchie, il doit s'attendre à ce que cette minorité antisociale provoque la guerre civile.

Ce que je viens de dire, le plus grand nombre des gens du peuple "sent" que c'est vrai. Mais ne nous faisons pas d'illusions, on compte sur les doigts ceux qui le comprennent réellement.

2. Par contre, il y a une chose que chacun sait parfaitement : c'est que le peuple considère les "partis" - syndicats y compris - moins comme les instruments propres à réaliser la "justice sociale" (à rendre les hommes libres dans leur travail) que comme des repères de "politiciens".

Qu'est-ce que des politiciens ? Ce sont des mauvais bergers, et il y en a de deux sortes. Les uns sont des loups revêtus d'une peau d'agneau, qui se nourrissent de l'injustice ; ils n'ont donc pas la moindre envie de la combattre ! Les autres sont simplement des aveugles qui se proposent de conduire des borgnes ; ils n'ont donc pas la moindre aptitude à diriger le combat contre l'injustice !

Mais il y a plus. Les politiciens sont naturellement divisés entre eux. Ceux de "droite" font briller les idées d'"ordre" et de "liberté", et ceux de "gauche" vantent l'"égalité" et le "progrès". Mais la justice c'est tout cela :

Les Maoïstes, les Partis et le Peuple

l'ordre, l'égalité et le reste ! Si on la coupe en deux, on la tue toute entière!

Résultat ? Les partis ont pour mission d'éclairer le peuple, de l'organiser, et donc de lui donner les moyens de "se sauver lui-même". Mais les politiciens, au contraire, contribuent à ôter au peuple toute perspective, à le désunir, et donc à paralyser ses mouvements. Voilà comment les classes populaires se retrouvent livrées, pieds et poings liés, entre les mains de l'oligarchie !

Voilà également pourquoi (à notre époque même où toutes les conditions sont réunies pour construire un paradis sur terre), nous voyons certaines sections du peuple se laisser gagner par le désespoir. D'aucuns, en effet, prêchent qu'il faut "hurler avec les loups" ; n'est-ce pas déchoir jusqu'à exalter l'enfer ? D'autres arrivent au même point par une voie opposée. Ceux-ci recommandent de cultiver le mysticisme ; n'est-ce pas s'abandonner jusqu'à vénérer le néant ?

Comprenez-vous maintenant pourquoi nous voyons aujourd'hui progresser l'idée morbide qu'il faut désertier les partis ? Quand ce n'est pas l'idée franchement diabolique qu'il faut partir en guerre contre les partis ?

Je vous le demande : n'est-ce pas ainsi que les choses se présentent dans la réalité ?

3. Ce que je viens de dire suffit pour deviner que nous, les maoïstes, en tant que partisans conséquents de la justice sociale, nous ne sommes rien d'autre que le parti des anti-politiciens.

Quel orgueil ! Quel fanatisme ! ne manqueront pas de crier les gens de peu de foi. Laissons-les dire. Certes, les maoïstes savent qu'ils ne peuvent être qu'une minorité. Ils le resteront même longtemps encore sous le communisme. Mais j'ajoute ceci. Primo, n'est-il pas évident que nous venons, non pas pour "abolir la Loi ou les Prophètes", mais pour les "accomplir" ? Secundo, l'humanité est-elle jamais allée de l'avant en étant privée du "sel de la terre", de la "lumière du monde" ? Par conséquent si, aujourd'hui, les maoïstes "ne représentent personne", c'est pour la seule et unique raison que le peuple aujourd'hui n'est rien ! Et inversement, les maoïstes représenteront à coup sûr quelqu'un dès que le peuple commencera à être quelque chose !

Quand le peuple commencera-t-il à être quelque chose ? C'est clair : aussitôt que les partis commenceront à s'épurer des politiciens ! Nous verrons cela à quoi ? Nous le verrons aux efforts que ferons les partis pour adopter un programme d'action de "lutte des classes", un programme de "front populaire". Et je mets ma main à couper que ce programme ressemblera comme un frère à notre "programme minimum" en 13 Points. En effet, seul un programme de ce type répond à la question suivante : qu'est-ce que "tout le monde" (le peuple) peut faire, et tout de suite, pour desserrer l'étreinte de l'oligarchie financière ? Du même coup un programme de ce type indique le premier pas à faire sur le chemin escarpé et plein d'embûches qui conduit à la société sans classes, au communisme.

Comment démontrer que nos 13 points sont le type d'un vrai programme immédiat de lutte des classes, de front populaire ? D'abord en examinant le point de vue auquel il se place (son caractère d'ensemble). Ensuite en étudiant les propositions précises qu'il renferme (son contenu concret).

Voilà ce que je voulais préciser nettement pour achever mon introduction.

Tél. : 852.83.15

Silvy - 1.1.81

Venez écouter la suite !

) Réunion-débat : (
(
) <u>LE PROGRAMME MINIMUM</u> (
(
) <u>BES MAOISTES</u> (
(
) - Lieu et heure : (
(

PROGRASSIVNE D'ACTION

I.

Le mouvement historique du prolétariat mondial a pour but final, de substituer par tout au régime social actuellement dominant, fondé sur l'esclavage salarié, la société communiste, sans marchandises, sans classes et sans Etat.

Sous le communisme, le travail deviendra une passion et un délassement.

II.

La période de transition du capitalisme au communisme est commencée à notre époque impérialiste. Elle met à l'ordre du jour l'instauration de la dictature du prolétariat et l'édification du socialisme dans notre pays. Autrement dit :

- a) Destruction de l'Etat bourgeois bureaucratique par la guerre populaire. Ceci permettra l'entrée en vigueur réelle de la loi du nombre, c'est-à-dire de fonder la République délivrée du Parlement ;
- b) Expropriation sans délai de l'oligarchie financière, puis reconversion des autres capitalistes et de la petite économie. Ceci permettra à la classe salariée de se mettre à son compte en une grande coopérative nationale, et d'exercer son contrôle sur les entreprises subsistantes.

Sous le socialisme le travail obligatoire, étendu à tous, deviendra une partie secondaire de la vie.

III.

La classe salariée et ses alliés prendront les armes dans l'élan de la lutte prolongée et sans merci qu'ils sont forcés de livrer pour soulager leurs souffrances immédiates.

La situation objective concrète est critique. En effet :

- a) La conjoncture de crise économique "mondiale" et d'avant-guerre déclenche une vague de paupérisation et de réaction politique.
- b) La France occupe une position de pays capitaliste moyen, c'est-à-dire de pays "petit-bourgeois" irrésolu, coïncé entre les deux superpuissances hégémonistes et les pays révolutionnaires du tiers-monde.

Le peuple veut constituer le front uni anti-oligarchique et anti-hégémoniste.

Le salut réside dans l'action de masse, l'application des réformes effectives par la force, un gouvernement révolutionnaire provisoire.

Table générale

Freddy Malot – 1965-1981



La Question de l'Union des Étudiants Communistes de Lyon.....	3
“Révélations” de l'Humanité... sur la dénommée Malot.....	11
L'avenir est à nous !.....	13
L'Égalité.....	19
La “décision” de 1967.....	43
Projet de thèses pour le Comité Révolutionnaire “Égalité”.....	69
Aux majeurs et aux lèche-culs.....	85
L'Internationale Maoïste – De Gaulle : ennemi n° 1 du peuple.....	91
Mini-Manifeste.....	107
Le X ^{ème} Congrès CGT de Berliet-Vénissieux.....	109
Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.....	131
Le Mariage, la Femme, la Famille et la Révolution.....	163
L'Exploitation Capitaliste.....	165
Flora Tristan – La Femme Race Paria.....	177
Staline – Les Lois du Matérialisme Dialectique.....	193
Mao – Théorie de la Contradiction.....	199
La Philosophie Communiste.....	203
Le mode de production de la commune primitive.....	217
Le Marxisme et les Nationalisations.....	247

Table générale – Freddy Malot – 1965-1981

Tracts du Cercle Flora Tristan.....	253
Lettre d'un concubin au M.L.F.....	259
L'expérience albanaise.....	261
Staline – Les Principes du Léninisme.....	263
La Famille et la Révolution.....	277
La situation et nos tâches.....	301
À bas la “démocratie française” des banquiers !.....	311
Lettre ouverte à la directrice de la maternelle.....	313
Femmes de tous les milieux.....	315
Debout ! Mères et Ménagères !.....	335
Nous n'aurons rien sans une révolution syndicale.....	337
G. Thomson : Le premier État Socialiste.....	339
Vive Staline ! Continueur de Lénine.....	361
Syndiqué, Salarié.....	363
Programme d'Action.....	365
La fête des opprimés et des exploités.....	369
La maladie du Syndicat.....	375
Le paradis communiste.....	380
Le peuple ne veut que son dû.....	387
Les Maoïstes, les Partis et le Peuple.....	393

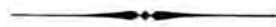


Éditions de l'Évidence – octobre 2018

2 montée de la Rochette

69300 Caluire (France)

contact@eglise-realiste.org



OBJET HORS COMMERCE – Prix moyen de revient : 20 €

CREDO

Hardi, camarades !

C'est le moment d'abattre le Colosse aux pieds d'argile : l'Occident pourri jusqu'à l'os.

Désertons le Système. Contre-société (École, Media, Justice, Police, et tout le St Frusquin) !

- Matière et Esprit sont les 2 faces d'une même et unique Réalité.

Nature et Humanité sont à Parité.

- Deux Partis accouplés forment l'assise sociale : le Féminin et le Masculin.

- Deux Valeurs combinées animent le travail : Égalité et Liberté. Ceci entraîne une double conduite : Fraternelle et Amicale.

- Le nouveau régime d'Associés authentiques implique tout à la fois la Gratuité et le Volontariat.

Tandis que les prisons sont vidées sans façon, les serrures de tout type s'en vont au musée.

De même que la Propriété privée-publicue disparaît et fait place à de simples Possessions, les Frontières sont renversées et l'O.N.U. est expédiée dans les poubelles de l'histoire.

Enfin ! La Société Convenable est là : le Comm-Anar. Sans Argent et sans Armes.

طالب 1779 - 4.12.2012.

1

2

3

4



CREED

Go for it, fellows!

Now's our time to bring down the Idol with feet of clay: the West rotten to the core.

Forsake the System. Counter-community (School, Media, Courts, Constabulary, and the whole caboodle)!

- Matter and Spirit are heads and tails of the same and single Real.

Nature and Humanity are at Parity.

- Two mated Parties make up the social basis: one Feminine and the other Masculine.

- Two combined values animate working: Equality and Liberty. This entails a twofold behaviour: Brotherhood and Friendship.

- The new regime of genuine Partners implies all at once Free Livelihood and Voluntary Service.

As jails are offhand vacated, likewise locks of every kind depart for the museum.

As well as public-private Properties vanish and give way to mere Possessions, Borders are overthrown and U.N.O. is consigned to the scrap heap of history.

Well! Well! We've got the Suitable Community: Anar-Comm. Without Money and Weapons.

www.eglise-realiste.org